POINTS

PHILIPPE BURRIN

La dérive fasciste

Doriot, Déat, Bergery
1933-1945

HISTOIRE

Philippe Burrin

La Dérive fasciste

Doriot, Déat, Bergery
1933-1945

PRÉFACE INÉDITE DE L'AUTEUR

Éditions du Seuil

COLLECTION « POINTS HISTOIRE »
FONDÉE PAR MICHEL WINOCK
DIRIGÉE PAR RICHARD FIGUIER
ISBN 978-2-02-116475-6

Avec le soutien du
CNL
Centre national du livre

© Éditions du Seuil, octobre 1986, mars 2003 pour la présente édition.

www.seuil.com

CC BY-NC-ND 4.0

A Irène

Préface

Un premier ouvrage est, dit-on, un coup d'essai. Une reparution seize ans plus tard, en édition de poche, c'est au moins un coup de chance. Pour l'auteur, un motif de satisfaction, mais aussi de perplexité. Il souhaiterait un livre mieux fait, il le ferait aujourd'hui autrement, à supposer qu'il lui vienne à l'esprit de le faire. Historien, il se demande s'il est mieux placé que d'autres pour regarder par-dessus son épaule. Il peut au moins rappeler une étape et indiquer le cheminement depuis.

*

La recherche pour ce travail débuta à la fin des années 1970, avec les encouragements de Saul Friedländer, qui enseignait alors à Genève, avant de rejoindre la Californie. Le manuscrit, achevé au début de 1985, trouva un lecteur attentif en Michel Winock, qui décida, ô joie, de le publier. L'ouvrage connut à sa parution, l'année suivante, ce qu'il est convenu d'appeler un succès d'estime, et cela seul importait. Son écho fut pourtant, me semble-t-il, plus fort que ses ventes : hasard d'un débat, rencontre d'un climat.

En 1986, le débat qui avait entouré la parution en 1983 du livre de Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, vibrait encore. En défendant la thèse d'une idéologie fasciste imprégnant en profondeur, en dépit d'un insuccès politique patent, la France des années 1930, en particulier les milieux intellectuels, l'historien israélien avait suscité un vif intérêt, qu'avait alimenté la forte critique des historiens spécialistes. D'où l'attention prêtée à une nouvelle étude qui prenait position sous un angle différent, la trajectoire vers le fascisme d'hommes de gauche (Pierre Nora accueillit généreusement dans *Le Débat* un aperçu de cette recherche[(1)1]).

Le climat politique se trouvait être non moins propice. Le Front national montait en puissance après sa percée de 1984, renforçant à gauche le déboussolement engendré par le virage

du gouvernement vers la politique d'austérité. La situation appelait la comparaison avec une autre alternance, celle du Front populaire cinquante ans plus tôt, qui n'avait pas trop bien fini, ou en tout cas dont certaines têtes de file n'avaient pas bien fini du tout.

A droite et à l'extrême droite, on voulut se réjouir qu'un ouvrage rappelât la contribution de la gauche au fascisme, et on s'empressa de le tirer dans une direction qu'illustre assez bien le titre d'un brûlot publié par le Club de l'Horloge en 1984, *Socialisme et fascisme : une même famille ?*[(2)] Les hommes politiques de droite en France aiment renvoyer la balle du fascisme dans le camp opposé.

A gauche, chez les francs-tireurs surtout, on marqua de la curiosité pour des itinéraires déviants, peut-être dans l'idée que si danger fasciste il y avait, la vigilance commandait de se garder de tous côtés. A partir du milieu des années 1980, pour une décennie peut-être, il y eut, en tout cas, une renaissance de la thématique du fascisme et de l'antifascisme. La synthèse de Pierre Milza, *Fascisme français*, sous-titrée significativement *Passé et Présent*, en offre un symptôme parmi d'autres[(3)]. La plupart des historiens, Pierre Milza le premier, étaient pourtant sceptiques devant l'assimilation du Front national au fascisme. Rien d'étonnant que le concept de national-populisme, proposé par Pierre-André Taguieff, se soit rapidement imposé.

Quoi qu'il en soit, cette renaissance demeura limitée. Commençait à déferler la vague d'intérêt pour Vichy et pour l'Holocauste. En 1987, Henry Rousso publiait son *Syndrome de Vichy*, et l'année suivante Eric Vigne faisait paraître en traduction le maître-ouvrage de Raul Hilberg, *La destruction des Juifs d'Europe*, vingt-sept ans après la première édition anglaise[(4)].

Vichy, son autoritarisme, son antisémitisme, sa xénophobie : le fascisme des années 30 en apparaissait bien pâlot. Fut-il même jamais le bon point de référence ? Au fond, son terreau

avait été la crise de la démocratie parlementaire et le dilemme de la paix et de la guerre davantage que la xénophobie et le racisme.

*

A l'époque, l'ouvrage fut qualifié par Antoine Prost, au cours d'une conversation, de « travail au petit point ». Jugement abrupt et approprié : rien de plus éloigné des découpages privilégiés par les tenants de l'histoire sociale que cette analyse de trois itinéraires politiques. Au lieu de masses, de couches, de groupes, une brochette d'hommes de second plan et une cascade de trajectoires d'échec. En somme, une réitération de cet intérêt pour les marges ou les extrêmes qui se rencontre à foison dans les travaux d'histoire politique et qui laissait, à l'époque, un Serge Berstein bien seul dans l'étude du parti radical-socialiste[5].

Outre un effort de rigueur dans la méthode et la conceptualisation, ce livre comporte quelques points de substance qui mériteraient mention s'il fallait tenter une modeste défense. D'abord, l'approche adoptée s'inscrivait en rupture avec une tendance répandue qui faisait tenir le fascisme pour une essence. Construit idéal-typiquement, il était conçu ici, au contraire, comme une ligne de fuite, un point d'aboutissement virtuel. C'est la fascisation qui formait, à proprement parler, l'objet de l'étude, une fascisation qui s'opérait à travers une succession d'embranchements. A son terme, des hommes de gauche qui avaient été les promoteurs d'un rassemblement antifasciste se retrouvèrent proches de l'ennemi fasciste qu'il avait été dans leur intention de combattre et de vaincre.

Une telle approche présupposait, à l'évidence, qu'un phénomène historique pouvait être utilement analysé en prenant pour angle d'étude les acteurs individuels. En reconstituant alternatives et choix au milieu de contextes changeants, il s'agissait de reconstruire la manière dont des individus participent par leur action à l'émergence de possibles historiques et de cer-

ner leur part de liberté dans le jeu des contraintes, quand bien même cette liberté se jouait dans des situations de moins en moins ouvertes.

Deuxièmement, l'étude prenait au sérieux la capacité d'attraction du fascisme – qu'il ait une capacité de répulsion fait partie du bagage antifasciste dont sont pourvus la plupart des historiens. Attraction d'autant plus frappante qu'elle s'était exercée sur des militants de gauche politiquement formés. Et qu'elle avait été stimulée par la présence de régimes fascistes dans des pays voisins. Il devenait essentiel, du coup, de prêter attention aux représentations que les contemporains se formaient de ces régimes, y compris à cette tendance répandue qui consistait à y distinguer des aspects « positifs » et des aspects « négatifs ». L'attraction exercée par des régimes étrangers est un phénomène récurrent dans la vie politique – que l'on songe à l'URSS, plus tard, à Cuba et à la Chine. Dans la France des années 1930, l'influence transnationale des fascismes fut une variable notable. De là cette image du « champ magnétique » qui connut quelque succès.

Troisièmement, dans la mesure où il s'agissait d'hommes de gauche évoluant vers le fascisme, la question du passage d'une culture politique à une autre devait être posée : conversion ou métamorphose ? La deuxième hypothèse s'imposant, il convenait de s'interroger sur les passerelles qu'avait pu contenir l'univers politique de départ, qu'il s'agisse des pratiques militantes, des formes d'organisation ou des valeurs et imaginaires politiques. Rompant avec leur parti d'origine, ces hommes trouvèrent tous une plaque de réorientation dans l'idée d'un rassemblement national, idée à laquelle le fascisme donnait une traduction extrême.

Enfin, ces évolutions concernaient des hommes de gauche français. Autrement dit des hommes pris dans une situation nationale, elle-même marquée au sceau d'une double crise. La crise intérieure, celle du parlementarisme, engendra dans la

plupart des groupements politiques des tensions et des dissidences. Elle poussa des individus à chercher « du neuf », ouvrant la voie à des dérives spectaculaires. De telles évolutions restèrent en nombre limité, mais elles étaient symptomatiques d'un délitement plus large des valeurs républicaines et de l'émergence d'aspirations autoritaires qui allaient s'assouvir, après la défaite, dans le culte de Pétain et le soutien au régime de Vichy.

La crise extérieure, déterminée par les menaces que faisaient peser les régimes fascistes, eut une influence non moins sérieuse, encore que rarement prise en compte. D'où l'attention accordée aux positions de politique extérieure et au rôle qu'elles jouèrent dans ces évolutions. Il en ressortait la qualité essentiellement défensive de ces fascisations et, de façon plus large, la faiblesse de l'impulsion belliciste et expansionniste dans le fascisme français.

*

Depuis la parution de ce livre, le paysage s'est enrichi d'un certain nombre de travaux – avant tout des monographies – sans qu'ait été bouleversé le champ des interprétations. L'œuvre de Zeev Sternhell forme un massif toujours aussi central en raison de l'ampleur de la recherche, de la période et de l'espace couverts – la France et l'Italie –, enfin de la cohérence de la grille d'explication[6]. Elle continue d'inspirer les recherches, tout en restant fortement discutée, qu'il s'agisse de la question des origines françaises du fascisme ou de la conception du fascisme au débouché de la révision du marxisme et d'un nationalisme socialisant[7].

A en juger par le volume de la production scientifique, le fascisme français est un thème aujourd'hui travaillé davantage dans le monde anglo-saxon qu'en France – on a pu parler d'une obsession américaine[8]. Parmi les travaux marquants des dernières années, il faut mentionner l'ouvrage de Robert Paxton

sur les Chemises vertes de Dorgères[9]. L'historien de Vichy estime que le fascisme fut une tentation sérieuse, à laquelle la France n'aurait pas moins été susceptible de succomber que d'autres pays si les données de la conjoncture avaient été différentes ; un jugement auquel on se rallie volontiers.

D'autres historiens américains soutiennent au contraire que le fascisme français eut une importance substantielle dans la mesure où ils comptent au nombre de ses manifestations le mouvement du colonel de La Rocque, de loin la ligue la plus nombreuse des années 1930[10]. Contestée, leur approche a le mérite de soulever un vrai problème, celui des imbrications de la droite conservatrice et de la droite radicale. A cet égard, l'étude de l'historien britannique Kevin Passmore sur l'évolution de la droite dans le Rhône est exemplaire[11]. Elle fait retrouver la question de la redéfinition des identités politiques sous l'influence de la crise des années 1930, ici sous la forme d'une radicalisation d'hommes de droite, dont le cas d'André Tardieu fournit un autre exemple[12].

Le fascisme français a bénéficié par ailleurs d'un renouveau d'intérêt dans le sillage des « *cultural studies* », fort influentes aux États-Unis. Les rapports entre écrivains, écriture et fascisme restent l'objet d'une attention qui ne se dément pas[13]. De même, l'approche en termes de « genre » suscite-t-elle des travaux dans le cadre d'une tendance plus large qui déchiffre dans le fascisme avant tout un projet de révolution culturelle[14].

En France même, ce qui frappe, c'est la réévaluation de la place de l'extrême-droite dans l'histoire nationale intervenue sous la double influence des ouvrages de Zeev Sternhell et de l'installation du Front national sur la scène politique. Longtemps prépondérante, la grille présentée par René Rémond dans ce qui demeure un grand livre[15], à savoir l'existence de trois familles de droite persistant dans des avatars divers, a été

complétée par la reconnaissance d'un quatrième courant, bien distinct des autres.

Ce courant national-populiste, présent depuis la fin du XIX^e^ siècle, répond à la demande périodiquement activée d'une représentation politique de type charismatique plus que fonctionnel, faisant droit à des aspirations autoritaires et satisfaisant une soif d'identité à fondement ethnique. Dans cette perspective, le fascisme français apparaît comme un moment, de loin pas le plus important, d'une tradition désormais séculaire. Un moment qu'on peut tenir pour dépassé, si l'on considère que son émergence était indissociable des séquelles de la Première Guerre mondiale, des mentalités militaristes et des formes de mobilisation politique qu'elle avait nourries, et dont notre société se trouve fort éloignée.

Sur un plan individuel, en revanche, il est douteux que les dérives politiques, dans un sens ou dans un autre, soient devenues anachroniques. De leur récurrence, le cas des négationnistes, celui d'un Paul Rassinier ou de l'équipe de la Vieille Taupe, offre une illustration d'après-guerre[(16)]. Sur un plan collectif, demeure d'actualité tout autant la possibilité de ce qu'on pourrait appeler une transition autoritaire, par opposition à la transition démocratique qui occupa les politologues après la fin de la guerre froide. Transition autoritaire, c'est-à-dire émergence d'une situation marquée par la désagrégation du consensus libéral-démocratique et une forte demande d'ordre et d'identité dans l'enveloppe rassurante d'une communauté à fondement ethno-religieux. Demeure sur l'horizon, enfin, comme une menace jamais à exclure, la situation extrême où la politique entendue comme domestication de la violence par l'arbitrage des intérêts cède à la force nue au service d'une idéologie totale.

Genève, avril 2002

Note

1. *Les notes sont placées à la fin de l'ouvrage.*

Introduction

L'histoire politique de la France entre le début des années 30 et la Libération apparaît rétrospectivement comme une longue partie de bras de fer entre la droite et la gauche, une partie avec ses rebondissements et ses revanches, le Front populaire venant répliquer au 6 février 1934, celui-ci vengé à son tour par le 10 juillet 1940, avant de succomber sous le coup de la Libération. Vision sommaire, schématiquement juste, mais qu'à la fin de l'Occupation l'éditorialiste d'un organe de droite au passé antimunichois comme *l'Époque* demandait avec véhémence de corriger, en refusant l'équivalence faite entre droite et collaboration, droite et fascisme : Bergery, Déat, Doriot, Marion, étaient-ce des hommes de droite, ces transfuges de la gauche qui avaient incarné les facettes diverses de la collaboration[(17)] ? Des hommes qui occupaient au début des années 30 des places en vue au sein des partis de gauche se retrouvèrent à peine dix ans plus tard parmi les partisans les plus actifs de l'ordre nouveau hitlérien ; et des militants de toutes les familles de la gauche, communistes, socialistes, syndicalistes, radicaux, sans oublier les chapelles de l'extrême gauche, appartinrent aux groupements de la collaboration. Le phénomène est frappant et, même si son ampleur est numériquement faible et largement minoritaire au sein de la collaboration, il est d'importance en raison de la place tenue par certains de ces anciens hommes de gauche : les deux plus importants partis de la collaboration, le RNP et le PPF, furent dirigés par un ancien socialiste et un ancien communiste, et animés par un certain nombre d'anciens militants de ces partis. Comment donc expliquer que, d'une gauche qui s'était définie dès 1934 par l'antifascisme, des hommes aient pu aboutir dans la collaboration avec Hitler ?

Les dissidences et les revirements politiques ne sont pas la propriété exclusive des années 30 ; on peut en réalité parler d'un phénomène typique de l'univers politique à l'âge démocra-

tique. La plus grande fréquence des passages de la gauche à la droite répond à des causes évidentes de désenchantement et de lassitude envers un engagement visant à opérer une transformation de la société. Le phénomène fit une apparition spectaculaire à l'époque fondatrice de la politique comme univers conscient et déchiré de la vie sociale que constitua la Révolution française, et trouva sa première illustration dans le fameux *Dictionnaire des girouettes* qui recensait les palinodies de certains grands personnages de la vie publique de la Révolution à la Restauration[(18)]. Hommage bien venu et à la mesure de ce précédent, la publication en 1948 d'un *Nouveau Dictionnaire des girouettes* documentait les fluctuations dans l'avant-guerre de certains résistants, en particulier des communistes ; mais l'auteur avait eu la modestie mal placée de ne pas y inclure son propre cas et celui de ses amis, anciens hommes de gauche comme lui : Jean Maze avait été l'un des collaborateurs de Bergery qu'il accompagna de l'antifascisme au pétainisme[(19)].

S'il existe une permanence du phénomène depuis l'ouverture de l'âge démocratique, on n'en aborde pas l'explication en faisant valoir des facteurs intemporels, comme l'ambition, la soif de pouvoir ou le désir de revanche, ce qui reviendrait à ignorer les échafaudages idéologiques et les contextes politiques à travers lesquels ils prennent leur consistance historique. Dans le cas d'hommes qui militèrent pendant des années, voire des décennies, dans un parti de gauche et qui en partagèrent les valeurs fondamentales, il importe d'expliciter les plans et les voies de glissement hors de leur famille d'origine. D'un autre côté, s'il n'est pas indifférent que ces hommes soient venus du communisme ou du syndicalisme, du socialisme ou du radicalisme, il faut aller au-delà d'une collection de catégories singulières et chercher, au travers de la variété, à saisir l'unité du phénomène. Trois itinéraires sont ici au centre de l'attention, ceux de trois hommes qui ont tenu une place centrale dans ce phénomène. Trois hommes qui furent en 1933-1934 des pionniers de l'anti-

fascisme, qui cherchèrent à entraîner leur parti respectif sur les voies d'une nouvelle tactique et qui, après leur rupture, fondèrent des mouvements qui comptent, malgré leur insuccès, parmi les éléments neufs de la vie politique française de ces années. Trois hommes dont les odyssées politiques, tout en présentant de larges similitudes, offrent des silhouettes contrastées représentatives des attitudes de la plupart des autres hommes de la gauche que l'on retrouve dans la collaboration. Le radical Bergery, le socialiste Déat, le communiste Doriot : voilà les personnages qu'il s'agit de cerner et de confronter au sein d'une perspective d'ensemble[(20)].

La présente étude vise en premier lieu à reconstituer l'histoire de ces itinéraires, à montrer en quoi ils furent, autant que l'expression de personnalités, les dérivées de passés politiques, dans la mesure où ces hommes avaient absorbé les valeurs et les comportements de leur parti d'origine ; à montrer aussi, d'autre part, en quoi leurs ruptures et les mouvements qu'ils créèrent sont révélateurs d'une crise des partis de gauche et du système politique français de l'époque. Elle vise ensuite à saisir à travers ces parcours politiques, tout en respectant ce qu'il y eut en chacun de singulier, le phénomène plus large du glissement de certains éléments de la gauche vers la collaboration. Enfin, elle vise à reconstituer les processus de fascisation de ces hommes de gauche, leurs voies et leurs degrés ; on pourra ainsi aborder d'un autre point de vue la problématique du fascisme en France, en même temps que s'interroger sur le statut et la signification de la confluence de gauche que l'on peut remarquer dans plusieurs mouvements fascistes.

Comme le montre en effet l'exemple de l'« inventeur » du fascisme, Mussolini, venu du socialisme révolutionnaire, le phénomène d'anciens hommes de gauche touchés par le fascisme n'est pas propre à la France. On en trouve d'autres exemples dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, le cas d'Oswald Mosley, ancien ministre travailliste et fondateur en 1932

de la British Union of Fascists, étant probablement le plus frappant ; celui du socialiste belge Henri De Man, souvent cité dans le même souffle, ne peut recevoir sans autre l'étiquette de fascisme, et il en sera question tout au long de cette étude[21]. Dans l'ensemble, le phénomène apparaît toutefois marginal. Dans leur très grande majorité, les dirigeants des mouvements fascistes vinrent de la droite, et c'est particulièrement vrai du nazisme, où il ne se voit pas d'anciens hommes de gauche dans ses cercles dirigeants. Pour ce qui est des militants de base, la question demeure ouverte ; incontestablement, d'anciens adhérents et électeurs de partis de gauche rallièrent des partis fascistes, mais il est douteux qu'ils aient représenté plus qu'une minorité.

Le problème n'en demeure pas moins posé des rapports entre le fascisme et la gauche, et plus précisément, puisqu'il s'agit de la France des années 30, d'un lieu et d'une époque connaissant l'existence de régimes fascistes, celui des effets exercés par les fascismes sur certains éléments marginaux de la gauche française. Au vu de la place tenue par d'anciens hommes de gauche dans le fascisme français, il y a lieu en outre de reposer la question discutée de la consistance et de la nature de ce dernier. En tout cela, l'approche historique est fondamentale, puisqu'il s'agit non seulement de mettre en lumière les conditions générales d'un phénomène de glissement de la gauche vers le fascisme, d'une métamorphose d'une expérience politique de gauche en une expérience fasciste, mais encore de faire ressortir les différences nationales et individuelles entre ces métamorphoses. Ainsi se demandera-t-on si l'on peut assimiler la dérive d'un Déat ou d'un Doriot à celle d'un Mussolini, ou s'il n'y eut pas des différences importantes, voire essentielles, dans les motifs et le sens de ces dérives, dans leurs formes politiques et idéologiques d'aboutissement. Mais, avant d'aborder la question à travers ces itinéraires, il faut éclaircir la définition du fascisme, les rapports entre gauche et fascisme, enfin la situation du fascisme en France.

Le fascisme ou le rassemblement totalitaire de la nation

On sait les débats et les controverses qui continuent d'entourer la problématique du fascisme[22]. La difficulté vient pour une bonne part de ce que l'on prétend avancer de ce phénomène une définition qui soit en même temps une explication de ses causes et une interprétation de sa signification historique, de sorte qu'en gagnant en généralité elle devient, ou abstraite au point d'être sans intérêt, ou assortie de tellement de spécifications que les exceptions ensevelissent la règle. Il n'est pas étonnant alors que les historiens fassent preuve de beaucoup de scepticisme envers le concept de « fascisme générique » et préfèrent délaisser l'explicitation conceptuelle de leur sujet pour le traiter dans son irréductible singularité[23]. Il y a pourtant place pour l'utilisation raisonnée d'une approche conceptuelle comme guide heuristique à la recherche historique. Dans la perspective d'une étude qui porte sur des processus de fascisation, qui cherche à repérer les symptômes de cette fascisation pour en faire ressortir les conditions et les voies, comme les limites à un moment donné, il est indispensable de disposer d'éléments d'appréciation que l'on ne saurait trouver que dans une approche idéaltypique à la manière de Max Weber.

Rappelons que, pour ce dernier, l'idéaltype n'est pas la réalité historique, encore moins la « réalité authentique », et qu'il ne sert pas non plus de « schéma dans lequel on pourrait ordonner la réalité à titre d'exemplaire ». Il est un « tableau de pensée », « une utopie que l'on obtient en accentuant par la pensée des éléments déterminés de la réalité ». « Il n'a d'autre signification que d'un concept limite purement idéal, auquel on mesure la réalité pour clarifier le contenu empirique de certains de ses éléments importants, et avec lequel on la compare. » Passons sur le statut problématique de cette « réalité » et remar-

quons que Weber soulignait, en des termes toujours actuels pour ce qui regarde le débat sur le « fascisme générique », que l'idéaltype n'est pas le but, mais un moyen de la connaissance, grâce auquel on cherche « à prendre rigoureusement conscience non de ce qui est générique, mais au contraire de la nature particulière des phénomènes culturels ». Autrement dit, il importe de ne pas confondre théorie et histoire et d'éviter ces erreurs grossières que les ouvrages sur le fascisme montrent à foison :

> Tantôt on croit fixer dans ces tableaux théoriques et conceptuels le « véritable » contenu ou l'« essence » de la réalité historique, tantôt on les utilise comme une sorte de lit de Procuste dans lequel on introduira de force l'histoire, tantôt on hypostasie même les idées pour en faire la « vraie » réalité se profilant derrière le flux des événements ou les « forces » réelles qui se sont accomplies dans l'histoire[(24)].

Pour le propos de cette étude, le fascisme est considéré comme un projet politique s'exprimant par une idéologie spécifique ; une approche qui paraît d'autant plus appropriée que l'on a affaire en France à un fascisme qui ne parvint pas au pouvoir, et même à un fascisme sans troupes, et qu'il s'agit de cerner un phénomène d'imprégnation fasciste plutôt qu'un phénomène fasciste caractérisé. Cette approche politique du fascisme est aujourd'hui souvent délaissée au profit d'approches qui s'attachent à en dégager les dimensions inconscientes, irréfléchies ou téléologiques, toutes dimensions dignes d'être prises en considération, mais qui ne devraient pas rejeter dans l'ombre une dimension politico-idéologique qui a fait de ce phénomène autre chose que l'instrument de révolte des classes moyennes, l'agent conscient du grand capitalisme ou l'agent inconscient d'une sécularisation ou d'une modernisation : à savoir un imaginaire social, un projet de société qui, quelque confuse qu'en ait été l'expression, quelque trouble qu'en ait été la réception,

n'en eut pas moins une puissance de séduction révélatrice d'attentes répandues[(25)].

Au point de départ se pose la question de savoir sur quelle base historique (la « réalité » de Weber) on peut asseoir une définition du projet fasciste. Le fascisme italien et le nazisme s'offrent d'emblée comme des phénomènes historiques qui peuvent soutenir une réflexion comparative. Sur le plan des pratiques politiques, la parenté est éclatante : ici et là, un chef charismatique conduisant un parti de masses, à la fois parti-armée en raison de la militarisation du comportement militant, et parti-ordre religieux par le discours et les rituels. Pour ce qui est de l'idéologie, des différences importantes existent entre l'un et l'autre, dans les traditions intellectuelles d'origine comme dans les formulations doctrinales. Dans le nazisme, une doctrine fondée sur le racisme fut tôt fixée et rigidement tenue, qui informa avec constance la politique hitlérienne. En revanche, le fascisme italien se montra éclectique, affirmant son refus de principe de toute doctrine, avant de livrer des esquisses mêlant les influences du nationalisme, de l'idéalisme gentilien, du syndicalisme national, pour démarquer en définitive le racisme hitlérien. Mais cette diversité ne doit pas faire ignorer la parenté profonde des visions du monde, qui distinguent le fascisme italien et le nazisme de toutes celles qui existaient à leur époque. Que ce fût sous la forme du volontarisme vitaliste ou du déterminisme raciste, tous deux s'inscrivaient dans une conception du monde irrationaliste ; et tous deux incarnaient une même variante extrémiste du nationalisme.

Du nationalisme d'extrême droite qui s'était développé dans le dernier quart du XIX^e^ siècle, le fascisme partageait la plupart des éléments de base, avant tout son antidémocratisme fondamental, les principes d'ordre et d'autorité, la négation d'un sens de l'histoire et d'une émancipation de l'humanité. Il s'en distinguait par son recours résolu aux masses, sa volonté de les faire

participer, non pas à la délibération et à l'exercice du pouvoir, mais à l'action du pouvoir. Il s'en distinguait en outre par son mépris des élites traditionnelles – même s'il était prêt à passer avec elles les compromis qui l'amèneraient au pouvoir et lui permettraient de s'y maintenir –, par sa volonté de ne reconnaître pour hiérarchie dans la nation que celle qui s'incarnait dans un parti unique rassemblant les éléments méritants du peuple, par son désir d'éliminer les sédiments de la tradition qui faisaient obstacle à sa volonté d'emprise totalitaire, tout comme enfin par l'inscription de son action au sein d'une mythologie qui lui donnait la légitimation d'un enracinement pseudo-historique et fixait les buts de sa « mission ». Le fascisme prétendait former une « nouvelle nation », une nation dotée d'une religion civique d'inspiration païenne qui devait à terme faire adhérer l'individu à l'ordre social de façon plénière, aveugle et spontanée.

A la différence du communisme, totalitarisme de gauche, le fascisme, totalitarisme de droite, a revendiqué fièrement son ambition totalitaire. On sait que ce fut Mussolini qui, en 1925, reprit le terme de l'un de ses adversaires qui l'utilisait de façon dénonciatrice pour l'afficher comme un titre de gloire[(26)]. Le fait est essentiel : c'est l'univers mental du fascisme qui se révèle dans cette proclamation d'une volonté de contrainte et de force qui accompagnait l'ambition de formation du nouveau peuple. Les valeurs de haine faisaient une escorte naturelle à cette volonté totalitaire ; haine dirigée en priorité contre tout ce qui empêchait la totalitarisation du peuple, tout ce qui résistait au modelage entrepris par la nouvelle élite, contre les éléments de division à qui étaient imputés tous les malheurs de la nation : l'étranger, le capitaliste cosmopolite, l'internationaliste, le juif, enfin, comme incarnation privilégiée de tous ces éléments diviseurs et centrifuges.

La communauté nationale que le fascisme ambitionnait de former devait être créée à neuf par lui, composée d'hommes

nouveaux qui seraient des individus pleinement transis par la nouvelle idéologie : à la fois pénétrés de part en part et mis en transe par elle. L'homme fasciste devait être un individu en permanence mobilisé au service de la communauté et du Chef qui la personnifiait, un individu doté des qualités de discipline et d'obéissance, mais aussi et surtout d'élan, d'enthousiasme, de foi aveugle et totale. L'ambition du fascisme était de produire un militarisme ardent qui fît de tous les membres de sa société des guerriers joyeux. C'est que la « nouvelle nation » avait pour destin inéluctable de se lancer à l'extérieur dans la lutte pour la puissance et la domination, et cette lutte devait être sans fin, la guerre n'étant plus définie comme un instrument au service d'objectifs déterminés, mais comme l'épreuve naturelle où devait se vérifier et s'entretenir la vitalité du peuple régénéré par le fascisme[(27)].

Dans les rassemblements fascistes, ceux du nazisme notamment qui a poussé le plus loin ces mises en scène, on voit s'inscrire l'image de la « nouvelle nation », avec son peuple hiérarchisé selon les services rendus au parti, militairement uniformé et ordonné, communiant avec son Chef dans l'enthousiasme et la discipline. Autant dire que la construction sociale et économique ne tenait qu'une place secondaire dans l'idéal fasciste ; c'est la primauté du politique et du militaire qui s'affichait, l'idéal d'une nation en armes préparée par son instruction et son mode de vie à se projeter dans les conquêtes qui sont le droit et la destinée des peuples-maîtres. Les régimes italien et allemand avancèrent inégalement dans la réalisation de ce projet, mais toute leur politique, notamment en matière culturelle et éducative, atteste la présence d'un tel projet pour lequel on peut avancer la définition idéaltypique suivante. Le fascisme ambitionnait de former une communauté nationale mobilisée en permanence sur des valeurs de foi, de force et de combat ; une communauté inégalitaire, comprimée dans une unité totalitaire excluant toute autre allégeance que la fidélité exclusive à

un Chef qui personnifiait le destin collectif et en décidait absolument ; une communauté militarisée, soudée en vue d'une entreprise de domination qui était à elle-même son principe et son but.

De la gauche au fascisme

L'existence d'une composante venue de la gauche parmi les animateurs du fascisme a été souvent relevée par les historiens. L'explication généralement donnée est qu'il s'agissait d'hommes marqués par l'expérience de la Grande Guerre et poussés vers le fascisme par l'activisme ; ainsi ce serait le goût de Doriot pour l'action qui, se trouvant étouffé par les conditions régnant dans le mouvement communiste, l'aurait amené à emprunter la voie fasciste[28]. Certains historiens y ont vu un phénomène caractéristique du cas italien. De l'évolution de Mussolini, James Gregor a conclu que son fascisme était le produit de la crise du marxisme classique et qu'il constituait une variante hérétique de ce dernier ; il aboutit ainsi à le réunir avec le maoïsme et le castrisme dans une même famille de dictatures mobilisant les masses pour assurer le développement et la modernisation de leur pays[29]. S'il est inutile de s'attarder sur cette contestable interprétation, il faut du moins repousser l'idée que le fascisme ait été le produit hérétique du marxisme. Mussolini ne s'est pas contenté de transposer sa conception du marxisme de la classe ouvrière sur la nation, avec pour aboutissement un syndicalisme ou un socialisme national ; en même temps que cette transposition, et à partir d'elle, il a suivi une évolution qui l'a amené à modifier l'ensemble de sa vision du monde et l'a transformé en un homme d'extrême droite. Comme l'a montré Emilio Gentile, sa conception de la révolution se caractérise à partir de 1914 par une perte progressive de foi en l'émancipation de la société et de l'homme ; de là bientôt un jugement pessimiste et méprisant sur la nature humaine, tandis que la croyance maintenue en l'activisme menait à l'exaltation de la force pour la force sans plus aucune justification d'ordre supérieur[30].

D'autres historiens voient dans la présence d'anciens hommes de gauche dans un certain nombre de mouvements fascistes une composante intrinsèque du phénomène fasciste en général, qu'ils viennent à définir comme le mariage du socialisme et du nationalisme. Eugen Weber a ainsi regroupé dans un ensemble qu'il qualifie de « national-socialiste » les rénovateurs français qui voulurent faire œuvre à la fois sociale et nationale[(31)]. Les Déat et Doriot des années 30 y figurent avec Barrès et d'autres, mais le rapport entre cet ensemble et le fascisme demeure flou, de sorte que parler de « socialisme national » ou de « national-socialisme » me paraît tourner à un jeu verbal. La perspective a été reprise par Zeev Sternhell, qui l'a développée en profondeur dans des ouvrages stimulants et contestables[(32)]. L'histoire du fascisme en France doit être selon lui envisagée comme une triple rencontre entre des dissidents venus de gauche et de droite : au sein du boulangisme dans les années 1880, au sein du Cercle Proudhon qui réunit au début du siècle des royalistes d'orientation sociale comme Valois et d'anciens syndicalistes révolutionnaires comme Édouard Berth, enfin dans la convergence pendant l'entre-deux-guerres, du moins sur le plan des discours, d'un certain nombre d'hommes de gauche et de droite (des hommes qui ne se reconnaissaient pas comme fascistes). Chacune de ces rencontres produisit une « synthèse » idéologique qui, dans le premier cas, aurait préfiguré le fascisme et, dans le second, aurait constitué une idéologie fasciste caractérisée que l'on ne fait que retrouver dans l'entre-deux-guerres ; une triple génération de « socialistes nationaux » aurait ainsi fabriqué du fascisme en combinant les valeurs politiques de la droite avec les valeurs sociales de la gauche. Voilà en quelque sorte pour la « mécanique » : mais comment expliquer le glissement, qui nous intéresse ici, d'hommes de gauche vers la participation à cette « synthèse » ? La révision du marxisme est pour Sternhell l'explication clé,

comme le montreraient un certain nombre de cas, en particulier ceux de Sorel, Déat et de De Man.

Les thèses de Sternhell ont reçu dans la communauté historienne un accueil critique[33], et l'on n'évoquera ici que les objections qu'appelle son explication concernant la composante de gauche dans le fascisme. La première s'adresse à l'idée selon laquelle le fascisme serait un produit de synthèse des valeurs politiques de la droite et des valeurs sociales de la gauche. On ne peut en réalité dissocier valeurs politiques et valeurs sociales, aussi bien pour ce qui concerne la droite que pour ce qui concerne la gauche ; le fascisme n'est pas une idéologie de la société, mais de la nation, et il est par tous ses principes une idéologie issue de l'extrême droite, même s'il leur a donné un tour spécifique, même si certains de ses dirigeants vinrent de la gauche. Deuxième objection : Sternhell n'avance d'explication du passage de la gauche au fascisme que pour les socialistes, alors qu'il ne s'agit que d'une catégorie parmi plusieurs autres ; pour ce qui est des années 30, le cas des syndicalistes, d'un radical comme Bergery, celui des anciens communistes surtout – Doriot représente tout de même le fasciste le plus accompli de la période – sont ainsi laissés de côté. Au surplus, l'explication retenue, celle d'une logique des idées qui amène au fascisme par la voie de la révision du marxisme, est pour le moins bancale ; la révision du marxisme a mené au socialisme démocratique non moins qu'au fascisme, de sorte qu'à produire des effets contraires le facteur n'explique rien. Dernière objection : la démonstration de l'historien israélien, structuraliste comme elle est et recourant à une lecture en va-et-vient à travers des textes distribués dans toutes les années 30, le conduit à ignorer la question fondamentale des processus de fascisation : ainsi, conformément à son schéma explicatif, le Déat de 1930, ayant censément procédé à la révision du marxisme dans un ouvrage paru cette année-là, aurait dès lors formulé pour l'essentiel une idéologie fasciste.

Sternhell effectue une dissociation de l'idéologique et du politique d'autant plus intenable que le fascisme fut par excellence un phénomène de crise. Il faut d'ailleurs relever le cours remarquable pris par son enquête, depuis les sources du fascisme français dans les années 1880 jusqu'au fleuve de l'entre-deux-guerres (et sans doute prochainement, jusqu'au delta de Vichy). La première « synthèse » est le fait du mouvement boulangiste qui apparaît comme un « préfascisme » exemplaire. Après le tournant du siècle, ce qui vient au premier plan, ce n'est plus un mouvement politique, mais une chapelle, le Cercle Proudhon, lieu de production d'une idéologie fasciste caractérisée. Dans l'entre-deux-guerres enfin, il n'y a même plus de cercle de rencontre, mais un ensemble épars d'hommes qui ne se rassemblèrent jamais, ne se reconnaissaient pas entre eux (ainsi un Maulnier et un Déat), mais dont les discours montreraient en pointillé la présence d'une idéologie fasciste, tout à la fois « latente » et « opérationnelle », ce qui est une contradiction dans les termes[34]. Ainsi en vient-on à la conclusion que le fascisme n'eut en France d'importance que sous la forme d'un « préfascisme » et qu'en se rapprochant de l'époque de son apogée en Europe il perdit dans ce pays en réalité politique, tout en étendant son emprise en tant qu'idéologie.

Ce qui fait défaut, c'est une explication qui rende compte historiquement des itinéraires singuliers et fournisse en même temps un cadre de compréhension du passage de la gauche au fascisme. Il faut donc tenter de préciser, une fois encore de manière idéaltypique, les conditions de possibilité d'un tel passage. A cet égard, l'histoire de l'Italie offre un champ de réflexion tout indiqué, le phénomène de fascisation qui affecta les milieux interventionnistes de gauche entre 1915 et 1922 présentant de nombreuses analogies avec la situation française des années 30. D'abord, il apparaît que dans pareille situation de bouillonnement intellectuel et idéologique, l'histoire des idées ne peut suffire à la tâche. La culture que l'on qualifie de préfas-

ciste comptait parmi ses représentants des hommes qui se dressèrent immédiatement contre le fascisme : ce fut le cas de Gramsci marqué par Croce, de Salvemini, de Gobetti dont la rupture avec Gentile est dictée par des raisons antifascistes de nature politique[35]. Il est donc nécessaire de recourir à une analyse qui soit à la fois politique et idéologique, en même temps que de faire appel à l'histoire des mentalités, à l'histoire des représentations et des aspirations, des climats culturels et des sensibilités collectives d'une époque.

On voit ensuite que le fascisme italien évolua, que, entre le fascisme de 1919 et celui de 1922, les différences sont importantes, sinon essentielles. Pourtant, l'un et l'autre fascismes peuvent être définis comme des mouvements et des idéologies de rassemblement national. Ce point est primordial, car l'idéal d'un rassemblement national est le stade obligé à partir duquel peut s'effectuer la fascisation d'éléments venus de la gauche. Mais il faut souligner que si le fascisme est une idéologie de rassemblement national, il n'en est qu'une parmi d'autres ; la tâche de l'historien est d'opérer les discriminations nécessaires entre des phénomènes qui, en période d'effervescence rénovatrice comme le furent à des degrés différents l'Italie du lendemain de la guerre et la France des années 30, montrèrent des contours fuyants et des contenus fluides.

Enfin, on voit que les anciens hommes de gauche qui demeurèrent attachés au fascisme italien après son virage à droite ne suivirent pas tous la même évolution et qu'il demeura parmi eux une diversité réelle des conceptions sur l'avenir du régime ; à la différence du nazisme, sorti de la tradition relativement homogène du nationalisme völkisch, le fascisme italien charria jusqu'à la fin des courants divers. Ainsi un certain nombre d'anciens syndicalistes continuèrent à montrer plus d'intérêt pour la construction corporatiste, et de façon générale pour la rénovation sociale de l'Italie, que pour la totalitarisation des Italiens et leur façonnement selon l'idéal mussolinien[36]. On ne

peut donc faire équivaloir fascistes venus de gauche et gauche fasciste. D'autre part, si l'on songe au cas de certains hommes de gauche français attirés par les fascismes, il faut retenir que les régimes fascistes pouvaient donner prise à des visions partielles, déformantes, voire aberrantes par rapport à ce que l'on peut définir comme l'essentiel du projet fasciste, mais qui n'en furent pas moins l'une des voies de l'attraction exercée par ces régimes.

S'il fallait dresser le tableau idéal des éléments qui pouvaient servir de passerelles vers le fascisme à des hommes de gauche confrontés à une situation de crise, on pourrait mentionner trois ensembles. Premièrement, un ensemble de principes d'organisation et de méthodes politiques : dans la mesure où il s'affirmait comme une organisation de masse, où il prétendait conquérir les masses populaires et les encadrer dans un mouvement structuré et actif, le fascisme pouvait offrir un type d'activité politique proche de l'expérience de militants de gauche. Deuxièmement, un ensemble de valeurs irrationnelles : aspirations à la communion humaine dans l'action collective, valorisation ou survalorisation de l'activisme et du dynamisme, finissant chez certains hommes de gauche par remplacer les objectifs de changement social auxquels elles étaient précédemment associées et subordonnées. A cet égard, il faut constater qu'il s'opéra avant 1914 l'infiltration d'une culture politique antipositiviste et irrationaliste dans certains courants du socialisme et du syndicalisme révolutionnaires en Italie comme en France (que l'on songe à Hubert Lagardelle et à Gustave Hervé). La valorisation des minorités actives, de l'héroïsme, de l'énergie et de la violence, voilà le terreau qu'allaient ensemencer en Italie les luttes pour l'entrée en guerre et qui eut pour fruit la fascisation d'un certain nombre d'éléments de la gauche révolutionnaire. Mussolini socialiste en est un exemple frappant, avec son idéal d'activisme, sa conception du socialisme comme une foi, son dédain des masses, tous aspects qui faisaient de lui, dès

avant 1914, un socialiste hétérodoxe[37]. De la même façon s'éclaire l'itinéraire d'un Sorel, avec sa passion pour l'énergie qui faisait qu'au fond les objectifs sociaux de la révolution étaient moins importants que l'engagement que pouvait mettre l'homme à les poursuivre ; ce qui explique l'affection persistante que lui voua le Duce et qui s'adressait moins aux idées de l'ancien syndicaliste révolutionnaire qu'au climat moral et aux valeurs mentales qu'il avait privilégiés dans toute son œuvre[38].

Troisièmement enfin, un ensemble de valeurs idéologiques : des plans de transition s'offraient avec le fascisme dans certaines oppositions partagées, dans certaines communautés d'ennemis idéologiques – le libéralisme et le capitalisme, le communisme, la démocratie parlementaire. Si le fascisme s'opposait aussi bien au libéralisme qu'au collectivisme, un certain nombre d'autres idéologies partageaient cette attitude. A côté du nationalisme réactionnaire, des courants comme le catholicisme social, le solidarisme, le socialisme durkheimien, le nationalisme de type mazzinien ou d'inspiration jacobine se préoccupaient de trouver de nouvelles formules de solidarité sociale dans le cadre national, sans parler de l'évolution qui amenait le socialisme d'inspiration marxiste lui-même à insérer son action dans le cadre national et à dépasser son caractère de classe. Certains de ces courants étaient d'inspiration démocratique, d'autres étaient de tendance autoritaire, ou totalitaire dans le cas du fascisme ; tous témoignaient d'une aspiration profonde à recomposer une société communautaire à partir d'une société de masses divisée par le capitalisme et le libéralisme ; en situation de crise exceptionnelle, des dérives pouvaient en être facilitées.

Prenons le cas du nationalisme mazzinien, avec son idéalisme antilibéral, avec son rêve de formation d'une nation retrouvant une unité sociale grâce à un associationnisme coopératif et une unité morale à travers une religion nationale laïque. Il s'agit d'un nationalisme de type démocratique plongeant ses

racines dans l'humanitarisme des Lumières et partageant la visée universaliste de la Révolution française. Mais on voit en quoi, une fois les principes démocratiques remplacés par des principes opposés, le modèle fasciste est proche. Ce n'est pas à dire que le nationalisme mazzinien portait en lui le totalitarisme fasciste, quand bien même Gentile ou Bottais'efforcèrent de le démontrer ; il s'agit simplement de signaler l'existence, pour certains hommes de gauche plongés dans une crise nationale ou dans le désarroi d'une dissidence, d'une passerelle potentielle en direction du fascisme, moyennant une transformation des valeurs qui se ferait sur un fond de proximité des visions sociales. Comme on le verra, l'idéal d'une société unanimiste comportait un risque de dérapage qui s'est vérifié dans les années 30 dans certains milieux de la gauche et dans certains cercles de non-conformistes français. En somme, une culture de gauche privilégiant la communauté populaire et l'unité nationale, infiltrée en outre de valeurs irrationnelles, constituait un terreau propice à la sensibilisation et à la contagion du fascisme.

Encore s'agit-il de disposer de moyens de repérage du processus de fascisation lui-même. Dans les cas les plus évidents, on peut recourir à des critères extérieurs fondés sur les pratiques politiques, les structures d'organisation ou les comportements militants – ainsi l'instauration du culte du Chef, le serment de fidélité ou la militarisation du parti. Dans les cas d'itinéraires qui ne prirent pas la forme d'une action politique, dans les cas d'hommes où il s'agit d'ambiguïté plus que d'une affiliation déclarée, il faut faire appel aux indications fournies par les conceptions idéologiques qui se dégagent de leurs écrits et de leurs prises de positions. Ayant affaire à un idéal de rassemblement national, il s'agit de déterminer les valeurs qui lui sont associées. Dans l'ordre d'une fascisation croissante, on pourrait inventorier les constellations suivantes dont l'addition seule forme le syndrome fasciste. 1) Communauté nationale retrouvant une unité morale et sociale, ayant une mission à remplir et

vivant selon des valeurs d'élan et de foi collective : cet idéal est en quelque sorte le degré zéro du fascisme, mais il peut être aussi celui d'un nationalisme démocratique. 2) Communauté nationale exigeant en outre de ses membres héroïsme, sacrifice, dévouement jusqu'à la mort : la thématique est plus évidemment fasciste, mais on peut la trouver, en certaines circonstances, dans le nationalisme démocratique (ainsi dans la Résistance). 3) Communauté nationale définie à l'intérieur par une distinction entre élites et masses, et développant vers l'extérieur une politique de puissance et d'expansion considérée comme un fait de nature : c'est une conception que le fascisme fait pleinement sienne, mais que partage le nationalisme de droite d'inspiration naturaliste (le nationalisme italien en est un bon exemple[39]). 4) Communauté nationale dont les membres participent activement à la vie collective sous la direction d'un Chef absolu et sont définis comme des fanatiques : c'est le noyau de la conception de la communauté fasciste, avec sa vision d'une masse enflammée, aussi portée à se sacrifier pour son Chef et aimer les membres de son peuple qu'à haïr et vouloir la destruction de ses ennemis. De façon générale, on qualifiera de fascisation toute prise en nom propre d'un projet de transformation totalitaire de la nation selon des principes inégalitaires et conformément à des valeurs de communion collective, de force et de domination.

Le fascisme en France

A ce point, il importe de situer la gauche française tentée ou touchée par le fascisme dans le tableau du fascisme français, une notion problématique comme l'on sait. L'accord règne du moins sur la faiblesse du phénomène ; quelle que soit l'extension qu'on lui donne, même en y englobant les ligues comme le fit la gauche de l'époque, il ne fut jamais à même de mettre en danger la démocratie. Si l'on écarte les ligues, et notamment les Croix-de-Feu, comme le font tous les historiens, le phénomène devient insignifiant. Peut-on alors, comme le fait Sternhell, affirmer que la faiblesse politique du fascisme cachait une diffusion extensive et intensive de l'idéologie fasciste, dont les fruits empoisonnés apparaîtraient après la défaite ? A cet égard, tout est affaire de définition, et celle que donne Sternhell de l'idéologie fasciste est tout à fait contestable dans la mesure où elle incorpore nombre d'éléments qui sont vrais de l'ensemble des idéologies de rassemblement national et néglige précisément ceux qui sont caractéristiques de la variante fasciste ; l'ambition d'opérer une rénovation nationale et sociale par-delà la droite et la gauche, et selon une inspiration spiritualiste, ne suffit pas à définir l'idéologie fasciste de façon discriminante par rapport à d'autres courants.

Les historiens ont depuis longtemps dressé le catalogue des mouvements et des hommes que l'on regroupe sous le qualificatif de fascisme français, du Faisceau de Valois au milieu des années 20 aux partis de Déat et Doriot sous l'Occupation en passant par les groupuscules des années 30 (Bucard et C^{ie}) et l'équipe de *Je suis partout*[(40)]. Les traits majeurs du phénomène en ressortent immédiatement. Sa fragmentation d'abord, puisque aucune de ses composantes ne parvint à s'imposer. Son caractère hétéroclite ensuite : en raison du décalage temporel dans la fascisation qui s'étend sur près de vingt ans, en raison

aussi de la grande diversité des origines politiques des animateurs des mouvements fascistes ; ces derniers vinrent habituellement de l'extrême droite, souvent d'empreinte maurrassienne, et le phénomène des hommes venus de gauche est vrai essentiellement des années 30, ce qui indique bien qu'il est inséparable d'une situation de crise exceptionnelle. Son caractère erratique et inconsistant enfin : hommes de gauche passés au fascisme, mais aussi homme d'extrême droite comme Valois passé du fascisme à la gauche ; on verra que ce trait doit être rapporté à la faiblesse intrinsèque du phénomène fasciste en France.

Au fourre-tout du catalogue, il est préférable de substituer la représentation d'une nébuleuse fascistoïde comprenant plusieurs cercles. D'abord, une zone centrale de noyaux de condensation, dans laquelle il faut placer des éléments comme le francisme, le Parti populaire français (PPF) ou le Rassemblement national populaire (RNP). Ensuite, une zone de fascisation, avec un dégradé, où l'on peut inclure certains éléments du phénomène ligueur et de l'extrême droite, comme la Jeune Droite incarnée par un Thierry Maulnier. Enfin, une vaste zone périphérique où l'on peut inscrire les éléments manifestant une attraction vers le fascisme ou une influence médiate de celui-ci, tous éléments refusant de se définir comme des fascistes : c'est ici qu'il faut situer les hommes et les mouvements portant l'« esprit des années 30 », les « non-conformistes[41] » au sens large, comme certains jeunes radicaux, les néo-socialistes, le doriotisme première manière, tandis que sur les franges extérieures on pourrait placer les personnalistes des groupes Esprit et l'Ordre nouveau. Les hommes de gauche ici étudiés passèrent à travers ces différentes zones, entrant dans la première après la rupture avec leur parti, et, de là, passant à la deuxième, où certains allaient s'arrêter, tandis que les autres poursuivraient leur avance dans la troisième ; telle est la pro-

gression qu'il s'agit de retracer et d'expliquer, en la confrontant à notre définition du fascisme.

Deux précisions s'imposent à ce point. D'abord, si l'on considère le problème du fascisme en France dans la perspective de cette nébuleuse fascistoïde, il est patent qu'on ne peut limiter son ampleur au cercle minuscule des groupuscules bottés et enchemisés. A cet égard, Sternhell a attiré à juste titre l'attention sur l'influence diffuse du fascisme ; mais il est abusif d'assimiler à une idéologie fasciste caractérisée ce qui fut au plus un terrain de développement pour une idéologie fasciste. En parlant d'imprégnation fasciste (tout en limitant l'emploi de cette expression aux non-conformistes de droite[42]), Raoul Girardet a avancé un terme heureux qui suggère un processus de pénétration à des profondeurs inégales. La qualification recouvre ce que l'on a désigné plus haut par fascisation ; tandis qu'on pourrait appliquer à la zone périphérique le terme de fascination et de magnétisation : il s'agit d'influence par une séduction partielle, généralement inavouée, qui peut préparer le terrain à une imprégnation ultérieure.

Il faut ensuite souligner le fait que cette nébuleuse fascistoïde se trouva placée sous l'influence directe des fascismes étrangers et qu'elle en dépendit pour son apparition comme pour son développement. On ne peut réduire le problème du fascisme en France à l'alternative fascisme autochtone/fascisme d'imitation, l'une et l'autre interprétations marquant la spécificité de la situation. L'imitation est avérée, mais elle vaut pour les éléments durs du fascisme français, et elle trouve son point culminant sous l'Occupation. Pour tout ce qui est fascisation préalable, elle se trouve contredite par des refus répétés de reconnaître pour modèles les fascismes étrangers. Elle méconnaît enfin la situation : s'il y eut une tentation fasciste en France, ce fut en réponse à une crise française. L'autochtonie a elle aussi ses limites, et il est frappant de voir Sternhell mener son enquête dans *Ni droite ni gauche* sans prendre en compte le

contexte international. Dès les années 20, on peut voir l'effet d'entraînement exercé par le fascisme italien : ainsi sur le Faisceau. Dans les années 30, la victoire du nazisme multiplia l'importance du phénomène. L'existence de régimes fascistes est une donnée de la situation dont est inséparable la problématique du fascisme en France ; il faut à ce propos parler d'un fascisme de deuxième génération dans la mesure où l'existence des fascismes joua un rôle essentiel d'inspiration et de stimulation, sans supprimer un travail d'identité propre. Il importe donc de prendre en considération la vision et la perception que les intéressés eurent des fascismes étrangers, de faire ressortir les aspects qu'ils y privilégièrent et ceux qui les séduisirent, de sorte à pouvoir appréhender les bases de réceptivité et les canaux de l'imprégnation fasciste.

La nécessité d'envisager le fascisme en France dans son contexte international est enfin imposée par le phénomène de la collaboration, qui soulève la question du rapport entre fascisme et collaboration. Le problème se pose dès lors que le fascisme est défini par une volonté de puissance et de domination qui implique l'expansion : comment concevoir alors l'acceptation d'une subordination, fût-ce envers un autre fascisme ? Le problème se pose d'autant plus que les hommes de gauche ici considérés opérèrent leur glissement vers le fascisme dans le contexte particulier des années 30, à un moment où les régimes fascistes triomphants étendaient sur la France une ombre menaçante de guerre, et que leur fascisation trouva son achèvement dans le temps de l'Occupation. Y a-t-il un rapport, et de quelle nature, entre les conditions dans lesquelles se firent ces processus de fascisation et leur aboutissement ? La question ne vaut pas seulement pour les fascistes venus de gauche ; dans l'Europe occupée par l'Allemagne nazie, tous les fascistes furent collaborateurs, si tous les collaborateurs ne furent pas fascistes. Mais il faut s'interroger s'il n'y a pas dans le cas de la France une ambiguïté, et peut-être une particularité, au sein de la tendance générale. On ne s'étonnera pas en tout cas de voir l'im-

portance accordée à la politique étrangère et aux conceptions de politique étrangère de nos personnages. Si leur imprégnation fasciste ne se comprend pas sans l'interférence et l'influence des régimes fascistes, médiatisées et réfractées à travers la crise française, elle ne se comprend pas non plus en dehors du sentiment obsédant de l'approche d'une nouvelle guerre. Dans le cas de l'Italie, ce fut l'éclatement de la guerre qui fit entrer en dissidence des hommes de gauche et les amena à prôner le rassemblement national, avant de faire aboutir certains d'entre eux dans le fascisme ; en France, ce fut un contexte de menace et d'approche de la guerre qui allait porter certains hommes de gauche vers des formules de rassemblement national de plus en plus proches de la modalité fasciste.

CHAPITRE I

Des hommes de gauche à l'étroit

Vues rétrospectivement, les années 1920 présentent une physionomie très différente de celle de la décennie suivante. Reconstruction intérieure, croissance économique, paix internationale : un certain air d'optimisme et de progrès entoure la mémoire de cette époque. Pourtant, cet après-guerre allait verser avec une rapidité exceptionnelle dans un autre avant-guerre : dès 1930, l'idée d'un nouveau conflit revint hanter l'esprit des contemporains[(43)]. Pour des hommes comme Bergery, Déat et Doriot, ce furent des années d'engagement politique à gauche, chacun dans son secteur de la gauche, chacun avec sa personnalité et ses projets. En retraçant leur carrière jusqu'en 1932, il s'agit d'évoquer personnalités et actions politiques, de situer les expériences de départ, de signaler des attitudes porteuses d'avenir, bref de camper l'arrière-plan de l'époque des ruptures.

Bergery, le radical-bolchevik

L'entre-deux-guerres fut pour le parti radical l'époque de sa dernière grandeur. Disposant d'un important groupe parlementaire, jusqu'en 1936 le plus nombreux de la Chambre, il constituait un élément décisif de l'échiquier politique. Mais il était électoralement en perte de vitesse, politiquement incertain sur sa place et son rôle. La disposition des tendances politiques dans le pays l'attachait électoralement à gauche ; mais son allié et concurrent, le parti socialiste, le surclassait avec une sûre lenteur, tandis que les problèmes économiques et financiers portés au premier plan par la liquidation de la guerre rendaient malaisé l'accord entre les deux partis. Selon la célèbre formule, ayant le cœur à gauche et le portefeuille à droite, le radicalisme balançait entre l'un et l'autre ; de là l'oscillation qui marqua l'histoire politique de la France de l'entre-deux-guerres, le renversement d'alliance opéré à mi-législature, en 1926, 1934, 1938, et dont la régularité était le symptôme de la difficile quête d'une position nouvelle appropriée à l'évolution des choses. Républicain et laïque, gardien des idéaux de la Révolution française, le radicalisme se définissait par des repères qui avaient perdu de leur actualité. Parti des classes moyennes, bien qu'il refusât de se définir comme un parti de classe, parti de la province, celle des campagnes et des petites villes, il représentait fidèlement une certaine France, d'où le monde industriel était quasiment absent, attachée aux vertus de l'épargne et du travail, respectueuse de l'ascension sociale fondée sur l'effort et le mérite[(44)].

Pour un tel parti, c'était une recrue improbable que Gaston Bergery. Né à Paris en 1892, fils illégitime d'un important financier allemand d'origine juive, Alfred von Kaulla[(45)], il fut élevé par sa mère en grand bourgeois familier des villes d'eaux européennes et possédant l'allemand comme l'anglais. Instruit

chez les Pères, puis au lycée Carnot, attiré par la philosophie et la littérature, il fit sagement des études de droit. Quand la guerre éclata, il était en sursis d'études pour terminer sa thèse de droit ; comme bien d'autres de ses compatriotes – Alain, Barbusse, Paul Marion –, il se porta volontaire. Quelques mois plus tard, enterré dans une tranchée boueuse et n'en sortant que pour être jeté contre les barbelés et les mitrailleuses des lignes adverses, il enregistrait son désabusement, non sans prendre la pose :

> Dans tout cela il n'y a pas de beauté et j'aimerais mieux ne pas l'avoir vu, s'il n'était pas nécessaire à un homme de l'avoir vu, pour être de son siècle.

Le « bourrage de crâne » l'écœurait ; journaux français comme journaux allemands – ramassés dans les positions ennemies – étaient pleins de la même criminelle bêtise. « Seule la haine peut faire durer encore », concluait-il[(46)] ; mais elle lui faisait visiblement défaut. En septembre 1915, il fut grièvement blessé sur le front de Champagne. Rétabli, ses capacités linguistiques, des relations bien placées peut-être, lui valurent d'être affecté en qualité d'interprète à la mission militaire française auprès de l'armée britannique. A l'Armistice, le sous-lieutenant Bergery, toujours mobilisé, fut versé au secrétariat de la Conférence de la paix. Remarqué par Tardieu et Loucheur, il fut nommé en janvier 1920, à l'âge de vingt-huit ans, secrétaire général adjoint interallié de la Commission des réparations qui venait d'être créée[(47)].

C'est par la voie alors inhabituelle de l'expertise qu'il rencontra la politique. En 1922, il fut présenté à un Herriot désireux de s'informer sur le complexe problème des réparations qui était au cœur des relations internationales de cet immédiat après-guerre. Bergery était l'homme de la situation ; ses connaissances techniques, son intelligence et son charme séduisirent le dirigeant radical qu'il approvisionna en renseigne-

ments confidentiels, arguments et conseils[48]. Il avait sur la question des idées arrêtées qu'il recommanda vigoureusement à son interlocuteur. Nourrissant une vive antipathie pour Poincaré, dont il désapprouvait les objectifs et les méthodes de politique extérieure, il inclinait vers le point de vue britannique, tel que l'avait exposé Keynes dans un ouvrage fameux dès sa publication, *les Conséquences économiques de la paix* (1919). Dans des articles signés du nom d'un sage grec, il plaida en faveur de la fixation des réparations à un montant modeste, mais rigoureusement exigé[49]. Raisonnant en termes juridiques et diplomatiques, rarement en termes économiques et militaires, il jugeait manifestement que la sécurité de la France serait plus sûrement garantie par une paix généreuse envers l'Allemagne, qui lui vaudrait l'amitié des Anglo-Saxons, que par une paix d'exaction, qui risquait de la laisser un jour isolée devant un vaincu en mal de revanche.

En mai 1924, au lendemain de la victoire du Cartel, Herriot devenu président du Conseil et ministre des Affaires étrangères le prit pour chef de cabinet. Sur la nature et l'étendue de l'influence qu'il exerça sur les orientations diplomatiques de Herriot, il est difficile de se prononcer en raison de la diversité et de la multitude des pressions jouant en pareille situation. Certains contemporains, hostiles assurément, exprimèrent un jugement tranché : pour l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay, Berthelot, Bergery était l'homme qui « mène tout » ; pour Jacques Bardoux le « Père Joseph de la diplomatie cartelliste[50] ». Quoi qu'il en ait été, il est certain qu'il jugea toujours en termes positifs le bilan extérieur du Cartel, faisant valoir le soutien apporté à la Société des Nations (SDN), la reconnaissance diplomatique de l'URSS, le rapprochement avec l'Allemagne qui allait déboucher sur les accords de Locarno.

Le gouvernement Herriot échoua à l'épreuve des difficultés financières en cumulant l'inconséquence et l'irrésolution. Bergery n'eut pas à connaître de ces questions, mais on peut rele-

ver qu'il prit vigoureusement position à l'occasion de l'affaire du bordereau de coupons. En février 1925, les régents de la Banque de France menacèrent de divulguer la vérité sur les bilans truqués du Trésor si le gouvernement ne rapportait pas une mesure instituant le contrôle des valeurs mobilières. Bergery pressa Herriot de ne pas céder au chantage et lui conseilla de porter l'affaire devant l'opinion ; quand bien même la révélation des bilans truqués entraînerait la chute du gouvernement, il tomberait d'une manière qui lui permettrait de prendre date pour l'avenir[(51)]. En l'occurrence, Herriot choisit de céder, pour tomber à peine deux mois plus tard. Faut-il voir dans cette expérience l'origine de la durable aversion que Bergery manifesta par la suite envers banquiers et financiers ? En tout cas, ses relations avec Herriot en sortirent ébranlées, avant de se gâter tout à fait en juillet 1926 quand ce dernier accepta d'entrer dans le gouvernement d'Union nationale formé par Poincaré sur les ruines fumantes du Cartel. Bergery démissionna alors du parti radical pour finalement se raviser. Dans les années suivantes, il reprocha fréquemment à Herriot sa capitulation devant les « puissances d'argent ». Quant à son ancien protecteur, il se plaignit amèrement d'avoir réchauffé une vipère sur son sein[(52)].

Deux personnalités aussi dissemblables pouvaient-elles s'accorder ? Bergery n'avait rien du radical moyen tel que pouvait l'incarner Herriot, avec sa bouffarde et sa rondeur. C'est à Caillaux, Parisien et grand bourgeois comme lui, qu'il faisait songer, mais un Caillaux tout à fait non conformiste. La profession d'avocat qu'il exerça à partir de 1925 l'apparentait à ses collègues radicaux ; mais sa spécialité en droit international l'en distinguait ; ses affaires le déplaçaient de Londres à Istanbul et il visita l'Union soviétique et les États-Unis. Par le scandale de ses origines et de ses trois mariages, dont deux avec des étrangères, un homme de son espèce, qui fréquentait les salons et frayait avec les surréalistes en compagnie de Berl et Drieu La

Rochelle, de proches amis qui attendaient de lui un avenir éclatant[53], ne pouvait que heurter les préjugés des citoyens radicaux, leur sens de la respectabilité, leur défiance du grand monde comme de la bohème. Mais ce dandy froid, provocant et solitaire était aussi un homme de parti actif et terriblement sérieux. D'un jeune bourgeois venu à la politique radicale apparemment par hasard plus que par intérêt profond, on aurait pu attendre ce souple et opportun empressement qui hâte les carrières fructueuses. Comme la suite le montra, son ambition n'était pas commune ; empruntant, comme à plaisir, les voies les plus difficiles, elle était celle d'un homme qui voulait réussir selon les termes qu'il avait fixés et qui devaient faire de lui le père de sa réussite. Le parti radical, parti de personnalités, à la souple discipline, n'était pas un cadre inapproprié ; même excentrique, un Bergery pouvait trouver à s'y loger et y affirmer sa différence.

L'expérience du Cartel marqua le parti radical, et le mouvement des jeunes radicaux en fut l'expression la plus visible, même s'il n'eut en définitive qu'une importance limitée[54]. Les jeunes radicaux allaient chercher à tirer la leçon de l'échec de 1924-1925 qui leur semblait avoir démontré l'insuffisance de la thématique républicaine et anticléricale en présence des problèmes de l'heure. La troisième République avait besoin d'une rénovation et d'une modernisation, et ils attendaient de leur parti qu'il s'en fît l'initiateur. Leur programme comportait deux volets : d'une part, une réforme de l'État visant à donner à l'exécutif plus de stabilité et à assurer aux intérêts professionnels une représentation consultative ; d'autre part, une organisation et une direction de l'économie, selon des modalités variables, mais dans le respect de la propriété privée et de l'initiative individuelle. En politique extérieure, ils prônaient le renforcement de la SDN, le rapprochement et l'amitié avec la démocratie allemande, la constitution d'une fédération européenne. Un pacifisme foncier, le dégoût du nationalisme, l'es-

pérance d'une société internationale pacifiée : en tout cela, ils formaient le détachement avancé d'un parti auquel ils reprochaient tacitement un patriotisme méfiant et un pacifisme conservateur.

Unis dans leur désir de rénovation et de paix, ils se séparaient sur le plan de la tactique, reflétant la difficile alternative qui écartelait le radicalisme. Certains d'entre eux – Jean Montigny, Émile Roche et, à la lisière du radicalisme, Jean Luchaire – invoquaient le « réalisme » pour assigner à leur parti le rôle d'une grande formation centrale entre marxistes et conservateurs ; disciples de Caillaux en politique étrangère, comme tous les jeunes radicaux, ils l'étaient aussi en politique intérieure. A la « concentration », expression parlementaire de cette voie moyenne, d'autres jeunes radicaux – Jacques Kayser, Bertrand de Jouvenel, Pierre Cot et André Sauger – préféraient l'alliance socialiste, l'ancrage d'un radicalisme rajeuni dans son camp d'origine. Sur ce plan, comme sur celui de la politique extérieure, ils furent épaulés par Bergery, un aîné qu'ils admiraient et qui, sans formellement appartenir à leur courant, en épousait l'esprit.

A l'occasion des élections législatives de 1928, Bergery présenta sa candidature à Mantes, en Seine-et-Oise. Le parti radical y était majoritaire à gauche, mais le succès de son candidat dépendait d'une appréciable minorité communiste. Bergery fut élu d'une courte tête, récoltant les fruits d'une campagne marquée à gauche qui lui valut le ralliement au second tour de la plupart des votes communistes, malgré le maintien en lice du candidat du PC[55]. La conservation de ces voix explique pour une bonne part les positions qu'il prit au cours des années suivantes et qui le placèrent à l'extrême gauche du parti radical. Aussitôt après les élections, qui produisirent une majorité de centre droit, il fit campagne pour la sortie des radicaux du gouvernement d'Union nationale et leur passage à l'opposition. Le Congrès d'Angers, en novembre de la même année, lui donna

satisfaction sur le premier point. Mais, sur le second, son appel demeura sans écho, s'il frappa par la dureté sarcastique du ton et du propos (dans les années suivantes, les congrès radicaux eurent encore l'occasion d'absorber le « vinaigre » de Bergery après le « sirop » de Herriot[56]). La « cure d'opposition » qu'il recommandait et dont il attendait qu'elle reconstituât la majorité de gauche n'avait rien pour séduire au seuil d'une législature. La plupart des députés radicaux étaient favorables à la concentration et ne se résignèrent à l'opposition qu'à partir de 1931, avec l'approche des élections. Le harcèlement auquel Bergery soumit ses collègues durant ces années, le recours qu'il fit à la menace de démission et à la démission elle-même, les appels qu'il lança aux militants pour contrer et contrôler le groupe parlementaire, assirent sa réputation d'« enfant terrible », sans accroître une influence qui restait marginale. Pendant un certain temps, Daladier regroupa derrière lui l'aile cartelliste, mais son étoile déclina après que les socialistes eurent refusé en octobre 1929 son offre de participation gouvernementale. Bergery lui reprocha à cette occasion de ne pas s'être retiré aussitôt après le refus socialiste et d'avoir cherché à constituer un gouvernement de concentration[57]. Depuis lors, il apparaissait comme le chef de file des partisans de l'alliance socialiste.

Pendant la législature, il aligna ses votes à la Chambre sur ceux de la SFIO, y compris dans l'opposition au budget. Il apporta à plusieurs reprises son soutien au parti communiste alors frappé par la répression gouvernementale. Dans ses prises de position, dans ses articles – il collaborait à *Monde* de Barbusse –, il usait volontiers d'un vocabulaire d'extrême gauche, prononçant la condamnation du capitalisme et appelant à l'« Union des travailleurs[58] ». Les projets de réforme intérieure des jeunes radicaux le laissaient sceptique ; à la « tarte à la crème » de l'économie dirigée, il opposait la perspective imprécise d'une transformation globale et réclamait pour l'immédiat

la nationalisation des monopoles de fait. Aux yeux de ses contemporains, il se situait quelque part entre socialisme et communisme ; tandis que des socialistes l'invitaient à les rejoindre, ses adversaires le qualifiaient de « radical-bolchevik[59] ».

La politique intérieure lui importait moins que la politique extérieure. Membre de la Commission des affaires étrangères, il consacra aux questions internationales l'essentiel de ses interventions parlementaires. L'Allemagne était l'objet primordial de son intérêt ; à partir de la spectaculaire percée électorale du parti nazi en septembre 1930, elle devint la source d'une inquiétude profonde. Jugeant au fil des mois les événements d'Allemagne « graves », puis « tragiques », il ne perçut pas mieux que la plupart des hommes de gauche la nouveauté du phénomène hitlérien, le comparant au boulangisme et le réduisant à une pure démagogie, une « démagogie double, superposant la démagogie nationaliste à la démagogie socialiste » (sans véritable socialisme, tint-il à préciser). Le programme de Hitler en politique extérieure ne différait pas à son avis de celui de Brüning ; l'Allemagne, quel que fût son gouvernement, y compris un gouvernement hitlérien, poursuivrait la réalisation d'objectifs limités à la révision du traité de Versailles[60]. La perspective d'une nouvelle guerre provoqua chez lui, comme chez les jeunes radicaux, des réactions typiques, annonciatrices des attitudes de la décennie à venir : refus de céder au nationalisme et mise en accusation des responsabilités propres de la France dans la crise allemande, recherche des moyens de la désamorcer et de produire un apaisement européen. Bertrand de Jouvenel, Émile Roche se prononcèrent alors pour la révision des traités, cherchèrent à définir des projets de collaboration économique européenne, notamment la mise en valeur du continent africain, et exprimèrent leur défiance envers les alliances orientales de la France qui lui faisaient courir le risque d'être entraînée dans une guerre avec l'Allemagne pour la défense des

frontières polonaises[61]. Avec plus de mesure et de discrétion, en particulier sur le dernier point, Bergery s'accordait pour l'essentiel avec ces attitudes.

La situation lui paraissait en tout cas établir la vérité des critiques qu'il adressait depuis des années à la politique française. Car, pour lui, si la démagogie nazie tirait profit d'une crise économique dramatique, son succès résultait aussi d'une seconde cause, moins apparente et plus réelle : la politique des Alliés, et surtout des Français, depuis l'armistice. Le drame de ces derniers avait été de vouloir « en même temps rester des vainqueurs et fonder la paix définitive ; l'un de ces deux objets était de trop ». De la tribune du Congrès de Grenoble, il affirma avec éclat en octobre 1930 la nécessité de réagir à la situation internationale par une politique de mouvement, en cessant « de se cramponner à la carcasse des traités (*Vives protestations. Applaudissements. Mouvements divers.*)[62] ». La vague nazie rendait impératif que la France prît l'initiative d'un règlement général dont elle ne pourrait retarder l'échéance qu'à un coût croissant. Le plan qu'il proposait avait pour ambition de « retourner la psychologie de l'Allemagne » et comportait l'annulation des réparations et l'acceptation par la France d'un désarmement contrôlé. L'Allemagne, déclara-t-il à la Chambre, ne resterait pas indéfiniment désarmée en présence d'une France armée ; dans l'état d'infériorité industrielle où se trouvait la seconde par rapport à la première, il lui fallait accepter le contrôle de ses armements si elle voulait contrôler les armements allemands. Bergery excluait de donner satisfaction aux revendications territoriales de l'Allemagne, mais jugeait utile de concéder le principe de la révision pacifique des traités en l'incluant dans un pacte d'arbitrage sans réserves. La révision effective était reportée dans un futur éloigné, dans l'espoir qu'entre-temps la formation d'une union économique européenne aurait amené la « dévalorisation » des frontières[63].

Cette position constituait un moyen terme entre celle des radicaux et celle des socialistes. A Herriot qui faisait dépendre le désarmement de la France de l'acquisition de nouvelles garanties de sécurité, Bergery opposait, comme Blum, la conception de la sécurité produit du désarmement et de l'arbitrage. Mais, à la différence de Blum, il ne condamnait pas le traité de Versailles, jugeant simplement qu'il était dans l'intérêt bien compris de la France de choisir, de préférence à la résistance butée, l'affirmation souple d'une volonté de conciliation. L'annulation des réparations, l'acceptation du désarmement et du contrôle, la reconnaissance du principe de la révision des traités devaient servir à faire tomber la fièvre nationaliste en Allemagne en donnant une prime aux partisans de la raison et de la négociation. Le calcul diplomatique traditionnel apparaissait en outre dans le souci d'assurer à la France de nouveaux appuis extérieurs ; ainsi évoqua-t-il la possibilité de confier des mandats coloniaux à l'Italie ; ainsi défendit-il avec ardeur à partir de 1931 le rapprochement avec l'URSS (il devint secrétaire général du groupe parlementaire franco-soviétique rappelé en activité au début de 193l)[(64)].

De 1928 à 1932, l'action politique de Bergery obéit à un dessein ferme et continu où la politique extérieure tenait une place primordiale. Le coude à coude dans l'opposition des radicaux et des socialistes devait faire mûrir l'alliance électorale de 1932 et garantir, en cas de victoire, la participation socialiste au gouvernement du néo-Cartel. Selon la formule qu'il utilisa au Congrès de Reims en 1929, le parti socialiste ne pouvait pas « se refuser pour toujours à la fois à la Révolution et au Gouvernement[(65)] ». Ce nouveau Cartel, il le voyait cimenté, sur le modèle de celui de 1924, par un commun projet de politique extérieure ; l'accord était sur ce plan plus facile à trouver et la situation lui donnait de l'urgence. Il proposait en somme de remédier à la perte de vitesse du radicalisme par le ressourcement dans la tradition de gauche plutôt que par la manipula-

tion des moyens d'influence gouvernementaux avec l'aide du centre droit. Mais pas plus que les jeunes radicaux, il ne se satisfaisait du radicalisme traditionnel et des institutions existantes ; comme eux, il cherchait à faire du neuf de l'intérieur du parti radical. Ce n'était pas un hasard si, vers 1929, des hommes comme Georges Valois, Emmanuel Berl et Pierre Drieu La Rochelle rôdaient aux alentours du radicalisme : les jeunes équipes leur faisaient espérer qu'il sortirait du vieux parti républicain un mouvement neuf et dynamique. Partisan d'une « gauche unitaire », Jouvenel ne souhaitait pas une simple renaissance du Cartel des gauches. Dialoguant avec Déat dans l'été de 1929 sur le sujet d'une alliance entre radicaux et socialistes, et manifestement agacé par l'attitude de son interlocuteur qui ne lui proposait que de faire « un bout de chemin ensemble », il écrivait :

> Nous ne voulons pas vous accompagner jusqu'au tournant de la route. Nous voulons aller ensemble au bout d'une route dont ni le radicalisme ni le socialisme n'ont fait encore le jalonnage exact. Par-delà le radicalisme et le socialisme. Voilà notre vérité[66].

Dans un article intitulé « L'Ancien Régime (je veux dire la Troisième République) », il assignait aux jeunes radicaux la tâche de

> grouper les énergies dans un puissant parti qui formule les réformes nécessaires, et rassemble sur lui les espérances de la nation ; un parti dont les chefs anonymes ne seront que des mandataires, et se verront, une fois au pouvoir, et soutenus, et contraints aux réalisations par la pression du Parti devant lequel ils sont responsables[67].

Bergery montrait des dispositions semblables lorsqu'il appelait de ses vœux une Quatrième République ou qu'il évoquait la formation d'« équipes de combat groupant toutes les forces de la gauche pour s'emparer du pouvoir quand elles s'appuieront

dans le pays sur une majorité imposante[68] ». Chez l'un et chez l'autre, le modèle jacobin était évident ; l'un et l'autre ambitionnaient de faire du parti radical le parti qui rassemblerait le peuple français. Au Congrès de Reims en octobre 1929, Bergery avait stupéfié son auditoire lorsque, après avoir attiré l'attention sur la décadence du parti communiste, il avait fixé au radicalisme la mission d'en hériter l'électorat. Espoir illusoire, bien entendu, que Jouvenel exprimait de son côté au même moment et que Bergery, apparemment encouragé par son succès de Mantes, allait conserver quelques années encore ; espoir révélateur d'une vision naïve du monde ouvrier et de l'électorat communiste, et d'une conception de l'action politique comme affaire de méthodes et de formules. La réplique de Chautemps mit en évidence l'écart des valeurs qui pouvaient séparer Bergery d'un radical représentatif de son parti. S'il devait y avoir un héritier des voix communistes, déclara Chautemps, le parti socialiste était tout désigné pour le devenir ; dans tous les cas,

> l'idée de les recueillir n'est pas une idée que nous puissions accepter dans un congrès radical, et je n'accepte pas pour ma part qu'on fasse luire à nos yeux l'espérance, si minime soit-elle, d'être demain les héritiers des communistes mécontents (*Vifs applaudissements unanimes*)[69].

Pour autant, Bergery n'était pas égaré dans le parti radical ; sous un badigeon de gauchisme, il en partageait bon nombre des valeurs et des conceptions. Son désintérêt pour les problèmes économiques et sociaux était profond, en quoi il se trouvait de plain-pied avec ses collègues. Si l'évocation du « mur d'argent » l'échauffait, elle ne provoquait pas sa réflexion. Au fond, il le dénonçait en vertu du principe jacobin de la souveraineté de la nation ; les « puissances d'argent » devaient être combattues parce qu'elles pliaient l'intérêt général au service de leurs intérêts particuliers et en corrompaient l'expression, non parce qu'elles étaient au cœur d'un système so-

cialement oppressif. Bergery était un homme de gauche « avancé » qui défendait avant tout une certaine idée jacobine de l'État et de la nation. Quand il reprochait à Herriot sa « capitulation » de 1925, quand il évoquait le danger d'un nouveau « mur d'argent » pour 1932, il plaidait moins pour la préparation technique que pour la résolution et la fermeté, pour la volonté comme vertu cardinale de l'art de gouverner.

Déat, le réformiste révolutionnaire

Dix ans après la scission de Tours, au lendemain de laquelle la minorité restée fidèle au socialisme traditionnel s'était vue promise à un avenir incertain, la tenue de son congrès dans la même ville montrait que la SFIO avait conscience d'avoir surmonté l'épreuve avec succès. La division du mouvement ouvrier subsistait, mais la majorité d'hier, devenue la Section française de l'Internationale communiste, était entrée en décadence, tandis que l'ancienne minorité avait retrouvé, en adhérents comme en électeurs, les niveaux atteints en 1919 juste avant la rupture. Pourtant, ce redressement était fragile ; à l'issue du Congrès de 1931 précisément, le mot de scission était à nouveau prononcé[70] ; en 1933, la chose était faite. Dans les développements qui y conduisirent, Marcel Déat tint un rôle de premier plan.

Par ses origines, sa formation, la voie de son engagement politique, Déat appartenait moins au mouvement ouvrier qu'à cette République des professeurs dont Thibaudet signalait l'avènement avec la victoire du Cartel des gauches[71]. Né en 1894 à Guérigny, dans la Nièvre, fils d'un modeste fonctionnaire, il fut élevé dans une ambiance républicaine et patriotique ; les jacobins, l'Empire, Louis Blanc façonnèrent son premier univers politique. Distingué par ses qualités intellectuelles, il devint boursier au lycée de Nevers, puis à Henri-IV à Paris, où il prépara le concours d'entrée à l'École normale. L'un de ses professeurs, le philosophe Alain, proche du radicalisme et chantre du citoyen contre les pouvoirs, le marqua d'une empreinte « authentique et durable ». Mais c'est au socialisme qu'il donna son allégeance ; l'idéalisme kantien dont il était imprégné l'y porta, le rayonnement de Jaurès l'attira et le retint[72].

La guerre éclata alors qu'il venait d'être reçu à l'École normale. Il passa quatre années au front, en revint indemne, avec en prime les galons de capitaine, la croix de chevalier de la Légion d'honneur et cinq citations pour bravoure qui rendaient hommage à son élan dans le combat[(73)]. Socialiste, il s'était rangé parmi les jusqu'au-boutistes, dans le sillage de Renaudel, alors directeur de l'*Humanité*, qui animait dans le parti la tendance favorable à l'Union sacrée. Dans les *Carnets* qu'il tint pendant les années de guerre, les considérations diplomatiques sont absentes, l'horizon s'arrête à la tranchée adverse ; ni lassitude ni dégoût : la paix ne pouvait être que la paix victorieuse. Dans ses *Mémoires*, rédigés trente ans plus tard, il rapporta en termes émus son expérience des tranchées, parla du « bonheur profond » qu'il avait ressenti à partager une vie communautaire et fraternelle, unissant les hommes par-delà les différences de milieux et d'opinions. « Attachement aux camarades, habitude du risque collectif, incorporation totale qui dispense de tout égoïsme et devient source de joie », toute la vie du groupe avait été chaleur et communion[(74)]. Cette restitution, qui porte la marque de l'évolution finale de son auteur, est avérée par les sources de l'époque. C'est dans les tranchées, écrivait en 1915 le jeune Déat, « que se noue notre attachement mutuel et que se forme cet esprit de camaraderie qui, plus tard, au combat, fera de chaque section une seule âme, un seul bloc ». Le même désir profond de communion s'exprimait dans l'idée des « cadres sociaux brisés » par la guerre sur laquelle il revint à plusieurs reprises, tout comme dans la « vision » qui le saisit lors de l'éclatement du conflit « d'une mobilisation totale, d'une socialisation instantanée réalisée à la faveur de cette crise immense[(75)] ». Le socialisme et la nation s'accomplissaient déjà dans la fusion.

Déat avait en somme éprouvé d'authentiques satisfactions au front ; il en revint pourtant foncièrement pacifiste. Cette ambivalence, il l'a exactement exprimée dans ses *Mémoires* :

> Comme ancien combattant, j'avais rapporté une vision très claire des horreurs de la guerre ; mais cette guerre avait été aussi un temps de virilité, de courage, de risque, de féconde expérience humaine, et la vie guerrière, sinon la vie militaire, n'avait pas heurté mon tempérament[(76)].

De la même façon, le socialiste belge Henri De Man évoqua la « dualité » de son attitude pendant la guerre, profonde souffrance morale d'une part, absorption intense dans la vie militaire, d'autre part, au point de connaître dans les premiers mois du conflit « l'une des plus heureuses époques » de son existence[(77)]. L'un et l'autre avaient fait une expérience plénière dans la vie de groupe, l'épreuve du danger dans la solidarité virile, et pris en horreur la guerre elle-même, dans sa dimension meurtrière. Leur action politique ultérieure demeura chargée des valeurs d'élan et d'enthousiasme collectifs, de communauté dynamique et unanime dont ils avaient pu alors éprouver la puissance sur eux-mêmes et qu'ils aspirèrent à retrouver dans l'action politique du temps de paix.

L'orientation intellectuelle de Déat correspondit à son orientation mentale. Préparant l'agrégation de philosophie, qu'il passa en 1920, il trouva dans la sociologie durkheimienne le prolongement de ses aspirations totalisantes. Durkheim l'influença jusque dans sa conception du socialisme puisqu'il fit sienne la définition que ce dernier en avait donnée comme de la doctrine réclamant « le rattachement de toutes les fonctions économiques, ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société[(78)] ». Rationaliste et républicain, mais préoccupé par la désagrégation sociale produite par le capitalisme libéral, Durkheim avait vu dans les groupements professionnels le moyen de donner moralité et solidarité à une société menacée d'anomie. Formant des corps intermédiaires entre l'individu et l'État, ils devaient constituer à la fois un « pouvoir moral capable de contenir les égoïsmes individuels » et une « source de joies » pour l'individu, produisant la « chaleur qui échauffe et ranime les cœurs,

qui les ouvre à la sympathie, qui fait fondre les égoïsmes ». Les corporations – assemblées mixtes employeurs-employés librement élues – étaient destinées à devenir « la division élémentaire de l'État, l'unité politique fondamentale[(79)] ».

Le socialisme ainsi conçu repoussait la lutte des classes et l'affrontement révolutionnaire, faisait passer avant la collectivisation de la propriété l'organisation et la moralisation de la société. Refus du politique en tant qu'il est conflictuel, primauté du social, vision d'un ordre approuvé par la raison et satisfaisant pour le cœur : Durkheim prolongeait la pensée de Saint-Simon et de Proudhon, celle de tout le vieux socialisme français. Dès le départ, Déat se rangeait dans cette lignée, dont il était un excellent connaisseur, bien plus que dans celle du marxisme qu'il retenait pour la compréhension qu'il donnait de la civilisation industrielle, mais qu'il jugeait fondé sur une analyse datée[(80)]. La révision du marxisme ne fut donc jamais sa préoccupation, alors qu'elle le fut pour un De Man qui avait professé le marxisme orthodoxe et militait dans un environnement puissamment influencé par lui. Son socialisme présentait ainsi une orientation propre dans la mesure où il privilégiait l'organisation de la société plus que son émancipation et attachait plus d'importance au collectif organique qu'à l'individu.

Au sein du parti socialiste, Déat s'agrégea à la tendance de droite regroupée autour de Renaudel et de la revue *la Vie socialiste*. En 1922, nommé professeur à Reims, il travailla à la reconstitution de la fédération de la Marne, faisant à cette occasion la démonstration de ses talents d'organisateur et de propagandiste. Conseiller municipal de Reims en 1925, il fut élu député au début de l'année suivante à la faveur d'une élection partielle, dans des conditions qui provoquèrent quelques remous dans le parti[(81)]. Son succès résultait d'un accord de cartel avec les radicaux décidé par la fédération de la Marne sans avoir reçu l'approbation de l'organe directeur de la SFIO. En 1924, les listes communes avaient été autorisées en nombre, mais l'échec

du Cartel avait tendu les rapports entre radicaux et socialistes, et, à l'intérieur du parti socialiste, les luttes de tendances, mises en veilleuse pendant les années de reconstruction, avaient repris toute leur vigueur. Dans ce contexte, le cartel de la Marne apparaissait comme une manifestation de tendance, une prise de position en faveur de l'alliance radicale.

A partir de 1925, la querelle sur la participation ministérielle agita continûment la SFIO ; autour de ce point de méthode cristallisèrent deux conceptions divergentes de l'action socialiste dont le débat d'avant-guerre avait déjà fait entendre tous les arguments. Pour la droite du parti, le socialisme ne pouvait être que démocratique et devait abandonner sans retour le langage de la révolution violente et de la dictature de classe ; par l'action électorale et parlementaire, il devait tendre à réaliser les réformes qu'attendait la classe ouvrière, sans craindre de porter son action jusqu'au gouvernement, y compris par la participation minoritaire à un gouvernement radical. La gauche, qui disposait de l'appareil du parti, entendait rester fidèle à la nature de classe du socialisme et à son objectif de transformation révolutionnaire ; elle acceptait l'emploi des méthodes légales, mais refusait de se compromettre au gouvernement avec un parti radical historiquement condamné. Entre ces deux grandes tendances, Léon Blum prodiguait ses qualités d'intelligence et de cœur pour trouver le terrain d'entente, concilier la préservation de l'identité socialiste que menaçait de diluer le réformisme de la droite et l'acceptation conséquente des voies démocratiques devant laquelle hésitait la gauche.

Si l'appartenance de Déat à la tendance de droite était publique – il en apparut rapidement comme le théoricien –, elle n'excluait pas la recherche d'une position propre. A partir de 1926, lorsque son rôle de parlementaire lui donna quelque stature, il fit effort pour se situer au-dessus des tendances, à la manière de Blum, qui lui vouait alors de l'amitié, et pour réunir le parti sur une conception du socialisme qui fît sa place à l'ac-

tion de réforme comme à l'esprit de révolution. Il visa à gagner une place dirigeante à la fois par son activité militante et par l'offre d'un programme d'action agréé par tout le parti. Sur le premier plan, il se distingua par l'activité inlassable de propagande qu'il mena à travers le pays ; activité qu'accrut la perte de son mandat parlementaire aux élections de 1928, puisque à la suite de l'appel lancé par Blum de la tribune du Congrès de Toulouse pour que le parti trouvât un moyen d'embaucher cet homme qui avait « le feu sacré et le génie de la propagande », il fut chargé d'assurer le secrétariat du groupe parlementaire[(82)]. Parmi les militants, il jouissait d'un crédit certain ; son influence était particulièrement forte dans la Fédération des étudiants socialistes : de Raymond Aron à Lévi-Strauss, en passant par Louis Vallon et Georges Lefranc, les jeunes socialistes qu'il séduisit par les qualités de son esprit et de son éloquence furent nombreux et brillants[(83)].

Son activité n'était évidemment pas sans but. Dans ses *Mémoires*, il écrivit qu'il avait entrepris de « conquérir le parti par le dedans[(84)] » ; c'est l'impression qu'il donna au principal intéressé, le secrétaire général du parti, Paul Faure, qui le tint dès lors en suspicion. Actif et ambitieux, il réclamait un appareil de propagande moderne et dynamique, un parti rénové et mobile, pratiquant une « démocratie directe totale » et disposant de militants sélectionnés et rationnellement préparés à l'exercice du pouvoir[(85)]. Mais son zèle et sa bonne volonté ne pouvaient suffire à modifier le rapport des forces entre les tendances, ni faire que n'apparussent pas dans les moments de crise certains traits déplaisants de sa personnalité : ainsi à l'occasion de l'offre de participation que Daladier, chargé de former un gouvernement, adressa au groupe socialiste en octobre 1929 et qui fit atteindre à la querelle sur la participation son point culminant. Malgré l'avis contraire de certains de ses membres, notamment de Blum et de Faure, le groupe donna une réponse positive ; mais le Conseil national du parti le désavoua en se prononçant

pour le refus à une très courte majorité[86]. Il s'ensuivit un échauffement sans précédent des esprits ; la droite n'acceptait pas sa défaite et parlait de vote truqué. Déat se signala par l'âpreté de ses attaques au ton blessant et rageur. Outre la tension qu'elle créa dans le parti et les traces qu'elle laissa dans les esprits, l'affaire ne fut pas profitable à ses ambitions : elle l'avait fait apparaître comme l'une des figures les plus engagées de la tendance de droite, au détriment de ses efforts de rassemblement.

Sur le second plan, son effort de synthèse visant à offrir au parti un projet constructif donna naissance en 1930 à l'ouvrage intitulé *Perspectives socialistes*. Il y systématisait des idées qu'il exposait depuis plusieurs années, précisément depuis qu'il avait, comme les jeunes radicaux, appliqué sa réflexion à la faillite du Cartel et conclu à la nécessité d'une action socialiste immédiate regroupant les classes moyennes autour de la classe ouvrière sur la base d'un programme anticapitaliste. L'idée d'un rassemblement anticapitaliste, qui ne se confondait pas avec le socialisme mais y conduisait, il l'appuyait sur un double constat : la classe ouvrière semblait avoir atteint son ampleur maximale à un niveau qui était loin de la rendre majoritaire dans le pays ; les classes moyennes qui constituaient un facteur décisif en France subissaient elles aussi, sous des formes spécifiques, l'exploitation capitaliste[87]. A la conception du socialisme réalisé par une transformation totale et immédiate, il opposait la perspective d'un socialisme procédant par étapes, socialisant la puissance du capitalisme d'abord, le profit ensuite, la propriété enfin.

Dans la première étape, il s'agissait de séparer le capitalisme de l'État, de pénétrer celui-ci, y compris par la participation ministérielle, pour imposer à celui-là le contrôle de la puissance publique. Cette phase proprement jacobine devait être réalisée grâce à l'alliance radicale ; l'échéance de 1932 était explicite, tout comme la référence à l'« alerte de 1924-1925 » qui

avait montré la nécessité d'une restauration de la souveraineté de l'État, représentant de l'intérêt général face aux intérêts particuliers. Déat avait suivi attentivement le mouvement des jeunes radicaux, tout en appréciant exactement son importance restreinte au sein du radicalisme. Contrairement à eux, il ne jugeait pas que la réforme de l'État fût l'essentiel ; comme l'avait montré l'expérience Poincaré en 1926-1928, l'existence d'une majorité solide permettait de faire tourner efficacement la machine parlementaire. Il approuvait, au contraire, leurs projets en matière d'économie dirigée, ceux de Bertrand de Jouvenel particulièrement, et en reprenait l'idée d'un contrôle des banques, des industries clés et des cartels par le moyen d'une présence de l'État dans leurs conseils d'administration, d'un équipement moderne de l'État, en matière de statistiques notamment, enfin d'une association progressive du syndicalisme à la gestion de l'économie, au niveau national comme au niveau de l'entreprise.

Dans une deuxième phase interviendrait la socialisation du profit. A cet égard, Déat plaçait de grands espoirs dans la cartellisation de l'économie qu'entraînait le début de la crise économique ; le capitalisme en difficulté, c'était selon lui un capitalisme prêt au compromis. Par la cartellisation, par l'organisation du marché, une péréquation du profit s'accomplirait en même temps qu'une égalisation internationale des niveaux de vie sous la pression des gouvernements de gauche et du syndicalisme ; la ponction opérée sur le profit servirait à généraliser les assurances sociales. Commencerait alors une époque de bien-être social, dans une économie désormais exempte de crise, où développement de la technique et augmentation du niveau de vie iraient de pair. Dans une dernière étape, située dans un lointain futur, la propriété serait socialisée, non pas en vertu d'une décision de l'État, mais au terme d'une croissance spontanée de la coopération et du syndicalisme. Alors l'État lui-même disparaîtrait au profit de communes économiques. Des conflits subsisteraient, mais des conflits de gestion, non

plus des conflits politiques « au vieux sens du terme » : « en même temps que la bataille contre le capitalisme, en même temps que l'État, la politique est morte ».

> On imagine la fête de la Fédération des filatures et tissages coopératifs du Nord recevant solennellement les représentants des coopératives australiennes dont la laine alimente ses usines. On imagine les échanges d'hommes, les stages, les visites, l'enseignement vivant de cette formidable collaboration humaine dont la planète est animée. L'intensité enfin de la vie intellectuelle, de la vie morale, du développement de l'art sous tous ses aspects, de la littérature, des formes les plus hautes et les plus subtiles de la pensée. Il n'est pas à craindre qu'à défaut des heurts économiques impensables, nous assistions alors à on ne sait quelles ruées passionnées, à on ne sait quels affrontements philosophiques et religieux. Les vieilles querelles humaines ne peuvent se développer en une civilisation aussi fortement solidaire. Et d'ailleurs le temps du fanatisme est passé ; fanatisme de la puissance, du profit ou de la propriété. Fanatisme national aussi, fanatisme de race, fanatisme de culture, de langue ou de couleur[(88)].

L'ouvrage reçut de la gauche socialiste un accueil prévisible. Séverac, le secrétaire général adjoint du parti, jugea que Déat plaidait non pour le socialisme, mais pour un « capitalisme modéré dans ses profits, mutilé dans sa puissance, honnête dans ses entreprises, en somme un capitalisme aménagé au goût des classes moyennes[(89)] ». Dans une brochure de réfutation de ce « néo-socialisme », comme il le qualifia selon une formule qui allait faire du chemin, le dirigeant de la puissante fédération du Nord, Lebas, rappela la nature de classe de l'État bourgeois et critiqua la conception illusoire d'un capitalisme disposé à passer des compromis successifs pour sauver ses profits d'abord, ses droits de propriété ensuite. Non sans raison, il qualifiait ce projet d'« utopique et conservateur à la fois[(90)] ». Sa faiblesse principale résidait à l'évidence dans l'enchaînement des étapes ; Déat s'en remettait trop aisément à l'évolution des choses et négligeait la résistance des hommes. Suivant une pente caractéristique de son esprit, il échafaudait sur des virtualités de grandioses et fragiles constructions, pour justifier en somme des

positions immédiates fort banales : l'alliance radicale devenait-elle plus acceptable d'être présentée comme la voie royale vers le socialisme ?

Sur le fond, ses idées étaient sans grande originalité. Hilferding en soutenait de très semblables au sein du SPD (parti social-démocrate) ; lui aussi demandait la transformation du socialisme de parti de classe en parti populaire ; lui aussi concevait l'État comme le représentant des intérêts généraux de la société et appelait à l'utiliser pour démocratiser l'économie[(91)]. Dans la droite de la SFIO, il était commun de donner la priorité à l'organisation de l'économie, d'insister sur la nécessité d'un syndicalisme constructif participant à la gestion de l'économie et acquérant les capacités d'une prise en charge ultérieure de la société ; toutes idées qui s'inscrivaient dans le courant du socialisme réformiste incarné par Albert Thomas et qu'avait stimulées la réflexion faite sur l'expérience du syndicalisme pendant la guerre.

Incontestablement réformiste, avec une inclination certaine au pragmatisme, sinon à l'opportunisme, Déat ne se conformait pourtant pas au type classique du réformiste tel que l'incarnait un Renaudel. Son ambition était de nouer dans une authentique synthèse réforme et révolution, et son originalité d'associer à une méthode politique modérée des valeurs de fond englobantes et exigeantes. « La révolution à terme, écrivait-il, est un mythe sans chaleur exaltante. Le réformisme parlementaire et gouvernemental à l'ancienne mode est à la fois périmé et attristant[(92)]. » Lorsqu'il proclamait que la révolution était à droite dans la SFIO, l'intention polémique était apparente ; mais la prétention n'était pas sans réalité subjective. Comme Henri De Man, dont il partageait l'inspiration fondamentale sans approuver nombre de ses thèses, il appelait de ses vœux un socialisme graduel dans sa méthode et révolutionnaire dans son esprit, progressant « avec la bataille de chaque jour » et en même temps suscitant « l'élan et le sacrifice[(93)] ». Le projet qu'il

offrait, il le qualifiait de « réaliste » ; mais, quand il l'évoquait, il le saturait de valeurs activistes et le présentait en des termes quasi millénaristes : à la fois « positif » et « susceptible d'entraîner et d'enthousiasmer les masses », son projet prolongeait, affirmait-il, « non pas le rêve isolé d'un chercheur, mais l'élan spontané des masses à la conquête d'un monde[94] ».

En s'affirmant démocrate, il voulait signifier son refus d'une accession au pouvoir qui se ferait autrement que par le consentement de la majorité ; mais il n'était pas pour autant résigné, comme c'était le cas de la plupart des socialistes réformistes, à l'acceptation pour une durée indéfinie de la démocratie libérale avec ses principes de pluralisme et d'alternance. Évoquant la souveraineté véritable que l'anticapitalisme rendrait à l'État, il écrivait qu'elle serait « d'une autre nature que celles passagèrement conférées par des majorités purement politiques, elle sera authentiquement démocratique, substantiellement révolutionnaire[95] ». La démocratie ainsi entendue se confondait avec la majorité populaire, socialement autant que politiquement « homogène » au sein de l'anticapitalisme. Tout réformiste qu'il était, Déat visait profondément à atteindre la situation dans laquelle la « volonté générale » s'exprimerait sans retour pour le socialisme. Entre la tâche réformiste et les valeurs dynamiques qui lui étaient associées, entre la voie participationniste et l'antilibéralisme de fond, la dénivellation est évidente ; les déplacements d'équilibre entre les deux pôles, la tension de leurs rapports rendent compte des frustrations et des séductions éprouvées dans les années suivantes.

Dans les années 20, les relations internationales ne retinrent guère son attention. C'est à partir du milieu de 1930 qu'alarmé par la vague nationaliste qui s'élevait en Allemagne, il commença à braquer son attention sur la scène internationale et à commenter l'actualité avec une attention anxieuse. La menace d'une nouvelle guerre le préoccupait, et l'hitlérisme lui apparaissait comme un danger d'une extrême gravité. Comme il l'écrivit à

l'occasion des élections allemandes de mars 1932 – dans un article intitulé « Tout contre Hitler » –, ce n'était pas seulement le sort de la démocratie allemande, mais celui « de toutes les démocraties, qui est en balance, et donc du socialisme, et donc de la paix[96] ».

Incité par la situation internationale à définir une ligne de politique extérieure, il prit parti pour une action de prévention qui était dans le même mouvement une action de conciliation. Favorable à une initiative de désarmement de la part de la France pour prévenir une revendication allemande d'égalité militaire qu'il jugeait prochaine, mais opposé, à la différence de Blum, au désarmement total du pays, il se rencontrait paradoxalement avec Zyromski, qui était l'un des animateurs de l'aile gauche du parti, pour affirmer l'insuffisance du désarmement et la nécessité d'aller vers la révision de l'ordre de Versailles. Tous deux proposèrent que l'Internationale ouvrière socialiste (IOS) entreprît l'examen de la révision des traités et élaborât des solutions agréées par les partis membres. Mais, tandis que Zyromski se montrait disposé à rechercher des solutions concrètes au problème du Corridor, à sanctionner l'Anschluss, au bénéfice d'une Allemagne démocratique, Déat entendait en rester au plan formel et se limitait à concéder le principe de la révision pacifique des traités, en l'inscrivant dans un pacte général d'assistance mutuelle au bas duquel il ne désespérait pas de voir figurer cette signature britannique vainement sollicitée par la France depuis l'armistice. Simultanément, il réclamait la mise sur pied d'une organisation économique de l'Europe dont il attendait le soulagement de la crise allemande et, à terme, une dévalorisation des frontières qui permettrait d'apaiser le problème des révisions territoriales. Enfin, il se prononçait en faveur de la remise des colonies à la SDN, de la généralisation du régime des mandats coloniaux et de leur européanisation[97]. Cherchant, comme les jeunes radicaux, comme Bergery, la prévention du péril par les voies de l'accommodement, il s'arrêtait

comme eux à une formule de concessions coloniales, de satisfactions de principe et de solution miracle par l'union européenne.

La chose remarquable chez lui tient à l'intensité avec laquelle il imaginait l'approche d'une nouvelle guerre et à la vigueur des réactions qui en découlaient. Dès juillet 1930, à la suite des incidents nationalistes qui s'étaient produits en Rhénanie, il évoquait l'atmosphère de 1913 et disait son refus d'accepter les solutions de force dont il prêtait l'intention à la droite et au gouvernement français ; il affirmait dans le même souffle son opposition à toute croisade antifasciste et dénonçait le « vieux jacobinisme à la manière 93 » qu'il voyait se réveiller à gauche face à l'Italie fasciste. Mais le plus frappant est sans doute que, dès alors, il était intimement convaincu qu'une nouvelle guerre « se produirait dans des conditions désastreuses pour la France[98] ». Il manifestait dans le même temps les premiers signes de neutralité envers une Europe orientale dont il jugeait inévitable la révision territoriale et dont il craignait qu'elle ne fît courir à la France le risque d'être entraînée un jour dans un conflit en raison de ses alliances avec la Pologne et la Yougoslavie. Recourant à un procédé qui devait encore lui servir, il se réfugia derrière l'opinion du Français moyen pour exprimer son refus de se battre pour autre chose que la défense du territoire national[99]. Enfin, il montrait sa défiance à l'égard de l'URSS ; s'il ne la tenait pas à l'écart des projets d'organisation économique qu'il envisageait pour l'Europe, s'il ne lui manifestait pas d'hostilité spécifique, il associait néanmoins de manière nette communisme et nouvelle guerre : « Croit-on que la Russie laisserait passer une si belle occasion de jouer sa partie ? Et pense-t-on que son action serait sans alliés, son appel sans écho ? » Et d'ajouter : « Dans la meilleure hypothèse le continent serait sauvé de l'anarchie par la colonisation américaine[100]. » Ainsi se profilaient dès 1930-1931, en conséquence

d'un pacifisme profond, un pessimisme et un isolationnisme qui n'allaient que se renforcer avec le danger.

A la veille des élections de 1932, le débat qui divisait la SFIO restait ouvert. Déat n'avait pas réussi à rassembler le parti sur la synthèse qu'il proposait et se heurtait à un état d'esprit qui allait à l'encontre du sien et qui ne pouvait que l'exaspérer. Ainsi Blum, évoquant au Congrès de 1931 les perspectives électorales de l'année suivante et mettant en garde contre certaines attentes exagérées, déclarait-il :

> Les partis politiques comme les nôtres ne croissent malgré tout que lentement, et il n'est pas nécessaire qu'ils croissent trop vite [*très bien, applaudissements*], car les apports brusques déterminés par de grands remous populaires ne sont pas ceux qui conviennent à un parti de discipline, de stabilité et d'obéissance comme le nôtre[(101)].

Même en tenant compte de la douloureuse expérience de 1919-1920, c'était un langage décourageant pour un homme comme Déat, habité par le souhait d'une action socialiste immédiate et hanté par le désir de retrouver quelque chose de son expérience de guerre ; c'était au surplus un langage inapproprié dans une période où la crise économique arrivait sur la France et où l'exemple de l'Allemagne pouvait donner à penser qu'elle ne jouerait pas nécessairement au bénéfice du socialisme. Le socialisme français n'eut pas à vérifier s'il aurait surmonté l'épreuve avec plus de succès que ses confrères italien et allemand, mais il n'est pas douteux que cette attitude eut sa part dans la scission de 1933.

Doriot, le communiste national

Avec le PCF apparut dans l'histoire politique de la France un phénomène original. Tendu vers l'action révolutionnaire, avec les structures et la mentalité d'un mouvement de conjuration, auquel ne faisaient défaut ni le culte du secret ni les pratiques autoritaires, il s'inscrivait dans le cadre d'une organisation mondiale rigidement centralisée, construite autour de la révolution russe et qui en vint rapidement à confondre promotion de la révolution mondiale et préservation des intérêts de l'État soviétique. Paradoxe du phénomène communiste : jamais l'internationalisme ne fut une pratique aussi effective et un sentiment aussi intensément vécu par des militants ouvriers que dans le cadre d'une Internationale qui s'identifiait avec le « socialisme dans un seul pays ». Comme le montra le cas de Doriot, ce ne fut pas sans produire, sous l'uniformité de la discipline, des tensions importantes entre centre et sections nationales ; comme le montrèrent aussi bien d'autres cas, les réactions furent souvent à la mesure de cette foi aveugle et généreuse.

Doriot appartint à la génération des communistes « nés de la guerre[(102)] ». Issu d'une famille ouvrière de l'Oise, il partit en 1915, à l'âge de dix-sept ans, s'employer à Saint-Denis comme ouvrier métallurgiste. Inscrit à la section locale des Jeunesses socialistes qui était acquise dès le début de 1916 aux idées de la minorité pacifiste de la SFIO[(103)] et vivant dans un milieu ouvrier las de la guerre, il est improbable qu'il ait accueilli son ordre de mobilisation en avril 1917 autrement qu'avec résignation. Survivant du Chemin des Dames, versé après l'armistice dans l'armée d'Orient, il assista, de Fiume à Budapest, aux soubresauts qui agitèrent cette région de l'Europe au lendemain de la Grande Guerre. Condamné à un mois de prison pour indiscipline, il reçut d'autre part une citation pour avoir ramené un

camarade blessé lors d'une attaque[104] ; deux faits qui définissent l'attitude rebelle et solidaire du soldat Doriot.

Comprimée durant les années de guerre, la révolte fit surface après la démobilisation. Retrouvant en mai 1920 un Saint-Denis troublé par la récente vague de grèves, Doriot rejoignit au sein de la SFIO le camp des partisans de la Troisième Internationale. En automne – deux mois avant le Congrès de Tours –, les Jeunesses socialistes prirent parti pour Moscou en votant leur rattachement à l'Internationale communiste des jeunes ; Doriot fut élu membre suppléant de leur nouveau Comité national. Quand survint en février 1921 l'emprisonnement des secrétaires nationaux de l'organisation, il fut appelé à les remplacer comme secrétaire par intérim[105]. Déraciné, libre d'attaches familiales, marqué par la guerre, ne s'étant jamais fixé dans un emploi stable, le jeune révolté allait devenir un révolutionnaire professionnel. De l'été 1921 au début de 1923, il représenta à Moscou les Jeunesses communistes françaises (JCF) auprès de l'Internationale communiste des jeunes (ICJ). L'amateur des romans d'aventures de Gustave Aimard y fit ses classes en marxisme, élargit sa vision de jeune Français et ses connaissances d'école primaire à l'horizon de la révolution mondiale. Il fit l'apprentissage de l'agitation, s'exerça à la rédaction de textes de propagande, tout en suivant la discussion des affaires du parti français au sein de l'Internationale communiste (IC). Le jeune prolétaire de Saint-Denis vivait et s'instruisait auprès des héros de la révolution d'Octobre, et grandissait en stature dans leur voisinage ; ainsi, à l'occasion de la pose de la première pierre du monument Liebknecht sur la place Rouge, il prit la parole en compagnie des plus hautes autorités devant cent mille jeunes Soviétiques[106].

De retour en France, il fut chargé en mai 1923 de la direction des JC. Sous sa conduite, elles devinrent le fer de lance de la bolchevisation d'un PCF encore marqué par le modèle socialiste. Pas de combat où elles ne furent au premier rang, la lutte

antimilitariste contre l'occupation de la Ruhr, la lutte pour la réorganisation du parti sur la base des cellules d'usine, la lutte anticolonialiste pendant la guerre du Rif, sans oublier l'utilisation révolutionnaire de la tribune parlementaire (travaillant dans la clandestinité, finalement arrêté, Doriot fut présenté par le parti et élu aux élections de 1924). Ce furent des années de succès pour les JC dont les effectifs, à la différence de ceux du Parti qui ne cessèrent de décroître, atteignirent à la fin de 1925 leur point le plus haut de la décennie[(107)]. Devenu l'idole de son organisation, entouré d'une équipe dévouée qui comprenait, entre autres, Henri Barbé et François Chasseigne, Doriot jouissait d'une popularité indéniable dans le Parti dont il apparaissait comme l'une des forces les plus prometteuses. Il avait été élu membre suppléant du Comité exécutif de l'IC lors de son V^{e} Congrès, en juin-juillet 1924, et en janvier de l'année suivante il entra au Bureau politique du PCF comme membre à part entière. C'était sa percée que Zinoviev, le président de l'IC, signalait et consacrait en juin 1925 lorsqu'il le qualifiait publiquement de « représentant typique de la nouvelle génération de chefs révolutionnaires[(108)] ».

L'élève méritant de l'Internationale avait justifié la confiance de ses maîtres. Il montra bientôt qu'il savait apprendre par lui-même en présence d'une situation inédite. Les luttes déclenchées par la mort de Lénine au sein du parti soviétique et les coalitions changeantes qu'elles déterminèrent allaient jusqu'en 1929 retentir sur les orientations de l'IC et affecter directement les positions de pouvoir au sein des sections nationales. Le premier épisode de la lutte de succession prit Doriot au dépourvu ; le phénomène était nouveau, son ampleur et sa durée imprévisibles ; en outre, le dirigeant mis en minorité, Trotski, jouissait dans le PCF d'une grande popularité. Quand, au début de 1924, le triumvirat Kamenev-Staline-Zinoviev, ligués contre le prétendant le plus dangereux, demanda aux sections de l'Internationale de s'associer à sa condamnation du trotskisme, la JC

française marqua un temps de flottement avant de s'abandonner au courant[109]. Au sein du PCF, Treint et Suzanne Girault qui s'étaient ralliés immédiatement à la majorité russe furent chargés de la direction du Parti. Tout en coopérant avec eux, Doriot connut des différends d'ordre personnel et politique ; c'est de cette époque que datent les premiers indices de la recherche d'une promotion, et c'est alors qu'il commença à prendre la mesure des contraintes de l'organisation communiste. En 1928, Jules Humbert-Droz, responsable de la Section française dans l'Internationale, rapporta une conversation qu'il avait eue avec lui au printemps de 1925 : « Je lui ai demandé s'il était d'accord avec la politique de Suzanne Girault. Il m'a répondu que non. Je lui ai demandé pourquoi il se taisait, il m'a répondu : "Parler, c'est sortir du BP, j'attends que ça change."[110] »

Le changement vint à l'automne de la même année, lorsque commença à se disloquer le triumvirat et que prit corps l'alliance Boukharine-Staline. Le contrecoup dans l'Internationale fut immédiat et toucha d'abord le parti allemand. Dans la direction française, le signal fut correctement perçu par Doriot et Treint qui firent aussitôt acte d'allégeance, tandis que Girault et la majorité du BP s'accrochaient à la ligne ancienne. Le témoignage de Suzanne Girault montre comment Doriot mena sa partie et quelle forme la lutte pour le pouvoir devait prendre dans un parti bolchevisé : au lieu de porter la question du changement de ligne devant l'organisme dirigeant du parti, Treint et Doriot, « d'un commun accord », la posèrent inopinément « en cherchant à faire apparaître les autres membres du BP comme "résistants" sur cette question[111] ». Le ralliement immédiat et inconditionnel à la nouvelle majorité russe, la manœuvre de mise en difficulté des autres dirigeants, les attaques particulièrement adressées au secrétaire général du Parti, Semard, tout indique que Doriot donnait à fond dans l'ouverture et visait haut. Dans ses *Souvenirs*, Barbé estime qu'il visait la formation

d'une direction « entièrement neuve[112] » ; comprenons une direction à sa dévotion, peuplée de ses fidèles de la JC. Ses espoirs furent déçus, l'Internationale s'en tenant alors à la direction collégiale. En tout cas, il parut affecté par la défaite de son ambition. Selon Barbé, « il travaillait beaucoup moins et affichait une espèce de dilettantisme qui surprenait tout le monde », une expression de découragement aussi bien que de mécontentement déguisé, qu'on retrouve dans les récriminations qu'il adressa à l'IC sur les difficultés de travail rencontrées au sein de la direction[113].

De janvier à mai 1927, il effectua une mission en Chine en compagnie de Earl Browder et Tom Mann ; il s'agissait d'apporter le soutien du mouvement communiste international à la révolution chinoise qui se développait sur la base de l'alliance du PCC et du Kouo-min-tang. Leur voyage s'achevait quand Tchang Kaï-chek se retourna soudainement contre son allié communiste et l'écrasa brutalement. Silone a laissé l'instructif récit d'une rencontre à Moscou avec Doriot de retour de Chine au lendemain du 8^{e} Plénum (mai 1927), où l'opposition venait de mettre en accusation la politique chinoise de Boukharine et de Staline. « Il nous fit, à quelques amis et à moi, un rapport préoccupant sur les erreurs de l'IC et de l'État russe en Extrême-Orient ; mais le lendemain, devant l'Exécutif réuni en séance plénière, il affirma avec emphase tout le contraire. Nous l'écoutâmes avec ahurissement. "Un acte de pure sagesse politique", définit-il son discours après la séance, en nous adressant un petit sourire d'homme supérieur[114]. »

A son arrivée en France, il reçut un accueil triomphal au cours d'une manifestation organisée par le Parti. *L'Humanité* en souligna le succès exceptionnel et Cachin écrivit qu'il ne pouvait la comparer qu'à celle qui les accueillit, Frossard et lui, à leur retour de Russie soviétique en août 1920. Le compte rendu de l'organe communiste en porte l'écho vibrant :

> A ce moment, une clameur immense, inoubliable : Doriot ! Doriot ! Vive Doriot ! D'un seul bond, toute la salle se lève, et c'est le gigantesque enthousiasme. Doriot se fraye un chemin vers la tribune : de bas en haut du cirque, c'est une foule délirante. Cachin s'est tu, et fiévreusement Doriot et lui s'étreignent, au milieu d'une acclamation formidable qui semble ne devoir jamais s'éteindre. Jamais au cours de nos assemblées grandioses, l'émotion ne fut aussi intense, l'enthousiasme révolutionnaire si intense[(115)].

L'épisode mérite qu'on s'y arrête pour le contraste qu'il fait sentir entre la situation de Doriot en France et la position insatisfaisante à son gré que l'Internationale lui attribuait.

Le renfort cynique qu'il avait donné à la majorité du parti russe dans la question chinoise n'était pas la manifestation d'un alignement absolu. Les limites en apparurent lorsque, en octobre 1927, l'IC s'engagea dans la tactique classe contre classe, ligne d'opposition intransigeante envers toutes les forces politiques, de la droite aux socialistes, qui allait exposer le parti français à une nouvelle vague de répression et lui faire atteindre son étiage absolu. Tandis que son ancienne équipe de la JC, Barbé en tête, appuyée par le jeune Thorez, reprenait à son tour la tactique et le jeu qu'il avait lui-même pratiqués en décembre 1925, Doriot se fixait à présent sur une ligne de résistance prudente et souple, opiniâtre néanmoins. Tout en donnant publiquement son approbation à la nouvelle ligne, tout en prenant grand soin de tenir ses distances à l'égard des divers autres « résistants », de ne pas apparaître dans le rôle de fédérateur des opposants, il lutta sourdement contre une politique dont il jugeait qu'elle vaudrait au parti isolement et affaiblissement[(116)].

Une année de résistance larvée le mit en mauvaise posture. Ses collègues de la direction lui faisaient un procès permanent, se servaient de ses moindres réticences pour l'attaquer et l'accuser, malgré une discipline sans défaut, de vouloir fomenter une scission. Leur pression se durcit quand, à Moscou au tour-

nant de 1929, la lutte de Staline contre Boukharine qui couvait depuis plusieurs mois entra dans sa phase décisive. La prise en main de l'IC par Staline fit que Doriot se trouvait dans la nécessité de déclarer sans équivoque son allégeance et sa soumission. De son côté, la majorité dans la direction française désirait l'amener à résipiscence, à la fois pour abaisser un rival redoutable et tirer de lui la reconnaissance de sa propre légitimité. La situation était devenue impossible pour lui ; les déclarations de conformité d'opinion, les engagements de discipline pour l'avenir ne suffisaient plus, il fallait que fût confessé le désaccord fondamental avec l'Internationale que chacun sentait chez lui[(117)].

Le 3 avril 1929, il reconnut publiquement ses erreurs devant le Congrès du Parti ; mais il ne les présentait que comme des erreurs d'appréciation tactique. Le représentant de l'IC et le BP jugèrent son autocritique insuffisante et lui enjoignirent de la recommencer. Revenant sur le chapitre de ses divergences, il refusa une fois encore d'y voir l'expression d'un désaccord fondamental avec l'Internationale. Son discours, comme le premier d'ailleurs, portait de nombreuses pointes contre la majorité de la direction, qui laissent sentir la profonde hostilité qu'il nourrissait envers ses collègues et la volonté qu'il avait de ne pas paraître s'incliner devant eux. Son orgueil, malmené par cette épreuve humiliante, s'exprimait ici et là dans des phrases insolites par lesquelles il prétendait prouver la réalité de sa soumission, mais qui étaient plutôt faites pour accroître la défiance qu'il suscitait : « J'ai discuté et je discuterai toujours toute thèse politique qu'on me présente. Je la confronte aux événements. Si les faits me donnent tort, je reconnais loyalement mes erreurs. » Il terminait en annonçant qu'il ne présenterait pas sa candidature pour l'élection du nouveau BP, donnant ainsi à comprendre qu'il quitterait son poste de dirigeant plutôt que de poursuivre sa confession. L'affaire en resta là, l'Internationale ne désirant manifestement pas le pousser à rompre et ris-

quer une scission du Parti ; on enregistra donc son « pas en avant » et on déclara que sa conduite ultérieure établirait la sincérité de ses déclarations[(118)]. Doriot conserva son poste au BP, qui se trouvait dépossédé de ses prérogatives au profit d'un secrétariat collectif aux mains de l'équipe de Barbé.

La récalcitrance de Doriot au cours de ces dix-huit mois, d'octobre 1927 à avril 1929, fait un vif contraste avec son élan de l'époque de la bolchevisation. Avait-il, comme on l'en accusait, glissé dans le légalisme, l'opportunisme, l'ornière social-démocrate ? Il le démentait vigoureusement, et la réplique violente et méprisante qu'il opposa aux railleries de Déat sur ses difficultés avec l'Internationale témoigne de la conscience qu'il avait de l'irréductible écart, politique et mental, qui séparait un « révolutionnaire » d'un « réformiste[(119)] ». Les méthodes, le style, l'esprit de l'action communiste n'étaient pas en cause. La nouvelle ligne, il la repoussait pour sa rigidité, son sectarisme, en se fondant sur une appréciation réaliste, comme l'avenir le prouva, des conditions de développement du communisme en France. En profondeur, son attitude manifeste qu'il avait pris acte des divergences existant entre les intérêts de l'IC et ceux de la Section française et qu'il lui tenait à cœur de défendre ces derniers. Le rapport avec son expérience personnelle paraît net. Ambitieux, sûr de sa valeur et de ses mérites, il n'avait pas reçu de l'Internationale la promotion qu'il attendait. Déçu, il se replia sur le parti français où il trouvait dans une grande popularité à la fois une source de réconfort et une promesse de puissance. Son avenir personnel identifié au progrès du PCF, tout ce qui pouvait entraver l'un portait préjudice à l'autre.

Au cours d'une conversation avec Barbé qui eut lieu au début de 1929 à Bruxelles, il rapporta des propos tenus à son adresse par Staline au début de 1926 (à une époque où l'IC parlait de favoriser l'autonomie d'action des sections nationales). Staline lui avait alors dit que l'Internationale ne devait pas être un rassemblement d'« employés », mais de dirigeants solidement im-

plantés dans leur pays en même temps que fidèles à l'IC ; et il lui avait conseillé de s'enraciner en France s'il voulait gagner l'estime de l'Internationale. Là-dessus, Doriot enchaîna à l'intention de Barbé et du nouveau groupe dirigeant : « Vous êtes soutenus aujourd'hui, mais vous serez rejetés demain, ajoutant : C'est pourquoi cela ne m'intéresse plus[(120)]. » Les deux propos sont clairement liés : Doriot ne voulait plus se satisfaire d'un commandement concédé par l'IC en échange de l'approbation aveugle d'une majorité ou d'un homme dans le parti russe, et destiné à être perdu aussi facilement. Il aspirait à une responsabilité dirigeante sanctionnant le mérite et le succès, celui-ci devant permettre à la section française de faire valoir ses intérêts propres auprès de l'Internationale.

La transformation survenue chez Doriot avait frappé Barbé :

> Le moine fanatique bolchevik, dévoré par la foi et la volonté révolutionnaires, s'était changé en politique astucieux, sceptique, désabusé, caustique et je-m'en-fichiste qui s'amusait et ironisait sur tout ce qu'il vénérait quelques années auparavant[(121)].

Portrait authentique, mais qui demande à être complété : Doriot était devenu calculateur et manœuvrier, mais le cynisme qu'il affichait devant Barbé exprimait autant l'amertume et le désarroi. Des liens puissants le rattachaient encore à ce qui avait été un engagement total ; et cependant, se refusant à rompre, comme le faisaient alors Paul Marion, François Chasseigne, Louis Sellier, Jean Garchery[(122)], il ne suivait pas pour autant l'exemple d'un Renaud Jean dont l'exceptionnelle franchise se doublait d'une fidélité absolue. S'il avait accepté de subir l'épreuve de son autocritique, c'était parce qu'il ne concevait pas sa vie hors du monde communiste qui l'avait façonné et auquel il s'était entièrement donné, mais aussi sans doute parce qu'il ne jugeait pas la partie terminée.

Comme il s'y était engagé, il appliqua loyalement la ligne classe contre classe. Dans l'année qui suivit le VI[e] Congrès du Parti, ses relations demeurèrent tendues avec le groupe dirigeant qui le surveillait étroitement, guettant ses écarts. Sa position se redressa peu à peu, dans la mesure où l'Internationale tint pour établie la réalité de sa discipline. Les difficultés du Parti y contribuèrent par ailleurs, qui mirent rapidement en mauvaise posture les premiers ralliés à la ligne de la « troisième période ». En supprimant en mai 1930 le secrétariat collectif et en restaurant la prééminence du BP, lui-même diminué de moitié en nombre (de 15 à 7), l'Internationale restituait à Doriot sa part d'influence et l'invitait, ainsi que ses collègues, à une coopération véritable dans la direction du parti[(123)]. En été 1931, l'installation à Paris d'une délégation permanente de l'IC dirigée par Fried et chargée de la reprise en main du parti français aboutit à l'élimination du « groupe Barbé-Célor » ; la disparition de deux adversaires acharnés redonnait du champ à Doriot, qu'on présenta bientôt comme l'une de leurs victimes[(124)]. Thorez constituait désormais son principal rival, une personnalité falote au regard de la sienne, mais dont le caractère appliqué et souple faisait tout le prix aux yeux de l'Internationale, et singulièrement de son représentant à Paris ; entre Doriot et Thorez régna bientôt une hostilité sans partage.

Son élection au poste de maire de Saint-Denis en février 1931 fut l'expression la plus visible de la remontée de Doriot. Deux ans auparavant, lors des élections municipales, la direction du Parti l'avait tenu hors de course, le jugeant peu sûr et ne désirant en aucun cas lui donner l'occasion d'un succès de popularité. De nouvelles élections municipales eurent lieu à Saint-Denis en mars 1930 ; Doriot, qui figurait cette fois sur la liste communiste, obtint le plus grand nombre de suffrages, mais le BP refusa néanmoins de lui confier le poste de maire. Le maire désigné fut révoqué à la fin de la même année, et, comme la tenue de nouvelles élections risquait de coûter au

Parti la majorité qu'il détenait au conseil municipal, il fallut se résigner à faire élire Doriot. Sous son impulsion, Saint-Denis devint un bastion du PCF, mais aussi sa place forte personnelle. Le parti, les syndicats, la presse communistes s'y développèrent avec succès, à rebours de la tendance générale. Sa gestion municipale fut enfin une réussite qui allait produire les gains électoraux de 1932 et 1934[(125)].

Derrière une attitude irréprochable persistaient des réserves qui montraient qu'il n'avait pas varié dans son jugement sur la politique de l'IC. A l'occasion, il émettait un avis ou une proposition qui témoignaient d'un jugement indépendant et d'un souci toujours présent d'atténuation de la ligne sectaire. Ainsi, dans le rapport sur la tactique électorale qu'il présenta devant le CC d'août 1931 – un rapport qui soulignait, comme à plaisir, le recul accablant enregistré par le Parti dans les élections partielles survenues depuis 1928 – proposait-il un certain nombre d'orientations de lutte dont quelques-unes prenaient le contrepied de la ligne officielle. Il invitait notamment le Parti à diriger davantage ses feux contre les partis bourgeois que contre le parti socialiste et suggérait de placer la lutte pour la paix au premier rang de ses mots d'ordre : « Le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est juste, déclara-t-il, mais n'est pas susceptible de mobiliser les masses à l'heure actuelle comme le mot d'ordre de la paix. » De telles propositions contrevenaient à l'esprit de la tactique classe contre classe et ne pouvaient donc être retenues ; la lutte contre les socialistes resta aussi féroce que par-devant, et la lutte pour la paix fut repoussée comme l'expression d'un « pacifisme vulgaire[(126)] ».

Son point de vue était beaucoup moins apparent en politique extérieure. Par son expérience de l'étranger, par ses fonctions dans le Parti – depuis qu'il avait quitté la direction des JC en 1926, il avait la charge du groupe parlementaire et de la section coloniale –, il était incontestablement le dirigeant du PCF le

plus averti des questions internationales. Porte-parole du parti, il dénonçait le traité de Versailles et l'impérialisme français, appuyait le mouvement révisionniste en Europe en proclamant le droit des peuples à l'autodétermination, y compris pour l'Alsace-Lorraine, appelait enfin les populations de l'Empire à la lutte pour l'indépendance. A partir de 1930, avec les montées parallèles du nazisme et du communisme, l'Allemagne se trouva une fois de plus au centre des préoccupations du mouvement communiste international. Pour faire pièce au pangermanisme hitlérien, le PC allemand adopta en août 1930 une plateforme où la dénonciation de l'ordre de Versailles et la revendication d'une Grande Allemagne soviétique tenaient la première place. Dans la période précédant et suivant les élections de septembre, Doriot se rendit à plusieurs reprises en Allemagne pour apporter le soutien du parti français au parti frère dans sa lutte contre le traité de Versailles et le plan Young. Il répéta à la tribune de la Chambre la pleine solidarité du PCF avec le programme du PCA, en soulignant que ce dernier « avait parfaitement raison » de déclarer qu'une fois au pouvoir il « briserait le traité de Versailles par l'action de masse, qu'il donnerait aux minorités nationales allemandes de toute l'Europe la possibilité de se réunir à l'Allemagne soviétique[(127)] ». A l'occasion de ses séjours outre-Rhin, il put observer le succès foudroyant du parti nazi ; mais la présentation qu'il en fit se conformait au point de vue officiel de l'IC qui prévoyait une bataille révolutionnaire prochaine en Allemagne. Au vu de son attitude générale, de sa prise de position en particulier sur la lutte contre la guerre, il est improbable qu'il ait partagé l'optimisme officiel de l'IC et approuvé sa politique du pire.

Au sein de la direction, il tenait ses distances et menait son jeu propre. Il confia à Barbé, peu avant l'élimination de ce dernier, que Thorez et Duclos, qui allaient former le nouveau noyau dirigeant, lui avaient demandé sa collaboration et qu'il leur avait répondu qu'il n'entendait être prisonnier d'aucun

groupe, pas plus du leur que de celui qui l'avait précédé[(128)]. Son attitude devait constituer une gêne certaine pour ses collègues : la présence de ce rival à la stature toujours inégalée parmi les militants, de ce successeur en attente qui marquait sa disponibilité pour un éventuel changement de ligne, exerçait sur eux une pression constante qui redoublait désagréablement celle que leur valait, de la part de l'Internationale, la dégradation continuelle de l'état du Parti. Au témoignage de Vassart, Doriot en 1932 « ne laissait passer aucune occasion de jeter de l'huile sur le feu tout en se montrant assez prudent à l'égard de Fried ». Poussant ses pions dans l'ambiance tendue de la direction française, il scrutait les mouvements et les intentions de l'Internationale, à l'affût de ce qui pouvait avancer sa position, comme le montre la remarque qu'il se laissa un jour aller à formuler en présence du même Vassart : « Si seulement je savais exactement ce que veut cette canaille de Géorgien[(129)]. »

C'est l'inclination naturelle du regard rétrospectif que d'attacher de l'importance à ce qui fait présager ou annonce la suite des événements dont l'historien a l'avantage d'avoir la connaissance. Dans le cas de ces trois hommes, existaient à l'évidence, bien avant leurs ruptures, des malaises et des tensions en raison d'ambitions déclarées et frustrées et de projets qui impliquaient pour leurs partis respectifs une orientation nouvelle. Pourtant, malgré la fragilité du lien partisan, rien n'était joué : la rupture n'était en 1932 qu'une virtualité, elle n'était ni préparée ni méditée. Entre ces hommes, il y avait par ailleurs toutes les différences qui existaient entre leurs partis. Chacun poursuivait ses objectifs en suivant le tracé des structures de son organisation et les lignes de son univers idéologique et mental. Entre l'avocat Bergery, pour qui vie privée, vie professionnelle et vie militante formaient des sphères distinctes, et l'ancien ouvrier Doriot qu'avait façonné l'engagement communiste et pour qui la politique constituait à la fois un univers exclusif et un gagne-

pain, le type de militantisme politique, dans ses dimensions psychologiques autant que sociales, différait considérablement ; les marques s'en feraient sentir dans les années suivantes. Des valeurs communes n'en existaient pas moins dans le refus de la tradition et de la réaction, comme de la conservation sociale ; en politique extérieure, dans un refus commun du nationalisme et du militarisme, un pacifisme foncier tiré de l'expérience de la guerre, une tendance semblable au détachement envers l'Europe de Versailles. Ce sont ces dispositions qui allaient se trouver mises à l'épreuve dans la crise des années suivantes par la réverbération des fascismes.

CHAPITRE II

Le champ magnétique des fascismes

A partir de 1932, la France entra à son tour dans la crise. Crise économique, qui l'atteignait tardivement et modérément, mais la laisserait dans le marasme jusqu'à la fin de la décennie. Crise politique, qui sans aller jusqu'à ébranler les institutions ni bouleverser les grands courants politiques du pays, installait à demeure une atmosphère de guerre civile. Crise extérieure enfin, déterminée par la politique du régime hitlérien qui, à peine consolidé au pouvoir, procédait à la destruction de l'ordre européen. La France abordait ce nouvel avant-guerre dans l'anxiété et la division ; le fascisme et le communisme y eurent leurs compagnons de route et leurs thuriféraires, leurs partisans, et leurs adversaires mortels. Mais elle connut aussi l'apparition d'un ensemble de positions dont les auteurs refusaient de se laisser définir par des modèles étrangers, tout en montrant une ambiguïté certaine vis-à-vis des régimes fascistes, et que l'on désigne sous la formule d'« esprit des années 30 » : à la fois climat et courant d'idées définis par la recherche fiévreuse d'une rénovation du pays et qui trouvèrent leurs lieux d'expression dans les chapelles intellectuelles des « non-conformistes », mais aussi dans toute une zone politique « flottante » où figuraient en bonne place marginaux et dissidents de tout bord.

Ici encore, l'exemple de l'interventionnisme italien est éclairant et permet de situer les écarts de situation. Parmi les partisans d'une entrée en guerre de l'Italie en 1915, on trouvait non seulement des militants dissidents de tous les courants de la gauche, mais aussi les nationalistes d'extrême droite ; tous ces hommes allaient partager le même objectif de victoire militaire et la même ambition de rénovation nationale sans mélanger leurs rangs et leurs conceptions. Ce ne fut qu'au terme d'un processus de plusieurs années, à travers la fermentation que connut l'Italie dans l'immédiat d'après-guerre que s'opéra la

jonction entre gauche et droite interventionnistes, soit entre le fascisme, lui-même résultante de l'évolution d'une partie de l'interventionnisme de gauche, et le courant nationaliste. Dans la France des années 30, on observe un même côtoiement d'hommes venus de gauche et de droite qui partageaient l'ambition d'une rénovation nationale et poursuivaient la réalisation d'un projet semblable de politique extérieure. Cet ensemble était lui aussi intérieurement cloisonné de sorte qu'était rendue difficile la communication entre ses diverses composantes, en dépit d'une ambition générale de rassemblement national. Mais l'ensemble français avait par rapport à son homologue italien une double singularité. D'une part, il se trouvait placé sous le surplomb de régimes fascistes qui constituaient à la fois des menaces et des modèles ; d'autre part, il avait pour lien, non pas une volonté d'intervention dans une guerre, encore moins l'objectif d'une victoire militaire, mais tout au contraire la volonté d'écarter du pays une menace de guerre et de protéger un statut de grande puissance victorieuse. Telle est la constellation qui définit non seulement l'ambiance, mais encore le contexte actif, où se produisit le phénomène d'attraction vers le fascisme ici étudié et qui en firent un phénomène largement *sui generis*.

Le croisement des crises intérieure et extérieure conditionna fondamentalement les ruptures et l'évolution politiques des trois hommes dont il est question. Avant de les aborder, il faut marquer un temps d'arrêt pour dessiner un tableau d'ensemble qui fasse ressortir la singularité de la situation française ; sur cette toile de fond, on tentera de montrer, en insistant sur l'exemple de quelques personnages, hommes de gauche, libéraux et non-conformistes, que la suite de cette étude fera croiser, à nouveau, les voies et les degrés de l'aimantation exercée par les fascismes. On verra que cette aimantation toucha tous les milieux politiques, quoique de façon inégale, et qu'elle s'accompagna toujours d'une volonté de préservation de la paix. On verra aussi qu'elle fut assez souvent partielle, timide et in-

avouée, et que, même dans les cas où elle fut plus marquée, elle laisse saisir une faiblesse interne caractéristique du fascisme à la française.

Conciliation et adaptation

A partir de 1933, la vie de l'Europe se déroula sous l'ombre menaçante, et qui gagnait rapidement en extension, de l'Allemagne nazie. Cette force de bouleversement mit les vainqueurs de la Grande Guerre sur la défensive et les fit irrésistiblement aller de recul en recul. La France était à l'évidence la première concernée. Au lendemain de la victoire, elle avait pris des gages et tissé autour de l'adversaire un réseau d'alliances. A présent que celui-ci se relevait et réarmait à plein collier, elle restait figée dans la défensive et absorbait les faits accomplis qu'il lui infligeait : de la sortie de la SDN et de la Conférence du désarmement en 1933 à l'Anschluss et à la capitulation de Munich en 1938, en passant par la réintroduction de la conscription en mars 1935 et la remilitarisation de la Rhénanie un an plus tard, il ne se passa guère d'année qui ne connût de coup d'éclat et ne marquât pour elle un revers plus grand. Dans les premières années, elle refusa de suivre la méthode britannique qui était de reconnaître un réarmement limité de l'Allemagne dans l'espoir de le contrôler. Mais elle ne prit pas non plus une attitude de résistance intransigeante quand ses propres droits furent violés, comme le montra sa réaction en face de la remilitarisation de la Rhénanie. La menace de guerre se précisant, le rapport des forces évoluant en faveur de l'Allemagne, elle se mit de plus en plus à la remorque de l'Angleterre, alignant dans les faits l'exécution de ses obligations sur une décision britannique.

La France était au fond d'elle-même devenue une puissance fatiguée et anxieuse ; la Grande Guerre l'avait marquée trop profondément, les Français refusaient trop intensément une nouvelle saignée, pour ne pas trouver trop lourdes les charges d'une grande puissance, pour réagir autrement que par la prudence timorée en présence d'un adversaire animé d'une brutale volonté. L'organisation défensive de l'armée française contredi-

sait une diplomatie de garante du *statu quo* européen et s'ajustait mal avec les alliances orientales. L'alliance soviétique y fut rajoutée en 1935, sans être autre chose qu'une demi-mesure, aucun gouvernement, y compris ceux du Front populaire, ne lui donnant le complément militaire qui l'aurait armée d'efficacité ; plutôt que de chercher à régler la question cruciale de la coopération de la Pologne et de l'URSS, on préféra ne pas choisir, en attendant de voir. Confirmant la valeur de ses engagements, la France se trouvait en première ligne, sans posséder les moyens militaires qui lui auraient permis de faire jouer la dissuasion[(130)].

La propagande nazie s'employa à tirer parti de l'incertitude anxieuse qui infusait l'opinion publique française. Dès son arrivée au pouvoir, Hitler multiplia les déclarations de paix et de renonciation à l'Alsace-Lorraine, répéta à l'envi qu'une fois la Sarre rentrée dans le Reich (ce qui advint en janvier 1935) l'Allemagne n'aurait plus aucun motif de dispute territoriale avec la France. Il fit le meilleur usage du langage de l'ancien combattant qui se refusait à conduire la jeunesse de son pays à un nouveau massacre. Il soulignait par ailleurs son anticommunisme et marquait sa volonté de redresser les injustices infligées à la nation allemande par le traité de Versailles. En faisant ressortir sa résolution en direction de l'Est en même temps que son désir de paix à l'Ouest, il jouait sur le double registre de la séduction et de l'intimidation pour encourager en France les dispositions isolationnistes qui pouvaient y exister et fortifier la résignation et l'acquiescement à ses entreprises.

Les positions de politique intérieure jouèrent leur rôle dans la manière dont les Français jugèrent de la guerre et de la paix. L'alliance soviétique constitua à cet égard un facteur décisif en raison du lien de dépendance qui existait entre le PCF et l'URSS. Le rôle moteur joué par le PC dans la formation du Front populaire, le changement complet d'attitude qu'il effectua en matière de défense nationale au lendemain de la signa-

ture du pacte franco-soviétique en mai 1935, le succès électoral frappant qu'il obtint en 1936, enfin ses demandes pressantes d'intervention dans la guerre d'Espagne, furent décisifs dans l'entrelacement des problèmes intérieurs et extérieurs. Beaucoup suspectèrent dans ce changement spectaculaire de ligne l'affectation à la France par Staline d'un rôle de « paratonnerre » qui devait détourner vers l'Ouest la charge allemande. La droite en devint plus sensible à l'image de héraut de l'anticommunisme que Hitler affichait pour couvrir ses desseins. Mais une partie de la gauche elle-même fut affectée d'une intense suspicion et d'une hostilité croissante à l'égard des communistes. Aux yeux de beaucoup, une politique de résistance était désormais obérée par le risque qu'ils y voyaient d'un accroissement de l'influence communiste sur la politique française ; sans compter que, suivant la même ligne de raisonnement, une nouvelle guerre franco-allemande ne pourrait en définitive profiter qu'à l'URSS. C'est pourquoi il devenait essentiel de disposer de l'amitié, ou mieux, de l'alliance italienne ; à cette condition, il était possible, comme le fit la droite au printemps de 1935, d'approuver la conclusion d'une alliance diplomatique avec l'URSS. L'éloignement intervenu entre Paris et Rome à la suite de l'agression italienne contre l'Éthiopie changea la situation et rendit moins acceptable, sinon inacceptable, l'appui soviétique, avec ses risques militaires et ses répercussions intérieures.

La conclusion du pacte franco-soviétique, la formation du Front populaire et la guerre d'Éthiopie firent ainsi de 1935 un tournant en donnant naissance à un néo-pacifisme de droite et à un néo-nationalisme de gauche, dont le parti communiste fut l'incarnation. Ce ne fut pas le renversement et l'interversion des positions qu'on affirme volontiers ; la gauche ne devint pas « belliciste », ni la droite « pacifiste », pour reprendre le vocabulaire polémique de l'époque. Mais il y eut incontestablement une évolution de sens inverse, et surtout, à l'exception du PC, l'une et l'autre se divisa contre elle-même : ce fut dans chaque

parti l'opposition des dirigeants, Blum contre Faure, Reynaud contre Flandin, Kerillis contre Vallat. Présents dans tout l'éventail politique, les partisans de la conciliation partageaient deux ressorts essentiels, le pacifisme et l'anticommunisme, le premier prédominant chez les hommes de gauche, le second chez les hommes de droite, mais l'un et l'autre allant toujours de compagnie. L'anticommunisme, associé aux principes autoritaires, porta l'extrême droite et une partie de la droite à souhaiter l'entente avec Hitler, bien qu'il fût allemand ; le pacifisme, associé à l'hostilité au communisme, conduisit certains secteurs de la gauche à poursuivre leurs efforts en faveur du rapprochement avec l'Allemagne, bien qu'elle fût devenue hitlérienne.

La France conserva du moins pendant ces années son régime démocratique et ne céda qu'après la défaite au courant d'adaptation aux fascismes qui envahit dans les années 30 une grande partie de l'Europe. Tandis que les deux grandes puissances occidentales pratiquaient avec une persévérance digne d'un meilleur emploi une politique de temporisation et de conciliation qui précipitait le danger qu'elles cherchaient à éviter, les pays de l'Europe centrale et orientale portaient la défensive jusque dans la politique intérieure et entraient presque tous dans la voie de l'adaptation en intégrant à des régimes autoritaires classiques certaines formules et méthodes reprises des régimes fascistes. Des partis uniques de masse empruntant le style fasciste furent créés par les élites traditionnelles de ces pays, en même temps qu'était proclamée une idéologie d'État aux lignes antidémocratiques, anticommunistes et antisémites. Outre le souci de consolider les pouvoirs en place, aussi bien d'ailleurs contre des mouvements fascistes indigènes que contre la « subversion » de gauche, il entra toujours dans cette orientation un motif essentiel de politique extérieure, de type défensif, qui visait à contrer la menace constituée par les régimes fascistes : il s'agissait de faire bloc en face de l'ennemi potentiel (Pologne, Yougoslavie), de l'impressionner favorablement pour mieux garantir sa propre indépendance (Autriche),

de contrebattre un fascisme indigène en lui volant partie de ses recettes et de sa clientèle (Autriche une fois encore, Roumanie, Hongrie), ou enfin d'assurer l'alliance avec les régimes fascistes par la convergence des politiques intérieures (Japon).

Ce concept d'adaptation permet de caractériser utilement le phénomène d'infiltration du fascisme que l'on peut observer en France à partir de 1933. Une fermentation de projets de rénovation se produisit un peu partout dans l'éventail politique, des Croix-de-Feu au frontisme et au néo-socialisme. Malgré d'évidentes similitudes dans le vocabulaire et la thématique, les valeurs et les arrière-plans restèrent différents ; mais une chose faisait l'unité : le souhait d'un redressement national dont l'image portait, à un degré ou à un autre, l'attraction des fascismes et qui trouvait sa finalité dans la préservation de la paix.

La démission des nationalistes

A l'extrême droite et à droite, l'établissement de la dictature nazie ne manqua pas de stimuler les traditionnelles tendances autoritaires et d'exacerber l'hostilité envers la démocratie, le libéralisme et le marxisme. Les années 1933-1935 furent en France l'âge d'or des ligues, qui bénéficièrent à la fois des difficultés du régime parlementaire, de l'inquiétude créée par l'arrivée de Hitler au pouvoir et du maintien par la gauche marxiste de ses positions pacifistes et révolutionnaires. L'antisémitisme nazi redonna de l'élan à un vieux courant indigène religieusement entretenu par le maurrassisme et qui faisait à présent tache d'huile jusque dans les milieux modérés. Pourtant, même si les composantes idéologiques s'en trouvaient présentes, il n'apparut pas d'authentique fascisme en réaction à la menace extérieure, un fascisme prônant la résistance intransigeante à l'adversaire en mal de revanche. Ceux qui affichaient leur identité fasciste par les apparences extérieures furent dès le départ les plus conciliateurs. Bucard, qui se réclamait de Rome et touchait les subsides italiens, déclarait dans son programme de politique extérieure de novembre 1933 que seul l'État franciste pourrait faire la paix avec les « adversaires d'hier[(131)] ». Comme il était arrivé avec le fascisme italien à l'époque du Cartel des gauches, le nazisme fit apparaître des doublures qui allèrent quêter auprès de lui reconnaissance et subsides. De Chaumet à Jean Renaud, de Coston à Darquier de Pellepoix en passant par Jean Boissel, toute cette tourbe défila après 1933 à l'ambassade d'Allemagne à Paris[(132)].

Dans les premières années du régime hitlérien, si l'on excepte quelques figures isolées comme Fernand de Brinon et Georges Suarez, la droite s'en tint à une attitude de défiance envers l'« Allemagne éternelle ». Dès la formation du Front populaire, l'extrême droite montra toutefois une tendance de plus

en plus marquée à la conciliation ; placée devant la perspective d'une victoire électorale de la gauche qui amènerait un resserrement des liens avec l'URSS, elle vit la situation extérieure du pays à travers le prisme de ses positions de politique intérieure : d'une nouvelle guerre ne pouvait que sortir la mainmise communiste sur la France et sur l'Europe. Taittinger, le dirigeant des Jeunesses patriotes, donna voix à la fin de 1935 à la crainte qui allait tenir lieu de raisonnement à l'extrême droite durant les années suivantes : une victoire de l'Allemagne signifierait la disparition de la France, mais une victoire de la France signifierait la bolchevisation de l'Europe, de sorte que la victoire comme la défaite devenaient malfaisantes et le maintien de la paix préférable à tout[(133)].

Dès janvier 1934, Drieu La Rochelle avait saisi avec une remarquable prémonition la difficulté inextricable qui allait accabler dans les années suivantes l'extrême droite et une partie de la droite française. La France était placée devant deux perspectives à ses yeux également inacceptables : l'alliance avec l'Allemagne et l'alliance avec l'URSS. La première l'exposait à être « étouffée » par son alliée, qui serait à coup sûr la bénéficiaire d'une entente dont le but ne pouvait être que « le partage du monde à la manière romaine » ; l'Allemagne ne se retournerait-elle pas alors « contre l'allié le plus faible, haï de tous ceux qu'il a trahis » ? La seconde lui faisait courir un risque non moins « énorme », un risque qui « se multiplie avec les chances de victoire », celui de la conquête de l'Europe par le communisme : « Car si les bourgeois d'Occident sont vainqueurs des Allemands, les Russes le seront aussi ; les armées bourgeoises d'Occident rencontreront au milieu de l'Allemagne les armées rouges répandant sur leur passage les soviets. » Il deviendrait alors difficile de les faire reculer ; d'autant plus qu'au risque d'une contagion du communisme dans les armées occidentales s'ajouterait le danger découlant de la place qu'auraient pris en Occident les partis communistes à la faveur de la guerre anti-

fasciste. Aussi, « à vouloir mener jusqu'au bout la lutte nationale contre l'Allemagne, les bourgeois français risquent d'y perdre leur raison d'être[(134)] ».

Pour sortir de ce dilemme, Drieu proposait de constituer un « tiers-parti » en Europe, qui regrouperait « les vieilles démocraties d'Occident, les jeunes démocraties de l'Est, les unes et les autres retapées à la mode fasciste d'une part et le fascisme italien d'autre part », et ce tiers-parti « lutterait à la fois contre Moscou et contre Berlin[(135)] ». Munie des appuis britannique et italien à l'ouest et de celui de ses alliés orientaux, la France pourrait contraindre l'Allemagne à accepter un *modus vivendi*, un directoire des grandes puissances européennes, refouler l'URSS dans l'isolement et se sentir suffisamment forte pour laisser éventuellement les mains libres à l'Allemagne vers l'Est.

L'extrême droite suivit dans l'ensemble cette ligne de raisonnement. Mais en se braquant sur l'alliance italienne qui en était la pièce indispensable, avec le bonus idéologique prisé qui y était attaché, elle poursuivit une chimère qui l'amena à prôner une constante marche en retraite du pays. Il est vrai que l'alliance italienne prit dans les années 1933-1935 un départ qui semblait du meilleur augure. Mussolini atteignit alors au comble de la popularité en France, à droite évidemment, mais aussi dans la gauche modérée. Condamnant l'antisémitisme et le racisme, posant en défenseur de l'Europe chrétienne face au communisme et au nazisme athées, mettant en valeur le corporatisme comme la solution à la crise économique, il donna du fascisme une image modérée et respectable qui faisait contraste avec les débordements nazis. Au surplus, endossant le rôle de garant de l'indépendance autrichienne, prenant l'initiative de constituer le Front de Stresa pour faire barrage au redressement allemand, il apparaissait comme un allié décidé à tenir en respect Hitler.

Mais son objectif avait été d'utiliser la conjoncture créée par le redressement allemand et la marge de manœuvre qu'elle lui

fournissait pour procéder à l'élargissement de l'Empire italien. L'entreprise éthiopienne, l'intervention dans la guerre civile espagnole mirent un terme au rapprochement avec les puissances occidentales. L'Axe devint la liaison naturelle entre deux régimes qu'appariait la volonté d'expansion et de domination et dont les visées immédiates – l'Allemagne tournée vers l'Europe centrale et orientale, l'Italie vers les Balkans et la Méditerranée – pouvaient être accommodées. Par l'effet de leurs poids relatifs la seconde se trouva bientôt à la traîne de la première et perdit en capacité d'attraction ; à partir de 1936, la plupart des mouvements fascistes en Europe entrèrent dans l'orbite nazie, comme le montre l'exemple de Bucard inscrivant l'antisémitisme à son programme et allant quêter les subsides allemands[(136)]. Pourtant, jusqu'à la guerre, l'espoir d'un nouveau front de Stresa fixa les espoirs de bon nombre d'hommes politiques français ; l'alliance, ou au moins l'amitié de l'Italie résolvait le dilemme posé par le besoin de sécurité de la France et le refus de le satisfaire avec l'URSS.

En se livrant à la transposition des oppositions idéologiques intérieures sur le plan extérieur, alors que, selon sa vision du monde, seule aurait dû lui importer la préservation de la grandeur de la France, l'extrême droite manifestait une rétraction de son nationalisme. Tout en continuant à déclarer son mépris du pacifisme et à affirmer des principes de « virilité », elle s'enfonça dans une politique de conciliation tout à l'opposé de ces valeurs, et, qui plus était, sans issue. Il n'est pas surprenant alors de voir la plupart de ses dirigeants entrer en relation avec le nazisme et se raccrocher à l'espoir chimérique d'une entente avec Hitler qui aurait tout résolu. Ainsi, les dirigeants des Jeunesses patriotes eurent d'excellentes relations avec l'Allemagne, tel Jacques Schweitzer qui les représenta au Comité France-Allemagne, tel Roger de Saivre qui les représenta au sein de l'Action mondiale de la jeunesse contre le communisme, une organisation confidentielle patronnée par l'Antikomintern et qui tint en

août 1937 à Heidelberg sa première réunion. Ainsi, Lemaigre-Dubreuil, le président de la Fédération des contribuables, l'une des organisations les plus actives dans l'agitation antiparlementaire des années 1933-1935, fit demander par un intermédiaire en 1937 qu'on lui ménageât une entrevue avec des personnalités allemandes pour discuter des problèmes pendants entre les deux pays. Ainsi, enfin, Loustaunau-Lacau, dit Navarre, fondateur des réseaux anticommunistes Corvignolles dans l'armée et ancien collaborateur de Pétain, fit également demander par un intermédiaire une entrevue avec Hitler[(137)]. En vérité, tous les dirigeants d'organisations venues au jour dans cette époque de crise, de mouvements en perte de vitesse ou faillis, rêvèrent vers la fin des années 30 d'un miracle extérieur qui résoudrait la contradiction qui les paralysait et permettrait l'assouvissement de leurs projets intérieurs.

Des hommes de gauche dans le champ magnétique des fascismes

En Allemagne comme auparavant en Italie, la victoire du fascisme s'accomplit par l'écrasement des organisations ouvrières et la suppression des libertés démocratiques. L'opinion de gauche en France se sentit profondément mobilisée par les événements allemands, beaucoup plus qu'elle ne l'avait été par les événements italiens ; c'est que dans la crise française de 1933, ils venaient accroître une inquiétude déjà bien ancrée. Le succès des fascismes avait de toute façon de quoi produire un ébranlement profond. Des démocrates pouvaient être frappés de constater la popularité de ces nouveaux mouvements, troublés de voir des millions d'hommes se précipiter dans les bras de dictateurs avoués. Des socialistes et des marxistes pouvaient l'être de vivre une évolution contraire à toutes les analyses. Comme l'écrivait Blum,

> nous vivons en effet dans un singulier et pathétique moment de l'histoire du monde, où l'évolution économique fournit à la vérité de notre doctrine des attestations sans cesse plus évidentes, des démonstrations sans cesse plus éclatantes, et où cependant, par une étrange contradiction, la puissance politique du socialisme fléchit et recule sous les assauts désespérés de l'ennemi[(138)].

Si la réaction à gauche fut la mobilisation antifasciste, chez quelques-uns, le succès du nazisme venant après celui du fascisme sema le doute et produisit des réactions ambiguës liées au maintien de l'objectif d'une entente avec l'Allemagne, même celle de Hitler. Pacifisme inconditionnel ? Admiration sécrète pour le nazisme ? Dans les pages qui suivent, on tentera d'amener au jour quelques-uns des éléments du problème à travers un certain nombre de cas qui offrent une palette graduée des effets produits par les fascismes dans divers secteurs de la

gauche. Le fascisme italien et le nazisme exercèrent d'ailleurs des attractions différenciées en donnant lieu à des attentes et en se prêtant à des perceptions contrastées. Dans l'intérêt porté au premier entra largement un motif de politique extérieure – l'Italie étant perçue comme une alliée indispensable pour contenir l'Allemagne. Mais il n'est pas douteux que le nazisme constituait le pôle principal d'attraction, même s'il était inavoué. Plus populaire, moins alourdi de survivances traditionnelles comme l'Église et la monarchie, plus dynamique enfin que le fascisme italien, il pouvait frapper davantage des hommes de gauche ; mais sa séduction lui venait aussi de ce qu'il inquiétait intensément par la menace qu'il faisait planer sur la France.

Avant d'en venir à ces exemples français, évoquons le cas de Henri De Man : celui d'un socialiste qui fut frappé par le nazisme en raison de sa propre conception du socialisme et amené, sur la base d'une valorisation implicite, à prôner une attitude partiellement mimétique ayant pour objet de combattre un adversaire défini comme un usurpateur du socialisme. Habitant l'Allemagne jusqu'en 1933, De Man put vivre la montée du nazisme et déplorer l'échec de la social-démocratie à l'affronter victorieusement. Le nazisme lui apparaissait comme un mouvement irrationnel, jouant sur « le transfert de ressentiments économico-sociaux à des ressentiments de race, comme dans l'antisémitisme, et à des ressentiments politico-sociaux, comme dans le nationalisme », tout à l'opposé du socialisme, qui s'attache par le travail de la raison à dégager les causes objectives de la crise sociale[(139)]. Mais cette opposition établie, il l'affaiblissait aussitôt :

> Le nationalisme fasciste fait appel à des forces d'impulsion politiques que le socialisme a trop négligées au cours de ces dix dernières années. Je les appelle provisoirement : la nécessité de l'utopie, le besoin d'une critique sans réserve des institutions, l'instinct d'activer les masses par un caractère agressif directement offensif, le besoin de chefs qui soient des personnalités. Et si le nationa-

> lisme fasciste n'était pas autre chose qu'une diversion et un détournement abusifs de sources d'énergie ayant une valeur réelle, il resterait encore à savoir pourquoi le socialisme s'est laissé fermer l'accès de ces sources.

A quoi il répondait que c'était la disparition d'une utopie socialiste depuis la guerre qui permettait de comprendre « que tant de gens, par un sentiment de protestation sourde contre l'ordre existant, se soient laissé charmer par l'utopie nationale-fasciste du "Troisième Empire" ». Il ajoutait que le socialisme devait faire sa place à « une expression raisonnable et saine de mobiles qui se manifestent sous une forme défigurée et caricaturale dans le nationalisme fasciste, parce qu'ils y restent irrationnels[(140)] ».

L'utopie est-elle jamais rationnelle ? Ses propres valeurs le conduisaient en fait à voir dans le nazisme un mouvement rival et usurpateur du socialisme. Aucun doute sur l'opposition totale des doctrines ; De Man exprimait avec force son refus du nationalisme, dénonçait « la folie de la souveraineté des États, de la politique des puissances militaires, des armements, des douanes en général[(141)] ». L'ambiguïté de son intérêt pour le nazisme, de son idée d'un socialisme concurrençant ce dernier en faisant appel aux besoins irrationnels des masses, prenait sa source dans la proximité de certaines conceptions de la société – de part et d'autre, société communautaire, État populaire –, de certaines valeurs – dynamique des masses, action collective, cohésion sociale –, tout comme de certaines positions idéologiques – un antiparlementarisme latent chez De Man et un antilibéralisme de fond. Le problème historique posé par son itinéraire et son aboutissement dans la collaboration n'a rien à voir avec la révision du marxisme en tant que telle, ni avec le planisme en tant que tel, mais avec les valeurs qu'il leur associa : valeurs largement influencées par son expérience de guerre et qui le rendirent sensible à certains aspects du nazisme. S'il fixa tant son attention sur lui, c'était parce qu'il aspi-

rait au fond à développer à des fins socialistes le même dynamisme et le même élan qui le fascinaient chez l'adversaire ; désigné comme ennemi prioritaire, celui-ci en vint à définir en creux la tactique et la méthode de l'action socialiste, à peser souterrainement sur l'image souhaitée de sa forme, à valoir comme la figure secrète de comparaison. Ainsi s'éclaire un paradoxe que l'on rencontrera encore au cours de cette étude, à savoir que les futurs collaborateurs furent presque toujours des pionniers de l'antifascisme. Leur propre sensibilité à l'impact populaire des fascismes les amena à vouloir sortir les partis de gauche des vieux schémas, mais aussi à surréagir parce qu'ils investissaient désormais leur action politique d'attentes magnétisées par l'exemple de l'ennemi.

Le nazisme à la lumière de la mauvaise conscience

Si l'on revient à la gauche française, on pourrait commencer par l'exemple d'une réverbération du nazisme se faisant à la faveur d'une volonté de paix absolue. Ainsi en alla-t-il chez un pacifiste intégral comme Félicien Challaye qui appartint au frontisme de Bergery : c'est à travers un tel cas qu'on pourra mesurer la complexité de certaines attitudes politiques, l'ambivalence d'un homme de gauche qui en vint par pacifisme à minimiser et à idéaliser la réalité du nazisme. Professeur de philosophie, socialiste, membre dirigeant de la Ligue des droits de l'homme, anticolonialiste de toujours, Challaye avait été favorable à l'Union sacrée en 1914 ; décoré de la croix de guerre, il s'était apparemment juré de ne plus s'y laisser reprendre. Dans les années 20 et la première moitié des années 30, il fut proche du mouvement communiste ; l'URSS lui apparaissait comme un État dont la nature pacifique mettait en accusation et condamnait sans rémission les États capitalistes.

L'arrivée de Hitler au pouvoir, loin d'ébranler ses convictions pacifistes, les cimenta. En novembre 1933, il écrivit dans un article intitulé « Pour la paix désarmée même en face de Hitler » : « Si douloureuse qu'elle puisse être, l'occupation étrangère serait un moindre mal que la guerre[(142)]. » Ce fut la position à laquelle il se tint dans les années suivantes. Mais, si son pacifisme intégral pouvait légitimement le porter à condamner tous les nationalismes, il montrait l'interférence de considérations qui le coloraient de manière particulière. Ainsi Challaye écrivit-il du « discours de paix » tenu par Hitler devant le Reichstag le 18 mai 1933 :

> Discours très différent de ceux que prononcent des politiciens roublards ou d'astucieux diplomates. Ici, on sent parler, d'un tout autre ton qu'à l'ordinaire,

un homme du vrai peuple, un travailleur, un ouvrier[143]…

Sous l'effet de sa profonde défiance envers la politique française, il en venait à prendre pour argent comptant les affirmations de Hitler et à l'idéaliser ; le dictateur hypernationaliste devenait l'instrument de la justice qui faisait payer à la France sa dureté depuis la guerre.

Challaye se mit bientôt à critiquer ses amis de gauche et d'extrême gauche quand il les vit porter l'antifascisme dans le domaine de la politique extérieure. L'approche du pacte franco-soviétique lui fit déclarer son refus de soutenir l'URSS en cas de guerre germano-soviétique. Après la conclusion du pacte, il écrivit que la France nationaliste, désireuse d'écraser et de morceler l'« ennemi héréditaire », venait de conjuguer ses forces avec une URSS rêvant « de détruire en l'hitlérisme le plus puissant obstacle à l'avènement du communisme » ; il ajoutait que là était, « à l'heure actuelle, le plus grave danger pour la paix du monde[144] ». Besoin de croire au pacifisme allemand pour mieux condamner le bellicisme français ? Challaye éprouvait une culpabilité intense, qui lui venait de la responsabilité qu'il attribuait à la France dans la situation allemande. Mais son attitude aurait probablement été différente si l'Allemagne était revenue à l'ancien régime impérial au lieu de devenir hitlérienne. Car ses propos trahissaient une valorisation inconsciente de l'hitlérisme, au regard duquel il plaçait un régime français qu'il repoussait et qu'il dépréciait d'autant plus qu'il réagissait au danger d'une nouvelle guerre ; il avait pour rabaisser la démocratie libérale l'emploi d'un vocabulaire qui portait les marques d'une évidente contamination (« la nouvelle Allemagne », « notre pseudo-démocratie ploutocratique[145] »). Personne ne fut plus éloigné du fascisme que lui ; simplement son pacifisme s'adjoignit toutes les raisons possibles de juger favorablement l'Allemagne nazie pour d'autant mieux refuser une nouvelle union sacrée qu'il voyait à travers le prisme de 1914.

Comme les années suivantes le montreraient, les pacifistes qui prônaient l'entente avec l'Allemagne nazie manquèrent rarement de charger leur pacifisme d'éléments troubles.

L'extraordinaire volonté de paix et la non moins extraordinaire capacité d'illusion dont Challaye et ses amis pouvaient faire preuve apparaissent avec éclat dans les démarches qu'ils entreprirent au nom de la Ligue internationale des combattants de la paix (LICP), une organisation pacifiste qu'ils dirigeaient, auprès de l'ambassade d'Allemagne à Paris au printemps de 1938. Leur souhait était d'obtenir l'autorisation d'envoyer des représentants effectuer une tournée de conférences en Allemagne. Ils présentaient leur ligue comme une organisation antifasciste et antimilitariste, mais précisaient que cet antifascisme n'était qu'à destination interne ; avant tout pacifistes, ils se disaient disposés à se plier aux conditions que les autorités allemandes voudraient leur poser, y compris à soumettre les textes de ces conférences à un examen préalable. Tout ce qui leur importait était de pouvoir faire comprendre aux Allemands que les Français ne voulaient pas la guerre, qu'ils souhaitaient le désarmement et qu'ils étaient prêts à rechercher la justice par des négociations internationales portant sur les matières premières et les colonies[(146)].

Ces démarches ne furent pas tout à fait sans résultat puisque Challaye fit en septembre 1938 un voyage en Allemagne organisé par l'Association des professions françaises et le Front du travail allemand. Il en revint assuré que l'Allemagne nazie voulait l'entente avec la France et convaincu que les dirigeants nazis n'étaient ni dans la nécessité ni dans l'intention de déclencher une guerre. Dans le compte rendu qu'il fit de son voyage apparaissaient à la fois l'appréciation positive qu'il portait sur certains aspects du régime (le rapprochement des classes sociales, la foi des nazis, la communauté populaire) et les résistances qu'il éprouvait envers d'autres aspects (l'antisémitisme, le militarisme et le nationalisme) et dont il comprimait l'ex-

pression autant qu'il lui était possible[(147)]. Son cas est évidemment extrême ; ses positions, très largement partagées jusqu'en 1935-1936 dans les milieux de la gauche pacifiste, trouvèrent ensuite de moins en moins d'écho. Alors que la LICP comptait environ 10 000 adhérents au début de 1935 (Romain Rolland, Langevin en faisaient alors partie), elle entra en décadence à partir de 1936 et comptait moins de 2 000 membres en avril 1939[(148)].

L'idéal du « faisceau de gauche »

Certains éléments marginaux du radicalisme manifestèrent une grande sensibilité et une grande capacité d'accueil à l'endroit du nouveau régime de l'Allemagne. Des personnalités proches du radicalisme comme Jules Romains, des membres et des sympathisants du mouvement Jeune-Turc du parti radical comme Bertrand de Jouvenel, Jean Luchaire et Alfred Fabre-Luce furent de ceux qui se prononcèrent quasi immédiatement en faveur de la recherche d'un accord avec l'hitlérisme. A travers eux, c'étaient Caillaux et sa politique qui se continuaient ; mais la France de cette décennie ne devrait-elle pas être tout entière placée sous le signe du caillautisme ? Partisans anciens du rapprochement franco-allemand et de la Fédération européenne, ces hommes avaient donné d'abondants témoignages de leur attachement à la paix et de leur désir de la sauvegarder. Ils étaient aussi des hommes en quête de longue date d'un renouvellement de la France ; deux raisons essentielles pour comprendre comment leur volonté de paix se prolongea rapidement d'un intérêt fasciné pour cette « nouvelle Allemagne » qui se construisait et menaçait la France, pour comprendre aussi comment ils en vinrent à rêver d'une rénovation nationale qui aurait du fascisme la forme communautaire et autoritaire, les vertus de foi et de discipline, tout en sauvegardant le plus possible de libertés traditionnelles.

En 1927 déjà, sur fond de faillite du Cartel et de valeurs personnelles antiparlementaires et autoritaires, un homme proche du radicalisme comme Charles Albert – un anarcho-syndicaliste rallié en 1914 au socialisme et à l'Union sacrée, et qui allait appartenir au néo-socialisme dans les années 30 – s'était demandé s'il ne serait pas possible de mettre la méthode fasciste au service d'autres buts et avait appelé à la formation d'un « faisceau de gauche[(149)] ». Continuant à se réclamer des mino-

rités actives, mais refusant catégoriquement le coup de force, il souhaitait la réussite d'un mouvement de masses dirigé par des hommes résolus qui obtiendraient de l'approbation populaire l'autorisation de procéder à la réalisation d'un programme défini. Son plan de réforme de l'État combinait le jacobinisme, par la restauration de la souveraineté de l'État sur les puissances d'argent, et une organisation syndicaliste-corporative de l'économie, un mélange qui se retrouve chez la plupart des hommes de gauche séduits par le fascisme[(150)]. Au surplus, deux idées énoncées par lui allaient avoir une belle postérité : on ne sauverait la démocratie qu'en la réformant ; la rénovation nationale contribuerait à la paix. Dans ce mélange de désir d'adaptation à la France des vertus qu'il prêtait à l'Italie fasciste et de souci de préservation des idéaux traditionnels de liberté, Charles Albert avait authentiquement défini par avance ce qui allait être dans les années 30 vis-à-vis du nazisme l'espoir non seulement d'autres marginaux du radicalisme, mais en fait celui de tous les dissidents de gauche porteurs d'une ambition de rénovation nationale.

Rien ne montre mieux l'emprise de cet idéal ambivalent du « faisceau de gauche » et son lien avec la sauvegarde de la paix que le cas de Jules Romains qui consacra jusqu'à la veille de la guerre ses efforts à la cause du rapprochement franco-allemand. Proche du parti radical, partisan de la Fédération européenne, favorable à la représentation des peuples à la SDN, il considéra l'arrivée de Hitler au pouvoir comme une raison supplémentaire de réaliser l'accord entre les deux pays. A partir de l'automne de 1933, il défendit en des termes mesurés la nécessité de « conversations » avec l'Allemagne[(151)]. En 1934, une série de séjours à Berlin lui fit rencontrer Rosenberg, Goebbels, Ribbentrop. Entouré des plus grandes attentions, il fut traité comme commençaient à l'être au même moment par la Russie stalinienne les compagnons de route du communisme ; ses romans furent traduits, ses pièces de théâtre portées sur les

scènes allemandes, le tout accompagné d'exemptions spéciales pour l'exportation de ses droits d'auteurs[(152)]. Il est très improbable que la vénalité ou l'intérêt matériel aient joué le moindre rôle dans l'action de rapprochement franco-allemand qu'il mena ; il est probable en revanche que ces prévenances, ces flatteries aient soutenu l'expression de ses convictions personnelles. Pour la propagande allemande, il suffisait qu'un homme comme lui appuyât et attestât du poids de sa notoriété les protestations de paix du régime hitlérien ; sa participation au Comité France-Allemagne allait être la conséquence logique de son engagement pour l'entente entre les deux pays.

La volonté de paix n'était pas seule en jeu dans cet engagement. L'argumentation que Romains développa aussitôt après l'arrivée de Hitler au pouvoir jette une lumière intéressante sur ses motifs. S'il exprimait l'antipathie que lui causaient les dictatures fascistes, c'est au marxisme qu'il faisait porter la responsabilité de la situation européenne. Le fascisme lui apparaissait comme une réaction à cette doctrine de division, mais une réaction qui n'était « pas seulement, comme notre Restauration de 1815-1830, un retour au passé, un épisode tout négatif de régression ou de lassitude, mais aussi un essai de réponse positive à des problèmes actuels ; précisément à ceux que le marxisme a méconnus ou qu'il a traités par l'absurde[(153)] ». Parmi ces problèmes auxquels le fascisme tentait d'apporter une solution, il en voyait deux surtout, celui de la « hiérarchie » et celui de l'« euphorie collective ». La Révolution française avait supprimé les hiérarchies anciennes, sans ouvrir la voie à d'autre hiérarchie que celle fondée sur l'argent. Dictature des cadres, le fascisme se préoccupait, lui,

> de dresser une hiérarchie sociale qui pourrait receler mille injustices particulières, ou faire une place beaucoup trop large aux privilèges légués par le passé, mais qui, pour la première fois depuis la Révolution française, prétendait s'appuyer sur la hiérarchie authentique et naturelle des valeurs. Le régime ne durera peut-être pas. Mais le principe qu'il a ainsi posé, ou remis en hon-

neur, durera. Comme les principes de la Révolution française lui ont survécu, en France et ailleurs.

D'autre part, depuis plus d'un siècle, la société occidentale vivait « dans un état de mécontentement interne, de colère contre soi-même, d'hostilité des parties les unes contre les autres[(154)] ». Le temps était venu d'une « paix sociale qui ne soit pas une trêve entre deux adversaires qui se guettent, mais l'état régulier d'un organe dont les fonctions s'équilibrent bien ». Chacune à sa façon, l'Union soviétique et l'Italie tentaient de répondre à ce problème ; mais la France restait, hélas, immobile.

L'esprit de mécontentement et de révolution répond, lui aussi, à la mission de l'homme, et procède de sa noblesse. Mais cette besogne ne peut s'éterniser. Il faut qu'une société se décide un jour ou l'autre à être contente. Grâce à une révolution, si c'est nécessaire. En se passant de révolution, si c'est possible. Sinon, elle mourra de consomption, d'empoisonnement par l'amertume, au milieu de sociétés redevenues euphoriques[(155)].

Dans ce texte remarquable, on peut une fois encore mesurer l'importance de valeurs fondamentales : l'aspiration à une société communautaire, unie, chaleureuse et dynamique, le souhait ardent d'une ambiance collective et d'un ordre social réglé. La vision qu'avait du fascisme Jules Romains montre qu'un républicain pouvait trouver moyen de tirer à gauche un phénomène comme celui-là ; la référence à la Révolution française, le positionnement sur le vecteur du progrès visaient à en accentuer la familiarité à l'intention de lecteurs républicains. Le même résultat était produit par la mise sur un pied apparent d'égalité du fascisme et du communisme, présentés comme des régimes incarnant une même tendance historique. Un point de vue répandu chez les marginaux et les non-conformistes de la France des années 30, sans être convaincant : car la proximité des projets de société et des valeurs politiques était plus évi-

dente avec le fascisme qu'avec le communisme ; mais c'était une manière de repousser toute identification avec le fascisme et de réserver à la France une forme propre de révolution nationale, dont la nécessité ne faisait pas de doute :

> Le jour où, par une synthèse dont notre régime actuel nous fournit déjà les bases, nous saurions montrer au monde qu'une démocratie peut être hiérarchisée, selon d'autres lois que celles de l'argent, et retrouver l'euphorie sans sacrifier les libertés de l'homme, nous redeviendrions ce que nous fûmes tant de fois : les guides des autres peuples et les instituteurs de l'ordre le plus nouveau[(156)].

C'était exprimer toute la confuse, contradictoire mais intense aspiration à un renouvellement d'une France entourée de régimes dont on enviait le dynamisme et la cohésion, en faisant bon marché des moyens employés pour les assurer et sans tenir compte ni de leurs conditions de surgissement ni surtout de leurs finalités (et dans le cas de Romains, sans préciser les moyens de créer démocratiquement hiérarchie et euphorie collective).

On voit comment, dans une période de crise, un contexte de fascismes triomphants pouvait aviver la perception de la décadence d'un régime libéral et aiguiser l'aspiration à une forme de société communautaire et réconciliée. Il faut faire la part chez Romains de son orientation de poète et de romancier ; il n'était pas sans raison le chantre de l'unanimisme, doctrine opposée à l'individualisme et au matérialisme, et affirmant l'existence d'une réalité spirituelle au sein de laquelle communient individus et groupes[(157)]. Dans tous les cas, ni la vision de la société réconciliée et rajeunie, ni même la fascination pour le fascisme, du moins quand elle repose sur de tels motifs, ne font évidemment le fascisme. Se reconnaissant en Daladier, Romains donna son adhésion au Front populaire et suivit le chemin de son mentor jusqu'à l'Union nationale de la fin des années 30. L'intérêt de son cas réside dans une certaine contamination insi-

dieuse et partielle par le fascisme, plus exactement par une certaine vision du fascisme, sans que se trouvent présentes l'autonomie d'impulsion de ce dernier et la puissance primitive de ses moyens et de ses buts.

Ce n'était pas malgré tout une attitude isolée, comme on peut le vérifier par l'exemple de Fabre-Luce et de Bertrand de Jouvenel, deux hommes proches de Bergery au début des années 30, notamment en politique extérieure, et qui entre 1933 et 1936 côtoyèrent le néo-socialisme de Déat avant de passer à Doriot. Grand bourgeois, qui vécut de ses rentes sa vie durant, et subsidiairement des revenus d'une plume diserte, Alfred Fabre-Luce déploya les talents de son intelligence dans les domaines divers de la littérature et de l'essai ; mais, plus que tout, il fut dans l'entre-deux-guerres passionné par la politique, et payé d'ingratitude. Dans les années 20, il s'était signalé par plusieurs essais politiques qui l'avaient situé dans la mouvance des jeunes radicaux disciples de Caillaux (auquel il consacra en 1933 un ouvrage admiratif). Adversaire de la politique de Poincaré, il avait critiqué dans un livre remarqué la thèse de la responsabilité exclusive de l'Allemagne dans le déclenchement de la Grande Guerre[(158)]. Partisan du rapprochement avec l'ancienne ennemie, il y voyait la condition *sine qua non* de la paix européenne et se montrait défiant envers les alliances orientales de la France, d'autant plus que l'idée d'une guerre qui profiterait au communisme était bien présente à son esprit[(159)]. Le parti radical incarnait son idéal politique – laïcité, esprit de paix, respect de la propriété –, et il souhaitait le voir s'en tenir au rôle d'« un parti de juste milieu », permettant à la vie parlementaire, après les expériences contraires du Bloc national et du Cartel, de « se dérouler, non plus par succession de fractions extrêmes, mais par déplacements d'équilibre légers autour d'un centre de modération, également affranchi du nationalisme et du collectivisme et fidèle à un programme minimum[(160)] ».

C'était ce libéral que la crise des années 30 allait ébranler et porter vers des chemins aussi improbables que le PPF.

En février 1933, Fabre-Luce lança la publication de *Pamphlet*, une revue qui parut pendant une année et ne connut qu'un succès d'estime, mais qui constitue pour l'historien un document remarquable où est inscrite la vibration de l'onde de choc nazie. La nouvelle revue ne comptait, outre Fabre-Luce lui-même, que deux collaborateurs, Jean Prévost et Pierre Dominique. Le premier était romancier et socialiste, ami de Déat depuis l'École normale, et collaborateur régulier de *Notre Temps*, l'organe de Jean Luchaire[(161)]. Le second appartenait à l'équipe radicale de *la République* d'Émile Roche et avait donné depuis plusieurs années des témoignages de son intérêt pour les mouvements politiques neufs de l'Europe. Avec des intérêts et des sensibilités propres, c'étaient des déçus de la majorité de gauche élue en mai 1932, à laquelle ils reprochaient aussi bien son impuissance en matière économique et financière que sa timidité en politique extérieure. Au fur et à mesure que le pays s'enfonçait dans la crise et que grandissait la menace extérieure, leur désir d'une rénovation française gagnait en intensité et prenait l'empreinte des expériences fascistes voisines.

Le mouvement d'opinion qui se développait en France au cours de 1933 frappa évidemment leur attention ; l'agitation des ligues que nourrissaient les convulsions de la majorité de gauche au milieu de l'anxiété créée par la situation internationale trouvaient chez eux des observateurs perceptifs et secrètement accueillants qui s'en trouvaient fortifiés dans leur désir de renouvellement. En août, Fabre-Luce écrivait ceci qui pourrait servir d'enseigne à toutes les aspirations et tentatives de renouvellement qui apparurent alors en dehors de l'extrême droite :

> Défendre partout contre Hitler la tolérance et la conciliation : c'est, en effet, un des atouts de la France. Mais alors, comme disait Saint-Just, « bronzez la liberté ». Et tous ces développements reviennent en somme à ceci : quoi qu'un pays désire signifier, il ne peut pas continuer à l'exprimer dans des formes que

> le monde a dépassées. Pendant un temps, toute l'Europe a fait des concessions à la démocratie pour lutter contre la Révolution française. Il nous faut aujourd'hui faire des concessions au fascisme pour lutter contre les fascismes étrangers. D'un certain point de vue, défense de la liberté, limitation de la liberté sont devenues synonymes[(162)].

L'équipe de *Pamphlet* manifesta au fil des mois une sympathie croissante pour le fascisme italien ; deux numéros spéciaux lui furent consacrés et Fabre-Luce fit le voyage de Rome pour voir Mussolini. Dans ce philofascisme, le motif de politique extérieure était évident ; mais le motif idéologique n'était pas absent. Fabre-Luce estimait que, sans être « exportable », le fascisme pouvait offrir aux Français des « enseignements profitables », notamment sur le plan du corporatisme[(163)]. Le nazisme ne bénéficiait pas de la même complaisance, si l'on excepte certaines remarques significatives du socialiste Prévost qui créditait les nazis, à côté d'un « caractère déplaisant et brutal », d'un certain nombre de « vertus » : « le goût du dévouement, le sens du sacrifice, l'esprit chevaleresque, le sens de l'amitié, l'enthousiasme personnel pour Hitler[(164)] ».

Malgré tout, le fascisme ne s'était pas rendu maître de l'équipe de *Pamphlet*. Présentant en 1934 dans des revues allemandes les aspirations de la jeune génération française, Fabre-Luce reconnaissait l'influence exercée par le fascisme, mais il en marquait les limites : la révolution nationale vers laquelle tendait la France devrait respecter dans toute la mesure du possible certaines traditions nationales de liberté, notamment en ce qui concernait les libertés politiques et syndicales[(165)]. Leurs espoirs de renouvellement, les hommes de *Pamphlet* les faisaient reposer, à la fin de 1933, sur Daladier, dont ils attendaient que, revenu au pouvoir, il opérât à partir du gouvernement les transformations nécessaires. Leur idéal était celui d'un « tiers-parti », d'une « autorité du centre », qui pût prévenir la polarisation de la France en deux blocs antagonistes et une guerre civile subséquente. Il n'y avait là aucune solution de

continuité avec la vision antérieure que Fabre-Luce et Dominique avaient entretenue de la vocation du radicalisme ; conception qui, exacerbée par les circonstances, portait bien des traits autoritaires, mais reste difficilement assimilable à la guerre civile qui précisément caractérisa l'esprit et la méthode du fascisme. Au lendemain du 6 février qu'ils condamnèrent, la démission de Daladier rendit inactuelle l'hypothèse d'une « révolution du centre, à initiative gouvernementale, réalisée à l'intérieur des institutions républicaines » et fit apparaître redoutable celle d'une division du pays en deux blocs ennemis. Aussi, au moment où ils allaient faire disparaître leur revue, envisageaient-ils leur tâche future comme une entreprise de rassemblement des forces nouvellement apparues, les néos et les Croix-de-Feu, et la constitution d'un mouvement qui accomplirait, « sous un chef qui n'apparaît pas encore », selon le vocabulaire que l'on préférerait, une « révolution du centre » ou un « fascisme de gauche »[(166)].

En politique extérieure, Fabre-Luce estimait comme Bergery qu'un habile emploi du « fouet » et du « gâteau » permettrait à la France de canaliser et de domestiquer la poussée révisionniste de l'Allemagne hitlérienne. La France devait à son avis accepter l'égalité militaire avec l'Allemagne et soumettre ses armements à un contrôle international ; faute de quoi, la « course aux armements tournerait à la longue en faveur du pays le plus peuplé, le plus industrialisé et le plus nationaliste ». Il souhaitait par ailleurs que la France ne fût pas liée à l'ordre territorial en Europe de l'Est et soumise au risque majeur d'être entraînée dans une guerre orientale[(167)]. Il n'était pas question de se retirer de cette région, il fallait y sauvegarder un droit de parole en vue des négociations à venir avec l'Allemagne, se ménager la possibilité de consentir une révision territoriale limitée dans ce secteur en échange de garanties de sécurité à l'Ouest. Vis-à-vis de l'Union soviétique, il était en tout cas clair : évoquant au début de 1934 l'hypothèse d'une guerre germano-soviétique, il

écrivait que la France ne devrait pas s'en mêler : « Elle devrait se proposer de gagner cette guerre en n'y participant pas. Car le vrai vainqueur, c'est le neutre[168]. » L'idée de la victoire sans combat, telle était bien la solution idéale pour la France, mais sa réussite dépendait de conditions que les « rénovateurs » allaient vainement tenter jusqu'à la guerre de faire advenir. Dans tous les cas, il y avait pour eux un rapport indissociable entre la rénovation de la France et la paix extérieure. Comme l'exprimait Fabre-Luce en décembre 1933, le redressement intérieur de la France était devenu la condition de sa sécurité extérieure, l'accord international étant « impossible ou éphémère » tant que durerait « l'actuelle disparité des forces morales » entre la France et les pays fascistes ; pour conduire « la politique nationale, forte mais purement *occidentale* » (souligné par A.F.-L.) qui convenait à la France, il était nécessaire d'« établir sur les débris de la démocratie parlementaire une hiérarchie qui en imposera à l'Allemagne[169] ».

Aspirant tous deux à rassembler et à rénover une France menacée à la fois d'une guerre civile et d'une guerre étrangère, il n'est pas étonnant que Fabre-Luce et Jules Romains se soient donné la main pour lancer le projet du plan du 9 juillet. Réunissant des hommes de différentes tendances politiques, mais n'engageant que leurs personnes – des néos (Paul Marion, Georges Roditi) aux Volontaires nationaux (Bertrand de Maud'huy), en passant par X-Crise (Jean Coutrot, Jacques Branger, Gérard Bardet), la Jeune République (Armand Hoog) et les Jeunesses patriotes (Roger de Saivre, Pierre Gimon) –, le groupe élabora au printemps 1934 un plan de synthèse que Jules Romains, qui avait été à l'origine du projet, présenta au public comme une « formule de ralliement » pour la France, qui « a besoin non de guerre civile, mais de clarté », et pour les Français, qui « ont besoin non de se battre, mais de s'entendre[170] ». Balançant des affirmations et des propositions aux origines politiques bigarrées, puisant à tour de rôle dans les vo-

cabulaires des différentes familles politiques, le plan ne réussissait pas à dissimuler sous le vernis des mots les divergences de fond. « L'aspiration à un renforcement de l'exécutif était générale, écrivit Fabre-Luce dans ses mémoires, mais l'on divergeait sur le reste[171]. »

Sur la politique extérieure, l'accord semble avoir été évident ; au vu de la diversité politique des participants, il est frappant de retrouver les grandes lignes des positions exposées par Fabre-Luce dans *Pamphlet* : dégagement de la France des obligations trop contraignantes dans l'Est européen qui pourraient la laisser en cas de danger sans appui britannique, refus de toute coalition antiallemande et recherche d'un accord direct avec l'Allemagne visant « à établir la prospérité de l'Europe et à faire dériver vers des activités de coopération les forces qui s'emploient aujourd'hui les unes contre les autres ». On retrouvait l'idée d'une exploitation européenne commune de l'Afrique, avec l'espoir de dévier les « pays maigres » vers des tâches économiques de caractère colonial (sans que fussent touchés les droits de propriété existants)[172].

Le rassemblement du 9 juillet n'eut pas de suites, malgré les espoirs qu'avaient nourris Jules Romains et ses associés puisqu'il était fait mention d'un possible mouvement qui se créerait sur les bases du plan. Celui-ci obtint l'adhésion d'hommes divers, les jeunes radicaux Jacques Kayser et Pierre Mendès France, le syndicaliste Robert Lacoste, le journaliste de droite Jacques Debû-Bridel, mais cela ne résolvait pas la difficulté centrale des conditions d'une action politique commune[173]. L'épisode reste d'intérêt dans la mesure où il atteste une aspiration de renouvellement diffuse dans un certain nombre de milieux politiques, une propension, au niveau des individus du moins, à rechercher des solutions communes, et en même temps la persistance des barrières élevées par les univers partisans. Il demeure remarquable en outre par l'éclairage qu'il jette sur le lien entre aspiration à une rénovation française, attrac-

tion des fascismes étrangers et volonté de paix : en voulant une « France intense et pacifique[174] », ces hommes ne cherchaient-ils pas eux aussi l'impossible ?

Dans l'itinéraire politique de Bertrand de Jouvenel au cours des années 1934-1936, on retrouve l'essentiel de ces traits. Alors qu'en 1930 il avait traité Hitler par la dérision[175], Jouvenel le prit au sérieux dès son accession au pouvoir, montrant dans la manière qu'il avait de le présenter les signes de son saisissement, sinon de sa fascination. Il lui apparaissait qu'en redonnant espoir à des millions d'hommes Hitler avait « rendu un immense service moral à la nation » ; et il se prononçait quant à lui pour la recherche d'un accord immédiat qui pût l'« affermir »[176]. Pour Otto Abetz, qui avait fait sa connaissance dans les rencontres de jeunesses avant 1933 et qui allait devenir le principal agent d'influence du nazisme en France, il allait se révéler un aide des plus précieux et des plus diligents. Ce fut grâce à ses bons soins qu'Abetz rencontra en juillet 1934 les dirigeants des organisations d'anciens combattants, rencontre à laquelle succédèrent des entretiens avec leurs homologues allemands et les fameuses entrevues avec Hitler[177]. En septembre 1934, quand Abetz fut refoulé comme indésirable à la frontière française, Jouvenel fut de ceux qui intervinrent auprès du ministre des Affaires étrangères Barthou pour obtenir que la mesure fût rapportée ; ce qui fut fait deux jours plus tard[178]. Enfin, il fut mêlé aux tractations qui aboutirent à la constitution du Comité France-Allemagne, dont il devint l'assesseur, aux côtés de Benoist-Méchin, et dont il fut l'un des membres les plus actifs[179].

C'est sur le fond de cet engagement pour l'entente franco-allemande qu'il faut placer sa fameuse interview de Hitler en février 1936. Le projet d'une interview pour *Paris-Soir* semble avoir été évoqué entre Jouvenel et Abetz vers la fin de 1935. Arrivé à la fin de janvier 1936 pour un séjour de trois semaines

à Garmisch-Partenkirchen où allaient se dérouler les jeux Olympiques d'hiver, Jouvenel sollicita d'Abetz la réalisation du projet[(180)]. Hitler accorda l'entretien et en fixa la date au 21 février. Jouvenel ignorait que le dictateur venait d'arrêter la décision de procéder au début du mois suivant à la remilitarisation de la Rhénanie et entendait se servir pour justifier son acte de la ratification du pacte franco-soviétique que la Chambre française était en train d'opérer. Les dirigeants allemands savaient parfaitement que l'interview n'avait aucune chance d'influencer l'issue des débats de la Chambre des députés prévue pour le 27 février. Leur calcul était d'utiliser l'attention que les débats parlementaires suscitaient dans le public français pour donner la plus grande résonance à des déclarations spectaculaires d'amitié à l'endroit de la France, se servir de l'occasion pour rehausser le contraste entre les dispositions pacifiques de Hitler et la volonté butée de la majorité parlementaire de conclure une alliance contestée avec l'Union soviétique et semer ainsi dans l'opinion les germes de doute, de regret et d'inquiétude qui pourraient favoriser l'acceptation du coup de force prochain.

Jouvenel rentra à Paris avec le texte de l'interview visé par les Allemands (qui n'eurent sans doute qu'à se féliciter de la lumière extrêmement favorable dans laquelle était placé Hitler), et suivi par Abetz, chargé de veiller à sa reproduction fidèle. Or la direction de *Paris-Soir* s'opposa à la publication de l'interview ; comme Jouvenel l'apprit au Quai d'Orsay, c'était sur l'intervention du gouvernement, qui voulait en prévenir le retentissement dans les débats parlementaires. Jouvenel chercha alors à obtenir l'intervention de divers hommes politiques, et trouva auprès de Laval un aide dans les meilleures dispositions, qui tenta sans succès de mobiliser des groupes d'actionnaires de *Paris-Soir* avant de conseiller de s'adresser à un autre journal ; l'interview finit par paraître le 28 dans *Paris-Midi* (rien n'illustre mieux que l'attitude de Laval l'évolution de la droite à

l'égard du pacte franco-soviétique ; lui qui l'avait signé s'en défiait à présent que des élections législatives prochaines pouvait sortir un gouvernement de gauche qui le transformerait en alliance militaire)[(181)].

Il est clair que dans cette affaire Jouvenel fut victime d'une manœuvre dont il n'avait pas connu les tenants et les aboutissants. Le coup du 7 mars le surprit, et, s'il en marqua de l'irritation – il crut bon de déclarer que la France de Verdun existait toujours –, il resta partisan d'une entente franco-allemande[(182)]. Il n'en demeure pas moins qu'il s'était exposé en connaissance de cause. En sollicitant l'entretien, il ne pouvait ignorer le contexte dans lequel sa publication interviendrait ; et, de fait, il était lui-même opposé à la ratification du pacte franco-soviétique. Il en déniait la nécessité en se référant à l'hostilité nazie pour l'URSS : « Il faut ne s'être jamais entretenu avec le Führer pour croire à la possibilité d'une alliance germano-russe (qu'on a agitée comme un épouvantail pour nous pousser à "prendre les devants" et à faire, nous, un pacte avec la Russie). » L'entente franco-allemande dégagerait la France de la recherche épuisante d'accords avec l'Italie et la Grande-Bretagne, et suffirait à assurer sa sécurité. Il affirmait ne pas vouloir, comme d'autres, l'entente avec l'Allemagne dans l'espoir de voir se produire une contagion des formes de gouvernement ; l'hitlérisme était un phénomène profondément allemand : « Si, d'aventure, une sorte de nationalisme français se réveillait au contact du nationalisme allemand, il nous inciterait à renouer avec notre propre passé, foisonnant d'institutions démocratiques. » Le danger n'existerait pour la France que dans la mesure où elle aurait « un gouvernement faible, hésitant, à la remorque de ses alliés extérieurs ou intérieurs, à la remorque des événements » ; en d'autres termes,

> dans la mesure où seraient face à face une Allemagne conduite par sa jeunesse et une France conduite par ses vieillards. On comprendrait alors que

> nous manquions de confiance. Mais le manque de confiance en nous-mêmes est le fait d'un pays qui n'a pas trouvé encore sa forme politique nouvelle, celle qui provoquera la tension subite des énergies nationales collectives[(183)].

En politique intérieure, Jouvenel avait pris un tournant en 1934 lorsque, au lendemain du 6 février, il avait quitté le parti radical, déçu par Daladier démissionnant au lendemain de l'émeute. Il fonda alors *la Lutte des jeunes*, une petite revue qui allait durer quelques mois et accueillir tout ce qui comptait dans le non-conformisme de gauche et de droite. Dégoûté par les partis et les hommes de partis, Jouvenel ambitionnait de réunir dans un mouvement unique la jeune génération française. L'effervescence des débats, le foisonnement des programmes attestent la richesse et l'intensité des aspirations de rénovation qui accaparaient certains esprits au plus profond de la crise, mais ils ne pouvaient suffire à fournir une doctrine, une tactique, un liant pour l'action dans le rassemblement. Partout chez ces jeunes hommes, une désaffection entière à l'égard de la Troisième République, la recherche de nouvelles formes politiques et sociales. Dans la situation de 1934, Jouvenel fut porté à accentuer les lignes de réforme des jeunes radicaux, l'autorité de l'exécutif, l'organisation de l'économie :

> Plus de président de la République : un Premier ministre chef de l'État, nommé pour deux ans. Plus de Chambre des députés : un Conseil des corporations confectionnant les lois. Plus de ministres en foule : des directeurs techniques, responsables devant le Premier ministre[(184)].

Vérité d'évidence que l'influence du fascisme dans tout cela ; mais ici encore, le pas n'était pas sauté. Jouvenel protestait contre la « vilenie morale » et la « laideur matérielle de la civilisation capitaliste », affirmait son souhait de « voir se former un parti se proposant pour objectif la destruction du Capitalisme et pour méthode l'action directe », un parti groupant une « élite de techniciens » et pouvant rallier tous ceux qui s'in-

surgent contre « le Pouvoir de l'Argent » ; la Troisième Force d'Izard et le Front commun de Bergery lui paraissaient former l'embryon d'un tel parti. Mais d'un autre côté, parlant du parti communiste, s'il repoussait le type de révolution qu'il proposait, il affirmait la nécessité absolue d'éviter tout conflit avec lui, de ne pas tomber dans l'anticommunisme et passer ainsi pour les soutiens du capitalisme aux yeux des travailleurs ; le PC devait être regardé « comme un aîné qui a fait fausse route. Non comme un adversaire[(185)] ». Le tournant anticommuniste allait suivre le pacte franco-soviétique et la formation du Front populaire, et les positions de Jouvenel se cristalliser avec l'expérience du PPF.

Mais, avant de le retrouver auprès de Doriot, on pourrait le situer à travers son compte rendu d'une entrevue avec Henri De Man en automne 1936. A ce point charnière à partir duquel il allait s'engager sur la voie de la fascisation, ses propos révèlent la présence de valeurs encore hétérogènes et reflètent de façon saisissante l'horizon d'attentes qui était celui de ces hommes. Jouvenel présentait De Man comme « une sorte d'ingénieur social » qui voulait amener les citoyens à faire un emploi plus rationnel et plus efficace de leur activité productrice. A travers l'expérience du Plan, le peuple avait appris que l'art de gouverner comportait « une technique infiniment difficile ». « Ayant choisi des maîtres reconnus de cette technique, il respectera leurs efforts et les jugera sur leurs résultats. L'ère positive, grâce à vous [en s'adressant à De Man], s'ouvre en politique. » Si ces commentaires s'inscrivaient dans le droit fil de son intérêt pour l'organisation de l'économie et portait une empreinte technocratique caractérisée, ils ne formaient qu'une facette de sa position, à laquelle faisait pendant une autre, elle antimoderniste et irrationaliste.

Le Plan, avait-il dit à son interlocuteur, avait combattu avec succès la crise, et pourtant les foules s'extasiaient devant Degrelle. A quoi De Man avait répondu que l'économique ne com-

mandait pas tout, que l'Europe était « parcourue depuis plusieurs années par un courant d'idées qui passe aussi en Belgique et en France, et dont le passage est indépendant de la conjoncture économique ».

> C'est un fait que les masses ont envie de croire en des chefs autoritaires et responsables et surtout de les aimer. Elles se dégoûtent de la démocratie parlementaire parce que celle-ci s'applique à empêcher la formation de personnages de stature héroïque.

Mais quel remède ?

> Qu'on leur donne la joie. Qu'on frappe leur sensibilité, qu'on leur assure qu'une ère nouvelle s'est ouverte dans laquelle eux-mêmes sont autres. Si bas que soit leur standard de vie, les hommes éprouvent de plus vives jouissances par la fierté qu'on leur inculque que par les avantages qu'on leur assure.

Ces propos trouvaient la pleine approbation de Jouvenel, et le commentaire qu'il en faisait montre qu'il y voyait la ligne d'avenir d'une nouvelle société qui surmonterait ce qui lui apparaissait comme une véritable crise de la civilisation :

> Le gouvernement est devenu pour la foule d'à présent une sorte de spectacle grandiose où les plus humbles aiment à se voir assigner communément un rôle. Quelque chose comme la représentation du « Mistère » au Moyen Âge. Et comment n'en serait-il pas ainsi quand la civilisation industrielle et urbaine a imprimé à l'individu un caractère d'anonymat[(186)].

Emmanuel Mounier et les « mérites » des fascismes

Mounier et le groupe Esprit n'appartenaient à la gauche ni par les origines politiques, ni par les sources d'inspiration ; mais ils furent des compagnons de route – exigeants et critiques – du Front populaire, tout en manifestant envers les fascismes une ambivalence qui entre tout à fait dans notre propos. L'arbre ne doit certes pas cacher la forêt et faire perdre de vue que, devant les grands événements des années 30, le groupe Esprit, dans lequel coexistaient par ailleurs des sensibilités diverses, prit une position fondamentalement antifasciste, comme en témoignent la condamnation de l'agression italienne contre l'Éthiopie et de la « croisade » franquiste, la critique de la capitulation de Munich, la dénonciation sans appel de la xénophobie et de l'antisémitisme. En outre, sur le plan des doctrines, l'opposition était nette et clairement affirmée. Par la primauté donnée à l'irrationnel et à la puissance, par son exaltation du nationalisme, par l'oppression totalitaire de la personne, les fascismes heurtaient de front les conceptions des personnalistes, leur attachement à la dignité et à la liberté de l'homme, leur vision fédéraliste de la vie sociale ; ils mettaient la personne au fondement de la communauté, les fascismes la faisaient dériver de la communauté. Pourtant ils reconnaissaient aux régimes fascistes un « authentique élan spirituel », voyaient s'y incarner, au milieu de beaucoup d'aspects condamnables, des « valeurs authentiques », de « dévouement », de « sacrifice », d'« amitié virile ». Comme l'écrivait Mounier en 1936 :

> A ne juger du niveau spirituel d'un peuple que par l'exaltation qui fait rendre à chaque homme plus que ses forces et le tend violemment au-dessus de la médiocrité, à le mesurer uniquement aux valeurs d'héroïsme, il est certain que les fascismes peuvent revendiquer le mérite d'un réveil spirituel […].

> Plus d'une parmi leurs réactions – contre les déviations du rationalisme, du libéralisme, de l'individualisme – sont saines dans leur origine. Des valeurs propres qu'ils ont remises en vigueur il en est même plusieurs qui donnent au départ une indication juste, si leur réalisation est déplorable. Dépouillons la mystique du chef de l'idolâtrie qui la corrompt pour y retrouver le double besoin de l'autorité du mérite et du dévouement personnel, enlevons à la discipline sa contrainte, et nous n'aurons pas de peine à retrouver ici et là une âme de personnalisme captive de réalisations oppressives[(187)].

Cette idée de l'existence d'un germe de personnalisme pris dans la masse du fascisme, Mounier allait encore l'exprimer, et notamment dans l'article particulièrement véhément contre le nazisme qu'il écrivit pendant la crise de septembre 1938 (entre le mémorandum de Godesberg et la conférence de Munich) :

> Nous pouvons abominer l'inspiration de la révolution nazie, mais, quand bien même elle comporte un mal absolu, elle n'est pas dans toutes ses pièces le mal absolu. La rude purification des fascismes porte le feu dans tout un appareil vermoulu que nous n'avons cessé ici de combattre, au nom d'autres valeurs.

Et il ajoutait qu'« à méconnaître le jugement historique que les fascismes dressent sur un monde déchu, on se priverait de recueillir les forces ardentes qu'ils détournent[(188)] ». C'était se reconnaître avec les fascismes une communauté de direction et exprimer du même coup cette conception d'un fascisme usurpateur déjà rencontrée chez De Man.

La reconnaissance de valeurs positives, jointe à la mise en évidence de différences irréductibles, explique la nature des rapports du groupe Esprit avec les régimes fascistes. Sa participation au Congrès de Rome sur les corporations en mai 1935 est bien connue ; mais elle ne fut qu'une rencontre parmi d'autres (il y en eut aussi avec le communisme) ; des membres du groupe avaient pris part quelques semaines auparavant à des journées d'études à Paris en compagnie de dirigeants des jeunesses fasciste et nazie[(189)]. Mounier lui-même avait donné en

1934 une conférence devant un groupe d'étudiants nazis à Paris. En juillet 1936, il participa en Belgique à un camp de jeunes en compagnie de dirigeants de la *Hitlerjugend* avec lesquels il se livra à la confrontation de leurs points de vue. La même année toujours, il donna aux *Cahiers franco-allemands* (la revue d'Abetz) un article sur le personnalisme, auquel des intellectuels nazis répondirent sur le même plan de fermeté doctrinale et de volonté de dialogue[(190)]. Même après Munich, son intérêt pour l'Allemagne nazie demeura, comme en témoigne la demande qu'il fit en février 1939 auprès de l'ambassade d'Allemagne à Paris pour obtenir le service de revues allemandes dont il avait été question peu auparavant dans un article paru dans la revue d'Abetz. La démarche, le ton sur lequel elle était formulée traduisent bien le mélange de désir de communication et de souci d'affirmation de son identité qui caractérisèrent sa relation avec l'Allemagne nazie[(191)].

A la source de cette identification partielle, on distingue le sentiment de parenté créé par la communauté de certains ennemis – le capitalisme libéral et individualiste, la démocratie parlementaire et politicienne –, par la proximité de certaines aspirations sociales vers une communauté solidaire et de certaines valeurs irrationnelles d'action et de fraternité collectives. Comme d'autres de leurs contemporains, les personnalistes furent portés dans le champ magnétique des fascismes par la conscience exacerbée qu'ils avaient d'une dénivellation entre régimes démocratiques et régimes « neufs » ; parce que leurs conceptions les y prédisposaient, ils furent amenés à se représenter ces derniers à travers le prisme de leurs aspirations et de leurs attentes. Ce n'était pas pourtant que leur perception eût été inexacte : comme tous les dissidents et les non-conformistes de ces années, ils perçurent lucidement le déchaînement militariste et nationaliste du nazisme et la très grande probabilité de guerre qu'il portait ; mais, dans leur représentation, ils préféraient eux aussi privilégier certains aspects – la foi de sa

jeunesse, ses valeurs collectives – en les dissociant de la structure globale du système qui seule leur donnait sens et efficacité. Expression de leur crainte de la guerre, d'une volonté tenace d'espérer en la paix, mais aussi résultante d'un éblouissement devant certaines choses intensément valorisées et d'un désir inconscient de préserver la crédibilité de leurs propres espérances de rénovation : la fascination pour les fascismes venait ainsi renforcer une volonté de paix qui aurait dû y trouver ses limites.

Le fascisme « sage » de Drieu La Rochelle

Ce n'est certes pas sans raisons que l'on représente généralement Drieu La Rochelle comme le fasciste français par excellence. Mieux et davantage que beaucoup d'autres, il montra vers la fin des années 30 les traits caractéristiques d'une personnalité et d'une idéologie fascistes, l'obsession de la force, le culte de la virilité, la détestation haineuse de la démocratie libérale, du marxisme et des juifs. Pourtant, il fut aussi un personnage ambivalent où se reflète la nature incomplète et dérivée du fascisme à la française. En dépit du fossé qui les séparait, Drieu et Mounier appartiennent au même phénomène, à la même nébuleuse de ces Français à la recherche d'une rénovation de leur pays, dans le sillage lointain de la guerre, dans le contexte immédiat de la crise et sous le surplomb des fascismes triomphants. Leurs aspirations de rénovation furent polarisées et aimantées par les fascismes qui jouèrent à la fois le rôle de source d'envie et d'inspiration et de tableau de comparaison pour juger la France ; à la fois menaces et modèles, ceux-ci exercèrent des effets d'identification et de résistance sur des projets de rénovation nationale dans laquelle la préoccupation défensive et préventive était essentielle.

Compagnon de route des jeunes radicaux vers la fin des années 20, Drieu avait dit son identité d'Européen et voulu voir dans la Suisse « une sorte de préfiguration de l'avenir de l'Europe[(192)] ». En 1933, il suivit brièvement Bergery dans l'entreprise de Front commun et fut l'année suivante le collaborateur le plus régulier de Jouvenel à *la Lutte des Jeunes*. Lui qui tenait pour lors à se dire fasciste, et qui, de tous ces hommes, s'en rapprochait le plus près, jugeait bon cependant d'affirmer, quand il exposait son point de vue sur la réforme de l'État, la nécessité du respect de la représentation populaire et demandait concrètement un mode de scrutin majoritaire permettant la forma-

tion d'une majorité stable, l'élection d'un président du Conseil pour la durée de la législature, et disposant du droit de dissolution[193]. Comme Pierre Dominique et Fabre-Luce, son esprit était occupé du projet d'un tiers-parti, d'un parti « central mais combatif », prenant son bien et ses hommes à droite comme à gauche ; lui aussi rêvant de rapprocher et d'atteler Croix-de-Feu et néos, de fédérer à la tête d'un grand mouvement et La Rocque et Bergery, et Déat et Doriot[194].

Socialisme fasciste qu'il publia cette même année montre la réalité de sa fascisation et ses limites. Le socialisme fasciste dont il était question comprenait aussi bien le stalinisme que les fascismes ; mais c'étaient ces derniers qui l'attiraient. Il y voyait une fusion, une « pure théocratie où le spirituel et le temporel enfin se confondent », ajoutant : « La liberté est épuisée, l'homme doit se retremper dans son fond noir[195]. » Mais, s'il appréciait dans les fascismes la révolution de la jeunesse, la remise à l'honneur des vertus viriles et le culte du corps, il était profondément préoccupé par l'inéluctable pente guerrière sur laquelle ces valeurs les engageaient. Il voulait ardemment la révolution intérieure, s'enivrait de la vision d'une société aux énergies tendues, mais refusait leur débordement vers l'extérieur. Tel était le « dilemme » dont il essayait de sortir en se torturant l'esprit[196]. C'était au nom des valeurs de la guerre, mais de la guerre d'avant les tueries de masse, qu'il condamnait la guerre moderne comme une « abomination » ; il avait, pour en décrire les effets destructeurs au cas où elle se reproduirait, la plume d'un pacifiste convaincu. Il voyait le « lien logique irrésistible » qui existait entre la révolution intérieure opérée par le fascisme et la guerre extérieure à venir, et le déplorait profondément[197]. Si la jeunesse française ne pouvait peut-être pas reprocher aux jeunesses fascistes « la conséquence possible de leur explosion, de leur besoin de sortir de la stagnation démocratique et capitaliste », elle ne devait en tout cas pas les suivre dans cet exemple. Il lui fallait être « plus sage », faire un effort

« plus mesuré », se « façonner à une tension plus saine et peut-être plus durable », et, « à cause de la déviation démoniaque qu'a subie la guerre moderne », se contenter « de l'exercice transposé de la guerre : du sport[198] ».

Guettant tout ce qui pouvait promettre un renouveau à la France, lui donner le tonus et la vigueur des fascismes, Drieu ne pouvait manquer de trouver le chemin du parti de Doriot. Si les signes de fascisation se multiplièrent à partir de 1936, on retrouve pourtant la même difficulté à faire face à la réalité guerrière des régimes fascistes, la même tendance à l'évasion, cette fois dans la conception d'un chimérique fascisme universel. En août 1938, quand se profilait la menace de guerre à propos de la Tchécoslovaquie, il dénonça « cette logique sans freins qui pousse les fascistes à faire de l'attitude nationaliste, de conséquence en conséquence, un absolu[199] ». *Gilles*, le roman qu'il écrivait alors, à un moment où son engagement politique lui apparaissait comme un échec et où la situation internationale brisait ses espérances, est effectivement cette « parabole fasciste » qu'a excellemment analysée Michel Winock, mais c'est aussi la parabole d'un fascisme déficitaire[200]. A la fin du roman, dans la conversation entre Gilles, en mission en Espagne du côté des rebelles, et deux volontaires franquistes, l'un Irlandais, l'autre Polonais, la conception du fascisme comme un principe universel, sur le modèle de l'Église catholique, apparaît avec force, tout comme le problème de conciliation qui en découle pour les fascistes appartenant à des pays encore non fascistes et menacés d'une guerre avec les puissances fascistes. Comme l'exprime le héros à ses interlocuteurs :

> De même que vis-à-vis de l'Église, vous ne confondez ses directions politiques et ses directions spirituelles, vis-à-vis du fascisme vous n'accorderez pas la même considération à son principe universel et aux puissances qui l'incarnent et, à l'occasion, en abusent. Si vous ne parvenez pas à faire triompher le fascisme dans vos pays respectifs, vous supporterez la conséquence atroce de votre incapacité et vous défendrez, au besoin, ces pays contre les puissances

> fascistes, même au risque de faire triompher les forces antifascistes. Le fascisme peut attendre comme l'Église, mais vous ne pouvez sacrifier aux puissances qui se servent du fascisme le corps de vos patries[(201)].

L'idée d'un « abus » du fascisme, d'un détournement de sa mission par les puissances fascistes est frappante ; mais l'est autant l'idée implicite selon laquelle la guerre avec les puissances fascistes sanctionnerait l'incapacité des apprentis fascistes à faire triompher leur cause dans leur propre pays : en quoi apparaît la dimension préventive et pacifique que Drieu associait à la victoire du fascisme en France.

Le fascisme de Drieu est un phénomène complexe, auquel il vaut mieux ne pas appliquer hâtivement l'étiquette commune. D'un écrivain que fascina le personnage du déserteur, que le doute et la faiblesse habitèrent, que le pressentiment de l'échec et de la mort hantait, il semble plus approprié de dire qu'il chercha dans le fascisme la réponse à la décadence qui l'obsédait et qu'il n'en formula qu'une variante impuissante et finalement destructrice. Il alla au fascisme par la voie d'une recherche identificatoire, et le terme en fut la satellisation au service d'un fascisme authentique, d'un hypernationalisme étranger. Mais, dans la mesure où il tenta de faire coïncider son désir profond de paix et son aspiration à une vie politique intense, dynamique, héroïque, il incarne parfaitement le fasciste à la française, fasciné par les modèles étrangers et démuni, dans son environnement national comme dans ses ressources individuelles, de l'impulsion brutale et irrépressible qui animait les fascismes authentiques.

Il existait ainsi dans la France des années 30 un milieu de sensibilisation aux fascismes qui englobait des hommes de gauche de toute espèce aussi bien que des hommes de la droite extraparlementaire et concernait en particulier les dissidents, les non-conformistes et les marginaux. Chez tous ces hommes, l'aspiration à une rénovation du pays joua comme un facteur prédisposant à une réception du fascisme qui se fit selon des

degrés divers et sans aboutir forcément à une fascisation complète. Tous liaient la rénovation du pays à la sauvegarde de la paix et des positions de la France ; mais ils différaient par beaucoup d'aspects entre eux, par les origines, par les projets, par les valeurs et les héritages politiques. Plus qu'à une fusion qui ne se produisit jamais, ils finirent, sous l'effet de deux tendances convergentes, par aboutir à la juxtaposition à partir de 1935 au sein d'un même ensemble mouvant et polymorphe. Le thème du redressement par une révolution nationale qui garantirait en même temps la paix au pays se retrouva des néos aux Croix-de-Feu ; et sa ventilation dans tous les secteurs de l'éventail politique, comme l'absence de liant entre ces hommes et ces groupes, caractérisent la situation où allait s'inscrire la faiblesse fondamentale du fascisme français, monté en grande partie, comme un soufflé, par l'effet de la rencontre d'une conjoncture de crise nationale et de triomphe international des fascismes, touchant tous les groupements politiques, mais pas au point de renverser les barrières traditionnelles, parce qu'il n'avait pour toute impulsion que la conservation – sans guerre – de la position européenne de la France.

CHAPITRE III

Front commun contre le fascisme

Au sortir de cette galerie de portraits où l'on a tenté de faire saisir le phénomène d'ensemble, il est temps de revenir à nos personnages principaux. En 1932, ils se trouvaient encore bien installés à gauche. Dès l'année suivante, dans le champ croisé des effets induits par l'arrivée de Hitler au pouvoir et de la crise politique française, ils allaient faire l'expérience de la rupture. La première en date fut celle de Bergery, individuelle, comme il était prévisible de la part d'une personnalité comme la sienne et des structures d'un parti comme le parti radical. Nourrissant de grands projets de rassemblement, Bergery allait tenter de regrouper la gauche sur la plate-forme de l'antifascisme. Le refus de coopération montré par les grandes organisations de gauche, les événements de février 1934, enfin l'alliance PC-PS de juillet 1934 le portèrent bientôt vers un rassemblement plus large par-dessus la droite et la gauche. Il fut ainsi amené à connaître l'évolution générale des dissidents de gauche qui les conduisit, au terme d'une série de vains efforts, à la marginalisation politique. Son originalité fut d'y avoir abouti en ayant trouvé dans l'antifascisme le plan de sa magnétisation par le nazisme.

Vers la rupture

Les élections législatives de 1932 virent la victoire de la gauche, et d'abord du parti radical qui remportait son plus grand succès de l'entre-deux-guerres. Pour les partisans d'un gouvernement des gauches toutefois, la nouvelle législature allait porter des fruits amers et conduire à la rupture un certain nombre d'entre eux, Bergery en 1933, Jouvenel et Cudenet en 1934. En moins de deux ans, six gouvernements à direction radicale se succédèrent, une cadence exceptionnelle même pour la Troisième République. En cherchant à mener une politique financière de droite avec une majorité de gauche, les radicaux trouvèrent régulièrement leur perte dans l'opposition combinée des socialistes, qui n'étaient pas prêts à tous les sacrifices pour maintenir en vie des gouvernements peu soucieux de leur soutien, et d'une droite qui attendait que l'épuisement de la formule centriste amenât, comme en 1926, le pendule dans son camp.

Dans sa campagne électorale, Bergery avait, à la différence de la plupart de ses collègues radicaux, mis au premier plan les questions d'intérêt national[(202)]. La politique extérieure d'abord, définie par les objectifs de « la paix par le désarmement général, progressif et contrôlé », de l'annulation des réparations allemandes et de l'union économique européenne ; la politique intérieure ensuite, centrée sur la lutte contre la crise par le retour à la collectivité des monopoles de fait, le contrôle de l'économie, la réduction des charges militaires et la répression de la fraude fiscale. Il avait souligné son appartenance à l'« aile marchante » du parti radical et s'était présenté en candidat de toutes les gauches, déplorant « comme une catastrophe la division des travailleurs, entretenue et aggravée au seul profit d'un capitalisme pourrissant mais unifié dans sa pourriture ». Ses efforts furent couronnés de succès dans la mesure où il parvint

à conserver son électorat radical tout en mordant dans les rangs communistes ; mais sa marge de victoire au second tour restait étroite[(203)].

Au lendemain des élections, l'aile gauche du parti radical (tout comme l'aile droite du parti socialiste) attendait de la victoire le partage des responsabilités gouvernementales. Mais Herriot, appuyé par l'aile droite du parti, n'y était pas favorable ; échaudé par l'expérience financière du Cartel, préoccupé de rétablir l'équilibre budgétaire, il manœuvra pour éviter une participation socialiste qui rendrait difficile, sinon impossible, la politique de déflation qu'il entendait mener. Plutôt que de prendre l'initiative d'une offre de participation qu'il n'était pas assuré de voir déclinée, il fit reporter les délibérations du comité exécutif du parti radical au lendemain du congrès de la SFIO, escomptant que les conditions que celui-ci mettrait à une éventuelle participation seraient de nature à justifier un refus auquel il était intimement résolu. Bergery le comprit bien, qui s'employa à faire accepter la procédure inverse, l'envoi immédiat au congrès socialiste d'une offre précise de collaboration dont il espérait qu'elle favoriserait les efforts des participationnistes de la SFIO. Il rédigea à cette fin un ordre du jour qu'il fit signer par ses amis de l'aile gauche – François-Albert, Cot, Kayser, Bertrand de Jouvenel, Cudenet – et qui contenait un programme commun de gouvernement dont tous les articles appartenaient au fonds radical. L'opposition de Herriot fit capoter cette contre-manœuvre et la mauvaise volonté de la majorité socialiste décida du reste. Herriot n'eut aucune peine à faire repousser le programme consigné par la SFIO dans les « Cahiers de Huygens », tout comme à faire rejeter la proposition avancée par Bergery de tenter des négociations avec les socialistes sur la base de ces Cahiers[(204)]. Ainsi s'évanouissaient les espoirs nourris par les cartellistes des deux partis ; quant à Bergery, c'était l'échec de ses ambitions : un gouvernement de coa-

lition lui aurait peut-être fait une place, donné l'occasion de jouer le rôle de politique extérieure qui l'attirait.

L'orientation politique qu'entendait prendre Herriot s'inscrivit dans la composition de son gouvernement ; la gauche du parti n'y avait aucun représentant et les portefeuilles des Finances et du Budget étaient confiés à des hommes connus pour leur attachement à l'orthodoxie financière[(205)]. Le groupe radical, dont une grande partie des membres venaient d'être élus grâce au report des voix socialistes, laissa voir son mécontentement dès la rentrée parlementaire en portant François-Albert et Bergery à sa présidence et à sa vice-présidence[(206)]. La politique de Herriot amena rapidement les socialistes à prendre leurs distances et activa la fronde d'une partie du groupe radical dont Bergery devint le porte-parole et le chef de file. Les désaccords se fixèrent sur le double terrain de la politique extérieure et de la politique financière. Bergery s'éleva contre la ligne suivie par Herriot aux grandes conférences internationales de la saison – celle de Genève sur le désarmement et celle de Lausanne sur les réparations – en lui reprochant notamment d'avoir repoussé le plan de désarmement Hoover et d'avoir bataillé plusieurs semaines sur le montant du forfait que devrait verser l'Allemagne au titre des réparations pour accepter finalement une somme dérisoire, au lieu d'avoir immédiatement donné le « coup d'éponge » et assaini le climat européen. Il condamna par ailleurs ses projets financiers, bâtis sur le principe d'économies sévères et d'impôts nouveaux, sans la moindre réduction des dépenses militaires[(207)]. Le Congrès du parti qui se tint en novembre à Toulouse lui donna l'occasion d'exposer par le menu ses motifs de désaccord et permit à Herriot de répondre à un homme qui s'était fait le censeur de son action. La joute était attendue et elle tint ses promesses. Bergery s'exprima par des propos d'une rare brutalité, au milieu d'une assemblée houleuse et hostile que faisait cabrer la froide violence des attaques adressées à Herriot. La réplique de ce

dernier trouva un auditoire conquis d'avance et qui lui fit une ovation ; succès personnel pourtant, puisque le Congrès adopta dans ses motions un point de vue relativement proche de celui de la gauche[(208)].

Le gouvernement Herriot tomba en décembre ; lors du vote décisif, Bergery et neuf de ses collègues avaient rejoint l'opposition tandis que onze autres députés radicaux s'étaient abstenus. Le nouveau gouvernement, formé par Paul-Boncour, reprit le cap de son prédécesseur et naufragea sur l'écueil budgétaire le 28 janvier 1933. Pour Bergery, la cause était entendue : il ne voterait le budget d'aucun gouvernement qui ne ferait pas une politique de désarmement général et contrôlé ; au reproche qu'on lui faisait de favoriser par son attitude d'opposition le glissement vers la concentration, il répliquait que la situation n'en serait modifiée que nominalement et que l'alternative n'était qu'entre un gouvernement d'Union nationale et un « gouvernement de combat » répondant à la volonté des électeurs de mai[(209)]. Le 30 janvier, le jour même où Hindenburg nommait Hitler chancelier du Reich, Daladier fut chargé de constituer le nouveau gouvernement. Depuis plusieurs mois, les cartellistes fondaient sur lui de grands espoirs. Comme Paul-Boncour, Daladier offrit aux socialistes de participer à son gouvernement, escomptant probablement un refus. Or la majorité du groupe socialiste décida de répondre positivement et porta ses bonnes dispositions jusqu'à ne plus faire de l'acceptation de l'ensemble des Cahiers de Huygens la condition d'une collaboration gouvernementale. Daladier refusa pourtant de se lier sur les termes qu'on lui proposait ; comme Herriot, il estimait que la situation financière nécessitait une politique rassurante pour les milieux d'affaires. Sa décision provoqua chez les radicaux de gauche stupeur et mécontentement et une délégation menée par Bergery et François-Albert alla s'en faire l'écho auprès de lui. Le remous s'apaisa après que Daladier eut fait une place dans son gouvernement à des personnalités de l'aile

gauche du parti comme François-Albert et Pierre Cot. A la déception que lui causait l'attitude du dirigeant radical, Bergery put ajouter l'amertume que lui donnait le comportement de ses collègues de tendance.

Les huit premiers mois de la législature avaient assis sa conviction que « le réformisme sans combat », c'était « le réformisme sans réforme » et que, faute de vouloir l'alliance avec les socialistes, les radicaux se condamnaient à une faillite plus retentissante encore que celle de 1924-1926. Il se résigna à voter la confiance au nouveau gouvernement, parce que les socialistes s'y étaient décidés par souci de ne pas endosser la responsabilité de la rupture de la majorité de mai[(210)]. Favorable au passage à l'opposition, il rejoignait le camp de la gauche socialiste, par-delà ceux qui avaient été ses alliés naturels, Déat et l'aile droite de la SFIO, dont il jugeait mal placés les efforts qu'ils prodiguaient pour maintenir en place un gouvernement failli. Sa tolérance s'épuisa dès la fin de février lorsque furent présentés les projets financiers du gouvernement qui prévoyaient notamment une réduction du traitement des fonctionnaires ; ce fut à cette occasion que se divisa le groupe socialiste, ouvrant la crise d'où allait sortir la scission néo. Résolu à l'opposition, Bergery donna le 1er mars sa démission du groupe radical. Le 10, il fit part à Herriot dans une lettre rendue publique de sa décision de quitter le parti radical. Les motifs qu'il en donnait se ramenaient au reproche qu'il adressait au radicalisme d'avoir mené au pouvoir une politique en contradiction totale avec ses principes et ses engagements. Il se montrait particulièrement véhément à propos de la politique extérieure. Hitler étant au pouvoir, il jugeait urgent d'aboutir à un accord de désarmement sous peine d'avoir à affronter le redoutable danger d'un réarmement allemand. Chez lui comme chez d'autres hommes de gauche, les circonstances fortifiaient la conviction de la responsabilité, partielle au moins, de la France dans « le développement de l'abominable psychose nationaliste

qui s'est emparée de la moitié du peuple allemand, fou de misère, d'humiliation et d'orgueil[211] ».

Son départ du parti radical ne produisit guère de remous. Pour la plupart de ses collègues qui le jugeaient depuis longtemps égaré dans leur compagnie, ce dut être un bon débarras. Dans la gauche du parti, on parut regretter sa décision ; Jacques Kayser la désapprouva, tout en la trouvant conforme à l'ordre des choses : Bergery quittait le parti « seul, en isolé », comme il y avait « vécu et combattu ». Quant à *l'Humanité*, après avoir critiqué les conceptions de Bergery, elle présenta sa démission « comme un reflet de l'inquiétude et de la colère qui gagnent la petite-bourgeoisie de gauche devant la crise et la guerre menaçante, et devant la faillite des promesses du 8 mai[212] ».

Les raisons qu'il invoqua lors de sa rupture paraissent dignes de foi. L'attitude des dirigeants radicaux depuis les élections l'avait affecté comme la trahison de ses convictions politiques, de ses attentes et de ses espérances. Au lendemain du Congrès de Toulouse, la rumeur de sa démission du parti radical avait déjà circulé[213]. Il cherchait dès lors une voie enjambant les barrières des partis de gauche. Selon ce qu'en rapporta Bertrand de Jouvenel en juillet 1935, Bergery avait évoqué devant lui le 30 novembre 1932 la création d'une association réunissant sur un programme commun des hommes appartenant aux différents partis de gauche et qui se promettraient de poursuivre dans leurs partis respectifs des campagnes concertées afin de produire une action politique unie de la gauche. Les hommes en question auraient été Déat et Doriot que Bergery imaginait l'emportant chacun dans son parti, comme lui-même dans le sien, et amenant le rapprochement souhaité[214]. Ce projet souffre d'être rapporté par un homme qui espérait voir s'opérer cette conjonction ; il témoigne du moins de l'insatisfaction éprouvée par Bergery dans les cadres existants et de sa recherche d'un champ d'action à la mesure de ses aspirations de changement. L'accentuation de ses fréquentations à l'extrême

gauche montre le sérieux de cette recherche. Depuis longtemps, ses adversaires le tenaient pour gagné au communisme ; mais c'est à partir de l'été 1932 qu'il s'en rapprocha le plus. Collaborateur de *Monde*, familier de l'ambassade soviétique, spécialiste à la Chambre des rapports franco-soviétiques, il s'était enrôlé dans le mouvement d'Amsterdam dont l'objectif était la lutte contre la guerre impérialiste et qui était organisé en sous-main par l'Internationale communiste dans le but d'étendre son influence dans les milieux de gauche. S'il n'avait pas assisté au congrès tenu à Amsterdam en août 1932, il était devenu membre du Comité français et du Comité mondial du mouvement, aux côtés de Barbusse, Romain Rolland, Félicien Challaye, Paul Langevin et Victor Margueritte, et participait largement à ses activités publiques[(215)].

Ce furent en définitive les circonstances du début de 1933 qui lui firent sauter le pas. L'attitude de Daladier avait mis fin pour la durée de la législature à la formation du gouvernement de combat tant espéré. Le parti socialiste était en fermentation et se dirigeait vers une crise majeure. L'arrivée de Hitler au pouvoir et l'établissement de sa dictature constituaient enfin un événement formidable qui secouait une gauche française déçue par la faillite de la majorité de mai 1932, lassée par la division des partis ouvriers et préoccupée par les premières manifestations des ligues. Le moment lui parut propice pour lancer sa propre entreprise.

La bannière de l'antifascisme

Comme il s'en ouvrit à Barbusse dès le 12 mars, il avait le projet de constituer un mouvement antifasciste[(216)]. Il cherchait ainsi à poursuivre de l'extérieur des partis ce qu'il avait naguère espéré réaliser de l'intérieur de l'un d'entre eux, la formation du grand mouvement de la gauche unie dont Bertrand de Jouvenel avait autrefois exprimé le souhait sous le nom de Gauche unitaire. Restait à arrêter la tactique qui favoriserait la réalisation de ce projet, à décider en particulier de l'attitude à prendre à l'égard des partis existants : ferait-on un mouvement avec leur accord, ou du moins leur tolérance, ou ferait-on un nouveau parti concurrent ? La première méthode était la plus sûre et la plus aisée dans les circonstances. Bergery trouva ses premiers appuis parmi les personnalités de la gauche non communiste qui participaient comme lui au mouvement d'Amsterdam. Quand se tint le 26 mai la réunion constitutive de « Front commun », – ainsi allait s'appeler la nouvelle organisation –, il avait obtenu le concours de socialistes comme Georges Monnet, Maurice Paz, Marceau Pivert, Félicien Challaye, de syndicalistes comme Delsol, de radicaux de gauche comme André Sauger et Gabriel Cudenet, de représentants de diverses organisations comme Bernard Lecache de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA), André Weil-Curiel de la Ligue d'action universitaire républicaine et socialiste (LAURS), Victor-Meunier des Jeunesses laïques républicaines (JLR), Georges Izard de la Troisième Force, et d'un certain nombre d'intellectuels comme Paul Langevin, Jean Bernier, Jean-Richard Bloch et Drieu La Rochelle[(217)]. L'incertitude demeurait quant à la position des deux principales organisations de gauche concernées, les partis socialiste et communiste, auxquels Bergery avait demandé d'autoriser leurs membres à adhérer à son Front. La CGTU et le parti communiste déléguèrent à la réunion du

26 mai Frachon et Doriot ; celui-ci déclara que son parti reconnaissait le « caractère chaleureux et fraternel » de l'appel qui lui était adressé, mais qu'il ne pouvait donner pour l'heure de réponse définitive[(218)].

L'attitude du PC, toute de tolérance et de temporisation, n'était guère habituelle en cette période ; et Bergery pouvait-il croire que les communistes permettraient à leurs militants de s'affilier à une organisation qu'ils ne contrôleraient pas ? En réalité, de part et d'autre, les manœuvres allaient bon train. Depuis que Bergery leur avait fait part de son projet, les dirigeants du mouvement d'Amsterdam avaient prodigué autant d'efforts pour l'en détourner qu'il en avait déployé pour obtenir leur bienveillance, à défaut d'une improbable coopération. Bergery excluait de se mettre sous la coupe des communistes et il s'en justifiait ouvertement en précisant l'objectif de son action : il voulait regrouper non seulement « de larges fractions socialistes et communistes », mais encore « gagner ou neutraliser les masses petites-bourgeoises qui en Allemagne ont fait pencher la balance en faveur du fascisme » ; c'est pourquoi il importait de ne pas paraître faire le jeu d'un parti, à plus forte raison de l'Internationale communiste[(219)]. D'un autre côté, le mouvement d'Amsterdam offrait une tribune dont il entendait tirer profit. Pour leur part, les communistes n'appréciaient pas qu'un compagnon de route prétendît jouer au plus fin avec eux et ils cherchèrent à se prémunir contre le débauchage de leurs troupes de sympathisants ; mais la confrontation leur paraissait déconseillée dans la mesure où elle pourrait entraîner la rupture avec les personnalités non communistes du mouvement d'Amsterdam liées au projet de Bergery.

Le moment en était d'autant moins indiqué que se trouvait en préparation une Conférence antifasciste européenne, sur le modèle de celle d'Amsterdam, qui devait se tenir salle Pleyel du 4 au 6 juin et pour la réussite de laquelle les communistes comptaient sur la participation de leurs sympathisants. Telle

était en définitive la raison pour laquelle ils différèrent l'annonce de leur position, ou plutôt de leur opposition. Au Congrès de Pleyel, Bergery exposa son point de vue sur la nécessité d'une alliance des ouvriers et des classes moyennes et d'une action antifasciste indépendante de toute organisation internationale. Porte-parole de la direction du parti, Doriot, qui penchait pour une tactique plus souple à l'égard des autres forces de gauche, rappela que la lutte contre le fascisme ne pouvait prendre que la forme d'une action internationale menée sous la direction du prolétariat mondial ; mais, s'il critiqua la division du front antifasciste que provoquait la création du groupement de Bergery, il repoussa toute rupture avec lui au nom de l'unité de l'antifascisme[220]. Les attaques du parti communiste durcirent au cours des mois suivants, sans aller jusqu'à la rupture. L'échec rapide de Front commun y fut pour beaucoup, mais sans doute autant le fait que Bergery rendait aux communistes sa part de services. Il faisait partie, aux côtés de Lecache, Monnet et Viénot, du Comité d'aide aux réfugiés politiques d'Allemagne ; et il donna une collaboration remarquée à la grande opération orchestrée par Willi Münzenberg (pour qui il obtint un permis de séjour en France), le contre-procès de l'incendie du Reichstag dont le succès de propagande fut éclatant[221].

Tel qu'il venait au jour, Front commun avait la structure d'une organisation de gauche classique, avec des sections locales, un Conseil exécutif et un Congrès annuel, appelé Assises nationales. Le premier Conseil exécutif formé en juin 1933 comprenait trente-trois membres où entraient à parts égales des radicaux, des socialistes et des syndicalistes de la CGT, parmi lesquels on peut mentionner André Delmas du Syndicat national des instituteurs, Robert Lacoste de la Fédération des fonctionnaires, Albert Perrot et Charlotte Bonnin de la Fédération postale, Raymond Froideval du Bâtiment et Albert Guigui de l'Union des mécaniciens. La CGT avait laissé à ses membres

la liberté de s'affilier à Front commun et le poids des syndicalistes se traduisait par le fait que deux d'entre eux, Henri Boville et Robert Lefevre, siégeaient au secrétariat national aux côtés de Bergery et de Langevin[(222)]. La nouvelle organisation offrait à ces hommes un instrument d'action contre le fascisme plus à leur goût que les mouvements existants, notamment que le mouvement Amsterdam-Pleyel sous contrôle communiste ; la volonté de faire pièce aux efforts de rassemblement antifasciste du PC constitua probablement l'un des motifs essentiels de leur engagement.

Bergery s'efforça en outre d'obtenir l'appui de la seule grande organisation de masse qui existait à gauche, hors le syndicalisme et les partis politiques, la Ligue des droits de l'homme. Avec ses 180 000 membres et son orientation cartelliste, elle offrait une tribune de choix ; plusieurs personnalités de Front commun en étaient des membres éminents, à commencer par Langevin et Challaye. En avril 1933, la candidature de Bergery fut présentée par Challaye et ses amis en vue du renouvellement du Comité central de la Ligue ; son succès montra que l'intéressé trouvait une large sympathie parmi les ligueurs. Au cours des années suivantes, les dirigeants de la Ligue allaient vivre une cohabitation difficile avec Bergery et ses amis, qui n'épargnèrent pas leurs efforts pour faire prendre à l'organisation une orientation conforme à leurs conceptions.

Front commun publia un Manifeste pour signaler sa création et définir son objet et ses buts. Rédigé dans un vocabulaire militant, mêlant citations de Jaurès et formules comme « édification du socialisme » et « contradictions aggravées du régime capitaliste », plaçant la situation sous l'alternative entre le fascisme et le socialisme, ce texte reflétait la diversité d'origines politiques de ses auteurs, et surtout de ceux auxquels on le destinait, à un moment où les communistes restaient invités à participer au nouveau Front. Pour l'essentiel, il s'agissait d'un appel à la formation sur la base de l'anticapitalisme d'un bloc antifas-

ciste qui devait inclure les ouvriers, les paysans, les fonctionnaires et les techniciens, les petits rentiers et les petits commerçants, enfin la jeunesse et les femmes. De cette conception qui se réclamait de l'anticapitalisme de Déat[223] et qui faisait expressément référence à l'expérience allemande, dérivait la nécessité d'un programme positif dont les mesures étaient définies selon la logique du large front qu'il s'agissait de former ; on notera la lutte pour la paix, l'hostilité envers tout réarmement et toute politique d'alliances antagonistes, ainsi que la lutte pour la défense et l'extension des libertés démocratiques.

Si ce Manifeste montrait la marque prédominante du courant socialiste, il portait aussi des traits distinctifs qu'on retrouve dans les années suivantes et qu'il faut attribuer à Bergery. L'analyse du fascisme reproduisait pour l'essentiel le stéréotype marxiste, mais elle se signalait par une attention spécifique portée à l'état d'esprit des masses, à la psychologie collective, trait qu'avait déjà signalé Bergery en 1931 avec son appel à « retourner la psychologie allemande ». Au point de départ de cette analyse, il y avait la crise, qui éveillait dans les masses des sentiments de révolte et de désaffection à l'égard du régime parlementaire :

> Même dans leurs éléments les plus timides, elles rêvent de changements profonds ou en admettent l'idée, et se raccrochent à l'espoir d'une « nouveauté ». Frappées par le désordre, elles se prennent au prestige de l'autorité.

Craignant de voir ces sentiments se tourner contre lui, le capitalisme cherchait à s'en emparer et à les exploiter à son profit en se présentant, sous le masque du fascisme, comme le Changement, la Jeunesse, le Socialisme, la Révolution, l'Autorité, tout en visant à établir sa dictature sur les bases les plus traditionnelles de la réaction. Front commun dénonçait ces « pièges grossiers », mais reprenait à son compte ces mots d'autorité et de nouveauté en affirmant que l'autorité devait être exercée

contre les exploiteurs et la nouveauté cherchée dans le socialisme[224].

Cette méthode ressortait plus nettement d'un Appel publié au début de juillet 1933. Le parlementarisme faisait cette fois l'objet d'une critique directe (où il faut peut-être voir l'influence des syndicalistes) ; « décadent », il ne pouvait plus, avec « sa pratique byzantine » et « ses misérables dosages de majorités et de personnes », « faire face aux dures nécessités ». L'exploitation du besoin d'ordre et de nouveauté par le fascisme était à nouveau dénoncée. « Le désordre, affirmait-on, il n'est pas dans votre révolte : le désordre est dans l'injustice et la souffrance qui ont rendu votre révolte nécessaire. » Le texte ajoutait :

> Si vous avez enfin compris qu'il faut faire du neuf – qu'on ne rapièce pas ce qui est pourri –, faites vous-mêmes du vrai neuf. Si vous voulez de l'ordre et de l'autorité – fondez vous-mêmes cet ordre au lieu de le subir –, imposez cette autorité au lieu de vous y soumettre[225].

D'autres indices confirment cette volonté de se rapprocher du fascisme pour mieux le combattre. Bergery avait mis au premier rang des tâches de Front commun l'organisation de groupes d'autodéfense, en soulignant qu'à la force il serait répondu par la force. La manière dont était proclamée cette attitude indique qu'en était attendue une fonction de polarisation pour les masses désorientées. La même préoccupation transparaissait dans la volonté exprimée de ne pas limiter l'objectif de Front commun à la simple défensive antifasciste, mais de lui assigner des buts positifs qu'il s'agissait de traduire en « mots d'ordre, précis, restreints en nombre ». Enfin, une remarquable insistance avait été mise sur la nécessité de se livrer à « une analyse des causes du fascisme, de ses procédés de propagande, de sa marche, de ses méthodes de prise de pouvoir », les expériences étrangères fournissant « une matière scientifique riche

et presque inexplorée » dont Front commun devait tirer des « enseignements pratiques quant aux méthodes de lutte et aux thèmes de propagande ». De manière significative, cette étude était désignée comme une « tâche doctrinale » et les statuts prévoyaient d'en charger une commission particulière[226].

Bergery définissait en quelque sorte son entreprise en fonction de la nature de l'adversaire et cherchait à le battre en s'avançant sur son terrain ; de là l'emprunt d'une partie de son langage, qui visait certes à éclairer les masses sur la duperie qui les guettait, mais avait aussi pour fonction de capter leurs attentes et leurs émotions et de les entraîner. L'idée que le fascisme exploitait un potentiel de forces et de désirs de changement que le socialisme devrait savoir satisfaire était, comme on l'a vu, celle de Henri De Man ; et les mots d'« ordre », d'« autorité », de « neuf » allaient résonner quelques jours après la parution de l'Appel devant le Congrès socialiste de Paris. Dans cette adaptation mimétique partielle à l'adversaire, la tendance était visible en direction d'une concurrence de gauche préventive du fascisme ; du même coup, la question se posait des limites de cette concurrence : aboutirait-on à un « fascisme antifasciste[227] » ?

Quelques mois après sa création, Front commun n'avait pris qu'un très modeste essor, même compte tenu de la minceur de ses ressources. Jusqu'en novembre 1933, 5 000 cartes d'adhérents, dont 1 200 à Paris, auraient été délivrées, couvrant environ 40 départements[228]. Les difficultés ne faisaient pourtant que commencer ; le 5 novembre, le Conseil national de la SFIO refusait aux membres du parti l'autorisation de s'affilier à Front commun[229]. A contrecœur, les socialistes membres de Front commun quittèrent Bergery, suivis par les syndicalistes et les radicaux qui jugèrent l'entreprise condamnée. Les communistes en conçurent une satisfaction à la mesure de l'inquiétude qu'ils avaient eue de se trouver face à une entreprise concur-

rente placée sous l'influence de la SFIO et de la CGT[230]. Les Assises nationales qui se tinrent à Paris le 17 décembre ne se prononcèrent pas moins pour le maintien en activité de Front commun. Devant ses fidèles, Bergery déclara que, la tactique de travail en liaison avec les partis de gauche ayant échoué, il fallait chercher à « grouper les masses en passant par-dessus la tête des partis existants ». Évoquant la question de la participation à la lutte électorale, vis-à-vis de laquelle Front commun n'avait pas fixé sa position, et en réplique à un interlocuteur qui l'avait déclarée inutile, il avait recouru pour soutenir le point de vue opposé à l'exemple du nazisme qui, d'opposition minoritaire, était parvenu par ce moyen à se muer en majorité ; il avait ajouté que la méthode qui avait servi aux fascistes allemands pouvait fort bien être exploitée pour atteindre les buts propres de Front commun[231].

Bergery avait à disposition d'autres arguments pour justifier une participation aux élections ; le fait de se prévaloir de l'attitude prise par les nazis n'en est que plus significatif. La concentration de son intérêt sur les méthodes de lutte et de propagande qui avaient fait le succès de l'adversaire – en elle-même, l'indice probable d'une fascination inconsciente –, portait insensiblement à une satellisation mentale qui, dans un contexte de marginalisation et de désaffection croissante à l'égard du système français, risquait de conduire à une identification avec les réalisations de l'adversaire, au point de préformer attentes et projets.

De Front commun à Front social

Au tournant de 1934, Front commun était une organisation décapitée ; des trente-trois membres du Conseil exécutif de juillet 1933, sept restaient présents (outre Bergery, Bernier, Bloch, Challaye, Colliard, Langevin et Lecache). La décision de continuer l'entreprise en compétition ouverte avec les organisations de gauche existantes pouvait paraître aventurée, sinon aventureuse. Front commun ne disposait que de ressources très limitées, du mandat parlementaire de Bergery et de deux organes de presse d'audience restreinte : *Mantes-Républicain*, avec 3 000 abonnements locaux et tout au plus quelques milliers de lecteurs, et *Front commun*, le bimensuel du mouvement qui commença à paraître en décembre 1933 et dont la diffusion ne semble pas avoir été plus grande. Malgré tout, les dirigeants de Front commun, insatisfaits des partis existants et sensibles à la crise politique qui montait avec l'affaire Stavisky, semblaient persuadés de la nécessité de leur mouvement et plus portés encore à parier sur sa réussite : leur objectif était d'attirer les adhérents par « dizaines de mille » avant l'été 1934[(232)].

Prenant ses distances à l'égard des partis de gauche, Front commun les déclarait incapables de faire face à la situation. Sans les désigner, il dénonçait la trahison ordinaire des radicaux une fois au pouvoir, la perte de l'esprit révolutionnaire des socialistes, l'« inadaptation systématique des mots d'ordre de lutte » des communistes. Lui-même se présentait comme un parti révolutionnaire voulant opposer à la « pseudo-révolution fasciste » une révolution anticapitaliste « à aussi brève échéance, réalisable dans les conditions actuelles, adaptée aux conjonctures d'un pays donné, à un moment donné de l'Histoire[(233)] ». Son deuxième Manifeste, publié en janvier 1934, constatait l'aggravation de la situation depuis juin précédent,

appelait à « balayer le régime déchu » et à « construire une société nouvelle ».

> En 1789, on a abattu la féodalité aristocratique ; il reste à abattre la féodalité industrielle et financière qui s'y est substituée, c'est-à-dire à faire la deuxième Révolution française.

Le programme prévoyait le retour à la collectivité de « toute la production industrielle », la nationalisation des banques, des grands magasins et du commerce extérieur, enfin la distribution des terres à ceux qui la travaillaient[(234)].

Front commun se présentait en groupement de gauche concurrent des autres forces organisées, avec un programme qui le plaçait dans le voisinage immédiat du parti socialiste. C'était la position prise au Parlement par Bergery qui depuis sa rupture avec le parti radical alignait ses votes sur ceux des socialistes. En novembre 1933, lors de l'investiture du gouvernement Sarraut, il avait même fait la leçon à ces derniers en leur faisant reproche de ne pas se décider à passer à l'opposition[(235)]. En face de l'affaire Stavisky, il avait adopté une ligne moyenne, critiquant également les « étouffeurs » et les « exploiteurs » du scandale[(236)]. Survenant dans son sillage, la démission de Chautemps le 28 janvier 1934 ramena au pouvoir Daladier. Bergery, dont l'aversion pour le dirigeant radical s'était fixée en janvier de l'année précédente, déposa une demande d'interpellation sur l'attitude qu'entendait prendre le nouveau gouvernement à l'égard du préfet de police de Paris, Chiappe, dont les sympathies pour l'extrême droite étaient apparues à l'occasion des récentes manifestations des ligues. Il visait à mettre Daladier en difficulté en le contraignant, sous peine d'être renversé, à choisir entre l'appui de la droite, favorable à Chiappe, et celui des socialistes qui exigeaient son renvoi.

Le 3 février, Daladier annonça la révocation du préfet de police, déchaînant la colère des ligues qui y virent le prix de

l'achat des voix socialistes et en tirèrent prétexte pour redoubler leur campagne d'agitation. Bergery parut savourer le mépris que lui inspirait le « pitoyable spectacle » qu'il avait orchestré :

> M. Daladier n'a pas déplacé M. Chiappe pour défendre la moralité et les libertés. Il l'a maintenu tant qu'il a pu, et ne l'a sacrifié que pour acquérir des voix et tenter de reconstituer une majorité gouvernementale[(237)].

Le 6 février au soir, en présence de l'émeute, il vota néanmoins la confiance au gouvernement ; mais son « mandat de combat » se perdit dans la démission de Daladier le jour suivant. Dans le gouvernement d'Union nationale que forma alors Doumergue, avec la participation de Herriot accouru une fois de plus au chevet de la République souffrante, il dénonça un ministère à l'ombre duquel le fascisme allait « croître et s'étendre »[(238)].

Dans le même temps, il apportait son appui aux mesures de protestation décidées par les organisations de gauche, avant tout la grève générale fixée par la CGT au 12 février. Conformément à sa ligne d'unité d'action antifasciste, Front commun participa à la mise sur pied dans la région parisienne d'un Centre de liaison des forces antifascistes en association avec les fédérations socialistes de Seine et de Seine-et-Oise. Mais la suite la plus spectaculaire du 6 février fut la démission de Bergery de son mandat de député ; en se représentant devant ses électeurs, il entendait les faire se prononcer sur ce qu'il stigmatisait comme le dévoiement de la législature et la trahison de la volonté populaire exprimée en mai 1932. Par ce geste d'éclat, risqué au vu de la précarité de ses résultats électoraux, et où se marquaient un sens inné de la bravade, l'importance qu'il attachait au rendement psychologique de l'action politique et l'attraction souterraine du modèle plébiscitaire, il voulait frapper l'opinion et se désigner à l'attention de la gauche entière

comme l'homme qui pouvait en incarner le sentiment et l'espoir.

L'émeute du 6 février lui avait fait une profonde impression ; la manière dont il la présenta quelques jours plus tard signalait une fois de plus son intérêt pour la psychologie collective. Selon lui, le 6 février, tandis que les forces de gauche étaient « démoralisées par la trahison et la division », celles de droite, regroupées, entraînaient « par le spectacle de leur cohésion et de leur force la cohue des badauds, des hésitants, des "apolitiques" qui constitue l'immense majorité de la population parisienne[(239)] ». Dès lors, il se mit à parler de « capter la masse flottante », les 90 % des électeurs qui ne se prononçaient pas pour des doctrines, mais selon la tradition et l'habitude. « Sur ce terrain, entre la droite et nous, déclara-t-il à l'hebdomadaire fascisant *1934*, il va y avoir une lutte de vitesse. Ceux qui trouveront, les premiers, des formules simples, des mots d'ordre colorés, seront les maîtres du troupeau. En un sens, le fascisme a déjà sur nous une forte avance. Il a déjà inventé un cri brutal, simpliste et injuste : A bas les voleurs ! Qu'il nous serve de modèle… »

Bergery démentit avoir employé ces termes et il est probable que le journaliste ait forcé la note[(240)]. Mais le sens général de ses propos était clair et se traduisit dans l'orientation de la propagande de Front commun :

> C'est dans ces masses que se recrute le fascisme, avec des mots d'ordre qui ne sont pas proprement fascistes, mais qui sont faits pour amener ce recrutement rapide. Entre lui et nous, s'instaure donc une lutte de vitesse, et pour ne pas succomber dans cette lutte, nous sommes forcés de nous adresser à ces mêmes masses, d'après les méthodes de propagande qui sont exactement l'inverse de celles employées jusqu'ici par les partis organisés de la gauche et de l'extrême gauche. Au lieu de partir d'une doctrine inassimilable pour ces masses, et d'essayer d'en déduire des solutions pratiques, nous pensons qu'il faut partir des manifestations spontanées des éléments en question et leur montrer que seules nos solutions peuvent leur donner satisfaction.

Une application de cette conception apparaissait dans l'affiche répandue à 5 000 exemplaires dans la région parisienne sous le titre « Paris, prends garde ! ». La méthode consistait à reprendre les mots d'ordre des manifestants du 6 février pour en dévoiler le caractère illusoire avant d'indiquer les vrais remèdes[241]. De gauche par la teneur de ses propositions, elle représentait une forme de propagande inhabituelle. La dimension pédagogique était évidente, puisqu'il s'agissait de faire prendre conscience au lecteur de la nocivité des attitudes qui pouvaient être les siennes. L'ambiguïté tenait au fait que Front commun cherchait à accrocher son attention en s'appropriant la tonalité et le style du discours des ligues. La récupération d'une partie de la thématique de l'extrême droite allait plus loin dans certains tracts : en affichant le slogan « Pour une dictature anticapitaliste par un gouvernement autoritaire du Peuple », il reprenait des termes marqués d'opprobre à gauche[242].

L'élection partielle de Mantes valut à Bergery tout l'intérêt qu'il avait pu escompter de sa démission. Les observateurs politiques attendaient du scrutin une indication sur la réaction de l'électorat en face des événements de février et du gouvernement d'Union nationale qui en était issu. Dans l'opinion publique, l'intérêt n'était pas moins vif depuis que Bergery avait été mis en vedette en mars par un Chiappe apparemment en mal de revanche qui l'avait accusé de s'armer pour la guerre civile[243]. De ce moment, « front commun » était devenu dans la presse de droite synonyme d'une extrême gauche aussi dangereuse que brouillée dans ses contours et dont Bergery était l'inquiétante incarnation. A gauche, l'élection de Mantes fixait l'attention et suscitait des réactions jusque dans le parti radical. Au lendemain du premier tour, le secrétaire général de ce dernier, Albert Milhaud, un fidèle de Herriot, prit publiquement position contre Bergery, déclenchant les protestations de l'aile gauche du parti radical dont les principaux membres – Cot, Zay, Mendès France, Cudenet, Kayser – firent connaître par

voie d'affiche leur soutien à leur ancien collègue ; à la suite de quoi, faute de trouver l'appui déclaré des dirigeants du parti, Milhaud fut amené à démissionner de son poste[244].

A la veille du second tour, Bergery bénéficiait du soutien de la fédération radicale de Seine-et-Oise et de la SFIO. Fidèle à la tactique classe contre classe, le parti communiste maintenait son candidat et menait campagne dans *l'Humanité* contre le « démagogue Bergery » ; le temps des précautions était passé. A droite, le ton était violent et militant ; des nationalistes endurcis aux radicaux modérés, on dénonçait l'« aventurier », le « bourgeois bolcheviste » ; *le Temps* lui-même appela les électeurs à « faire le bon choix[245] ». Le 29 avril, Bergery fut battu par une marge de 299 voix. Tandis que la droite applaudissait, on soulignait à gauche la faiblesse de l'écart entre les concurrents ; Blum rendit hommage à la « rare énergie combative » du perdant, à l'« intrépidité » et à l'« audace » qui lui avaient fait mettre en jeu son mandat alors que ses précédentes élections n'avaient été acquises que de peu[246]. Quant à l'intéressé, il attribua sa défaite à l'action de « l'Argent sous toutes ses formes », à la campagne de la grande presse et aux pressions gouvernementales et patronales. Mais il s'en prit aussi aux communistes en leur faisant reproche d'une campagne dirigée davantage contre lui que contre le candidat de droite[247]. Dans tous les cas, son pari était perdu ; les tendances du corps électoral n'avaient pas été altérées par l'évolution politique nationale et la variation marginale qui avait eu lieu s'était portée vers le refus de ses positions.

Sa défaite lui valut une large sympathie dans la gauche non communiste qui avait prisé le courage de son geste et partageait ses réactions devant la situation politique. On le vit bien quelques semaines plus tard par sa réélection triomphale au Comité central de la Ligue des droits de l'homme et dans l'orientation des débats du Congrès de Nancy à la fin mai. Depuis l'année précédente, Bergery et ses amis constituaient au

sein de la Ligue une minorité remuante dont l'action amena le président Basch à évoquer le danger d'un « noyautage[248] ». Sur le thème de « la défense et l'adaptation de l'État démocratique », le « bergeryste » Léon Émery, fraîchement élu au Comité central, prononça le discours le plus spectaculaire, à coup sûr le plus significatif du Congrès de 1934. Cet instituteur était un ancien des groupes Clarté, un disciple de Romain Rolland, et de Lanza del Vasto et un animateur actif du Syndicat national des instituteurs. Lui qui n'avait jamais appartenu à un parti politique fut séduit par Front commun et lui consacra toute son énergie, faisant de Lyon la région la plus importante du mouvement hors de la région parisienne[249].

Son discours était pour l'essentiel une analyse du fascisme. Écartant comme inadéquate la comparaison avec le boulangisme ou le césarisme, il voyait dans les « vagues fascistes qui déferlent sur l'Europe quelque chose de formidable et de profond » (des termes que devait utiliser le néo Montagnon quelques mois plus tard). Il fallait, poursuivait-il,

> constater et comprendre ce phénomène extrêmement troublant que nous sommes en présence d'une réaction qui, pour des éléments considérables des peuples contaminés, est parvenue à prendre figure de révolution émancipatrice. Nous sommes en présence de ce paradoxe qu'à l'heure actuelle, pour des millions de gens, le fascisme est une révolution, tandis que les partis démocratiques, par leur faute, se sont laissés enfermer dans une position défensive et conservatrice [*applaudissements*]. S'il en est ainsi, c'est parce que le fascisme a capté, a polarisé, pour ainsi dire, un certain nombre de grands courants, dont nous aurions pu peut-être profiter, et qu'il est parvenu à devenir comme le lieu commun des espérances de la masse […].

Le fascisme faisait fond sur trois courants. L'antiparlementarisme en premier lieu, dont le succès s'expliquait par le sentiment répandu

> que le régime parlementaire a fait faillite, que les partis traditionnels se sont engagés dans la voie du morcellement continu, de la dégénérescence orga-

nique, se sont transformés peu à peu en des clientèles de personnalités ou en des catégories opposées par des états-majors intéressés. [*Vifs applaudissements et acclamations.*]

L'anticapitalisme ensuite, qui, de domaine réservé de la gauche, était devenu objet d'exploitation par les fascistes. Le nationalisme enfin, « le plus dangereux de tous », qui s'exacerbait à travers les conflits internes de l'Europe et du monde. Ces trois courants, il ne fallait pas sous-estimer l'« importance profonde et vitale » qu'ils avaient pris dans beaucoup d'esprits, leur « valeur presque mystique et religieuse », qui avait fait du fascisme « une réaction à forme essentiellement populaire, s'appuyant sur de petites gens, sur des ouvriers ou des paysans, tous ceux qui normalement doivent être nos amis et partisans ».

De cette définition du fascisme qui en soulignait l'aspect émotionnel et irrationnel et posait la question de la récupération des couches qu'il attirait, Émery tirait des conclusions regardant les tâches de la Ligue. Il réclamait des « mots d'ordre simples, précis, clairs, brutaux même », s'ordonnant autour d'un programme qui comprenait la nationalisation des industries de guerre, des banques et des agences de presse, la réforme du Parlement par la suppression du Sénat et son remplacement par une Chambre à base syndicaliste, enfin une politique extérieure pacifiste. La Ligue elle-même devait se transformer en un organisme de lutte ; il lui revenait de prendre la responsabilité de créer le bloc antifasciste des forces de gauche et d'extrême gauche, communistes compris, et pour cela, il lui fallait former des équipes de propagandistes et changer ses méthodes de propagande[(250)].

A ce discours, qui fut reçu par des acclamations, s'en ajouta un autre prononcé par René Chateau, professeur de philosophie et disciple d'Alain, qui se situait à l'aile gauche du radicalisme. Émery avait lancé un appel à l'« intransigeance robes-

pierriste » et usé en abondance de la référence au jacobinisme et à la Révolution française ; Chateau alla plus loin et condamna les partis pour leur œuvre de division de la nation.

> Il n'y a plus de peuple en France parce qu'il y a trop de partis. [*Très bien ! et vifs applaudissements.*] Les partis se sont peu à peu substitués à ce peuple qu'ils devaient représenter, et à ces masses populaires que rien n'aurait pu vaincre se sont substituées des bureaucraties partisanes sans cesse hostiles les unes aux autres et bien vite apeurées. [*Nouveaux applaudissements.*]

Longtemps endormi par les partis, le peuple français se réveillait parce qu'il se rendait compte que ceux-ci n'avaient que des programmes et des idées, qu'ils n'avaient « ni force ni autorité », que « la force, l'autorité » étaient en sa possession, comme au temps de la Révolution. Chateau proposait que la Ligue, « une dernière fois », adressât aux partis de gauche la sommation « de faire leur unité et de communier avec le peuple dans cette union » ; au cas où son appel ne serait pas entendu, elle devrait appeler le peuple à se regrouper « en dehors des partis qui auront failli à leur tâche » et constituer des « comités de salut public qui donneront enfin à cette démocratie la force qui lui manque et la régénéreront enfin[(251)] ».

Ces propos reçurent de « vifs applaudissements prolongés », qui révèlent crûment le désarroi régnant dans une bonne partie des troupes cartellistes, profondément déçues par l'échec de la majorité de gauche. Ils valurent toutefois à leur auteur les critiques du socialiste Salomon Grumbach qui vit dans sa condamnation des partis et son souhait d'une formation unique du peuple l'expression d'une pensée « inconsciemment fasciste ». « Ce dont nous devons nous méfier comme du diable, précisa-t-il, c'est du fascisme de gauche, c'est de l'illusion funeste de pouvoir combattre le fascisme authentique au moyen de ses propres armes. Cela pourrait nous assurer des succès passagers ! Cela tuerait notre âme[(252)]. » Chateau et Émery re-

poussèrent l'accusation de « fascisme de gauche » ; et il est clair que, à la différence d'un Fabre-Luce, ils ne raisonnaient pas en termes d'un emprunt partiel conscient des méthodes du fascisme pour être en mesure de lui résister. Leur intolérance de la division de la gauche et leur souhait d'un peuple réconcilié et révolutionnaire s'abreuvaient à des sources authentiquement jacobines, mais ils portaient la marque d'une hyperréaction en présence d'un adversaire dont le succès populaire frappait et fascinait.

Bergery lui-même n'était pas inscrit parmi les orateurs du Congrès ; mais sur la demande de la salle qui lui fit une ovation, il prononça quelques paroles, développant l'idée, dont il revendiqua la paternité, de la « lutte de vitesse » avec le fascisme « pour la conquête de ces consciences angoissées et incertaines, qui sont, hélas, le nombre[(253)] ». Les frontistes tentaient ainsi de faire servir la Ligue à leur propre action ; mais leurs efforts pour faire de la vénérable organisation le « superparti » dont ils rêvaient échouèrent contre la résistance opiniâtre de la majorité du CC qui ne partageait pas leur jugement sur le caractère périmé des formations existantes et qui n'entendait pas laisser la Ligue devenir, comme l'exprima Basch, une sorte de parti nouveau au profit d'« hommes hors série » qui ne trouvaient pas leur place dans les partis constitués[(254)].

Au sein de Front commun, la défaite électorale de Bergery déclencha un nouveau débat sur l'identité de l'organisation. La question de sa transformation en parti semble alors avoir été débattue ; du moins Jean-Richard Bloch démissionna-t-il du Conseil exécutif à la fin mai 1934 en faisant remarquer à Bergery l'« abîme » qui allait exister entre le Front commun de juin 1933 et « ce qu'il sera quand il sera devenu un parti »[(255)]. Sans rompre, Bloch s'éloigna d'une organisation à laquelle il reprochait d'ajouter à la division de la gauche, au lieu d'être l'instrument de son rassemblement. Le revirement d'attitude du PC envers le parti socialiste qui allait aboutir en juillet à la conclu-

sion du pacte d'unité d'action explique probablement son attitude, premier effet des difficultés que l'alliance des deux partis ouvriers allait causer à Bergery. Dans le Manifeste frontiste qu'il publia en juin et qui était une mise à jour du texte paru un an auparavant, Front commun fit référence au rapprochement du PC et du PS pour affirmer sa disposition à participer à toute forme d'unité d'action antifasciste ; mais il souligna qu'il ne suffirait pas de l'unité du prolétariat pour contrebattre victorieusement le fascisme, que cette unité risquait même, pour peu qu'elle se réalisât « sur les mots d'ordre rituels », de devenir un « épouvantail » capable « d'affoler les couches urbaines et rurales » et de les « rejeter brusquement dans les bras du fascisme ». Pour vaincre dans la « course de vitesse » avec le fascisme « pour la conquête des consciences profondément angoissées et hésitantes », il fallait à la fois « n'affaiblir en rien la défense antifasciste, et cependant donner des mots d'ordre capables de rassembler à temps pour une politique constructive les masses françaises actuellement désemparées ».

Sur le premier plan, Front commun avait arrêté depuis le départ sa position ; ses membres étaient autorisés à adhérer individuellement aux comités d'Amsterdam-Pleyel, aux comités de vigilance de la SFIO et à la Ligue des droits de l'homme. Sur le second plan, Front commun réaffirmait sa volonté d'apporter des solutions positives et protestait de ce qu'il n'était en rien « un essai de synthèse radicalo-socialo-communiste ». Dans le domaine économique, il proposait l'institution d'un double secteur, public et privé, le premier comprenant l'ensemble de la grande industrie, les banques, les assurances, les transports, la publicité et le commerce extérieur, et le second, l'agriculture, la petite industrie, l'artisanat, le commerce et les professions libérales. Dans le domaine politique, il dénonçait le régime parlementaire dans sa forme existante, techniquement incompétent et domestiqué par les puissances d'argent, les « maîtres véritables » de cette « prétendue démocratie ». Pour le remplacer, il serait nécessaire d'avoir recours à « un gouvernement de com-

bat appuyé sur l'ensemble des travailleurs des villes et des campagnes, organisés en syndicats et en coopératives ». Une fois « brisée la résistance de l'oligarchie », il faudrait revenir – l'absence de libertés politiques engendrant « un processus d'abêtissement collectif » – « à un véritable régime représentatif » dont la base serait « le suffrage universel intégral groupé en "communes" », avec des mandats électifs de courte durée et en permanence révocables. Le Manifeste proposait enfin la décentralisation du pays en grandes régions et appelait à préparer les peuples de l'Empire à leur émancipation dans le cadre d'un groupement fédéral avec la France[256]. Dans ce texte, plusieurs points méritent attention. D'abord, pour la première fois, l'idée de nation recevait une valeur positive, et des critiques étaient adressées aux Internationales communiste et socialiste. Ensuite, faisait son apparition l'idée du rassemblement des trente-huit millions de Français exploités par les deux autres millions, autrement dit, l'objectif de rallier au frontisme pratiquement tous les Français en enjambant la barrière entre la gauche et la droite. Enfin, l'intérêt porté aux états d'âme des masses s'exprimait vigoureusement dans l'idée d'un « appel nouveau » qu'il fallait lancer pour conquérir les « consciences profondément angoissées et hésitantes », manifestant la place centrale désormais assignée à la propagande dans les tâches de Front commun.

La manifestation mise sur pied le 25 juin, salle Wagram, en donna une preuve éclatante. Comme le notait la direction des Renseignements généraux, c'était la première fois que l'organisation de Bergery prenait l'initiative d'une assemblée de cette envergure ; ses maigres troupes n'y auraient pas suffi et elle avait obtenu le concours du Centre de liaison des forces antifascistes de la région parisienne. Avec ses cinq mille auditeurs, la réunion fut un succès ; Bergery, Challaye, Langevin pour Front commun, Farinet et Mallarte pour la fédération SFIO de la Seine y prirent la parole[257]. Mais l'important était dans le

décor et le style de la réunion. Bertrand de Jouvenel qui y assista releva que la « mise en scène inaccoutumée » avait « frappé les imaginations ». Derrière la tribune, un immense étendard rouge avait été suspendu, au centre duquel s'inscrivait l'emblème de Front commun, une flèche rouge dans un cercle blanc ; au pied de la tribune éclairée par de puissants projecteurs, des fanions portant le même insigne avaient été groupés ; la réunion elle-même entremêla aux discours les récitatifs et les chants du Groupe Octobre.

> Tout cet arrangement [concluait Jouvenel] prouvait que FC se propose de ne point rechercher seulement des adhésions intellectuelles, mais de créer, par la ressource d'un art chaste et brutal, une émotion collective. […] On eût crié à l'hitlérisme, si Bergery s'en était tenu à ce spectacle et à une grande apostrophe d'agitation sociale. A l'hitlérisme ou au bolchevisme. Car la valeur émotionnelle des décors et des chants, ce sont les Russes qui l'ont d'abord, comprise.

Pour ne pas mériter le reproche d'hitlérisme, Bergery était tombé dans une « erreur bien regrettable » en faisant défiler des orateurs pesants et désuets, lui-même excepté, de sorte que « le contraste était saisissant entre une mise en scène si neuve et une rhétorique si vieillie et si pauvre[(258)] ». Si l'on écarte les remarques de Jouvenel, qui portent témoignage sur son état d'esprit, il faut souligner à quel point cette réunion rendait manifeste un aspect fondamental de l'action politique de Bergery. Il était sans doute le premier en France à recourir à des formes de propagande caractéristiques des régimes totalitaires, mêlant en la circonstance l'inspiration bolchevique dans les chants et les récitatifs, et l'inspiration nazie dans l'éclairage, l'emblème, les fanions. Mais c'était le nazisme qui était au cœur de sa préoccupation et de sa fascination. Après la réunion de Wagram, il écrivit que Front commun était « sûr de sa doctrine » et « sûr de sa force », ajoutant : « L'ordre nouveau naîtra par la force et par la pensée. Nous sommes en même temps une tête et un poing[(259)]. » Cette dernière expression rappelle une image typi-

quement nazie, celle des « travailleurs de la tête et du poing » (« *Arbeiter der Stirn und der Faust* ») ; image absurde au premier degré puisque le poing n'est pas l'instrument le plus efficace de travail, mais qui exprime l'agressivité constitutivement liée à la communauté populaire qu'il s'agissait de former. Rien dans son comportement, ni dans ses propos – à l'exception de la formule dont il est question et qui est une occurrence isolée – ne montre que Bergery ait entretenu l'idéal d'une société de type fasciste. Mais l'affirmation d'une dimension de force et de lutte, la conception d'un mouvement politique « tête et poing » signalent la réalité d'une attraction vers le fascisme.

Le rassemblement de la nation

A l'automne de 1934, Front commun aborda une nouvelle étape de sa difficile existence en fusionnant avec la Troisième Force. Cette organisation avait été fondée l'année précédente par Georges Izard, André Déléage, Louis-Émile Galey, Georges Duveau, parallèlement au lancement de la revue *Esprit* auquel ils étaient associés ; les résistances opposées par Mounier à toute forme d'action politique immédiate amenèrent rapidement leur séparation. Comme l'indiquait le nom de leur mouvement, ils voulaient tracer entre capitalisme et marxisme une troisième voie qu'ils envisageaient sous la forme d'un régime mi-planifié, mi-coopératif ; sur le plan politique, leur position la plus nette était leur refus du parlementarisme et leur dégoût de la « politique politicienne[260] ». Leurs inclinations les avaient toutefois portés à regarder davantage vers la gauche que vers la droite ; en février 1934, leur organisation avait adhéré au Centre de liaison des forces antifascistes de la région parisienne. Izard avait pris part à la fondation de Front commun, avant de s'en écarter parce qu'il avait eu le sentiment que la présence de son groupe n'était pas souhaitée[261].

A partir du printemps de 1934, le rapprochement avec Bergery était revenu à l'ordre du jour, mais il fallut plusieurs mois de tractations avant d'aboutir à la fusion des deux organisations. La Troisième Force désirait des assurances concernant notamment l'abandon du bagage ouvriériste, le renoncement à toute propagande antireligieuse et l'indépendance à l'égard des Internationales[262]. Au sein de Front commun, des résistances semblent s'être fait jour dans l'aile gauche menée par Jean Bernier, et Lucie Colliard, et il faut sans doute attribuer la décision finale à l'influence de Bergery. La question des effectifs pouvait favoriser cette fusion : l'état de Front commun ne permettait

pas de dédaigner l'appoint de personnalités actives, même si la Troisième Force n'apportait guère que deux cents à trois cents adhérents[(263)]. La convergence politique fut probablement décisive ; l'alliance entre socialistes et communistes transformait le champ politique de la gauche, et pour des groupements comme ceux de Bergery et d'Izard qui poursuivaient le projet d'un rassemblement populaire, classe ouvrière et classes moyennes associées, il en résultait une incitation à regrouper leurs pauvres forces. La fusion des deux organisations fut acquise aux Assises nationales qui se tinrent à Lyon les 3 et 4 novembre 1934. Front commun allait s'appeler Front social pour mettre fin à la confusion qui s'était établie dans le grand public entre le nom de l'organisation de Bergery et le pacte d'unité d'action PS-PC.

L'inquiétude éveillée par la coalition des partis ouvriers se comprend aisément. L'antifascisme était devenu le bien des deux grands partis de gauche et le mouvement d'extension vers les classes moyennes que le PC commençait à opérer menaçait de recouvrir le champ de définition des frontistes. Si elle ne s'exprimait pas encore, l'hostilité de Bergery envers les communistes était discernable. Les efforts qu'il déploya à l'automne 1934 pour obtenir l'élargissement de l'unité d'action antifasciste à toutes les forces de gauche, suivant un mouvement parallèle à celui qu'effectuaient les communistes, reflétaient le souci de prendre ces derniers de vitesse et de ne pas se laisser éliminer du jeu. Bergery et Izard jouèrent un rôle actif dans les négociations qui aboutirent en octobre à l'association du Centre de liaison et du mouvement Amsterdam-Pleyel au sein du Comité central d'Unité d'action antifasciste de la région parisienne (CCUAA). Dans les mois suivants, Bergery chercha à y faire adhérer les autres forces de gauche, de la Fédération radicale de la Seine à la CGT en passant par les partis socialistes indépendants, la Jeune République et la CGT ; il parvint à y amener la Ligue des droits de l'homme en janvier 1935[(264)].

Sa méfiance envers les communistes trouvait un aliment dans l'évolution qui se dessinait en politique extérieure. Bergery ne fut jamais un pacifiste intégral et il marqua fréquemment ses distances vis-à-vis des positions de Challaye, tout en partageant bon nombre des convictions de ce dernier. L'avènement de la dictature hitlérienne n'avait pas modifié ses inclinations conciliatrices, et pourtant ce n'était pas que lui fît défaut une perception exacte du danger hitlérien. Lors d'une interpellation sur la politique extérieure à la Chambre en avril 1933, il avait produit des extraits de la presse allemande qui témoignaient des intentions belliqueuses de Hitler. Mais, comme chez tous les conciliateurs des années 30, la lucidité de la perception ne conduisait pas aux conclusions qu'on en aurait pu attendre ; le but de sa démonstration était de rendre plus sensible l'urgence pour la France de faire aboutir la conférence du désarmement en prenant les mesures qui s'imposaient[(265)]. Lorsque l'Allemagne quitta la SDN et la conférence du désarmement en octobre, la même attitude pacifiste fut prise par Front commun qui dénonça la responsabilité de la France et refusa par avance toute nouvelle union sacrée et toute politique d'alliance. L'hypocrisie des discours hitlériens était dénoncée, mais « la seule façon de démontrer cette mauvaise foi » était de « mettre Hitler au pied du mur » en lui offrant le désarmement contrôlé et l'égalité des droits[(266)].

En novembre 1934, les Assises de Lyon prirent position sur le problème de la guerre. Le refus de toute alliance militaire fut affirmé catégoriquement : il n'était pas question de défendre l'ordre de Versailles, d'oublier la responsabilité de la France dans le réarmement allemand et d'accepter une nouvelle union sacrée (l'alliance franco-soviétique en préparation était bien entendu visée)[(267)]. Pendant les mois suivants, Bergery continua de critiquer une diplomatie française qu'il jugeait à la traîne des événements et de dénoncer le glissement vers une nouvelle course aux armements qui devait conduire à

« l'infériorité militaire prochaine de la France ». Mieux valait conclure un accord limitant le réarmement allemand plutôt que de s'obstiner, comme le faisait le gouvernement français, à conditionner cet accord à la signature par l'Allemagne de pactes généraux de sécurité collective. Il restait néanmoins discret dans l'expression de son désir d'entente avec l'Allemagne, ne demandant publiquement que d'entreprendre des conversations pour prendre connaissance de ses revendications[(268)].

Le virage communiste vers le Front populaire renforça ainsi ses inclinations pacifistes et le conduisit à élargir le champ d'action de son organisation. A la suite des Assises de Lyon, le frontisme souligna son refus de prendre ses mots d'ordre d'« Internationales fantômes » et se présenta comme l'instrument du rassemblement du « Peuple des travailleurs français[(269)] ». Cette orientation reçut sa consécration en mars 1935 dans une édition spéciale de *la Flèche* tirée à 100 000 exemplaires. Le frontisme exprimait sa volonté de parler « un langage simple et fort » dans un chapelet de slogans :

> Contre l'Union nationale qui unit tout un peuple de volés à sa minorité de voleurs ; contre toute dictature égoïste d'une classe et même une « dictature du prolétariat » qui isole le prolétariat dans la nation et le condamne à la défaite ; contre l'ornière politicienne qui divise chaque circonscription en clans égaux et rivaux. Pour le frontisme : front des volés contre les voleurs ! Pour un gouvernement de combat unissant les trente-huit millions de Français qui travaillent face aux deux millions qui vivent du travail des autres.

La reprise d'une partie du vocabulaire des ligues (les « volés » et les « voleurs »), l'accentuation des mots d'ordre dirigés contre la politique et le système des partis (« contre les luttes de clientèle ou de personnes par lesquelles les partis se divisent ou se morcellent ») faisaient corps avec un durcissement des attaques adressées aux partis de gauche. Ainsi lisait-on, en référence évidente aux défaites du mouvement ouvrier en Italie, en

Allemagne et en Autriche : « Le frontisme fera de vous non des martyrs mais des vainqueurs ! » Et encore :

> Contre le capitalisme, pour libérer la nation. Par la nation libérée, vers l'Internationale. Une Internationale, non de partis vaincus, mais de peuples vainqueurs !

Outre le dénigrement des partis « vaincus », inutile de souligner l'ambiguïté de la notion de « peuples vainqueurs » : ayant vaincu les partis ouvriers, les pays fascistes étaient-ils des « peuples vainqueurs » ? Enfin, ne manquait même pas l'appel lancé aux adversaires d'hier. Le frontisme affirmait ne pas se préoccuper des convictions religieuses de ses partisans et vouloir « faire sa révolution dans l'ordre ». Quant à la jeunesse, sa place était dans les rangs frontistes :

> Jeunesse, qui sais le prix de la camaraderie ; qui, ailleurs, l'a cherchée jusque dans les casernes fascistes ; viens au frontisme ! Ici, une seule volonté, un seul cœur ! Qui touche à un frontiste touche à tous les frontistes[270] !

On voit que la mue était accomplie : le frontisme se plaçait au-dessus de la gauche et de la droite ; le temps était venu de rassembler le peuple français tout entier, à l'exception d'une petite minorité qui devait servir de catalyseur au rassemblement souhaité. L'apparition du terme caractéristique de mouvement au début de février, le recours aux valeurs de camaraderie et de solidarité de groupe, d'ordre et de nation enfin, tout montre l'assimilation de certains thèmes de la propagande fasciste. Le frontisme pouvait afficher sa volonté de prendre en charge la nation française, en même temps que la finalité de sa mission : « Le frontisme créera la vraie France et fera la Paix. »

Cette évolution provoqua le départ en mars-avril 1935 de Jean Bernier, de Lucie Colliard et de quelques-uns de leurs amis. Ces militants, qui avaient gardé de leur passé commu-

niste une vision ouvriériste, jugèrent intolérables les attaques adressées aux partis de gauche, l'introduction de notions tirées du fonds des ligues, en particulier celle de camaraderie, et en général le projet de « conquérir les masses inorganisées et supposées apolitiques, "ni à droite, ni à gauche" » et de « se dresser au-dessus de la mêlée où s'opposent d'une part les organisations ouvrières et, d'autre part, les "braves gens" égarés dans les cohortes rassemblées par l'AF et les Croix-de-Feu[271] ». Dans la même période, Paul Langevin annonça également sa démission. En raison de son état de santé, il n'avait collaboré que de loin à la direction de l'organisation ; la transformation de celle-ci en un parti affirmant son identité envers et contre les autres partis de gauche fut probablement ce qui le détermina à partir ; comme Bloch, il aspirait à l'unité de la gauche, non à l'aggravation de son morcellement, et encore moins pouvait-il accepter la négation de son existence[272].

Le tournant fut entériné par les Assises nationales extraordinaires qui eurent lieu en juillet 1935. Le rapport sur la tactique qui y fut présenté fournit une illustration exemplaire du mouvement d'adaptation mimétique partielle au fascisme, et en même temps de fidélité aux principes de gauche qui caractérisent le frontisme de cette époque. Selon ce rapport, la réussite du fascisme tenait à six facteurs : des thèses homogènes, la rupture avec les vieux partis discrédités, le respect des préjugés anciens, la dérivation nationaliste, l'exaltation des valeurs héroïques, des mots d'ordre simples. Les nouvelles directives en découlaient point par point : le frontisme devait accroître son homogénéité (en supprimant la possibilité de double appartenance) ; affirmer la valeur unique de sa personnalité et de sa doctrine (ce qui signifiait, tendanciellement, se présenter en mouvement de salut exclusif) ; montrer le « vrai visage sympathique et humain du socialisme frontiste » ; agir « révolutionnairement pour la nation », mais dans le respect de l'humanisme et pour aller vers la fédération internationale ; arracher

aux ligues la prétention à la moralité en dénonçant les corrompus de gauche comme de droite et pratiquer le principe de camaraderie, sans verser dans le militarisme du fascisme ; enfin, user de mots d'ordre « passionnels propres à éveiller, à aiguiser et à orienter l'instinct anticapitaliste des masses travaillées par la crise, et donner par là même au frontisme le maximum de prestige ». Les Assises modifièrent corrélativement les principes d'organisation du mouvement. Il s'agissait de concilier la liberté et l'autorité, selon une formule qui définissait selon Bergery la démocratie frontiste : les membres continueraient d'élire périodiquement les responsables du mouvement et de fixer les directives sur la doctrine ; dans l'intervalle des assises, ils ne devaient être que des exécutants[(273)].

Le frontisme partait à la conquête de la nation, riche d'espérance, et toujours aussi pauvre en troupes et en moyens. Même si l'incertitude demeure sur leur ampleur exacte, ses effectifs étaient à coup sûr très faibles : les estimations des contemporains allaient pour 1934-1935 de 1 500 à 8 000 ; à en croire le témoignage de Galey, il semble que le chiffre de 5 000 puisse être retenu[(274)]. Selon le même témoignage, les frontistes étaient en très grande majorité des jeunes gens – le Conseil exécutif élu en 1935 ne comprenait plus guère de personnalités –, parmi lesquels les prolétaires et les bourgeois étaient rares, le gros étant composé d'étudiants, d'intellectuels et d'employés. Le mouvement possédait par ailleurs des groupes d'autodéfense, aux effectifs inconnus, dont les membres portaient une espèce d'uniforme, fait d'un blouson et d'un pantalon de couleur sombre (Paul Marion signalait cet élément comme un trait emprunté par Front social aux ligues)[(275)]. Depuis août 1934, un nouvel organe, *la Flèche*, avait commencé à paraître sur un rythme bimensuel (hebdomadaire à partir de février 1936) ; il semble avoir eu quelque succès si l'on en juge par le tirage moyen de février à juin 1935 qui fut de 20 000 exemplaires. Il existait d'autre part une *Flèche de Lyon*, hebdomadaire, dirigée

par Émery et qui parut de juin 1934 à septembre 1935 ; en février 1935, elle avait 2 500 abonnés et un tirage d'environ 10 000 exemplaires[(276)]. Même en y ajoutant *Mantes-Républicain*, le cercle de diffusion du frontisme restait extrêmement étroit.

Au milieu de 1935, le frontisme était devenu autre chose que l'antifascisme qu'il avait été au point de départ. Plus qu'à battre le fascisme, il visait désormais en quelque sorte à le remplacer ; il en devenait le pendant de gauche qui ferait, lui aussi, mais selon d'autres principes, le rassemblement de la nation. Faut-il expliquer ce tournant par l'influence d'Izard et de ses amis, comme on le prétendit[(277)] ? En réalité, il serait plus juste de parler de confluence. Depuis le début de 1934, et singulièrement depuis les événements de février, l'action de Bergery amenait la translation de son mouvement de la gauche vers le centre. Cette évolution était en conformité avec le motif fondamental de son entreprise qui était de soustraire préventivement au fascisme ses bases d'influence et de conquête du pouvoir. Après avoir tenté de faire passer l'axe du front antifasciste par la gauche, il le déportait au centre pour opérer ce rassemblement des grandes masses « apolitiques » dont l'émeute du 6 février lui avait fait percevoir l'importance. Ce déplacement s'accompagna, comme le montrent le contenu et les accents de sa propagande, d'un recours accru à certaines méthodes inspirées du fascisme, recours qui ne peut pas être séparé d'une attraction exercée par le phénomène fasciste lui-même. Malgré l'antifascisme qu'il professait, Bergery n'avait pas refusé de rencontrer en juin 1934 un jeune responsable nazi de l'association des étudiants allemands qui lui avait été amené par Drieu. Selon le compte rendu qui en fut fait pour Berlin, l'entrevue donna lieu à un débat animé sur la « nouvelle Allemagne » ; le jeune nazi retira l'impression d'un Bergery socialiste d'orientation, mais réceptif puisqu'il pensait l'avoir fait changer d'avis sur certains points[(278)]. Pour le moins, l'intérêt et la curiosité existaient ; et les anciens de la Troisième Force n'en étaient pas dépourvus :

Galey participa au congrès sur le corporatisme qui se tint à Rome en mai 1935, bien que Bergery eût jugé inopportune cette participation[(279)].

L'attachement à la gauche n'en restait pas moins solide, non seulement dans la représentation que le public se faisait du frontisme, mais aussi dans l'orientation de son action politique, de sa doctrine, de ses valeurs et de ses préjugés. Aux élections cantonales d'octobre 1934 et municipales de mai 1935, le frontisme appela à voter pour la gauche (explicitement dans le premier cas, implicitement dans le second – ce qui à la fois atteste et mitige la réalité de la nouvelle ligne « ni droite, ni gauche »). Sa participation aux organismes de lutte antifasciste se poursuivait, tout comme aux manifestations traditionnelles de la gauche (ainsi au défilé au mur des Fédérés en mai 1935). Sur le plan doctrinal, il n'y avait pas non plus de doute possible. Proche du planisme par sa conception d'un double secteur public et privé, le frontisme se trouvait à sa gauche dans la mesure où il réclamait une nationalisation beaucoup plus large que celle du crédit ; quand les socialistes belges entrèrent dans le gouvernement Van Zeeland en 1935 avec pour seul programme le contrôle du crédit, Bergery et Izard ne cachèrent pas le dédain et le scepticisme que leur inspirait l'avenir du planisme[(280)].

Le frontisme de 1935 constituait au fond un néo-jacobinisme inspiré par l'air du temps. Rien de plus frappant que la persistance d'un vocabulaire typiquement radical comme les « féodalités financières », les « congrégations économiques », les « puissances d'argent », et la concentration des attaques sur les dirigeants radicaux, en particulier sur Herriot. La dénonciation de l'Argent, conçu comme un agent de désagrégation et de domination du corps national, reflétait les conceptions moralisatrices des « spiritualistes », mais elle renvoyait également à une conception jacobine, celle de la souveraineté de l'État, représentant et gardien de l'intérêt général : n'était-ce pas le reproche fondamental que les frontistes adressaient aux « trusts »

que celui d'un accaparement et d'un détournement de l'intérêt général par les voies occultes de l'argent ? Au surplus, la deuxième Révolution qu'il s'agissait de réaliser devait produire une transformation « réelle et définitive » de la société[(281)] ; le contrôle des grandes entreprises par la collectivité devait refaire une société à hauteur d'homme pour les classes moyennes. En somme, État, nation, souveraineté, propriété individuelle, c'étaient les fondements du jacobinisme, sans oublier l'idéal central de la nation regroupée contre la nouvelle « aristocratie » financière et accomplissant à travers une seconde Révolution sa réconciliation définitive. Vieilles idées, mais revigorées par la crise, insufflées et colorées par les fascismes, qui avaient du jacobinisme la vision du rassemblement populaire et national, et aussi l'utilisation d'une symbolique collective, mais qui les inscrivaient dans une structure qui en dénaturait le sens, déniant les droits de l'homme, faisant de l'individu un nouveau sujet, celui d'une collectivité s'accomplissant dans la soumission à la volonté d'un Chef tout-puissant. Il y avait de quoi produire bien des interférences pour des hommes ambitionnant d'accomplir une grande œuvre de rénovation et poussés dans la marginalité au milieu d'une France en crise.

CHAPITRE IV

Le néo-socialisme

En 1933, la SFIO connut la plus grave crise qu'elle ait eu à affronter depuis Tours. La rupture qui en sortit se produisit sous la forme d'une scission qui entraîna derrière Renaudel et ses amis le départ d'un groupe de parlementaires et de militants. Si cette crise avait des origines anciennes et voyait éclater la charge de tensions accumulées depuis plusieurs années, elle réfléchit autant et surtout le climat français et étranger de 1933. Le néo-socialisme est un phénomène complexe et mouvant auquel on ne fait pas justice avec des qualifications rapides, fondées pour l'essentiel sur les comportements ultérieurs de certains de ses chefs de file, de Déat en premier lieu évidemment. Son intérêt tient plutôt à sa nature composite : les marques d'attraction des fascismes qu'il portait conduisent à s'interroger non seulement sur ce qui pouvait l'y prédisposer, mais encore sur ce qui en lui résista à la fascisation.

La fronde des parlementaires

La crise socialiste tira son origine immédiate de la situation née des élections de mai 1932. Si la SFIO avait devancé une fois de plus le parti radical en voix, elle restait en vertu du système électoral au second rang pour le nombre des parlementaires. La question de la participation se posait à nouveau : la droite du parti la jugeait imposée par la victoire électorale ; la gauche, consciente de la difficulté qu'il y avait dans les circonstances à opposer un refus de principe, s'attacha à la faire dépendre de conditions qui la rendraient difficile, sinon impossible. Celles posées dans les Cahiers de Huygens étaient sévères et contraignantes ; mais les participationnistes durent constater que la mauvaise volonté de la majorité de leur parti n'était rien au regard de l'attitude tout à fait négative de Herriot[(282)]. Leur déception grandit avec l'orientation prise par la législature. Dans le contexte de la crise économique, les conceptions financières des radicaux et des socialistes rendaient malaisé l'accord entre les deux partis. Le fait reste que ni Herriot ni ses successeurs ne le recherchèrent, préférant placer les socialistes devant l'alternative de soutenir leur politique de compression budgétaire ou de prendre la responsabilité de leur chute. La position de la SFIO était délicate ; un vote négatif de sa part s'ajoutant à celui de la droite ferait tomber le gouvernement et, par étapes, glisser le pouvoir entre les mains du centre. La chute de Herriot en décembre 1932, celle de Paul-Boncour en janvier 1933 donnèrent du poids à cette crainte. Pour les animateurs de la gauche socialiste, la situation apportait la « démonstration expérimentale » du passage à droite du radicalisme[(283)]. Mais les parlementaires socialistes se montraient plus sensibles que les militants à la responsabilité de leur situation.

Après quatre ans d'absence, Déat fut ramené au Parlement par les voix des habitants du XX^e^ arrondissement de Paris. Le fait n'était pas sans portée symbolique : Blum avait été battu dans ce quartier en 1928, et par sa victoire acquise d'une courte tête contre le même adversaire, le communiste Duclos, Déat pouvait paraître établir à son avantage les termes de la comparaison avec le dirigeant socialiste. Dans les luttes internes de la SFIO, il allait tenir un rôle important, qui ne fut pas celui d'un intransigeant, mais jusqu'à un certain point d'un modéré. Au Congrès de Huygens, il avait une fois encore pris du champ par rapport à sa tendance et cherché à définir une ligne tenant compte des objections et des souhaits de tous ; la référence approbatrice qu'il avait faite au discours de Vincent Auriol, l'homme de la conciliation et de la synthèse, confirme la réalité de ses efforts[(284)]. Lorsque Paul-Boncour proposa au groupe socialiste en décembre 1932 de participer à son gouvernement, tout en refusant de souscrire aux Cahiers de Huygens, Déat jugea à la différence de Renaudel que l'acceptation était impossible parce qu'elle se heurterait au veto du parti[(285)].

Après la chute de Paul-Boncour en janvier 1933, Daladier offrit à son tour la participation au groupe socialiste, sans davantage se référer aux Cahiers de Huygens. Contre une minorité menée par Blum et Paul Faure, la majorité du groupe socialiste se montra disposée à accepter l'offre ; les uns, derrière Renaudel, étaient prêts à dire oui immédiatement, d'autres, derrière Auriol et Déat, voulaient des garanties. Sur leur proposition, une délégation fut envoyée auprès de Daladier pour lui demander son engagement sur un programme qui s'inspirerait des « directions générales » des Cahiers de Huygens[(286)]. Malgré cette atténuation, Daladier refusa de donner l'assurance demandée ; la participation échouait une fois de plus sur un refus radical. Paradoxalement, c'est de ce refus qu'allait sortir la crise de la SFIO. Si Daladier avait trouvé un accueil aussi favorable dans le groupe socialiste, c'était parce qu'il jouissait d'une répu-

tation de cartelliste et que son offre apparaissait comme celle de la dernière chance pour la participation. Maintenant que l'heure en était passée, le groupe socialiste voyait se rouvrir la perspective d'un gouvernement une fois encore condamné à une disparition rapide. Craignant de fortifier l'antiparlementarisme qui se réveillait dans le pays, redoutant de prendre la responsabilité de briser la majorité de gauche, refusant d'accepter l'anéantissement de ce qui leur restait des espoirs nés de la victoire électorale de mai 1932, la majorité des députés socialistes se butèrent dans la volonté de faire durer le gouvernement Daladier, quand bien même un conflit devrait en sortir avec un parti qui ne leur semblait avoir pour eux que défiance et incompréhension.

Le 1er mars 1933, le groupe décida de voter l'article 83 du projet financier du gouvernement qui prévoyait la réduction du traitement des fonctionnaires. La minorité rompit à cette occasion l'unité de vote et l'évolution des choses amena Blum et Auriol, qui voyaient dans la décision de la majorité du groupe une concession excessive au gouvernement, à démissionner de leurs postes de président et vice-président du groupe. Un Congrès extraordinaire fut convoqué qui se tint à Avignon en avril 1933 et qui rappela les députés au respect des décisions prises par le parti, en répétant l'interdiction de toute intégration organique dans la majorité parlementaire. Ce fut en pure perte ; la SFIO se trouvait en situation de blocage, majorité du groupe contre majorité des militants, sans qu'une solution pût être trouvée rapidement, à moins d'accepter une scission qui priverait le parti de l'essentiel de sa force parlementaire. Dans ces conditions, l'exaspération ne pouvait que croître dans les deux camps. La dégradation du climat politique en France, le début de l'agitation des Ligues, enfin et surtout le complexe de choc, de colère et d'inquiétude produit par l'installation de la dictature hitlérienne et l'effondrement de la social-démocratie y ajoutaient leurs effets, accentuant la polarisation et la radica-

lisation des tendances. Si Déat n'apparaissait toujours pas comme l'un des moteurs du conflit qui opposait le groupe au parti, il avait choisi son camp ; ce n'était qu'en sauvegardant la majorité de mai 1932 que le pays pourrait être entraîné derrière le parti.

A la fin de mai, le groupe décida de voter le budget en arguant du fait que l'ensemble de la majorité de gauche avait contribué à son élaboration. Dès lors, les positions se prenaient en fonction d'une rupture qui apparaissait de plus en plus probable, sans être encore inéluctable. Appuyée sur la majorité du groupe, la droite pouvait dissuader la majorité du parti de procéder à quelques exclusions en guise d'avertissement. Renaudel mit les choses au net en déclarant que la « responsabilité de sanctions » serait une « responsabilité de scission » et il fit savoir qu'il avait obtenu une déclaration de solidarité de soixante-quinze parlementaires[(287)].

Quand s'ouvrit à Paris en juillet le Congrès ordinaire du parti, le SPD venait de disparaître après de vains efforts pour trouver un *modus vivendi* avec le régime hitlérien. L'ombre de cette fin planait sur une SFIO plongée dans sa propre crise et portée à saisir l'environnement français à travers le prisme allemand ; sous son influence allaient s'exprimer de spectaculaires désirs de rénovation. Le Congrès adressa un blâme sévère à la majorité du groupe parlementaire. Renaudel plaida une fois de plus pour la sauvegarde de la majorité de mai 1932. Une fois de plus, il déclara que le désaccord entre la minorité et la majorité ne portait pas sur les buts du socialisme, mais sur les méthodes qui permettraient de les atteindre ; en conséquence de quoi il demandait la modification de la Charte du parti de manière à autoriser la participation à un gouvernement de coalition et le vote du budget ; sur ce dernier point, il faisait référence au vote des crédits militaires, justifié selon lui par le danger hitlérien[(288)]. Comme celui d'Avignon, le Congrès de Paris aurait probablement été « un congrès pour rien[(289)] » si les discours de

Montagnon, Marquet et Déat n'avaient créé la sensation. Sans eux, la marche à la scission aurait probablement eu lieu ; après eux, elle devenait inévitable, et surtout prenait un caractère nouveau. Entre ces discours, des différences existaient : le scandale arriva par Marquet d'abord, par Montagnon ensuite, enfin par Déat. Une trame commune liait pourtant ces déclarations ; les thèmes que l'un accentuait, l'autre les glissait dans une incidente, mais tout était là du néo-socialisme.

Montagnon dressa le constat d'une crise générale, tout à la fois crise du socialisme et crise de la démocratie. La crise du socialisme, il l'attribuait à l'inadéquation de la doctrine aux réalités. Les socialistes avaient méconnu les phénomènes apparus depuis la Grande Guerre, le communisme, le fascisme, le nazisme, le rooseveltisme : autant de recherches d'un plan de passage entre l'économie libérale et une économie collective et sociale. La crise de la démocratie, il la voyait se traduire dans des tendances partout présentes et partout exploitées avec succès par le fascisme : tendance vers l'État fort, tendance vers l'organisation corporative, activation des classes moyennes, en qui étaient pour l'heure les « ferments révolutionnaires », aspirations de la jeunesse voulant « du neuf, du nouveau », enfin « abattement général » de la classe ouvrière, qui, aux promesses lointaines, préférait une espérance immédiate[(290)]. De ce diagnostic, il faisait découler la nécessité d'un programme socialiste adapté aux besoins de l'époque : régénération du parlementarisme visant à la création d'un État fort, capable de contrôler sa monnaie et ses finances, et d'imposer au capitalisme certaines directives ; mise en place d'une économie dirigée qui accomplirait la syndicalisation des industries et ferait les réformes d'ordre technique, notamment dans le domaine de l'organisation du crédit, qu'attendaient les classes moyennes ; enfin, effort d'attraction en direction de la jeunesse en acquérant « pour l'attirer ce dynamisme qui nous manque[(291)] ». Au cours de son plaidoyer, il avait eu cette phrase : « Si nous ne faisons pas cela,

d'autres le feront. » Un avertissement qui prenait tout son sens, une fois rapproché de l'accusation qu'il adressait à Hitler et à Mussolini d'avoir « volé une partie » du programme syndicaliste du vieux socialisme français ; ou de cette déclaration :

> Nous croyions qu'il n'y avait qu'une direction pour aller au socialisme ; et aujourd'hui, par les faits même, nous nous rendons compte que notre voie n'est pas la seule, qu'il peut y en avoir une autre : la voie fasciste[(292)].

Avec des formules plus sonnantes, malsonnantes, Marquet dit la même chose. Lui aussi dressait le constat d'une crise du socialisme. A Paul Faure qui venait d'exalter « la grande idée toute jeune, toute fraîche de la socialisation générale des moyens de production[(293)] », il demanda ce que cette idée pouvait avoir d'adéquat aux circonstances. Depuis un demi-siècle que le parti menait cette propagande, il piétinait : en 1914, 102 élus et 100 000 militants ; en 1932, après une guerre et des bouleversements inimaginables, 130 élus et 120 000 adhérents. Sa conclusion, c'était qu'« on ne donne pas sa vie pour conquérir trente sièges à la Chambre » ; il fallait trouver « des formules d'action susceptibles de nous conduire plus rapidement vers le but que nous voulons atteindre ». Lui aussi faisait remarquer que, contre toute attente, la crise profitait à la réaction, qu'en Allemagne, elle avait « travaillé pour Hitler ». Lui aussi attirait l'attention sur l'inquiétude qui se faisait jour dans les classes moyennes, sur l'agitation qui se développait dans les campagnes, sur la démoralisation de la bourgeoisie qui perdait le sens de sa mission historique. Et il s'interrogeait sur les moyens de prévenir le péril fasciste, de faire « se cristalliser » ces « inquiétudes » et ces « désespérances » « autour d'un parti et non autour d'un homme[(294)] ».

« La dominante, dans l'opinion publique, poursuivit-il, c'est la sensation du désordre et de l'incohérence. » C'est pourquoi le socialisme devait apparaître « comme un îlot d'ordre et un

pôle d'autorité » et faire de ces deux notions « les bases nouvelles » de son action. Le parti socialiste devait être un parti d'ordre en ayant le courage de s'associer aux radicaux pour opérer le rééquilibrage des finances publiques et sauver la législature d'une faillite comparable à celle de 1926. Il devait devenir un parti d'autorité en se montrant prêt à mener au gouvernement une action « logique, cohérente et forte ». Il devait enfin s'affirmer comme un parti national en prenant en charge la défense des intérêts de la nation. Partout les peuples se repliaient dans le cadre national ; le socialisme français ne devait pas hésiter à « organiser la vie économique dans le cadre national pour protéger les classes laborieuses ouvrière et paysanne, tout en sauvegardant les possibilités de reprise des relations internationales normales ». Ainsi, « promoteurs d'une politique qui s'inspirerait de la réalité, nous éviterions, parce que socialistes, que le nationalisme soit le fruit du régime d'économie fermée que nous avons laissé établir[(295)] ».

C'est ainsi qu'il en vint à exprimer l'idée qui arracha à Blum une exclamation d'« épouvante ». Dans la « nouvelle période historique » que vivait le monde, les idéologies du XIX^e^ siècle étaient dépassées dans la mesure où elles avaient envisagé une organisation de la planète fondée sur la liberté et la justice, et prédit l'épanouissement des nations dans une humanité pacifiée et harmonieuse. Or, « à l'heure actuelle, les nations ne sont-elles pas en train de passer sur le plan d'une réalité nationale nouvelle ? ». Chaque nation tendait à constituer « dans son cadre intérieur un pouvoir fort qui se substitue à la bourgeoisie défaillante ». Cette tendance, il la tenait pour irrésistible ; mieux, il lui trouvait des vertus de paix :

> Les gouvernements ayant ainsi résolu les problèmes intérieurs posés par la crise, leurs rencontres ultérieures dans des conférences internationales aboutiraient alors, non à des vœux platoniques, mais à des possibilités d'organisation rationnelle du monde. S'il en était ainsi, les démocraties qui voudraient se sauver devraient s'adapter à ce mouvement des choses et des esprits[(296)].

A ces discours tenus le 15 juillet, Déat ajouta le sien deux jours plus tard. Il était conscient de l'impression négative créée par les formules de Marquet ; Blum s'était demandé s'il ne s'agissait pas du programme d'un « parti social-national de dictature » et avait rappelé que « la propagande socialiste n'est pas une propagande d'autorité, qu'elle n'est même pas une propagande d'ordre au sens où vous l'entendez, mais qu'elle est une propagande de liberté et une propagande de justice [*vifs applaudissements*][(297)] ». Tout en approuvant sur le fond ce qu'avait dit Marquet, Déat tint à apporter précisions et rectifications, ce qu'on ne peut attribuer à un seul souci tactique : les mots d'ordre et d'autorité n'étaient jamais apparus dans son vocabulaire, alors que Marquet les utilisait depuis plusieurs mois. Il insista, en revanche, sur la nécessité de définir le fascisme pour mieux le combattre. Sous l'effet de la crise économique, les classes moyennes menacées de prolétarisation entraient en révolte devant l'impuissance de l'État à remédier à leur situation, tournaient leurs attaques à la fois contre le socialisme et le capitalisme, et se réclamaient de la restauration de l'État et de la sauvegarde de la nation. C'était une erreur de croire que le fascisme n'était « pas autre chose qu'une espèce d'entreprise de mercenaires au service des intérêts du grand capitalisme qui veut se défendre et se maintenir » ; s'il n'avait été que cela, « ni en Italie ni en Allemagne, il n'aurait développé dans le peuple en désarroi le dynamisme, le mouvement d'idéal que nous sommes bien obligés de reconnaître qu'il a suscités ».

C'est pourquoi le socialisme se trouvait « en présence d'un adversaire nouveau et inattendu ». Au lieu de « la grande bataille rangée, linéaire, internationale » entre le prolétariat et le capitalisme, il était confronté à un adversaire qui tirait parti de la crise du capitalisme et organisait une économie dirigée dans un cadre fermé. Voilà ce qui donnait le

sentiment que quelque chose dans le socialisme a été faussé, que quelque chose de son esprit, de son programme lui a été volé par l'adversaire lui-même. Et ce désarroi nous explique le ralliement d'une partie de nos troupes au camp adverse[298].

A Blum qui offrait pour toute perspective la continuation au Parlement du soutien conditionnel, avant de gagner un jour l'opposition, il déclarait son refus de l'attentisme résigné et affirmait sa volonté d'action et de transformation immédiates. A la gauche du parti qui voyait l'issue dans le passage immédiat à l'opposition, dans le rapprochement avec le communisme et la reconstitution de l'unité ouvrière, il rappelait la structure sociale de la France où la classe ouvrière était minoritaire et attirait l'attention sur l'effet désastreux que produiraient l'affirmation d'un programme de classe et le refus de la défense nationale. Le socialisme se couperait des classes moyennes, de la démocratie et de la nation, alors qu'il était plus nécessaire que jamais de rallier les classes moyennes aux côtés du prolétariat, de garder le lien avec la démocratie par le combat parlementaire, de défendre les intérêts de la nation. Le repli national était une réalité et, pour sa part, il n'y voyait que des avantages puisqu'il ferait sortir de l'économie libérale et permettrait de substituer « à l'idée de prix de revient et de vente la notion du juste niveau de vie ». Pour l'immédiat, il proposait au parti de faire barrage au Parlement contre le retour de la droite au pouvoir et en même temps d'offrir un programme « aux masses désorientées de ce pays, qui attendent des mots d'ordre, et qu'un parti, que ce parti qui est le nôtre, les conduise à la bataille et à la victoire[299] ». L'appel vibrant à l'action par lequel il conclut son discours recueillit l'ovation de la salle. Mais ce ne fut qu'un feu de paille qui avait pris à cause de l'irritation ressentie par la gauche envers la politique de Blum ; il ne pouvait suffire à rapprocher, encore moins à fondre des points de vue foncièrement divergents.

Les déclarations des néos (le mot se répandit alors) trouvèrent un large écho dans la presse française et étrangère. Les journaux nazis et fascistes, Mussolini lui-même voulurent voir dans l'événement le signe de l'influence qu'exerçaient leurs idées jusque sur leurs adversaires[300]. En France, on parla dans la plus grande confusion polémique de « fascisme » et de « fascisme de gauche[301] ». Des commentateurs de la droite nationaliste apprécièrent plus sobrement les limites de ce fascisme. Kerillis souligna le fait que les nazis et les fascistes n'étaient « pas seulement des socialistes-nationaux », mais aussi et surtout des « socialistes-nationalistes qui rêvent pour leur pays de gloire, d'expansion, de conquêtes » ; on était loin du compte avec les néos, qui au surplus se maintenaient « dans l'ornière du Cartel, de la maçonnerie et de toutes les forces antifrançaises[302] ».

C'est à l'intérieur du parti que les suites furent les plus visibles. Blum entreprit une campagne de dénonciation des conceptions néos afin d'isoler leurs auteurs et de préparer une scission inévitable. Il lui était aisé de faire la démonstration de la rupture avec la doctrine traditionnelle du socialisme. D'un côté, le socialisme de classe, de l'autre, le socialisme « représentant de masses confuses et hétérogènes » ; d'un côté, le socialisme poursuivant la destruction du capitalisme comme régime de propriété et comme système d'oppression, de l'autre, l'anticapitalisme se bornant à combattre les excès du capitalisme ; ici, la démocratie sociale couronnant la démocratie politique, là, l'État fort ; ici enfin, le socialisme international, là, le socialisme dans le cadre national. Il n'accusait pas les néos de fascisme ; il les accusait de subir la « contagion du fascisme » en voulant le combattre « avec ses propres armes, en lui empruntant son terrain de combat, en lui dérobant une partie de son idéologie, de sa sentimentalité, en essayant de capter une partie de sa clientèle ». Il ne manqua pas de relever l'incompatibilité virtuelle qui existait entre l'exaltation de la volonté, de l'action, de la jeunesse, et l'appel au maintien de la majorité au Parle-

ment ; tôt ou tard, les néos seraient « tenus de résoudre cette contradiction assez étrange entre des critiques ou des thèses novatrices jusqu'à la destruction et des offres précises d'action banales jusqu'à la routine[303] ».

Si les discours néos du Congrès de Paris répétaient des conceptions anciennes, celles-ci avaient pris un caractère tranché et s'étaient chargées d'accents ambigus. L'impasse dans laquelle se trouvait la droite socialiste y était pour beaucoup ; elle voyait se réaliser la faillite de la législature, n'avait pour horizon que le maintien d'une majorité parlementaire sans volonté et sans avenir, demeurait enfin minoritaire dans le parti. Chez ses éléments les plus remuants, ces frustrations furent aiguisées par le spectacle des événements d'Allemagne survenant en pleine dégradation de la situation politique française. L'effondrement de la social-démocratie leur parut être celui du socialisme dogmatique et attentiste contre lequel ils se débattaient et ils s'en trouvèrent encouragés à affirmer des positions de mouvement et de rénovation. D'autant plus qu'ils rencontraient dans le vainqueur du SPD un adversaire dont le succès, au beau milieu de leur infortune, les frappait, dont la nature les troublait et les fascinait par plusieurs aspects. L'idée de la course de vitesse avec le fascisme tirait en effet son ambiguïté d'être accompagnée de celle d'un fascisme rival et usurpateur du socialisme. Une proximité était implicitement reconnue à travers l'idée que le socialisme devait être l'« antidote préventif » du fascisme[304] et dans l'exhortation faite à satisfaire certaines des aspirations que ce dernier exploitait en reprenant dans une certaine mesure son discours d'ordre et de nouveauté. Les néos étaient frappés par le fascisme dans toute la mesure où il était un mouvement de masse, un mouvement populaire, un mouvement dynamique qui avait réussi à conquérir le pouvoir et à l'établir en face de partis ouvriers puissants, enfin un mouvement anticapitaliste qui allait au-delà du libéralisme et cherchait à organiser l'économie. Comme ils proposaient une

conception du socialisme qui présentait des traits semblables, ils pouvaient avoir en effet le sentiment qu'une partie de leur programme leur avait été volée par l'adversaire.

L'idée du fascisme usurpateur ne pouvait toucher que des hommes prônant un socialisme populaire et national, syndicaliste et autoritaire (ici dans le sens d'un renforcement de l'État), attachés en outre à des valeurs de dynamisme et d'activisme collectifs. Leurs références aux mouvements de l'opinion publique dans le pays, l'idée d'une utilisation polarisante de notions comme l'ordre et l'autorité, la fascination pour la jeunesse et l'activisme, tout cela témoignait d'une sensibilité aiguë, attestée de longue date, à certaines valeurs irrationnelles. Dans un ouvrage de 1929, Montagnon avait manifesté son insatisfaction devant un socialisme qui ne s'adressait qu'au producteur et ne parlait pas assez à l'homme ; il aurait voulu qu'il fût une « philosophie générale », « une religion nouvelle qui ne prêcherait pas la résignation[(305)] ». Dans son discours devant le Congrès de Paris, Déat avait utilisé de façon réitérée l'expression de « masses en désarroi », évoqué le socialisme porté au pouvoir « par la volonté exaltée de ces masses en désarroi » et exerçant une dictature impitoyable contre les résistances, dictature qui se confondrait avec la démocratie puisque les socialistes auraient eu la « permission » de la majorité[(306)]. S'il y avait là la référence jacobine qu'il affectionnait, la vision d'un socialisme amené au pouvoir par un mouvement majoritaire irrésistible du pays, dans une atmosphère de déchaînement émotionnel, prolongeait une tendance profonde qui s'était exprimée dans le temps de guerre et qui, dans les circonstances, portait les marques de l'ébranlement provoqué par le succès du nazisme.

Parmi les néos, ce fut Max Bonnafous, comme Déat ancien normalien et sociologue durkheimien, qui montra de cet ébranlement les signes les plus visibles. Critiquant Blum qui avait parlé de mode à propos des aspirations de rénovation qui

s'exprimaient à travers l'Europe, il écrivit que ce n'était pas l'effet d'un « entraînement superficiel et éphémère » que

> ces élans collectifs si puissants qu'ils renversent, sous nos yeux, des empires et changent, pour longtemps peut-être, le visage de l'Europe et du monde. Peut-on appeler mode, sans dérision, cette recherche et cette attente angoissée non seulement de formes politiques et économiques nouvelles, mais en même temps et indissolublement de nouvelles formules de vie, de nouveaux systèmes de valeur[(307)] ?

Appelant les socialistes à chercher la formule qui conviendrait à la France, à participer au grand mouvement de l'époque, il avait au point de départ la certitude que « l'idéologie de la liberté » n'était « plus d'aucun secours dans les circonstances présentes », que l'ordre devait constituer la base du monde nouveau et que la liberté ne se concevait plus qu'appuyée sur lui. La nécessité de l'ordre non seulement était fondée en raison, mais elle correspondait aux « désirs les plus profonds » de l'homme moderne en proie à un insoutenable désarroi[(308)]. Cet homme-là voulait « servir », et Bonnafous se réclamait de son expérience de guerre, en des termes auxquels auraient pu souscrire Déat comme De Man, pour affirmer que certains y avaient éprouvé du plaisir :

> Ce plaisir était fait d'éléments très divers : joie de la vie dangereuse, goût du risque, assurance du courage physique, énorme « divertissement » aussi que la guerre apportait à bien des hommes. J'ai cru y deviner en outre cette satisfaction pour l'homme de vivre dans cette société schématique qu'était l'armée, où les rapports sociaux étaient clairement définis, où l'individu trouvait à certaines heures, dans sa détresse, une grande sécurité à se sentir encadré, où il était si aisé de « servir », où, en définitive, l'acceptation du système faisait retrouver les chemins de la liberté intérieure. Je crois bien qu'aujourd'hui les hommes éprouvent un besoin de ce genre. Ils veulent servir, à l'abri d'un ordre clair et fort. Si les démocrates, si les socialistes n'y prennent pas garde ce besoin sera satisfait de la façon la plus grossière et la plus brutale. Qu'ils nous aident à éviter ce désastre[(309)] !

En se retournant avec nostalgie vers la vie du front, en l'élevant en idéal d'une nouvelle société, en affirmant, dans une formulation toute durkheimienne, que les hommes avaient à nouveau « besoin de la conscience collective » et qu'ils la voulaient « puissante[310] », il donnait voix à l'une des sensibilités majeures qu'avait fait naître la Grande Guerre. La référence à l'expérience de guerre était ambivalente chez lui, reflétant une mentalité collective spécifiquement française et une culture politique socialiste, dans la mesure où les dimensions de combat et de mort n'y tenaient pas de place. Elle n'en restait pas moins expressive du courant européen d'aspiration à l'ordre, de démission de l'individu lassé de sa liberté et désireux de se confier à la protection d'un État tutélaire qui confluait et s'exprimait hystériquement dans le fascisme. Comme ses camarades néos, Bonnafous attendait du socialisme qu'il cherchât à satisfaire cette aspiration totalisante et sécurisante qu'il prêtait à ses contemporains, qu'il éprouvait lui-même ; faute de cela, des « aventuriers » y pourvoiraient[311]. Avec plus de force et d'intensité, le discours néo courait ainsi parallèlement à celui de Bergery ; dans l'un et l'autre cas, il s'agissait de relever le défi du fascisme en lui opposant un mouvement qui proposerait une réponse différente à des besoins identiques. Mais dans quelle mesure cette réponse pouvait-elle être différente s'il s'agissait de couper l'herbe sous les pieds du fascisme ? Et jusqu'où irait-on dans cette entreprise de concurrence ? L'adversaire devenant le modèle sur lequel ces hommes tendaient à prendre les mesures et les méthodes de la réplique et valant insidieusement comme le standard du succès à atteindre, en cas d'échec ses valeurs et ses buts ne s'insinueraient-ils pas dans les leurs propres ?

Les néos furent outragés par la campagne de Blum et protestèrent contre l'apparentement de leur conception du socialisme avec le fascisme. Marquet adressa à Blum une lettre indignée qui ne servit qu'à aggraver son cas, puisqu'elle contenait des ex-

pressions où perçait l'antisémitisme[312]. Déat fit valoir avec plus de bonheur que la prise en charge de l'intérêt national n'équivalait pas au nationalisme et qu'elle n'y menait pas nécessairement, qu'il se plaçait entièrement dans la tradition universaliste de la Révolution française et que, pour tout l'accent mis sur l'action et la foi, il ne faisait pas le « plongeon dans l'irrationnel et la brutalité[313] ». Dans le même temps, sachant que l'heure de la scission allait sonner, les néos propageaient leurs conceptions. Des dispositions furent prises qui aboutirent en octobre à la parution d'un quotidien au titre évocateur, *l'Appel*. Marquet, Montagnon et Marion s'employèrent avec un zèle particulier à jeter les bases du nouveau mouvement et à lui chercher des appuis. Ainsi naquirent en été 1933 les réunions du café de l'Acacia auxquelles participèrent de jeunes radicaux comme André Sauger et Jean Luchaire, et le socialiste dissident Eugène Frot qui avait quitté la SFIO à la fin de l'année précédente. Il en sortit un manifeste qui incorporait l'essentiel des positions du néo-socialisme (faillite des vieux dogmes, nécessité d'une « 2e Révolution française » réalisant grâce à un État fort l'organisation de l'économie en régime fermé, avec repli sur l'ensemble métropole-colonies, mystique de libération des vieux partis et des « féodalités ») et dont beaucoup de traits, grâce à Marion, allaient se retrouver dans le Plan du 9 juillet[314]. Montagnon diffusait de son côté l'idée d'un « plan économique triennal contre la crise » axé sur la reconquête du marché intérieur grâce à une protection douanière renforcée et sur une relance du pouvoir d'achat par une politique de grands travaux ; ce plan prévoyait en outre la réforme de l'État, la syndicalisation des industries et la direction du crédit[315].

Une réunion tenue à Angoulême le 27 août et au cours de laquelle Marquet et Montagnon exprimèrent avec éclat leurs conceptions incita la direction du parti à inscrire à l'ordre du jour du Conseil national prévu pour novembre la question des sanctions à prendre. L'événement décisif se produisit toutefois

à la Chambre le 24 octobre lorsque vingt-huit députés groupés derrière Renaudel rompirent l'unité de vote pour donner leurs bulletins au gouvernement Daladier (sans réussir à empêcher sa chute) ; il apparut alors que la droite était devenue minoritaire dans le groupe socialiste. Le 5 novembre, le Conseil national décida que les sept députés qui à la fois avaient été présents à Angoulême, ou s'étaient solidarisés avec les participants à cette réunion, et avaient voté pour le gouvernement s'étaient mis hors du parti[(316)]. Déat était resté jusqu'à la fin quelque peu en retrait. Il n'avait pas été présent à la réunion d'Angoulême, mais il s'était solidarisé avec ses amis. Les sanctions que voulait prendre la majorité du parti visaient en premier lieu Marquet, et Déat en était conscient qui déclara au début d'octobre qu'il serait solidaire du député-maire de Bordeaux. En septembre encore, il avait manifesté des réticences à accepter la scission, préférant espérer en un illusoire retournement de majorité dans le parti[(317)]. En définitive, il n'était pas question pour lui de se soustraire à une scission qu'il avait contribué à faire advenir. L'ambition qu'il avait eue de prendre la tête du parti et de faire triompher ses conceptions était ruinée, tandis qu'il s'était enfoncé dans la conviction que seul un socialisme rénové pourrait l'emporter sur un fascisme qui lui paraissait devenir une force menaçante en France même. Ainsi se terminait une confrontation où la conjoncture avait joué un rôle crucial. Dans le phénomène néo, qui n'avait pas été à l'origine de la crise socialiste, mais qui avait surgi en son milieu comme l'expression de la défaite de la droite, la victoire nazie avait en effet exercé une influence essentielle : en mobilisant les éléments prédisposants qui existaient chez certains socialistes de droite, elle les fit entrer dans son champ magnétique. Déat déclara en novembre 1933 que, sans l'effondrement de la social-démocratie, il n'y aurait pas eu de crise socialiste en France ; ce que Marion exprima de façon suggestive et sommaire par la formule suivante :

en 1920, scission du mouvement socialiste par l'effet Lénine, en 1933 scission par l'effet Hitler[318].

Les grandes espérances du néo-socialisme

A la suite de la décision du Conseil national, vingt-sept députés et sept sénateurs rompirent avec la SFIO[319]. Les appuis parlementaires de la droite s'étaient singulièrement réduits depuis le printemps : les uns avaient mis l'unité du parti au-dessus de tout, les autres avaient été alarmés par les conceptions des néos, d'autres enfin avaient jugé leurs positions politiques trop fragiles pour risquer la rupture (c'était le cas de Paul Rives dans l'Allier). Il resta dans la SFIO un groupe d'attentistes d'une cinquantaine de membres qui fit appel, comme Renaudel de son côté, à la médiation de l'IOS pour tenter de restaurer l'unité socialiste. Les dissidents entraînèrent avec eux la majorité de quelques fédérations, pour la plupart situées dans le Midi, la plus importante étant celle de la Gironde derrière Marquet (6 députés et environ 6 000 adhérents), puis celles du Var (la fédération de Renaudel), du Tarn et de l'Hérault[320]. En tout, bien qu'il soit difficile de la chiffrer avec précision, la crise dut coûter à la SFIO au moins une vingtaine de milliers d'adhérents.

Dès le départ, le groupe des dissidents était sans cohésion. Leurs motifs de rupture les séparaient en deux camps : les uns, réformistes et cartellistes invétérés, étaient partis en raison de la politique de splendide isolement de la SFIO et de son glissement à gauche ; les autres, les néos, en raison de son refus d'innover. Le parti qu'ils créèrent, le parti socialiste de France-Union Jean-Jaurès, (PSdF), allait vivre sous le signe de la difficile coexistence de ces deux courants. Déat, qui devint le secrétaire général de la nouvelle organisation, se rangeait parmi les néos, mais il mit tous ses efforts à trouver la voie moyenne permettant au parti de préserver sa fragile unité. Les oscillations parfois frappantes qu'il montra dans ses prises de position et leur caractère souvent contradictoire s'expliquent largement

par cette raison ; mais plus profondément, son attitude ne faisait qu'exprimer l'ambivalence du néo-socialisme.

Le Manifeste qui annonça l'apparition du nouveau parti offrait le mélange de « vieux » et de « neuf » qui allait devenir la caractéristique de toutes les déclarations du PSdF. Il s'ouvrait par l'affirmation d'une crise générale : faillite du libéralisme dans le domaine économique ; « faillite des partis politiques caducs, prisonniers d'oligarchies financières ou de comités bavards » et vieillissement de l'appareil gouvernemental ; faillite, enfin, des idéologies du XIX^e siècle. Un redressement s'imposait pour sauver le pays de la catastrophe économique, du fascisme et de la guerre. Restauration de l'État et rajeunissement de ses rouages, organisation d'une économie dirigée, instauration d'une démocratie nationale par la réalisation d'une grande communauté métropole-colonies et le contrôle des échanges extérieurs, enfin et surtout, « réconciliation de la nation avec elle-même » : en face du communisme, du fascisme, de l'hitlérisme, la France devait trouver « les formules de cette réconciliation » et grâce à cette « nouvelle Révolution française » reprendre dans le monde son rôle de guide et d'exemple[(321)].

L'organisation du parti incorporait le même mélange de tradition et de nouveauté. Elle reproduisait la structure pyramidale de la SFIO, avec quelques modifications dans le sens des réformes que la droite avait réclamées au sein du parti socialiste : était en particulier introduite la consultation des militants par voie de référendum. Mais elle présentait également deux innovations, les équipes d'action et les équipes techniques. Les premières devaient assurer l'ordre dans les réunions et distribuer tracts et affiches. Les secondes, constituées pour chaque catégorie socioprofessionnelle, devaient élaborer des cahiers de revendications et préparer la réorganisation économique du pays sur des lignes professionnelles[(322)]. Ces innovations sont d'autant plus notables qu'elles prenaient pour modèles les par-

tis fascistes, comme le reconnaissait ouvertement Déat, que la rupture avait lancé dans la quête de nouvelles conceptions :

> Il faut une nouvelle idée du parti [écrivit-il en janvier 1934] comme il faut une conception nouvelle de l'État et de l'ordre social. Et je veux retenir, au risque d'attirer des accusations renouvelées de fascisme, l'une des leçons qui découlent de l'expérience italienne et surtout allemande. Le parti hitlérien a été conçu à la fois comme une sorte d'armée, capable de s'imposer par la force et comme la préformation d'un État nouveau.

Il poursuivait en rapportant implicitement les équipes d'action et les équipes techniques à ces deux fonctions illustrées par le parti nazi :

> L'opinion ne sera conquise que si on lui apporte, avec un plan précis d'action, la certitude que l'on représente une force capable de se faire respecter et que l'on possède les hommes susceptibles d'appliquer au gouvernement des mesures d'avance étudiées et proposées.

Aux équipes d'action, on pourrait éventuellement faire appel, « à des moments sans doute difficiles, pour suppléer à certaines carences prévisibles des forces régulières de l'État ». Quant aux équipes techniques, leur rôle serait de « sélectionner, dans cette période préparatoire, les chefs responsables et les techniciens qualifiés qui seront placés aux postes de commande ». Il était conforme à l'esprit de ces propos, et à leur source d'inspiration, de vouloir que le PSdF fût un mouvement plus qu'un parti, un mouvement de masse plutôt qu'un parti de cadres. L'idée d'un socialisme « antidote préventif du fascisme » déroulait ainsi sa logique : par souci d'efficacité et par espoir de succès, et dans le droit fil de l'idée de la course de vitesse avec le fascisme, les formes d'organisation de l'ennemi dictaient les siennes propres. Chemin faisant, les conceptions elles-mêmes se rapprochaient : le Parti serait l'État[(323)].

La tactique du parti balançait enfin elle aussi le neuf et le vieux : d'une part, action parlementaire visant à reconstituer et à maintenir la majorité de gauche ; d'autre part, appel au pays pour faire naître un mouvement d'opinion irrésistible. Les cartellistes penchaient vers la première ligne d'action, les néos vers la seconde ; Déat affirmait la nécessité de les mener toutes deux à bien, mais il inclinait vers les néos en voyant le « but premier » dans le déclenchement d'un courant d'opinion assez fort pour réagir sur le milieu parlementaire et ouvrir la voie à une occupation durable du pouvoir. Son ambition ne manquait pas de souffle : la date du 1er Congrès du parti devait marquer selon lui « le point de départ d'une véritable rénovation de la politique française » et il espérait voir le mouvement « se développer rapidement et prendre une ampleur que n'ont pas connue depuis l'après-guerre les partis français » ; il donna peu après l'ordre de grandeur de « centaines de milliers d'hommes organisés[(324)] ».

A la Chambre, le nouveau parti soutint fidèlement les gouvernements radicaux en place. Après l'éclatement de l'affaire Stavisky, Déat exprima son refus de voir une « défaillance des institutions » dans ce qui était la conséquence d'une « carence des personnes ». Recommandant l'adoption de mesures énergiques contre les responsables, il déclarait :

> Il faut que nous vivions une ère de propreté où les honnêtes gens auront enfin la parole, où le pays aura enfin recommencé de croire en lui-même, de croire dans son régime et dans les hommes qu'il a librement choisis comme représentants.

Il marquait alors à l'adresse de certains de ses amis son refus de contribuer à la propagation de l'antiparlementarisme : l'extrême droite en aurait tiré tout le profit. « Même si, verbalement, des formules paraissent rendre le même son, écrivait-il le 4 février, la révolution sera de gauche ou sera de droite. » Si

tout le monde s'accordait sur la nécessité d'un ordre, il ne voulait en aucun cas du nationalisme, de l'antimarxisme, de la xénophobie, du militarisme :

> Les vieilles normes de démocratie, de liberté, de rationalisme, le précieux souci du vrai, de l'universel, la volonté solide de paix restent essentiels en ces jours troublés. Qu'on ne cherche pas ailleurs nos raisons de continuer notre amitié aux « gauches », de maintenir autant que possible leur accord et leur cohésion[(325)].

La contradiction signalée par Blum en été 1933 demeurait irrésolue et répandait un air d'inconséquence et d'irréalité sur le nouveau parti, en tout cas sur les conceptions de Déat. Comment accréditer dans le pays l'image d'un mouvement de rénovation tout en s'intégrant à la majorité gouvernementale et en volant au secours du régime ?

L'émeute du 6 février permit dans une certaine mesure de desserrer les pinces de cette contradiction. La formation du gouvernement Doumergue enregistrait l'éclatement de la majorité de mai 1932 ; le PSdF qui était né de la volonté de sauvegarder la majorité de gauche se trouvait dans la nécessité de définir à neuf sa tactique. L'opposition n'était guère envisageable : les dissidents s'y seraient retrouvés dans la compagnie de la SFIO. Quant à rallier la nouvelle majorité, les cartellistes en repoussaient catégoriquement l'idée ; de leur côté, les néos ne renonçaient pas à apparaître comme une formation neuve. Le PSF choisit de tenir le gouvernement d'Union nationale pour un « gouvernement de trêve » dont l'action positive serait soutenue ; le répit serait mis à profit pour opérer le rassemblement dans le pays. Mais cette ligne neutre de soutien conditionnel, qui devait rester celle du parti jusqu'en été 1935, ne parvint pas à faire l'accord ; lors de la présentation du gouvernement devant la Chambre, tandis que la majorité du groupe parlemen-

taire s'abstenait, sept députés votaient pour le gouvernement, et trois contre[326].

L'écartèlement du parti était pour une bonne part redevable au comportement cavalier de Marquet qui avait accepté, sans consulter ses collègues, de prendre le portefeuille des Travaux publics dans le nouveau gouvernement. Entre les cartellistes et les amis de Marquet, Déat, qui était lui-même opposé à cette participation, trouva la formule de transaction : Marquet appartiendrait au gouvernement « à titre personnel[327] ». Durant les mois suivants, son cas revint périodiquement sur le tapis ; à chaque fois, Déat dut déployer des « prodiges de dialectique » pour éviter la rupture. Marquet considérait que le parti devait s'intégrer sans détour dans l'Union nationale, rompre une fois pour toutes avec la SFIO, davantage, apparaître comme un « bastion antiblumiste, antimarxiste[328] ». Les cartellistes ne l'entendaient pas ainsi ; malgré la rancœur et l'inimitié qu'ils conservaient envers les socialistes orthodoxes, ils refusaient de les tenir pour des adversaires. Leur défiance à l'égard de Marquet trouvait de toute façon un aliment facile ; comme le caractérisa Déat dans ses *Mémoires*, c'était un homme au « tempérament cascadeur », un ami des « formules tranchées et agressives[329] ». Lors du 2e Congrès du parti en mai 1934, la fédération de la Gironde fit parader une équipe d'action dont les membres portaient des chemises grises, provoquant la colère scandalisée de Renaudel ; le responsable, l'un des lieutenants de Marquet, n'arrangea rien en parlant de lutte contre la « démocrassouille[330] ». Le cas Marquet se résolut en automne lorsque l'intéressé, qui allait être mis en demeure de choisir entre son poste ministériel et le parti, décida de quitter le parti, entraînant avec Max Bonnafous la majorité de la fédération de la Gironde[331].

Comme Bergery, Déat reçut du 6 février une impression profonde. Lui aussi fut frappé par le caractère désorienté de

l'émeute. Un « grand nombre de braves gens » y avaient été entraînés sous l'effet d'une colère diffuse ; il s'agissait à présent de les éclairer sur les causes de leur colère, de capter « au profit de la révolution socialiste et démocratique des courants contradictoires et tumultueux qui n'ont pas encore trouvé leur direction ». Pour cela, il fallait « rompre avec toutes les impuissances du passé », « ne pas s'hypnotiser sur un Parlement momentanément vidé de tout contenu positif », « considérer comme morts et enterrés sous les débris de l'émeute les vieux partis et brandir devant la foule un drapeau neuf ». Ainsi pourrait-on ramener « des hommes qui s'enrôlent aujourd'hui sous des bannières de droite, et qui d'instinct sont nôtres[(332)] ». Frappé par la fermentation des esprits qui avait explosé dans l'émeute, sollicité par le potentiel de force et de mouvement qu'il y voyait, Déat se précipitait pour le recueillir. Dans les mois suivants, ses textes furent parsemés d'un vocabulaire sommaire, à la tonalité vibrante, où revenaient « partis historiquement condamnés », « vieux politiciens raccrochés au pouvoir », « idéologies périmées[(333)] ».

Il était dès lors passé à une position de rassemblement national ; à la fois en raison de la nouvelle situation parlementaire et des leçons qu'il tirait du 6 février, il se donnait pour tâche de rassembler le pays par-dessus la barrière de la droite et de la gauche. Le péril majeur étant à ses yeux la division du pays en deux blocs antagonistes, il en vint à formuler l'idée d'une révolution nationale par le centre, « révolution préventive et dirigée », parant à la fois au danger du fascisme et à celui de la dictature du prolétariat. Entre les deux ailes du parti qui tiraient en sens contraire, il cherchait à tenir le juste milieu, refusant de faire de son parti aussi bien « l'aile modérée d'un front de gauche, hypothéqué et animé par les communistes » que « l'aile marchante » d'un rassemblement national « antimarxiste »[(334)]. De ce moment, il commença à se livrer à d'incessantes tentatives de regroupement dans l'espoir de trouver l'aide décisive

qui lancerait le mouvement et frayerait la route vers le pouvoir. Il ne négligea pas les efforts d'orientation cartelliste, tel le rassemblement de deux cent quatorze parlementaires de l'ancienne majorité de gauche qu'il entreprit de lier sur la base d'un programme d'action ; telle la Ligue d'action civique, lancée en décembre 1934, qui fut une nouvelle Ligue de la République, au grand dégoût de Marion et contrairement aux souhaits de Déat qui aurait voulu qu'elle fût une ligue républicaine et anticapitaliste ouverte sans exclusive à toutes les bonnes volontés[335]. Mais son grand projet fut d'atteler les organisations d'Anciens Combattants (AC) et la CGT au char de son mouvement. Le 6 février avait poussé ces forces extraparlementaires à prendre position ; comme leurs recommandations avaient un air de famille avec les grands thèmes du PSdF puisqu'elles s'ordonnaient également autour de la rénovation de l'État et de l'organisation de l'économie, Déat chercha à rapprocher ces forces et à les faire servir à son entreprise.

Ainsi se mit-il à mener campagne sur la date du 8 juillet en la présentant comme le jour du grand changement. Les Anciens Combattants avaient délégué au gouvernement l'un de leurs dirigeants, Rivollet ; mécontents de la politique financière du gouvernement, ils devaient décider le 8 juillet du maintien ou du départ de leur représentant. Dans la seconde hypothèse, le gouvernement tomberait probablement, ce qui, du point de vue de Déat, supprimerait l'épineux cas Marquet et surtout ouvrirait la voie à une équipe de relève, présidée dans son idée par Paul-Boncour et composée des forces neuves, les AC, la CGT et, bien entendu, le PSdF, toutes forces liées par un programme commun. Déat fut toujours un homme de grandes espérances et un piètre politicien ; l'affaire du 8 juillet montre bien ses grandes capacités d'optimisme mal placé. Le 8 juillet, les AC décidèrent à une infime majorité de maintenir Rivollet au gouvernement ; même s'ils avaient choisi de l'en faire sortir, il était bien clair que rien n'était réalisé des espoirs de Déat : ni les AC

ni la CGT n'entendaient se laisser annexer par lui et il était présomptueux de conclure d'une certaine convergence des programmes à la rencontre des volontés[(336)].

Il est vrai qu'il n'était pas seul à poursuivre le regroupement des forces. La dislocation de la majorité de 1932 et la secousse du 6 février avaient établi, dans certains secteurs de la gauche déçus par l'échec de la majorité de 1932 et sensibles au discrédit qui touchait le régime, un climat propice à la recherche de nouvelles formules et de nouvelles constellations. Les plans de rénovation se multipliaient, qui incluaient tous le renforcement de l'exécutif et l'organisation de l'économie, avec notamment une représentation des intérêts professionnels. En même temps foisonnaient les tentatives de rassemblement : ainsi chez les jeunes radicaux, Jacques Kayser, qui dressait le constat de « l'échec des vieux partis », tenait pour acquise l'orientation antiparlementaire et anticapitaliste des masses et appelait à faire sur ces bases un « vaste rassemblement » ; ainsi Luchaire et ses amis de *Notre Temps* qui soutenaient les néos depuis l'été précédent et leur avaient ouvert les colonnes de leur journal ; ainsi Émile Roche et Pierre Dominique qui appelaient dans *la République* à constituer un tiers-parti ; ainsi encore, les chrétiens de gauche de la Jeune République, et de même enfin Paul-Boncour, qui avait quitté la SFIO en 1931 et était un partisan convaincu de l'organisation professionnelle[(337)]. Avec des conceptions propres, tous lorgnaient vers les AC et la CGT, tous s'invitaient mutuellement à prendre place dans un mouvement frayant sa voie entre marxisme et conservatisme. Mais ce n'étaient que de grands projets pour de petites forces, entre lesquelles les mots ne pouvaient suffire à jeter une passerelle.

L'aile néo n'était pas en reste pour ce qui était des rassemblements, mais elle allait bien plus loin vers la droite ; en lui donnant sa caution, Déat s'attira les foudres de l'aile cartelliste. Paul Marion, Louis Vallon et Georges Roditi, qui dirigeait la revue *l'Homme nouveau*, en quelque sorte le laboratoire idéologique

des néos, furent de l'équipe du 9 juillet, aux côtés de membres des Jeunesses patriotes (JP) et des Volontaires nationaux (VN). Sans s'engager lui-même dans une entreprise qui répondait parfaitement à ses souhaits, Déat lui apporta publiquement ses encouragements[(338)]. Dans l'automne de 1934, il participa en compagnie de Marion et de Montagnon à des réunions publiques moins tolérables encore pour les cartellistes. Dans le débat qui avait alors lieu sur l'opportunité d'une réforme constitutionnelle, le PSdF avait pris position en faveur de la convocation d'une Constituante ; c'est sur ce thème que Marion et Montagnon prirent la parole dans des manifestations publiques auxquelles participèrent des représentants de la Jeune République (Guy Menant) et du parti démocrate populaire (Cornilleau), le député-maire de Courbevoie Grisoni, Jean Hennessy, fondateur-dirigeant du parti social national et des hommes de droite comme Georges Scapini et Jacques Bardoux ; Déat lui-même prit part à l'une de ces réunions[(339)].

L'orientation qu'il avait adoptée après le 6 février lui avait valu de sévères critiques de la part des cartellistes. Ramadier avait condamné « l'anathème jeté à grand fracas sur les vieux partis, sur l'impuissance des méthodes et des traditions du régime, sur un parlementarisme usé ».

> La variété des principes politiques [avait-il ajouté] est nécessairement limitée ; une recherche excessive de la nouveauté nous rapproche en définitive des idées et des principes contraires à ceux que nous voulions défendre en les rénovant[(340)].

Les réunions de l'automne provoquèrent une seconde vague de critiques. Renaudel martela qu'il n'acceptait pas l'effacement de la barrière entre la gauche et la droite. Louis Perceau, qui était un anticlérical intransigeant, s'en prit directement à Déat, lui reprochant, outre ses fréquentations avec la réaction, la méthode de « déclarations équivoques » qu'il pratiquait depuis le

début de l'année[341]. Peut-être sous l'effet de l'avertissement, plus certainement en raison du changement de conjoncture, ce dernier allait mettre fin, au tournant de 1935, à ses fréquentations douteuses, modérer son langage jusqu'à en bannir les formules « équivoques » et prendre une voie plus agréable aux cartellistes.

La paix par la rénovation

La politique extérieure divisa beaucoup moins le nouveau parti que la politique intérieure ; mais des orientations différentes séparaient ici encore néos et cartellistes. Si tous affirmaient la nécessité pour la France de disposer d'un appareil militaire en mesure de faire face à la menace qui se profilait, les cartellistes se montraient plus méfiants envers l'Allemagne hitlérienne et plus hostiles à un rapprochement avec elle que les néos. Dès ses premières déclarations, le PSdF se présenta comme un parti de paix, préoccupé de définir une politique extérieure « capable d'écarter de notre pays la menace grandissante de la guerre ». L'entreprise de rénovation qu'il voulait mener à bien devait y apporter une contribution décisive : car il n'était « plus de place dans une Europe que menace la marée fasciste pour des nations sans pouvoir fort et sans énergie tendue[342] ». Le PSdF déclarait repousser le nationalisme et sa politique d'alliances aussi bien que l'internationalisme juridique et abstrait de la SDN, souhaitant une SDN revivifiée et l'établissement de « rapports directs, francs et concrets » entre les différents pays « dans le cadre économique d'une Europe devenue consciente d'elle-même ». Mais l'ouverture faite en direction de l'Allemagne restait dans des limites étroites ; si l'on s'affirmait disposé à négocier avec elle sur des points précis, c'était en restant sur le qui-vive et en maintenant le barrage : une politique d'entente avec la Grande-Bretagne et l'Italie devait garantir l'indépendance de l'Autriche[343].

La position de Déat était incluse dans ces déclarations. La conciliation précédait chez lui la victoire nazie, plongeant ses racines dans un pacifisme foncier qui le fixait dans un patriotisme strictement défensif. Mais ce patriotisme était suffisamment fort pour ne pas lui faire accepter par avance des concessions que la situation ne justifiait pas. En novembre 1933, il ex-

posa la ligne de politique extérieure qu'il allait conserver jusqu'en 1938 : ne pas entrer dans une négociation exclusivement franco-allemande, « rallier l'Angleterre, ne rien faire sans elle, ne lui donner aucun prétexte à larguer les amarres qui la relient encore à l'Europe », accentuer la détente avec l'Italie, « ne pas heurter Prague ni Varsovie, tout en leur faisant comprendre que nous n'avons pas la moindre envie de mobiliser pour garantir le couloir polonais », et même accentuer le rapprochement avec la Russie ; alors seulement il serait possible de tenir à Berlin un langage ferme, d'examiner ses demandes et de faire des propositions qui pourraient prendre la forme de grands travaux européens et de la mise en valeur commune de territoires coloniaux sous le contrôle de la SDN[(344)].

Il soulignait par ailleurs avec insistance la nécessité d'une adaptation de la France à son environnement si elle voulait survivre. A la différence des autres pays, elle n'avait pas « entamé sa révolution », se trouvait « infériorisée » à l'heure où venait la tempête. Les autres pays, Russie, Italie, Allemagne, avaient leur dictature qui était « plus ou moins odieuse ou tolérable », mais qui maintenait l'ordre et l'unité. « Les autres, plus que la dictature », avaient « de la foi à revendre », ils travaillaient « pour un avenir », ils avaient « le sens du sacrifice[(345)] ». En mettant la France au diapason des pays voisins, le redressement national auquel il la conviait lui vaudrait la paix ; mieux, il en garantirait la durée : car si toutes les économies nationales étaient dirigées, il redeviendrait possible de négocier et d'aboutir à des accords. Le contrôle du commerce extérieur, le contrôle de la monnaie, la direction de la production permettraient aux États de négocier des échanges complémentaires, d'élaborer des compensations de plus en plus complexes, et ainsi « d'établir le climat de la paix véritable ». La France devait « précipiter son redressement », et celui-ci même inachevé, « entreprendre tout de suite de tisser le réseau des nouveaux échanges européens. Car nul

pays n'y a de plus évident, de plus vital intérêt que le nôtre, qui a tout à perdre dans la guerre[346] ».

Sa conviction de la bienfaisance des échanges économiques, de leur vertu de paix, il l'exprimerait durant le reste de la décennie, conformément à l'importance centrale qu'avait dans sa pensée l'organisation économique de la société. Pourtant il ne méconnaissait pas la nature du danger nazi. S'il parlait avec sympathie des jeunesses européennes, jeunesses fascistes et communistes qu'il amalgamait lui aussi au sein d'une tendance générale, s'il leur trouvait des qualités surabondantes, il marquait également des résistances sérieuses, avant tout envers l'enivrement militariste et nationaliste, et l'embrigadement totalitaire des consciences auxquelles elles étaient assujetties. Il exprimait l'espoir que le totalitarisme russe aboutirait « quand même à un humanisme, par la science, par la technique, par le marxisme même », et que l'Italie sauvegarderait, à travers précisément son imitation de la grandeur romaine, un certain universalisme. Mais l'Allemagne le laissait pessimiste, elle qui « s'est ruée dans la mystique de la résurrection violente », qui « s'enivre d'une métaphysique de force » ; le racisme hitlérien constituait « le pire danger » parce qu'il « fait des autres peuples ou des voisins inférieurs par définition, ou des esclaves éventuels ». Malgré tout, ce n'était pas suffisant pour juger inutile toute tentative d'entente avec elle ; car l'alternative était inexorable : « Ou bien nous irons au massacre, ou bien nous nous entendrons avec elle. Notre choix est fait[347]. » Entre la perception lucide du danger nazi et le discours obstinément tenu sur les bienfaits des concessions économiques, il y avait un hiatus : le second servait manifestement à occulter la douloureuse question des conséquences à tirer de la première.

Prêt à discuter avec l'Allemagne, à commercer avec elle, Déat était opposé à la satisfaction de ses revendications territoriales. Mais la défiance qu'il éprouvait envers les alliances orientales de la France, et surtout l'hostilité qu'il allait montrer à l'égard

de l'alliance soviétique rendaient fragile sa volonté de conservation. S'il était favorable à un rapprochement avec l'URSS, il ne voulait pas de son alliance, comme il apparut après la conclusion du pacte d'unité d'action entre le PC et la SFIO dans lequel il dénonça aussitôt un prolongement de la diplomatie soviétique. A cette occasion, son réflexe profond, qui avait déjà percé en 1930, se manifesta avec une vigueur exceptionnelle. Les socialistes étaient tombés, écrivit-il à propos de l'alliance communiste, dans le

> traquenard d'une idéologie qui, pour être théoriquement inverse de celle du nationalisme, n'en prépare pas avec moins de certitude et d'automatisme le massacre des travailleurs et l'effondrement de la civilisation. Eh bien non ! Ni M. Barthou ni Léon Blum ne nous feront marcher. Nous n'acceptons pas de nous faire casser la figure pour le couloir polonais, ni pour Danzig, ni pour l'Autriche, ni pour la Sarre. Nous n'acceptons pas davantage de mourir pour l'Est Chinois[(348)].

Désireux de maintenir tout ce qui pouvait l'être des positions françaises en Europe, il voulait espérer qu'un accord pourrait être trouvé aux moindres frais avec l'Allemagne. Dans le cas contraire, la position de repli était en veilleuse qui préparait la suite.

Ce fut sur ce terrain de la politique extérieure, à propos des positions prises par Blum, qu'il laissa percer de l'antisémitisme. Distinguant un changement de ligne chez le dirigeant socialiste, il affirma que son approbation de l'alliance soviétique s'expliquait par le désir ardent qu'il avait d'abattre l'Allemagne hitlérienne qui persécutait les juifs ; et il dénonçait chez lui « des poussées inconscientes de racisme inverti[(349)] ». C'était une accusation que le parti socialiste entendait dans ses propres rangs[(350)] et qui allait se répandre dans les années 1938-1939. Dans le cas de Déat, si le préjugé antisémite s'exprimait à cette occasion de façon flagrante, il faut dire qu'on n'en trouve plus d'expression publique avant le temps de l'Occupation ; au

contraire, on le voit durant ces années condamner à plusieurs reprises l'antisémitisme et la persécution des juifs en Allemagne hitlérienne[(351)]. Il est significatif que cette éruption ait eu lieu sur le thème désormais confondu du communisme et de la guerre.

Dans l'ensemble, il ne traduisit pas dans ses prises de position de politique extérieure l'attrait pour les fascismes qui se marquait dans ses textes. S'il approuva les efforts de rapprochement avec l'Allemagne nazie déployés par Jules Romains, il s'abstint de tout engagement public, préférant, comme le releva une note de police, laisser aux gouvernements de Paris et de Berlin le soin de traiter en toute liberté leurs problèmes mutuels[(352)]. Plus manifestement troublé par le nazisme, son ami Montagnon s'ouvrit de ses sentiments, provoquant le scandale dans le parti. En novembre 1934, il interrompit à la Chambre un orateur de droite qui mettait en garde contre les desseins guerriers de l'Allemagne pour lui reprocher de la mal juger et de ne pas comprendre « ce qu'il y avait de curieux, de profond dans le mouvement hitlérien [*vives interruptions prolongées à l'extrême gauche et sur divers bancs*] » ; il se disait assuré que le régime hitlérien voulait la paix[(353)]. Mis en cause lors du Congrès du parti, il redit sa volonté d'entente avec l'Allemagne, approuvant au passage les efforts de rapprochement effectués par les dirigeants des organisations d'Anciens Combattants, Goy et Pichot, et réitéra l'expression de sa fascination :

> Il y a dans ce mouvement un élan de socialisme et un élan de brutalité. N'est-ce pas curieux de voir des hommes chercher ainsi leur destin ; n'est-ce pas profond de voir 40 millions d'hommes se jeter dans un même mouvement[(354)] ?

Pour en terminer avec le thème de la politique extérieure, il vaut la peine de donner un aperçu sur les rapports des néos avec les régimes fascistes. En Italie, l'intérêt qu'avaient suscité

leurs discours se prolongea dans les mois qui suivirent le Congrès de Paris. La presse fasciste, qui menait alors campagne sur le thème de la validité universelle de l'exemple de Rome, suivit avec une sympathie intéressée les débuts du nouveau parti. Mussolini lui-même, qui y voyait sans doute une réédition de sa propre expérience, lui consacra plusieurs articles dans la même intention annexionniste. Prédominance de l'intérêt général sur les intérêts particuliers, restauration de l'autorité de l'État, organisation de l'économie dans un sens corporatiste, tels étaient selon lui les enseignements de la révolution fasciste dont les néos faisaient leur bénéfice[355] ; faible bénéfice, à vrai dire, et qui définissait un fascisme bien peu fasciste. Les critiques percèrent bientôt envers un mouvement qui refusait de se recommander de l'exemple romain, avant que le silence ne retombât sur lui. Dans le dernier article qu'il consacra aux néos, Mussolini ironisa sur le grand projet du 8 juillet de Déat et tourna en ridicule cette révolution à préavis de trois mois ; la révolution était « chose sérieuse », concluait-il, pour la faire, il n'y fallait pas seulement des paroles, des anticipations et des espérances, mais « le courage, le sacrifice et aussi le sang[356] ».

A Paris, des contacts eurent lieu entre les néos et le consul italien Landini qui était chargé des relations avec la presse française. « Sur ordre supérieur » et grâce à un intermédiaire, Landini fit la connaissance de Déat et de Marquet ; les comptes rendus qu'il donna de ces rencontres montrent des interlocuteurs sur la réserve, prêts à reconnaître les mérites de Mussolini, mais affirmant l'inadéquation du fascisme à la France[357]. Landini trouva, en revanche, en Montagnon un interlocuteur de choix qui se disait enthousiasmé par Mussolini et ses réalisations. L'agent italien, qui le tenait pour un authentique fasciste, le fit recevoir par le Duce en septembre 1934 ; les deux hommes purent évoquer les bons vieux jours du Congrès socialiste de Lyon en 1912 où ils s'étaient rencontrés, à une

époque où ils flirtaient tous deux avec le syndicalisme révolutionnaire[358].

L'Allemagne nazie porta moins d'attention au phénomène néo ; par nature, le racisme hitlérien ne se prêtait pas à la revendication d'universalisme que propageait le fascisme italien pour étendre son influence. Les agents allemands, et surtout Abetz, ne manquèrent pourtant pas de prendre contact avec des hommes favorables au rapprochement avec l'Allemagne. Déat s'était signalé à leur attention en automne 1933 en accordant une interview au *Berliner Tageblatt* et en donnant un article à une revue allemande[359] ; les intermédiaires ne manquaient de toute façon pas, à commencer par Luchaire. Mais s'il paraît établi qu'Abetz fit la connaissance de Déat en 1934, il semble que les deux hommes n'eurent pas de relations suivies pendant les années suivantes[360]. Ici encore, ce fut Montagnon qui se trouva en flèche. En décembre 1934, il assista à Berlin à la première conférence de l'Internationale des nationalistes, une organisation chapeautée par le ministère de la Propagande de Goebbels et qui visait à gagner quelques sympathies à l'Allemagne hitlérienne sur le thème plus traditionnel du nationalisme. Il y était présent incognito, à titre d'observateur, et les quelques phrases qu'il prononça montrent les limites de sa fascination. « En France, le mot nationaliste veut dire chauvin, guerrier. C'est pourquoi nous ne voulons pas qu'on nous appelle des nationalistes. » Après avoir dit son refus du racisme, il appela au sauvetage de l'Europe par la construction d'un nouvel ordre international qui devait tendre vers l'ordre supranational[361]. L'année suivante, il fit un deuxième séjour à Berlin, mais il était cette fois en route pour Moscou ; il revint des pays totalitaires ébloui et attristé :

> Partout, jeunesse, foi, dynamisme, partout, sauf en France, sauf dans le pays qui autrefois lançait les idées nouvelles. Quelle tristesse. Quand on revient ici, on a le sentiment de trouver un peuple vieux, blasé, usé[362].

A l'automne, il était devenu partisan du Front populaire – là était l'élan populaire qui le captivait – et demandait contre Mussolini, agresseur de l'Éthiopie, « l'application du Pacte, de tout le Pacte[363] »…

Pour trouver un néo constant dans son admiration pour les régimes fascistes et persévérant dans ses efforts d'entente, il faut se tourner vers Paul Marion. Lié à Abetz à travers Luchaire, il participa à la plupart des rencontres entre jeunesses hitlériennes et jeunes Français. Il fut aussi l'un des organisateurs (avec Georges Roditi et Robert Aron) du voyage de Rome en mai 1935. Dans l'ensemble, les néos confirmèrent par leurs relations avec les régimes fascistes certaines de leurs attitudes publiques, les plus troubles d'entre elles. Mais il faut en relever les limites ; l'équipe de *l'Homme nouveau* elle-même se gardait de louanger le fascisme comme régime politique, n'approuvant ouvertement que les efforts déployés, sans succès, par certains hommes de la gauche fasciste pour pousser le régime dans une direction anticapitaliste[364].

Le retour du pendule

A partir de la fin de 1934, Déat se concentra sur la scène parlementaire. L'excitation provoquée par le 6 février était tombée, l'espoir d'un recrutement de masse volatilisé. La question du programme revint à l'ordre du jour, d'autant plus que le parti se disait planiste sans avoir élaboré de plan propre. Déat avait suivi avec beaucoup d'attention la diffusion du planisme, l'adoption par le POB du Plan de travail d'Henri De Man ayant coïncidé avec la scission néo-socialiste. Heureux de l'embarras dans lequel l'événement avait plongé les dirigeants de la SFIO, il avait souligné la parenté profonde qui existait entre ses conceptions et celles du socialiste belge. Effort immédiat pour construire une économie dirigée dans le cadre national, appel au concours des classes moyennes, acceptation des coalitions politiques pouvant aller, sur la base du Plan, jusqu'à la collaboration gouvernementale, volonté enfin de conquérir la majorité par la voie du suffrage universel afin de réformer le régime et de créer un « État fort » : c'étaient en effet les thèmes qu'il exposait depuis plusieurs mois. De Man avait d'ailleurs pris la défense des néos dans la presse socialiste belge après le Congrès de Paris ; et Déat rappela ultérieurement qu'une longue conversation avec De Man, à l'occasion de la conférence de l'IOS à Paris en août 1933, leur avait permis de constater leur « plein accord[(365)] ».

La parenté était dans l'esprit comme dans la lettre de leurs conceptions. Ce n'était pas un hasard s'ils procédèrent tous deux en 1934 à l'annexion du mot et de l'idée du corporatisme. Ils entendaient par là une organisation mixte régissant les rapports internes de chaque profession et dans laquelle le syndicalisme ouvrier garderait sa liberté et son indépendance (selon la formule, qui était aussi celle des catholiques sociaux, du « syndicat libre dans la profession organisée ») ; ce corporatisme re-

venait à une collaboration de classe charpentée et codifiée. Plus significative est la raison qu'ils avançaient pour justifier la récupération d'une notion compromise aux yeux de l'opinion de gauche par l'exemple des régimes fascistes, ou traditionalistes, comme celui de Salazar. Le corporatisme pouvait être selon eux revendiqué en propriété par la gauche dans la mesure où il était un « effort de *self-government* » « entrepris librement par des groupements professionnels, ou sociaux, en opposition avec la contrainte autoritaire et bureaucratique exercée par l'État ». Mais surtout, comme le disait De Man, il était dans l'intérêt de la gauche de ne pas laisser le fascisme monopoliser un mot qui « bénéficie de certaines associations sympathiques dues à des mouvements profonds de l'opinion publique, que le socialisme a tout intérêt à faire converger vers ses propres objectifs[366] ». Une fois de plus, il s'agissait de combattre le fascisme en se rapprochant de lui et en lui soustrayant certains de ses moyens d'influence.

Le 10 décembre 1934, De Man donna une conférence à Paris à laquelle assista Déat. Son discours, l'intervention de Déat montrent la convergence profonde de leurs attitudes. Ce que Déat approuva avant tout dans les propos du conférencier, c'était le volontarisme qu'il associait à l'idée du Plan. « La vertu du Plan, déclara Déat, elle est beaucoup moins dans les détails même des projets que l'on propose que dans l'attitude mentale que suppose le planisme lui-même. » Elle résidait dans la « mystique » que le Plan créait, dans le « grand élan autant moral qu'intellectuel » qu'il suscitait, en ce qu'il affirmait la volonté des collectivités de faire leur destin. De Man avait en effet souligné la « séduction du volontarisme » qui se dégageait du Plan et qui en constituait l'un des mérites majeurs dans toute la mesure où il ravissait au fascisme l'emprise qu'exerçait sur la jeunesse son apparence de volonté révolutionnaire[367].

De Man avait au sein de la SFIO un petit groupe de disciples réunis dans la tendance Révolution constructive et qui parta-

geaient les principes et les valeurs de leur inspirateur. Vis-à-vis du parlementarisme, ils montraient un détachement critique semblable à celui de De Man, refusant comme lui de l'identifier à la démocratie. Sur le plan des valeurs, même sensibilité aux valeurs d'héroïsme et d'action, de jeunesse et d'audace. Pour Boivin, « ce sont les qualités de la jeunesse qui peuvent régénérer le socialisme. Restauration de l'héroïsme, du goût du risque, de l'audace… » Enfin, même attitude de politique extérieure fondée sur un pacifisme intransigeant, la volonté d'entente avec l'Allemagne, le refus de l'alliance soviétique : dès 1934, ils accusèrent sur ce sujet Blum de « bellicisme ». Ils n'entendaient pas pour autant se laisser annexer par Déat qui mettait volontiers en valeur la convergence de leurs positions, encore moins faire dissidence pour rejoindre le PSdF, ce parti de « combinards électoraux[(368)] ». Le planisme avait par ailleurs éveillé l'intérêt d'un certain nombre de syndicalistes de la CGT (Louis Vallon chez les néos, Georges Lefranc à Révolution constructive étaient en même temps des syndicalistes actifs), parmi lesquels il faut mentionner René Belin, le secrétaire général adjoint de la CGT, Robert Lacoste (de la Fédération des fonctionnaires), André Delmas (du SNI), Gaston Guiraud de l'Union des syndicats de la Seine[(369)]. Ces hommes partageaient avec les planistes la conception d'un syndicalisme constructif, abandonnant l'hostilité traditionnelle envers l'État pour participer à ses mécanismes de décision ; ils les rejoignaient en outre dans le pacifisme et l'anticommunisme. Dans la mesure où le planisme, grâce à l'idée du programme, offrait la formule d'un rassemblement populaire, débordant même la gauche traditionnelle, il apparaissait en France dès la fin de 1934 comme une alternative au Front populaire en gestation, où l'on voyait dans ces milieux une ouverture faite à l'influence communiste et une manœuvre de la diplomatie soviétique pouvant mener à la guerre.

Mouvement de rénovation, le PSdF s'était fixé pour tâches la réforme de l'État et l'organisation de l'économie ; mais il n'avait

pas poussé très loin ses efforts de définition. La raison s'en trouvait dans la volonté de Déat de réaliser son rassemblement en cherchant un dénominateur commun entre les différents plans existants ; c'est pourquoi son parti n'adopta pas simplement le Plan de la CGT, comme l'y invitaient les cartellistes. Au début de 1935 toutefois, le ralliement au Plan de la CGT fut acquis : celui-ci devait servir de point de départ au travail du Comité du Plan qui vit alors le jour. Dans l'esprit de Déat qui en était l'initiateur, le Comité devait réunir des représentants des partis socialistes indépendants, et si possible des représentants de la SFIO, de la CGT et des organisations d'AC. Il obtint en définitive le concours à titre individuel de radicaux, de républicains, de syndicalistes, d'AC et de membres de la Jeune République. Malgré les contacts qu'il eut avec Pichot, le dirigeant de l'Union fédérale des AC dont l'orientation politique était de gauche modérée, il ne parvint pas à voir figurer la grande association dans son Comité[(370)].

La formation du Comité du Plan devait prolonger et soutenir l'effort de rassemblement qu'il poursuivait au Parlement. Au début de 1935, un intergroupe des partis socialistes indépendants (PSdF, parti socialiste français, parti républicain socialiste, tous trois produits de dissidences de la SFIO) fut créé à la Chambre. Déat caressait depuis l'automne précédent le projet d'une « nouvelle majorité », allant des socialistes attentistes à certains éléments du centre. Au printemps, son projet avait pris de la consistance ; il s'agissait de préparer la constitution d'un gouvernement allant « de Frossard à Paul Reynaud » et dont l'axe devait être le PSdF[(371)]. Le rapprochement avec Reynaud s'était opéré sur le thème de la dévaluation dont ce dernier s'était fait le défenseur. Déat et Montagnon l'avaient eux-mêmes dans le passé envisagée comme un mal nécessaire ; elle leur apparaissait à présent parlementairement opportune et politiquement souhaitable comme l'alternative à la politique de déflation. Le problème était que l'accord avec Reynaud ne pa-

raissait pas devoir aller plus loin que sur la dévaluation ; il était douteux que le libéral Reynaud accompagnât Déat sur la voie de l'économie dirigée qui tenait tant à cœur à ce dernier.

Engagé dans ses manœuvres parlementaires, assagi dans son expression, Déat donnait au printemps de 1935 l'image sans tache d'un homme de la gauche modérée. Il avait traditionnellement été au Parlement l'un des défenseurs les plus zélés du syndicalisme enseignant ; en mars 1935, une interpellation sur des sanctions prises par le gouvernement contre des instituteurs lui fit faire un éloge vibrant de la liberté de pensée et critiquer vertement la conception que venait d'exprimer le maréchal Pétain d'une école au service de la patrie et de l'armée. Cette conception, il la déclarait dangereuse parce qu'elle ne pouvait que conduire à la situation qui régnait dans les pays totalitaires et qu'elle était contraire aux traditions d'un « pays où la diversité à la fois philosophique, religieuse et politique est foncière et naturelle[(372)] ».

Après avoir entretenu les plus grands espoirs de rénovation nationale, le néo-socialisme paraissait retourner au parlementarisme le plus banal. Il est vrai que, contrairement aux ambitions de Déat, le PSdF n'était devenu ni un mouvement neuf ni un mouvement de masse. A la fin de 1933, Déat avait indiqué que les 30 000 adhérents seraient atteints au tournant de l'année ; en mai 1934, les effectifs annoncés étaient de 23 000 ; en janvier suivant, de 12 000[(373)]. L'implantation du parti était restée confinée dans les zones de départ et ne subsistait que grâce aux positions de pouvoir de ses parlementaires. Quant aux innovations de structure, elles avaient été un échec. Pendant l'été 1934, les adhérents furent invités à se prononcer par référendum sur le système électoral que le groupe parlementaire aurait à défendre à la Chambre ; leur désintérêt en fit un fiasco. Les équipes techniques n'avaient pas réussi à attirer les militants ; et il semble que les fameuses équipes d'action n'aient eu d'importance que par l'incident des chemises. En mars 1934, à

Landini curieux de connaître l'ampleur de la « force musculaire » du parti, Montagnon avait indiqué que les équipes d'action comptaient 200 hommes, dont 100 à toute épreuve. Réaction du fasciste : « Il était difficile de ne pas rire, et j'ai ri[374]. »

Le PSdF fut un parti de cadres et de notables avec un profil très semblable à celui du parti radical. L'absence de moyens matériels et de soutien militant se marquèrent au niveau de la presse. *L'Appel* disparut en mai 1934, sans être remplacé par le quotidien du parti qu'on avait espéré faire paraître. Si l'on met à part onze hebdomadaires fédéraux et *Paris-Demain* dont l'audience restait locale et faible, le seul organe central était *la Vie socialiste* qui n'avait que 2 800 abonnés ; la revue devait disparaître en juillet 1935, peu après la mort de Renaudel[375]. L'échec du PSdF avait des causes évidentes. L'état de fermentation que Déat prêtait au pays n'était pas de nature à faire sombrer les organisations existantes. Au surplus, le caractère novateur du nouveau parti ne fut jamais manifeste : avec les attaches à gauche qui étaient les siennes aux yeux de l'opinion, il y aurait fallu davantage que de petites phrases et quelques réunions publiques avec des hommes de droite. Le PSdF fut un parti charnière coincé entre les radicaux et les socialistes, et qui connut le sort de toutes les formations de ce type.

Restent les conceptions de Déat, celle du parti-État, ses « attaques indirectes[376] » contre le parlementarisme et les partis, son discours de rénovation, ses appels à la jeunesse et à l'État fort, son usage d'un vocabulaire visant à mobiliser émotions et ressentiments. Aucun doute possible sur son refus des partis et des idéologies partisanes ; sa tentative de rassemblement autour de la CGT et des AC est à cet égard éclairante ; elle ne manque pas de faire penser au Mussolini du premier fascisme et à son appel aux combattants et aux producteurs. Nul doute non plus que sa conception du parti-État – qui ne fit l'objet que d'une mention isolée – n'ait eu une implication totalitaire, et de type fasciste plus que de type communiste. Aucun doute non

plus enfin sur les crispations autoritaires, sur l'hypersensibilité aux ambiances et aux valeurs irrationnelles, sur la valorisation de « l'être ensemble » et du mode d'être collectif qui imprègnent nombre de ses textes, dans les premiers mois de 1934 principalement, et qui définissent un type de « fièvre » que l'on retrouve dans le fascisme. Cela suffit-il à attester la réalité d'une idéologie fasciste ?

Pour commencer, des correctifs existaient qui ne peuvent être ignorés. La défense des libertés syndicales était venue flanquer l'appropriation du corporatisme, les critiques adressées au parlementarisme avaient été dissociées de l'antidémocratisme, jamais la démocratie en tant que telle n'avait été dénoncée : les modèles de référence furent en 1934 Roosevelt, qui incarnait l'exécutif fort et l'économie dirigée, et à partir de 1935, Van Zeeland, qui donnait l'exemple d'un rassemblement sur la base d'un plan. Quant à la « révolution par le centre », elle devait se faire autour d'un programme, par la convergence des volontés pratiques et dans le respect de la diversité des conceptions idéologiques. Le refus de donner dans l'antimarxisme atteste la réalité d'une conception de rassemblement national qui visait à gagner une majorité populaire envers et contre les deux ailes politiques extrêmes[(377)]. Ensuite, le fait est que Déat demeura en compagnie des cartellistes, qu'il ne voulut pas la rupture et qu'il fit tout pour l'éviter. On peut en dire autant de ses amis néos, d'un Marion même dont les textes recèlent des éléments plus suspects que ce que l'on peut trouver chez lui. Enfin, quand bien même l'on voudrait tenir, comme le fait Sternhell, ses propos les plus compromettants pour le fond exclusif de sa pensée[(378)], sans considération des correctifs et des explications qu'il leur adjoignait, sans considération de ce qui y échappait et y contredisait dans ses discours comme dans son action, il resterait que des traits essentiels de l'idéologie fasciste font défaut : l'hypernationalisme, le militarisme, le culte du Chef, les

valeurs d'autorité, de hiérarchie, de force, de puissance et d'expansion.

Considérées dans toutes leurs dimensions, les positions de Déat en 1933-1935 ne justifient pas que l'on parle d'idéologie fasciste, de protofascisme, et non plus, à l'inverse, de comportement d'un démocrate classique[(379)]. Une tentation fasciste exista indubitablement, qui transparut le plus nettement au début de 1934, mais ne prit corps ni sur le plan des conceptions, ni à plus forte raison sur celui des moyens adéquats. La caractérisation la plus appropriée que l'on puisse faire de son cas est celle d'une cohabitation tendue de traits potentiellement fascistes qui tenaient à la pente unanimiste de sa personnalité, à sa conception du socialisme et à la fascination secrète qu'il éprouvait pour les fascismes, et d'un bagage classique de gauche qui restait fortement présent. D'une part, il entretenait la vision intense d'un mouvement populaire de masse, d'un peuple tout entier suivant avec élan et enthousiasme une équipe dans une grande entreprise de lutte contre la crise et de rénovation nationale, ce qui l'amena à être séduit par les fascismes. D'autre part, il était retenu de verser dans l'irrationnel et l'extrémisme à quoi pouvaient l'amener ses aspirations parce que celles-ci restaient prises dans un ensemble de valeurs de gauche : valeurs de raison, d'humanisme, d'universalisme et de pacifisme.

Dans les conditions troublées de 1934, sous l'effet de l'ébranlement de la rupture avec la SFIO, de la recherche du succès et de nouvelles formes d'action, une contagion du fascisme s'était produite, qui ne brisa pas l'ancrage à gauche. Quand le temps se stabilisa, si le refus de la division des partis et des idéologies, la volonté de rénovation du pays, la réalisation du rassemblement national allaient demeurer, le salut fut confié aux voies de la raison :

> En vérité [écrivait Déat en avril 1935] le problème n'a pas changé depuis un an : il s'agit toujours d'empêcher que les deux blocs antagonistes ne résument

> en eux les perspectives françaises. Il s'agit toujours de dénoncer l'impuissance et la malfaisance des positions négatives. Il s'agit toujours d'enfoncer comme un coin bienfaisant, entre les deux hordes ennemies, la masse incomparablement plus nombreuse, mais longtemps hésitante, des énergies désintéressées et des bonnes volontés. Il s'agit toujours de regrouper autour du Plan la majorité du Pays et d'entamer la grande expérience française, dans le respect des libertés et sous le signe de la justice sociale. Ainsi, seulement, serons-nous forts de notre force véritable, qui n'est pas faite d'unité imposée et de contrainte dictatoriale, mais de volontés réfléchies et pratiquement convergentes, pour le salut collectif[(380)].

Elle était d'un idéaliste de gauche, cette confiance dans la vérité une et indivisible, cette vision d'un accord possible, nécessaire, dont l'inexistence était inconcevable, entre hommes de raison et de bonne foi. Le terme clé de salut collectif renforçait l'implication de la nécessité d'une trêve des partis, de la rencontre des volontés dans l'intérêt supérieur du pays. Mais que se passerait-il si la raison venait à manquer aux Français, s'ils ne voyaient pas ou refusaient de voir le salut collectif tel que le définissait Déat ? En reviendrait-on au parti-État ?

Le néo-socialisme tout entier présentait cette ambivalence qui lui donnait la nature d'un compromis précaire. Les néos subirent l'éblouissement des fascismes et furent saisis d'un vertige d'émulation qui imprégna les formes de leur action et leur image de l'idéal à atteindre ; mais ils refusaient les valeurs essentielles qui étaient à la base des fascismes, voulant un résultat qui y ressemblait, non les moyens, ni les objectifs. Ils voulaient en somme un fascisme idéal qui leur donnât ce qui frappait leur imagination dans les pays voisins et qui répondît en même temps à ce que leur raison leur faisait y refuser. Comme le montrait le cas de Montagnon, comme allaient le montrer en 1936 ceux de Hauck et de Vallon d'une part, celui de Marion de l'autre, le néo-socialisme fut un phénomène mouvant parce que ses composantes formaient une liaison instable.

CHAPITRE V

Doriot contre Moscou

Le parti communiste n'affronta pas mieux que les autres partis de gauche les remous des années 1932-1934. Outre qu'il continua de décliner en force et en influence, il ne fut pas épargné par les difficultés internes : l'affaire Doriot mit ses dirigeants devant un défi dont les conséquences les plus sérieuses ne furent écartées que par le changement d'orientation décidé par Moscou. On retrouve dans la rupture de Doriot le mélange de facteurs observé dans celles de Bergery et de Déat : le poids des désaccords passés et de l'ambition frustrée, la sollicitation et la stimulation du contexte français et international, mais dans un dosage et selon des modalités spécifiques. Membre du mouvement communiste international, Doriot échappait pour une part au contexte français, Moscou constituant le cadre de référence de son action. Les conditions, les causes et les motifs de sa rupture montrent de façon exemplaire la singularité du mouvement communiste, qu'il s'agisse de ses structures de pouvoir ou de la mentalité de ses cadres dirigeants. L'affaire jette au surplus un éclairage instructif sur le PCF à un moment crucial de l'histoire politique des années 30, celui des débuts du Front populaire. Enfin, sa connaissance rend seule intelligible l'évolution ultérieure de son acteur principal.

L'ouverture de l'affaire Doriot

Même pour un parti révolutionnaire, les élections gardaient la valeur de jauge de la situation. Doriot, qui avait ravalé l'expression de son désaccord sur la ligne classe contre classe et guettait fixement l'occasion d'un retour au premier plan, put voir dans les résultats des législatives de 1932 la vérification de ses prévisions et la confirmation de ses prétentions. Tandis que le parti subissait un recul important et perdait plusieurs personnalités de premier plan (dont Cachin, Marty et Duclos), Doriot était le seul élu communiste du premier tour, avec un gain de 2 200 voix sur son résultat de 1928[(381)]. C'est fort de son succès et désireux de le monnayer qu'il alla à Moscou prendre part aux travaux du 12e Plénum (27 août-15 septembre 1932). Tirant avantage de sa moindre influence au cours des années précédentes, il dressa un bilan sévère de l'état du parti, réfutant à mots couverts la défense de la direction présentée par Thorez et attribuant la responsabilité de la situation au sectarisme avec lequel avait été appliquée la ligne « juste » de l'Internationale. Mettant en valeur sa réussite personnelle, il y faisait voir l'augure d'une conduite prometteuse du parti en précisant que ce qui avait été fait à Saint-Denis pouvait l'être dans toute la région parisienne. Il souligna avec emphase la nécessité d'une assistance de l'IC à la direction française et reconnut avec la même abnégation intéressée le principe d'une direction collective ; mais il demandait qu'en fussent créées les conditions préalables, l'accord politique sur les questions fondamentales et la répartition « judicieuse et sans surcharge de chacun au BP » : autrement dit, le rapprochement de ses collègues vers son point de vue et une redistribution en sa faveur des responsabilités dirigeantes. Il terminait ainsi :

> J'ajoute qu'en ce qui me concerne, sur ces bases, je suis décidé à travailler de toutes mes forces et je n'ai pas l'habitude de prendre un engagement de ce genre à la légère[(382)].

L'Internationale ne lui donna pas satisfaction ; la région parisienne dont il revendiquait la direction fut divisée en 5 et il reçut la charge de Paris-Nord[(383)]. La méfiance à son égard explique probablement cette décision. Comme il ressortait de son discours, il y avait chez lui une préoccupation de l'avancement de ses intérêts, une manière de jouer sa partie auprès de l'Internationale qui devaient le faire apparaître comme peu fiable, insuffisamment pour lui attribuer au prix d'un bouleversement d'équilibre au sein de la direction française la responsabilité d'une région qui concentrait le tiers des effectifs du PCF. Au cœur de son attitude depuis la crise de 1927-1929 était inscrite une ambivalence dont il ne semblait pas percevoir qu'elle affligeait ses efforts d'une infirmité irrémédiable. Décidé à rester dans le mouvement communiste, décidé à gagner la direction du parti français, sa fortune dépendait de l'Internationale ; mais en même temps qu'il déclarait son allégeance et sollicitait une intervention en sa faveur, il ne pouvait refréner une affirmation d'identité et d'indépendance qui donnait à sa démarche un tour conditionnel (« sur ces bases ») et en minait l'efficacité. Pleinement cynique, il eût attendu sa promotion en la gageant sur une loyauté sans faille ; mais il refusait désormais de n'être qu'un pion de l'Internationale et aspirait à se faire reconnaître un statut de partenaire. La gageure était de vouloir obtenir de l'IC une investiture dont elle pouvait prévoir l'affaiblissement de son autorité. La discipline du militant du mouvement communiste international, les réserves et les aspirations du communiste français, les calculs et les ressentiments de l'ambitieux frustré formaient ainsi un mélange instable et conflictuel, sans voie d'échappement du moment que l'examen critique et la fidélité inconditionnelle étaient par ailleurs hors de question.

L'établissement de la dictature hitlérienne et l'écrasement du parti communiste allemand représentèrent pour l'Internationale la plus grave défaite de son histoire. Dans le parti français, le trouble et le doute furent à la mesure de l'événement. Des cadres démissionnèrent pour protester contre la passivité du PCA, des militants réclamèrent l'abandon du défaitisme révolutionnaire et l'arrêt des attaques contre le traité de Versailles en présence de l'Allemagne hitlérienne : même dans sa phase la plus sectaire couvait dans le parti une sensibilité qui allait être mise à l'honneur dans la période du Front populaire[(384)]. La direction ne fut pas épargnée ; au début d'avril 1933, elle pressa l'IC d'entamer avec l'IOS des conversations en vue d'actions communes contre le fascisme[(385)] : une démarche qui demeura sans résultat, mais qui atteste l'ébranlement provoqué par les événements d'Allemagne. Pour ce qui était de Doriot, ils ne purent que le conforter dans son jugement. Il continuait d'entourer de prudence ses prises de position et de les réserver au cercle du BP, mais il semble avéré que les occasions de désaccords se multiplièrent. Il désapprouva la rupture, au début de février 1933, des pourparlers engagés avec le PUP et la SFIO en vue de l'organisation de controverses publiques sur le thème de l'unité ouvrière. Il désapprouva également le raidissement qui affecta sur l'intervention de l'IC la préparation et la tenue du Congrès à Pleyel où il morigéna Bergery. A partir de février et de mars enfin, il commença à suggérer l'envoi d'offres de front unique à la direction socialiste en faisant valoir l'occasion qui se présentait d'exploiter la crise de la SFIO[(386)]. En tout cela, il exprimait sa préoccupation de regagner une certaine liberté de manœuvre vis-à-vis du parti ouvrier rival : ce n'était qu'en se rapprochant de lui que le PC pourrait le concurrencer avec succès et retrouver le chemin du recrutement et de l'influence.

L'accentuation de ses « doutes » envers la tactique de l'IC constitua probablement la raison pour laquelle il ne fut pas convoqué au 13^{e} Plénum (28 novembre-13 décembre 1933),

comme il aurait dû l'être en sa qualité de membre suppléant du Comité exécutif. L'Internationale n'entendait manifestement pas le laisser ouvrir un débat qu'elle refusait d'inscrire à l'ordre du jour. S'il s'agissait d'un avertissement, il n'eut pas l'effet escompté. Le 9 novembre, puis à nouveau le 16, Doriot posa formellement devant le BP la question d'un changement d'attitude à l'égard de la direction socialiste en soulignant l'opportunité de l'envoi d'une offre de front unique à un moment où la SFIO venait d'exclure son aile droite néo et son aile d'extrême gauche, l'Action socialiste. En demandant que sa proposition fût transmise à la délégation du parti déjà en route pour Moscou, il marquait sa volonté de porter l'affaire devant l'Internationale et de provoquer une réponse de sa part[387]. Le Plénum réaffirma la ligne classe contre classe et répéta qu'il n'y avait d'issue à la crise mondiale que par la révolution prolétarienne. Sans que son nom fût mentionné, la proposition de Doriot fut qualifiée d'« opportuniste » et rejetée[388]. L'intéressé ne se le tint pas pour dit ; le 25 janvier 1934, non sans avoir cherché l'appui de certains de ses collègues[389], il porta devant le CC l'exposé de son point de vue. Affirmant la nécessité d'une modification de la tactique, il s'attacha à démontrer les avantages qui pourraient en résulter. Les « propositions opportunes » de front unique qu'il s'agissait d'adresser à la direction socialiste permettraient d'élargir la scission de droite, de rallier au parti communiste le groupe de l'Action socialiste et de mettre à l'épreuve les dirigeants de la SFIO qui, allégés de leur aile droite, rajeunissaient leurs mots d'ordre et cherchaient à créer dans les masses ouvrières de « nouvelles illusions » sur leur capacité d'action.

Il englobait la question des rapports avec la SFIO dans une perspective plus vaste qui montre qu'il ne s'agissait pas que d'un assouplissement de la ligne à seule fin de « plumer la volaille socialiste ». Attirant l'attention sur la vague d'agitation déclenchée à l'occasion de l'affaire Stavisky, il déclara :

> En face de nous, les forces fascistes relèvent la tête ; chez les paysans, dans les classes moyennes, chez les petits commerçants et les contribuables intellectuels, de multiples manifestations montrent que l'idée fasciste mûrit et grandit… Il y a déjà entre le fascisme et nous une lutte pour gagner les masses. Un certain nombre de couches sociales qui paraissent décisives sont mobilisées derrière le fascisme, alors qu'elles devraient être une source d'appoint pour le prolétariat[390].

Ainsi dessinait-il une nouvelle orientation en opposition avec la tactique et l'analyse de l'IC, puisque, à le suivre, le parti communiste devait, par le rapprochement avec le parti socialiste et la conquête, ou du moins la neutralisation d'une partie des classes moyennes, prendre la tête d'un mouvement de masses antifasciste. Son discours fut appuyé, semble-t-il, par deux autres membres du CC, Guy Jerram et Renaud Jean[391]. Mais le sort en était fixé par avance dès lors que la direction pouvait se prévaloir de la récente prise de position de l'Internationale. Thorez rappela qu'il ne pouvait être question de rechercher « en aucun cas un accord avec la direction du parti socialiste, avec le parti socialiste, que nous considérons, à juste titre, comme des ennemis ». *L'Humanité* rapporta que le CC avait approuvé les thèses du 13e Plénum et condamné la « ligne opportuniste » défendue par l'un de ses membres, dont l'identité n'était pas révélée[392].

En saisissant le CC, en demandant à la fin de son discours un débat dans le parti sur ses propositions, Doriot prenait une initiative considérable qui l'exposait à se retrouver dans la situation qu'il avait connue en 1929. Était-ce l'éclatement au grand jour d'un dissentiment et d'un ressentiment longtemps contenus et exacerbés par les récents événements ? Fortifié dans son jugement par l'expérience allemande, exaspéré par la rigidité de l'IC, alors que le contexte français s'aggravant à son tour plaçait le PCF devant des dangers nouveaux et des occasions inédites, il aurait estimé le temps venu d'affirmer publiquement son

désaccord. Le coup d'arrêt donné par le 12e Plénum à sa remontée dans la direction, l'affront du 13e Plénum ne pouvaient au surplus que le pousser sur le chemin de la confrontation. S'il n'est pas douteux que ces facteurs agirent, leur existence ne fournit qu'une explication partielle : reste posée la question des visées de Doriot, car son geste n'était en aucune façon un geste de rupture. Sa conduite passée avait montré que le calcul et la manœuvre n'en étaient jamais absents, et, dans la circonstance, se marquait tout autant sa cautèle coutumière. Son intervention devant le CC n'avait pas eu lieu par surprise ; le 1er janvier, il avait fait part de son intention à Fried et lui avait demandé d'en informer « immédiatement » l'IC ; par la suite, il s'inquiéta auprès de lui de la transmission de son discours à Moscou[(393)]. Dans son exposé, il avait affirmé son accord avec les thèses du 13e Plénum et déclaré qu'il ne soulevait que la question de la tactique. Ses propositions, développées et argumentées, visaient à convaincre, non pas à combattre ou à accuser, et leur destinataire était l'Internationale.

Le fait étonnant est que son intervention se produisait au lendemain du 13e Plénum. Mais c'est précisément le contraste entre la prudence dont il continuait de faire preuve à l'égard de l'IC et la remise en cause, sans perspective apparente de succès, d'une ligne politique fraîchement réaffirmée, qui fait supposer l'existence d'un calcul. Doriot en donna lui-même confirmation lorsque, relatant cinq mois plus tard sa démarche du 1er janvier auprès de Fried, il écrivit :

> Je n'ai pas eu de réponse précise à ce sujet avant le Comité central du 25 janvier. Il aurait été possible avant ce Comité central d'examiner à nouveau mes arguments et d'empêcher le débat de s'ouvrir[(394)].

Qu'est-ce qui pouvait lui faire espérer d'avoir satisfaction au prix d'un revirement de l'IC ? N'avait-il pas conclu son dis-

cours devant le CC en déclarant, d'une manière caractéristique de sa personnalité, qu'il espérait « faire valoir et triompher [son] point de vue devant tout le Parti comme devant l'Internationale[395] » ?

La réponse, on la trouve en remontant une piste extérieure au parti et à l'IC, celle du rapprochement diplomatique franco-soviétique. Amorcé en 1932 avec la signature d'un pacte de non-agression, il s'était accéléré à la suite de l'arrivée de Hitler au pouvoir. L'éloignement de l'Allemagne de la politique de Rapallo, l'affirmation de ses visées antisoviétiques plaçaient l'URSS devant la nécessité d'éviter l'isolement diplomatique, d'autant plus qu'en Extrême-Orient le Japon, en pleine expansion en Chine du Nord, suspendait une sérieuse menace de conflit. Les relations avec la France prirent un tour décisif en automne 1933, aussitôt après le départ de l'Allemagne de la SDN et de la Conférence du désarmement. Le 31 octobre, les ministres des Affaires étrangères des deux pays, Paul-Boncour et Litvinov, évoquèrent l'éventualité de la conclusion d'un pacte de sécurité mutuelle et décidèrent de mettre le projet à l'étude. Les conversations se poursuivirent en novembre et décembre entre Paul-Boncour et l'ambassadeur soviétique Dovgalevski. Pour le ministre français, le pacte futur requérait l'entrée préalable de l'URSS à la SDN et nécessitait d'être coordonné aux alliances orientales de la France[396]. Le 12 décembre, Dovgalevski regagna Moscou pour rendre compte de l'état des négociations et prendre des instructions. Le 20 décembre, le BP du PCUS donna son approbation à une note du Commissariat aux affaires étrangères destinée au gouvernement français, selon laquelle l'URSS se déclarait prête à adhérer à la SDN et à conclure dans le cadre de cette organisation un pacte de sécurité régionale incluant nécessairement la France et la Pologne[397]. Il est inutile de souligner le bouleversement que cette décision apportait dans la politique étrangère de l'Union soviétique ; elle témoigne de la représentation que ses dirigeants se faisaient de

la gravité de la situation. A la fin de 1933, l'URSS avait adopté l'orientation qu'elle devait suivre jusqu'en 1939 ; il ne dépendait que d'une égale volonté de la part de la France pour qu'un pacte d'assistance mutuelle fût conclu dans un proche avenir.

Le rapprochement franco-soviétique n'avait pu échapper à Doriot. Les voyages de Herriot et de Cot à Moscou en août et septembre 1933 avaient soulevé dans la presse française une vague de rumeurs et de conjectures au sujet d'une éventuelle alliance entre les deux pays ; les socialistes avaient pour embarrasser les communistes évoqué le souvenir de Kronstadt et de Toulon. La direction du PCF avait démenti une éventualité qui jetait le trouble dans les rangs du Parti ; Doriot l'avait lui-même dénoncée au cours de manifestations publiques comme une « calomnie » et une « absurdité[(398)] ». Ce qu'il connaissait des conversations diplomatiques en cours demeure obscur ; mais, ce que ne lui aurait pas permis d'apprendre sa qualité de membre du BP, la lecture de la presse le lui aurait révélé. Car la décision capitale du 20 décembre émergea immédiatement dans les discours des dirigeants soviétiques[(399)]. Il est inconcevable que dans les dispositions d'esprit qu'il avait signalées au cours des années précédentes, il ait manqué de relever un changement d'une telle importance et d'en supputer les conséquences ; la conclusion d'un accord d'assistance mutuelle entre la France et l'URSS devait entraîner de la part de l'IC la liquidation de la ligne révolutionnaire de la « troisième période ».

Si l'on accepte la présomption raisonnable de l'existence à l'arrière-plan de sa démarche d'un calcul fondé sur l'évolution des rapports franco-soviétiques, le sens de son entreprise s'éclaire tout naturellement. Il se peut que ses propositions au BP en novembre 1933, dont il avait demandé expressément la transmission à Moscou, lui aient été suggérées par le resserrement des relations entre les deux gouvernements depuis le début de l'automne. En tout cas, s'il prit l'initiative de les porter devant le CC en janvier suivant, au lendemain du 13^{e} Plénum,

c'était en toute probabilité parce que, au vu des nouvelles positions soviétiques de la fin décembre, il tenait pour virtuellement périmées les thèses de ce Plénum. Jugeant imminent un tournant, il cherchait en prenant les devants à s'assurer un droit de préemption sur la conduite du changement à venir ; il se désignait comme le dirigeant qualifié pour le mener à bien, disposant d'un programme de rechange, élaboré à partir des exigences de la situation française, mais répondant aux nécessités de l'Internationale et de l'État soviétique. Sollicitant une investiture en bonne et due forme, il était conséquent en entourant l'exposé de ses propositions de tous les signes de la discipline et de l'allégeance. Implicitement toutefois, la pression et la contestation n'étaient pas absentes de son attitude. En demandant un changement de ligne, en réclamant un débat dans le parti, il faisait peser sur l'IC la menace d'une lutte ouverte, d'une déstabilisation du parti français, doublant ainsi d'en bas la pression décisive que devait développer au sommet la nécessité de satisfaire les besoins de sécurité de l'État soviétique. En somme, il entendait tirer parti d'une conjoncture exceptionnelle pour emporter une décision qu'il recherchait de longue date ; sa détermination à saisir l'occasion offerte montre combien sous le calcul et la manœuvre s'exerçait la poussée des désaccords et des insatisfactions passés.

L'escalade vers la rupture

Dans l'attente d'un revirement de l'Internationale, il s'inclina devant la décision du CC et observa la plus stricte discipline extérieure, tout en continuant d'affirmer son point de vue au sein de la direction. Ainsi le 2 février 1934, devant l'agitation croissante des ligues, proposait-il au BP l'organisation de contre-manifestations en liaison avec les fédérations socialistes de la Seine et de la Seine-et-Oise[400] ; tandis que, le 3, il commentait et approuvait avec emphase dans son éditorial de *l'Émancipation* (l'hebdomadaire du rayon de Saint-Denis) le discours que venait de prononcer Staline au 17e Congrès du PCUS. En définitive, le cours des choses ne se conforma pas à la perspective qu'il avait prévue. L'IC demeura sans réaction et le tournant qu'il avait escompté pour une date rapprochée ne se produisit que plusieurs mois plus tard, pour des raisons sur lesquelles il faudra revenir. En France, survinrent les journées de février qui l'amenèrent à provoquer un rebondissement de la crise.

La direction du Parti décida finalement d'appeler ses militants à manifester, comme l'y invitait Doriot. Mais à la date choisie, le 6 février, devait avoir lieu une grande manifestation des ligues. En outre, les mots d'ordre dénonçaient à la fois le gouvernement, le parti socialiste et les ligues de sorte que les manifestants communistes, noyés dans la masse des ligueurs, ne réussirent pas à faire percer la voix de leur parti qui parut prêter main-forte à l'extrême droite. L'orientation sectaire qui avait fait hasarder cette opération dicta l'interprétation irréelle des événements qui fut donnée le lendemain quand s'imposa dans son ampleur le bilan de l'émeute (15 morts et 1 435 blessés). Une déclaration du PC, de la CGTU et des JC désigna le gouvernement et le parti socialiste comme les « vrais responsables » du développement des ligues et des événements de la

veille, et qualifia le 6 février de « haute journée d'espoir » pour les communistes qui avaient manifesté dans la rue « face aux gardes mobiles, aux flics, aux Jeunesses Patriotes, etc., tous unis contre l'ouvrier parisien[401] ».

Dans la soirée du 6, à la Chambre des députés environnée par l'émeute, Doriot et Renaud Jean avaient demandé à Thorez d'adresser un appel au groupe socialiste en vue d'organiser une contre-manifestation le lendemain ou le surlendemain. Leur demande fut rejetée parce qu'elle contrevenait à la résolution du CC de janvier ; plus tard dans la soirée, le BP repoussa pour le même motif, contre la voix isolée de Doriot, une proposition de la fédération socialiste de la Seine visant à préparer une manifestation commune pour le 8[402]. La désapprobation de Doriot s'exprima le 7 au soir à Saint-Denis lorsqu'il fit décider la participation du rayon à la manifestation socialiste prévue pour le lendemain[403]. Cette décision ne passa pas en acte, les socialistes reportant leur manifestation au 12, jour pour lequel la CGT avait lancé une consigne de grève générale. Pour n'être pas en reste, la direction communiste arrêta le principe d'une manifestation pour le 9 sur des mots d'ordre identiques à ceux du 6, sinon qu'aux slogans antifascistes et antisocialistes s'ajoutaient des attaques contre les « fusilleurs Daladier et Frot ». Le 8, le BP décida le maintien de la manifestation avec ou sans l'autorisation du gouvernement ; dans le second cas, ses membres n'y participeraient pas afin d'échapper à une éventuelle répression. Selon Barbé, Doriot protesta « violemment » contre la « lâcheté » de ses collègues « qui envoyaient les ouvriers à la bataille sans y paraître eux-mêmes[404] ». Il fut le seul dirigeant à prendre part à la manifestation finalement interdite, assumant ce rôle de leader du PCF auquel il prétendait, et l'assumant en dépit du désaccord qu'il exprimait depuis le début des événements. Les heurts furent extrêmement durs, faisant quatre morts et plusieurs dizaines de blessés : un lourd bilan pour une manifestation suivie par le ralliement du PC et de la

CGTU à la journée du 12. Après avoir refusé toute manifestation commune, la direction du Parti en venait à l'accepter sous la pression unitaire de la base et pour ne pas s'isoler de ce qui promettait d'être un succès, aboutissant, comme le lui reprocha plus tard Doriot, à mettre le PC à la remorque du PS et de la CGT[(405)].

L'ampleur du mouvement de grève à travers le pays, l'importance de la manifestation à Paris firent du 12 février une date mémorable, mais dont l'exemple n'amena pas le parti communiste à abandonner sa ligne intransigeante. A Saint-Denis, Doriot avait invité les représentants locaux de la SFIO et de la CGT à entrer dans un comité d'action pour préparer la journée ; le 12, ce comité fut transformé en un organisme permanent baptisé Comité de vigilance[(406)]. Doriot commettait son premier acte d'indiscipline caractérisé ; occupant une position majoritaire dans la ville, ce n'était pas la nécessité qui lui faisait rechercher l'appui des petites forces locales socialiste et confédérée. Le fait accompli qu'il créait, l'exemple qu'il voulait donner lui étaient inspirés par la situation nouvelle, comme en témoignent ses propos : le réflexe antifasciste déclenché par le 6 février dans la classe ouvrière offrait au parti communiste, s'il savait en capter et en canaliser l'expression, l'occasion d'une percée remarquable. L'unité d'action qu'il prônait devait se fixer pour première tâche la lutte contre les ligues fascistes ; ce faisant, elle ouvrait la voie à l'objectif fondamental, la conquête du pouvoir. Alors que dans son discours devant le CC en janvier, il avait parlé de conclure avec le parti socialiste des accords « opportuns », c'est-à-dire circonstanciels, il se prononçait à présent pour une politique d'alliance[(407)].

Il ne poursuivait pas moins son entreprise de janvier : seul se trouvait modifié l'équilibre entre ses éléments internes, la pression accentuée dans l'allégeance maintenue. L'IC demeurait la destinataire de son action, de son indiscipline même : mettant à profit l'état d'esprit créé dans la gauche française par les jour-

nées de février, prenant appui sur ses positions dans le PC, il opérait une prise de gage qui devait renforcer sa main et faire sentir à l'Internationale la nécessité d'un changement de ligne et d'équipe. Son comportement dans les semaines suivantes allait montrer la continuité de son projet. Le 13 février, le secrétariat du Parti exigea la dissolution du Comité de vigilance et se vit opposer un refus formel[(408)]. Mais aucune bataille publique n'en résulta : de part et d'autre fut observée la plus grande prudence. A brusquer les choses, la direction courait le risque de mettre le Parti en ébullition et de causer une scission d'importance (faite sur le thème de l'unité d'action au lendemain des journées de février, elle eût été bien plus importante qu'elle ne fut quelques mois plus tard). Quant à Doriot, il refusait la confrontation ouverte, conformément à la ligne qu'il s'était fixée. Tandis que *l'Humanité* gardait le silence sur Saint-Denis, et cependant que des délégués du secrétariat menaient une campagne de persuasion auprès des communistes de la localité, il gardait dans *l'Émancipation* une discrétion absolue sur le conflit pendant. S'il lui arrivait d'affirmer au passage la nécessité de l'unité d'action, il en plaçait la réalisation « sous le drapeau de Marx et de Lénine ». Barbé, qui dirigeait le rayon voisin de Saint-Ouen et faisait bloc avec lui depuis le début de l'année, n'était pas moins net dans ses déclarations de fidélité à l'égard de l'IC[(409)]. La lutte restait souterraine et se concentrait sur la préparation des assemblées de base qui devaient permettre de mesurer le rapport des forces.

La conférence du rayon de Saint-Denis eut lieu du 10 au 12 mars. Par 110 mandats contre 61, elle approuva la politique d'unité d'action menée par Doriot et décida de saisir l'Internationale du conflit qui l'opposait à la direction du Parti[(410)]. A la suite de ce succès de Doriot, prévisible mais loin d'être écrasant, la direction poussa une première attaque publique. Le CC réuni les 14 et 15 mars, en l'absence volontaire de Doriot qui s'abstenait depuis le début du mois d'assister aux séances du BP,

réaffirma la ligne de lutte contre le « social-fascisme » et dénonça les conceptions d'un « groupe opportuniste et sectaire Barbé (Rolland) », une dénonciation qu'allait marteler la presse du parti[411]. En mettant en accusation Barbé, et pour mieux ajuster le coup, Rolland, le responsable CGTU de Saint-Denis et l'un des lieutenants de Doriot, il s'agissait d'identifier la position défendue par ce dernier avec une personnalité discréditée dans le Parti depuis sa direction de 1929-1931, ce qui permettait, en évitant de jeter le nom de Doriot dans la bagarre publique, de le priver des bénéfices qui pouvaient lui échoir de sa popularité. Plus subtilement, *l'Humanité*, le jour où elle fit connaître la résolution du CC, publia également un article qui défendait Doriot contre les attaques du journal de droite de Saint-Denis, signalant qu'on le tenait toujours pour un dirigeant fidèle du Parti ; de la sorte, il ne dépendait que de lui de se prononcer pour une politique imputée à un autre et officiellement condamnée.

Le 1er avril, la conférence de la région Paris-Nord se réunit à son tour. Par 84 mandats contre 54, elle condamna la position du rayon de Saint-Denis[412]. Doriot échouait à s'imposer à l'échelon d'une région qu'il avait dirigée durant une année et demie ; les pressions de l'appareil, les appels à la discipline lui avaient ravi les mandats décisifs. La prise de gage qu'il avait tentée se révélait limitée et l'épreuve de force tournait à l'avantage de la direction. Le 6 avril, Thorez rapporta dans *l'Humanité* la résolution adoptée par la conférence régionale (présentée comme la conférence du rayon de Saint-Denis), qui demandait au CC d'interdire « au camarade Doriot de propager sa conception opportuniste » et de l'obliger à « se soumettre à la discipline du Parti ». Le 7, dans la livraison hebdomadaire de *l'Émancipation*, l'intéressé commença à faire le tableau détaillé de ses divergences. Le 9, il démissionna de son poste de maire et fit publier à 30 000 exemplaires la lettre qu'il avait rédigée pour présenter son point de vue à l'IC[413]. En portant sur la

place publique le différend qui l'opposait à la direction du Parti, en prétendant le faire trancher par les électeurs, il faisait un coup d'éclat et commettait une grave indiscipline. Le reproche qu'il fit à la direction de l'avoir pris à partie avant que l'Internationale ait pu examiner l'affaire et rendre sa décision révèle à quel point il s'était ligoté les mains. Il se trouvait acculé à choisir, selon ses propres termes, entre le « suicide et la lutte » : le « suicide », c'était la capitulation, la répétition de l'humiliation de 1929 ; restait la lutte, c'est-à-dire, tôt ou tard, le conflit ouvert avec l'Internationale et l'échec de toute son entreprise[(414)]. Choisissant la lutte, il gagnait dans l'immédiat de pouvoir répandre son point de vue et il chercha à en tirer le meilleur usage pour obtenir dans le Parti un soutien qui, à défaut de retourner la situation, pourrait rendre coûteuse son exclusion.

La *Lettre à l'IC* venait d'être achevée et la récolte des signatures de commencer lorsque la direction s'en était pris à Doriot. Sa publication et sa diffusion lui donnaient une autre destination que celle qui lui revenait au départ ; autant qu'à convaincre l'Internationale à qui elle fut transmise le 11 avril, elle devait servir de plate-forme dans la lutte contre la direction du Parti[(415)]. Le texte reprenait les propositions de janvier, mais en les développant et en les systématisant, de telle sorte qu'il impose par son ampleur et sa cohérence l'image d'un projet alternatif auquel ne manquait même pas un calendrier d'application. La révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour selon ce projet qui visait à atteindre l'étape intermédiaire, l'arrivée au pouvoir par une politique fondée, d'une part, sur l'unité d'action des partis ouvriers et, d'autre part, sur l'alliance avec la paysannerie et les classes moyennes. Pour réaliser cette double alliance, un programme d'action était nécessaire qui tînt « largement compte » des revendications des partenaires visés. Celui qui était proposé, en treize points, contenait des revendications intéressant le prolétariat : des mesures immédiates comme les quarante heures avec le maintien des salaires, mais

aussi des réformes structurelles comme la nationalisation de certaines branches de l'économie ; il comportait aussi une série de mesures qui devaient venir en aide aux classes moyennes et aux paysans. Le treizième point portait simplement : « Politique d'alliance avec l'Union soviétique » et constituait la clé de voûte du projet, où idéalement devaient se rencontrer et se nouer les intérêts de son auteur et de son destinataire. En fixant cet objectif unique de politique étrangère, Doriot confirmait la réalité et l'importance du calcul qui sous-tendait sa démarche. Au début de l'année, impressionné par le changement d'attitude manifesté par l'URSS, il avait surestimé le rythme d'achèvement d'un accord franco-soviétique ; mais, s'il avait faussement présumé une disposition correspondante de la part du gouvernement français, il avait perçu exactement la volonté soviétique de parvenir à un tel accord : en l'affichant dans le programme qu'il proposait de mettre en œuvre, il allait au-devant de ce qu'il estimait demeurer une priorité pour l'État soviétique.

Exposé d'une stratégie, la *Lettre* était aussi un acte de candidature par la mise en accusation de la direction du Parti dont l'action au cours des événements de février était critiquée dans le détail. La capacité et le droit de mettre en application la nouvelle ligne proposée lui étaient en conséquence déniés ; n'ayant pas été « à la hauteur des circonstances », elle ne pouvait donner « la garantie qu'elle sera capable de diriger les batailles qui nous attendent[(416)] ». En définitive, le plaidoyer d'avril de Doriot montrait en relief les éléments essentiels de sa démarche de janvier : la demande de changement de ligne, la revendication de la direction du Parti, l'investiture régulière de l'Internationale. Formellement, il visait à convaincre cette dernière de l'avantage que comportait l'adoption d'une politique conforme aux besoins de la nouvelle situation. Interprété globalement, en prenant en considération l'attitude de Doriot, il revenait à faire aboutir un arrangement conçu comme mutuellement avanta-

geux, dans une manière de donnant-donnant, illusoirement symétrique même si Doriot avait pu donner plus de poids à sa position en réunissant un plus large soutien dans le parti, mais révélateur de son aspiration profonde. Dans la *Lettre* perçait le désaccord avec la fixation autoritaire à Moscou d'une ligne universellement applicable, y était affirmée la nécessité de prendre en compte le contexte national :

> La grande idée qui s'empare des masses, présentement, c'est l'idée du changement nécessaire : l'idée d'une transformation politique et sociale dans l'esprit du pays[417].

Au fond, en proposant de mener une « politique d'alliance avec l'URSS », Doriot exprimait son désir d'en devenir l'« allié » plutôt que l'« employé ».

Le 23 avril, alors qu'avec l'approche des élections, fixées aux 6 et 13 mai, faisait rage la bataille avec la direction du Parti, l'Internationale intervenait inopinément par télégramme : « BP. Thorez et Doriot. Nous considérons qu'il est nécessaire de cesser la lutte fractionnelle dans le Parti. » Elle demandait aux deux intéressés de se rendre immédiatement à Moscou pour y soumettre leur différend à l'examen du Comité exécutif. A cette surprenante invite qui plaçait les protagonistes sur pied d'égalité, Doriot répondit le 24 qu'il ne pouvait s'absenter avant la fin de la campagne électorale. Considérant que le rayon de Saint-Denis ne portait « aucune responsabilité » dans la lutte avec la direction, il déclarait qu'il ne pouvait, « en aucun cas, abandonner son droit de propager les idées qui rassemblent d'ores et déjà une masse imposante du Prolétariat français ». Il demandait à l'IC de faire cesser la campagne contre lui et d'obliger la direction à « accepter préalablement à toute discussion les rectifications qui paraissent nécessaires à la majorité du rayon de Saint-Denis[418] ». Le 26 avril, l'Internationale demanda une nouvelle fois à Thorez et Doriot de « cesser la lutte intérieure

qui est allée trop loin », en ajoutant à l'intention du second que la question de son exclusion n'était pas posée et qu'elle acceptait le report de son voyage au lendemain des élections. Le même jour, sur décision du BP, Thorez partait pour Moscou[(419)].

Doriot dut être le premier surpris par l'intervention de l'IC ; dans une déclaration publiée par *le Matin* du 21 avril, il avait affirmé s'attendre à ce que son exclusion tombât « d'une minute à l'autre ». Méfiant, il n'entendait pas se dessaisir de sa dernière carte ; en poursuivant sa campagne électorale, en continuant de propager son point de vue, il cherchait à fortifier sa position, en même temps que par les garanties qu'il exigeait, il indiquait l'enjeu qu'il donnait à la partie. Il enregistra comme une « première victoire » l'arrêt, dès le 26, des attaques de *l'Humanité* et, le 2 mai, il précisa les conditions dont il exigeait la satisfaction immédiate : la direction devait rectifier les informations fausses parues dans la presse du Parti, ouvrir une « discussion libre » en prévision d'une conférence nationale, reconnaître publiquement les erreurs commises depuis février à l'égard du rayon de Saint-Denis[(420)]. C'était exiger la capitulation de la direction, ou plus exactement la répudiation de celle-ci par l'Internationale. S'il ne se rendait pas à Moscou en dépit de la réparation et de la promesse que constituait sa mise sur pied d'égalité avec Thorez, c'était parce qu'il les tenait pour insuffisantes : elles laissaient présager ce qui ne pouvait être qu'un replâtrage, le partage avec son rival de la responsabilité d'un probable changement de ligne. Il avait visé davantage et, après les luttes qui venaient de se dérouler, encouragé peut-être par l'attitude conciliante de l'IC, il était décidé à jouer son va-tout.

Le 6 mai, il fut réélu au premier tour avec 75,9 % des suffrages exprimés, améliorant de 1 500 voix son score de 1932[(421)]. Conformément aux directives d'apaisement données par l'IC, la direction ne lui avait pas opposé d'adversaire. Commentant les résultats du scrutin, il déclara :

> Désormais la lutte pour l'unité d'action, la lutte pour une juste politique de front unique déborde les limites de notre localité. C'est dans tout le pays que la question est posée[(422)].

Le 10 mai, un nouveau télégramme de l'IC lui demandait de se rendre à Moscou à présent que les élections étaient passées. Doriot allégua les nombreux engagements à des manifestations d'unité d'action qu'il avait contractés pour justifier un nouveau report de son voyage à la fin du mois. Quelques jours plus tard, il livra dans une réunion publique le fond de sa pensée, donnant voix pour la première fois à la revendication d'égalité qu'il nourrissait depuis longtemps :

> Je veux aller discuter avec les dirigeants de l'IC d'égal à égal. Je ne veux pas me rendre à Moscou en bourgeois de Calais, en chemise et la corde au cou. J'irai à Moscou quand les chefs de l'IC auront désavoué et rectifié les calomnies et les mensonges qui depuis trois mois sont répandus sur mon compte dans la presse du Parti et par les militants du CC[(423)].

Le 16 mai, l'IC rendit sa décision. Dans une résolution publiée par *l'Humanité* du 19, elle l'accusa de préparer une scission dans le Parti « sous le couvert de phrases sur le front unique » et autorisa la direction à prendre à son encontre les mesures qu'elle jugerait nécessaires. Son exclusion n'était plus qu'une affaire de temps et de circonstances ; de part et d'autre, on se prépara à l'affronter dans les meilleures conditions. Doriot menait campagne sur le thème de l'unité d'action et levait le drapeau de la liberté d'expression bafouée par la direction du Parti. Quant à la direction, depuis le retour de Thorez de Moscou à la mi-mai, elle modifiait son attitude à l'égard du parti socialiste, une orientation qui avait pour avantage de rendre inopérante la campagne de Doriot et pouvait permettre d'amortir le contrecoup de l'exclusion à venir. Le 30 mai, le BP commençait à proposer à la direction socialiste l'organisation de manifestations

communes pour la libération de Thaelmann ; sans succès, les socialistes exigeant au préalable la suspension des attaques et des critiques, une condition que refusait de satisfaire la direction communiste. L'inflexion décisive se produisit le 26 juin, quand Thorez exprima devant la conférence nationale réunie à Ivry la volonté du parti communiste de conclure « à tout prix » un accord avec les socialistes et d'« arracher les classes moyennes à la démagogie du fascisme ». Le jour même où était dégagée la route qui allait conduire à la signature du Pacte d'unité d'action entre les deux partis le 27 juillet, puis à l'élargissement du rassemblement aux classes moyennes, l'exclusion de Doriot était prononcée[424].

Le couplage des deux décisions constituait une méthode dont l'efficacité pourrait être illustrée par l'exemple de Renaud Jean. Celui-ci avait soutenu Doriot dans sa demande de changement de ligne et contribué à la confection de la partie de son programme relative aux paysans. Mais du moment que le Parti adoptait la ligne qu'il souhaitait, il emboîta le pas et jugea sévèrement l'insoumission de son camarade. Elle prouvait selon lui qu'il s'était « servi de ses désaccords avec le BP pour une politique et des buts personnels » : une appréciation qui définissait l'affaire Doriot de manière plus conforme à la vérité que ne le faisait l'intéressé en la présentant comme une lutte pour l'expression de ses convictions politiques[425].

La reconstitution de la rupture de Doriot demeurerait incomplète si l'on ne tentait d'éclaircir les raisons de l'attitude de l'IC ; si l'on ne tentait aussi de démêler les liens existant entre, d'une part, le projet de Doriot et la crise qu'il faisait vivre au parti français et, d'autre part, le lancement et le contenu de la tactique du Front populaire. Après des mois d'apparente indifférence à l'égard des propositions de Doriot, l'Internationale sortait de sa réserve et faisait preuve d'une inhabituelle souplesse vis-à-vis de l'indiscipliné. En reprenant la piste des relations diplomatiques franco-soviétiques, on tient une explica-

tion convaincante de cette attitude. Après la rapide avancée de la fin de 1933, les négociations entre les deux États étaient brusquement tombées en panne du fait de la France. Le départ de Paul-Boncour des Affaires étrangères, la crise intérieure française, l'arrivée au pouvoir du gouvernement Doumergue – Barthou prenant la charge du Quai d'Orsay – à l'orientation de prime abord peu favorable à l'Union soviétique, tout avait concouru à garder le dossier au fond du tiroir. Il en fut ressorti dans le sillage de la note française du 17 avril, dite note Barthou, qui annonçait à la Grande-Bretagne le refus de la France de reconnaître le réarmement allemand. Le 20 avril, Barthou informa le chargé d'affaires soviétique à Paris, Rosenberg, qu'il avait reçu mandat du gouvernement français pour reprendre avec l'URSS les négociations engagées par Paul-Boncour[(426)]. L'offre fut saisie avec empressement par les Soviétiques dont l'isolement diplomatique était devenu préoccupant à la suite de l'accord germano-polonais du 26 janvier 1934.

Entre la communication diplomatique française du 20 avril et l'intervention de l'IC dans la lutte intérieure du PCF, la coïncidence temporelle est frappante. Les éléments d'information fournis par une source bulgare utilisant les archives de Dimitrov font apparaître qu'elle n'était pas fortuite. Il est avéré, d'une part, que l'intervention de l'IC s'inscrivait dans le cadre tout nouveau d'une révision générale ; les 24 et 25 avril, la question d'un changement de ligne fut examinée de façon prolongée et approfondie par Dimitrov, chargé depuis peu de la direction de l'IC, et Manuilski, représentant du PCUS auprès de l'IC et homme de confiance de Staline. Il apparaît, d'autre part, que la décision d'un tel changement avait été aussi soudaine que récente, puisque, le 20 avril, la *Pravda* publia un article de Dimitrov consacré aux événements de février en Autriche, qui suivait fidèlement la ligne classe contre classe et qui avait reçu la veille l'approbation de Staline[(427)]. Le télégramme adressé au PCF constituait la première mesure que rendait à la fois pos-

sible et nécessaire la nouvelle perspective diplomatique ; une mesure conservatoire parfaitement compréhensible puisque le parti français se trouvait secoué par une crise à laquelle le tournant envisagé permettait de porter remède. La convocation de Thorez et Doriot à Moscou, la mansuétude et la patience soutenues en face de la mauvaise volonté du second témoignent de l'importance que l'Internationale attachait à la réalisation d'un compromis qui eût ménagé une transition sûre vers la mise en œuvre de la nouvelle politique ; l'intransigeance de Doriot constitua un motif certain, mais subordonné à l'évolution diplomatique, d'en accélérer l'introduction[(428)].

La parenté étroite existant entre le programme d'Ivry et le programme de Doriot apparaît à l'évidence. L'un et l'autre présentaient la même conception stratégique d'une alliance du prolétariat et des classes moyennes dirigée contre le fascisme. Le second, il est vrai, ne faisait pas référence à la réunification syndicale, ni surtout à la défense de la démocratie bourgeoise. Appliqué à la lettre, rien ne l'aurait distingué de la politique suivie par le PCF de juillet 1934 à juin 1935, telle que la caractérisaient l'alliance avec le parti socialiste et les ouvertures faites en direction des classes moyennes et du parti radical, à l'exclusion de tout accord d'état-major. Mais il n'est pas douteux que le programme de Doriot portait également, à l'état virtuel, l'alliance avec le parti radical et l'acceptation de la défense nationale, en raison même de son objectif de politique étrangère. Sur ce point essentiel, l'un et l'autre programmes se rejoignaient dans leur inspiration comme dans leur finalité. Si l'on tient pour assuré que la ligne de front populaire fut conçue et réalisée pour répondre aux besoins de politique étrangère de l'URSS, que son objectif était de veiller à la préservation, et dans toute la mesure du possible, au renforcement de l'alliance franco-soviétique, il est impossible de ne pas reconnaître que le projet de Doriot en constituait l'exacte préfiguration. Dans l'un et l'autre cas, la lutte contre le fascisme devait permettre de

mobiliser et de cimenter le plus vaste rassemblement atteignable sur la scène nationale, préparant ainsi l'union contre le fascisme extérieur. En somme, il n'y eut entre les deux programmes que la personnalité du dirigeant qui l'appliqua. Avec Thorez, l'IC tenait la situation bien en main et Thorez lui-même y trouva son compte puisque le départ de Doriot et le succès de la nouvelle politique firent de lui le dirigeant incontesté du PCF. Sans doute est-ce l'ironie de l'histoire qu'il finit par passer pour l'« inventeur » du front populaire ; mais son père véritable, en France s'entend, y contribua plus qu'aucun autre par le combat acharné qu'il allait entreprendre, peu après son exclusion, contre l'alliance franco-soviétique, oubliant apparemment et faisant oublier en tout cas son programme de 1934.

La proximité temporelle de l'affaire Doriot et du tournant dans l'IC ne fut donc pas l'effet du hasard ; l'anticipation du tournant, la prévision de sa nécessité constituèrent le point de départ de la crise ouverte par Doriot et le fil conducteur de son déroulement. Faisant fond sur la réorientation de la diplomatie soviétique, il chercha à en tirer parti pour capitaliser à son profit le changement de ligne qu'il jugeait proche et obtenir de l'IC la promotion à la tête du PCF qu'il poursuivait depuis longtemps. Il s'efforça avec persévérance de la convaincre en lui présentant un programme de rechange conçu pour répondre aux intérêts de l'IC et de l'URSS autant qu'aux siens propres. Mais il essaya aussi de la contraindre, d'abord par la menace implicite d'une déstabilisation du parti français, puis, dans le sillage des événements de février, par le déclenchement d'une épreuve de force interne. En conséquence des délais survenus dans la négociation diplomatique, de l'insuffisance des moyens de pression à sa disposition, finalement par l'effet de son état d'esprit et de sa personnalité, la dynamique de la crise porta au premier plan l'élément de confrontation présent dès l'origine dans sa démarche de persuasion et de sollicitation. Sa rupture ne résulta pas d'une dissension idéologique, encore moins

d'une remise en cause intellectuelle ou morale de son expérience communiste ; elle fut l'aboutissement d'une lutte pour le pouvoir, le fruit amer d'une tentative désespérée de s'adjuger une position dirigeante exclusive dans le PCF qui devait être une position autonome dans le cadre du mouvement communiste international. Ce fut l'entreprise d'un homme à l'orgueil et à l'ambition exceptionnels, usant sans retenue des méthodes de dissimulation et de ruse qu'il avait acquises dans le sérail communiste. Quand l'Internationale évoquait avec regret le refus de Doriot de se prêter à un compromis, malgré « toute la patience, toute l'opiniâtreté » dont elle avait fait preuve dans le désir de le « conserver autant que possible pour le mouvement ouvrier », c'était avec raison qu'elle le reconnaissait, jusque dans les voies de sa rébellion, pour l'un des siens[(429)].

La quête de la revanche

Doriot n'évoqua dans aucun texte les sentiments qu'il éprouva au moment de son exclusion. La question mérite pourtant d'être soulevée, tant il est vrai que la rupture avec l'univers communiste, comme le montrent d'abondants témoignages, constitue un bouleversement dont on ne saurait trouver l'équivalent ni dans le monde socialiste, ni bien sûr dans le monde radical. Peut-être en entendra-t-on un écho dans ce passage des *Souvenirs* de Barbé :

> Il s'est passé en moi, au moment de la rupture avec le Parti, comme un déchirement profond. J'ai revu tout le passé, tous mes efforts, mes luttes, mes sacrifices de jeune homme, les années passées sans distractions dans la clandestinité ou dans les prisons ; les amitiés, la camaraderie fraternelle qui me liaient à des centaines d'autres militants. J'ai ressenti une immense peine. Ce fut comme une chute verticale de mes illusions et de mes convictions. Il n'est pas exagéré de dire que je connus à ce moment un désespoir profond[(430)].

L'univers communiste avait engagé Barbé et Doriot dans tout leur être ; ils en restèrent tributaires lorsque, au bout du chemin, ils se retournèrent violemment contre lui dans le désir inextinguible de lui faire payer l'idéalisme de leur jeunesse et le cynisme sans succès des années récentes.

Pour l'heure, exclu, Doriot se trouvait en même temps privé de la ligne politique qui lui avait servi d'arme contre la direction du Parti. La colère et la soif de vengeance percèrent immédiatement dans sa réaction : « Nous aurons encore l'occasion, déclara-t-il, de nous retrouver face à face avec ceux qui ont pris cette lourde responsabilité. » S'il savait mieux que quiconque la part essentielle qu'avaient eue les nécessités diplomatiques de l'URSS dans le changement de ligne de l'IC, son mouvement profond était d'y voir une mesure dirigée contre lui : ses anciens collègues espéraient le « déborder » et l'« isoler » par des

concessions faites « momentanément » aux socialistes. Il relevait aussitôt ce qu'il ressentait comme un intolérable défi.

> Sur le terrain de l'unité, nous ne craignons aucune initiative, aucune hardiesse, aucune manœuvre. Nous tenons l'unité ouvrière comme indispensable pour lutter contre le capitalisme, nous irons aussi loin et aussi vite qu'il nous sera possible d'aller pour la réaliser totalement[(431)].

Battu à l'intérieur du Parti, il chercherait à se revancher de l'extérieur, à mettre à genoux ses collègues triomphants, à humilier leur patron Staline. Parce que le désir de revanche et le désir d'être reconnu avaient été mêlés dans sa tentative de prise de pouvoir, plus exactement parce qu'il avait vu dans l'investiture de l'IC la forme que devait prendre sa revanche, il voulut passionnément se venger de l'échec qu'il venait de subir ; et c'est contre Staline, bien plus que contre Thorez et les dirigeants du PCF, qu'il se retournait. L'angle d'attaque changerait autant qu'il le faudrait, l'objectif garderait la fixité de l'obsession.

A l'appropriation de sa ligne d'unité d'action par le PC, il répondit par la surenchère en prônant la réunification du mouvement ouvrier. En lançant le 5 juillet le mot d'ordre « Une seule classe, une seule CGT, un seul parti », il marquait sa volonté de ne pas se laisser évincer de la coalition qui se préparait entre les deux grands partis ouvriers[(432)]. Aussitôt après la signature du Pacte d'unité d'action entre le PC et le PS, il en réclama l'extension aux forces ouvrières indépendantes et la représentation de celles-ci au Comité de coordination créé par les deux partis. Pour étendre le réseau de ses appuis, il invita les militants ouvriers qui avaient sympathisé avec lui au cours des mois précédents à former des Groupes d'amis de l'Unité. Il entreprit en outre de regrouper les petites organisations d'extrême gauche, issues de dissidences du PC, qui existaient à travers le pays. Enfin, pour diffuser son point de vue, il prépara une édition natio-

nale de *l'Émancipation*, qui commença à paraître en octobre (avec pour sous-titre : « Organe central de l'Unité totale des travailleurs »).

Son but était de s'introduire en tiers dans l'alliance socialo-communiste pour contrecarrer l'action de ses anciens camarades. Il chercha à faire entrer dans son jeu les socialistes en les incitant à faire de l'unité ouvrière le critère de la sincérité de leur allié[433]. De son côté, il mena une campagne obstinée de mise en demeure des dirigeants communistes en les sommant de déclarer leur position sur l'unification du mouvement ouvrier. Comme il l'écrivit en septembre.

> L'heure de l'unité totale a sonné. Il faudra obliger le PC à dire clairement s'il entend porter plus longtemps la responsabilité de la scission, et par conséquent de l'impuissance du mouvement ouvrier à l'heure où le sort du pays et du socialisme dépend uniquement de la reconstruction de son unité révolutionnaire[434].

A la fin de l'année, il usa d'une deuxième ligne d'attaque lorsque le PC et le PS entreprirent de confectionner un programme d'action. Il soutint les socialistes qui voulaient y inclure des nationalisations, tandis que le PC, préoccupé d'élargissement en direction des classes moyennes, entendait se limiter à un ensemble de mesures immédiates. Tout lui était bon pour faire apparaître la mauvaise volonté et la mauvaise foi des dirigeants du PC et ébranler leur crédit auprès des militants.

Le parti ouvrier unifié qu'il appelait de ses vœux devait être un « grand parti des travailleurs, basé sur la liberté des tendances dans la discipline de l'action et la volonté de transformation sociale » ; c'était le moyen assuré, « dans un pays en pleine crise, avide de transformations profondes », de rallier « la classe ouvrière et ses alliés naturels, les paysans et les classes moyennes[435] ». La liberté des tendances, l'élection des dirigeants rapprochaient ce parti de la SFIO plus que du PC ; et

l'appel à la constitution d'une Internationale dont les sections délibéreraient sur pied d'égalité évoquait la structure de l'IOS davantage que celle de l'IC. Au vu du rapport des forces existant entre le PC et le PS – de l'ordre de 1 à 3 pour les adhérents –, l'unification du mouvement ouvrier sur ces bases revenait à fondre le premier dans le second. Doriot savait qu'il n'en était pas question pour Moscou, mais il voulait en faire la démonstration aux yeux des militants et tirer parti de leur souhait d'unité ouvrière pour les détacher des dirigeants communistes.

Mais si son entreprise était une machine de guerre dirigée contre le PC et Moscou, elle n'était pas pour autant au service de la SFIO. Doriot ne voulait pas davantage du parti de Blum que de celui de Thorez. Il reprochait autant au premier son réformisme et son parlementarisme qu'au second son sectarisme et sa dépendance envers Moscou ; et il allait répétant : « Ce n'est pas dans un des partis existants que peut se reconstruire l'unité politique[436]. » Le refus des partis existants, la recherche d'un parti de synthèse témoignent de son aspiration de renouvellement et de l'ébranlement provoqué par les victoires fascistes :

> Après quinze ans d'expériences décevantes de la 2e Internationale et d'impuissance révolutionnaire de la 3e dans les plus grands pays d'Europe, il convient de rechercher si les formules de 1919 sont encore justes. Il convient de procéder à une révision générale des valeurs. Il convient de rechercher pourquoi dans des murs économiquement et socialement portés au socialisme, c'est le fascisme qui gagne le pouvoir et écrase brutalement la classe ouvrière, au moment où elle devrait jouer son rôle historique[437].

L'existence d'un mouvement ouvrier divisé était la cause de ces défaites ; seule aurait pu les prévenir l'existence du nouveau parti et des nouvelles formules dont il affirmait la nécessité avec une significative insistance : « Il faut construire quelque chose de neuf », « il faut que nous recherchions quelque chose de neuf[438] ».

Une chose était certaine : le nouveau parti serait dirigé par lui et l'unification du mouvement ouvrier français se ferait sous sa bannière. En lançant le slogan « En avant Saint-Denis pour l'Unité totale ! », en même temps qu'il fixait sa ligne politique et récusait les partis existants, il indiquait la direction de ses espérances et l'ampleur de ses ambitions. La même raison explique qu'il ait jalousement préservé son indépendance, refusant de s'affilier à une organisation existante, et même au PUP dont la raison d'être était cette unité ouvrière qu'il appelait de ses vœux. La levée du joug communiste lui rendait une liberté que les frustrations passées le portaient à vouloir exclusive. Divers indices signalent à quel point son entreprise devait être l'affaire d'un homme et pour un homme. Ce fut, dès avant l'exclusion, la création d'un groupe d'enfants « Jacques Doriot » ; ce fut ensuite le baptême de la cellule locale de la JC en cellule « Jacques Doriot » ; enfin une photographie publiée en septembre par *l'Émancipation* et qui montrait les enfants de la colonie de vacances municipale dessinant avec leurs corps allongés les lettres du nom Doriot[(439)]. Mimétiquement, c'était en face de Staline – dont le culte était en plein essor – qu'il se posait, c'était contre lui qu'il voulait rassembler la classe ouvrière française en provoquant la scission dans le PCF et en rejetant ses dirigeants dans l'isolement. Même s'il ne faut pas exagérer l'importance de ces indices, ils n'en restent pas moins significatifs. L'exemple de Mussolini est sur ce point éclairant : c'était chez des hommes qui avaient des années durant fondu leur individualité dans l'anonymat de la Révolution que pouvait s'épanouir l'expression hypertrophiée d'une revendication de pouvoir individuel. La monumentalisation d'un Moi hyperbolique venait combler le vide laissé par le rejet des valeurs et des convictions passées ; elle s'opérait d'autant plus sûrement que faisaient défaut des liens sociaux ou professionnels, ou encore les assises d'une véritable culture.

Malgré ses tournées de propagande, malgré des dévouements inconditionnels, Doriot ne fit pas la percée dont il avait rêvé. Les Amis de l'Unité ne dépassèrent pas les quelques centaines d'adhérents et les organisations ouvrières avec lesquelles il s'était coalisé ne pesaient guère à l'échelle nationale. Même si les chiffres fournis peuvent être sujets à caution, le tirage de *l'Émancipation* donne une estimation de son audience : 7 000 exemplaires pour l'édition locale (dont 2 000 abonnements), 4 000 pour l'édition nationale (1 000 abonnements)[(440)]. Les demandes répétées faites pour obtenir la participation des forces autonomes au Comité de coordination PC-PS n'aboutirent pas ; le PC s'y opposait et exerçait une pression inlassable sur la direction socialiste pour obtenir la rupture avec Doriot des socialistes dionysiens, restés fidèles au Comité de vigilance créé en février 1934. Le rayon de Saint-Denis qui avait suivi dans sa majorité le « renégat » était l'objet de soins tout particuliers ; un nouveau rayon fut créé en novembre 1934 qui s'employa à regagner les brebis égarées[(441)]. Ce n'étaient pas enfin les liaisons internationales qu'il pouvait avoir avec d'autres groupes révolutionnaires indépendants et sa participation à la Conférence internationale qui les réunit à Paris en février 1935, qui pouvaient faire échapper Doriot à la réalité de sa situation : il était devenu un élément particulaire dans l'extrême gauche française[(442)].

Les socialistes ne s'étaient pas montrés à la hauteur des espoirs mis en eux ; il les voyait s'ancrer dans l'alliance communiste sans chercher à la faire tourner à leur profit. Au début de 1935, il leur reprocha de se laisser manœuvrer par leur allié et de s'abandonner à son « entreprise de démolition » ; il trouvait, quant à lui, que l'« équivoque » avait assez duré[(443)]. En un sens, il fut entendu : en mars 1935, le PC acceptait de discuter des conditions d'une réunification ; grâce à la pression des socialistes, les organisations autonomes furent appelées à participer aux travaux de la Commission d'unification. Du coup, Doriot

perdait sa plate-forme, même s'il lui était loisible de dénoncer les atermoiements du PC. C'est dans ce contexte de désarroi et de pessimisme – qui lui faisait une nouvelle fois donner voix à sa quête de renouvellement (« essayer de dégager les grandes idées révolutionnaires de l'époque », faire des Amis de l'Unité un « centre d'émission de nouvelles idées révolutionnaires ») – qu'il exprima pour la première fois ouvertement son opposition au parti communiste. Jusque-là, dans la logique de sa campagne pour l'unité ouvrière, il avait évité d'attaquer frontalement son adversaire pour ne pas heurter les militants dont il cherchait l'oreille. A présent, il déclarait : « L'unité révolutionnaire, c'est clair maintenant, ne peut se faire que contre le PC. » Il ajoutait, d'une phrase qui en disait long sur ses ambitions originelles, qu'il ne fallait pas « espérer avoir la totalité du prolétariat avec nous, au moins initialement[444] ».

Cette prise de position s'accompagnait d'une réorientation de sa ligne politique ; le thème de la lutte pour la paix allait prendre le pas sur celui de l'unité ouvrière, l'URSS et sa politique étrangère venir au centre de la scène. Lors de son exclusion, Doriot avait fait allusion à la dépendance de l'IC envers la diplomatie soviétique et évoqué la possibilité d'un revirement du PCF sur la défense nationale ; mais, dans l'ensemble, il avait fait preuve d'une grande réserve : en septembre 1934, il s'était même défendu d'être devenu un ennemi de l'Union soviétique, affirmant qu'il n'y avait pas de « cause plus sacrée » que la défense de la « première révolution socialiste[445] ». L'entrée de l'URSS à la SDN peu après l'amena à multiplier les interrogations sur un prochain changement de ligne communiste et à affirmer par contrecoup sa fidélité au défaitisme révolutionnaire[446]. La position de politique extérieure qu'il définit au cours des mois suivants ne peut être interprétée que comme la réponse à l'éventualité de plus en plus probable de la conclusion du pacte franco-soviétique. C'est ainsi qu'il se mit à dénoncer la responsabilité de la France dans l'état de l'Europe, à

présenter l'hitlérisme et le réarmement allemand comme les conséquences inévitables du traité de Versailles. Tout en affirmant son opposition au fascisme, son horreur de l'hitlérisme, il affichait son refus d'un nouveau système d'alliances qui ne pouvait que conduire « directement à une nouvelle guerre mondiale » ; c'était le rejet voilé de cette alliance franco-soviétique qu'il avait lui-même proposé de réaliser dans sa *Lettre à l'IC*.

En mars 1935, la lutte pour la paix passa au premier rang de sa propagande et s'accompagna d'un redoublement d'attaques contre la diplomatie franco-soviétique. Il disait à présent être « persuadé que le plus grand danger de guerre n'est pas représenté par ceux qui ne sont pas prêts, mais par ceux qui le sont trop et ne veulent pas se laisser devancer » et il évoquait le risque d'une « guerre préventive » menée par la France avec l'appui de l'URSS[(447)]. Aussitôt après le rétablissement du service militaire obligatoire en Allemagne en mars 1935, il recommanda de « parler avec Hitler ». « Qu'on le veuille ou non, le traité de Versailles est presque mort. Personne ne l'empêchera de mourir complètement. » Il fallait « en prendre son parti », « tout faire pour ramener l'Allemagne à Genève, tenter un nouvel effort pour la limitation des armements, sur la base de l'égalité des droits, repousser enfin toute tentative d'isolement systématique[(448)] ». Corrélativement, il se mit à faire de l'URSS le principal danger de guerre en Europe. L'isolement de l'Allemagne que poursuivait la politique soviétique était une « folie » en ce qu'elle ne pouvait qu'y augmenter la « psychologie guerrière » et provoquer un conflit. C'est ainsi qu'il en vint à recommander d'accepter le pacte de non-agression qu'offrait Hitler[(449)].

Jusqu'alors, il avait parlé de Genève et de pactes de sécurité mutuelle ; il se satisfaisait à présent d'un pacte de non-agression, acquiesçait au refus de Hitler d'entrer dans des pactes d'assistance mutuelle. Dans sa volonté d'entente avec l'Alle-

magne nazie, le pacifisme n'était manifestement pas l'essentiel, et pas non plus encore la valorisation du nazisme ; du moins il ne s'en voit pas d'indices. Les attaques contre le traité de Versailles, la mise en relief des responsabilités de la France, la dénonciation de l'URSS comme un fauteur de guerre, tout cela, qui aboutissait à minimiser la politique nazie, était la conséquence de son entreprise de revanche. Prévoyant l'extension du front animé par le PC qui suivrait la signature du pacte franco-soviétique et pensant à l'influence qui en découlerait sur la politique française, il misait sur une entente avec l'Allemagne qui pourrait y faire obstacle. Il restait dans la logique de son combat en cherchant à contrecarrer l'URSS et le PCF sur le terrain de la politique extérieure puisqu'ils s'y plaçaient eux-mêmes ; il le faisait d'autant plus facilement qu'il manifestait sur ce plan une authentique continuité : n'avait-il pas de tout temps condamné l'ordre de Versailles ?

Sa campagne pour la paix marquait dans tous les cas un tournant. Elle établissait le constat de faillite de sa recherche de l'unité ouvrière, elle annonçait un combat ouvert contre le PC, mettait fin à l'antifascisme militant, servait de transition vers un rassemblement débordant la classe ouvrière ; dans les conditions de 1935, la campagne pour la paix était potentiellement une campagne nationale. L'approche des élections municipales de mai 1935 eut manifestement sa part dans ce changement de camp. Doriot se trouvait pris en tenaille entre le PC, qui lui opposait Duclos, et la droite pour laquelle il restait, même dissident, un communiste. La faiblesse de sa position lui était apparente, sans quoi l'on ne s'expliquerait pas les efforts qu'il déploya en direction de certains groupes sociaux, en particulier les petits commerçants, qui n'avaient pas été jusque-là l'objet d'attentions de sa part. Sa liste l'emporta avec un score comparable à celui des législatives de 1932 ; mais elle avait perdu 4 000 voix à gauche au profit de Duclos et ne les avait compensées que par une ponction de même importance dans les troupes du candidat de droite. Les élections furent enfin l'occa-

sion d'un différend avec la section socialiste locale, qui se résolut en juin à se lier avec le nouveau rayon communiste dans ce Comité de coordination que réclamait depuis près d'une année le PC[(450)].

Sur la foi des apparences, le rayon majoritaire de Saint-Denis demeurait une organisation d'extrême gauche qui conservait de son passé communiste non seulement les structures et les méthodes, mais encore le langage, le rituel et les symboles. La municipalité célébrait l'anniversaire de la révolution d'Octobre, rendait hommage à la Commune, fêtait Liebknecht ; son maire maniait la citation de Marx, d'Engels et de Lénine, et saluait le poing levé[(451)]. Mais il est clair que cela ressemblait de plus en plus à une coquille vide ; Doriot utilisait avec une facilité caractéristique des formes et des structures détachées d'une doctrine et d'une foi. Au moment où était signé le pacte franco-soviétique, il se trouvait dans une situation fragile, en quête d'un avenir, avec pour seule motivation irrépressible, la revanche. La tendance nationale qu'il avait manifestée bien avant sa rupture s'accentuait sous l'effet de la politique suivie par l'URSS et le PCF ; il allait bientôt parler au nom d'une France menacée par un adversaire à la fois intérieur et extérieur qu'il démonisait déjà. Son échec, son isolement le conduisaient à faire fond sur un appui extérieur, l'Allemagne hitlérienne : dans cette alliance objective, il y avait en puissance la contagion des formes et des styles politiques qui aurait été préparée par sa personnalité, sa soif de pouvoir, sa volonté de vengeance, sa mentalité autoritaire, tout ce que l'expérience communiste avait favorisé chez lui, comme tout ce dont elle l'avait frustré et qui cherchait compensation.

CHAPITRE VI

Les francs-tireurs du Front populaire

A la fin du printemps de 1935, nos trois dissidents de gauche étaient devenus des marginaux dans la vie politique française. Leurs ruptures s'étaient faites dans le prolongement d'ambitions et de projets anciens, mais ce fut la rencontre de la crise en France et de la victoire hitlérienne qui donna le branle décisif. La même ambition les anima de rassembler la gauche entière dans une entreprise de rénovation destinée à faire pièce à la menace d'un développement du fascisme en France. Tous trois voulurent constituer un mouvement de masse entraînant les classes moyennes derrière la gauche de manière à réunir une majorité populaire. A la différence du Front populaire, ils entendaient non pas former une coalition de partis, mais lancer de nouveaux mouvements qui déborderaient et élimineraient les organisations existantes. Ces itinéraires eurent des rythmes propres, mais ce fut l'échec à gauche qui amena à rechercher un rassemblement plus large. Pour Déat, le tournant vint avec le 6 février, qui produisit l'éclatement de la majorité de gauche dont la préservation avait été le motif originel de la crise socialiste de l'année précédente. Dans le cas de Bergery, il vint formellement une année plus tard, mais les linéaments s'en montraient dès l'été 1934 lorsque son projet antifasciste se trouva concurrencé par la coalition des partis ouvriers. Chez Doriot, le tournant pourrait être daté de son adoption d'une politique de paix en février-mars 1935, lorsqu'il eut constaté que l'alliance des deux partis ouvriers tenait bon, qu'il ne réussirait pas à y enfoncer un coin et à attirer à lui les troupes ouvrières ; les élections municipales de mai 1935 confirmèrent ce tournant, et comme on le verra, la position de rassemblement national se trouva déclarée à la fin de l'année.

Cette évolution fut hâtée à la fois par la formation d'un bloc de gauche qui limitait la marge de manœuvre de ces dissidents

et par la mise en évidence progressive de la faiblesse de la menace fasciste. Si le premier point ne nécessite pas de développement, le second mérite d'être souligné. A la fin de 1934, il ne pouvait pas ne pas apparaître à ces hommes que le fascisme, même en y incluant La Rocque et ses Croix-de-Feu, n'était pas de nature à faire connaître à la France l'expérience allemande. En décembre 1934, Bergery, qui avait placé l'antifascisme au cœur de son projet, moquait lui-même l'épouvantail La Rocque et concluait de son « analyse et dissection du néant » que le danger qu'il représentait résidait avant tout en ce qu'il préparait les Français à l'acceptation du fascisme[(452)]. Si leur glissement s'explique par ces deux facteurs, la facilité avec laquelle il se fit renvoie à la particularité de leur antifascisme. Tous trois avaient donné au fascisme une place centrale dans leurs analyses et leurs projets, le désignant comme une menace suspendue au-dessus de la France. Chacun y trouvait le moyen d'appuyer ses thèses ; l'antifascisme permettait de faire ressortir l'inadéquation des partis existants et de justifier la nécessité d'une action nouvelle. Mais la fonction instrumentale n'était pas tout. En 1933-1934, le fascisme pouvait apparaître comme un danger en France ; le fait de le désigner comme un danger imminent, de se le représenter et de le présenter sous la figure et dans l'ampleur qu'il avait eue en Allemagne indique tout de même un saisissement de l'esprit et de l'imagination.

Chez tous, la victoire du nazisme avait en réalité provoqué un ébranlement et une remise en cause de leurs convictions et joué comme un stimulant à une émulation rivale. Sans le saisissement ressenti devant son succès, sans l'attraction inconsciente ou inavouée exercée par lui, on ne conçoit pas l'existence dans un pays comme la France, où traditionnellement l'activité politique ne concerne que de très faibles minorités, de projets aussi ambitieux que le rêve de Bergery et de Déat de rassembler incontinent des dizaines, sinon des centaines de milliers d'hommes, celui de Doriot de faire le rassemblement de la

classe ouvrière dans un seul grand parti, ralliant au surplus les classes moyennes. Le souhait de dépasser les divisions existantes, d'abattre les cloisons politiques et idéologiques qui séparaient les Français se conçoit mal si l'on ne tient compte de l'impression produite par l'hitlérisme : en Allemagne, une large partie du peuple s'était jetée dans un torrent qui avait tout balayé. Exemple négatif qu'il s'agissait de prévenir, le nazisme devint rapidement, parce qu'il retenait, captivait, séduisait déjà en profondeur, un modèle dont on pouvait s'inspirer pour le combattre.

Le phénomène s'accentua au fur et à mesure que se profilèrent les échecs. Chacun de ces hommes fut affecté en fonction de sa personnalité, de son passé et de son projet politique. Bergery, parce qu'il y trouvait de quoi inspirer son projet jacobin de rassemblement national contre les « féodalités » et dans la mesure où, n'ayant pas de conception doctrinale propre, il laissait investir son projet qui était essentiellement politique par l'image de l'ennemi qui lui donnait fondement et consistance. Déat, parce qu'il voyait dans le nazisme une force historique qui confirmait sa conception du socialisme, dans la mesure où il avait avec elle certains plans de superposition. Doriot enfin, parce qu'il y trouvait l'exemple concordant d'un anticommunisme virulent et le modèle d'une action de masse dont l'objectif était de rassembler la nation selon les lignes d'une exclusion de ses ennemis intérieurs. Pour l'heure, les signes d'une attraction du fascisme étaient apparus chez Bergery et chez Déat, ils manquaient de s'exprimer chez Doriot ; le retard pris serait doublement rattrapé.

Au milieu de 1935, la situation de ces dissidents gardait beaucoup de fluidité. Aux yeux de l'opinion publique, ils appartenaient au camp de la gauche ; eux-mêmes continuaient de s'y rattacher. Si l'antifascisme avait passé au second plan, il demeurait présent. Bergery et Doriot restaient affiliés aux organismes antifascistes de la région parisienne, Déat parlait toujours de

prévenir le développement du fascisme en France, et tous trois prirent part au rassemblement populaire à la Bastille le 14 juillet 1935. Toutefois, depuis mai 1935, ils se trouvaient confrontés à une situation nouvelle : avec la signature du pacte franco-soviétique, avec la formation graduelle d'une coalition englobant toute la gauche, c'étaient la situation intérieure et la situation extérieure qui faisaient mouvement dans une direction qui ne pouvait leur paraître que déplaisante. Le problème qui se posait à eux n'était plus la menace du fascisme, mais celle d'une victoire de la gauche aux prochaines élections et d'une consolidation des blocs antagonistes en Europe qui accroîtrait les risques de guerre. L'été 1935 se révéla une conjoncture mouvante, où les perspectives d'avenir produisirent dans le monde politique, en particulier dans la marge politique qui nous intéresse, une recherche confuse des positions à adopter, amenant dans son sillage des prises de contact et des tentatives de rassemblement qui sont, par elles-mêmes comme par leur échec, un aspect significatif des itinéraires de ces dissidents et de la France de 1935.

Le rassemblement des démissionnaires ?

En juillet et août 1935, Bertrand de Jouvenel évoqua publiquement l'éventualité d'un rassemblement des dissidents. Il l'envisageait sous la forme d'une alliance de la paire Bergery-Doriot avec les Volontaires nationaux qui venaient de quitter La Rocque, Déat et les néos faisant le pont[453]. Si l'idée n'était pas nouvelle – que l'on se rappelle les souhaits exprimés par Fabre-Luce et Drieu en 1934 –, elle paraissait en cet été 1935 avoir de l'avenir. Le rapprochement des noms de Bergery et de Doriot n'avait rien de fortuit. Des contacts avaient sans doute eu lieu en 1934, mais les relations se nouèrent après la signature du pacte franco-soviétique et le changement d'attitude du parti communiste ; en juin 1935, elles étaient en plein essor. *La Flèche* du 22 juin annonça que les Assises nationales extraordinaires de Front social, qui entérinèrent, comme on l'a vu, le tournant vers le rassemblement national « ni droite ni gauche », se tiendraient à Saint-Denis. Présentant les travaux des Assises, Bergery écrivit que « les paroles échangées » avec la municipalité de Saint-Denis avaient dépassé « le cadre de simples paroles de bienvenue ou de remerciements[454] ».

L'hypothèse d'une alliance de Bergery et de Doriot avec les Volontaires nationaux démissionnaires n'était pas plus irréelle. Le 8 juin, *la Flèche* avait publié dans une « Tribune libre » un article de Bernard de Plas, qu'une note de la rédaction présenta comme un homme « particulièrement représentatif » d'une tendance qui pourrait être amenée à « collaborer à l'action révolutionnaire décisive ». Le texte était d'un homme d'extrême droite qui appelait les Français de droite à cesser de défendre les capitalistes et leur « escroquerie au patriotisme », et ceux de gauche à exprimer leur sens national. La thématique, le langage, les images juraient dans les colonnes de *la Flèche* :

> Le goût de l'action brutale et décisive, tendant à réaliser un programme constructif et s'inspirant avant tout du sens « collectif », progresse chaque jour chez les hommes jeunes, dont beaucoup préféreraient encore s'il le fallait, aller jusqu'à la violence plutôt que de laisser se pourrir et s'émasculer une nation qui fut jadis la première du monde[(455)].

Si la démission des dirigeants des Volontaires nationaux fut annoncée en juillet, celle de Claude Popelin avait eu lieu dès la fin de mai, et le différend qui mettait aux prises La Rocque et ses Jeunes Turcs était connu du Landerneau politique. Le Journal de M^me^ Izard en porte témoignage : « Juin 1935 : l'exclusion de Popelin du mouvement Croix-de-Feu, entraînant avec lui une partie des Volontaires nationaux, nous donne espoir de gagner ces troupes à nos idées[(456)]. » Dans un article paru dans la livraison de juin de *l'Homme nouveau*, Izard avait appelé au rassemblement « ceux qui sentent monter leur déception et parfois leur colère contre leur colonel incapable » (un appel semblable était adressé aux membres des JP)[(457)]. Malgré son importance limitée, la démission des Volontaires nationaux constitua donc un événement. Leur organisation avait été créée par La Rocque en 1933 pour regrouper les hommes trop jeunes pour avoir fait la guerre, et cette innovation fut le point de départ de la transformation de son mouvement d'un groupement d'Anciens Combattants en une ligue. Les dirigeants qui démissionnèrent en 1935 s'étaient pour la plupart engagés au lendemain du 6 février et avaient constitué l'épine dorsale de l'appareil de propagande du mouvement. Les uns étaient d'extraction modeste, tel Pierre Pucheu qui au sortir de l'École normale s'était fait une place enviable dans le monde patronal ; les autres, tels Hervé Laroche (fils d'ambassadeur) et Bertrand de Maud'huy (fils de général), venaient de familles de notables. La plupart d'entre eux n'avaient pas eu avant le 6 février d'inclinations politiques d'extrême droite : si Robert Loustau était venu du

groupe de l'Ordre nouveau, Popelin avait fait partie des équipes de propagande du parti radical aux élections de 1932, Maud'huy avait un temps penché vers les démocrates populaires et Hervé Laroche avait été, au milieu des années 20, des groupes d'où sortit le jeune radicalisme[458].

Ces hommes s'étaient engagés à une époque où les Croix-de-Feu prenaient leur essor ; de quelque 30 000 membres au début de 1933, leurs effectifs allaient en deux ans quintupler, sinon décupler[459]. Le mouvement de La Rocque n'était pas sans montrer une certaine contagion des modèles fascistes, notamment dans l'utilisation de méthodes paramilitaires. Les défilés, les soudaines mises en état d'alerte des militants, leur déplacement par milliers d'un point à l'autre de la capitale firent beaucoup pour fortifier à gauche le sentiment d'une menace fasciste. Pour autant, il est inapproprié de voir dans le chef des Croix-de-Feu un fasciste, s'il faut prendre au sérieux son souhait d'établir un régime autoritaire. Son programme était tiré du fonds réactionnaire et conservateur le plus traditionnel ; au surplus, ses méthodes paramilitaires visaient à l'intimidation de la gauche, non pas à l'affrontement, elles étaient conçues pour répondre à une tentative révolutionnaire, non pour se rendre maître de la rue. L'association d'une militarisation politique et d'une absence d'agressivité était significative : La Rocque n'était pas disposé à jouer le jeu pratiqué par Mussolini et Hitler, créant avec leurs légions un état de quasi-guerre civile pour faire ressortir d'autant leur image de restaurateurs de l'ordre public. Enfin, par son passé d'officier, ses origines sociales et ses fréquentations, La Rocque n'avait rien du chef fasciste, déclassé ou marginal social, d'extraction modeste et expert dans l'agitation et le maniement des foules. Le succès des Croix-de-Feu constitue la meilleure preuve que la France, dans les conditions qu'elle connaissait dans ces années-là, n'était pas portée vers le fascisme ; Bucard et La Rocque s'équivalaient en 1933, ce ne fut pas le premier qui s'imposa[460].

La réussite de La Rocque fit apparaître sa faiblesse. Ayant regroupé derrière lui des masses imposantes, encore aurait-il fallu qu'il eût une direction à donner à leur action. Popelin a fort bien résumé, pour autant qu'on puisse en juger en l'absence d'une étude approfondie, la difficulté intrinsèque de la démarche du dirigeant des Croix-de-Feu. Le facteur militaire était primordial pour lui et refoulait la politique au second rang ; ayant présente à l'esprit l'éventualité d'une guerre, il voulait éviter le choc avec les forces de l'État. Aussi jugeait-il que le plus sûr moyen d'arriver à ses fins serait de gagner à ses vues un chef de gouvernement à qui il apporterait son soutien pour accomplir des réformes substantielles ; Doumergue, puis Laval furent successivement, et sans résultat, l'objet de ses approches[461]. Les dirigeants des VN furent bientôt insatisfaits des positions de leur chef. Le programme exposé dans l'ouvrage qu'il fit paraître à la fin de 1934, *Service public*, les frappa par son inanité, et les défilés paramilitaires leur apparurent comme une tactique stérile qui cachait mal l'absence d'une politique. Ils résolurent donc de l'amener à adopter un programme de leur confection qui reprenait en grande partie le *Plan du 9 juillet*, aux travaux duquel Maud'huy avait participé. La Rocque ayant refusé de le faire sien, la rupture s'ensuivit[462]. L'ensemble de l'affaire portait l'influence directe de la nouvelle conjoncture ; en présence d'une entente des gauches qui semblait prometteuse de succès, il apparaissait nécessaire et urgent aux dirigeants des VN de définir une ligne proprement politique, à la fois concrète, active et populaire, qui permît de faire pièce au Front de la gauche en le concurrençant, non plus seulement en s'opposant à lui. Dans l'été 1935, une conjoncture existait où des dissidents de droite aspirant à une politique sociale pouvaient se rencontrer avec des dissidents de gauche cherchant à réaliser un rassemblement national.

La démission des dirigeants des VN suscita un large intérêt. Le parti communiste lui-même leur adressa des chants de si-

rène : « Volontaire national, où vas-tu ? », leur demanda Vaillant-Couturier dans *l'Humanité*[463]. Même si cette rupture se limita à une dizaine de personnes, elle traduisait un mécontentement plus large envers La Rocque. Popelin rapporte dans ses Mémoires que peu après sa démission, il fut entraîné par Maud'huy à dîner chez le banquier Paul Baudouin, où ils se trouvèrent en compagnie de Jacques Barnaud et de Gabriel Le Roy Ladurie, tous deux administrateurs de la banque Worms. « Il m'apparut aussitôt, écrit Popelin, qu'après avoir beaucoup appuyé le colonel ils étaient revenus de leur jugement sur lui et pensaient l'abandonner à son sort[464]. » A en croire une note des RG de juillet 1935, François de Wendel n'était pas d'un autre avis : il soutenait Laval de toute son influence, rapportait-on, parce qu'il voyait en lui la dernière chance du régime. En cas d'échec, la partie se jouerait entre la gauche et la droite ; ne négligeant pas cette hypothèse, il aidait financièrement La Rocque dont les troupes auraient alors un rôle essentiel à jouer ; il avait cependant des doutes sur les capacités d'homme d'État de ce dernier et se demandait s'il « serait en mesure de résoudre les problèmes difficiles qui se poseraient après l'instauration d'un régime dictatorial[465] ». Le malaise d'une partie de la droite à l'égard de La Rocque allait rendre disponibles des hommes et des moyens matériels pour le futur PPF.

Doriot, précisément, s'il s'était abstenu de déclarer l'intérêt qu'il pouvait porter à ces rapprochements, y prit part aussi assidûment que Bergery. Popelin alla le trouver en juin à Saint-Denis et en conserva l'image d'un homme montrant « une grande rancœur contre l'appareil du Parti » et « une non moindre méfiance à l'égard des milieux bourgeois[466] ». A la fin de juillet, une rencontre eut lieu entre Bergery, Doriot et Maud'huy, au cours de laquelle il fut question d'un regroupement des dissidents ; selon une note des RG, Maud'huy « n'aurait pas cru pouvoir donner immédiatement son accord » à une collaboration et aurait demandé à consulter ses amis[467]. Les néos, enfin,

entrèrent dans le cercle de ces conciliabules, du moins les néos de *l'Homme nouveau*, Roditi et Marion en tête (Déat ne manifesta guère d'intérêt pour ces rapprochements, absorbé qu'il était par la scène parlementaire).

Tous ces mouvements de reconnaissance et de rapprochement apparurent au grand jour dans les colonnes de *la République* d'Émile Roche. Représentant de l'aile droite radicale et opposé à l'entrée de son parti dans le Front populaire, Roche vit avec intérêt s'esquisser un regroupement entre des hommes préoccupés comme lui par le développement d'une coalition animée par le PC. Appuyé par Pierre Dominique, collaborateur fidèle de son journal, il relança l'idée du tiers-parti qu'il avait agitée dans l'été de 1934 et offrit au rassemblement en gestation la plate-forme d'un supplément hebdomadaire intitulé *Révolution* (qui parut de la fin juillet 1935 jusqu'au printemps 1936). Les trois premiers numéros contenaient des entretiens avec Bergery, Doriot et Déat ; on y trouva bientôt la signature de tout ce que Paris comptait de marginaux politiques en mal de rénovation : outre les néos Vallon et Marion, citons les frontistes Izard et Galey, les syndicalistes Robert Lacoste et Charles Laurent, des hommes d'extrême droite, généralement dissidents des ligues, comme Bertrand de Plas, Popelin et Jean-Pierre Maxence, le syndicaliste paysan Jacques Le Roy Ladurie, sans oublier Drieu.

A l'automne, l'idée d'un rassemblement continuait d'occuper les esprits. Dans *Révolution* du 12 octobre, Izard s'attachait à formuler « Les bases du rassemblement », tandis que de Plas cherchait la semaine suivante à définir « Ce que pourrait être le nouveau parti ». Les groupes Esprit et l'Ordre nouveau participaient à présent au mouvement. Chez les premiers, on évoquait la possibilité d'un regroupement avec l'équipe du Plan du 9 juillet ; le numéro de novembre d'*Esprit* portait côte à côte des articles de Robert Aron de *l'Ordre nouveau*, de Robert Loustau, de Gérard Bardet du Groupe du 9 juillet et d'Izard. Mounier

relevait l'existence de certains accords, mais se montrait sceptique quant à la constitution d'une troisième force viable, parlant même d'une déviation presque certaine soit vers le nationalisme, soit vers l'antimarxisme conservateur[(468)]. Chez les seconds, Denis de Rougemont mentionnait le projet de regroupement des forces allant des ex-VN à Doriot en passant par Bergery et les néos, et estimait que « ce serait une formule nationale-socialiste ou fasciste » ; il était pourtant disposé à opérer un rassemblement avec ces mêmes hommes, mais sur la base des thèses d'*Ordre nouveau*. Il existait à gauche et à droite selon lui

> une masse croissante d'hommes qui savent ce qu'ils ne veulent pas : la guerre, l'anarchie capitaliste, la dictature, le Comité des forges, la diplomatie moscoutaire, le parlementarisme, la grande presse. Rien de plus frappant que cette communauté de refus à gauche et à droite. Il est temps de donner à ces troupes une volonté commune constructive dirigée à la fois contre Wendel et contre Litvinov[(469)].

Ce n'étaient plus que les derniers remous d'une recherche de rassemblement aussi multiforme que vaine. Le rapprochement entre Bergery et Doriot avait calé dès l'été et la création annoncée en septembre par Roditi d'un Mouvement travailliste français en association avec certains des VN démissionnaires s'était révélée une entreprise mort-née[(470)]. Marion chez les néos, Izard chez les frontistes n'en poursuivirent pas moins leurs efforts. Le second continuait à rencontrer Popelin et Maud'huy, apparemment sans le soutien de Bergery ; M^me^ Izard notait dans son Journal en novembre 1935 que de Plas cherchait à entraîner son mari vers un grand rassemblement avec les anciens VN et à le faire rompre pour cela avec Bergery ; Izard, écrivait-elle, semble n'être « pas indifférent à l'idée de quitter Bergery[(471)] ». En définitive, il n'y eut pas de rupture, et pas davantage de rassemblement. Mais la composition de l'équipe dirigeante

du PPF en été 1936 montrerait que ces prises de contact ne furent pas sans conséquences ; c'est à l'abri des regards et en dehors de tout débat d'idées que fut nouée la liaison de Doriot avec les anciens VN, qui s'étaient eux-mêmes regroupés autour d'une revue intitulée *Travail et Nation*.

Une situation commune de dissidence en présence d'un regroupement des forces à gauche et à droite, la recherche d'une ligne politique qui permettrait de sortir de l'isolement et de proposer au pays autre chose que le choix entre les deux blocs antagonistes avaient inspiré ces contacts. Leur échec en définitive n'est pas moins significatif que la tentative elle-même. Quand il s'en était fait le porte-voix, Bertrand de Jouvenel, peut-être instruit par son expérience de *la Lutte des jeunes*, avait apprécié à leur juste valeur les difficultés de l'affaire. La diversité des passés politiques, les préjugés de personnes et l'absence de moyens constituaient en eux-mêmes de sérieux obstacles ; mais le problème majeur était celui posé par l'« extrême fragilité de l'idéologie commune ».

> Certes, Doriot voulait apporter dans le parti communiste un esprit nouveau, et c'est aussi un esprit nouveau que Maud'huy voulait apporter dans le mouvement Croix-de-Feu. Mais ces deux esprits nouveaux sont-ils frères, ou bien ont-ils seulement une vague apparence de cousinage ?
>
> †Nous nous sommes tous livrés au jeu consistant à coucher les unes au long des autres les déclarations des différents groupes novateurs, et nous avons constaté de saisissantes ressemblances verbales. Sur quoi nous avons pris courage et nous nous sommes dit : nous allons vers la constitution d'une idéologie politique commune à tous les Français des nouvelles générations ; notre pays aura donc à son tour une sommaire philosophie nationale, assurant la convergence des efforts nationaux.
>
> †Cette conclusion, à mon sens, n'est pas erronée. Mais elle est hâtive. Une base idéologique commune est *constituable*, mais elle n'est pas constituée.

Il fallait se déprendre de l'idée que « la juxtaposition des mots *social* et *national* [souligné par Jouvenel] suffisait à tout ». L'anticapitalisme et l'antiparlementarisme, dont le jumelage

était si attrayant parce que l'un avait une apparence de gauche, et l'autre une apparence de droite, pouvaient se prêter à des acceptions et recouvrir des projets fort différents. L'entreprise, concluait-il, était « faisable », mais à la condition que tous « jouent sur ce tableau et sur aucun autre[472] ».

Jusqu'aux élections de mai 1936, tous ces dissidents adoptèrent des positions largement parallèles, qu'il s'agît du jugement qu'ils portaient sur les origines du Front populaire, de leur refus des sanctions militaires contre l'Italie lors de la guerre d'Éthiopie ou de leur acceptation du coup de force hitlérien du 7 mars. Ils gardèrent toutefois une individualité dans la démarche, qui découlait de facteurs personnels et tactiques, mais aussi de réels écarts de sensibilités et de conceptions politiques, confirmant ainsi que l'échec du rassemblement de l'été de 1935, malgré une commune aspiration à un rassemblement national, était dû à autre chose qu'à des malentendus ou des incompatibilités de personnes.

Les francs-tireurs du Front populaire

Ce qui avait attiré l'attention sur les dissidents de gauche et accrédité l'hypothèse d'un rassemblement tenait à la similitude du jugement qu'ils exprimèrent immédiatement sur la nouvelle situation. Tous trois désignèrent en Staline le créateur du Front populaire. « C'est Staline qui l'a mis sur pied », déclarait Bergery, qui ajoutait : « Pourquoi ? Parce que les Soviets sont menacés par l'Allemagne et aussi par le Japon. » Voilà la raison pour laquelle Staline poussait le PCF à renforcer la France, à abandonner les « transformations économiques ou sociales qui l'affaibliraient militairement[473] ». Doriot affirmait plus fortement encore que le Front populaire était un instrument de Moscou qui y voyait « avant tout et par-dessus tout le moyen de resserrer l'alliance franco-russe[474] ». Tous exprimaient la crainte que cette politique n'eût pour résultat, sinon pour but, de pousser la France dans une guerre contre l'Allemagne. Inquiétant à leurs yeux par sa dimension internationale, le Front populaire l'était tout autant en raison des modifications qu'il apportait dans le jeu politique intérieur. Le ralliement des radicaux aboutirait à soustraire à leurs ambitions d'influence et de recrutement la gauche tout entière et à la placer dans le sillage communiste. Le danger leur paraissait d'autant plus réel que dès l'été de 1935, comme la plupart des observateurs contemporains, ils estimaient probable la victoire de la gauche aux élections du printemps suivant ; Bergery parlait même de « triomphe éclatant[475] ». Mais, tandis que Déat espérait limiter ce succès et le faire tourner à son profit, Bergery et Doriot entretenaient la perspective d'un nouvel échec gouvernemental de la coalition de gauche – un troisième échec après ceux de 1924 et de 1932 – et envisageaient leur avenir en fonction de cette éventualité.

Les frontistes adoptèrent envers la coalition en gestation une attitude d'approbation critique qui cachait mal une méfiance et un scepticisme profonds. Bergery n'avait pas changé d'avis sur les insuffisances des partis de gauche : « On avait connu jusqu'ici des réformistes sans réformes et des révolutionnaires sans révolution. Le Front populaire réunit les uns et les autres. L'addition de deux erreurs ne fait pas une vérité. » Un néo-cartel avec participation communiste ne pouvait qu'échouer s'il se formait sur la base du programme marxiste ou du programme radical ; dans les deux cas, les masses désabusées par ce nouvel échec fourniraient au fascisme les troupes qui lui manquaient[476]. Front social ne jugea pas toutefois devoir s'absenter du mouvement. Lors des mêmes Assises de Saint-Denis où fut entérinée la ligne de rassemblement national, il décida qu'il participerait au Front populaire sous la condition de l'adoption d'un programme visant à accomplir la « destruction des Bastilles » et à réaliser le désarmement. Il se placerait à l'avant-garde du mouvement pour en « faire surgir l'instrument de libération : un parti révolutionnaire du peuple français[477] ». Cette prise de position posait des bornes étroites au regroupement avec les dirigeants VN démissionnaires ; ainsi s'explique que les relations entre eux, comme celles nouées avec Doriot, aient rapidement tourné court.

En octobre, le frontisme précisa les conditions de sa participation : les grands partis devaient s'engager à collaborer au gouvernement et le Rassemblement devait avoir un programme comportant des réformes de structure qu'il s'agirait de réaliser « en bloc et dès l'accession au pouvoir » ; la liste des « trusts » à « abattre » comprenait les grands secteurs industriels de base, les transports, les assurances, les grandes banques et les agences d'informations et de publicité. L'acceptation de ce programme devait servir de ligne de partage : « Tous ceux qui acceptent la refonte économique ont place à nos côtés ; tous ceux qui la rejettent sont des adversaires. » Si

l'on ajoute que Front social exigeait du Front populaire une indépendance totale vis-à-vis de l'extérieur comme de l'intérieur, il apparaît que les conditions de sa participation visaient implicitement toutes les composantes de la coalition de gauche et suggéraient son dépassement sur la base de l'acceptation du programme qu'il proposait[(478)]. On peut trouver curieuse cette conviction des frontistes qui leur faisait voir dans la nationalisation d'une large partie de l'appareil productif la plate-forme la plus apte à rassembler la majorité de la nation ; mais cette conviction, qui faisait d'eux les critiques de gauche d'une coalition dont ils prétendaient devenir les successeurs universels, sur la droite comme sur la gauche, manifestait le moralisme de leur projet politique, l'aspiration de pureté qui s'exprimait dans leur dénonciation de l'Argent, même s'il faut considérer que pareille thématique peut n'être pas sans ambiguïté.

Bien que le Programme adopté par les partis de gauche au début de 1936 ne répondît pas aux conditions frontistes, la participation au Front populaire fut maintenue, et Bergery et ses amis firent campagne pour son succès. La célèbre édition spéciale de *la Flèche* intitulée « France, voici tes maîtres », qu'ils publièrent à 400 000 exemplaires en février 1936, connut un succès retentissant et servit à la propagande des militants de toute la coalition[(479)]. Les frontistes observèrent une trêve à l'égard de leurs partenaires, cessant notamment de désigner le parti communiste comme l'agent de la diplomatie soviétique. Au début de l'été 1935, *l'Humanité* avait été prompte à dénoncer en Bergery et en Doriot des adversaires du Front populaire et à les présenter comme des agents de Laval chargés de le miner de l'intérieur[(480)]. L'attaque contre le PC à laquelle se livra Doriot lors des élections sénatoriales d'octobre 1935 détermina Front social à réprouver publiquement l'attitude du maire de Saint-Denis ; même si la rumeur continuait à prêter à Bergery et à Doriot la préparation d'un projet commun, même si Doriot continuait à retenir l'intérêt des frontistes comme il apparaît au

travers des critiques qu'ils lui adressaient, il était clair que leurs relations n'avaient plus d'avenir dès lors que les uns demeuraient à l'intérieur du Front populaire, tandis que l'autre s'en détachait[(481)].

Le frontisme était entré dans le Front populaire pour y propager ses vues et rassembler le peuple français, comme il ressort des pronostics faits par Bergery en juillet 1935. Les élections de l'année suivante allaient selon lui amener au pouvoir un gouvernement à direction radicale, dont l'échec pouvait déboucher sur trois scénarios. Dans une première hypothèse, une tentative révolutionnaire serait peut-être faite par le PC, une tentative que les conditions de la France destinaient à l'échec. Dans une deuxième, les masses déçues se porteraient vers le fascisme, si celui-ci se modernisait en adoptant un programme social autant que national. Dans la troisième, celle que Bergery envisageait le plus favorablement, les masses se tourneraient vers Front social : « Il nous viendra des hommes de partout, du Front populaire évidemment, mais aussi des ligues[(482)]. » La France, expliqua-t-il en octobre 1935, était en perte de mystique, comme on dit d'un avion qu'il est en perte de vitesse. Son but était de fournir une mystique qui rallierait la majorité des Français ; ne voyait-on pas « chez certains peuples étrangers toute une exaltation mystique, magnifique ou atroce, mais pure de vils appétits d'argent, produire des remous si profonds qu'ils ébranlent jusqu'aux assises de nos sociétés modernes » ? La régénération de la France passait par l'abolition de la notion de profit personnel et par la destruction des trusts. Bergery répétait en conclusion son souci de rassemblement national, en dehors des Internationales existantes, et pour aller vers l'entente internationale : « Pour nous c'est avec des peuples libérés et non avec des partis minoritaires ou vaincus qu'on peut créer un ordre international véritable[(483)]. » Cette affirmation, dont on a déjà relevé l'ambiguïté, revenait à voir dans les régimes fascistes et soviétiques les gouvernements de « peuples libérés ».

Comme l'écrivait Jean Maze, le rédacteur en chef de *la Flèche* : « L'Internationale que nous voulons, c'est une Internationale de peuples qui ont réussi chacun chez eux, chacun pour eux, chacun selon leur tempérament, leur propre révolution[(484)]. »

A la veille des élections de mai 1936, Bergery déclara dans un discours radiodiffusé qu'en cette époque « dramatique » la France ne pouvait « rester divisée en deux parties sensiblement égales, séparées par l'ornière qu'entretiennent les politiciens d'arrondissement ». Aussi appelait-il à une « réconciliation française » dirigée « contre la classe des 200 familles[(485)] ». S'il disait repousser toute conception totalitaire de la nation, il est clair que les fascismes continuaient de solliciter souterrainement sa pensée et son imagination et de peser sur la représentation qu'il se formait de la société idéale. La ligne d'horizon des frontistes se trouve en tout cas parfaitement exprimée dans un article de Louis-Émile Galey, dans lequel, après avoir dit son refus du fascisme, ce dernier affirmait :

> Il serait relativement facile de réaliser une œuvre durable, et à l'échelle de notre époque, avec un Mussolini ou un Hitler, si, au lieu de gouvernements capitalistes, ou faussement démocratiques, ces hommes trouvaient en face d'eux un gouvernement français jeune, audacieux et ayant le sens de la grandeur. A des peuples dynamiques, violents, passionnés, il est stupide de croire que, pour sauvegarder la paix, il faille opposer des habiletés diplomatiques, des combinaisons de couloir et de la temporisation. Attachées à leur propre prestige, ces nations sont sensibles au prestige des autres[(486)].

Il s'agissait bien de mettre la France au diapason des fascismes, tout en sauvegardant la démocratie, de rivaliser d'ardeur, de cohésion et de dynamisme afin d'établir avec eux la paix véritable.

Déat envisageait la formation du Front populaire dans une perspective largement différente. Depuis la fin de 1934, il promouvait l'idée d'un rassemblement parlementaire allant des socialistes au centre droit et qui devait amener au gouvernement

une équipe de personnalités mettant en œuvre un programme de lutte contre la crise économique. Son espoir et son calcul étaient de faire jouer un rôle d'arbitrage au PSdF et de parvenir, par les résultats heureux qu'il escomptait de cette action gouvernementale, à infléchir les élections dans le sens d'une érosion des voix de la gauche marxiste et de la droite conservatrice au profit du rassemblement au centre qu'il appelait de ses vœux. En juin 1935, le PSdF, avec une partie des radicaux, rejoignit dans l'opposition les communistes et les socialistes, et prit place dans la délégation des gauches qui fut alors créée. Déat y plaida en faveur du renversement du nouveau gouvernement présidé par Laval et chercha à obtenir une promesse de soutien à un gouvernement de centre gauche qui se construirait sur la base d'un programme de lutte contre la crise ; le gouvernement auquel il songeait devait aller de Paul Reynaud à la SFIO[(487)]. Depuis le début de l'année, il s'était rapproché de Henry de Jouvenel, avec qui il s'accordait sur la dévaluation et l'entente avec l'Italie, et dont l'étoile politique était en ascension ; la mort de ce dernier à l'automne 1935 vint anéantir les espoirs qu'il faisait porter sur lui[(488)]. Dans le même temps, le regroupement des partis socialistes indépendants entrait dans l'étape décisive. En juin, des conversations furent entreprises en vue d'aboutir à l'union que réclamait depuis une année Paul-Boncour ; en novembre, l'Union socialiste républicaine (USR) était constituée, Déat en devenant le secrétaire général et Paul-Boncour le président. Des résistances s'étaient fait jour parmi certains néos qui ne voyaient pas d'un bon œil cette association avec des hommes trop « politiciens », ni non plus l'adhésion donnée au Front populaire ; Roditi notamment avait reproché à Déat de s'enliser dans l'opportunisme parlementaire le plus usé[(489)].

Lors du Congrès du PSdF de novembre 1935 qui approuva la constitution de l'USR, Déat se prononça pour la participation au Front populaire en faisant valoir que l'USR aurait pour

tâche de lui donner un programme positif ; à l'exception du néo François Gaucher qui dénonça dans la coalition de gauche un instrument de Moscou, son point de vue reçut l'adhésion générale[490]. Dans sa forme définitive, le programme du Front populaire le laissa insatisfait, aussi bien en raison de la quasi-absence des réformes de structure et du passage sous silence de la dévaluation que de l'absence de toute proposition de réforme de l'État[491]. Le programme de ses vœux, il le présenta dans deux ouvrages publiés à cette époque par le Comité du Plan. En matière économique, les nationalisations étaient repoussées au profit d'une planification des prix des produits essentiels, de sorte à établir une adéquation entre l'offre et la demande assurant plein-emploi et progrès matériel ; l'économie devait en outre être organisée en circuit fermé avec un contrôle étatique du commerce extérieur. En matière politique, la réforme de l'État consistait en un resserrement des droits du Parlement, ramené à des fonctions de contrôle, un renforcement de l'exécutif par la dissolution automatique de la Chambre après deux gouvernements renversés au cours de la même législature, enfin une plus grande compétence économique de l'appareil étatique par la création d'un Conseil national économique à fonction consultative. Ce Plan français, écrivit Déat dans sa présentation, était à l'intention de « toutes les bonnes volontés soucieuses d'un redressement collectif, dans le maintien des libertés républicaines, dans la résurrection véritable d'un pays rendu à lui-même, retrouvant son équilibre et ses énergies ». Il répondait au surplus à l'attente des producteurs touchés par la crise, comme de « tous ceux qui craignent la violence intérieure, et plus encore la violence extérieure, la ruée dans la grande folie de la guerre[492]… ». Déat y attachait enfin une ambition typique : « Il ne nous est pas indifférent que du même coup la démocratie, par les voies qui lui sont propres, rétablisse au niveau des régimes adverses une tonicité dont la dureté des temps exige qu'elle se munisse[493]. »

Déat avait attendu la chute du gouvernement pour l'automne de 1935 ; grâce à l'habileté de Laval et à l'indécision d'une partie des radicaux, elle ne se produisit qu'à la fin de janvier 1936. Albert Sarraut qui lui succéda composa un gouvernement du centre qui ne pouvait avoir d'autre vocation que de gérer les affaires courantes jusqu'aux élections. Sollicitée d'y entrer, l'USR délégua trois des siens ; Déat devint ainsi ministre de l'Air dans un gouvernement de transition qui avait à son programme la poursuite de la politique de déflation de Laval. Manifestement, il voulait croire qu'une action était encore possible qui permettrait à sa formation de se présenter aux élections dans les meilleures conditions. Pourtant, il avait toujours défendu la conception d'un gouvernement réformateur, voué à la réalisation d'un programme d'action concret. Il y avait chez lui, en réalité, une pente ministérialiste dont il tint largement aux circonstances qu'elle n'ait eu la possibilité d'accaparer son horizon, le détournant de voies plus hasardeuses.

La réaction de Doriot devant la formation du Front populaire se distingua de celles de Bergery et de Déat par un caractère manœuvrier caractéristique du personnage et de sa formation, et par une simplicité fondamentale d'objectif : faire échec au PCF et à Moscou. Dès le tournant de mai, il dénonça dans le changement d'attitude des communistes une vaste manœuvre dictée par Moscou en vue d'amener au pouvoir en France un gouvernement favorable à l'alliance soviétique et disposé à la resserrer jusque sur le plan militaire[(494)]. Il n'entendait pas pour autant se tenir à l'écart du Front populaire ; comme il le déclara à Jouvenel : « Il y a là un grand mouvement de masses. Il serait fou de ne pas l'encourager et de ne pas y participer. Mais… Nous voulons débarrasser le Front populaire de l'influence russe[(495)]. » C'était un trait central de sa mentalité que de ressentir la politique menée par Staline comme un défi qui lui était adressé personnellement ; ainsi écrivit-il au lendemain du communiqué Laval-Staline : « Il ne reste plus grand-chose du

mouvement révolutionnaire de quinze ans. Il faut le reconstruire. Il faut faire l'unité, regrouper les forces, leur assurer l'indépendance nationale. C'est la seule réponse à faire à Staline[496]. »

Toute son activité durant l'été 1935 tourna autour de la recherche des moyens propres à réaliser son objectif. En même temps qu'il nouait les contacts que l'on a vus, il chercha à exploiter les remous que provoquait le revirement du PCF dans l'extrême gauche non communiste. Dès la conclusion de l'alliance franco-soviétique, divers groupements, dont l'équipe de la *Révolution prolétarienne*, la Fédération unitaire de l'enseignement, les trotskistes, les anarchistes, l'équipe de *Nouvel Age* de Georges Valois, entreprirent de préparer une conférence contre la guerre à laquelle le rayon de Saint-Denis apporta son concours en mettant à sa disposition des locaux municipaux. La Conférence nationale contre l'Union sacrée réunit les 10 et 11 août environ 800 militants qui condamnèrent l'abandon du défaitisme révolutionnaire par la III^{e} Internationale, sans pouvoir se mettre d'accord sur une plate-forme d'action commune. Leur seul dénominateur commun était l'antistalinisme et le pacifisme ; voilà ce qui rassemblait des pacifistes comme Challaye, Émery, Giono, des socialistes comme Pierre Ganivet, les Paz, Marceau Pivert, des syndicalistes comme Boville, Delsol, Dumoulin. Doriot lui-même n'assista pas à la Conférence ; des bruits circulaient sur les conversations qu'il avait eues avec les VN démissionnaires et suscitaient interrogations et réactions désapprobatrices. Barbé qui le représentait invita en vain la Conférence à se donner les moyens de mener une action efficace « contre la guerre préventive » préparée par l'URSS[497]. Une seconde conférence eut lieu à Paris en septembre, sans plus de résultat, mais cette fois en l'absence du rayon de Saint-Denis. Doriot n'avait poussé à la roue que dans la mesure où il cherchait à élargir sa propre audience et à contrer l'influence communiste dans l'extrême gauche. Son glissement vers une

ligne de rassemblement national s'accentuait à travers les relations qu'il établissait en dehors de l'extrême gauche et commençait à se traduire dans ses propos. Au début d'août, il définissait ses deux ennemis comme « les Soviets » et « les puissances d'argent » : c'était annoncer sa tâche de rassemblement entre les deux ailes de l'éventail politique[(498)].

A partir de septembre, probablement convaincu que le Front populaire tiendrait bon et que le ralliement du parti radical serait acquis sous peu, il se dirigea vers la confrontation avec le parti communiste. Ayant en vue les élections sénatoriales qui devaient avoir lieu en octobre et pour lesquelles le PC avait demandé la constitution d'une liste unique de Front populaire, il publia dans *l'Émancipation* une série d'articles de « révélations » sur le fonctionnement et le financement du PCF. Lors des élections, il fit porter les voix des délégués de Saint-Denis sur la liste de Front populaire, à l'exclusion des candidats communistes, rendant difficile l'élection de deux d'entre eux, dont Cachin, et faisant battre un troisième[(499)]. Le PC accusa Doriot d'avoir fait voter pour Laval, qui avait été confortablement élu, une accusation que l'intéressé rejeta catégoriquement. Quoi qu'il en ait été sur ce point, il est avéré que Doriot entretenait depuis plusieurs mois de bonnes relations avec Laval, un signe supplémentaire, s'il en était besoin, de sa réorientation politique[(500)].

Le 24 novembre, la conférence du rayon de Saint-Denis lui donna l'occasion de faire le point. L'atmosphère était à l'inquiétude et au découragement, comme le montre l'emploi des expressions « mauvaise période » et « isolement ». Doriot déclara qu'il restait favorable au Front populaire, mais à un Front populaire dont les communistes n'auraient pas la direction. Dans la conclusion de son discours, il exprima pour la première fois la ligne politique que laissait pressentir son comportement des six derniers mois :

> Il nous reste à essayer de construire un grand programme pour la classe ouvrière, pour la classe moyenne, pour la paysannerie, un programme qui nous permette de rassembler des forces que nous n'avons pas l'habitude de voir, celles qui veulent comprendre. Il faut que nous apprenions à canaliser les forces qui veulent quelque chose. Ce sont toutes les forces jeunes qui sont en train de se regarder dans les deux camps, mais qui, en réalité, pensent la même chose ; les forces qui ont le dégoût des vieux partis, qui ont trahi[(501)].

Si l'on ajoute qu'il définissait sa tâche comme celle de « préparer une révolution en France avec des matériaux français » et qu'il affirmait que la France ne voulait pas plus se trouver « sous la houlette de La Rocque que sous la férule de Thorez », son évolution apparaîtra dans toute son étendue. L'appropriation d'un vocabulaire typé, la conception d'un rassemblement recrutant dans tout le champ s'étendant entre le PC et les Croix-de-Feu indiquent qu'il s'était dépouillé de ce qui lui restait de son passé d'extrême gauche. Il avait déclaré peu auparavant qu'il reconnaissait le principe de la propriété et n'envisageait qu'une organisation « souple » de l'économie, avec simplement un « contrôle » de la collectivité sur les industries clés et la distribution du crédit[(502)]. Il était armé pour suivre le PC sur son terrain et se lancer lui aussi à la conquête du « peuple de France », mais dans le but de lui rendre son « indépendance » envers Moscou.

Dans l'immédiat, la conférence ne changea rien à l'attitude du rayon de Saint-Denis. Doriot était décidé à attendre jusqu'au lendemain des élections pour lancer sa nouvelle entreprise. Dans l'intervalle, il mena une politique de séduction en direction de la droite comme de la gauche, rétablissant le cortège du 11 novembre supprimé par la municipalité communiste en 1928 et organisant une manifestation de sympathie à Léon Blum après l'agression commise contre lui par des camelots du roi[(503)]. En dehors de Saint-Denis, il avait perdu l'essentiel de ses appuis. Alors que pendant l'été de 1935 *l'Émancipation* portait les signatures de Marceau Pivert, Pierre Monatte, Collinet,

Fred Zeller, Pietro Nenni, après octobre on n'y trouvait plus que celles de quelques pacifistes, des frontistes comme Léon Émery et Michel Alexandre, et Gilbert Serret (de la Fédération unitaire de l'enseignement).

A la recherche de la paix

A partir de la conclusion du pacte franco-soviétique et de la formation du Front populaire, les positions de politique intérieure et de politique extérieure se commandèrent mutuellement. Pour les dissidents de gauche devenus partisans d'un rassemblement national, la menace était double : ils risquaient, d'une part, d'être submergés par la coalition de gauche, sinon laminés par la division du pays en deux blocs ; d'autre part, de voir leurs projets de rénovation défaits par la nécessité d'une union sacrée qui aurait pour appui intérieur le PCF et pour alliée extérieure l'URSS. Face aux trois affaires qui tinrent le devant de la scène dans cette période – la guerre italo-éthiopienne, la ratification du pacte franco-soviétique, la remilitarisation de la Rhénanie –, leur attitude se confondit avec celle de la majorité du personnel politique français ; elle n'en montre pas moins l'enchevêtrement des projets intérieur et extérieur propre aux « rénovateurs » dans ces années.

En face du déclenchement de l'agression italienne en octobre 1935, le Front social se prononça pour l'application par la SDN de sanctions économiques et financières, en observant un silence révélateur sur des sanctions militaires jugées inacceptables[(504)]. Bergery disait fonder sa position sur des arguments de réalisme. La France avait besoin de la sécurité collective, et le soutien donné à la SDN dans l'affaire éthiopienne en était la logique contrepartie, sauf à choisir les voies, qu'il repoussait également, de l'isolement ou de la politique des alliances[(505)]. Comme un certain nombre d'hommes de gauche, comme tous les dissidents, Bergery, s'il combattait la politique intérieure de Laval, en approuva jusqu'à un certain point la politique extérieure. « Frappé des dangers » que des sanctions, même économiques, pouvaient entraîner, il appuya les efforts déployés par Laval pour amener Mussolini à renoncer à son expédition.

Toutefois, il n'était pas favorable à des concessions indéfinies et il condamna comme « honteux » le plan Hoare-Laval qui offrait à l'Italie pour prix de l'arrêt de son expédition une large partie du territoire éthiopien[506].

Déat réagit plus vivement que Bergery à la crise éthiopienne, qu'il voyait mener à une guerre européenne ; il se montra, logiquement, disposé à aller plus loin dans les moyens d'y mettre un terme. Dès l'été, il suivait avec inquiétude les préparatifs guerriers de l'Italie. « Tout cela sent la guerre », écrivit-il en août, en retournant dans son esprit les termes de la situation : si une crise européenne venait à résulter de l'expédition italienne, la bénéficiaire en serait l'Allemagne qui en profiterait pour réaliser l'Anschluss[507]. En septembre, il exprima le souhait que, les hostilités dussent-elles commencer, il serait possible après l'adoption de sanctions « de pure forme » de revenir à la négociation ; car l'Allemagne demeurait « le principal danger sur le continent[508] ». Aussi n'est-il pas surprenant qu'après le début des hostilités il se soit déclaré partisan d'une position de neutralité, de façon à ménager et l'Italie et l'Angleterre. Il jugeait que des sanctions économiques mèneraient à une impasse ; mieux valait tout faire pour ramener l'Italie à Genève[509]. Rallié en fin de compte aux sanctions économiques, il eut à subir une fois de plus les critiques de l'aile cartelliste du PSdF. Lors du Congrès de novembre, Ramadier lui reprocha de dénaturer la sécurité collective en en limitant l'application à l'Europe. Plus nouvelle fut la position de même sens prise par Henry Hauck, le responsable des fameuses équipes d'action et jusqu'alors l'un des plus fidèles partisans de Déat ; la politique extérieure commençait à séparer des hommes très proches par toutes leurs conceptions. Pour sa défense, Déat fit valoir l'état de l'opinion publique : « Personne n'admettrait en France d'entrer en guerre pour une question coloniale. » Si sa position le rapprochait de la droite, qui s'empressa de le récupérer[510], il est douteux qu'elle ait été dictée par une inclination philofasciste,

encore moins par l'approbation de l'entreprise mussolinienne. Comme l'indiquaient ses allusions au risque de l'Anschluss, il jugeait le sort de l'Éthiopie secondaire au regard de la crise européenne que des mesures inopportunes pourraient faire surgir.

La position de Doriot eut la particularité d'enrober d'un langage d'extrême gauche une conception proche de celle de la droite, sinon de l'extrême droite. Si *l'Émancipation* pendant l'été afficha sa dénonciation de l'impérialisme italien et son soutien au peuple éthiopien, en octobre Doriot s'intéressait davantage à la tension italo-britannique qu'au conflit italo-abyssin et la présentait comme l'expression d'une querelle autour du partage colonial qui n'intéressait pas la France[(511)]. Après son passage à la confrontation avec le PC, il fut plus explicite. La conquête de l'Éthiopie n'était « pas purement et simplement une opération du fascisme, mais la revendication d'un grand pays prolifique que sa terre ne peut plus nourrir ». Il était donc hors de question de se laisser entraîner à une guerre « contre tout le peuple italien », et le rôle de la France devait être de « tout faire pour tenter la conciliation »[(512)] : c'était appuyer sans réserve la diplomatie de Laval. Quelques semaines plus tard, il déclara que le grand danger dans l'affaire éthiopienne était que la France se mît à la remorque de l'Angleterre et que se transformât « un petit conflit colonial en une guerre méditerranéenne, puis mondiale ». Il avait lui aussi à l'esprit la situation européenne : les sanctions militaires contre l'Italie ne pourraient profiter qu'au « bloc des États révisionnistes d'Europe », Allemagne en tête, qui ne manqueraient pas de saisir « l'occasion opportune pour satisfaire leurs ambitions[(513)] ». Mais, à la différence de Déat, il paraissait tenir pour justifiée l'action italienne (en reprenant à son compte un argument démographique en honneur chez les fascistes), et non pas seulement pour injustifiée une réaction de la SDN qui pourrait étendre le conflit. Quant à sa prise de position antibritannique, elle n'était pas sans re-

joindre dans son intensité celle d'un homme d'extrême droite comme Henri Béraud. Il est apparent que, dès l'hiver 1935-1936, il jugeait que la politique extérieure de la France devait passer par l'amitié, sinon par l'alliance, avec l'Italie, ce qui était la conséquence logique de son refus de toute politique d'appui sur l'URSS.

L'attitude de ces trois dissidents envers la guerre d'Éthiopie était étroitement liée à celle que leur inspirait la situation européenne. L'Allemagne, la politique à mener à son égard restaient l'objet central de leurs préoccupations, et c'est dans cette perspective qu'ils plaçaient la question de la ratification du pacte franco-soviétique. Depuis la réintroduction du service militaire obligatoire en mars 1935, le réarmement de l'Allemagne se faisait ouvertement et posait à la France un problème de sécurité croissant. La remilitarisation de la Rhénanie le 7 mars 1936 vint accroître le sentiment d'urgence qu'inspirait à ces rénovateurs la situation internationale ; dans les propos de tous, l'idée d'une nouvelle guerre s'exprimait avec une force jamais atteinte.

Bergery s'était fait une spécialité de la critique systématique de la politique allemande de la France depuis la guerre. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir, il ne cessa de déplorer la défense butée de l'ordre de Versailles qu'elle menait ; la politique de compromis et de concessions de la Grande-Bretagne lui paraissait plus appropriée. Un pessimisme certain était au fond de son attitude : il tenait pour acquis que la politique française ne pouvait avoir pour résultat que « le réarmement de l'Allemagne et l'infériorité militaire prochaine de la France[(514)] ». Il accueillit le pacte franco-soviétique avec une méfiance prévisible, mais ne le rejeta pas. Il était un spécialiste de droit international suffisamment averti pour mesurer la portée réduite des engagements contractés par la France. Il ne pouvait au surplus méconnaître l'intérêt qu'elle avait à lier à elle l'URSS plutôt que de l'acculer à chercher des assurances du côté de l'Allemagne.

Mais il n'approuva le pacte qu'à condition qu'il fût le prélude de négociations sérieuses avec l'Allemagne[515]. En d'autres termes, il refusait de donner son aval à une alliance diplomatique préparant une alliance militaire, tout comme à une alliance diplomatique destinée à monter la garde autour de l'Allemagne : le pacte franco-soviétique devait servir à amener l'Allemagne à composer et à entrer dans les accords souhaités.

Au début de 1936, il s'employa à définir un programme de politique extérieure. A la différence de Romain Rolland et de son ancien ami Langevin, il ne jugeait pas que le refus de l'Allemagne nazie d'entrer dans des pactes généraux d'assistance mutuelle constituât la preuve de sa volonté de guerre et rendît impossible tout accord de désarmement. Son souhait était d'obtenir d'elle une déclaration solennelle de renonciation à l'emploi de la force et le renouvellement des pactes de non-agression en vigueur, notamment de celui qui existait entre l'Allemagne et l'URSS. De son côté, la France devait faire effort pour faciliter la révision pacifique des traités : parmi les questions qui pourraient être abordées en liaison avec un pacte général de non-agression et une convention de désarmement, il mentionnait les mandats coloniaux, Memel et… la Rhénanie[516]. La remilitarisation de la Rhénanie, moins de dix jours plus tard, ne pouvait se heurter à son opposition farouche, même si elle privait la France d'une carte dans la négociation qu'il aurait aimé la voir mener.

Comme Bergery, Déat montra de la méfiance à l'égard du pacte franco-soviétique, pour l'approuver lui aussi ; mais c'était à la même condition qu'il ne fût pas utilisé pour accroître la tension européenne et qu'il servît de point de départ au rapprochement avec l'Allemagne, un rapprochement qu'il concevait avant tout sur le plan économique[517]. A la différence de Bergery, il n'avait pas de doutes sur les intentions guerrières de l'Allemagne : une guerre franco-allemande lui semblait, non pas improbable, mais « évitable[518] ». Ses textes portent en outre les

marques d'un patriotisme inquiet, d'un souci de la sécurité nationale, qui s'exprimaient dans des termes inusités par Bergery. Au tournant de 1936, il critiqua l'orientation de la droite en politique extérieure, caractérisée selon lui par le rapprochement avec les régimes fascistes par sympathie idéologique, par le détachement vis-à-vis de l'Angleterre et par la haine envers l'URSS. Cette politique

> mène naturellement à la ruine de la SDN et de la sécurité collective, et à un système d'alliances fascistes, qui suppose en France un régime analogue. Moyennant quoi nous n'aurions plus qu'à aider l'Italie à se tailler la part du lion en Afrique et dans la Méditerranée, puis à jouer aux côtés d'une Allemagne bientôt engagée dans la grande offensive contre la Russie le rôle de brillant second, c'est-à-dire de vassal.

Politique inacceptable, puisqu'elle supposait la fin du régime démocratique en France ; qu'elle supposait ensuite « que l'Allemagne ne commencera pas par nous régler notre compte, avant de se tourner vers l'Est » et enfin que l'Italie se montrerait reconnaissante à la France de l'appui qu'elle lui prêterait dans l'affaire éthiopienne[(519)]. Mais Déat n'avait à proposer pour solution que la reprise de l'idée de fédération européenne lancée par Briand : il fallait appeler les peuples européens « à lutter ensemble contre leur identique misère, à lier les intérêts par de vastes opérations de crédit, par un effort solidaire d'équipement continental et africain[(520)] ».

La campagne pour la paix lancée par Doriot depuis le début du printemps reçut une nouvelle impulsion de la conclusion du pacte franco-soviétique. Pendant l'été de 1935, Doriot resta discret sur la question du rapprochement avec l'Allemagne. Occupé à exploiter l'indignation de la gauche antistalinienne, il jugea prudent de ne pas en blesser l'antifascisme en insistant sur l'ouverture de négociations avec Hitler. Le tournant se produisit ici encore à l'époque des élections sénatoriales et se signala par une interview qu'il donna vers la fin d'octobre à un journal

allemand. Il y rappelait les motifs de son opposition au pacte franco-soviétique et se disait partisan d'une entente franco-allemande « pour des raisons de politique réaliste », et malgré son aversion pour le national-socialisme. Il souhaitait voir se conclure entre les deux pays un pacte de non-agression dans lequel l'Allemagne confirmerait les accords de Locarno et qui devrait être suivi de négociations en vue d'aboutir à des accords de limitation des armements[(521)]. Dans son discours du 24 novembre devant la conférence de rayon, il présenta clairement son programme de politique extérieure, adoptant le ton et le langage d'un homme qui prétendait prendre en charge les intérêts de la nation. Selon son analyse, qui restait empreinte des modes de pensée et du vocabulaire du léninisme, un second cycle de guerres impérialistes était en train de s'ouvrir en conséquence de trois facteurs : la poussée de puissances jeunes et insatisfaites, le redémarrage de la course aux armements et le retour à la politique des alliances. L'URSS lui apparaissait toujours comme une puissance manifestant des « tendances dangereuses et agressives » et capable de méditer une guerre préventive contre l'Allemagne ; celle-ci, au contraire, ne lui semblait pas donner les signes d'une « volonté d'expansion imminente » (admirons la formule, qui ne méconnaissait pas la réalité). En tout cas, c'était dans la certitude d'une guerre inéluctable qu'il fixait son objectif :

> Malgré la difficulté inouïe de la tâche, je pense qu'il est possible de rester hors de l'effroyable conflit qui s'annonce et d'en retarder l'échéance pour les autres.

A l'égard de l'Allemagne, il recommandait la recherche d'accords de non-agression et de limitation des armements en échange de concessions économiques portant notamment sur le problème des débouchés. Des négociations conduites sur ces bases donneraient une assise « sérieuse et solide au rapproche-

ment franco-allemand et écarteraient la guerre, de ce côté de l'Europe, pour une période assez longue ». A l'égard de l'Angleterre, il manifestait une nouvelle fois une hostilité marquée, jugeant « inadmissible et anormal » qu'elle disposât « d'un monopole commercial absolu sur un quart de l'humanité », alors que des pays comme l'Allemagne étaient « obligés de se replier sur eux-mêmes ». En définitive, pour écarter la guerre « de ce côté de l'Europe », il fallait lutter contre les sanctions militaires envers l'Italie, dénoncer l'alliance soviétique et se rapprocher de l'Allemagne. On voit combien il anticipait la politique du PPF : le retrait limité de l'Europe orientale, l'amitié italienne, l'entente avec l'Allemagne, tout cela était présent en novembre 1935[(522)]. Dans le même temps émergeait un thème destiné à faire également carrière dans le PPF, celui de la menace japonaise. « Le maître du Pacifique sera le maître du monde », écrivait Doriot en novembre 1935, qui se mit dès lors à souligner l'importance de la conquête de la Chine pour l'équilibre planétaire[(523)]. Cette campagne visait à relativiser le problème éthiopien et à créer un sentiment de solidarité entre les puissances occidentales en face de l'impérialisme japonais. On peut remarquer que des néos comme Henry Hauck, et surtout Marion attachaient le même grelot, que Pucheu attirait lui aussi l'attention sur le terrain d'entente que pouvait offrir à l'Europe la résistance aux menées japonaises en Chine[(524)].

L'essentiel est que Doriot tablait dès lors sur une guerre germano-soviétique et qu'il se fixait pour tâche de la rendre certaine en rompant l'alliance franco-soviétique et en concluant une entente avec l'Allemagne. En votant contre la ratification du pacte franco-soviétique en février 1936, il posait le premier jalon dans la réalisation de son programme. Son explication de vote devant la Chambre reçut les applaudissements de la droite, qui accueillait avec plaisir le tableau poussé au noir que lui traçait des intentions de Staline un homme sorti du sérail. Une nouvelle fois, il minimisa les intentions de Hitler pour mieux

accabler Staline. A son avis, la menace allemande ne suffisait pas à expliquer le revirement communiste. Il avait lu *Mein Kampf*, mais aussi les discours plus récents des dirigeants allemands, où il appelait à voir « l'évolution des esprits » ; leurs intentions n'étaient donc pas aussi menaçantes envers l'URSS que la propagande communiste le disait. Staline avait en réalité un « autre motif » qui le poussait « à vouloir utiliser la France contre l'Allemagne ». C'est qu'il ne pouvait plus jouer l'Allemagne contre les autres pays européens, le nazisme lui ayant infligé une lourde défaite qui l'isolait du monde extérieur : il lui fallait donc « répliquer au plus vite, isoler à son tour le national-socialisme » qui l'empêchait de « réaliser son grand plan de révolution mondiale ». En conclusion, Doriot insista sur le manque de fiabilité d'une alliance avec Moscou : la France s'exposait en cas de guerre à perdre non seulement son allié extérieur, mais à se trouver en présence d'un ennemi intérieur[(525)].

Est-il besoin de dire à quel point le raisonnement qu'il prêtait à Staline était révélateur du sien propre ? En soulignant, comme il le fit à plusieurs reprises, que les nazis avaient « infligé à l'IC la plus grave défaite de son histoire », il signalait un intérêt qui était une amorce d'identification. Sa vision d'un Staline mû par un désir irrépressible de revanche, cherchant à « répliquer », à « isoler », à encercler son ennemi, recouvrait trop évidemment la représentation qu'il avait de la politique de Staline à son égard pour qu'il ne se soit pas placé implicitement aux côtés de l'ennemi de ce dernier, le nazisme. A l'évidence, on trouve dans ce type de propos des indices – en germe pour l'instant – de la pensée fanatique, avec ses mécanismes de projection et de fixation sur un ennemi démonisé : ainsi Hitler avec les juifs.

Le 7 mars 1936, prenant pour prétexte la ratification par la France du pacte franco-soviétique qui selon lui rendait caduc le traité de Locarno, Hitler fit occuper par ses troupes la Rhénanie. Il rendit en même temps publique une série de proposi-

tions qui devaient amortir le choc du fait accompli ; il offrait en particulier de conclure des pactes de non-agression avec la France, la Belgique et les voisins orientaux de l'Allemagne, ainsi que de retourner à la SDN[526]. On sait que le gouvernement français, encouragé par la Grande-Bretagne, s'en remit à la SDN du soin de régler la question et finit au terme de négociations aussi épuisantes que vaines par admettre tacitement le coup hitlérien. Au vu de leurs prises de position antérieures, il n'y a rien d'étonnant à ce que les dissidents l'aient accepté eux aussi sans trop de difficulté.

Bergery réagit en intitulant son article « Faites la France pour faire la paix ! »[527]. Il tenait l'acte de Hitler pour indéfendable en droit et explicable en fait ; l'important était de saisir « cette occasion dramatique, et peut-être ultime, de redresser enfin la politique française » en la rendant « forte et pacifique », de façon à « montrer la force » et à « proposer la justice ». Cela dit, il était favorable à l'acceptation des propositions allemandes, auxquelles il suggérait d'ajouter l'inclusion de l'URSS dans un pacte général de non-agression, une convention de limitation des armements, enfin une confirmation du pacte de non-agression par référendum de tous les peuples européens concernés[528]. La position de Doriot fut très voisine, à cela près qu'il demanda la convocation d'une conférence de la paix sous l'égide de la SDN pour reconstruire l'Europe sur de nouvelles bases ; le traité de Versailles lui paraissait définitivement enterré[529]. On peut relever que sa réaction laissa apparaître une sensibilité nationaliste toute nouvelle. L'Angleterre avait selon lui imposé à la France « le recul et la vexation » ; il ajoutait : « Nous ne pouvons pas même tenter l'aventure des sanctions et de la guerre avec quelques chances de succès[530] ». Doriot prenait en esprit la charge des intérêts du pays et commençait à s'identifier avec sa force et sa grandeur ; l'entente avec l'Allemagne n'exigeait-elle pas que la France disposât des meilleurs atouts ?

Déat se trouvait placé dans un poste stratégique au moment du coup de force hitlérien. Le gouvernement avait envisagé en février une éventuelle remilitarisation de la Rhénanie ; après consultation des autorités militaires, il avait décidé qu'il s'abstiendrait de toute réplique isolée et n'agirait qu'en accord avec les puissances garantes du traité de Locarno ; l'événement n'était pas attendu dans un avenir immédiat[(531)]. Au cours des consultations auxquelles avait donné lieu la préparation de cette décision, Déat avait manifesté son opposition à toute action isolée de la France. Invité à faire connaître au ministre des Affaires étrangères les mesures que prendrait l'aviation en cas d'occupation de la zone démilitarisée, il répondit le 2 mars selon des lignes parallèles à celles de l'état-major en ne proposant qu'une liste graduée de mesures de précaution ; il insistait sur la subordination de mesures de mobilisation « soit à une décision du Conseil de la SDN, soit à un accord avec les puissances garantes du traité de Locarno en vue de sanctions militaires vis-à-vis de l'Allemagne[(532)] ».

Mis en présence du fait accompli quelques jours plus tard, il manifesta fermement son opposition à toute action isolée. Il est douteux toutefois qu'il faille lui attribuer une responsabilité particulière dans la décision prise en ce sens par le Conseil des ministres du 8 mars. Le débat ne porta pas sur le choix entre une réplique française et le recours aux puissances de Locarno, mais sur l'étendue des mesures de mobilisation à adopter en vue de ce recours. Selon le témoignage de Déat, qui semble recevable, les opinions exprimées furent « nuancées », en tout cas pas « en contraste violent, ni même vif ». Mandel et Guernut auraient conseillé une mobilisation ample, conçue comme « un geste à effet, capable d'émouvoir quelque peu l'Europe et l'Allemagne ; mais ni l'un ni l'autre n'alla jusqu'à envisager que cette démonstration dût jamais prendre l'allure d'une réplique armée sur territoire allemand et d'une opération isolée de la part de la France[(533)] ».

S'il voulut voir dans les propositions de Hitler un point de départ acceptable pour une négociation d'ensemble[534], il n'était guère réjoui par l'événement. « L'attitude du gouvernement français a été ce qu'elle pouvait être », écrivit-il avec gêne. C'est qu'il en voyait clairement les conséquences probables. Le péril allemand, sans être immédiat, se profilait :

> Ce qu'on paraît espérer [à Berlin], c'est que l'absence de cohésion entre les « locarniens » laisse les mains libres au Reich vers l'Autriche, puis la Tchécoslovaquie, puis l'Est de l'Europe. Une contre-ligne de fortifications en Rhénanie doit, pense-t-on, nous immobiliser […] et donc réduire la France au rang de puissance spectatrice de la grandeur allemande, prélude à sa vassalisation. C'est évidemment une politique : il se trouve des Français pour l'accepter. Les uns par pacifisme théorique, les autres par rêverie révolutionnaire, les autres, et c'est assez inattendu, par néo-pacifisme nationaliste, et plus précisément par sympathie avouée pour le fascisme hitlérien. […] disons nettement que la France ne peut, à notre humble avis, envisager à aucun prix cette abdication, dont elle serait d'ailleurs à brève échéance la triste victime.

De toute urgence, poursuivait-il, « il nous faut constituer, en face de la poussée hégémonique de l'Allemagne, le front unique et continu des nations pacifiques » ; « le barrage solidement établi – et il ne l'est pas encore – nous serons plus à l'aise pour envisager une négociation d'ensemble » qui permettrait de remplacer Versailles[535]. Une fois encore, on peut vérifier le hiatus existant entre la perception lucide de la menace nazie et des espoirs d'entente inébranlables : c'est comme s'il ne croyait pas à ce qu'il disait des projets nazis et des devoirs de la France. En tout cas, le raidissement nationaliste ne durait pas chez lui, l'image de la guerre lui faisait plonger la tête dans le sable. Évoquant quelques semaines plus tard les foyers de tension existant en Europe et se les représentant comme autant de foyers de guerres, il écrivait :

> Devant cette vision de folle Apocalypse, j'avoue que je n'ai plus qu'un réflexe, qui est de mettre à l'abri les forces vivantes de la France, de resserrer, de

> regrouper ce pays […]. Ma préoccupation est de le tenir, autant que se pourra, hors du tourbillon de mort, avec l'espoir que, la France intacte, tout pourrait être sauvé, ou du moins reconstruit[536].

Ce qui ouvrait cette possibilité, c'était l'espoir que la guerre toucherait d'abord et avant tout l'Europe orientale ; la connaissance de la direction des ambitions nazies venait affaiblir la résistance française.

CHAPITRE VII

Les ambiguïtés du frontisme

De la victoire du Front populaire à l'éclatement de la guerre, la France vécut quatre années d'incertitudes et d'angoisses. La situation internationale fut un horizon obsédant, la montée en puissance de l'Allemagne nazie une épreuve continue où s'opéra la désagrégation des volontés. Marius Moutet, député socialiste et ministre des Colonies dans le gouvernement Blum, rendit l'état d'esprit du monde politique français dans ces années lorsque, peu avant l'Anschluss, il déclara au Dr. Grimm, un agent d'influence allemand introduit dans les cercles parlementaires : « Cette tension constante et la peur constante de ce qui va venir sont à la longue insupportables[(537)]. » A l'exception du parti communiste, les divisions allaient fissurer toutes les formations ; et, avec la crise de Munich, une atmosphère se créer qui porterait ses fruits empoisonnés après la défaite. Avant Vichy et préparant Vichy, il y eut à partir de 1938 l'apparition d'une vague antisémite, la diffusion de valeurs autoritaires et d'une thématique des vertus de la terre, de la famille, de la patrie. Pour les rénovateurs, ces années ne furent pas celles du triomphe de leurs ambitions ; ils ne firent pas le rassemblement national, ils n'assurèrent pas non plus la paix, mais glissèrent dans un isolement où s'exacerbèrent leurs rancœurs et leurs frustrations. Chez tous, une course de vitesse s'instaura entre la réalisation de leur projet et la montée des périls ; ainsi furent-ils amenés, peu ou prou, à adopter une politique de conciliation extrême et à rapprocher leur projet de rassemblement national de la modalité fasciste. Ce double mouvement est visible dans le cas du frontisme, qui choisit de jouer le rôle de mouche du coche du Front populaire et que l'on retrouve dans la dernière année de la paix sur des positions chargées d'ambiguïtés.

L'aiguillon du Front populaire

Attendue, la victoire électorale du Front populaire ne fut pas sans surprises. Le déplacement des voix en faveur de la gauche était de peu d'ampleur, la droite perdant un peu moins de 2 % de ses voix. Mais le rapport des forces se modifiait considérablement à l'intérieur du bloc de gauche : les radicaux reculaient fortement, les socialistes progressaient légèrement, les communistes doublaient leurs voix. Traduits en sièges parlementaires, ces résultats plaçaient pour la première fois la SFIO en tête du groupe radical : on attendait Herriot ou Daladier, ce fut Blum qui devint chef du gouvernement. Le plus frappant était le bond spectaculaire du PCF dont le groupe parlementaire passait de 9 à 72 députés[(538)]. Comme son recrutement progressait rapidement, au point de devancer les effectifs de la SFIO, le PC fut la cause d'une alarme que le mouvement de grèves et d'occupations d'usines qui eut lieu peu après les élections ne fit qu'amplifier. Au sein même du Front populaire, la défiance à son égard régnait chez les radicaux et transparaissait chez nombre de socialistes qui se demandaient s'ils n'avaient pas tiré les marrons du feu pour leurs frères ennemis.

Les frontistes apportèrent leur contribution à la victoire. Bergery réinvestit son siège de Mantes avec 2 500 voix d'avance sur son vainqueur de 1934. Appelé par Philippe Serre de la Jeune République, Izard fut élu à Longwy au terme d'une campagne éclair. Tous deux s'inscrivirent au groupe de la Gauche indépendante, qui comptait une vingtaine de députés en provenance de petites formations de gauche comme le parti radical-socialiste Camille Pelletan, le PUP et la Jeune République. Les frontistes n'en durent pas moins affronter le problème de leur insignifiance au sein de la coalition de gauche et trouver les moyens d'affirmer un projet menacé d'étouffement. Jusqu'au début de 1938, ils allaient observer envers le Front po-

pulaire l'attitude de soutien critique décidée en 1935. Tout en l'appuyant, ils ne cessèrent de le mettre en demeure de se dépasser et d'entreprendre cette lutte contre les trusts et pour la paix européenne dont ils lui indiquaient les voies ; au fil des mois, ils portèrent de plus en plus au premier plan leurs positions de rassemblement national.

Dès le départ, Bergery exhorta Blum à aller de l'avant et à accomplir le programme frontiste. Pour faire la paix et abattre les « maîtres de la France », écrivit-il à la fin de mai 1936,

> un homme dispose d'un crédit court mais presque illimité : Léon Blum. Pendant le mois de juin, pendant le mois de juillet, s'il veut agir d'une façon énergique et précise, il aura derrière lui la presque totalité de la nation. Placés dans une situation analogue, dans une de ces conjonctures éphémères de l'histoire – où sont possibles pendant quelques jours ou quelques semaines des actions de grande envergure – d'autres hommes ont manqué leur heure. Il ne faut pas que Léon Blum manque la sienne[(539)].

Ce fut avec une sympathie mêlée d'inquiétude qu'il suivit le mouvement de grèves et d'occupations d'usines. S'il jugea que l'origine en était « spontanée » et le développement de nature « épidémique », il eut la crainte d'une récupération communiste ; il marqua alors son opposition à une prise en charge des usines par les ouvriers : ce n'était pas de cette manière qu'il concevait la réalisation des réformes de structure qu'il réclamait[(540)]. Il approuva le train de réformes sociales qui mit fin au mouvement, et, comme du coup le programme du Front populaire se trouvait réalisé, il fit campagne en faveur de l'élaboration et de l'adoption d'un second programme qui prévoirait la transformation des « trusts » en services publics. Izard proposa sans succès l'idée à la délégation des gauches le 9 juillet ; dans les mois suivants, elle demeura l'objectif que les frontistes ne désespéraient pas d'atteindre à la faveur d'un « redressement » du Front populaire[(541)].

Ils ne négligeaient pas cependant de promouvoir leur projet de rassemblement national. S'il exprimait son espoir de voir réussir le gouvernement Blum, Bergery évoquait également les difficultés importantes qui y faisaient obstacle ; le frontisme restait « le seul parti capable – en cas d'échec du gouvernement de Front populaire – de cristalliser les volontés révolutionnaires[542] ». Cette affirmation de l'identité frontiste s'accompagna de la reprise de la polémique anticommuniste. Bergery et Izard n'avaient pas vu sans méfiance le PC refuser de participer au gouvernement et ils entendaient bien ne pas lui laisser le bénéfice d'une position qui lui permettrait de se présenter, lui aussi, en successeur du Front populaire ; à quoi s'ajoutaient la dimension internationale du PCF et l'importance qu'attachaient les frontistes à la politique extérieure. La mise en cause du PC se fit ouverte après l'éclatement de la rébellion franquiste en Espagne lorsque les communistes appelèrent à la constitution d'un Front des Français. Izard y vit l'abandon du Front populaire pour l'Union nationale et sonna la résistance de « tous les patriotes réels ». De ce moment, Bergery et lui critiquèrent de plus en plus fortement le PC pour sa « politique permanente de provocation contre des pays étrangers[543] ». *La Flèche* dénonça les procès de Moscou et reproduisit les témoignages sur l'URSS d'hommes comme Victor Serge et André Gide.

Les Assises nationales de novembre 1936 donnèrent naissance au parti frontiste. La question de la transformation du mouvement en parti était posée depuis deux ans ; en sautant le pas à ce moment, les frontistes marquaient une prise de distance à l'égard de la coalition de gauche et se préparaient au « rôle de cristallisateur » qu'ils se voyaient prendre au lendemain de son échec. La déclaration adoptée réaffirmait l'appui donné au gouvernement Blum, tout en adressant une mise en garde : dans le cas où se prolongerait la situation existante, le frontisme reprendrait sa liberté. Au cours des débats, une petite

minorité avait plaidé en faveur de la sortie du Front populaire : la réprobation qui s'enflait dans le pays risquant d'englober le frontisme, mieux valait rompre avec « toutes les vieilles formules périmées » et proposer au pays la solution frontiste. Bergery fit prévaloir le maintien de l'adhésion au Front populaire en soulignant la nécessité de demeurer avec les masses ouvrières qui continuaient de faire confiance au gouvernement et de ne pas contribuer en combattant ce dernier à un éventuel succès du fascisme[(544)].

A mesure que se confirmait à leurs yeux l'enlisement de l'action gouvernementale, les frontistes renouèrent avec la dénonciation des « vieux partis ». Izard constatait en décembre 1936 que le peuple français n'était toujours pas « libéré » ; s'il en faisait porter la responsabilité aux « chefs communistes » et à « certains radicaux », il commençait à critiquer Blum pour son « excès de parlementarisme[(545)] ». Il était temps selon lui de rassembler les Français pour construire une nouvelle France, et, pour cela, il fallait « briser les cadres des partis » : au Front populaire, « simple cartel des gauches », devait « succéder le Parti unique du peuple » :

> Tant que ce rassemblement des hommes contre l'argent ne se sera point formé, par la fusion de tout ce que les partis peuvent avoir de généreux, mais aussi par la rupture de tous les égoïsmes, la nation réelle ne pourra vaincre. On ne peut pas faire la politique d'union avec les hommes dont toute la carrière s'est faite dans la division des partis. Il faudra une organisation nouvelle, des cadres nouveaux, des chefs qui aient l'esprit neuf[(546)].

Au printemps de 1937, les frontistes marquèrent leur désaccord avec le gouvernement Blum, installé depuis février dans la « pause ». En mai 1937, Bergery porta à la tribune de la Chambre leur projet de rassemblement national. Après avoir critiqué l'« ornière » des partis, il appela à la construction d'un « socialisme vraiment français », libre de toute directive étrangère et agissant au nom de la nation tout entière. Pour la pre-

mière fois, il recueillit les applaudissements alternés de la gauche et de la droite – (« C'est curieux, déclara-t-il, je m'habituerai peut-être à être applaudi par la droite ; mais je ne m'y suis pas encore habitué »), les premiers approuvant ses attaques contre les « trusts », les seconds sa critique des effets de la politique gouvernementale sur le commerce et la petite industrie. Lors du vote, Bergery et Izard s'abstinrent[547]. Aussi n'est-il pas étonnant de les voir accueillir froidement la chute du gouvernement Blum quelques semaines plus tard. Ils votèrent pourtant la confiance à son successeur, le radical Chautemps, Bergery déclarant qu'il voulait encore croire à un miracle venant du Front populaire. Il aborda à cette occasion un thème d'avenir, celui de l'autorité de l'État. Faisant référence à l'attitude du gouvernement Blum devant certaines grèves et devant les fuites de capitaux, il lui reprocha d'avoir « donné l'impression de toujours subir des influences, au lieu d'affirmer la volonté de la nation », laissant « s'affaiblir la notion d'autorité, sans laquelle aucun régime ne peut vivre, la démocratie probablement moins que tout autre[548] ».

Pendant l'été 1937, les frontistes rompirent avec la Ligue des droits de l'Homme, un signe supplémentaire de leur détachement du Front populaire. En 1935, la minorité animée par Émery avait réussi à recueillir sur un programme d'anticapitalisme et de paix 640 mandats contre 826 pour la majorité du Comité central. En 1937, elle ne rassemblait plus que 161 mandats contre 1 244[549]. Ce fut sans doute ce qui détermina Bergery, Challaye et Émery à démissionner du Comité central en critiquant l'attitude complaisante prise par la Ligue envers les procès de Moscou et ses positions « confuses et inefficaces » en politique extérieure. Leur perte d'audience n'avait rien que de très explicable : en 1935, leurs thèses anticapitalistes et pacifistes convenaient aux troupes cartellistes de la Ligue, en 1937 leurs critiques envers les gouvernements de Front populaire créaient le malaise et la désapprobation.

En politique extérieure, les frontistes accordèrent au gouvernement Blum un soutien plus constant et plus chaleureux qu'en politique intérieure, tout en le pressant de s'engager plus avant dans la voie de la paix européenne. Aussitôt après les élections, Bergery fit une recommandation qui pourrait servir d'emblème à toute son attitude ultérieure. La France devait « offrir la paix, même à une nation fasciste, d'une façon si incontestable, si spectaculaire même qu'il ne puisse rester dans aucune conscience humaine un doute sur les responsabilités des complications ultérieures[550] ». Hitler serait ainsi pris à son propre piège et l'opinion allemande, comme les opinions publiques française et anglo-saxonne, seraient au clair sur les responsabilités subséquentes. La rébellion franquiste en Espagne, la guerre civile qui s'ensuivit, l'intervention militaire des puissances fascistes, puis de l'URSS, vinrent fortifier le sentiment de menace qui oppressait Bergery et ses amis. A leurs yeux, comme à ceux d'une bonne partie de la gauche française, le danger était que la guerre civile espagnole se transformât en guerre européenne. Dans *la Flèche*, l'alarme se traduisit par l'apparition d'articles sur le désastre que serait pour l'Europe une nouvelle guerre ; Bergery fut amené à écrire qu'il refusait la guerre et à évoquer un « serment » de paix qu'il s'était fait sur le front de Champagne en février 1915[551].

Approuvant la « sage » attitude de non-intervention adoptée par le gouvernement français, il observa dans les mois suivants avec une préoccupation anxieuse le cours des événements en Espagne, toujours redoutant l'incident fatal, toujours espérant en un apaisement de la tension européenne. Il reconnut bientôt que la politique de non-intervention avait été une duperie, mais il en préconisa le maintien pour ne pas amener cette escalade de la tension européenne qu'il voulait par-dessus tout éviter. Il marquait toutefois son opposition à un « non-interventionnisme sans limites », ce qui visait la position prise par des frontistes pacifistes intégraux comme Émery. Il était à son avis

nécessaire de donner un « coup d'arrêt » à l'intervention des puissances fascistes en leur signifiant par exemple que ne serait pas toléré l'envoi en Espagne d'unités régulières. Mais il prenait soin de souligner qu'une attitude de fermeté devait avoir pour condition l'appui de l'Angleterre[(552)].

La majorité de l'opinion publique française était favorable à l'attitude de « neutralité » adoptée par le gouvernement, ce qui ne l'empêcha pas de se partager en profranquistes et en progouvernementaux. La position prise par *la Flèche* entre 1936 et 1939 est originale par son évolution, où se reflète celle du frontisme dans son ensemble. Au départ, elle prit le parti des républicains, ouvrant ses colonnes à des souscriptions en faveur des miliciens espagnols. Elle s'éloigna d'eux au fur et à mesure qu'ils parurent passer sous l'influence communiste. En 1938, Bergery déclarait ne pas souhaiter une victoire républicaine et exprimait sa préférence pour une impasse militaire permettant un retrait des troupes étrangères et une médiation collective. Le soutien aux gouvernementaux ne disparut pourtant pas complètement ; en octobre 1938, *La Flèche* appela ses lecteurs à contribuer au ravitaillement de Barcelone, puis, après la déroute finale, à secourir les républicains réfugiés en France ; Bergery se prononça formellement en faveur de leur accueil[(553)].

La guerre d'Espagne venait ajouter une complication importante à une situation internationale qui n'en avait pas besoin à ses yeux. La remilitarisation de la Rhénanie pesait sur les esprits en raison de ses conséquences sur les engagements de la France en Europe orientale. En octobre 1936, la Belgique fit savoir qu'elle renonçait à l'alliance française et retournait à la neutralité ; la France perdait la possibilité de se porter au secours de ses alliés orientaux en menaçant les centres industriels de l'Allemagne. Survenant dans le climat d'anxiété créé par la situation espagnole, l'événement provoqua chez les frontistes des réactions révélatrices. Izard releva dans la déclaration belge la volonté qui y était exprimée « d'écarter la guerre de notre

territoire », « de préférence [à] une guerre plus ou moins victorieuse à la suite de coalitions ». Il ajoutait : « Là-dessus, d'accord. D'accord pour la France[554]. » Tout en étant moins affirmatif, Bergery acceptait au fond ce point de vue en évoquant peu après la possibilité d'un refus britannique d'appuyer la France en dehors de l'Ouest du continent : il ne resterait plus alors à la France et à l'Angleterre qu'à former un bloc défensif, à se transformer en « une immense Belgique hérissée d'armes[555] ».

La position isolationniste à laquelle l'un et l'autre donnaient voix émergeait au même moment chez bon nombre de conciliateurs. Rares étaient encore ceux qui proposaient ouvertement le dégagement de la France de ses obligations en Europe orientale et le repli défensif à l'intérieur de ses frontières ; c'était pour l'heure presque exclusivement le cas de pacifistes intégraux comme Challaye, mais aussi celui d'un homme comme Roger Labrousse, un ancien du groupe Révolution constructive et membre du groupe Esprit[556]. Le syndicaliste René Belin affirmait quant à lui une position semblable à celle des dirigeants frontistes en écrivant à la fin d'octobre 1936 :

> Dans cet imbroglio invraisemblable, dans cette embuscade permanente qu'est devenue l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, nous sommes, nous, pour la paix. Pour la paix européenne, autant qu'on pourra, et, à défaut, si quelque malheur se déclenchait, pour la paix française[557].

Si Bergery eut présente à l'esprit cette solution isolationniste, il refusa de la faire sienne. Jusqu'à la guerre, il allait se prononcer pour le maintien de la présence française en Europe orientale, dans les limites que l'on verra, toujours espérant qu'une solution diplomatique serait trouvée à la crise européenne, évitant à la France et la guerre et le repli.

Au fondement de sa position demeurait le souci d'empêcher la division de l'Europe en deux blocs antagonistes. Pour cela, il

fallait détourner l'Italie de s'engager sans retour aux côtés de l'Allemagne et offrir à cette dernière une plate-forme d'entente acceptable, en disposant des moyens de pression nécessaires pour la lui faire accepter. Bergery fit connaître dès les élections son souhait de voir la SDN lever les sanctions envers l'Italie ; il recommanda par la suite au gouvernement d'accompagner l'Angleterre dans la reconnaissance de l'Empire éthiopien[(558)]. Il demeurait partisan de l'alliance soviétique, en s'opposant toujours à sa transformation en alliance militaire : il ne l'accepterait « que dans la mesure où tout aurait été tenté préalablement pour réaliser la paix avec l'Allemagne ». Favorable à l'affirmation par la France du maintien de ses engagements en Europe orientale, il souhaitait toutefois un ajustement des obligations françaises et britanniques : il fallait « négocier sans tarder avec l'Angleterre pour que, restreignant dans une certaine mesure nos obligations et élargissant dans une certaine mesure celles de l'Angleterre, on arrive à une superposition parfaite des "zones d'intérêt" ». Il se prononçait enfin pour des concessions à l'Allemagne : si l'Angleterre donnait sa part et si l'Allemagne offrait en retour « une organisation solide de la paix en Europe », des colonies pourraient lui être données[(559)].

Cette dernière suggestion cadrait mal à vrai dire avec les positions qu'il avait sur l'Empire. Il était depuis plusieurs années favorable à une évolution des colonies vers un système fédéral sous direction française. Pendant l'été 1936, il fit un voyage en Afrique équatoriale française, dont il publia le récit. Dénonçant les injustices qu'il avait pu constater et critiquant l'abandon dans lequel l'administration laissait l'Empire, il recommandait le resserrement des liens économiques entre les colonies et la métropole afin d'assurer un développement mutuellement profitable. Il estimait par ailleurs « indispensable » que la « nation tout entière » acquît « enfin le sens de son Empire », qui offrait à l'économie un « débouché », mais aussi à sa jeunesse la possibilité d'une « vie d'action » et d'un « nouveau prestige ».

« L'heure de l'héroïsme militaire est passé, concluait-il, mais l'heure d'un autre héroïsme est venue. […] On ne va pas en Afrique pour occuper une sinécure : on y va pour construire un monde[560]. » Cet appel annonçait l'énorme vogue qu'allait bientôt connaître le mythe impérial, au fur et à mesure qu'irait en se dégradant la situation européenne. L'Empire devait offrir le champ de déploiement d'une nouvelle mystique nationale, il devait permettre de relativiser les déboires, voire le retrait de la France du continent, offrir une compensation pacifique à un orgueil blessé.

Après une année de participation au Front populaire, le frontisme se trouvait en piteux état. Si ses effectifs demeurent inconnus, on peut tenir pour douteux qu'ils aient dépassé quelques milliers. L'élan de mobilisation politique suscité par la formation, puis par la victoire du Front populaire avait profité exclusivement aux grands partis ouvriers, à la SFIO et surtout au PCF. En revanche, *la Flèche* connut un succès certain. Le chiffre qu'elle publiait sur ses abonnements augmenta régulièrement, de 4 000 en novembre 1936 à 10 000 en février 1938. Il n'existe pas de chiffres concernant son tirage ; mais l'estimation de Claude Estier d'un maximum de 60 000 exemplaires paraît raisonnable. Si l'on en juge en procédant à une estimation grossière à partir de quelques chiffres financiers disponibles dans les archives de Bergery, le journal devait vendre en 1937 environ 25 000 à 30 000 exemplaires[561]. La disproportion était flagrante entre la diffusion de *la Flèche* et la faiblesse du frontisme ; sans doute faut-il y voir la résultante du caractère diffus de son idéologie et de ses positions non conformistes, notamment de sa critique anticommuniste qui pouvait attirer et réjouir des hommes de gauche insatisfaits de la réserve et de la prudence observées envers le PC par les organes de leurs partis.

La présence dans *la Flèche* en 1936-1937 des signatures d'un certain nombre de syndicalistes de l'aile anticommuniste de la

CGT regroupée autour de Belin et de la revue *Syndicats* en donne confirmation. Henri Boville, puis Christian Pineau y tinrent la chronique syndicale ; René Belin, Albert Guigui, Lucien Laurat, Raymond Froideval, Delaisi, Georges Lefranc y écrivirent occasionnellement. On retrouve également les noms de socialistes comme André Philip et les Paz, et de syndicalistes paysans comme Henri Pitaud et Calvayrac. Les invités d'honneur au banquet de clôture des Assises de novembre 1936 furent Marceau Pivert, le dirigeant de la tendance de gauche révolutionnaire et pacifiste de la SFIO, le radical de gauche Jean Zay, l'économiste syndicaliste Delaisi et Jean-Michel Renaitour, le secrétaire du groupe de la Gauche indépendante. Henri Jeanson et Galtier-Boissière donnèrent une collaboration régulière à *la Flèche* après leur départ du *Canard enchaîné*.

Le frontisme disposait de quelques couronnes extérieures, au premier rang desquelles il faut mentionner le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). Les pacifistes s'y étaient assuré la majorité en 1936 contre les intellectuels favorables au point de vue communiste. Michel Alexandre et Émery comptaient parmi ses membres les plus actifs, en compagnie de socialistes et de syndicalistes comme Georges Albertini, René Belin, Claude Jamet, Delaisi, Delmas, Lefranc[562]. Challaye faisait le pont avec la LICP qui avait connu également le départ en 1936 d'une minorité opposée à la ligne de conciliation envers les fascismes ; dans le Comité d'honneur élu par le Congrès de 1936, on retrouve les noms d'Émery, d'Alexandre, de Giono et de Galtier-Boissière ; Pioch, qui donna sa collaboration à *la Flèche* à partir de 1937, y jouait un rôle actif, tout comme l'objecteur de conscience René Gérin[563]. Enfin, des rapports étroits de sympathie existaient avec les groupes Esprit et Ordre nouveau. Les « spiritualistes » citaient régulièrement *la Flèche* dont ils appréciaient l'attitude à l'égard du Front populaire et dont ils approuvaient la ligne de politique extérieure. Au début de 1937, ils mirent sur pied avec les frontistes une or-

ganisation de clubs de presse. A la réunion constitutive, Mounier, Denis de Rougemont et Jean Maze prirent la parole pour préciser les objectifs de l'entreprise : il s'agissait de rectifier les fausses nouvelles diffusées par la presse et de faire connaître les informations qu'elle taisait[564]. Si ce projet traduisait la protestation d'hommes dégoûtés par la manipulation de l'information dans une société soumise à la loi de l'argent, il s'inscrivait aussi dans la campagne de dénonciation alors menée par les pacifistes contre le « bourrage de crâne » effectué selon eux par la grande presse et *l'Humanité*, à propos notamment des relations avec les pays fascistes.

Un socialisme national

C'est dans ce contexte de piétinement, sinon de décadence, et de retour à la ligne de rassemblement national qu'une crise éclata dans les rangs du frontisme. A la fin des Assises nationales de novembre 1937 fut annoncé le départ d'Izard, accompagné de Galey et de ses amis de l'ancienne Troisième Force, après qu'ils eurent échoué à faire accepter la proposition d'une fusion avec la SFIO[(565)]. Au vu des prises de position d'Izard en faveur d'un rassemblement national, de son opposition aux partis, de son anticommunisme, cette proposition peut surprendre ; elle ne fait qu'illustrer la plurivalence des projets de rassemblement national qui fleurissaient alors. En parlant d'adhérer à la SFIO, Izard ne songeait pas à embrasser le marxisme, il entendait poursuivre la réalisation de son projet dans un cadre différent. L'idée et l'opposition qu'elle rencontra rendaient manifeste une divergence de conception et de sensibilités qui avait déjà affleuré. Izard manifestait depuis les débuts du Front populaire le désir de rester attaché au camp de la gauche. Tandis qu'il envisageait, de façon tout idéaliste, la transformation d'un Front populaire triomphant en un rassemblement national qui accomplirait l'unité du peuple français, Bergery, de son côté, mettait toujours l'accent sur un échec du Front populaire qui permettrait au frontisme de réaliser son rassemblement national. Le plus important est sans doute qu'à l'automne 1937 Izard ne croyait plus à l'avenir du frontisme ; la faiblesse de ses moyens, l'échec de son recrutement lui faisaient conclure qu'une action de l'intérieur d'une grande organisation serait plus efficace. C'était en même temps, semble-t-il, l'expression d'une déception et d'une inquiétude envers Bergery : déception au contact d'un homme qui l'avait séduit ; peut-être aussi inquiétude devant une évolution récente. Selon le témoignage ultérieur de Georges Izard, Bergery se serait rendu en

Italie pendant l'été 1937 et en serait revenu impressionné au point de ne plus tarir d'éloges sur les réalisations du régime fasciste ; il aurait d'autre part accepté à cette époque, pour faire face aux difficultés de *la Flèche*, l'aide financière de compagnies d'assurances, une branche « trustée » contre laquelle les frontistes menaient campagne[(566)].

Si rien ne permet de confirmer ces assertions, le regard plus favorable porté par Bergery sur l'Italie fasciste est avéré. Les services de la propagande fasciste relevèrent un article que *la Flèche* consacra en mai 1937 au Dopolavoro et qui fut jugé par eux « très objectif », et même secrètement admiratif et envieux pour des réalisations qui n'avaient pas leur équivalent en France[(567)]. On pourrait en fait dater de l'année précédente le nouveau regard de Bergery sur les réalisations sociales du fascisme italien. Pendant l'été 1936, le journaliste fasciste Sulliotti écrivait à son propos qu'il était l'homme le plus capable de faire comprendre aux partisans du Front populaire que le fascisme n'était pas un mouvement de réaction, mais d'avant-garde, dont les réalisations sociales dépassaient de loin celles de la démocratie française ; une appréciation qui ne se comprendrait pas si Bergery ne lui avait exprimé des opinions de même sens[(568)]. Publiquement, il restait très discret dans l'expression de son jugement sur le fascisme. La première appréciation qui vaille mention date d'octobre 1937. Bergery nota dans un article que les partis en France, comme les divers régimes en Europe, se rapprochaient en mêlant le social et le national ; tandis que l'URSS devenait une dictature militaire, les régimes fascistes portaient « chaque jour des coups plus durs au capitalisme classique : en Italie, par exemple, il n'y a plus guère parmi les grandes industries trustées que l'industrie de l'électricité qui ne soit pas étatisée ou entièrement contrôlée par l'État[(569)] ». Si discrète qu'elle fût, cette appréciation traduisait une vision partiellement positive des fascismes. Sa propre lutte contre les trusts, des motifs de politique extérieure amenaient Bergery à

valoriser ce qu'il y avait dans ces régimes d'antilibéralisme, de dirigisme économique et d'organisation étatique de la vie sociale.

En définitive, la rupture d'Izard reflétait les difficultés de leur entreprise de rassemblement national et exprimait la conscience d'un échec. Mounier mentionna la « lassitude » et l'« impatience » manifestées depuis le début de 1937 par les personnalistes membres du frontisme ; ils avaient eu le sentiment que le non-conformisme vivifiant que ce dernier avait maintenu dans le Front populaire « devenait de plus en plus négatif », que « de justes critiques se muaient en automatismes ». Mounier, qui avait manifesté au mouvement de Bergery une sympathie inhabituelle de sa part pour une organisation politique, concluait en écrivant ne pas pouvoir lui « prédire un long avenir » « sur un tremplin aussi limité que la guerre aux trusts », sans parler de la « confusion spirituelle et idéologique de ses bases[570] ». Le programme du frontisme restait en effet flou sur de nombreux points. Pour ce qui était de l'organisation économique, les lignes directrices furent adoptées par les Assises de novembre 1936 : nationalisation des trusts, maintien d'un secteur libre et institution d'un secteur coopératisé. Restait à préciser l'essentiel, les modalités de la nationalisation, le mode de gestion et de direction du secteur public, la composition et l'étendue des autres secteurs ; il fallut attendre la fin de 1938 pour qu'un document plus précis fût rendu public[571]. Quant à la réforme de l'État dont ils s'affirmaient partisans, les frontistes n'étaient guère explicites sur la forme qu'elle devait prendre. La réponse était peut-être contenue dans cette indication donnée par Bergery en octobre 1937 lorsqu'il écrivit que le frontisme cherchait « à réaliser une France unie pour construire un ordre nouveau à sa propre image[572] ». L'avenir politique de la France se confondait ainsi avec la « démocratie frontiste » dont les principes étaient l'absence de tendances organisées, l'élection des dirigeants lors des Assises an-

nuelles, l'obéissance des militants dans l'intervalle. Pour l'heure, la dénonciation des trusts et des communistes prenait un aspect d'autant plus sommaire que le programme restait imprécis. Le risque existait de verser dans un anticapitalisme d'estrade, à l'instar d'une certaine extrême droite plébéienne, et bien entendu du fascisme.

Le départ d'Izard et de ses amis fut suivi par le passage, non sans zigzags, à une ligne intégrale de rassemblement national. On a vu la persistance de ce projet tout au long de 1936, mais on peut ajouter qu'il se manifesta dans l'intérêt porté par les frontistes au doriotisme. Dès la fondation du PPF, ils critiquèrent sa nature de « rassemblement unilatéral » contre le communisme, sa complaisance à l'égard des « trusts » et le soutien que lui prodiguait la droite[573]. Ces critiques étaient l'expression d'une déception qui fut lente à disparaître. En septembre 1936, Maze parla de l'espoir que les frontistes avaient eu que « Doriot ne couperait pas derrière lui tous les ponts ». En juin 1937, Galey écrivit dans une « lettre ouverte à Paul Marion » qu'en dépit de son « invraisemblable politique » il ne le considérait toujours pas comme un ennemi. L'échec électoral de Doriot à Saint-Denis peu après poussa Maze à reprendre la plume pour expliquer une fois encore ce qu'il lui reprochait. L'idée du reproche indique la proximité ressentie : on était loin de l'hostilité, ou de l'indifférence, même si Maze concluait que Doriot était devenu « un banal agitateur d'extrême droite[574] ». L'intérêt pour le PPF se ranima en automne 1937, en relation avec le piétinement que connaissait le doriotisme. *La Flèche* publia le témoignage d'un groupe de dissidents du PPF de Bordeaux ; une note de la rédaction précisait qu'« un grand nombre d'adhérents du PPF » se trouvaient « ulcérés, désemparés devant l'absurde politique de Doriot » qui avait sacrifié la lutte contre les « trusts » à l'anticommunisme[575]. Le frontisme se proposait de fournir un havre à ces déçus, comme le montre Bergery allant tenir en mars 1938 un meeting à Saint-Denis.

Les partisans de Doriot se trouvèrent en force dans la salle et l'un d'eux demanda à Bergery pour quelle raison, avec un programme comme le sien, il n'adhérait pas au PPF ; à quoi Bergery répondit qu'il lui reprochait de ne lutter que contre le communisme[576]. Cette campagne ne paraît pas avoir eu grand succès, si l'on excepte le ralliement de Germain Jost, un ancien des JC qui avait quitté le PC en même temps que Doriot et milité au PPF pendant une année. Jost se mit à lancer dans *la Flèche* des chants de sirène en direction de ses anciens camarades.

Ce fut également à l'époque du départ d'Izard que débuta la collaboration de Déat à *la Flèche*. Même si les prémices de ce rapprochement remontaient à plusieurs mois, c'était indiscutablement le signe de la recherche de nouveaux alliés. *La Flèche* démentit toutefois que la collaboration de Déat signifiât un rapprochement de l'USR et du frontisme[577]. A peine deux mois plus tard, la signature de Déat disparaissait du journal. Comme à la même période, son organe habituel, *le Front*, connaissait des difficultés de parution, il est possible qu'il ait cherché avant tout une tribune. Pour ce qui est de la brièveté de ce rapprochement, il est probable que des critiques lui aient été adressées par certains membres de l'USR. Mais le facteur décisif semble avoir résidé dans la divergence des tactiques suivies par Bergery et Déat ; ce dernier interrompit sa collaboration à *la Flèche* au moment même où Bergery prenait spectaculairement ses distances avec un Front populaire, auquel, pour sa part, il restait lié.

Le 21 janvier 1938, Bergery prononçait en effet à la Chambre un discours où il annonçait qu'il allait refuser sa confiance à un gouvernement de Front populaire, en l'occurrence au second gouvernement Chautemps qui venait d'être formé. Critiquant la politique française, toujours oscillant entre l'ornière des partis et l'ornière de l'Union nationale, il accusa la Chambre d'être devenue une « chambre d'enregistrement », dépossédée de tout pouvoir de décision et de contrôle. Il

conclut en appelant à un rassemblement pour le salut national, en précisant qu'il ne pourrait venir que du dehors et qu'il serait « imposé » aux partis représentés à la Chambre[578]. Lors du vote, il fut seul à se prononcer contre le gouvernement, 500 députés votant pour lui : signe de l'indiscutable glissement de la législature, la droite encourageant le gouvernement à se tourner vers elle, la gauche ne désespérant pas de le retenir. La rupture avec le Front populaire manqua de netteté puisque, Blum revenu au pouvoir deux mois plus tard, Bergery lui donna sa confiance et vota les pleins pouvoirs financiers que celui-ci demandait et qui furent l'occasion de sa chute devant l'opposition du Sénat[579]. La situation devint plus simple avec l'éclatement du Front populaire sous le gouvernement Daladier, Bergery lui refusa sa confiance dès son arrivée au pouvoir en avril 1938, avec cinq autres députés, dont Chiappe : les ennemis de février 1934 se retrouvaient contre l'adversaire commun[580]. Par la suite, il se plaça généralement dans l'opposition avec les socialistes et les communistes pour ce qui concernait la politique intérieure et dans la majorité pour les questions de politique extérieure.

Ces ultimes péripéties ne l'avaient pas empêché de lancer sa campagne de rassemblement. En janvier, en accompagnement de son discours à la chambre, un numéro spécial de *la Flèche* fut publié, qui expliquait que « jusqu'au dernier moment » les frontistes avaient voulu « croire que les partis traditionnels opéreraient le rassemblement nécessaire » et annonçait que l'heure du rassemblement frontiste avait sonné[581]. Bergery entreprit une campagne de réunions à travers le pays au cours de laquelle il dénonça les « manœuvres hypocrites des grands partis » et fit appel aux inorganisés de tous bords[582]. Les organisations politiques n'étaient pas négligées et les articles de *la Flèche* indiquent les destinataires de ces appels au rassemblement. A gauche, la SFIO faisait l'objet d'une attention particulière ; Bergery espérait la voir rompre avec le PC et l'invitait à venir à la

« deuxième Révolution française ». Le PSOP, le parti socialiste dissident formé par Marceau Pivert après son exclusion de la SFIO, fixait également l'attention des frontistes, tandis que l'aile anticommuniste de la CGT et les pacifistes gardaient toute leur sympathie. A droite, le PPF continuait à alimenter des ambitions de récupération. Cette campagne de séduction tous azimuts ne fut pas tout à fait sans résultat puisque le frontisme s'enrichit de l'arrivée de Robert Aron, l'un des principaux animateurs de l'Ordre nouveau, et du jeune Claude Mauriac, qui avait été pour quelques mois membre des Volontaires nationaux de La Rocque[583].

Cette nouvelle orientation amena un membre du groupe Esprit, Bernard Serampuy (François Goguel), à consacrer au frontisme en septembre 1938 un article critique digne d'attention. S'il parlait d'une « parenté incontestable » entre les conceptions de *la Flèche* et celles d'*Esprit*, il exprimait de sérieuses réserves sur la ligne dernièrement suivie par le journal frontiste. Il critiquait notamment la position d'équidistance adoptée envers les parties du conflit espagnol, l'attribuant au fait que l'anticommunisme avait pris à *la Flèche* « les proportions d'une hantise » provoquant « fréquemment les plus dangereuses déformations dans les jugements ». Sa crainte, qu'il laissait entendre plus qu'il ne l'exprimait, était que cet anticommunisme « trop sommaire et trop négatif » ne fît déraper dans le fascisme. Mentionnant au passage des rumeurs qui couraient sur un rapprochement entre le frontisme et La Rocque, il s'inquiétait du fait que c'étaient des « mécontents du PSF et du PPF » qui formaient « le plus important contingent des lecteurs de droite de *la Flèche* » : « Pour avoir été déçus, n'attendaient-ils pas de leurs anciennes idoles une attitude fasciste ? N'est-ce pas ce que, plus ou moins consciemment, ils attendent aujourd'hui de Bergery ? »

Le danger lui paraissait réel parce que le frontisme était un mouvement peu organisé, à la doctrine mal définie. La plupart

des lecteurs de gauche de *la Flèche* étant socialistes ou syndicalistes ne militaient pas dans les sections frontistes ; il ne s'y trouvait que « quelques isolés, d'un individualisme exacerbé », et des anciens Croix-de-Feu ou doriotistes qui risquaient de créer autour d'eux « une atmosphère fasciste ou préfasciste », de sorte qu'existait un risque « très grave » de voir l'activité locale du frontisme favoriser en définitive « les intérêts de la droite la plus dangereuse pour les libertés françaises ». D'autre part, le frontisme se contentait de formules sommaires qui pouvaient donner prise aux attentes les plus contradictoires. Le principe de la lutte contre la tyrannie de l'argent, des hommes très divers pouvaient l'applaudir, des communistes aux antisémites en passant par La Rocque. Goguel concluait en demandant un programme économique qui fît cesser l'équivoque et en déclarant son scepticisme sur l'utilité du parti frontiste[(584)]. Excès de l'anticommunisme, danger des anciens ligueurs, ambiguïté du programme : tout en redisant son accord d'ensemble, le groupe Esprit laissait voir son inquiétude et percer l'avertissement. Même s'il allait connaître lui-même dans les deux années suivantes une évolution proche de celle de Bergery, ses relations avec le frontisme avaient passé leur zénith.

L'évolution du frontisme se faisait en accompagnement d'une situation internationale en détérioration rapide. Au fur et à mesure que se rapprochait la menace de guerre, Bergery se crispa dans la recherche des moyens de préserver la paix. En 1937, la région exposée à l'expansion nazie était à l'évidence l'Europe centrale ; les positions prises par Bergery montrent son souci de trouver un plan de dissuasion en même temps que la faiblesse de sa volonté de dissuasion. En mars 1937, il avait demandé au président de la Commission des Affaires étrangères, Jean Mistler, lui-même un conciliateur, de faire savoir au ministre des Affaires étrangères que la France servirait la paix « en proclamant qu'elle n'abandonnera[it] jamais la Tchécoslovaquie[(585)] ». A la fin de l'année, il réitéra son souhait de voir le

gouvernement confirmer la validité de ses engagements envers la Petite Entente et chercher les moyens d'empêcher ces pays d'être absorbés économiquement dans une *Mitteleuropa* dominée par l'Allemagne[586]. Toutefois, quand la menace de l'Anschluss se précisa en février 1938, il observa une attitude de prudence qui traduisait un jugement d'impuissance ; la France n'avait pas à faire des menaces qu'elle ne pourrait mettre à exécution. Choisissant, comme il aimait à le faire, une troisième voie, il se déclara opposé aussi bien à la « politique de capitulation généralisée » de Flandin qu'à la « politique d'intervention généralisée » de Péri (le spécialiste de politique étrangère du PCF). Il était clair depuis longtemps qu'il refusait la seconde position ; son opposition à la première, que Flandin venait de déclarer publiquement, mérite plus d'attention. Comme il l'exprima, le repli derrière le Rhin impliquait la dénonciation des accords avec la Tchécoslovaquie et l'URSS : la France manquerait de façon indigne à sa parole et s'exposerait au risque de faire se réaliser un accord germano-soviétique[587].

La réalisation de l'Anschluss agit sur lui comme un accélérateur de conciliation. S'interrogeant sur la prochaine cible de Hitler, il pencha d'abord pour la Pologne. S'il revint rapidement de son erreur, la position qu'il avait prise dans l'intervalle était éclairante. Il avait en effet envisagé sans autre forme de procès la cession du Corridor par la Pologne, qui aurait dû être dédommagée par l'acquisition de la Lituanie. Violence illégale, reconnaissait-il, « mais quelle autre solution l'Europe apporte-t-elle ? ». Il s'agissait de sauvegarder non pas le *statu quo*, mais l'amitié de la Pologne, essentielle pour la défense de l'Europe centrale[588]. La menace pesant sur la Tchécoslovaquie lui apparut bientôt ; elle allait le porter au fil des mois sur un plan de concessions aussi pentu que celui qu'il venait d'emprunter à propos de la Pologne. En réponse à ses amis pacifistes intégraux qui annoncèrent aussitôt leur refus de défendre la Tchécoslovaquie[589], il fit valoir que la défense de ce pays se justifiait

par l'hégémonie que sa destruction assurerait à l'Allemagne sur l'Europe centrale et balkanique et qui pourrait l'inciter à la compléter en asservissant la France. Mais, s'il importait de donner un « coup d'arrêt » à la prétention nazie, cela ne saurait se faire que dans le cas de circonstances « favorables », c'est-à-dire dans le cas où la viabilité de la Tchécoslovaquie serait acquise et l'appui de l'Angleterre garanti[590].

En avril, il concluait de l'analyse juridique des engagements de la France à l'égard de la Tchécoslovaquie que deux interprétations étaient défendables ; application stricte de l'alliance et assistance immédiate, application relâchée et procédure devant la SDN : le gouvernement pourrait se prononcer non d'après des textes, mais d'après l'intérêt des Français. A partir de mai, il évoqua l'éventualité d'une transformation intérieure de la Tchécoslovaquie, sans trancher entre une organisation fédérale et la tenue d'un plébiscite pour les Allemands des Sudètes (ce qui revenait à accorder leur rattachement à l'Allemagne). En juillet, il se prononça pour le régime fédéral dans l'immédiat et le plébiscite pour deux ans plus tard, le temps de déménager la ligne Maginot tchèque et les usines Skoda qui se trouvaient dans la région des Sudètes. Il avait dès lors accepté l'amputation territoriale de la Tchécoslovaquie en la tenant pour justifiée par le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes[591].

Au moment où s'ouvrait la crise de septembre, le parti frontiste rendit public un « plan de paix ». Les responsables du « massacre » qui s'annonçait étaient clairement désignés :

> Au premier chef, les dirigeants fascistes qui fondent la stabilité de leur pouvoir sur la hiérarchie et la haine des races, sur la mystique de la force, sur la fanatisation croissante de leur peuple. Mais responsables de façon médiate les hommes d'État vainqueurs de 1918, et ceux qui leur ont succédé pendant vingt ans.

Le plan comprenait notamment la transformation de la Tchécoslovaquie en un État fédéral et la reconnaissance du droit d'autodétermination pour les Allemands des Sudètes, la restitution du Corridor à l'Allemagne et la formation d'un État fédéral polono-lituanien, la répartition des matières premières extraeuropéennes et l'octroi de mandats coloniaux à l'Allemagne et à la Pologne, l'arrêt de la course aux armements et la réduction des armements, enfin la ratification du plan par un plébiscite confirmant l'inviolabilité des frontières[(592)].

Bergery ne pouvait donc qu'accueillir favorablement les résultats des entretiens de Chamberlain et de Hitler à Berchtesgaden. Le rattachement à l'Allemagne des Allemands des Sudètes, la neutralisation de la Tchécoslovaquie lui paraissaient raisonnables ; il employa toutefois le mot d'« humiliation » et parla d'opposer dans l'avenir « un non inéquivoque » aux prétentions injustes et aux tentatives d'hégémonie de l'Allemagne[(593)]. Nul doute qu'il n'ait ressenti le revers que représentait pour la France une telle solution, mais il la jugeait préférable à la guerre, comme le montre la position de paix à tout prix qu'il adopta après que Hitler recevant Chamberlain à Godesberg eut durci ses exigences. Comme les autres conciliateurs, il estima qu'elles ne constituaient que des « modalités d'exécution » de la décision de fond et qu'il n'était « ni admissible ni même pensable » de mettre à cause d'elles le feu à l'Europe. Il voulait bien tenir la guerre pour inévitable si l'Allemagne visait à établir son hégémonie sur les Tchèques eux-mêmes : « Mais la guerre pour maintenir malgré eux des Sudètes, des Polonais et des Hongrois dans le cadre de la Tchécoslovaquie, non et non[(594)]. » Pendant la crise, il s'était prodigué dans les antichambres ministérielles, en particulier dans celle de Georges Bonnet, le ministre des Affaires étrangères en exercice, en compagnie d'Anatole de Monzie, René Brunet, Mistler et Pomaret[(595)]. Une fois le danger passé, ce n'était que justice de voir le banquet organisé par le Syndicat national des PTT

compter *la Flèche* et son directeur parmi les « défenseurs de la paix », aux côtés de *l'Œuvre*, de *la République*, de *Syndicats* et d'organes du pacifisme intégral comme *la Patrie humaine*, *le Barrage* et *le Libertaire*[(596)].

Ambigu frontisme

La période de Munich marqua une inflexion dans l'attitude des frontistes, comme de tous les conciliateurs rénovateurs. Avant d'y venir, il faut poursuivre l'exposé des positions de politique extérieure de Bergery qui montrèrent quant à elles une continuité que rien ne semblait entamer. Le 4 octobre à la Chambre, Bergery approuva au nom de la Gauche indépendante les accords de Munich et répéta ses conceptions : favorable à une union des puissances désireuses de s'opposer à l'entreprise d'hégémonie de l'Allemagne, il voulait en même temps voir le gouvernement proposer les conditions d'une vraie paix fondée sur une organisation économique de l'Europe et une répartition des matières premières extraeuropéennes. Il souleva en passant la question de Danzig, indiquant qu'il jugeait nécessaire qu'une solution fût dès lors recherchée[597]. S'il désirait que Munich devînt le point de départ d'une négociation d'ensemble, il n'envisageait pas que celle-ci amenât le dégagement de la France de l'Europe orientale, comme le voulaient désormais la plupart des conciliateurs de gauche, y compris Izard et les anciens frontistes démissionnaires[598]. Jusqu'à la guerre, il suivit en fait la ligne du gouvernement, plus précisément celle des conciliateurs du gouvernement, Bonnet en tête, même s'il reprochait à ce dernier de ne pas présenter un programme constructif[599].

Il déplora dans les mois suivants l'incapacité de la France à reprendre l'initiative et s'épuisa à scruter les intentions de l'Allemagne. A partir de novembre 1938, il fut beaucoup question dans la presse française d'une agression allemande contre l'Ukraine. S'il n'est pas possible de repérer l'origine de cette rumeur et ses canaux de diffusion, il faut noter l'intérêt qu'elle suscita : l'idée d'une guerre germano-soviétique fascinait les es-

prits. Au début de 1939, faisant un tour d'horizon des foyers de crise, Bergery tenait la récupération par l'Allemagne de Danzig et de Memel pour des événements aussi certains qu'imparables. Une agression allemande contre l'Ukraine lui semblait plus grave. Au vu de l'état apparemment bon des relations polono-allemandes, l'hypothèse la plus volontiers entretenue était celle d'un accord entre ces deux puissances qui laisserait le champ libre à une agression allemande contre l'URSS : dans ce cas, estimait Bergery, la France n'aurait pas à intervenir[(600)]. Il ne pouvait guère se réjouir par ailleurs de l'état des relations franco-italiennes, surtout après que l'Italie eut fait entendre à la fin de novembre 1938 des revendications sur la Corse, Nice et la Savoie. S'il qualifia l'incident de « plaisanterie », il en conçut de la colère ; il se déclarait toujours favorable à la recherche d'un accord avec l'Italie, mais parlait d'« agir » au cas où elle renouvellerait l'expression de ses revendications[(601)].

Après l'occupation allemande du restant de la Tchécoslovaquie en mars 1939, il ne put que constater la volonté de domination de Hitler ; il eut alors à propos de ce dernier cette phrase révélatrice : « En manquant à sa parole, il perd sa figure d'homme brutal mais loyal[(602)]. » Le 18 mars à la Chambre, il redit la nécessité de donner un « coup d'arrêt » à l'Allemagne, en répétant ce qui en était les conditions préalables : la France ne pouvait risquer le conflit que si elle avait « le maximum de cohésion intérieure et le plein de ses amitiés extérieures ». Il subordonnait implicitement tout « coup d'arrêt » en Europe orientale à l'obtention du concours de la Pologne, de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, concours qu'il serait bien difficile de réunir. Il conclut en soulignant à nouveau la nécessité de proposer un plan de paix à l'Allemagne, et l'accueil fait par la Chambre à son exhortation finale n'est pas sans montrer combien l'esprit de conciliation demeurait vivace.

> N'est-ce pas quand la guerre menace qu'il faut penser avec le plus de force à la paix ? Pour ma part, je me suis juré, dans les tranchées, pendant la guerre, de faire, jusqu'à ce que soit apposée sur les murs une affiche de mobilisation, tout ce qui est en mon pouvoir pour empêcher que cette affiche y figure. C'est ce serment que je tiens aujourd'hui (*Vifs applaudissements à gauche, au centre et à droite*)[(603)].

Il soutint dans les mois suivants la politique de garanties en Europe orientale adoptée par l'Angleterre et la France, tout comme la recherche d'une alliance militaire avec l'URSS. Mais il y voyait exclusivement une manœuvre diplomatique de dissuasion qui devait mener à une négociation générale avec les régimes fascistes. Les commentaires qu'il fit au long de la tortueuse négociation de l'alliance franco-anglo-soviétique sont à cet égard éclairants. Le remplacement de Litvinov en mai lui fit évoquer le danger d'un retournement soviétique et conclure qu'il fallait « aboutir dans les négociations avec la Russie et aboutir au plus vite[(604)] ». Mais il ne pouvait s'empêcher de trouver inquiétante cette issue ; il jugeait en effet que l'URSS voulait une alliance rigide, une alliance pour faire la guerre, non pas une alliance qui servirait aux Occidentaux à négocier une entente avec l'Allemagne comme il le souhaitait. Concevant que l'URSS cherchât des assurances, il ne voulait pas aller plus loin qu'un engagement solennel que prendraient la France et l'Angleterre de « ne jamais retourner contre elle l'entente éventuelle avec les États fascistes[(605)] ».

La conclusion du pacte germano-soviétique le délivra de cette pénible situation. Comme la plupart des conciliateurs, il accueillit l'événement avec soulagement : l'alliance si dangereuse avec l'URSS s'éloignait, et avec elle le renfort qu'en aurait pu tirer le PCF en France ; avec une Allemagne fortifiée par sa victoire diplomatique, la paix pouvait en outre paraître plus sûre, puisqu'une entrée en guerre des puissances occidentales en faveur de la Pologne devenait incertaine. Aussi appela-t-il une nouvelle fois la France et l'Angleterre à proposer à l'Alle-

magne une solution d'ensemble dont il indiqua les points essentiels : l'échange de Danzig et du Corridor contre une fraction de la Prusse-Orientale et le port de Memel, la constitution d'une fédération baltique comprenant (sous direction polonaise) la Pologne et les trois États baltes, un règlement des mandats coloniaux au profit de l'Allemagne et de la Pologne, enfin l'arrêt de la course aux armements et l'organisation économique de l'Europe[606]. La fermeté des gouvernements occidentaux anéantit l'hypothèse d'un nouveau Munich, les conciliateurs extrémistes se trouvaient sans appui sérieux, la guerre était là.

L'espoir jusqu'au-boutiste d'éviter la guerre avait été indissociable d'une perspective de politique intérieure. Les rénovateurs refusaient avec une énergie aveugle l'éclatement d'un conflit qui sonnerait le glas de leurs projets. Pourtant, prétendant prendre en charge les intérêts de la nation, ils se trouvaient placés dans un gênant porte-à-faux en tenant une ligne de conciliation dont leur pays faisait les frais. Aussi voit-on à partir de Munich se produire chez eux un raidissement significatif : l'unité du peuple français devait être d'autant plus resserrée que leur situation était porteuse de frustrations et de contradictions. L'appel au rassemblement et à la rénovation se fit alors entendre avec une insistance exceptionnelle. Flandin, qui avait été le porte-drapeau de la conciliation de droite pendant la crise de septembre, écrivait peu après :

> Il nous faut faire une politique d'empire qui nous impose, non seulement un redressement matériel complet dans tous les domaines, mais une formation morale de la jeunesse, qui lui redonne le goût du risque et de l'héroïsme. C'est un idéal strictement national qui doit se substituer à une vague idéologie internationale et humanitaire. Et ce peuple doit retrouver une volonté de force qui remplace le goût de la transaction[607].

Curieux spectacle que celui du partisan du repli sur le Rhin prêchant la force et le mépris du compromis ; c'était avant Vi-

chy le paradoxal et impossible mariage d'une politique d'acceptation de la force allemande et d'une ambition de renaissance nationale.

Bergery montrait depuis le début de 1938 les indices d'une progressive réverbération des fascismes, même s'il continuait de repousser l'étiquette de fascisme. Son discours du 21 janvier 1938 devant la Chambre avait fait parler à nouveau de « fascisme de gauche », une appréciation qu'il avait rejetée en affirmant qu'il n'y avait « pas un seul des mots d'ordre du fascisme » qu'il fît sien. Il était « à fond contre la politique extérieure des fascismes », « à fond contre le racisme, à fond contre la déification des hommes providentiels, à fond pour la défense de la liberté, même et surtout dans le moment où nous signalons le danger que lui fait courir la dégradation de l'autorité dans l'État démocratique[(608)] ». Dans la période de Munich, les choses apparurent sous un jour plus trouble. Dans la dernière semaine d'août 1938, Bergery affirma vigoureusement la nécessité de créer une France nouvelle, une conclusion qu'il tirait de la considération de l'état de l'Europe. Il voyait « le bolchevisme construire une hiérarchie nationale, et le fascisme construire une justice sociale ».

> Partout, c'est la course à un « socialisme-national », c'est-à-dire à un socialisme adapté à la nation. Partout, à toutes ces révolutions d'apparence contradictoire, on trouve les mêmes causes (la crise du libéralisme économique) – les mêmes méthodes (la dictature) – le même résultat plus ou moins lointain, mais inéluctable (le socialisme).

En présence d'un bolchevisme et de fascismes en mouvement, la démocratie était perdue si elle s'identifiait à l'immobilité. La France devait « combler son retard » et « construire sa forme nouvelle au lieu d'user son énergie à prolonger sa forme moribonde ». Il lui fallait pour cela éviter l'erreur du bolchevisme, la destruction des élites, se donner « un prolétariat décatéchisé, mais aussi une bourgeoisie révolutionnaire, capable de

renoncer à ses privilèges » et de participer à « la construction de l'État sans classes ». Il lui fallait d'autre part éviter les erreurs des fascismes, le « bouc émissaire racial » et la « politique extérieure belliciste[609] ».

Le face-à-face de la crise française et des succès fascistes venait aiguiser le souhait d'une adaptation française. Comme Jules Romains, Bergery plaçait les fascismes sur le vecteur du progrès. Dans l'idée du « retard » à combler s'exprimaient une vision valorisante des phénomènes totalitaires et une envie non exempte d'inquiétude ; et c'étaient les fascismes qui en étaient les bénéficiaires. Pour la première fois, il en parlait comme de régimes construisant une justice sociale ; en octobre 1937, il avait simplement affirmé qu'ils portaient des coups au capitalisme. La place privilégiée, toujours inavouée, qu'ils occupaient désormais apparaît à considérer combien la symétrie établie entre le communisme et le fascisme était plus apparente que réelle. L'erreur reprochée au premier revenait à le répudier puisque son fondement était concerné ; tandis que celles reprochées au second pouvaient être le fait de régimes autoritaires traditionnels. Si le fascisme construisait une justice sociale et instituait une hiérarchie nationale, ne fournissait-il pas l'exemple d'une rénovation de la France ? L'implication était qu'un fascisme se prêtant à une coopération internationale et s'abstenant de racisme pouvait valoir comme modèle : admission involontaire qui définit probablement la vision profonde de Bergery.

Or, sur le second point, un changement d'attitude se produisait en ce début d'automne 1938. Une semaine après avoir condamné le « bouc émissaire racial », Bergery évoquant l'introduction d'une législation raciste en Italie manifestait qu'il existait pour lui une « question juive ». Il écrivit qu'on pouvait « comprendre » une vague d'antisémitisme, tout en en désapprouvant « les moyens et les résultats », lorsqu'on était placé devant une situation où les juifs prenaient « une place hors de

proportion avec leur nombre ». Parlant de l'arrivée au pouvoir de Blum qui se serait entouré de « parents » et d'« amis » « dont la grande majorité était israélite », il faisait sienne l'appréciation suivante : « Si, lorsqu'on va voir dix Français, ce sont dix juifs, alors ce ne sont pas des Français comme les autres[(610)]… »

Après Munich, Claude Mauriac fut chargé d'exposer la position frontiste en réponse aux critiques qu'avaient inspirées à Bernard Lecache l'article de Bergery et certains propos de Challaye, qui s'en était pris au « bellicisme » des juifs étrangers pendant les journées de septembre. Mauriac affirmait l'hostilité des frontistes au racisme et à l'« antisémitisme érigé en système et en dogme » et précisait que le but de leur prise de position était de combattre l'antisémitisme qui renaissait. Mais la position qu'il présentait et les arguments qu'il utilisait ne pouvaient que conforter cet antisémitisme. Au point de départ, il affirmait qu'un Français juif était un Français « comme les autres » ; mais ce principe démocratique, il le vidait de sa substance en faisant des juifs une catégorie particulière de Français puisqu'il leur faisait reproche de leur concentration dans certains secteurs de la vie nationale. En outre, lorsqu'il critiquait l'intervention de certains étrangers dans la vie politique française, il ne mettait en accusation que les étrangers juifs, ce qui renforçait la campagne menée par les antisémites. Il allait plus loin en écrivant que, s'il déniait à certains hommes le droit d'intervenir dans la politique française, ce n'était pas en tant que juifs, mais en tant que non-Français ou en tant que Français « de date trop récente, ce qui revient au même ».

Pour priver l'antisémitisme « des raisons sur lesquelles il s'appuie », l'équipe de *la Flèche* proposait d'établir une « première discrimination entre les Français et les non-Français ; puis, à l'intérieur même du pays, de rechercher la proportion raisonnable, l'équilibre, entre les Français juifs et ceux qui ne le sont pas ». Même s'il n'était pas juste, « dans l'absolu », de faire cette distinction, le nombre des juifs occupant des places im-

portantes ne pouvait s'accroître au-delà d'un certain point sans nourrir l'antisémitisme. Mauriac concluait : « Les intérêts des juifs et ceux des Français sont ici convergents. Il est tout à fait indésirable, d'ailleurs, que la détermination du "point de saturation" soit d'ordre réglementaire (*numerus clausus*) : c'est une question de tact, de sensibilité[(611)]. » Bergery revint peu après sur le sujet pour confirmer l'exposé de Mauriac. Il répéta que son souci était de combattre l'antisémitisme, souligna qu'il ne proposait pas de mesures d'ordre légal ou administratif ; il souhaitait simplement faire comprendre le problème et le résoudre par un ajustement pour lequel « le concours des Français juifs conscients des intérêts de la France et de leur race serait précieux ». Il glissait dans une parenthèse la phrase suivante : « Il ne faut pas oublier que les premiers racistes ont été les juifs, race et peuple élus ; leur persécution les a enfoncés dans cette erreur[(612)]. » Quelques mois plus tard, il répétait à l'intention d'un journal tunisien : « Le racisme antisémite, en France, ne peut croître que comme la contrepartie psychologique d'un certain racisme sémite[(613)]. » En attribuant la responsabilité de l'antisémitisme aux juifs, en délimitant une entité juive racialement définie, en lui demandant un comportement particulier, le tout sous prétexte de prévenir le développement de l'antisémitisme, Bergery donnait voix à cet antisémitisme sournois qui est le premier degré de l'antisémitisme, celui qui prépare le terrain pour les vrais antisémites.

En définitive, la question n'occupa qu'une place très restreinte dans *la Flèche*. Rien en tout cas ne pouvait faire prévoir son émergence. Jusqu'en septembre 1938, le frontisme avait régulièrement exprimé sa condamnation du racisme et de l'antisémitisme. L'équipe de Bergery comptait en outre nombre de juifs, au point que Lecache pouvait ironiser en écrivant que Bergery aurait fort à faire pour appliquer ses principes à son entourage ; les antisémites ne se privaient pas de dénoncer dans *la Flèche* un repaire de juifs et en Bergery lui-même un juif

camouflé[614]. L'événement doit être en fait situé dans la vague d'antisémitisme qui s'enflait depuis le début de l'année et qui prit au cours de septembre et dans le sillage de Munich des dimensions alarmantes. Sans parler des formes violentes que lui donnèrent des groupes d'extrême droite et en laissant de côté l'antisémitisme traditionnel de certains cercles de droite, on peut relever qu'un catholique de gauche comme Stanislas Fumet écrivait le 9 septembre – soit une semaine après Bergery, et toujours dans le même contexte de la montée de la crise tchécoslovaque – que les nations étaient « fondées à se défendre d'un pourcentage excessif d'israélites dans les postes élevés d'un pays » ; il faisait lui aussi référence aux juifs de l'entourage de Blum en 1936 et retenait comme envisageable une mesure de *numerus clausus*. Dans *l'Aube* et dans *l'Ère nouvelle*, on se prononça en faveur de cette solution[615].

Les conciliateurs étaient les principaux vecteurs de ce mouvement antisémite. Si, publiquement, Flandin repoussait toute discrimination envers les juifs, en privé il dénonçait au Dr. Grimm une presse d'information « entièrement aux mains des juifs ». En juillet, Émile Roche avait rapporté au même Grimm que Caillaux s'était lancé dans la lutte pour la paix, décidé qu'il était à « ne plus tolérer que les immigrés et les juifs poussent à la guerre le peuple français pour leurs propres buts[616] ». Quant à l'antisémitisme de Marquet, il était devenu tonitruant en 1938 dès lors qu'il s'agissait de dénoncer Blum poussant à la « guerre pour l'URSS et la juiverie[617] ». La SFIO connaissait elle aussi la montée d'un antisémitisme lié aux tensions de politique extérieure. Ludovic Zoretti, l'animateur de la tendance Redressement, écrivait à la mi-septembre, en s'adressant à Blum : « Le peuple de France ne vous suit pas. Il ne comprend pas. Il ne veut pas, dans son sein, faire tuer des millions d'hommes, détruire une civilisation pour rendre la vie plus facile aux 100 000 juifs des Sudètes. » Plus politiques, les paul-

fauristes entretenaient « un antisémitisme prudent contre le clan Blum-Blumel et Moch[(618)] ».

La position prise par Bergery s'inscrivait dans cette recherche par les conciliateurs d'un bouc émissaire pour les déboires qu'ils connaissaient en raison de leurs illusions. Plutôt que de s'en prendre à l'expansionnisme hitlérien, ils accusaient les juifs de vouloir la guerre et leur en faisaient porter d'avance la responsabilité. Identique dans sa fonction, l'accusation était symétriquement inverse dans sa rationalisation de celle propagée par les nazis dans l'Allemagne de Weimar. Là, les juifs « poignardant dans le dos » le peuple allemand ; ici, poussant au massacre le peuple français ; la mise à l'index du même ennemi pouvait réchauffer l'entreprise des conciliateurs par le sentiment d'un rapprochement, le renversement des motifs en dénonçait l'illusion : à travers le juif, les nazis déclaraient leur volonté de domination, les Français leur volonté de collaboration. Dans le cas de Bergery, la poussée antisémite était en rapport étroit avec l'intensification de son projet de rassemblement national ; de tels projets portent la tentation d'aller chercher dans des victimes sacrificielles les moyens de l'unité nationale qu'il s'agit de former. Il se peut aussi que sa conception d'une tendance historique inéluctable à laquelle la France aurait à s'adapter l'ait poussé sur cette voie. Ce n'est sans doute pas un hasard s'il aborda la question dans l'article où il commentait l'introduction en Italie d'une législation raciale : frustration de voir l'Italie s'éloigner encore de la France au profit de l'Allemagne, désir de ne pas la perdre en allant dans son sens ? La rencontre des deux faits suggère l'image emblématique d'une contagion.

En même temps qu'il prenait position envers les juifs, il accentuait le thème de l'autorité. Au lendemain de l'entrevue de Berchtesgaden, dans le même article où il employa le terme d'« humiliation », il parla du redressement nécessaire de la France et évoqua l'urgence qu'il y avait d'augmenter le « rende-

ment » de la machine démocratique « en face du mécanisme foudroyant des dictatures ». « Si cette crise se dénoue sans guerre, et si nous avons compris grâce à elle la nécessité de bousculer nos méthodes et nos équipes traditionnelles, nous n'aurons pas perdu notre temps[(619)]. » La conjonction du désir d'échapper à la menace de guerre et du sentiment d'humiliation qui en résultait produisait une affirmation compensatrice de force et d'autorité, selon le même mécanisme qui portait à exprimer symboliquement à travers l'antisémitisme le souhait d'une société nationale homogène. Comme il le faisait à propos des juifs, il entourait la définition de l'autorité qu'il réclamait de limitations : il s'agissait dans le premier cas de prévenir l'antisémitisme, dans le second de sauver la liberté.

> Pour sauver la liberté, il faut faire la synthèse de la liberté et de l'autorité. Il faut que le gouvernement soit issu de la volonté du peuple. Mais il faut doter ce gouvernement de l'autorité nécessaire pour qu'il fasse respecter, contre les factions, la volonté du peuple, c'est-à-dire, en dernière analyse, la liberté[(620)].

En janvier 1939, Maze écrivit qu'il ne fallait pas confondre l'antiparlementarisme des frontistes avec celui de la « vieille droite ». Si le frontisme était opposé aux « vieux partis pourrissants et impuissants », il voulait, non la disparition, mais la transformation du Parlement ; élu à la proportionnelle intégrale, les élections se faisant autour de quelques grandes idées, le Parlement serait tenu dans le rôle d'un organe de contrôle, votant les lois mais ne les rédigeant pas. Le frontisme n'entendait pas verser dans un « néo-fascisme », il voulait sauver la démocratie en la réformant[(621)]. Maze restait dans le vague pour ce qui était de l'organisation précise des pouvoirs au sein du futur État. Cette réticence, ou cette négligence, est significative : il fallait s'en remettre au frontisme et à ses dirigeants. En 1939, ceux-ci affirmaient symboliquement leur prétention à incarner l'avenir de la nation en décidant de commémorer à la fois la

Commune et Jeanne d'Arc. Comme l'écrivit Maze, les réactionnaires déshonoraient Jeanne d'Arc et les staliniens la Commune, seul le frontisme avait le droit de les honorer tous les deux[622]. Était-il alors nécessaire de soumettre aux Français un programme précis ?

L'infiltration d'une inspiration totalitaire apparaissait également dans la place qui tendait à être faite à Bergery. Alors qu'Izard avait répété que le frontisme ne se ramenait pas à la personnalité de son dirigeant, en décembre 1938 Germain Jost, devenu le secrétaire à la propagande du mouvement, déplaçait l'accent lorsque, après avoir déclaré qu'il n'était pas question d'imiter la servilité des membres du PSF ou du PPF envers La Rocque et Doriot, il ajoutait : « Chez nous, pas de fanatisme ou de culte du Chef ! Sauveur suprême ? Non ! Guide sûr et énergique ? Oui ![623] » Dans les faits, le parti frontiste maintint une structure de parti démocratique ; mais, présentant en juillet 1939 un projet de nouveaux statuts, l'un de ses responsables jugeait bon d'indiquer que le principe de l'élection était assuré, comme si la chose n'allait pas de soi[624]. La tentation était présente de pousser le frontisme en direction du modèle des partis fascistes, mais elle ne se réalisait que d'une façon extrêmement faible et velléitaire.

Le Journal de Claude Mauriac offre à cet égard des aperçus précieux en restituant avec talent une atmosphère et des détails révélateurs. Suivons-le dans son compte rendu des Assises de décembre 1938. La décoration de la salle d'abord : « Un immense drapeau, dont le cœur, rouge et blanc, porte l'insigne du parti. Des banderoles noires, mollement suspendues d'une voûte à l'autre. Pompes étranges. Un mélange de Napoléon I^{er} et de Hitler. » Le déroulement des Assises ensuite, qui écœura Mauriac qui y surprenait « sur le vif les raisons de la faiblesse du régime démocratique » : votes, questions préalables, nouveaux votes, amendements, solutions transactionnelles, tout cela suivi de « paroles creuses ». Mauriac relevait

par ailleurs l'habitude qu'avait Bergery de se vêtir d'habits sombres et se demandait : « Le costume noir serait-il une coquetterie politique, le discret équivalent d'un quelconque uniforme ? » A la clôture des Assises, Bergery prononça un discours radiodiffusé, et le lendemain, Mauriac se rendant chez lui le trouva charmé par l'effet de sa prestation radiophonique, au point de déclarer : « Les applaudissements et les acclamations semblaient naître d'une foule immense. Cela ressemblait, paraît-il, à la rumeur du Sport-Palace. » Cette référence au stade berlinois où Hitler prononçait ses discours des grandes occasions estomaqua Mauriac : « C'est sans la moindre ironie qu'il évoque les fastes hitlériens ![625] »

On voit les aspirations de pouvoir et de popularité qui accaparaient l'imagination de Bergery et quel était l'exemple qui l'inspirait. Le frontisme portait bien des signes de cette émulation mais cette tendance était refoulée et tenue sous contrôle en raison de la personnalité de Bergery et de ses conceptions politiques : d'où cette impression d'amorces fascinantes, cette atmosphère ambiguë flottant autour du frontisme de 1938-1939. Pour ce qui est des conceptions de Bergery, il faut convenir qu'il continuait à se dire partisan de la démocratie et demandait la réforme de l'État républicain, non son abolition. Les valeurs d'inégalité et de hiérarchie, les notions de force et de puissance demeuraient absentes de ses articles, tout comme des colonnes de *la Flèche*. Pour ce qui était de sa personnalité, les contemporains relevèrent sa froideur, son ironie, son cynisme. Drieu écrivit de lui qu'il était « incapable d'être par lui-même un chef, étant irrésolu et timide sous des airs cassants » et qu'il avait toujours été « l'ambitieux le plus inconséquent et le plus négligent[626] ».

A l'évidence, il n'avait rien de l'agitateur de rue et de l'extrémiste. Membre du Golf de Paris, il avait gardé ses fréquentations mondaines ; mentionnant un dîner chez Marie-Laure de Noailles, Mauriac notait : « Contrastes piquants de tant de fu-

rie révolutionnaire et de tant de luxe[627]. » C'était aussi un homme répandu dans les milieux intellectuels et artistiques ; le Club des Amis de *la Flèche* qu'il fonda au début de 1938 pour soutenir son journal comptait dans son Comité d'honneur Marcel Achard, Charles Dullin, Julien Duvivier, André Gide, Arthur Honegger, Louis Jouvet, Serge Lifar, Salvador de Madariaga et Armand Salacrou[628]. Dans ses textes, il usait d'un ton pondéré et d'une expression sobre ; on n'y trouve pas le langage d'énergie et de foi, la veine de valeurs irrationnelles que ceux de Déat montrent abondamment ; et non plus la volonté de puissance en permanence tapie sous le propos laborieux de Doriot. Froideur de la pensée, froideur du style, au fond froideur des sentiments : Bergery tenait à préciser en 1938 que ses attaques contre les trusts et les staliniens étaient sans haine[629]. La souplesse de son esprit, le goût du paradoxe et des formules ingénieuses offraient une prise limitée à la brutale simplicité des passions politiques, et aucune au fanatisme.

La Flèche et le frontisme continuaient par ailleurs d'attirer des hommes très différents. A côté des anciens ligueurs, les hommes venus de la gauche demeuraient nombreux, la grande majorité certainement. L'atmosphère qui régnait chez les frontistes était celle des groupuscules d'extrême gauche, avec leurs débats infinis et l'entrechoc permanent des sensibilités, non celle d'un groupement de type fasciste. Écoutons le témoignage d'Edgar Morin qui rallia le frontisme pendant l'hiver 1938-1939 après avoir frayé avec diverses minorités de gauche, pacifistes intégraux, anarchistes, trotskistes :

> J'avais trouvé dans *la Flèche* un syncrétisme qui ficelait, assez lâchement du reste, les sentiments qui s'embrouillaient en moi : la fraternité antifasciste, la critique libertaire, le pacifisme, le rationalisme sceptique (l'acceptation de perspectives restreintes) de sorte que mon désordre intérieur se sentait à l'aise dans le désordre de *la Flèche*, tout en y puisant une impression d'ordre[630].

Pour tous ses traits particuliers, l'évolution de Bergery en 1938-1939 était symptomatique d'une évolution politique plus large. Il est frappant de constater qu'aussi bien alors qu'à l'époque de sa rupture avec le parti radical il anticipa l'évolution de son parti d'origine. En 1933-1934, son mouvement vers l'extrême gauche devança celui qui amena les radicaux à faire alliance avec les communistes. En 1938, son déplacement vers la droite précéda celui qui, après Munich, donna naissance à un néo-radicalisme fait d'antimarxisme, de nationalisme, de détachement des valeurs républicaines, d'infiltrations de la xénophobie et de l'antisémitisme[(631)]. En tout cas, dans l'immédiat avant-guerre, il était devenu un homme détaché du régime et à la recherche de nouvelles alliances. Après Munich, on le voit poursuivre avec un zèle redoublé ses efforts de rassemblement. Il saisit au vol l'appel à la constitution d'un gouvernement de salut public lancé par l'Union fédérale des Anciens Combattants et s'en fit le porte-voix. Il lui paraissait impossible de faire un tel gouvernement avec les partis, aussi fallait-il « faire le saut », recourir « à des forces neuves, non gangrenées par l'atmosphère, par les tics, par la déformation professionnelle » de la politique. Ces forces neuves étaient les AC, les anticommunistes de la CGT, les syndicats paysans, les organisations des classes moyennes, les comités d'intellectuels et les groupements politiques non conformistes. Pour bases de ce rassemblement, il proposait à l'extérieur la recherche de la paix, à l'intérieur la construction d'une économie mixte et une réforme de l'État ramenant le Parlement à une fonction de contrôle[(632)].

Ces plans n'allèrent pas loin, et il n'en fut bientôt plus question. Bergery parvint toutefois en février 1939 à s'assurer la collaboration de Georges Scapini, premier signe tangible du rassemblement « par-dessus la barrière des vieux partis »[(633)]. Député de Paris, ce nationaliste, aveugle de guerre, s'était voué depuis 1935 au rapprochement franco-allemand. Président du Comité France-Allemagne, il avait poursuivi la chimère d'une

entente avec Hitler, quoique avec de moins en moins d'espoir ; après mars 1939, le Comité France-Allemagne se mit en sommeil. A Scapini s'ajoutèrent quelques députés du centre gauche, Cayrel, un ancien néo qui appartenait comme Bergery au groupe de la Gauche indépendante, Deschizeaux, lui aussi ancien néo mais membre de l'USR, Chateau et Elbel, deux radicaux connus pour leur pacifisme[(634)]. Tout cela ne se montait pas à grand-chose et, à la veille de la guerre, il fallait prendre acte de la faillite du frontisme. Un état des adhérents au 25 mai 1939 donnait 372 inscrits en province contre 555 en décembre 1938 et 231 dans la région parisienne contre 403[(635)]. Si l'on y ajoute les adhérents de Mantes, l'effectif devait être au mieux de 1 500 en décembre 1938 et d'un millier en mai 1939. Les meetings du parti parvenaient encore à attirer dans les grandes occasions quelques milliers de personnes, mais il était difficile d'y trouver la promesse d'un avenir. *La Flèche* semble avoir continué à bénéficier d'une certaine popularité, tout en entrant dans un déficit croissant.

Phénomène ondoyant au sein même de sa dérive à droite, le frontisme en était venu à montrer chez ses principaux responsables un ensemble d'attitudes qui signalait une amorce de fascisation. Le « socialisme français », le « socialisme national » qu'en 1937 Bergery appela à réaliser avait un substrat commun avec le projet fasciste, mais il lui manquait les modalités spécifiques de ce dernier. C'est dans les conditions de la fin de 1938 que l'on voit se profiler des éléments qui l'en rapprochent : la conception d'un corps national homogénéisé par l'exclusion des juifs – ici de façon symbolique et à peine esquissée –, la prétention totalitaire à prendre en charge le destin de la nation, son passé et son avenir, la timide émergence d'un statut de chef. Mais ces éléments ne firent qu'affleurer, sans parvenir à cristalliser, sans donner lieu à une affirmation ouverte, encore moins péremptoire. Il demeure que le frontisme s'était rapproché de

ces fascismes qu'il avait été dans sa destination première de combattre.

CHAPITRE VIII

Déat à l'époque du Front populaire

Fluide et instable, le néo-socialisme n'avait pas développé ce qu'il pouvait avoir de potentiellement fasciste. On a vu comment Déat avait, aussitôt retombée la vague de 1934, repris un cap modéré et comment le PSdF, uni aux autres partis socialistes indépendants, avait décidé d'accompagner le mouvement du Front populaire. Cette difficulté à sortir du moule parlementaire, ce refus (ou cette incapacité) de rompre avec le jeu des partis et de se dresser en parti contre tous les autres partis, définissent ce qu'il y avait chez ces hommes de velléitaire et d'indécis, et tout autant, ceci expliquant cela, l'importance persistante de leur héritage de gauche. L'espèce de communauté que l'on a vue se former en 1935-1936 autour de *la République* témoigne de l'existence d'un milieu de dissidents et de non-conformistes partageant une fascination pour les fascismes ; mais l'ouverture et la fluidité de ce milieu font que l'on ne saurait y voir davantage que le terreau de développement d'un éventuel fascisme. L'itinéraire de Déat dans les années qui vont de la victoire du Front populaire à la guerre peut illustrer l'inadéquation de tout jugement tranché et de toute qualification univoque en présence de la diversité et de la complexité des projets de rénovation inclus dans la nébuleuse fascistoïde française. En comparaison de Bergery et surtout de Doriot, son évolution montre un bien moindre virement vers la droite ; à la saisir par un coup d'œil de surface, elle apparaît même conforme au profil d'un homme politique de centre gauche.

Du Front populaire au Front national

Les élections de 1936 ne furent pas un succès pour la nouvelle Union socialiste républicaine dont le groupe parlementaire se trouva ramené de 45 à 29 membres[(636)]. Les anciens néos, qui n'avaient jamais été nombreux parmi les parlementaires, furent particulièrement touchés par ce reflux ; Déat, Montagnon, Perrin perdirent leur siège au profit de candidats communistes, tandis que Marion se retirait au lendemain du premier tour. Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel et Claude Popelin qui s'étaient présentés sous l'étiquette de l'USR n'eurent pas plus de succès. Il est possible que cet échec ait eu sa part dans le ralliement de ces hommes au PPF. Il reste que leurs candidatures du printemps 1936 s'étaient inscrites dans le cadre de la coalition de gauche ; Fabre-Luce avait été battu au second tour en tant que candidat du Front populaire, et Jouvenel s'était désisté au lendemain du premier tour en faveur du candidat SFIO arrivé en tête[(637)]. Pour sa part, Déat avait été devancé au premier tour par le candidat communiste (Langumier, qui devait quitter le PC en 1939 et échouer dans la presse de la collaboration). Comme le candidat de droite venait loin derrière, il avait décidé de se maintenir en lice au second tour. C'était accepter, sinon appeler le report sur son nom des voix de la droite pour faire barrage au communiste. Déat fut malgré tout battu, de quoi il semble avoir conçu beaucoup d'amertume ; rendu à sa profession, il enseigna au cours des années suivantes la philosophie au lycée Louis-le-Grand, tout en consacrant une grande partie de son temps à son poste de secrétaire général de l'USR et à son activité journalistique.

Le recul de l'USR s'apparentait, en plus accentué, à celui qui touchait le parti radical. La prévision qui avait amené les dirigeants de l'USR, singulièrement les anciens néos, à entrer dans

le Front populaire s'en voyait démentie. Comme le déclara Montagnon,

> Nous pensions, avant la bataille, que l'aile constructive de cette formation [le Front populaire] – qui englobait une partie de la SFIO – l'emporterait sur l'aile de propagande (SFIO extrémistes et communistes). L'aile constructive a été battue, il faut le reconnaître[(638)].

Le Petit Congrès de l'USR, réuni à la fin de mai, approuva la participation au gouvernement Blum ; Maurice Viollette, Ramadier et Pierre Viénot devaient l'y représenter. Cette décision n'alla pas sans faire apparaître de significatives réticences. Lafaye et Montagnon parlèrent de sauvegarder la personnalité et l'originalité de l'USR en ne la fondant pas dans une participation sans relief. Le second aurait préféré que l'USR restât en réserve comme le PC, en attendant l'heure où elle pourrait se présenter en recours ; mais c'était une position qu'il tenait pour politiquement impraticable dans les circonstances, et c'est pourquoi il se prononça en définitive en faveur de la participation. Avec moins de réserves exprimées, en raison probablement de ses fonctions, ce fut la position de Déat, qui parla d'appui loyal et de liberté critique. Seuls quatre délégués furent d'un avis contraire, parmi lesquels Marion ; avec plus de détermination que Montagnon, il tenait pour la position de réserve à l'instar du PC et de la CGT, jusqu'à ce que fût venue l'heure du désenchantement[(639)]. Insatisfait d'une formation politique qui lui paraissait se mettre passivement à la remorque de la majorité de gauche, il partit avec Fabre-Luce, Jouvenel et Gaucher rejoindre Doriot. D'autres tirèrent de la même situation des conclusions opposées, et c'est ainsi que Hauck et Vallon s'en retournèrent à la SFIO, estimant que tant qu'à se retrouver dans le Front populaire, autant revenir à un parti qui offrait de meilleures perspectives d'action.

Composante mineure du Front populaire, l'USR fit preuve jusqu'à l'éclatement de ce dernier en 1938 d'une fidélité comparable à celle de la SFIO[(640)]. Les divergences qui avaient écartelé le PSdF entre une aile néo et une aile cartelliste s'étaient pourtant prolongées au sein de la nouvelle formation. Il reste ici encore que Déat et ses amis suivirent sans résistance majeure, et surtout sans rupture, l'orientation de leur parti. Comme Bergery et les frontistes, mais plus longtemps qu'eux, ils furent des alliés critiques des gouvernements de Front populaire. Le parallèle avec Bergery vaut d'abord pour l'attitude prise par Déat envers la politique économique du gouvernement Blum. Comme le dirigeant frontiste, dont son journal déplorait le « splendide isolement », Déat approuva la législation sociale adoptée par le Parlement au lendemain de la vague de grèves et réclama l'élaboration d'un « avenant » à un programme désormais accompli[(641)]. Comme lui, il estimait insuffisante la transformation opérée et appelait à la réalisation de véritables réformes de structure. Tout ce qui dans l'œuvre du gouvernement allait dans le sens d'une économie organisée reçut son appui : ainsi en fut-il à propos de l'organisation du marché du charbon ou de l'institution de l'arbitrage obligatoire dans les conflits du travail. En sens inverse, le tournant vers le « libéralisme » qui s'affirma dans la « pause » de février 1937 fut sévèrement critiqué. Le Plan français élaboré par son Comité du Plan était présenté comme la panacée qui résoudrait le dilemme économique du pays, le choix entre le maintien du niveau de vie intérieur par le sacrifice du commerce extérieur et le maintien des exportations par la déflation des prix et des salaires. A ceux qui taxaient son système d'utopie, Déat répondait :

> Non, l'utopie n'est pas de notre côté : elle est chez les libéraux, sous une forme bénigne et simplement impuissante. Elle est chez les communistes et chez les fascistes, sous une forme sanglante. Le bon sens, la raison, la technique, l'équilibre, la civilisation, le progrès humain, sont du côté du Plan[(642)].

Le parallèle avec Bergery peut être poursuivi sur le plan de l'attitude envers le parti communiste. A une hostilité ancienne que ne manqua pas d'aggraver l'expérience des législatives, vint s'ajouter une intense défiance provoquée par le succès électoral du PC et par son comportement pendant l'été 36. L'appel à la formation d'un Front des Français et la campagne lancée en faveur de l'intervention dans la guerre civile espagnole enflammèrent la suspicion de Déat ; en promouvant le rassemblement populaire sur des objectifs tout à la fois révolutionnaires et nationaux, et naturellement pour le compte de Staline, le PC menait un jeu qui lui était intolérable[(643)]. Sa réaction était loin d'être isolée à l'intérieur du Front populaire, mais par son intensité, elle se rapprochait de celle de certains chefs de file de l'aile droite du parti radical ; il n'est pas surprenant de le voir assurer à partir de juillet 1936 une tribune hebdomadaire dans *la République* d'Émile Roche. Toutefois, en dépit du souhait qu'il pouvait avoir d'une rupture avec le PC, il s'abstint pendant toute l'existence du Front populaire de la réclamer. Le dernier et le plus important élément du parallèle que l'on peut établir entre Bergery et lui porte sur son projet de rassemblement national : la majorité de gauche devait à son avis s'ouvrir à une large partie de la droite. Dès juillet 1936, il écrivait : « Le Front populaire réussira, s'il s'élargit en Front national. » C'était dans son idée le moyen de former un gouvernement dont l'USR aurait été l'axe et qui aurait imposé « l'autorité de la loi républicaine à tous les trublions, de droite comme de gauche[(644)] ».

Les critiques que Déat et ses amis, en particulier Montagnon et Deschizeaux, adressèrent à la politique économique du gouvernement et leurs attaques anticommunistes indisposèrent certains de leurs collègues de l'USR, notamment Georges Étienne et Maurice Viollette, les dirigeants des anciens partis socialiste français et républicain socialiste, sans oublier Ramadier et les anciens cartellistes du PSdF. Lors du Congrès de

Nancy en octobre 1936, Georges Étienne s'en prit à Déat en lui reprochant de mener, dans une fonction qui engageait le parti, une « politique personnelle ». Déat donna des apaisements et déclara en particulier qu'il n'était pas partisan d'une rupture avec le Front populaire, mais que des conditions devaient être remplies pour en assurer la cohésion, et notamment que le PC devait s'aligner sur les positions communes ou partir. Les différences d'attitude envers les communistes se surperposaient assez exactement à celles qui existaient sur le plan de la politique extérieure. Paul-Boncour, Bibié, Viollette étaient de fermes partisans de la sécurité collective et d'une politique d'endiguement de l'Allemagne avec l'appui de l'URSS ; tandis que Déat et ses amis prônaient une politique de conciliation dans le souci d'éviter la division de l'Europe en deux blocs antagonistes[(645)].

Les difficultés auxquelles se trouva confronté le Front populaire au cours de l'année suivante et l'assombrissement de l'horizon international aiguisèrent les conflits au sein de l'USR. Après la chute du gouvernement Blum, Déat fit montre à l'égard de la SFIO d'un raidissement d'attitude dont on trouve l'équivalent chez Bergery et les frontistes. Plusieurs incidents électoraux où l'on vit des candidats USR être opposés à des candidats SFIO signalèrent ce changement d'état d'esprit. Paul-Boncour, qui n'acceptait pas que sa formation cherchât à gêner l'élection de candidats socialistes au besoin en recueillant les voix de la droite, fut amené à démissionner de la présidence du parti en novembre 1937, avant de revenir sur sa décision. Il était désormais favorable à un retour à la SFIO, remettant à l'ordre du jour une éventualité évoquée par d'autres au cours de l'été et de l'automne précédents. En avril 1938, la crise se dénoua par le départ de Paul-Boncour et de Viollette[(646)]. La grande majorité des membres de l'USR – y compris des hommes comme Lapie et Ramadier – demeurèrent fidèles à leur formation, dont Frossard devint le nouveau président.

Si l'inimitié qu'éprouvaient Déat et ses amis pour la SFIO, pour Blum en particulier, était très réelle, elle ne les porta pas à l'hostilité déclarée. L'ouvrage que rédigea Déat à l'automne de 1937, *le Front populaire au tournant*, montre la souplesse de son esprit politique. Son propos était de fixer à l'intention du Front populaire « une politique cohérente » et acceptable « par tous les partis associés ».

> Nous souhaitons, certes, et depuis longtemps que le Front populaire « s'élargisse en Front national », que le Rassemblement populaire devienne celui de la quasi-totalité de la nation. Mais justement, pour qu'il en soit ainsi, encore faut-il que la majorité elle-même ne perde pas son axe et ne gaspille pas ses forces en querelles internes. Quelles que soient les erreurs tactiques ou doctrinales de tel ou tel groupement appartenant au Rassemblement populaire, il reste que ce grand mouvement déborde les cadres traditionnels des partis, et qu'il exprime avec force les aspirations foncièrement justes et saines des masses françaises, des producteurs français, de ce prolétariat et de ces classes moyennes, dont l'alliance définit assez bien le Front populaire lui-même[(647)].

Déat poursuivait en exposant le programme planiste où la majorité de gauche pourrait trouver l'inspiration de son ressourcement et la recette de son succès, étant entendu qu'elle devait s'épanouir en un rassemblement national qui opérerait le redressement collectif. A travers ce projet d'organisation de l'économie, tout apparaît de sa vision politique, de ses valeurs et de ses présupposés.

Plutôt que de nationaliser, il s'agissait de contrôler et de diriger les industries clés à travers un appareil du crédit soumis à l'impulsion de l'État. Un monopole du commerce extérieur devait être établi de manière à effectuer un « éclusage » entre prix mondiaux et prix français. Ce dispositif, loin d'avoir pour fin l'autarcie, devait permettre d'« amplifier nos relations avec le monde, à la fois pour sauvegarder notre régime démocratique et pour maintenir le front des peuples libres contre la guerre[(648)] ». Il s'agissait enfin de mettre sur pied l'organisation

professionnelle dans chaque branche d'industrie. Comme il l'avait fait en 1934, Déat ironisait sur la « peur des mots » et parlait d'organisation corporative ; par quoi il entendait, non pas « une corporation fermée et étroitement réglementée » comme le voulaient les traditionalistes, mais une structure d'organisation souple, ouverte à l'initiative individuelle comme au progrès technique et permettant de réglementer et de coordonner l'activité du marché dans chaque branche en asseyant une politique des prix sur la base d'un système d'accords plurilatéraux. Couronnant l'organisation professionnelle, un Conseil national économique devait être institué qui comporterait une représentation tripartite (patrons, salariés, cadres) et deviendrait le centre de délibération et d'arbitrage de la vie économique, la souveraineté politique continuant d'appartenir au Parlement. Fidèle en cela aussi à ses conceptions de 1934, Déat affirmait que le syndicalisme devait avoir toute sa place dans l'organisation professionnelle, de sorte à faire régner, « sans syndicalisme obligatoire, sans réglementation illusoire du droit de grève », des rapports nouveaux entre patronat et salariat ; par l'extension des contrats collectifs et la généralisation de l'arbitrage, on ramènerait « le conflit à des règles sportives, au lieu de le laisser se développer sous des formes "sauvages" et extra-juridiques, au détriment de la nation[649] ».

Depuis 1934, Déat soulignait la nécessité d'un retrait de l'État de la vie économique de la nation ; il ne faut donc pas se laisser abuser par le terme de « planisme » qui ne signifiait en rien une direction étatique de l'économie par le moyen d'une planification centralisée. Son idéal était celui d'une auto-organisation de l'économie par l'intermédiaire des groupements professionnels, en quoi il prolongeait l'inspiration du socialisme durkheimien. Il s'illusionnait probablement en estimant que son projet ne conduirait pas à l'étatisme ; mais, plus que les faiblesses, ce sont les présupposés de son projet d'organisation de l'économie qu'il est intéressant de faire apparaître. S'il expri-

mait le souhait d'une « augmentation constante et générale de la consommation et du niveau de vie », il envisageait une croissance modérée et maîtrisée, en aucun cas une croissance à l'américaine qui aurait « pour contrepartie la disparition totale des classes moyennes et une prolétarisation généralisée[(650)] ». Depuis le milieu des années 30, il exprimait sa conviction que les grands courants d'échange et les grands profits du XIX^e^ siècle avaient disparu et que « toute l'économie européenne » était destinée à prendre un aspect « limité et réglementé[(651)] ». Cette conception, qui revenait à donner la priorité à la coopération sociale sur l'abondance, exprimait la prééminence qu'il accordait depuis toujours à l'économique sur le politique : dissoudre le second dans le premier et régler celui-ci pour en faire le champ d'une coopération harmonieuse de la société, tel est dans ce texte de 1937 la ligne centrale de continuité avec *Perspectives socialistes*, y inclus la vision technocratique du conflit politique. Ce n'était pas un hasard s'il réclamait la création d'un institut de conjoncture et d'une haute école d'administration ; pour lui, l'« État compétent » était par définition un « État fort » muni de toute l'autorité souhaitable :

> L'autorité tant réclamée, et dont nous avons réellement besoin, n'a rien de militaire ou de policier : elle est celle du chef d'équipe, du contremaître, de l'ingénieur, du technicien, qu'on ne discute pas, parce qu'il connaît la question […][(652)].

Dans ses textes de ces années, on retrouve la même tension de fond que par le passé. Sur le plan des principes, il affirmait des positions sans équivoque. Il ne cessait de dire son refus des modèles totalitaires et son souhait d'associer organisation économique et liberté politique ; la réforme de l'État, il la définissait comme « le renforcement de l'exécutif, dans le respect de la Constitution[(653)] ». Mais, d'autre part, son projet de rassemblement national, qui était par nature antipartisan et antilibéral, le

portait à privilégier l'unanimité, à vouloir l'accord et la communion profonds des esprits et des cœurs, sans oublier que l'image même de ce rassemblement national continuait, comme on le verra encore, d'être surimpressionnée et suggestionnée par celle des régimes fascistes. De sorte que c'était bien un compromis que la conception qu'il avançait : dans la France rassemblée de ses vœux subsisterait la variété de ses familles spirituelles et politiques, mais sous la condition de l'existence d'un ample consensus qui en amoindrirait les effets et placerait la vie communautaire sous l'égide de la raison et de la coopération. C'était cet espoir moyen et en quelque sorte « raisonné » par rapport à sa pente profonde qu'il exprimait quand il disait son souhait de voir « l'attention quotidienne des Français » se porter « davantage sur les réalités économiques », dans l'espoir que « les divisions idéologiques un peu artificielles » en seraient « atténuées[(654)] ».

Entre la vaste ambition de ce projet et les bornes étroites où piétinait sa réalisation, l'écart était tel qu'il dut en concevoir une immense frustration. Il n'avait pas faibli dans son souhait de disposer d'un parti de masses, ni renoncé à faire passer dans la réalité les principes d'organisation expérimentés dans le PSdF ; mais ce fut sans davantage de succès. Les équipes techniques que Bonnier tenta de remettre sur pied furent un nouvel échec[(655)]. Plus encore que le PSdF, l'USR fut une formation de notables, sans vigueur militante et sans perspective d'avenir. Les données disponibles sur ses effectifs sont fragmentaires, mais elles ne laissent pas de doute sur leur faiblesse ; selon une source tirée des archives Paul-Boncour, la formation tout entière comptait 7 400 adhérents vers la fin de 1936. La situation de sa presse n'était pas meilleure ; *le Front* avait en 1936 environ 3 000 abonnés et, à partir de la mi-1937, il eut une parution mensuelle, puis irrégulière[(656)]. L'USR tenait grâce aux positions locales de deux douzaines de parlementaires qu'on imagine exposés à une précarité croissante ; dans la question du retour à la

SFIO, il y avait un argument réaliste qui pouvait peser dans certaines situations.

Encore faut-il ajouter que les conceptions planistes de Déat n'eurent que peu d'écho dans le parti, la plupart des parlementaires inclinant vers le libéralisme et peu de militants ayant du goût pour ces constructions de l'esprit. A l'extérieur, la parenté des conceptions ne suffisait pas à assurer le regroupement ; on l'a vu avec le bref passage de Déat à *la Flèche* à la fin de 1937, alors même que le frontisme était le groupement le plus proche de son socialisme. Vis-à-vis de Doriot, l'intérêt avec lequel fut suivie l'activité du PPF dans les premiers mois de son existence céda rapidement la place à une condamnation sans appel. Dès la mi-juillet 1936, Déat écrivait de l'anticommunisme de Doriot qu'il l'avait rendu prisonnier de la droite et il ajoutait :

> Nous ne commettrons pas ici la même erreur psychologique que Doriot. Nous garderons, d'instinct, la vision précise de l'ennemi à abattre. Et sous prétexte de nécessité tactique, on ne nous fera pas accomplir le grand saut pardessus la barricade[(657)].

En dehors du Comité du Plan, il ne disposait d'aucune courroie de transmission. On peut toutefois mentionner la Confédération générale des syndicats des classes moyennes, dans la fondation de laquelle en 1937 Montagnon et des membres du Comité du Plan jouèrent un rôle essentiel ; on retrouve dans la Commission d'études des hommes comme Édouard Chaux, Henri Clerc, François Perroux, Émile Roche et Louis Salleron[(658)]. L'intérêt de Déat pour les classes moyennes était ancien, mais il prit à la fin des années 30 un caractère conservateur affirmé, en harmonie avec son projet d'organisation économique. Comme Caillaux et Roche, il parlait du maintien nécessaire à l'équilibre et aux valeurs français de couches moyennes stables et prospères, ces réservoirs, comme il écrivait

en juin 1939, d'« individus équilibrés, enracinés, non pas anarchiques mais libres ».

> Là est la source de toute vitalité intellectuelle et morale, là est l'origine de toute force vraie. Il faut donc développer une doctrine qui reconstitue ou qui consolide les classes moyennes. Après quoi, nous assisterons à un progressif réveil des esprits, et c'en sera fait de la gangrène totalitaire[(659)].

La dérive de la conciliation

En 1936-1937, Déat prit en politique extérieure des positions qui ne le distinguent pas des gouvernants et de la plus grande partie du personnel politique français, tant il est vrai que régna alors, sous l'échauffement des propos et des esprits, un réel consensus autour d'une politique de prudence et de conciliation. Dès l'éclatement de la guerre civile en Espagne, il se prononça pour la neutralité de la France. L'intérêt du pays n'était pas dans la victoire de l'un des deux camps, mais dans la cessation des hostilités et la pacification de l'Espagne ; c'est pourquoi il exprima aussitôt le souhait d'une médiation des grandes puissances européennes[(660)]. S'il lui paraissait urgent d'éteindre l'incendie espagnol, c'était parce qu'il ne voyait de salut que dans une Europe fluide et détendue. Pour l'heure, la menace allemande demeurait proéminente sur son horizon et il avait de ses conséquences une vision aiguë : les vaincus, écrivit-il en été 1936, seraient traités par les Allemands comme les Barbares l'avaient été par les Romains. Il affirmait pourtant dans le même souffle qu'il était possible de prévenir et de stopper la poussée expansionniste de l'Allemagne. Le nazisme lui apparaissait en effet comme la résultante d'un déséquilibre économique fondamental, de sorte que la question de la guerre et de la paix était suspendue à la réussite des efforts qui seraient faits pour briser son autarcie[(661)]. Organisation européenne du crédit et de l'accès aux matières premières, exploitation commune du domaine colonial, c'étaient des thèmes répandus dans le camp de la conciliation. Déat les exprimait depuis longtemps et sa vision générale, qui lui faisait donner tant de prix aux solidarités économiques, le portait à s'y attacher avec plus d'obstination : une fois les pays totalitaires entrés dans le réseau des échanges européens, comment douter que la

« contagion bienfaisante » de la liberté pourrait tarder à les gagner[662] ?

Dans ses *Mémoires*, il écrivit que le 7 mars 1936 lui avait fait conclure que la France devait s'en tenir à un barrage défensif purement occidental et abandonner l'Est européen à l'Allemagne[663]. Ses prises de position jusqu'en 1938 sont loin, en réalité, de laisser apparaître des convictions aussi arrêtées. Il souhaitait bien plutôt le maintien de la paix générale et l'acheminement du continent vers la coopération et le désarmement, en espérant y contraindre l'Allemagne par la combinaison d'un barrage diplomatique et de concessions économiques. Il refusait en tout cas catégoriquement de voir les puissances occidentales payer une entente avec l'Allemagne du sacrifice des pays de l'Europe orientale : elles ne feraient qu'acheter « une paix précaire au prix de leur rang et de leur avenir[664] ». S'il éprouvait une défiance invincible à l'égard de l'URSS, s'il dénonçait dans la politique espagnole de Moscou et du PCF un « contre-feu » allumé par Staline pour « détourner de l'Ukraine d'essentiels périls », il tenait toujours le pacte franco-soviétique pour nécessaire. Il exprimait même le souhait de voir se détendre les relations entre l'Allemagne et l'URSS de manière à rendre possible leur participation commune au futur système économique de l'Europe[665]. Mais il s'arrêtait net au seuil de la conclusion d'une alliance militaire qui était à l'exact opposé de sa politique.

L'Italie était une puissance dont il estimait depuis plusieurs années l'appui indispensable. En août 1936, il rencontra Mussolini à Rome dans le cadre d'une série d'entretiens avec des dirigeants européens – il vit également son « modèle » politique, Van Zeeland, et le conseiller fédéral helvétique Motta ; une entrevue avec Hitler, prévue pour l'automne, ne se fit pas – que lui avait commandés et organisés *la Tribune des nations*. De son entretien avec Mussolini, il retira la conviction que l'Italie n'avait pas choisi son camp et que la France avait tout intérêt à

ne pas l'y contraindre[(666)]. Si la France parvenait à détacher l'Italie de l'Allemagne, continua-t-il d'argumenter par la suite, les risques de guerre décroîtraient ; « si fou qu'il soit », Hitler réfléchirait à deux fois avant de se lancer dans l'aventure[(667)]. Le raisonnement était impeccable : mais suffirait-il de la reconnaissance de la conquête éthiopienne, comme il le recommandait, pour obtenir ce résultat ? En dernière instance, c'était la Grande-Bretagne qui constituait l'appui impératif de la France et comme les autres conciliateurs, Déat sut se couvrir autant qu'il était nécessaire des réticences britanniques pour justifier la passivité, puis les reculades de la France.

C'est en somme sa position dans ces années 1936-1937 qu'il résumait quand il appelait à la mise en alerte du pays et au regroupement de ses énergies et de ses amitiés, « sinon pour combattre, du moins pour empêcher qu'on fasse sans nous et contre nous une Europe d'où nous serions pratiquement exclus[(668)] ». Une résolution de surface, qui ne s'affirmait si nettement qu'en raison des espoirs de rapprochement et d'entente européens qu'il nourrissait encore, et qui allait se craqueler au fur et à mesure que le danger se préciserait. Ce n'est pas une raison pour ignorer l'authentique désir de fortifier la France et de la mettre en mesure d'affronter le péril qu'expriment tous ses textes d'alors. De son passage au ministère de l'Air, il avait gardé un vif intérêt pour les affaires militaires et, dès l'été 1936, on le voit consacrer une attention soutenue aux problèmes de la défense nationale ; l'éducation physique généralisée et obligatoire pour la jeunesse, l'entraînement des réserves, la préparation de la mobilisation industrielle de la nation, voilà ce qui lui paraissait nécessaire et urgent pour rapprocher l'armée de la nation[(669)].

L'aviation était naturellement au premier rang de ses préoccupations. En 1937, il lui consacra avec Claude Bonnier, qui avait été son chef de cabinet, un ouvrage de bilan et de programme. L'idée de la guerre prochaine, la conscience de la fai-

blesse de la France, en particulier de son retard dans le domaine aéronautique, y étaient exprimées avec force et insistance. Les auteurs envisageaient une attaque surprise de l'Allemagne et de l'Italie contre la France, aboutissant à l'immobilisation « rapide et sans doute durable » du front terrestre occidental, une situation qui porterait l'ennemi, pressé par le temps, à chercher la décision en lançant massivement son aviation sur le territoire français. C'est pourquoi il importait que la France développât en priorité une chasse nombreuse, les effectifs existants devant être triplés dans les plus brefs délais[(670)]. Inutile de souligner les présupposés et au bout du compte la mentalité défensifs qui sous-tendaient cette conception stratégique. Le scénario était en lui-même révélateur : la guerre débutait par une attaque directe contre la France et les alliés orientaux de celle-ci tenaient un rôle passif non seulement dans les circonstances de son déclenchement, mais encore dans son déroulement, puisque, à l'exception de la Tchécoslovaquie dont le cas serait « promptement » réglé par l'Allemagne mettant à profit l'immobilisation du front occidental, tous ces pays étaient censés demeurer neutres ou l'arme au pied. On ne saurait imaginer une inversion plus parfaite non seulement de la réalité historique de la guerre qui allait venir – l'attaque allemande à l'Est, le cantonnement des pays occidentaux dans la défensive –, mais encore du scénario le plus probable au moment où l'ouvrage était rédigé, au point qu'il faut conclure qu'en réalité cette inversion annonçait et justifiait par avance ce qui allait advenir : allait-on se sacrifier pour des alliés qu'on présumait impotents et parjures, pour une Tchécoslovaquie qu'on se représentait si « promptement » défaite qu'il en devenait difficile de concevoir qu'on dût entrer en guerre pour elle dans un proche avenir ?

Pour tout ce qu'il exprimait, sans doute involontairement, de leurs conceptions profondes, l'ouvrage de Déat et Bonnier montrait aussi que, pour l'heure, ses auteurs croyaient et vi-

saient à la dissuasion : « les problèmes essentiels, qui sont économiques » ne pourraient être abordés et réglés que lorsque la France et ses alliés disposeraient d'une force suffisante. A ce point, leur projet politique venait prendre le relais. Pour son redressement, la France devait en effet compter, plus que sur des achats d'avions à l'étranger, sur un effort national :

> Ce serait une aventure dangereuse que de trop compter sur la puissance de l'or. Les démocraties en sont venues à un point tel, et vivent au milieu d'un tel péril, qu'elles ne se sauveront qu'en se mettant au ton de leurs adversaires. Entendez, non pas qu'elles ont à renoncer à ce qui est leur âme même, c'est-à-dire la liberté politique, la liberté de l'esprit, mais qu'elles ont à tendre leurs énergies, à se donner fermement les disciplines nécessaires, dans l'ordre économique. Discipline économique, liberté politique : les deux termes seront joints, ou bien les régimes démocratiques succomberont sous les coups des régimes totalitaires. La France individualiste, la France heureuse et bien nourrie, est-elle capable de se hausser à ce niveau ? […] La France trouvera-t-elle, à tous les échelons, à mesure qu'elle organisera son ordre nouveau, des hommes compétents, intègres, résolus à faire plier, quand il le faudra, les intérêts particuliers devant l'intérêt général, devant la loi à la fois nationale, jacobine et révolutionnaire du salut commun[(671)] ?

Tout comme dans la vision de la guerre à venir, il y avait dans la suspension anxieuse de ces interrogations un passage ouvert aux dérives futures.

C'est dans le cadre de cet intérêt manifesté par Déat pour les choses militaires qu'il faut situer l'approbation qu'il exprima en été 1936 à propos des « idées novatrices du colonel de Gaulle[(672)] ». Entre les deux hommes se nouèrent des relations qui méritent considération. On sait que de Gaulle, ayant défendu dans un ouvrage de 1934 (*Vers l'armée de métier*) l'idée d'une armée de métier motorisée et cuirassée, entreprit de chercher les appuis politiques qui en permettraient la réalisation. Il trouva le concours de Paul Reynaud qui devint le principal défenseur de ses idées au Parlement, mais il entra également en relation suivie avec quelques jeunes parlementaires situés à gauche, notamment le SFIO Léo Lagrange, Philippe Serre de la Jeune

République, Pierre-Olivier Lapie et Marcel Déat de l'USR, ainsi qu'avec le cercle de l'Homme nouveau, par l'intermédiaire de Jean Auburtin, un avocat de sa connaissance introduit dans ces milieux de la gauche non conformiste. Les idées de De Gaulle trouvèrent un milieu réceptif chez les néos ; Jean Auburtin les présenta dans *l'Homme nouveau* et Paul Perrin les appuya dans *la Vie socialiste*[(673)]. De son côté, de Gaulle montra à partir de la fin de 1934 un intérêt profond et soutenu pour Déat[(674)].

Dans ses *Mémoires*, après avoir indiqué qu'il avait cherché à s'appuyer sur divers hommes politiques, et notamment sur Marcel Déat, il écrivit que celui-ci, « sur les dons » duquel il avait compté « particulièrement », fut, « après son échec aux élections de 1936, attiré dans une voie opposée[(675)] ». Avéré pour ce qui est des espoirs mis en Déat, la présentation elliptique, pour ne pas dire évasive, de la fin de leurs relations n'a guère de consistance historique. En réalité, les deux hommes restèrent en rapport jusqu'à la guerre, et même plus avant, puisque de Gaulle adressa à l'auteur de « Mourir pour Danzig ? » un exemplaire du fameux mémorandum (« L'avènement de la force mécanique ») qu'il envoya le 26 janvier 1940 à quatre-vingts personnalités politiques et militaires[(676)]. En novembre 1937, il avait signalé à Auburtin que Déat lui avait envoyé son ouvrage *le Front populaire au tournant*, et il en avait donné ce commentaire :

> Je le trouve très bon. Déat a sans aucun doute un grand talent et une haute valeur. C'est de quoi on lui en veut. Mais, patience, je crois qu'on le verra remonter et aller très haut[(677)].

Pourtant, Déat ne s'était pas fait le défenseur public et actif de l'armée de métier et il avait marqué d'une façon de plus en plus affirmée sa préférence pour une politique extérieure de conciliation. Il est certain qu'il fut vivement intéressé par le

projet gaullien. Sans doute fut-il séduit par ce qu'il avait de moderne et de dynamique, et probablement y vit-il un moyen de dissuasion supplémentaire pour la France ; mais il pouvait difficilement l'accepter et le soutenir intégralement, sauf à changer complètement son point de vue de politique extérieure. Mais, si l'intérêt porté par de Gaulle à Déat se manifesta jusqu'à la veille de la défaite, c'est que le souci d'ordre militaire qui avait été l'occasion de leur entrée en relation n'en fut qu'un motif ; et s'il faut en chercher un autre, on ne saurait le trouver que dans la proximité des conceptions politiques. De Gaulle et Déat appartenaient tous deux en fait à ce monde des non-conformistes qui cherchaient dans la France des années 30 à opérer des rapprochements par-dessus les barrières politiques traditionnelles. Était-il si différent et si éloigné de Déat, enfant de la laïque nouant des relations avec les chrétiens de la Jeune République et homme de gauche se rencontrant en public avec un Scapini, ce de Gaulle venu d'une famille d'Action française et gardant des rapports avec l'extrême droite traditionaliste[(678)] qui frayait avec le monde parlementaire, avec des chrétiens de gauche, pis encore, avec des socialistes ?

L'essentiel de leur proximité résidait dans l'idéal partagé d'un rassemblement et d'une rénovation de la nation. *Vers l'armée de métier* n'était pas que l'exposé d'un projet de réorganisation militaire, il y était affirmé la conception d'une France politiquement renouvelée et rajeunie : « Mille signes annoncent, en effet, une prochaine adaptation. Il n'est point de groupement, de parti, de consul, qui n'invoquent le redressement, l'ordre nouveau, l'autorité. Nul doute qu'à bref délai le jeu des institutions, suivant le mouvement des besoins, n'ouvre le champ aux résolus. » Une déclaration dont le complément se trouvait une page plus loin : « Dans le dur travail qui va rajeunir la France, l'armée nouvelle servira de recours et de ferment[(679)]. » L'objectif d'un rajeunissement du régime, non par l'émeute ou l'agitation de rue, mais par le « jeu des institutions », la vision d'une

France refermant ses divisions politiques et sociales et retrouvant unité et élan, voilà qui rejoignait la vision profonde de Déat.

De même trouve-t-on chez de Gaulle la recherche, typique chez les non-conformistes, d'une formule de rénovation appropriée à la France ; refus des régimes fascistes, et pourtant fascination pour le défi qu'ils représentaient, pour les directions qu'ils indiquaient, et pour ces valeurs authentiques qu'ils pervertissaient… Évoquant en 1937 les luttes sociales en France, de Gaulle estimait que la question des « gros sous » « s'arrangerait très vite si quelque chose pouvait rapprocher moralement les antagonistes » ; il ajoutait :

> Ce quelque chose, il faut convenir que le fascisme l'a trouvé, l'hitlérisme aussi, et cependant, comment accepter que l'équilibre social se paie par la mort de la liberté ? Quelle solution ? Le christianisme, convenons-en, avait la sienne. Mais qui découvrira celle qui vaudra dans notre temps[(680)] ?

Sur lui aussi enfin, la suggestion qu'exerçaient les fascismes et les succès de leurs chefs faisait effet. En juin 1936, il écrivait à Paul Reynaud qu'il voyait en lui l'homme destiné à faire, « peut-être prochainement », « le regroupement national » ; or, poursuivait-il, « on ne concentre un pays que sur un sentiment, celui du péril couru » : « Ne vous semble-t-il pas que le moment soit venu pour vous de jeter au premier plan la question de nos armes ? Hitler n'a pas fait autre chose pour rassembler l'Allemagne[(681)]. »

En somme, cette rencontre qui semble extraordinaire en raison des carrières ultérieures de Déat et de De Gaulle était loin d'être sans logique interne. Les deux hommes étaient suffisamment détachés de la Troisième République, ils tenaient avec suffisamment de force et depuis assez longtemps un idéal politique propre pour que la catastrophe nationale ne leur ouvrît pas en vain le champ libre, même si ce fut pour s'élancer dans

des directions contraires. Encore ne faut-il pas négliger ce fait remarquable que le gaullisme de la France Libre trouva ses premiers partisans venus de gauche chez des hommes qui avaient été proches, et parfois très proches de Déat au milieu des années 30, qu'il s'agisse de Pierre Brossolette, de Pierre-Olivier Lapie et surtout de Henry Hauck, de Louis Vallon et de Claude Bonnier, et que l'on trouve en 1936 dans *l'Homme nouveau* la signature du jeune Michel Debré. Entre Déat et ses amis, le partage des voies se fit sur le plan de la politique extérieure de sorte qu'il est bien difficile de prononcer quelle tendance fut plus fidèle à la « nature » du néo-socialisme.

Entre Déat et de Gaulle, il s'y ajouta l'effet de différences profondes tenant pour partie aux personnalités, à la force de caractère qui fit de Gaulle inébranlable, à la fièvre velléitaire qui précipita Déat dans le fanatisme, mais aussi à des formations et à des conceptions divergentes : ici, l'univers de l'officier de carrière nourri d'histoire nationale et militaire, là, celui du philosophe marqué par la sociologie et braqué sur l'organisation sociale ; chez l'un, au fond de tout, l'idée de la grandeur de la France et l'appel de la gloire et de la puissance, chez l'autre, la conscience résignée des faiblesses du pays et la vision du monde comme lieu d'échanges et de coopération. Tout était indiqué des valeurs du premier, et de ce qui était absent chez le second, dans cette considération contenue dans *Vers l'armée de métier :*

> Notre pays […] ne médite point d'agrandissements et ne convoite rien que de garder ce qu'il a. Contrairement à l'apparence, cette conception de son destin entraîne, d'ailleurs, certains dangers. Il faudrait savoir, en effet, si quelque grand rêve national n'est pas nécessaire à un peuple pour soutenir son activité et conserver sa cohésion[(682)].

Le souhait qu'avait Déat de voir la France faire front à la menace allemande afin d'amener Hitler à la négociation et à l'entente, ce souhait ne fut jamais une volonté conséquente et s'ef-

frita au fur et à mesure que s'aggrava la tension internationale. S'il disait refuser aussi bien le « nationalisme aveugle » que la « résignation humiliée », c'était vers la seconde position que le conduisait son refus viscéral de la guerre, du risque même de guerre. En février 1938, il voyait venir la fin de l'indépendance autrichienne, savait que la France et la Grande-Bretagne ne bougeraient pas et les approuvait. Le sort de la Tchécoslovaquie, qui lui venait immédiatement à l'esprit, ouvrait des perspectives plus graves, mais passibles de la même solution :

> Il y aura un putsch chez les Sudètes, une pression, un ultimatum voilé de l'Allemagne. L'Angleterre ne comprendra pas, ne voudra pas comprendre. La France sera seule, et bouclée sur le Rhin par l'armée allemande. Une fois de plus il faudra choisir entre l'immobilité et la guerre. Une fois de plus on choisira l'immobilité.

Comment alors éviter qu'un jour la France « n'ait plus qu'à choisir entre l'humiliation définitive et une mort héroïque » ? Malgré son pessimisme, il voulait espérer que la machine allemande pourrait être arrêtée par une posture de dissuasion : il fallait à la France des alliés, « rattraper ceux qui nous lâchent, attacher davantage ceux qui nous sont fidèles », « plus que jamais coller à l'Angleterre, quelles que soient ses incompréhensions », maintenir le pacte franco-soviétique, gagner enfin l'opinion américaine[(683)].

Le commentaire qu'il donna de la situation internationale peu après l'Anschluss révèle la profonde incertitude qui était au fond de son attitude et la friabilité de sa résolution. Dans l'état du rapport des forces, avec une Angleterre qui refusait de s'engager en Europe orientale et une France militairement faible, il ne voyait déjà plus pour la Tchécoslovaquie « d'autre éventualité que la neutralité, le fédéralisme et le rattachement à l'économie de la *Mitteleuropa* ». Il n'y avait de possible désormais qu'une politique qui « laisserait provisoirement s'accomplir ce qui paraît inévitable, pour se rétablir sur des positions

meilleures ». Un dénouement pacifique de l'affaire tchécoslovaque grâce à une « négociation honorable, surveillée par l'Angleterre et la France », voilà qui permettrait, par le temps gagné, « de précipiter l'évolution d'une Italie de plus en plus inquiète devant les entreprises allemandes et de porter au niveau nécessaire le réarmement franco-anglais[(684)] ».

La position de Déat était bien entendu celle de la majorité du personnel politique français. La prévision claire des événements à venir, l'immobilité angoissée devant leur marche inexorable, le recours hésitant et conjuratoire à ce mélange de dissuasion et de conciliation qui définit l'apaisement, tout cela, il le manifesta cependant avec plus de vivacité que la moyenne de ses confrères. Conscient du danger que représenterait pour la France l'hégémonie allemande en Europe centrale, désireux de « bloquer et barrer » l'Allemagne « en montrant une force qui ne soit pas de façade » afin de l'amener à transporter ses revendications sur le plan des négociations économiques et coloniales, et donc refusant d'entrer, comme le faisait Bergery, dans la voie de la modification du statut territorial de l'Europe, il était pénétré au point d'en être paralysé du sentiment des limites étroites des possibilités de la France et du coût insupportable pour elle d'une nouvelle guerre[(685)]. Mais on ne peut soutenir qu'il se montra favorable aux revendications hitlériennes et partisan empressé de les satisfaire.

Si l'on excepte la rencontre avec Mussolini qui fut publique, rien dans les documents italiens consultés n'établit l'existence de relations amicales et suivies avec des agents du régime fasciste. Du côté allemand, Abetz le cita (de même que Bergery) dans la liste des cinquante-neuf parlementaires avec lesquels il affirmait être en relation, liste qu'il dressa à la fin de 1937 et dans laquelle figurent également les noms de Chautemps, de Herriot et de Moutet de sorte qu'il est difficile d'en tirer une conclusion sur l'objet et l'ampleur de ces contacts[(686)]. Son nom, comme celui de Bergery, n'apparaît ni parmi les membres du

Conseil d'administration du Comité France-Allemagne, ni dans les colonnes des *Cahiers franco-allemands* ; et non plus enfin dans les abondants rapports rédigés par le Dr. Grimm sur ses fréquents voyages en France. Il n'empêche que, sous la surface de cette méfiance patriotique, il continuait à être relié aux régimes voisins par une fixation fondamentale. Il gardait la conviction que les victoires des fascismes et du communisme avaient signalé l'irruption d'une tendance historique à laquelle la France ne saurait se soustraire, sauf à périr. Le communisme et le fascisme convergeaient de plus en plus en mêlant le national et le social, en manifestant la même « remise de l'individu dans le circuit collectif, un renouveau puissant de l'esprit national, une poussée tumultueuse, puis canalisée de forces immenses ». La France avait suivi une autre voie : si elle avait résisté à la crise, c'était « en se désintégrant, en s'individualisant davantage, dans ses cellules économiques, comme dans ses éléments spirituels ». L'unité et l'intégration de la nation, voilà les valeurs essentielles qui s'exprimaient dans son analyse, et leur force apparaissait lorsqu'il ajoutait :

> Si nous regardons vers l'extérieur, il y a comme une différence d'âge et de niveau entre nous et les autres peuples. Leur révolution les a portés vers des sommets, peut-être dénudés et arides, mais tout de même vers les hauteurs. Nous sommes tout en bas, dans la vallée, sinon piétinant dans les marais […] (687).

La difficulté était de trouver la méthode permettant à la France de faire sa révolution nationale en lui épargnant une période de faiblesse et de division qui pourrait fournir à ses adversaires l'occasion de consommer sa perte. C'est ici qu'il attachait son espoir d'opérer autour du plan le rassemblement des hommes de raison et de bonne volonté. L'originalité de la France serait dans la « réussite démocratique » de sa révolution nationale ; il lui revenait de briser « le préjugé qui pèse sur les vieux États libéraux, déliquescents et débiles » en trouvant des

« formules neuves » lui permettant « d'agencer autrement sa vie politique et son économie », tout en surmontant « la tentation totalitaire, de gauche ou de droite[688] ». Inutile de souligner le fait que dans son esprit, les totalitarismes fournissaient l'étalon des valeurs qu'il appliquait aux démocraties quand il s'agissait d'en juger l'état existant et d'en imaginer l'aspect futur. Les libertés politiques et spirituelles qu'il affirmait vouloir sauvegarder ne lui paraissaient pas assez essentielles pour demeurer irréductibles à toute comparaison taillée à l'aune des dictatures, encore moins pour devenir la mesure exclusive de son jugement. On retrouve le porte-à-faux signalé à plusieurs reprises entre ses déclarations démocratiques et ses aspirations unanimistes. Il avait en somme donné à la démocratie une dernière chance ; il fallait qu'en face du péril elle se montrât capable de faire taire ses divisions et de manifester ces vertus d'élan et de solidarité qui le fascinaient dans les régimes totalitaires.

Cette fascination était essentielle, nourrie qu'elle était par la situation française et exacerbée par ses propres échecs personnels. Il faisait porter aux nouveaux régimes d'Europe les promesses d'un avenir vague et brillant qui captivait son imagination : ici « une France immobile, stagnante », là « des peuples dynamiques, en mouvement vers un avenir inédit ». Cette sensibilité était fortifiée par une volonté de paix fondamentale et par l'idée qu'il avait d'une prévention de la guerre par un réaménagement intérieur de la France qui aurait en soi valeur dissuasive. « Un pays vieilli dans un groupe de pays rénovés, c'est le premier péril » ; la France une fois rénovée, et d'abord sur le plan économique, la paix serait mieux assise : en raison de la force et du prestige retrouvés, mais aussi parce que « l'analogie de structure portera mieux les contrats[689] ». Si l'on se rappelle quel était son idéal social, on ne peut qu'être frappé par l'écart existant avec les valeurs qu'il y associait. La conception d'une société s'organisant à travers ses corps intermé-

diaires n'implique pas celle d'une société dont les membres seraient entraînés dans la participation commune à un rythme collectif. La première formait l'idéal intellectuel de Déat, tandis que la seconde le faisait vibrer, et c'est pourquoi son évolution est inséparable de l'existence et de l'influence des régimes fascistes, et, plus largement, des régimes totalitaires.

Le rassemblement pour la paix

La fin du Front populaire ne se fit pas à l'avantage de l'USR ; à la différence des mi-législatures de 1926 et de 1934, le parti radical parvint à retenir et à consolider à son avantage le glissement de la majorité vers la droite. Quand Daladier forma le 10 avril 1938 le gouvernement qui allait en quelques mois devenir un gouvernement d'Union nationale, l'USR reçut trois portefeuilles qui allèrent à Patenôtre, Frossard et Ramadier. Au Congrès de Bordeaux en juin, la question du rapprochement avec la SFIO revint sur le tapis. Frossard appela à ne pas fissurer le Front populaire et évoqua l'éventualité d'une réunification avec la SFIO, une fois éliminée son aile d'extrême gauche. Opposé à cette éventualité, Déat préférait évoquer un rapprochement avec le groupe de la Gauche indépendante. Quant à Montagnon, il déclara refuser une rupture du Front populaire dont l'USR porterait la responsabilité[(690)]. Ce fut Daladier qui se chargea de trancher la question peu après en annonçant le 21 août son intention d'obtenir l'aménagement de la loi des 40 heures. Frossard et Ramadier démissionnèrent alors en signe de protestation contre une orientation qui devait entraîner la rupture de la coalition de gauche. Ils furent remplacés par deux collègues de leur groupe, Anatole de Monzie et Charles Pomaret, qui allaient être des partisans actifs de la conciliation au sein du gouvernement.

La grande affaire de 1938 fut en effet la politique extérieure. Dès le printemps, l'approche de la crise tchécoslovaque donna une nouvelle vigueur au camp de la conciliation qui, désormais, était représenté dans tous les partis, à l'exception du parti communiste. Dans les dispositions qu'il montrait, Déat ne pouvait qu'avoir son chemin tracé. Au début de septembre, quand la tension autour de la Tchécoslovaquie atteignait son comble, il prit position dans *la République* en faveur d'un plébiscite pour

les Allemands des Sudètes. « Il y a, écrivit-il, des amputations nécessaires et qui sauvent le patient » ; et de faire valoir le principe de l'autodétermination des peuples et l'absurdité qu'il y aurait à livrer une guerre plus longue et plus meurtrière que celle de 1914 pour sauvegarder un ordre territorial branlant et monstrueux[691]. Il approuva donc l'accord conclu à Berchtesgaden entre Chamberlain et Hitler, et s'en prit aux partisans de la résistance parmi ses compatriotes, dénonçant « la légèreté des uns et le machiavélisme des autres », la dernière expression visant le PC et, derrière lui, l'Union soviétique, qui, « avec une habileté diabolique », n'avait « pas cessé de nous pousser en avant[692] ». La France avait tiré la leçon de la Grande Guerre et appris que la guerre était « une énorme stupidité et une immense horreur », qu'elle ne pouvait être qu'« une destruction sauvage et absurde, sans dénouement ni conclusion, dès lors que les combattants sont au même niveau d'armement et de technicité ». Une fois pour toutes, la France paysanne avait opté pour la défensive, et c'était en conséquence de ce « choix non délibéré publiquement mais définitif » qu'elle suivrait la suite des événements en Europe centrale ; tout ce qui lui importait, c'était d'être « invincible chez elle[693] ».

Le raidissement des exigences manifesté par Hitler à Bad Godesberg et la mobilisation partielle de la France n'allaient pas le faire faiblir dans son attitude. Quand la crise se fut trouvée dénouée par la Conférence de Munich, ce fut chez les conciliateurs une explosion de soulagement et de joie, mais aussi le moment d'expression d'un inquiétant esprit de règlement de compte. Suivant le même processus qui provoquait une flambée d'antisémitisme, les conciliateurs se retournèrent haineusement contre les « bellicistes ». « Ils ont failli nous avoir », tel était le titre de l'un des articles publiés par Déat au lendemain de la crise, où il écrivait que, après l'annonce des accords de Munich, « plus d'un fit à haute voix le serment de tirer quelques leçons de cette expérience, de rechercher quelques

responsabilités et de régler éventuellement quelques comptes[(694)] ». A la différence de Bergery, il ne laissa pas dériver sa réaction sur le plan de l'antisémitisme ; il exprima au contraire son refus de s'en prendre aux juifs en écrivant que, durant les journées de septembre, les « croisés de l'idéologie » étaient venus de partout : « Juifs, protestants, catholiques, libres penseurs, démocrates, communistes, chacun fournissait son contingent. » Lui-même se donnait pour le porte-parole désintéressé des « autres », de « l'immense majorité du pays », de « toute la masse paysanne », qui avait tiré « un trait sous les sottises de l'après-guerre[(695)] ». Le surgissement massif de la référence paysanne que l'on constate dans le discours des conciliateurs était l'accompagnement idéologique du repli occidental que beaucoup d'entre eux adoptaient désormais ; l'affirmation de valeurs autoritaires, la xénophobie et l'antisémitisme, joints à la dénonciation hystérique du « bellicisme » communiste, viendraient s'y agréger dans une constellation annonciatrice de l'après-défaite. Si les conciliateurs de gauche furent moins affectés que ceux de droite, ils n'y échappèrent pas. La lutte acharnée pour le maintien de la paix allait chez eux aussi s'accompagner d'un ébranlement et d'une désagrégation des valeurs démocratiques. Comme Bergery, Déat appartenait à l'aile gauche de la conciliation ; il en partagea l'évolution, qu'il chercha à faire servir à son objectif de rassemblement.

C'est à partir du printemps 1938, avec la crise tchécoslovaque qui se dessinait à l'horizon, que s'aggravèrent les dissensions à l'intérieur des formations de gauche, notamment au sein de la CGT et de la SFIO. Dans la première, la lutte de la tendance Syndicats s'en trouva durcie. L'orientation anticommuniste de ses membres venait de leur expérience des gains d'influence que les communistes avaient réussi à s'assurer au sein de la CGT réunifiée ; cet anticommunisme, qui mêlait d'anciennes oppositions d'idéologie et de mentalités à la bataille autour du contrôle de l'appareil syndical, se liait à un pa-

cifisme d'autant plus affirmé que l'adversaire communiste prônait la fermeté envers les fascismes. Le Congrès de Nantes en novembre 1938 montra que cette tendance disposait d'une force substantielle, mais insuffisante pour faire triompher son orientation[(696)].

C'est parmi ces syndicalistes que se trouvèrent les animateurs du pacifisme de gauche. Au lendemain de l'Anschluss, un Comité syndical d'action contre la guerre (CSACG) fut constitué, qui fit aussitôt campagne en faveur de la paix. Parmi ses membres les plus en vue, on trouve les principaux dirigeants de la tendance Belin (mais pas Belin lui-même, en raison probablement de ses fonctions au sein de la CGT) tels Dumoulin, Froideval, Mathé, Roy, des membres du groupe syndicaliste-révolutionnaire de la Révolution prolétarienne, les animateurs de la tendance socialiste Redressement (alors en voie de formation) comme Georges Albertini, Georges Lefranc, Ludovic Zoretti, enfin des syndicalistes proches ou adhérents du frontisme comme Alexandre, Ady-Brill, Émery (notons que Louis Vallon appartenait également au CSACG)[(697)]. Le Manifeste publié en juin 1938 préconisait la convocation d'une conférence européenne dont l'objet serait de réviser l'ordre de Versailles, d'assurer une répartition équitable des matières premières, de mettre sur pied une organisation fédérale de l'Europe, enfin de mettre un terme à la course aux armements[(698)]. Le CSACG recueillit dans ses premiers mois d'existence environ 5 000 adhésions ; il publia à partir de juillet une feuille d'information dont le tirage annoncé était de 10 000 exemplaires. Dans l'ensemble, son succès fut très mince, même au regard de la tendance Belin, puisque *Syndicats* aurait tiré à 60 000 exemplaires[(699)].

Quant au parti socialiste, il allait se couper en deux pendant la dernière année de paix. Les dirigeants de son appareil administratif, Paul Faure et Séverac, devinrent les pôles de regroupement des pacifistes dont les principales figures furent L'Héveder, Paz, Peschadour, Roucayrol, Spinasse, ainsi que les syn-

dicalistes Delmas, Dumoulin, Lucien Laurat. Ces hommes dénonçaient eux aussi la politique des blocs et le traité de Versailles, et appelaient à la convocation d'une nouvelle conférence de la paix qui redresserait les injustices commises ; tous voyaient dans le fascisme le produit de causes économiques et prétendaient guérir le mal par un règlement équitable des débouchés et des matières premières. Partisans intransigeants de Munich, ils espérèrent que l'événement serait le point de départ d'une négociation d'ensemble ; ils en tirèrent surtout la conviction que la France devait se dégager de ses obligations en Europe orientale. Dès octobre 1938, Séverac évoquait le danger créé par les alliances de la France et écrivait que les socialistes ne devaient reconnaître l'obligation de la défense nationale que dans le cas d'une agression contre le territoire national[(700)]. Les paul-fauristes constituèrent au sein de la SFIO une très forte minorité puisque, au Congrès de Nantes en mai 1939, leur tendance disposa d'environ 2 200 mandats contre 2 800 pour la tendance Blum.

A ce moment, ils se trouvaient flanqués d'une tendance constituée à l'automne 1938 et qui s'intitulait Redressement pour la construction du socialisme et de la paix. Minime par son ampleur (au Congrès de Nantes, sa résolution n'obtint que 276 mandats sur 5 000 au total[(701)]), elle est d'intérêt en raison de l'évolution largement collaborationniste de ses chefs de file et de l'illustration qu'elle fournit de l'aimantation exercée par le fascisme sur certaines minorités socialistes ; notons d'ailleurs que ses animateurs (Zoretti, Lefranc, Itard, Deixonne, Albertini, Soulès) venaient de l'ancienne tendance Révolution constructive. S'ils partageaient pour l'essentiel le programme de politique extérieure des paul-fauristes, ils allaient, à la différence de ces derniers, continuer à l'affirmer publiquement au-delà de mars 1939 et soutenir Déat dans son refus de « mourir pour Danzig ». La France et l'Angleterre étaient à leurs yeux des puissances nanties qui avaient dressé autour des pays pauvres

comme l'Italie et l'Allemagne un barrage économique et militaire, de sorte que les coups de force « inadmissibles » de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie en mars 1939 et de l'Italie contre l'Albanie en avril avaient « pu ainsi apparaître comme des répliques ou des mesures de protection et de sécurité[(702)] ».

Leur pacifisme, qui allait ainsi jusqu'à innocenter les régimes fascistes, trouvait un appui dans l'analyse qu'ils faisaient de ces régimes. A la différence des socialistes orthodoxes qui les présentaient comme l'expression dictatoriale du capitalisme, ils y voyaient une « structure présocialiste » ; en raison des mesures économiques et financières de contrôle imposées au capitalisme, « la disposition véritable du capital » y appartenait à « la collectivité[(703)] ». Pour Georges Soulès, le futur Raymond Abellio, les régimes fascistes représentaient un dépassement du capitalisme et du libéralisme, et il estimait que « seule une collaboration économique » pouvait « freiner leur dangereux dynamisme », ce qui à son tour supposait une transformation sociale en France permettant un rapprochement entre des régimes partiellement autarciques[(704)]. Albertini et Zoretti concevaient également les fascismes comme les vecteurs d'un socialisme inconscient et imparfait, ce qui revenait à les désigner comme des exemples de socialisme souhaitable, exemples insatisfaisants, mais préférables à la France libérale et « ploutocratique », pour reprendre un terme qu'ils ne se refusaient pas à employer. Leur analyse venait ainsi appuyer et justifier une volonté de paix qui elle-même portait, à travers le souhait de construction européenne en compagnie des régimes fascistes qui s'y exprimait, la charge d'une fascination profonde. Les idéaux de raison, de liberté et de dignité humaine auxquels ils se disaient toujours attachés comptaient moins pour eux en définitive que leur aspiration à un socialisme populaire et national, organisateur et mobilisateur, aussi dynamique que ces fascismes dans lesquels ils voyaient et des concurrents et des partenaires.

La crise de septembre fit converger ces courants de la conciliation de gauche. Mêlé au milieu parlementaire, Déat appuya les pressions que ses amis du centre gauche exercèrent sur le gouvernement à partir de leur quartier général, le ministère des Travaux publics d'Anatole de Monzie. Il participa également à la mobilisation effectuée par les pacifistes de gauche qui trouva son point de ralliement dans la pétition contre la guerre lancée le 26 septembre par les dirigeants du Syndicat national des instituteurs et de la Fédération des postiers, une pétition qui recueillit en quelques jours 150 000 signatures[(705)]. *L'Œuvre* contribua à ce succès en se faisant l'écho des progrès de la campagne et en publiant dès le 26 septembre des listes de signataires, parmi lesquels on retrouve tout ce que la gauche modérée, syndicaliste et politique, et l'extrême gauche libertaire comptaient de pacifistes.

Ce fut en fonction du reclassement qu'il souhaitait voir s'opérer sur la base du pacifisme que Déat mena son action au lendemain de Munich. Tout comme le faisait au même moment Bergery, il multiplia ses efforts de rassemblement et entreprit une fois de plus de nouer les fils de la combinaison qu'il avait tenté de réaliser en 1934 avec les syndicats et les organisations d'AC. Il eut cette fois plus de succès ; en octobre, il pouvait annoncer qu'un accord avait été conclu pour une action commune entre le Comité du Plan, la Confédération générale des syndicats des classes moyennes et les principales organisations d'AC[(706)]. Ce n'était dans son esprit qu'un point de départ vers un rassemblement plus vaste et pour une action plus ample. On le voit reprendre le mot d'ordre de « gouvernement de salut national » lancé par Pichot, le dirigeant de l'UF des AC qui avait été l'un des partisans les plus actifs du rapprochement avec l'Allemagne nazie et qui commençait à revenir de ses illusions. Tel que le concevait Déat, ce « gouvernement de salut public » devait signer sur la base d'un programme précis un

contrat de confiance à terme avec le Parlement et le réaliser avec la collaboration des commissions des deux Chambres[707].

L'idée demeura à l'état de projet, en conséquence notamment des décrets-lois publiés à la mi-novembre par Reynaud, devenu ministre des Finances dans le gouvernement Daladier. Ce retour à une politique de rigueur, Déat l'attaqua pour son inspiration libérale, mais aussi et surtout en raison de ses effets politiques : il allait à nouveau diviser la France en deux et ressouder les socialistes et les communistes[708]. L'USR subit le contrecoup de la nouvelle situation. Le Petit Congrès qui se réunit le 4 décembre condamna les décrets-lois, sans décider pour autant de retirer ses ministres du gouvernement ; lors du vote de confiance au gouvernement quelques jours plus tard, la majorité du groupe se réfugia dans l'abstention, tandis qu'une petite minorité réunie autour de Ramadier rejoignait les socialistes et les communistes dans l'opposition[709]. Reportant ses espoirs de rassemblement sur le plan parlementaire, Déat se déclarait favorable à la constitution d'une large majorité allant des socialistes paul-fauristes aux modérés[710]. C'est que l'éventualité d'une scission du parti socialiste était entrée dans l'ordre du possible, et en tout cas dans celui du souhaitable du point de vue de Déat, qui consacra à partir du Congrès de Montrouge, au tournant de l'année, une attention soutenue à l'évolution interne de la SFIO.

La situation internationale n'en continuait pas moins de l'obséder. En octobre 1938, estimant que l'Allemagne allait poser le problème des colonies, il avait recommandé de lui proposer un plan de mise en valeur des colonies sous la forme de sociétés européennes d'exploitation. A la différence des conciliateurs de droite, il n'entonna pas l'hymne de la grandeur impériale, se bornant à recommander l'organisation et le développement de l'Empire[711]. Au surplus, quand il se préoccupait de la future revendication coloniale de l'Allemagne, ce n'était pas

qu'il la jugeait essentielle pour l'Allemagne elle-même : elle ne représentait selon lui qu'un chapitre du programme nazi « de reconstitution et d'expansion de la puissance allemande[712] ». Persuadé de l'inéluctable volonté de domination de Hitler, il se souciait désormais de la diriger ailleurs que sur la France. La rumeur de visées prochaines de l'Allemagne sur l'Ukraine qui commença à se propager en France à partir de novembre fut immédiatement adoptée par lui parce qu'elle le confirmait dans son analyse et ses espoirs. Préparant sa poussée vers l'Ukraine, l'Allemagne allait au préalable s'occuper de liquider les cas de Memel et de Danzig ; fallait-il s'y opposer, dénoncer les alliances orientales de la France ? Il ne répondait pas à cette question qu'il posait lui-même, se bornant à demander qu'on l'examinât. En tout cas, il était opposé à un resserrement des alliances françaises et penchait intimement pour l'isolationnisme, faisant porter tous ses espoirs sur l'éventualité d'une guerre germano-soviétique où s'épuiseraient les deux adversaires. « Selon toute apparence », écrivit-il en décembre 1938, c'était sur la « ligne polono-roumano-russe » que l'Allemagne allait connaître son « épreuve décisive » au point de « s'y briser », « ou plutôt », de « s'y enliser ». C'est pourquoi il recommandait à la France et à l'Angleterre de

> maintenir leur sympathie à la Pologne et à la Roumanie, sans s'engager davantage avec elles, ni surtout avec la Russie, et d'attendre les événements, qui, à un certain moment, peuvent présenter pour les deux démocraties occidentales un prodigieux intérêt. Il y a dans l'histoire des conjonctures heureuses, où l'on peut reprendre d'un coup tout le terrain perdu[713].

Sa nouvelle position lui était dictée par son souhait, qui se faisait extrême, d'éviter une guerre franco-allemande. L'important était de ne pas amener Hitler « à régler d'abord le compte de la France, avant de s'engager dans l'Est » ; il précisait en parlant des opérations militaires qui pourraient s'y dérouler : « On verra plus tard comme elles tournent. » C'était également, ajou-

tait-il, la pensée profonde de Paul Faure[714]. Même dans cette perspective, l'Italie gardait toute son importance, et, s'il montra de l'irritation face à ses bruyantes revendications de novembre 1938, au point que son langage prit des accents guerriers, il n'en garda pas moins beaucoup de souplesse sur le fond, se montrant favorable à des concessions dès lors qu'elles n'étaient pas d'ordre territorial[715].

L'occupation par l'Allemagne de la Bohême-Moravie en mars 1939 conduisit la Grande-Bretagne et la France à adopter, par l'octroi de garanties aux pays d'Europe orientale et la recherche d'une alliance militaire avec l'URSS, une politique exactement contraire à celle qui avait sa préférence. Lui qui avait recommandé à la France dans les années précédentes de « coller à l'Angleterre », il l'accusait à présent d'être à sa remorque[716] ; l'anglophobie allait désormais se répandre dans les milieux des conciliateurs. Lorsqu'il publia dans *l'Œuvre* du 4 mai l'article intitulé « Mourir pour Danzig ? », il venait de faire sa rentrée au Parlement. Il semble bien, comme il l'écrivit dans ses *Mémoires*, qu'il ait auparavant laissé passer plusieurs occasions de retourner à la Chambre[717]. Ce fut l'évolution de la situation extérieure qui le fit apparemment changer d'avis. Il se présenta dans une élection partielle à Angoulême pour succéder au député USR René Gounin qui venait d'être élu sénateur. Devancé au premier tour par le candidat communiste qui obtint le désistement en sa faveur du candidat socialiste, il bénéficia du retrait d'un indépendant de gauche, mais aussi de celui du candidat du PSF de La Rocque, de sorte que son élection, acquise avec une marge confortable, se fit en définitive sur la plateforme de l'anticommunisme[718].

Trois semaines plus tard, il publiait son fameux article. Prenant alarme de la tension grandissante entre l'Allemagne et la Pologne à propos de Danzig, il exprimait brutalement son opposition à toute solidarité militaire des puissances occidentales

avec la Pologne pour pareille cause[719]. Comme il l'expliqua dans un autre article, la garantie alliée donnée à la Pologne avait remis entre les mains des dirigeants de ce pays le pouvoir de décider de la paix ou de la guerre. Pour lui, Paris et Londres devaient « avoir la parole, d'abord », par quoi il voulait dire que les gouvernements occidentaux devaient régler à l'amiable avec l'Allemagne l'affaire de Danzig[720]. Toute la presse fit écho en termes désapprobateurs à cette prise de position ; les communistes et un nationaliste comme Kerillis se montrèrent violents dans leurs attaques[721]. Seules les minorités pacifistes de gauche et d'extrême gauche firent chorus avec lui. La majorité des conciliateurs de gauche, tout en l'approuvant en privé, préférèrent s'en tenir à une prudente réserve et faire porter leurs efforts sur les membres du gouvernement proches de leur point de vue.

Déat mesurait son isolement, comme il ressort d'un document allemand daté de juin 1939 qui rapportait son point de vue, tel que l'avait transcrit un informateur dont l'identité et la nationalité demeurent indéterminées. Selon Déat, une action militaire de l'Allemagne contre la Pologne provoquerait l'entrée en guerre des puissances occidentales, même si, à son avis, 80 % des Français demeuraient réticents envers l'idée d'une guerre pour la Pologne. Dans les circonstances, il souhaitait que l'Allemagne retardât de six mois ou d'une année le règlement de l'affaire de Danzig ; si dans l'intervalle elle apportait sa contribution à l'apaisement de la tension internationale, ce qui renforcerait les cercles pacifistes en France, il ne doutait pas qu'elle recevrait satisfaction[722]. C'était l'opinion que Henri Clerc, autre pacifiste de gauche, exprima en juillet à Grimm ; en attendant de pouvoir régler dans quelque temps la question de Danzig, il paraissait indiqué de négocier celle des matières premières[723].

Le refus d'une alliance militaire avec l'Union soviétique était inclus dans la politique de dégagement officieux de l'Europe orientale qui avait la préférence de Déat. La France, expliquait-il, ne devait pas choisir entre Hitler et Staline, mais suivre l'exemple de Staline qui, comme l'indiquaient les laborieux développements des négociations anglo-franco-soviétiques, semblait préférer tenir son pays hors de la bagarre[724]. S'il lui arriva d'écrire que l'URSS avait plus d'affinités avec l'Allemagne nazie qu'avec la Grande-Bretagne de la City, il n'envisageait pas, semble-t-il, que Staline et Hitler pussent en arriver à pactiser. L'hypothèse était pourtant évoquée par les conciliateurs, comme on l'a vu dans le cas de Bergery ; faut-il donc lui attribuer une myopie hors du commun ? Il semble bien que, à la croyance qui lui faisait prêter à Hitler un anticommunisme compulsionnel, il faille ajouter un autre élément qui pouvait lui faire tenir une entente germano-soviétique pour un moindre mal qu'une alliance militaire anglo-franco-soviétique : elle aurait amené par nécessité ce repli occidental qu'il souhaitait.

En tout cas, le pacte germano-soviétique lui donna un bref moment d'optimisme. A l'intérieur, l'occasion était bonne de régler le compte du PC ; la réaction du gouvernement ne put que réjouir les conciliateurs, y compris les conciliateurs de gauche qui n'avaient pas jusque-là réclamé publiquement la mise hors la loi des communistes. A l'extérieur, ils crurent que la France et l'Angleterre mis en présence de la nouvelle situation modifieraient leur cap. Quand il apparut que les engagements contractés allaient être honorés, ce fut une frénésie d'activité pour en détourner le gouvernement français. L'opinion de Flandin et de ses amis, telle que la rapportait le 26 août l'ambassade d'Allemagne, montre quels étaient leurs espoirs. Dans les circonstances, disaient-ils, la Pologne devait faire des sacrifices ; et si l'Allemagne pouvait seulement s'abstenir de recourir à la force et garantir à la Pologne une existence d'État indépen-

dant (ce qui laissait ouverte la possibilité d'un large remaniement territorial), tout pourrait s'arranger[(725)].

Déat se trouvait plongé dans cette guerre qu'il avait par-dessus tout voulu éviter. Le grand rassemblement qu'il avait eu l'ambition de réaliser ne s'était pas fait ; et l'USR était demeurée un groupement mal soudé d'individualités. *Le Front* avait disparu à la fin de 1938, relayé à partir de février 1939 par un nouvel hebdomadaire, *Tribune de France*, dont la diffusion fut tout aussi limitée. On retrouve dans ses colonnes les signatures d'anciens néos, Bonnafous, Montagnon, Lafaye, Roditi, Vallon même, de conciliateurs de gauche comme Chateau, Elbel, Pichot, Jean-Michel Renaitour, enfin les collaborations régulières de Jacques Branger, un ancien du Groupe du 9 juillet, et d'Alexandre Marc qui avait été l'un des principaux animateurs de *l'Ordre nouveau* (Daniel-Rops y écrivit occasionnellement). Lieu de convergence de bon nombre des non-conformistes de la décennie, *Tribune de France* fut un organe ouvert dont les colonnes pouvaient offrir côte à côte les points de vue opposés de politique extérieure de Déat, d'André Philip et de Duff Cooper. En définitive, malgré les contributions occasionnelles apportées par Belin et Froideval de la CGT, et par Alexandre Rauzy de la SFIO, le nouvel hebdomadaire ne devint pas le centre de rassemblement de la conciliation de gauche qu'il aurait voulu être.

Cette dérive de marginalisation est d'une importance primordiale pour expliquer le cheminement ultérieur de Déat et de ses amis. Habités par de vastes projets de transformation et se heurtant à des obstacles excédant leurs moyens, ils devinrent la proie de frustrations croissantes qui exacerbèrent leur souhait de pouvoir. Ces conciliateurs de gauche n'avaient toutefois pas fait le saut par-dessus la barricade. A tous points de vue, comportement comme discours, il est justifié de voir dans le Déat de l'immédiat avant-guerre un homme qui portait encore moins que Bergery les marques d'une fascisation. Si sa désaf-

fection envers le régime était réelle, il continuait de se prononcer en faveur de sa réforme, non de sa disparition. Mais, comme par avant, il demeurait sous l'empire de l'éblouissement des fascismes, déplorant l'inertie des démocraties qui se figeaient sur des positions défensives et conservatrices en face d'adversaires qui avaient « toutes les apparences du dynamisme et de l'esprit révolutionnaire[(726)] ».

C'est à cette nappe de séduction souterraine, à laquelle il se refusait à donner expression, qu'il faut rapporter son attitude conciliatrice, tout comme celle de Bergery. Un pacifisme ancien et profond existait chez ces hommes, mais il alla en se renforçant avec les années d'une manière qui ne peut être expliquée selon ses seuls termes ; et, à la différence de Doriot, l'anticommunisme ne fournit pas dans leur cas une explication suffisante. Quant à parler de défaitisme, c'est abuser du mot ; aucun des conciliateurs ne souhaitait la défaite de la France. Leur but était même tout à l'opposé, puisque la réforme intérieure qu'ils voulaient accomplir devait donner à leur pays un prestige et une force qui établiraient la paix sur des bases solides. Pourtant, placés vers la fin des années 30 devant la volonté de guerre du nazisme, et eux-mêmes hors d'état de mettre en œuvre leurs projets de rénovation, ils refusèrent de faire face à la situation ; ils ne conçurent pas que leurs projets pussent être remis à plus tard, ou réalisés à travers une entreprise de résistance nationale à l'hégémonisme nazi. S'il en fut ainsi, c'était parce que ces projets étaient fondamentalement liés à la nécessité du maintien de la paix, non pas abstraitement ou en général, mais du maintien de la paix avec les régimes fascistes. Là est l'essentiel : dans leur vision profonde, la France rénovée ne devait pas simplement assurer la paix, mais vivre l'entente avec les fascismes.

Il n'est nul besoin d'en déduire qu'ils aspiraient secrètement à établir en France un régime fasciste et qu'ils repoussaient la guerre parce qu'elle aurait rendu impossible ce projet. Il faut

reconnaître l'authenticité de leur souhait de réaliser quelque chose d'inédit, un rassemblement national, un socialisme national de type original, et pourtant qui donnerait à la France ce qui leur apparaissait comme les succès des fascismes : l'unité et la cohésion nationales, l'élan collectif, le sens communautaire. De là l'expression multiple, mais présente chez tous ces rénovateurs, de la conviction selon laquelle fascismes et communisme ressortissaient à une tendance historique à laquelle la France ne saurait se soustraire. Mais même s'ils refusaient d'identifier leurs projets à ceux des fascismes, même s'ils repoussaient certains aspects essentiels de ces derniers, il reste que c'était d'eux qu'ils tiraient inspiration et suggestion. L'image de leurs projets, leurs valeurs fondamentales leur ayant été en quelque sorte données et révélées à travers la considération des régimes fascistes, l'existence de ces régimes devenait la garantie de viabilité de ces projets, en même temps que la source assurée de leur stimulation.

Leur entreprise dépendait d'une autre façon, plus subtile, de l'existence des fascismes : la menace que ces derniers suspendaient sur la France constituait le meilleur argument à l'appui de leur entreprise de rénovation. C'est ce qui peut contribuer à expliquer qu'après Munich ces hommes aient d'autant plus cherché à sauvegarder la paix qu'ils voyaient dans la situation d'urgence où se trouvait le pays des perspectives favorables à la réalisation de leurs projets. Ainsi Roditi tenait-il à la fin de mars 1939 le raisonnement suivant : si la guerre venait à éclater dans un avenir rapproché, la France pourrait y faire face grâce à la « dictature administrative et militaire, animée par le patriotisme jacobin, que nous voyons se substituer progressivement et sans heurts au régime des partis ». Mais si, comme il le pensait, l'état de paix confuse et tendue qui existait était destiné à durer, alors il faudrait opposer à l'Allemagne « durablement et dans tous les domaines une vitalité et une force psychiques comparables aux siennes ». A cela, l'esprit jacobin ne saurait suffire : c'était aux « lointaines traditions chevaleresques » de la

France qu'il faudrait faire appel[727]. En somme, l'état de tension avec les fascismes fournissait l'occasion de les émuler, l'absence de guerre préservait les chances de l'avenir ; autant dire que la paix serait recherchée jusqu'au bout. La même idée transparaît un peu partout à la même époque. C'est elle qu'exprimait Thierry Maulnier en écrivant qu'il fallait profiter de l'esprit de salut public pour faire naître un avenir organique ; et l'idée était approuvée dans *Esprit*, même si les formules avancées par Maulnier d'un « fascisme provisoire », d'un « fascisme minimum » étaient repoussées[728].

Tout bien pesé, il fallait à ces hommes des fascismes assez menaçants pour favoriser leurs projets de rénovation, mais assez raisonnables et pacifiques pour accepter au bout du compte l'entente avec une France rénovée et construire avec elle une Europe pacifiée. La force et l'intensité qu'ils mettaient à préserver la crédibilité de leurs espérances fait sentir la profondeur de la séduction exercée par les fascismes, plus spécifiquement par le nazisme, l'objet central de leurs préoccupations et de leurs inquiétudes. Cette séduction ne paraît pas devoir se comprendre si l'on ne fait intervenir, par-delà certaines proximités d'ordre politique et idéologique, une dimension fantasmatique qu'on retrouvera au cœur de la collaboration : le fantasme de l'entente virile avec Hitler, tel qu'il transparaît chez un Bergery parlant de ce dernier en mars 1939 comme d'un homme « brutal, mais loyal ». Ce qui faisait problème dans ces projets de rénovation nationale apparaît ainsi avec éclat : leur motivation et leur finalité profondément pacifiques. Roditi ne voulait pas envisager que les « traditions chevaleresques » qui le séduisaient pourraient trouver dans la résistance aux plans de domination hitlériens un emploi plus adéquat, plus conforme en tout cas à ce que faisaient les fascismes eux-mêmes.

CHAPITRE IX

Le PPF ou les avatars d'un rassemblement national

Le parti populaire français recueillit la plupart des hommes qui dans l'été 1935 avaient cherché à former le rassemblement des démissionnaires. Ce fut autour de Doriot que se regroupèrent les éléments qui avaient espéré dans le néo-socialisme, tenté le rapprochement avec Bergery ou s'étaient agrégés aux ligues, avant d'être déçus par La Rocque ou Bucard. Ce regroupement en quelque sorte inaugurait le rassemblement national que la nouvelle formation ambitionnait de réaliser. En présence des régimes fascistes, de la menace que l'Allemagne nazie suspendait sur la France, en présence des divisions du pays, le PPF se donnait pour tâche de grouper les forces de la nation pour affronter la situation. Son évolution allait montrer, de façon bien plus prononcée que tout ce qui apparaît dans les cas de Bergery et de Déat, que cette opération d'adaptation de la France au contexte européen pouvait aller fort loin.

Les historiens portent sur le PPF de l'avant-guerre des jugements similaires, à un point près. L'accord existe pour affirmer que, malgré son refus de l'étiquette fasciste, ce parti représente la formation la plus approchée du type fasciste qui ait existé en France, et de loin celle qui eut le plus grand succès de toutes les organisations fascisantes ou fascistes de l'époque. Certains historiens vont plus loin et estiment que l'on peut parler d'un véritable parti fasciste[(729)]. Fascisme sans le nom ou fascisme inabouti, on ne saurait trancher, sur la base de nos critères de départ, qu'après avoir rendu compte de l'évolution du PPF et de ses principaux dirigeants. Entre le PPF de 1936 et celui de 1938, il existe en effet d'importantes différences ; le premier portait peut-être en puissance le second, mais il ne lui était pas identique. Au point de départ, le PPF n'était, ni dans la conception de ses fondateurs, ni dans sa réalité, un parti fasciste qui

aurait refusé par précaution de se dire tel. En novembre 1935, Doriot s'était fixé pour tâche de rassembler cette majorité de Français qui ne voulaient ni de Staline ni de La Rocque ; c'est l'objectif qu'il entreprit de réaliser en 1936, un objectif qui impliquait une tactique souple et une physionomie ouverte, et qui n'est pas assimilable sans autre à la conception fasciste. Doriot continuait au surplus de braquer son regard sur le PC, ambitionnant toujours de lui ravir ses bases ouvrières, une préoccupation qui pesa dans la définition de son projet et qui allait constituer un frein dans sa dérive vers le fascisme. D'un autre côté, l'attraction exercée dès le départ par les modèles fascistes est avérée. Ce qu'il importe donc de suivre, c'est le mouvement de fascisation qui affecta le PPF, tel qu'il se traduisit par l'émergence de valeurs proprement fascistes et le développement d'un projet de transformation totalitaire de la France. On verra alors apparaître des éléments de contradiction qui n'ont jamais été soulignés et qui permettront de situer la question des limites et de la nature de ce processus de fascisation.

L'échec d'un rassemblement

Doriot l'emporta aux élections de mai 1936, mais le PC rétablissait sûrement son influence ; alors qu'aux municipales de l'année précédente la liste communiste avait obtenu (en chiffres ronds) 23 % des suffrages exprimés, en mai 1936 le candidat communiste (Fernand Grenier) recueillait 40 % des voix[(730)]. De ce point de vue, la création d'un mouvement national permettait à Doriot d'échapper à l'asphyxie dans son fief. Le 21 mai, Barbé fit devant les cadres du rayon de Saint-Denis un exposé qui éclaire l'analyse des doriotistes. La situation politique était définie par la fragilité de la coalition du Front populaire et la non-participation du PC au gouvernement, une décision dictée par le désir de Moscou de voir se former en France une large majorité gouvernementale et par le calcul du PC de tirer parti d'un éventuel discrédit du gouvernement Blum. La ligne des doriotistes s'en trouvait dictée :

> Ce que nous devons faire, c'est suivre pas à pas les actes du gouvernement, soutenir ceux d'entre eux favorables aux masses populaires, soutenir et appuyer ses actes en faveur de la paix […], caractériser ses faiblesses, son impuissance à réaliser les promesses faites. Mais par-dessus cela, stigmatiser le jeu et la tactique du PC, comme principal initiateur des espoirs, des promesses et par conséquent, de la désillusion des masses populaires.

Concurremment, il s'agissait de mettre à profit l'état d'esprit existant dans les rangs des adversaires du Front populaire. Les organisations nationales avaient des « effectifs nombreux, disciplinés » ; mais leurs cadres étaient « sans consistance idéologique, sans programme, ni expérience sociale ». « Déçues par l'échec de leur politique, sans perspectives sérieuses, sans dirigeants capables, sans programme précis et cohérent », les masses de droite se trouvaient « dans un assez grand désar-

roi ». Cet état d'esprit existant à gauche et à droite, Barbé ne l'évoquait longuement que pour le rapporter à la politique du PCF et à son objectif primordial de politique extérieure, la création d'un bloc antiallemand. Le début d'une désillusion dans les rangs du Front populaire, la déception et le désarroi à droite allaient servir de terrain de manœuvre au PC qui chercherait à en tirer parti pour réaliser sa politique[731]. A la politique du PCF, les doriotistes allaient répliquer par la concurrence d'un autre mouvement de rassemblement national qui poursuivrait l'isolement de l'adversaire communiste – PCF et URSS confondus – aussi obstinément que ce dernier était censé le faire envers l'Allemagne nazie.

Il est difficile de savoir si la date du lancement du nouveau parti fut affectée par la vague de grèves de la fin mai-début juin. La municipalité de Saint-Denis adopta une attitude favorable aux grévistes, tout en marquant des réserves ; les revendications des travailleurs étaient « raisonnables et légitimes », déclara Doriot, qui n'en mettait pas moins les ouvriers en garde contre la récupération de leur mouvement par les communistes[732]. C'est dans le sillage de ces événements qu'il présenta les 27 et 28 juin le parti populaire français à quelques centaines de personnes où se mêlaient membres de l'ex-rayon et invités extérieurs. Le PPF était un mouvement de rassemblement national qui ambitionnait de regrouper tous les Français, à l'exception des 200 familles et des dirigeants communistes, pour assurer au pays la paix et l'indépendance. Conformément à cette ambition, Doriot s'abstenait d'attaquer le Front populaire et approuvait les réformes sociales adoptées, tout en critiquant les modalités d'introduction de la loi des 40 heures ; il donnait enfin son appui à la CGT et invitait les militants du PPF à y adhérer pour l'empêcher de passer sous le joug des communistes. Le monde paysan faisait l'objet d'un appel à la thématique fort traditionnelle ; le paysan français incarnant les « meilleures vertus de notre peuple », il fallait faciliter son

maintien à la terre. Il y avait par ailleurs un jeu d'équilibre très radical-socialiste entre, d'une part, l'approbation du progrès technique et de la productivité économique et, d'autre part, le souhait d'une société équilibrée entre ses différentes composantes sociales.

Sur le plan des institutions, Doriot appelait à une réforme de l'« État républicain » renforçant l'autorité de l'exécutif et créant des assemblées économiques fondées sur la représentation professionnelle. Il réclamait en outre la mise en valeur des territoires coloniaux et leur intégration à l'économie métropolitaine. En politique extérieure, il se déclarait opposé au traité de Versailles et à l'assistance mutuelle ; l'intérêt de la France étant de demeurer en paix, il fallait obtenir l'entente de l'Italie et répondre aux appels de Hitler[(733)]. Dans l'ensemble, le programme du nouveau parti demeurait vague, notamment sur le plan des institutions ; le renforcement de l'exécutif et l'organisation professionnelle pouvaient autoriser des interprétations diverses. De même, parlant de la structure du PPF, Doriot déclarait qu'il devait être « démocratique, mais discipliné » ; son intention était de « faire quelque chose de nouveau et qui reste français[(734)] » : manifestement, cela n'allait pas de soi dans la France de 1936.

Ce projet de rassemblement national se trouva rapidement déséquilibré en raison du contexte dans lequel se fit le lancement du PPF. L'inquiétude créée dans certains milieux de droite par le mouvement social de juin, des désirs de revanche aiguisés par le coup d'État de Franco contre le Front populaire espagnol, la ligne de modération adoptée par La Rocque qui transformait son mouvement en parti, tout cela valut au PPF de recevoir l'appui enthousiaste de certains journaux de droite, le ralliement d'hommes d'extrême droite et le soutien matériel d'une partie du patronat. La lutte contre le communisme constituant sa priorité naturelle, Doriot n'eut pas à se faire violence pour en faire l'axe de son action, et la lutte contre le

conservatisme et le grand capitalisme passa à l'arrière-plan dans la propagande du parti. Il prenait toutefois suffisamment au sérieux son projet de rassemblement pour ne pas tolérer un glissement indéfini vers la droite. C'est ainsi que, durant la première année d'existence du PPF, il maintint une ligne souple et modérée qui visait à réaliser l'isolement du PC en même temps qu'à se rapprocher du pouvoir. Ainsi observa-t-il envers le Front populaire une attitude mesurée qui répondait à l'espoir d'une dissociation rapide de la coalition de gauche. En septembre 1936, il jugeait « certaines manifestations contre le Front populaire » « aussi inopportunes que maladroites » puisqu'elles avaient pour résultat de « ressouder les morceaux déjà décollés du cartel électoral » ; pour sa part, il ne voulait pas « pratiquer la politique du pire ». Il lançait alors des appels aux radicaux dans l'espoir d'accélérer leur rupture avec les communistes et gardait envers les socialistes eux-mêmes une attitude sans commune mesure avec celle de l'extrême droite. En février 1937 encore, Bertrand de Jouvenel écrivait qu'entre eux et le PPF pouvait être trouvé « un terrain d'accord[735] ».

Doriot avait tout de même affirmé clairement son objectif. « Nous voulons arriver au pouvoir pour une révolution nationale, déclara-t-il en juillet 1936. Au capital, nous dirons : prends ta place, ne dirige pas pour le profit de tes intérêts. Au peuple nous assurerons tous ses droits, mais en obtenant de lui une discipline consentie. » Cette entreprise de rénovation était inspirée par la considération des régimes voisins. « La France de 1936 ne peut continuer à vivre dans les cadres politiques tracés en 1880 », proclamait-il en présentant le PPF comme un parti de type nouveau : un parti populaire, national et social, un parti qui « veut qu'au milieu d'une Europe en pleine transformation, la France retrouve son dynamisme, sa force, son prestige et sa capacité d'action », un parti enfin « qui veut mobiliser toutes les forces viriles du pays autour de l'idéal national[736] ». Mais c'est le type de discours que tenait La Rocque et l'origina-

lité du PPF ne se laisse saisir qu'au travers de son organisation et ses structures. Pendant l'été 1936, ses dirigeants répétèrent qu'ils ne voulaient faire ni le parti de Staline, ni le parti de La Rocque ; on peut se demander s'ils ne firent pas un hybride et s'ils n'oublièrent pas de mentionner les partis de Hitler et de Mussolini. Pour ce qui était du parti de Staline, le PPF en reproduisait le caractère centralisé et hiérarchisé comme les caractéristiques d'organisation, depuis les « biographies » détaillées exigées des adhérents et les timbres mensuels que les militants devaient apposer sur leur carte jusqu'aux écoles de formation des cadres, en passant par un appareil de permanents strictement organisé. Comme le PC, le PPF eut des sections locales et des sections d'entreprise, auxquelles il ajouta des sections professionnelles, attestant par là son objectif d'une organisation corporative de la société française[737].

A la différence du mouvement de La Rocque, le PPF refusa de se doter d'une organisation paramilitaire. Le service d'ordre fut tenu strictement dans sa fonction ; comme le rappelait en 1938 le Règlement du parti, il ne devait, « en aucune sorte, être considéré comme une organisation paramilitaire ou comme une troupe de choc ; il n'existe et ne doit rien exister de semblable au PPF[738] ». Souci de ne pas braquer l'opinion en imitant les ligues ou les partis fascistes, de ne pas devenir l'agent involontaire de cohésion du Front populaire, prise en considération de la situation extérieure et de la nécessité de ne pas provoquer de guerre civile, tout cela dut avoir sa part dans la décision de Doriot. Dans tous les cas, il privait son mouvement de cette pratique activiste fondamentale où les partis fascistes avaient enraciné et entretenu leurs valeurs guerrières de force et de combat ; cet aspect mérite d'autant plus mention que, comme on le verra, il trouvait dans les positions de politique extérieure un significatif répondant. Le PPF fit malgré tout quelques emprunts aux ligues, telle la remise des fanions aux sections du parti. Mais c'est de l'exemple des mouvements fas-

cistes qu'il tira plusieurs traits qui n'avaient plus rien à voir ni avec le parti de Staline ni avec celui de La Rocque. Son premier Congrès en novembre 1936 fit voir des éléments cérémoniels bien connus : un salut (une variante du salut romain), un cri (« En avant, Jacques Doriot »), un insigne, un drapeau, un hymne, et surtout un serment de fidélité, qui, en consacrant le principe du chef, infirmait la prétention de former un parti « démocratique mais discipliné ». L'ambassadeur allemand Welczek signala à l'intention de Berlin les emprunts faits au nazisme ; et le Dr. Grimm, que Jouvenel avait amené assister au Congrès, en fit également mention, tout en ajoutant qu'il demeurait une « empreinte française[739] ».

L'organisation même du Congrès obéissait à une structuration symbolique tout à fait parlante. Les organes dirigeants qu'il élut, ou plutôt acclama, offraient une illustration vivante de ce que le parti prétendait être : un parti de rassemblement et un parti populaire. Le Comité central était partagé également entre les hommes venus de gauche, essentiellement communistes, et les hommes venus de droite, Volontaire nationaux (Popelin, Loustau, Maud'huy, Paringaux), mais aussi Jeunesses patriotes et Action française (Henri Lèbre, Claude Jeantet) ; mis à part Jouvenel et les anciens néos (Marion, Gaucher), ces hommes venaient des extrêmes de l'éventail politique. Le Bureau politique comprenait sept membres où les dionysiens étaient en majorité, flanqués de Marion, d'Arrighi et d'un seul homme de droite (Paringaux) ; il leur revenait d'attester la nature populaire du parti, alors que, dans les faits, le BP fonctionnait avec la participation de Pucheu que ses attaches avec le grand patronat rendaient peu présentable[740]. C'est sous le même angle qu'il faut considérer la composition des délégués au Congrès. Le PPF eut l'habitude de fournir lors de chacun de ses Congrès des renseignements sur la profession et l'origine politique des participants. Avant de se livrer à des extrapolations sur le profil socio-professionnel du PPF[741], il vaut mieux

commencer par s'interroger sur les raisons de cette inhabituelle fourniture de statistiques. Un précédent existait qui met sur la piste de la réponse ; les sections de l'Internationale communiste portaient un soin extrême à la composition sociale des délégués à leurs Congrès et en dressaient des statistiques qui étaient souvent publiées : c'est qu'il s'agissait de faire de ces Congrès une représentation anticipée de la société ouvrière à venir. De la même façon, le PPF composait l'assistance de ses Congrès pour authentifier l'image qu'il voulait donner de lui et de la société qu'il voulait créer.

Cette interprétation est confirmée par la relative constance des chiffres fournis pour les Congrès de 1936, 1938, 1941 et 1942, les participants se divisant à peu près également entre les ouvriers (49 % du total en 1936, 51 % en 1941, 50 % en 1942) et les couches moyennes laborieuses. Le Congrès de 1938 fait exception avec 35 % d'ouvriers : ce qui pourrait indiquer une difficulté à trouver alors dans les fédérations des éléments ouvriers pour remplir les travées de la salle du Congrès, mais ce qui ne permet en aucun cas une inférence sur la part réelle des ouvriers dans les effectifs du parti[(742)]. La même régularité, commandant la même méfiance dans leur utilisation, se dégage lorsqu'on confronte entre eux les chiffres concernant l'origine politique : on trouve 50 % de sans-parti, l'autre moitié se divisant à peu près également entre la gauche et la droite. Les anciens communistes, qui étaient la catégorie proportionnellement la plus nombreuse et que les dirigeants du PPF mettaient toujours en exergue, d'une manière révélatrice de leur ambition fondamentale, formaient entre le cinquième et le sixième des participants aux Congrès ; comme pour bien enfoncer le clou, ils entraient pour la même proportion dans les effectifs du parti, alors même que le total déclaré des adhérents passait du simple au double et que le PPF prenait irrévocablement figure d'une organisation d'extrême droite[(743)]. Dès son premier Congrès transparaissait ainsi une prétention totalitaire, qui

n'était pas exprimée pour l'heure et qui s'inscrivait dans le prolongement pour ainsi dire naturel du totalitarisme communiste.

Au tournant de 1937, après quelques mois d'existence, la question se posait d'une nouvelle tactique. Vers la fin de 1936, les dirigeants du PPF paraissent avoir entretenu l'hypothèse de la constitution d'un grand ministère anticommuniste dans lequel Doriot aurait occupé l'Intérieur ; selon Andreu rapportant des propos de Marion, ce gouvernement aurait dû être présidé par Pétain[(744)]. A la recherche d'un marchepied, Doriot lança en mars 1937, au lendemain de la fusillade de Clichy, la formule du Front de la Liberté. Posant en défenseur des libertés menacées par l'intolérance des communistes qu'il accusait d'empêcher, avec la complaisance du pouvoir socialiste désormais sous le feu de ses attaques, l'exercice des droits d'expression et de réunion, il appelait au rassemblement « tous ceux qui ne mettent pas en cause le régime républicain, c'est-à-dire l'immense majorité des Français ». Son raisonnement était que, « pour unir, il faut prendre ce qu'il y a de commun à tous les Français antimarxistes », ajoutant : « Il faut agir vite, mais prudemment, afin de ne pas fermer la porte à des hommes destinés à combattre à nos côtés dans quelque temps[(745)]. » L'offre fut adressée à tous les groupements et partis politiques situés entre l'extrême droite (Maurras et Bucard en étaient exclus) et les socialistes (l'USR et les radicaux inclus). Seuls acceptèrent la Fédération républicaine de Marin, le parti de Taittinger et le Parti agraire de Mathé. A partir de l'été 1937, la tenue de réunions dans lesquelles Doriot se retrouva aux côtés de Xavier Vallat, Philippe Henriot, Taittinger, Tixier-Vignancour, établit le PPF à la charnière entre la droite modérée et l'extrême droite, même si Doriot refusait de l'admettre[(746)]. Pour avoir quelque chance de succès, il aurait fallu obtenir la participation de La Rocque qui avait derrière lui plusieurs centaines de milliers d'adhérents et de sympathisants ; mais le colonel, qui avait

changé de tactique et visait à élargir son influence vers le centre, ne tenait pas à se prêter à l'entreprise de débauchage d'un rival dont il pouvait craindre le dynamisme, non plus qu'à mettre en péril par l'association avec les autres forces de droite les promesses qu'il attendait de sa tactique de modération[747].

En raison de ses limites étroites, le Front de la Liberté ne pouvait promettre un avenir radieux à Doriot dont le parti marquait un net essoufflement. L'état de ses effectifs demeure conjectural, mais sa courbe n'est pas douteuse ; après un départ en flèche pendant l'été 1936, les adhésions s'étaient rapidement ralenties et paraissent avoir atteint leur apogée au milieu de 1937. On peut écarter sans risque d'erreur le chiffre de 300 000 avancé par les responsables du parti en 1938. Dans ses Mémoires, Popelin, qui eut la charge de la propagande en 1937, estime pour cette année-là à environ 60 000 les membres actifs et à 300 000 les sympathisants[748]. On obtient une estimation du même ordre en recourant à l'indication fournie par les abonnements à *l'Émancipation nationale*. Selon le Règlement du PPF, chaque adhérent devait être abonné à l'hebdomadaire du parti ; or le plus haut chiffre des abonnements avancé par la presse doriotiste est de 75 000 au milieu de 1937, le niveau des 70 000 ayant été atteint en décembre 1936[749]. Comme il est probable que les adhérents des premiers temps aient été dans leur grande majorité disposés à soutenir leur nouveau parti et en prenant en compte qu'il y eut à coup sûr des abonnements de soutien et de complaisance, on retrouve une estimation proche de celle de Popelin. Pour ce qui est des sympathisants, les tirages additionnés de *l'Émancipation nationale* et de *la Liberté*, un quotidien racheté par Doriot en mai 1937, fournissent une estimation qui corrobore globalement celle de Popelin ; à la meilleure époque du parti, le premier tirait à environ 130 000/150 000 exemplaires, le second à 100 000 (les chiffres des invendus demeurent inconnus)[750].

Le PPF avait connu grâce aux conditions de l'été 1936 un bref succès que la disposition de fonds importants en provenance d'une partie du grand patronat n'avait pu suffire à transformer en percée ; il lui faudrait désormais lutter contre le courant[751]. En mai 1937, la révocation de Doriot de la mairie de Saint-Denis vint marquer un tournant dans l'histoire du PPF. La décision fut prise par le ministre de l'Intérieur, le socialiste Dormoy, au terme d'une enquête administrative qui mit au jour un certain nombre d'irrégularités. En décembre 1937, le Conseil d'État cassa la décision pour vices de forme, mais, dans l'intervalle, Doriot avait démissionné du conseil municipal et provoqué la tenue de nouvelles élections qui furent l'occasion de sa déconfiture (il passa au-dessous des 40 % des suffrages exprimés). La ville rouge était revenue au PC une année après que se fut avérée la « trahison » de son ancien homme fort[752]. A cet échec plus que tout autre symbolique, et qui signait la fin de ses espoirs de soustraire la classe ouvrière au PC, Doriot réagit par un geste qui était de découragement et de défi ; il abandonna son mandat de député, rompant le dernier lien qui le rattachait aux institutions.

Le PPF comptait parmi ses responsables des hommes divers, et il est intéressant de voir comment la retombée des perspectives euphoriques de 1936 provoqua le développement d'une fascisation chez tous amorcée, mais inégalement avancée. Les dispositions fascisantes d'hommes comme Drieu, Arrighi, Marion, Fontenoy, Sicard, Jeantet et Lèbre n'ont pas besoin d'être illustrées ; tous attendaient du PPF qu'il devînt l'équivalent français du fascisme et du nazisme. Ni non plus celles d'un Georges Roux, correspondant en France de la revue de Mussolini*Gerarchia*, dont tout le discours montre la présence de valeurs fascistes. Pour mener la France « vers de nouvelles destinées », écrivait-il au début de 1937, il ne fallait pas des « vertus bourgeoises », mais « une inspiration héroïque ». Les vertus de la nouvelle France seraient « la discipline », « le désintéresse-

ment », « le goût de servir », « le sens de la soumission », « l'exaltation » et « le sacrifice[753] ».

Un Bertrand de Jouvenel montrait, quant à lui, une évolution caractéristique. En octobre 1936, il écrivait que les dirigeants du PPF savaient qu'ils devaient se préparer « à être aussi bien les plus forts que les plus sages » ; s'ils repoussaient la violence, c'était « par sagesse et non par timidité ». C'était une manière d'indiquer que, pour se refuser à pratiquer « la politique du pire », les doriotistes ne voulaient pas laisser leur mouvement être assimilé à un parti traditionnel, surtout pas à ces radicaux auxquels ils faisaient alors des avances. Au début de 1937, il évoquait la nécessité de créer en France une nouvelle « noblesse », comme l'étaient en Allemagne et en URSS le parti nazi et le parti soviétique. Le PPF entendait former lui aussi une nouvelle « élite », une nouvelle « aristocratie ».

> Sottise que de promettre l'égalité ! Ce que Doriot a promis, c'est de mettre entre les Français une juste inégalité. Seront les premiers les nobles, les aristocrates, ceux qui se seront donnés sans ménager ni leur peine, ni leur vie même, à une grande œuvre nationale. Hiérarchie, oui ! […] Hiérarchie basée sur les services rendus à présent !

« Dans la France de demain, concluait-il, tout sera aux hommes d'action, rien aux ruminants. » Et, en février 1937, il intitulait l'un de ses articles « La France doit retrouver le goût de la force », dans lequel il disait ne plus croire au règlement pacifique des différends[754].

Cette fascisation avait des limites qu'il ne faut pas méconnaître. S'il estimait que les régimes de Mussolini et de Hitler avaient « grandement profité » à l'Italie et à l'Allemagne, il disait son refus de la « tyrannie spirituelle » qu'ils avaient établie : « C'est la partie la plus inacceptable pour nous de ces régimes que leur négation du principe de liberté de conscience. » Désormais obsédé par une décadence qu'il confondait avec la mo-

dernité tout entière, converti au principe d'autorité, mais l'envisageant en des termes de plus en plus marqués par le traditionalisme, il écrivait en présentant le projet du PPF :

> Nous ne pouvons pas nous refuser à reconnaître dans les révolutions nationales des peuples européens nos voisins des réactions contre cette décadence. Alors même qu'elles nous heurtent par les formes qu'elles ont prises, nous reconnaissons que ces réactions ont été d'inévitables rappels à l'ordre, amenés par un long oubli des principes qui doivent rester à la base de toute société humaine. Il appartient à la France de trouver sa formule de révolution nationale. Celle que nous proposons ménagerait les libertés fondamentales de la personne humaine et s'appliquerait à réaliser la justice humaine[(755)].

D'autres membres en vue du PPF avaient également en 1937 des positions qui, tout en s'inscrivant dans un champ autoritaire et souvent fascisant, ne se laissent pas assimiler au fascisme. Ainsi en va-t-il de Fabre-Luce qui soutenait le PPF à quelque distance dans *l'Assaut*, un hebdomadaire qu'il fit paraître entre octobre 1936 et juin 1937. En avril 1937, il lui venait à propos de Degrelle et du rexisme ces réflexions :

> J'ai trop le sentiment de la fragilité de notre civilisation pour vouloir la risquer sur un coup de dés, quand ce saut dans l'inconnu n'est pas nécessaire. Pour un fascisme, au besoin, contre le communisme ? Soit. Pour un fascisme, contre une démocratie disciplinée comme l'anglaise ou la belge ? Non !

Électeur à Bruxelles, il aurait applaudi Degrelle et voté Van Zeeland. Ainsi en va-t-il de Bernard de Plas, l'animateur de la revue *Travail et Nation* ; en été 1937, il écrivait que s'il voulait un État fort et l'autorité, il refusait la dictature à l'allemande ou à l'italienne[(756)].

Avec un discours où commençait à s'infiltrer la thématique fasciste de l'aristocratie, de l'héroïsme et de la force, le PPF avait arrêté un programme de politique extérieure qui ne brillait pas par la mise en relief de ces valeurs. La paix fut dès le

départ le thème directeur du nouveau parti. Dans ses premiers discours, Doriot souligna son passé d'ancien combattant et fit référence aux « horreurs de la guerre » pour refuser un pacte franco-soviétique qui ne pouvait que valoir une nouvelle guerre à la France, l'Allemagne étant incitée à lui régler son compte avant de se tourner contre l'URSS. L'intérêt du pays, affirmait-il, n'était ni dans un pacte antiallemand, ni dans une alliance antisoviétique, il était « de maintenir la paix et de ne s'engager dans aucune de ces coalitions. C'est à cette condition qu'elle pourrait ultérieurement jouer le rôle de médiatrice, d'arbitre en Europe tout en garantissant la paix à ses frontières[(757)] ». Le PPF désignait dans le PC un parti de guerre (« Thorez-la-guerre ») et appuyait les désirs de paix des Français. « Nous voulons que la France reste en paix et qu'elle exploite en toute tranquillité ses immenses richesses », martelait Doriot ; et encore : « Nous sommes un peuple "satisfait". Nous n'avons plus rien à demander au monde, sauf la paix extérieure. » La réussite du PPF était présentée comme « la seule possibilité de paix » qui restait à la France ; son arrivée au pouvoir permettrait d'établir avec l'Allemagne des « rapports normaux[(758)] ». Cette propagande de paix était-elle de nature à faire retrouver à la France, comme le prétendait Doriot, « son dynamisme, sa force, son prestige et sa capacité d'action » ?

Le programme de politique extérieure du PPF ressort parfaitement d'un article où Bertrand de Jouvenel exposait en automne 1936 le point de vue officiel de son parti. En priorité venait l'entente avec l'Italie dont le concours permettrait seul à la France d'intervenir en Europe centrale, « si nous le jugions nécessaire », ou d'y effectuer, dans le cas contraire, une « médiation ». Venait ensuite, et ensuite seulement, l'accord avec l'Angleterre, envers laquelle la France devait observer une attitude d'indépendance. Enfin venait le rapprochement avec l'Allemagne : une France pourvue d'alliés et rénovée intérieurement pourrait éprouver la sincérité des offres de Hitler et réaliser

cette entente qui constituait le but des dirigeants du PPF. « Le rapprochement avec l'Allemagne, concluait Jouvenel, serait un immense progrès vers la mise en ordre de l'Europe, petit continent qui ne peut, sans cette réconciliation, reprendre son rôle historique. Il ne saurait s'agir d'un rapprochement dicté par la crainte, mais bien d'une entente inspirée par le bon sens et la volonté de rendre à l'Europe sa mission d'ordonnatrice du monde[759]. » La référence à un devoir européen supérieur, l'appel au « bon sens », voilà une attitude d'esprit peu fasciste ; la thématique annonçait plutôt celle de la collaboration.

Dès le départ, les dirigeants du PPF firent grand cas de la « mission impériale » de la France, appelant à mettre en valeur les ressources de l'Empire et à établir entre elle et la métropole un large courant d'échanges complémentaires. Ce thème de la France impériale, qu'on voit alors s'élever en d'autres points de l'échiquier français, accompagnait et compensait un programme qui impliquait une diminution des engagements français en Europe. En 1937, Jouvenel écrivait que l'« unique but » du PPF était d'assurer la sécurité de l'Empire ; il ajoutait : « Nous devons nous dégager de toute obligation extérieure ne concourant pas à cette fin. » Par là, il entendait que la France devait renoncer à sa politique de présence en Europe centrale et orientale : « Nos intérêts sont dans la Méditerranée, ce qui facilite grandement une réconciliation définitive avec l'Allemagne dont la ligne d'expansion est à l'est de l'Europe[760]. » Jouvenel ne paraissait pas voir qu'en activant sa dimension impériale en Méditerranée la France allait se mettre à la traverse des ambitions de cette Italie dont il lui fallait l'amitié pour amener l'Allemagne à composer.

Les dirigeants du PPF avaient, il est vrai, montré à l'occasion de la guerre d'Espagne une inconséquence autrement flagrante. L'intervention des puissances fascistes mettait en danger la sécurité de cet Empire dont ils faisaient le champ de redressement de la fierté nationale et le terrain d'une nouvelle « mis-

sion » pour la jeunesse française. Mais Doriot était trop préoccupé par le péril bolchevique, craignait trop de voir se produire en Espagne une victoire de la coalition de gauche qui étendrait ses effets en France, était enfin trop braqué sur l'entente avec les puissances fascistes, pour ne pas approuver tacitement leur intervention. Dès août 1936, il la justifiait en évoquant la menace qu'était censé représenter pour elles le début de la bolchevisation de la France ; du gouvernement français, il exigeait bien entendu une « neutralité absolue » en attendant une médiation des puissances européennes. L'intervention soviétique n'était pas faite pour le faire changer d'opinion et il devint bientôt apparent que le PPF soutenait de tout cœur le camp de Franco[(761)]. Jusqu'en 1938 toutefois, il ne lui donna pas d'appui officiel ; sa presse n'exalta pas la « croisade » franquiste et n'en fit pas un mythe, à l'exemple de Brasillach et de ses amis de *Je suis partout*, encore moins favorisa-t-elle le départ de volontaires, à l'instar des fascistes irlandais qui sous la conduite de O'Duffy allèrent combattre aux côtés de Franco[(762)]. Doriot s'en tint à une attitude de sympathie distante, recommandant une politique de neutralité de la France et des Français ; une fois de plus, le PPF propageait des mots d'ordre de paix et de préservation du sang français[(763)].

Vers la France PPF

A partir de la révocation de Doriot, le PPF connut une rapide dérive d'extrême droite qui prit la forme d'une fascisation poussée[(764)]. Le doute et le découragement s'étaient insinués dans l'esprit d'hommes comme Drieu, Jouvenel, Popelin, qui pourtant refusèrent de reconnaître l'échec de leurs immenses espoirs[(765)]. Comme le montre avec un parallélisme frappant le cas de Degrelle et du rexisme, l'insuccès se révélait un facteur irrésistible de fascisation pour des mouvements de rénovation dont les ambitions avaient été taillées sur le patron du miracle nazi[(766)]. En établissant que les Français ne se laissaient pas amener à leur projet de rassemblement par la persuasion et la raison, il développa chez les doriotistes une dimension de transformation par la force qui ne s'était pas manifestée jusque-là. L'accroissement des attitudes extrémistes, l'explicitation faite de la nature totalitaire du projet PPF allèrent de pair avec un alignement sur les modèles fascistes ; l'incapacité de conquérir les masses coïncidant avec le rapprochement du danger de guerre développa un mouvement d'identification avec les fascismes et exacerba le refus d'une guerre avec eux.

L'échec de Saint-Denis amena le PPF à resserrer ses rangs, au sens propre comme dans un sens symbolique. En juin 1937, *l'Assaut* fusionna avec *la Liberté* dont il devint un supplément hebdomadaire ; du coup, Fabre-Luce faisait profession publique de doriotisme[(767)]. En juillet, le PPF incorporait à son cérémonial la pratique la plus typique des partis fascistes, celle du culte rendu aux militants tombés pour la cause. Prenant prétexte de la mort de deux militants à l'occasion de heurts avec des communistes, les dirigeants du PPF décidèrent d'introduire l'appel des morts au début des manifestations du parti. Selon Marion, le PPF marquait ainsi qu'il n'était « pas un groupement

politique comme les autres », mais « un groupement d'hommes et de femmes, pétris par les mêmes croyances et les mêmes volontés, et à laquelle participent non seulement des vivants, mais aussi des morts[(768)] ». Moyen de renforcer l'identité du parti, certes, mais aussi expression d'une conception repliée et durcie du projet doriotiste ; le culte rendu aux morts par le PPF, à la suite des partis fascistes, enracinait dans le combat et le sang la prétention totalitaire d'un groupement politique d'incarner la communauté nationale et de la façonner sur son modèle.

Dans le même temps, le PPF opérait un rapprochement frappant avec l'extrême droite réactionnaire comme fascisante. A partir de l'été 1937, *l'Émancipation nationale* reçut la collaboration de Jean de Fabrègues, puis au début de 1938 celle de Thierry Maulnier. Avec Jean-Pierre Maxence, Jean Fayard, Gaxotte et l'équipe de *Je suis partout*, ces hommes furent régulièrement cités comme de sûrs sympathisants du PPF ; Abel Bonnard, Brasillach, Rebatet intervinrent en outre lors du Congrès du parti en mars 1938. L'ouverture à l'extrême droite alla jusqu'à englober l'Action française. En janvier 1938, *l'Émancipation nationale* célébra le tricentenaire de la naissance de Louis XIV ; et en juin 1938, on vit Doriot tenir une grande manifestation publique avec Maurras. Ce rapprochement était si ample et si évident qu'au Congrès du PPF en mars 1938, Doriot tint à préciser sa position à l'égard de la monarchie en déclarant qu'il s'agissait d'une formule qu'il n'estimait « pas mûre pour l'instant[(769)] ». En fêtant Jeanne d'Arc avec éclat en mai 1938, le PPF indiquait l'étendue de son glissement à droite.

Le discours prononcé par Doriot au 2e Congrès en mars 1938 montre l'assimilation par le PPF d'un grand nombre de valeurs et de thèmes spécifiques de la droite réactionnaire, qui se trouvaient intégrés dans un projet de totalitarisme fasciste désormais affirmé. Doriot se prononçait pour la renaissance d'une paysannerie forte, déclarait « tout à fait regrettable » « la rapide prolétarisation » de la France survenue depuis la guerre,

dénonçait dans le même souffle la décadence de la natalité française et l'excessive urbanisation du pays. Il présentait enfin la famille comme la cellule fondamentale de la nation, affirmait la nécessité d'une économie corporatiste et d'un retour aux provinces. Le PPF, soulignait-il par ailleurs, ne voulait « pas connaître d'autre doctrine que le nationalisme », et même un « nationalisme intransigeant », qui devait être opposé « à toutes les idéologies périmées qui disloquent notre pays ». Mais la nature de ce nationalisme l'éloignait de l'extrême droite réactionnaire au moins autant que le reste de sa thématique l'en rapprochait. La prétention d'une emprise totalitaire sur l'avenir de la France était en effet explicite lorsqu'il recommandait à ses militants : « Rien ne doit plus se produire dans l'ordre social, politique, économique, culturel, sans que le PPF ne soit présent », et cela jusqu'à ce que la France fût devenue PPF[(770)].

Dans le discours où il présenta le programme du parti, Marion offrait le même mélange de refus radical de la société moderne et de vision totalitaire de la future société française. Il explicitait notamment les regrets exprimés par Doriot concernant la prolétarisation du pays en recommandant la division des grandes entreprises et la dissémination de l'industrie à travers le pays ; la multiplication d'ateliers travaillant en sous-traitance ou en commandite permettrait de mettre fin aux « grandes termitières » des villes, ces sources de démoralisation et de haines de classes. Le PPF devait être l'instrument de cette transformation ; c'est lui qui « refera le corps et l'esprit de la France », étant « en petit » l'image de ce qu'elle serait plus tard. Dans l'« homme nouveau » qu'il ambitionnait de former, le PPF voulait faire s'épanouir « le goût du risque, la confiance en soi, le sens du groupe, le goût des élans collectifs et le souvenir des fois unanimes qui ont permis les cathédrales et les miracles français[(771)] ».

Dans le tableau que les dirigeants du PPF dressaient de la future société française, le démarquage des fascismes était à pré-

sent patent. La Charte du travail que Doriot recommandait était reprise du modèle mussolinien, tout comme l'organisation corporative de l'économie, tandis que Marion se référait à l'organisation des loisirs en Italie et en Allemagne. La pénétration des méthodes et de la thématique fascistes était attestée par bien d'autres indices. C'est Doriot arrivant en avion à la fête anniversaire de la fondation du parti en juin 1938 et survolant le stade dans un dérisoire *remake* de la descente de Hitler sur Nuremberg filmée par Leni Riefenstahl. C'est Marion définissant cette fête par la formule de « l'alliance de la force et de la joie », deux éléments dont la conjonction résume en effet l'idéal fasciste[772]. La presse doriotiste exprimait à présent son admiration pour les régimes fascistes et procédait à une comparaison constante entre leurs réalisations et l'état de la France. Ainsi Jouvenel intitulant un article consacré à la politique sociale du Reich hitlérien : « Le III^e^ Reich a entrepris une œuvre gigantesque pour réconcilier l'homme avec le travail » ; ou écrivant : « Comparez tout ce que Hitler a fait pour l'Allemagne au peu que Daladier a fait pour la France[773]. » Des comptes rendus étaient publiés sur des rencontres ou des participations à des congrès organisés par les régimes fascistes ; ainsi du Congrès de Baden-Baden du Comité France-Allemagne ou du Congrès de Rome sur le Dopolavoro[774]. Les voyages se multiplièrent également : visite en Allemagne d'une délégation des Jeunesses doriotistes au début de 1938, séjour de Doriot et Popelin en Espagne franquiste en juillet, voyage en Italie le même mois d'un groupe d'enfants de Saint-Denis accompagnés de Barbé et de Marschall, voyage de Barthélemy à Burgos sur l'invitation de la Phalange au printemps de 1939, etc.[775].

Des contacts avec les régimes fascistes existaient, il est vrai, depuis la création du PPF. Marion, Jouvenel, Fontenoy étaient en relation suivie avec les agents allemands opérant en France ; Arrighi était lié pour sa part aux dirigeants italiens. A Rome comme à Berlin, le PPF fut considéré comme une force ami-

cale, à qui son insuccès fit toutefois perdre beaucoup de son intérêt. Les agents italiens et allemands en France aboutirent d'ailleurs au même jugement sur son déclin à partir de 1937. En juillet 1937, Landini écrivait de Doriot, sur qui il portait un jugement favorable, qu'il n'était qu'« un Bucard en plus grand ». De son côté, Grimm, qui avait reçu la meilleure impression du PPF, notait à partir de la mi-1937 qu'il n'en entendait plus parler lors de ses séjours en France[(776)]. Le PPF demeurait néanmoins un élément apprécié dans la mesure où sa politique d'entente avec les régimes fascistes lui faisait répandre un point de vue qui leur était avantageux. En décembre 1937, Abetz soulignait à propos de Jouvenel qu'il écrivait dans *la Liberté* des articles de politique étrangère qui étaient « depuis des mois les prises de position les plus favorables à l'Allemagne de la presse française » ; de son côté, Landini se félicitait de la presse doriotiste qui était favorable à l'Italie, sans montrer les réserves et les prudences des autres journaux[(777)].

Pour ce qui est des subsides étrangers du PPF, la consultation d'un certain nombre de dossiers d'archives italiennes et allemandes n'a pas fait apparaître d'éléments nouveaux. Il paraît à peu près sûr qu'il n'y ait pas eu d'argent allemand, et, si la réalité de subventions italiennes est hors de doute, l'obscurité demeure sur leur montant et leur localisation dans le temps[(778)]. On peut du moins noter qu'Arrighi rencontrant Landini en septembre 1936 lui déclara que le PPF avait repoussé des propositions de subventions de la part de l'Allemagne, mais qu'il était prêt à accepter une aide de l'Italie. En juillet 1937, Jouvenel qui venait d'être nommé rédacteur en chef de *l'Émancipation nationale* fit demander aux services de la propagande à Rome la désignation d'un correspondant italien pour son journal. Landini recommanda à ses supérieurs de choisir une personne compétente, mais pas trop en vue pour ne pas donner aux Français l'impression d'une collusion entre l'Italie et le

PPF[779] ; l'épisode atteste le climat de confiance et de collaboration qui existait entre le PPF et l'Italie fasciste.

En somme, les doriotistes reconnaissaient en 1938 la parenté de leur projet avec celui des régimes fascistes ; au vu de la prétention qu'ils avaient eue de définir une révolution nationale propre, c'était le constat d'un échec. Mais, en soulignant cette parenté en proportion de la menace que ces régimes faisaient peser sur leur pays, n'avouaient-ils pas l'inconsistance de leur projet ? On peut se demander s'ils ne vivaient pas sur ce plan aussi – il en sera à nouveau question à propos de leurs positions de politique extérieure – un « rêve éveillé », celui de l'entente pour ainsi dire de parti à parti avec les régimes fascistes, sans vouloir considérer que les valeurs fascistes qu'ils tendaient à professer de plus en plus donnaient à leur attitude la signification de l'abdication et de la soumission. Abetz écrivait en novembre 1937 que l'intérêt de l'Allemagne était d'avoir pour voisine une France non pas autoritaire, mais orientée à gauche et gouvernée par les groupements du centre[780]. Manifestement, les doriotistes ne parvenaient pas à se figurer l'état d'esprit de leurs vis-à-vis.

L'évolution du PPF vers l'extrême droite se traduisit enfin sur le plan de la propagande, dont la tonalité et les thèmes montrèrent un net durcissement. En mars 1938, Jouvenel lui-même écrivait des phrases comme celles-ci :

> Blum est l'ennemi de la France. Il ne doit pas descendre du pouvoir cet après-midi. Il doit en être chassé à coups de pied. Cet homme qui a eu deux fois l'honneur de gouverner la France n'aime pas notre pays. Il le hait et a fait de son mieux pour le détruire[781].

Ce fut sur le plan de la xénophobie, de l'antisémitisme et du racisme que le changement apparut avec le plus d'évidence. La première trouvait désormais une expression ouverte dans la propagande du parti ; la déclaration adoptée à la fin du

Congrès de mars 1938 en avait donné le ton : « Le Front populaire bolchevisé a vidé le Français de son sang, de sa race, de ses vertus. Il a laminé l'ouvrier français entre le ploutocrate et le métèque[782]. » Pour ce qui était de l'antisémitisme, les doriotistes affirmèrent jusqu'à la défaite qu'ils le repoussaient ; mais, si l'affirmation est vraie au regard du programme officiel du parti, elle doit être sérieusement nuancée.

Si, en 1936-1937, on n'en trouve que de rares et sournoises expressions dans la presse doriotiste, les choses changèrent vers l'automne 1937, et surtout à partir du Congrès de mars 1938. Arrighi y parla de la « question juive » en Afrique du Nord, accusant les juifs de se sentir « juifs avant de se sentir français » et concluant qu'ils étaient « les seuls racistes[783] ». En avril 1938, Doriot lui-même aborda le sujet ; il n'était pas un « antisémite de principe », mais la présence de Blum au gouvernement était en train de « reposer la question juive » ; c'est pourquoi « les hommes de sa race devraient être les premiers à souhaiter qu'il s'en aille[784] ». La particularisation antisémite et la menace sont évidentes, même si Doriot persista dans son refus d'un « antisémitisme de principe », pour des raisons qui n'étaient pas désintéressées, semble-t-il ; c'est ce qui semble pouvoir être inféré d'un entretien qu'il eut en novembre 1938 avec Wendel et au cours duquel ce dernier, qui comptait très probablement parmi les subventionneurs du parti, le mit en garde contre l'antisémitisme[785]. Il demeure qu'à partir du printemps 1938 un large courant d'antisémitisme existait dans le PPF qui affleurait régulièrement à la surface de sa propagande[786].

Ce courant trouva une expression déclarée dans un article de Drieu daté de juillet 1938. Tout en exposant un point de vue raciste, puisqu'il affirmait l'existence d'une « fatalité biologique » qui différenciait les juifs des « Européens », Drieu s'arrêtait à la solution de l'assimilation ; les juifs qui n'en vou-

draient pas devaient être mis dans un ghetto, les autres soumis à un stage de deux générations avant d'être autorisés à exercer certaines professions et à recevoir la jouissance des droits politiques, étant entendu que les juifs marxistes devaient être expulsés[(787)]. Drieu exprimait sans doute ses propres vues, mais pour être publiées dans l'organe du PPF, elles devaient avoir reçu l'aval de Doriot ; au surplus, elles s'inscrivaient trop logiquement dans une tendance d'ensemble pour ne pas valoir comme l'expression quasi officielle du point de vue du PPF. On peut noter que, en 1938 toujours, celui-ci affirmait son refus de l'assimilation des peuples colonisés ; le rôle de la France était de diriger les peuples conquis, et non de mélanger des civilisations[(788)].

Drieu avait fait référence dans son article à la législation raciste que Mussolini venait d'adopter. L'antisémitisme devenait la norme des deux régimes fascistes et le PPF ne pouvait qu'être encouragé à suivre le mouvement. Mais de même que pour la conception antimoderniste qu'il avait épousée il serait simplificateur de parler d'une pure et simple imitation. Les doriotistes en étaient venus à éprouver un ressentiment profond contre la société moderne, contre ce prolétariat qui se refusait à leur panacée. Dérivée de leur échec à conquérir la classe ouvrière, l'idée de la destruction des grandes villes constituait la formule radicale et utopique de leur lutte contre le communisme. De la même façon, la xénophobie et l'antisémitisme accompagnaient leur repli sur une identité sectaire qui se définissait par le refus brutal de toute altérité et de toute autonomie par rapport à leur projet. Cette fascisation par l'échec n'était pas la conséquence d'un seul échec de politique intérieure, mais d'un échec indissolublement de politique intérieure et de politique extérieure. L'isolement du PPF l'empêchait de mettre en œuvre l'entente avec les puissances fascistes qui tenait une place centrale dans son projet. La fascisation qui l'atteignait venait démentir sa prétention de produire une rénovation aux couleurs de la

France ; mais elle venait aussi compenser cet échec, constituant un message à l'intention des régimes fascistes, une façon aussi vaine que lamentable d'authentifier un désir de paix et d'entente dans l'espoir que le miracle se produirait.

Pour comprendre comment ce processus de fascisation avait partie liée avec l'impasse du projet d'entente du PPF avec les régimes fascistes et à quels « rêves éveillés » celui-ci s'en trouvait conduit, il faut examiner ses positions de politique extérieure. Les dirigeants du PPF pouvaient espérer en 1936 voir se modifier le cours des relations internationales ; en 1937, l'impraticabilité de leur projet de politique extérieure était patente. L'isolement du PCF et de l'URSS exigeait la conclusion d'une entente avec les régimes fascistes ; mais l'Italie, loin de se rapprocher de la France, renforçait ses liens avec Berlin, accroissant une menace qui, à son tour, rendait plus nécessaire la construction d'un barrage dont l'URSS devait être partie intégrante. En novembre 1937, Drieu pouvait écrire : « Laissons les Allemands se battre avec les Russes s'ils en ont tellement envie les uns et les autres. Nous marquerons les coups[(789)]. » Mais si telle était l'espérance fondamentale des doriotistes, ils ne pouvaient ignorer qu'il s'agissait d'une hypothèse lointaine et que l'avenir immédiat suspendait la menace d'une hégémonie allemande sur l'Europe centrale de laquelle ne pouvait découler pour la France que le recul ou la guerre.

En automne 1937, les doriotistes ne savaient trop quelle solution recommander. L'alternative était inexorable ; ainsi que l'écrivait Doriot : « La France se trouve à la croisée des chemins. Il faut qu'elle consente à refaire l'Europe avec l'Italie, l'Allemagne, l'Angleterre ou elle refera la guerre au compte de la Russie. » Mais, pour redessiner la carte de l'Europe, il lui fallait des appuis et des forces qu'elle n'avait pas. L'inquiétude de Doriot était de voir la France obligée « en définitive » de causer avec l'Allemagne « par l'intermédiaire de l'Angleterre » et « dans les pires conditions », ayant dû abandonner tous ses

droits « sans possibilité de les monnayer contre des garanties de paix ». Aussi fut-il contraint à la fin de 1937 de se reposer sur une certaine dissuasion en appelant à la « reconstitution de nos alliances avec les pays de l'Europe centrale[790] ». Mais, dans le même temps, le PPF menait une grande campagne où il étalait son refus de la guerre et se présentait comme « le parti de la paix[791] » ; et parallèlement, il popularisait une solution à la tension européenne qui mérite que l'on s'y attarde, tant s'y fait voir la recherche hagarde d'une issue pacifique. Cette solution fut formulée par Doriot en août 1937 à l'occasion de la nouvelle agression du Japon contre la Chine. L'événement avait selon lui « une importance plus décisive pour le sort de l'humanité que n'importe quel incident actuel en Europe ». La conquête de la Chine rendrait le Japon maître de l'Asie et menacerait la suprématie de « la race blanche ». C'est pourquoi il proposait une intervention des puissances occidentales pour fixer des bornes aux « droits à l'expansion » du Japon. Une Chine, même amputée, représenterait un gigantesque marché et le champ d'une coopération fructueuse pour l'Europe ; ainsi serait écarté « un grave péril pour l'avenir de la race blanche » et la « petite Europe tourmentée pourrait trouver un peu de quiétude dans ce travail pacifique[792] ».

L'idée fut propagée inlassablement par la presse du PPF. Le « péril jaune » et la perte de prestige des « Blancs » devaient faire prendre conscience aux Européens de leur solidarité. Dans un article publié dans la revue du Comité France-Allemagne, Jouvenel donna une expression parfaite au point de vue doriotiste. « La jeunesse française sent qu'une guerre européenne serait comparable à un cataclysme biblique. C'est pourquoi elle veut la paix, mais une paix qui entretienne les vertus viriles. » L'Empire devait lui donner « la possibilité de mener une vie héroïque et enthousiasmante, sans détruire quoi que ce soit ou porter tort à la vieille Europe ». Jouvenel soulignait qu'il n'était pas question que la future France doriotiste restituât à

l'Allemagne ses anciennes colonies. Mais, estimant « tout à fait naturel » que la jeunesse allemande eût elle aussi à sa disposition un Empire, il affirmait la volonté de la nouvelle France de « prêter la main à l'Allemagne pour l'aider à acquérir un Empire digne d'elle. Nous voulons que l'Allemagne, comme l'Angleterre et nous, soit une grande puissance. Cela fixera la solidarité nécessaire entre nous ». Faisant référence à l'expédition européenne de 1900 en Chine, il indiquait que l'entreprise de conquête menée par le Japon rendait d'actualité une nouvelle expédition de ce genre. Les Européens, concluait-il, devaient cesser « de se contester mutuellement leur droit de dominer d'autres peuples » et s'en tenir à « un sain nationalisme » qui les fît coopérer dans leur mission mondiale[(793)].

Le PPF poursuivait un authentique « rêve éveillé » avec son projet d'expédition européenne en Chine ; le résultat fut qu'il se trouva réduit à assister passivement à la progression de l'hégémonie allemande sur l'Europe centrale. Les doriotistes étaient bien entendu alarmés par la montée en puissance de l'Allemagne nazie qui rendait caduc leur espoir d'une entente donnant à la France des garanties de sécurité en échange d'une révision limitée du statut territorial en Europe orientale et d'une approbation tacite d'une agression allemande contre l'URSS. Mais ils se refusaient à abandonner leur projet. Le Programme du PPF, rédigé par Marion au printemps 1938, recommandait, dans l'ordre, le renforcement des liens avec l'Angleterre, « en associés et non pas en suiveurs », les retrouvailles avec l'Italie, la rupture avec l'URSS, la restauration de la puissance politique et militaire de la France. Alors l'heure viendrait de « proposer à l'Allemagne une paix virile, un accord général dans le cadre d'un pacte de défense de l'Occident ». Si elle refusait, il faudrait « la dénoncer » et « faire monter la garde autour d'elle » ; si elle acceptait, « s'associer avec elle, l'Angleterre et l'Italie pour organiser l'Europe agricole, l'Afrique, la Chine du Sud, et pour réta-

blir dans l'univers, contre l'impérialisme japonais, le grand prestige blanc ». Car, poursuivait le texte,

> en tant que Français, nous souffrons, non seulement de la décadence de la France, mais aussi de la démission de la vieille Europe dans le monde. Faire l'Europe occidentale et faire la paix sont deux tâches solidaires. Elles doivent être le fait d'une France rétablie dans son rôle historique de guide et d'exemple pour les autres peuples. Ce n'est pas la guerre qu'il faut préparer, mais cette grande revanche[(794)].

Le PPF ballottait entre le respect qu'il devait aux valeurs nationales qu'il affichait et la répugnance invincible qu'il éprouvait à risquer une guerre. Dans l'attente de la réalisation de plus en plus improbable des conditions qu'il posait pour le redressement de la France, il s'enfonçait dans l'acceptation de l'avancée allemande pour le seul motif de ne pas voir se produire l'irrémédiable. De mars à septembre 1938, il démontra avec éclat son impuissance à conformer son attitude aux valeurs qu'il professait. Tout au long du printemps, Doriot tint une série de manifestations contre la guerre, au cours desquelles il parla de la Tchécoslovaquie comme d'un « guêpier » et demanda la réalisation d'un compromis entre le gouvernement de Prague et la minorité allemande (dans le cadre de l'État existant). La campagne culmina le 8 juin au Vel d'Hiv, où devant 40 000 personnes (selon le PPF), Doriot, Maurras, Taittinger, Vallat parlèrent d'union pour le maintien de la paix[(795)]. La réunion des principaux ténors de l'extrême droite illustrait le retournement de situation que connaissait la politique française. Mais si l'extrême droite en était venue à cette démission en raison d'un anticommunisme qui l'aveuglait sur tout le reste, alors il n'y avait rien de surprenant à ce qu'elle ait trouvé sa figure de proue chez un renégat du communisme.

L'épreuve de Munich

Le PPF avait sa ligne tracée lorsque arriva la crise de Munich. Au début de septembre, Doriot se prononça pour la transformation de la Tchécoslovaquie sur des lignes fédérales et pour l'octroi à ce pays d'un statut de neutralité ; mais il repoussait l'idée d'un rattachement au Reich de la minorité allemande des Sudètes et évoquait une entrée en guerre de la France pour le cas où l'Allemagne attaquerait la Tchécoslovaquie[(796)]. Cette position laissait la porte ouverte à l'approbation d'un compromis, comme le montre l'accueil que fit Doriot à la rencontre de Berchtesgaden et à ses résultats ; « la cohabitation des Allemands et des Tchèques » lui apparaissait à présent comme « un danger permanent pour la paix[(797)] ». Cela ne l'empêcha pas de reconnaître le revers que constituait pour la France l'abandon d'un pays allié devant la menace de la force allemande. Le 23, *l'Émancipation nationale* portait en manchette : « La France paye. Ce recul doit être le dernier » ; dans son éditorial, Doriot parlait d'une « défaite importante », tout en affirmant qu'elle valait « mieux qu'une guerre faite dans les plus mauvaises conditions[(798)] ». Là-dessus survint la seconde rencontre de Hitler et Chamberlain, avec l'annonce des nouvelles exigences allemandes. Doriot admit sans sourciller ce second « recul » : des « détails techniques » risquaient de « jeter l'Europe dans la guerre » : c'était « vraiment trop bête[(799)] ». La presse doriotiste lança une campagne en faveur de la paix qui culmina dans la publication le 29 septembre du Message de Flandin, entraînant la saisie du numéro de *la Liberté*. A l'issue de la crise, Doriot conclut que le nationalisme venait de prouver qu'il n'était pas l'« ennemi de la paix » ; il s'agissait à présent de regrouper les pacifistes de droite et de gauche pour « chasser de la nation le parti de la guerre ». La seule satisfaction qu'il pouvait tirer du

triomphe nazi était que l'URSS lui semblait en pâtir davantage que la France : il intitula son article du 2 octobre : « Au milieu de l'allégresse générale, un seul rageur : Moscou[(800)]. »

Les zigzags de Doriot au cours de la crise portèrent à la surface les tensions qui couvaient dans le PPF. Dès avant septembre, le malaise s'était installé chez certains de ses dirigeants. Selon Popelin, Gabriel Le Roy Ladurie montrait pendant l'été 1938 « une grande nervosité quant à l'avenir du parti ». En août, Drieu qui se trouvait en vacances reçut une lettre d'Arrighi qui lui demandait de revenir à Paris en septembre, des décisions importantes devant être prises au sujet du parti[(801)]. Si l'on en juge par le discours prononcé par Doriot lors du Conseil national des 15 et 16 octobre 1938, les critiques et les interrogations portaient sur deux points. Le premier était la ligne de politique extérieure, et Doriot évoqua à ce propos les « quelques troubles » provoqués par son attitude de septembre. Il entreprit de la justifier en faisant ressortir les deux « erreurs » auxquelles elle avait su échapper. Certains avaient cédé à l'erreur défaitiste et n'avaient pas compris la position de soutien à la Tchécoslovaquie en cas d'attaque allemande qu'il avait adoptée au début de la crise, opposés qu'ils étaient à toute défense de ce pays en raison des juifs et des francs-maçons ; or, des juifs et des francs-maçons, il y en avait dans les deux camps et, « malgré les bolcheviques, malgré les juifs », il existait « un intérêt permanent de la France qu'aucune haine intérieure ne doit obscurcir ». D'autres avaient cédé à l'erreur belliciste, et il faisait référence à la réaction « d'un de nos meilleurs journalistes » – Jouvenel venait d'exprimer sa réaction négative sur Munich –, alors que lui-même avait été d'avis avec Maurras « qu'il fallait subir cette défaite pour éviter un désastre ». Doriot se donnait à bon compte la position d'un arbitre puisqu'il avait démenti par son attitude cet « intérêt permanent » de la France qu'il prétendait placer au-dessus de tout.

Le second aspect concernait le contenu et les méthodes de la propagande du PPF. Certains responsables se demandaient manifestement comment redonner de l'attraction à un parti en recul général. Doriot en était conscient, qui annonça le lancement d'une campagne pour la dissolution du PC et contre les étrangers : « Les étrangers occupent les bonnes places, déclara-t-il, nous avons là un bon moyen de donner un peu de passion à l'action de notre parti. » Dans l'ensemble, il tenait pour adaptée la propagande existante et soulignait la nécessité de ne pas dépasser le possible. Il répondait par là à « certains camarades » qui demandaient une modification dans un sens « moins intelligent, plus poétique, moins rationaliste ». Ces propositions avaient leurs sources d'inspiration dans les régimes fascistes, et, pour les rejeter, Doriot utilisait une argumentation qui ne laissait pas de doute sur l'exemple que ceux-ci constituaient pour lui :

> La position d'un parti au pouvoir, et pour gagner le pouvoir, sont deux choses tout à fait différentes. La grande erreur que nous pourrions commettre, ce serait de vouloir copier chez les autres – en Allemagne, en Italie, en Espagne – les choses qu'ils ont déjà accomplies, au lieu de voir comment nous allons avancer. […] Au lieu de se laisser éblouir par les fastes des partis parvenus, nos camarades feraient bien mieux d'étudier les débuts de ces mouvements […].

S'il y avait des doutes, conclut-il, c'était en raison d'un manque d'action ; « ma poésie, c'est l'action[(802)] ». Les propositions en question concernaient probablement l'adoption du racisme et l'importation intégrale des méthodes et du style des partis fascistes. On peut évoquer de bonnes raisons tactiques pour rendre compte de l'attitude de Doriot, à commencer par les pressions de ses bailleurs de fonds ; il reste que, malgré l'évolution faite en direction des fascismes, il continuait de tenir pour nécessaire de marquer une distance à leur égard.

Pour ce qui était de la politique extérieure, les protagonistes sont aisément identifiés. Tandis que des hommes comme Claude Jeantet et Henri Lèbre sont à compter parmi les « défaitistes », il faut ranger parmi les « bellicistes » Pucheu qui, dans la seconde partie de septembre déjà, avait fait pression sur Doriot pour l'amener à durcir son attitude. Sur la question des modifications à apporter à la propagande du parti, l'identité des critiques demeure obscure ; des hommes comme Sicard, Jeantet, Lèbre pouvaient être concernés, mais autant Marion qui, comme on le verra, adressa à Doriot lors de sa rupture des reproches semblables. Quoi qu'il en soit, Doriot pouvait penser avoir surmonté l'épreuve. Si Jouvenel quitta alors le PPF, Pucheu et ses amis demeurèrent, avec l'intention de contraindre Doriot à changer de cours. Selon Barthélemy, Pucheu reprit dès la séance du BP qui suivit le Conseil national ses arguments contre l'acceptation de Munich, en y ajoutant des critiques contre la vie privée de Doriot et en soulevant la question des subventions italiennes que ce dernier aurait reçues par l'intermédiaire d'Arrighi[(803)]. La pression allait se durcir au cours des semaines suivantes et, en raison du cours des événements intérieurs et extérieurs, déboucher sur la rupture.

Dans son discours devant le Conseil national, Doriot s'était employé à fixer une ligne de politique extérieure ; mais il n'avait abouti qu'à reformuler des positions d'impuissance et d'irréalité. D'un côté, il parlait de « déchaîner une vague d'hostilité formidable » contre les bellicistes de sorte à « entraîner derrière le parti la grande masse des Français pacifistes » ; d'un autre côté, il tenait pour important de tracer « une politique extérieure qui montre que notre pays a encore quelque chose à gagner dans le monde » : apparemment la contradiction entre ces deux directives lui échappait. C'est dans le prolongement de la seconde recommandation, en même temps qu'en réponse à la revendication coloniale de l'Allemagne, qu'il en vint le mois suivant à préconiser l'occupation du Yunnan par la France ;

celle-ci devait proposer à l'Allemagne et à l'Italie d'en faire autant dans d'autres parties de la Chine du Sud, la Chine du Nord demeurant zone japonaise[804]. Cette extravagante suggestion illustre l'impasse dans laquelle il se trouvait. Son idée supposait l'existence d'un régime fasciste en France et présupposait cette entente avec l'Allemagne et l'Italie qu'il espérait au contraire, dans un nouveau « rêve éveillé », voir sortir d'une entreprise chinoise que la France devait inaugurer pour y entraîner les autres puissances. Le thème de la « mission » extérieure, l'exhortation à « gagner » quelque chose dans le monde signalent qu'il en venait à développer la logique de sa fascisation jusque dans une dimension fondamentale qui brillait jusque-là par son absence dans le PPF ; mais on voit dans quel contexte cette dimension apparaissait, et à quel point la rendait faible et inconsistante la proposition à travers laquelle elle s'exprimait.

Doriot dut affronter une nouvelle épreuve lorsque le 30 novembre se firent entendre les revendications italiennes sur des territoires français. Comme l'Italie demeurait une pièce essentielle de son projet, il ne pouvait que chercher à la ménager ; tout en répondant par un « non » absolu pour ce qui concernait les aspects territoriaux de ses revendications, il se montra disposé à admettre des ajustements concernant les droits de la France dans certaines régions, comme Djibouti, Suez, la Tunisie[805]. Cette attitude conciliante aiguisa les critiques de Pucheu et de ses amis, et précipita la rupture qui s'effectua au tournant de l'année. Les motivations furent diverses, comme on le verra pour quelques-uns des dissidents ; globalement considérée, la crise fut due à une perte irrémédiable de confiance dans l'avenir du PPF. L'échec politique était patent depuis plusieurs mois, sinon depuis la perte de Saint-Denis. La ligne de politique extérieure venait en outre de révéler sa faillite. Dans le même temps que la menace allemande et l'insolence italienne commandaient de mettre des bornes à la politique de conciliation, ce qui impliquait l'éventuelle conclusion d'une alliance militaire avec

l'URSS, l'effacement de la menace communiste en France même, mise en évidence par l'échec de la grève générale du 30 novembre, destituait la priorité donnée à l'anticommunisme pour amener au premier plan la possible formation d'une union sacrée. C'était à ce raisonnement, qui remettait fondamentalement en cause son action politique, que Doriot répondit en écrivant au lendemain de la rupture que, contrairement à ce qu'il avait entendu dire, la lutte anticommuniste ne divisait ni n'affaiblissait la France en méconnaissance du danger extérieur et que seul son succès permettrait le redressement du pays. Avant d'avoir chassé le PC de France, il était impossible de réaliser une « unité française durable et féconde » : « Le PPF, sous ma direction, ne variera pas d'un iota son attitude, quelles que soient les circonstances extérieures. Si d'autres croient au communisme, qu'ils y aillent[(806)]. »

Si l'on examine les motifs allégués par Arrighi et Marion dans leurs lettres de démission, il apparaît que leurs critiques concernaient les méthodes de direction de Doriot, sa ligne politique et son comportement personnel. Arrighi mettait l'accent sur les insuffisances de l'organisation du parti et sur le comportement de dissimulation de Doriot, au point qu'il pouvait se plaindre de l'ignorance dans laquelle étaient tenus les responsables du parti sur le nombre des adhérents, le tirage de la presse et l'état des finances du PPF ; il s'en prenait en outre aux faiblesses apparues dans la détermination de la ligne politique et incriminait la « longue série de manœuvres en zigzag allant du meilleur au pire » qui avait caractérisé la politique du parti. Marion parlait lui aussi de politique opportuniste, menée jusqu'au plus plat conformisme parlementaire et ministériel, mais il concentrait ses critiques sur la politique extérieure et le comportement de Doriot. Au lendemain des « lamentables mais nécessaires accords de Munich », le PPF aurait dû se présenter « comme le parti du réveil des énergies françaises devant les menaces de l'Allemagne et de l'Italie » ; or, loin de faire hon-

neur au « nationalisme intransigeant » qu'il avait lui-même proclamé, Doriot avait parlé et écrit « en ministre prudent d'une république vieillie », alors qu'on attendait de lui « le cri d'indignation et de révolte de l'orgueil français touché au vif ».

Marion lui reprochait par ailleurs d'avoir refusé d'accepter le « minimum de tension et d'ascétisme » et « les sacrifices et les grandeurs inséparables du commandement d'un parti de rénovation française ». Il ajoutait : « La mystique, la poésie, l'action héroïque, le caractère religieux d'un mouvement, tout cela te semble haïssable. C'était pourtant mes raisons essentielles de combattre[(807)]. » En somme, Marion rompait avec un homme qu'il jugeait insuffisant au double compte de l'activisme fasciste et du nationalisme, ce qui n'est tout de même pas sans dire quelque chose sur la nature du PPF. Les critiques émises sur le comportement personnel de Doriot jettent au surplus une lumière révélatrice sur la mentalité de ce dernier. Des habitudes de noceur, qui s'étaient apparemment amplifiées avec la montée de l'insuccès, l'apparentaient davantage à la figure d'un chef de bande du milieu qu'à celle du dirigeant charismatique que certains de ses lieutenants souhaitaient. Le goût prononcé pour la tactique et la manœuvre qu'il avait gardé de sa période communiste, tout comme une certaine tournure d'esprit positive qui le portait à développer de pesantes analyses plutôt qu'à manier l'émotivité, ne faisaient pas de lui un magicien politique. De là à le tenir pour un opportuniste, c'est vider de sens les mots ; Hitler et Mussolini furent eux aussi dans ce cas des opportunistes.

Des motifs différents apparaîtraient chez des hommes comme Fabre-Luce, Jouvenel ou Maud'huy. Mais, par-delà la diversité des personnalités et des motivations, les dissidents formaient un groupe cohérent, comprenant pratiquement tous les hommes qui avaient fait cercle en 1935 autour de l'hebdomadaire *Révolution* : d'une part, les anciens VN, Pucheu en tête, Maud'huy, Loustau, Paringaux, de Plas ; de l'autre, les dissi-

dents de gauche qui avaient frayé avec le néo-socialisme ou d'autres groupements indépendants, Marion, Gaucher, Bertrand de Jouvenel, Fabre-Luce, Drieu, Arrighi. Ceux qui demeurèrent avec Doriot furent les fidèles de Saint-Denis, les communistes ralliés en 1936 comme Victor Barthélemy et les hommes venus de l'extrême droite fascisante. Les anciens communistes qui figurèrent parmi les dissidents de 1938 avaient rompu avec le PC dès la fin des années 20, plusieurs années avant Doriot, et fait d'autres expériences politiques avant d'adhérer au PPF. Par une voie ou une autre, ils avaient subi une imprégnation nationaliste qui avait partiellement oblitéré leur anticommunisme, ce qui les rapprochait des anciens ligueurs ou des hommes venus du centre gauche. Dans cette mesure, l'échec du PPF signalait la fragilité de la fusion tentée entre des éléments disparates.

Il se peut que Doriot ait décidé de tenir en laisse l'antisémitisme pour obliger certains de ses bailleurs de fonds ; mais, ce qu'il pouvait accepter de faire à propos des juifs, il était inconcevable qu'il le fît pour les communistes ; là était la limite infranchissable de son « opportunisme » qui l'amena à payer chèrement le maintien de sa liberté. Outre la perte de cadres expérimentés, la rupture entraîna la cessation de subventions considérables. S'il faut en croire un rapport présenté au Congrès de mai 1941, les recettes du PPF qui avaient été en 1938 (en chiffres ronds) de 5 millions de francs tombèrent en 1939 à 1 200 000 francs[(808)]. Les effets s'en firent immédiatement sentir ; dès le 13 janvier 1939, *l'Émancipation nationale* était réduite de moitié, et, en mai, *la Liberté* disparaissait. Les ruptures conduisirent comme par réflexe à un resserrement des rangs des fidèles. Les cadres du parti renouvelèrent leur serment au Chef tandis que les sections lui adressaient témoignages de fidélité et motions d'approbation de sa politique[(809)]. Le PPF chercha un nouveau souffle en remettant à l'honneur sa propagande ouvrière. A la fin de janvier 1939 eut lieu une conférence

nationale où Doriot annonça que l'heure était venue de créer un rassemblement syndical national ; après avoir recommandé à ses militants en 1936 d'adhérer à la CGT, puis en 1938 aux organisations syndicales de leur choix, y compris toujours à la CGT dans la mesure où un travail anticommuniste pouvait y être mené, il appelait à constituer un nouveau mouvement syndical, apolitique et sans attaches patronales[810]. Les espoirs qu'il pouvait entretenir d'attirer à lui les ouvriers qui refluaient en grand nombre de la CGT étaient chimériques ; cantonné à l'extrême droite, son parti était entré dans une irrémédiable décadence.

L'effet le plus important des ruptures du tournant de l'année fut d'accentuer la dimension traditionaliste qui s'était affirmée en 1938. En mai 1939, le PPF fêta Jeanne d'Arc avec une solennité sans précédent, et, en juin, Doriot effectua un pèlerinage à Lourdes au cours duquel il s'éleva contre la déchristianisation de la France[811]. Son dernier grand discours avant la guerre, prononcé au Congrès des Jeunesses PPF à Marseille en avril 1939, le fait ranger doctrinalement dans le camp de la droite réactionnaire et traditionaliste. Il suffit de relever ses diatribes, citation de Weygand à l'appui, contre l'école et les instituteurs qui avaient « détruit dans l'âme de la jeunesse le respect de la foi, de l'autorité, de la famille, de la nation, de la patrie » ; ou sa dénonciation d'une dénatalité causée par le capitalisme libéral et le marxisme. Appelant à refaire la France en construisant un ordre familial, provincial, corporatif, national et impérial, il exhorta la jeunesse à « servir » : car la France ne se relèverait que par la « foi », la « discipline », le « sacrifice », en abandonnant l'égoïsme pour l'idéal, le matérialisme pour la spiritualité[812]. C'étaient avant Vichy la thématique et la rhétorique de Vichy, et en dépit des raisons que l'on pourrait invoquer pour soutenir qu'il s'agissait d'une entreprise de captation des milieux catholiques réactionnaires, l'impression d'ensemble est que Doriot avait viré vers le traditionalisme[813].

Ce n'est pas à dire qu'il fût devenu un traditionaliste ; mais tandis que son parti, ses méthodes et ses objectifs, le maintenaient près du pôle du totalitarisme fasciste, doctrinalement, il tendait en 1939 à penser son action selon des lignes qui appartenaient au fonds réactionnaire classique bien plus qu'au fonds fasciste, avec son orientation antichrétienne toujours présente sous le compromis. Cette évolution, qui n'est pas sans rappeler celle d'un Gustave Hervé, témoigne de la pesanteur en France d'une tradition réactionnaire dans laquelle paraissait commencer à se replier Doriot. On peut y voir l'effet d'une démoralisation devant la faillite de son mouvement, une réaction devant l'échec de sa politique d'entente avec les régimes fascistes et l'approche de la guerre. Mais on peut aussi la relier au déficit fasciste qui trouvait dans la ligne de politique extérieure du PPF son lieu d'expression le plus visible. Dépourvu de dynamisme conquérant, d'objectifs incompressibles de grandeur et de domination, Doriot trouvait un large plan de rencontre avec une famille politique au nationalisme crispé sur la défensive. Aussi poussée qu'ait été sa fascisation, il est significatif que l'échec de son ambition de rénovation l'ait amené à se rapprocher d'un courant bien français et bien distinct du fascisme.

Le PPF n'en restait pas moins une force largement fascisée, et, à cet égard, le discours prononcé au même Congrès par Sicard (le futur Saint-Paulien) peut servir à qualifier l'orientation de Doriot. Sicard affirma la nécessité d'une révolution nationale française, déplorant « l'indigence du destin de notre pays » qui avait poussé sa jeunesse à « se regarder aux frontières comme dans des miroirs » et à « vivre par d'autres jeunesses », fascinée qu'elle était « par trois révolutions (allemande, italienne, soviétique) dont chacune était et reste profondément irréalisable chez nous ». Là-dessus, il évoquait « l'instinct de la terre et du sang », la défense de la « race française » et du « sang français », cette « substance infiniment pure » qui n'avait pas à « recevoir l'apport d'un sang donné par des créatures appartenant à la pouillerie de l'Europe et aux ghettos de

l'Orient ». Il avait beau affirmer que les doriotistes n'étaient « pas le moins du monde racistes », les conceptions du nazisme pénétraient tous ses propos :

> Il en est des peuples comme des partis, et des partis comme des hommes. Les uns sont faits pour commander, les autres pour être commandés. Les uns sont de la race des Chefs, les autres d'une autre race.

Il n'y manquait pas la représentation délirante d'une France « attaquée sournoisement dans toutes ses forces vives selon un plan minutieux préparé à la fois par plusieurs puissances étrangères, habituellement opposées les unes aux autres, mais unies, profondément unies, dans cette besogne continue et secrète de l'anti-France » ; ni celle d'un communisme « système démoniaque », agent de « forces ténébreuses » auxquelles seule la jeunesse pouvait s'opposer victorieusement. Son discours portait par ailleurs le reflet des antinomies du projet PPF. C'était, d'une part, l'éloge de « Doriot-la-paix », l'affirmation de la haine de la « guerre pour la guerre », exception étant tout de même faite pour la légitime défense de la nation ; c'était, d'autre part, l'exaltation du « rayonnement » de la France dans le monde, de la « mission du génie français », avec l'évocation du Canada français, de Montréal, deuxième ville de langue française dans le monde, des « sept millions de Canadiens français, nos frères de race » qui n'avaient « pas oublié la France, si le gouvernement de ce pays les a oubliés[(814)] ».

La revendication implicite avancée sur le Canada français était une idée personnelle de Sicard qui la répéta dans les années suivantes. La charge antibritannique y était en évidence et confirme l'alignement mental de Sicard sur l'Allemagne à un moment où le PPF approuvait officiellement l'alliance franco-britannique. L'unique cas de revendication impérialiste concernant l'Europe qu'il m'ait été donné de rencontrer fut formulée par Georges Roux au lendemain de Munich. Lancé par cette

humiliation à la recherche d'une « mission pour la France », il proposait l'absorption de la Belgique wallonne et de la Suisse romande, la Belgique et la Suisse étant des « produits composites » qui se trouvaient condamnés par le mouvement de regroupement des nationalités. Roux reconnaissait sa dette d'originalité : « L'unité germanique entraînera l'unité française », écrivait-il, mais il lui importait avant tout de donner de grands buts aux Français :

> La jeunesse française ne se satisfera plus des parlotes genre SDN et d'emprunts balkaniques. Elle a besoin d'héroïsme et de buts de vie proportionnés à sa propre grandeur. En voilà un : après l'Empire, la plus grande France[(815)].

Cette proposition exprimait un mode de penser fasciste, mais la date tardive à laquelle elle venait à être formulée et son caractère de réponse au développement de la puissance allemande en indiquent la nature forcée, une fois de plus répliquée à partir de l'action des fascismes étrangers.

L'opinion de Roux n'engageait de toute façon que lui, Doriot se préoccupant désormais de faire face à une situation internationale explosive. S'il pensait toujours que la France n'aurait pas à prendre parti dans le cas d'une guerre germano-soviétique, il exprimait fortement son refus de toute politique de repli occidental et déclarait hautement que la Pologne devait être défendue au cas où l'Allemagne l'attaquerait, ce qui rendait d'autant plus nécessaire l'amitié de l'Italie[(816)]. Il se retrouvait sur ces positions avec toute la droite nationale dont il suivit l'évolution vers une ligne de résistance à l'hégémonie nazie ; mais il ne faut pas méconnaître, dans son cas, les limites de cette évolution. S'il approuva les garanties données par la France et l'Angleterre à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce après l'entrée des troupes allemandes à Prague en mars 1939, s'il affirmait la nécessité d'un barrage antiallemand, il n'en mettait pas moins tous ses espoirs dans le maintien de la paix par le

moyen de la dissuasion. La question était de savoir si une dissuasion efficace pouvait être établie sans la participation de l'URSS. Doriot était à l'aise pour dénoncer le « pacte d'illusion » qui se négociait à Moscou et pour affirmer que Staline avait intérêt à rester en dehors d'un conflit. Mais il ne voulait pas voir que Moscou resterait d'autant plus sûrement en dehors du conflit qu'une alliance avec les puissances occidentales n'aboutirait pas rapidement. En juillet 1939 pourtant, il était suffisamment alarmé par cette perspective pour admettre « à la rigueur » de « discuter avec Staline, après avoir, en France, dissous le PC ». En août, on le voit même s'en prendre avec une vigueur exceptionnelle à l'Allemagne : en déclenchant une nouvelle guerre, elle attirerait sur elle un châtiment exemplaire, sans commune mesure avec celui de Versailles[817].

Ses prises de position trahissaient l'inquiétude et le découragement plus que la résolution et la décision, comme le montre son attitude à l'annonce du pacte germano-soviétique. Il déclara alors qu'une attaque allemande contre la Pologne déclencherait la guerre européenne, la France ne pouvant se dégager de ses obligations sans perdre « l'honneur, la liberté et l'existence ». Mais il ajouta que, « si l'Allemagne acceptait une négociation pacifique, une fois de plus elle sortirait en emportant quelque chose ». L'hypothèse qu'il avait toujours redoutée, celle d'une guerre franco-allemande doublée de la neutralité de l'URSS, venait de se réaliser, et il ne pouvait se résigner à l'admettre ; aussi recommanda-t-il au gouvernement de « pousser la négociation, si elle est encore possible, à condition qu'elle soit compatible avec l'existence de la Pologne », en même temps que de chercher une médiation de Mussolini. Dans la mesure où Hitler voulait bien modérer ses appétits, un nouveau Munich lui paraissait préférable à l'éclatement de la guerre. Son obsession ressort une fois de plus de sa réaction en face de la nouvelle situation ; « nous avons immédiatement décidé de répondre à la tactique de Staline », annonça-t-il. Le pacte germa-

no-soviétique offrait l'occasion de frapper le communisme en France et il proposa de mettre à la disposition du gouvernement les noms des 20 000 militants communistes les plus actifs (« Voilà le travail que nous avons fait depuis trois ans », précisait-il). L'arrivée de la guerre n'en signait pas moins la faillite de son projet. Du coup, il évoquait un futur règlement de compte ; il faudrait « blanchir la France de toutes les erreurs passées », la débarrasser de ceux qui avaient « sacrifié, en vingt ans, une victoire, et qui nous ont conduits à nouveau au seuil de la guerre[(818)] ».

Au fil des années, et surtout à partir de 1937, les doriotistes avaient ainsi montré les signes d'une fascisation poussée : culte du Chef, conception totalitaire de la future nation, incrustation de valeurs de force et d'activisme, principes de hiérarchie et de participation populaire. Mais on a vu, d'autre part, le refus de l'adoption intégrale du modèle fasciste, malgré une évolution dans cette direction qui paraissait irrésistible ; on a vu aussi l'orientation traditionaliste prise par Doriot en 1939 ; on a vu enfin l'importance tenue dans la propagande du PPF par la thématique de paix et l'absence d'un programme de conquête et de domination. C'est ce dernier point, dans lequel on peut voir le point focalisateur des particularités du PPF, qu'il faut expliciter. Dans la mesure où l'on tient la volonté de domination et d'expansion comme l'un des éléments centraux, sinon pour l'élément central, du projet fasciste – le façonnement totalitaire de la nation constituant la condition préalable de l'affirmation du peuple-maître à l'extérieur –, dans ce cas le fascisme du PPF ne peut pas ne pas apparaître comme déficitaire. L'ambition des doriotistes fut de donner à la France unité et cohésion pour la mettre en état d'affronter la menace de l'Allemagne nazie : de l'affronter non pas par le combat et pour la victoire, dans le dessein d'assurer à la France cette hégémonie continentale qu'elle avait brièvement atteinte au sortir de la Grande Guerre, mais de l'affronter pour la paix en la contraignant à conclure

une entente par laquelle serait mise sous tutelle une expansion à l'Est, jugée inévitable et souhaitable, et préservé le statut de grande puissance de la France.

Le PPF montra, il est vrai, l'apparition en 1938 de tendances en direction d'une thématique de la « mission ». Mais ce ne furent que des velléités, et, qui plus est, tirées de la considération des succès nazis. En octobre 1938, Drieu réclamant pour la première fois l'instauration du fascisme en France écrivait cette phrase souvent citée : « Vous dormirez et vous mourrez en démocrates, ou vous resurgirez, revivrez et triompherez en fascistes. » Mais il faut voir quelle signification donnait à ce « triomphe » le raisonnement qui l'amenait à prôner le fascisme. Son point de départ était 1'« intolérable » pensée qu'il existait, « sur le papier », « tous les éléments de force suffisants pour limiter et diriger dans leur sens naturel et raisonnable les élans d'expansion de l'Allemagne » ; sa conclusion : « J'appelle fasciste la seule méthode capable de barrer et de détourner l'expansion des pays fascistes[819]. » A cette visée fondamentalement défensive correspondit un processus de fascisation spécifique. La fascisation des responsables du PPF sortit d'un projet d'adaptation de la France à un contexte dominé par l'existence de régimes fascistes, non de la poursuite d'objectifs de grandeur et d'expansion. Le PPF connut une dynamique de nationalisme au fur et à mesure que la menace fasciste alla grandissant, et de fascisation dans la mesure où le modèle fasciste s'en trouva valorisé ; mais ce développement eut pour résultat une dynamique de conciliation, de sorte que le PPF se montra défaillant sur les deux comptes.

Le cas d'un Jouvenel montre que sa fascisation se fit autour d'un projet d'entente avec les puissances fascistes et qu'elle se produisit dans l'engrenage d'une entreprise d'émulation du nazisme qui visait à l'entente et à la paix. Tout en ressortissant au même phénomène, le cas de Doriot présente une particularité qui amena en 1938 au partage des voies. Doriot ne voulait pas

seulement le maintien de la paix et la préservation du statut de la France à travers l'entente avec les régimes fascistes, mais, à travers cette entente, la destruction du communisme. Jouvenel pouvait en arriver au point où sa « nationalisation » fascisante, produite sous l'effet de la spirale des succès nazis et de l'échec du projet auquel il était associé, mettrait une borne à son souhait d'entente. Cela était plus difficile pour Doriot dans la mesure où la prise en charge de la nation n'était que le moyen d'une « mission » qui la dépassait, la destruction du communisme. Une comparaison avec la « mission » d'un Hitler est à cet égard éclairante : chez tous deux existait un ennemi démonisé qu'il s'agissait de détruire, pour Doriot le communisme, pour Hitler le judaïsme (qui avait pour l'une de ses faces le bolchevisme). Mais la « mission » de Hitler était offensive, liée qu'elle était à un projet de domination européenne, sinon mondiale, de la race allemande. On était loin du compte avec Doriot, et d'autant plus qu'il s'en remettait même pour accomplir sa « mission » à un intermédiaire : c'est l'Allemagne nazie qui devait opérer par procuration l'anéantissement de la patrie du communisme, de sorte que l'entente avec elle était doublement nécessaire, à la fois pour garantir le maintien du statut de la France et pour accomplir la destruction du régime soviétique.

C'est en quoi la fascisation de Doriot est inséparable du contexte international dont elle fut une dérivée. Dans un autre contexte, avec un régime en Allemagne qui n'aurait pas eu pour but la conquête de l'espace vital à l'Est, sa volonté de revanche aurait pris d'autres voies. Dans les circonstances, les fascismes lui offraient un modèle de parti militant, populaire et dynamique qui avait battu les partis ouvriers en Italie et en Allemagne ; qui, en outre, incorporait, au service d'autres valeurs, les tendances autoritaires et totalitaires qu'il avait connues dans le mouvement communiste. Il pouvait enfin trouver un précédent dans l'évolution d'un Mussolini, comme il le reconnut en 1942 : « Je dois confesser que j'ai personnellement longtemps médité sur la rupture de Mussolini avec le marxisme et

la fondation du fascisme. Cet exemple a facilité ma propre évolution[(820)]. » Mais si la comparaison vaut substantiellement, elle fait apparaître deux différences essentielles : la faiblesse chez Doriot de cet ensemble de valeurs nationalistes et activistes qu'inspiraient à Mussolini dès 1919 son expérience de guerre et la « victoire mutilée » ; et, corrélativement, la fixation sur un ennemi international dont un socialiste du temps de la II^{e} Internationale n'avait pu connaître l'équivalent. La fascisation de Doriot ne s'opéra pas en rapport prioritaire avec le destin de la nation française ; sa dimension nationaliste lui vint en conséquence de sa lutte principale qui était une lutte contre un ennemi international.

CHAPITRE X

Paris-Vichy

A la différence d'août 1914, l'entrée en guerre de septembre 1939 trouva des Français amers et résignés, néanmoins résolus à « en finir ». A la différence de 1914 encore, une minorité active désapprouva la guerre et chercha à y mettre fin. La fraction conciliatrice de la droite et de l'extrême droite était revenue au cours de l'été – verbalement du moins, et non sans de profondes réserves comme on l'a vu chez Doriot – à un nationalisme agressif qui portait tous les signes d'une rageuse déception. A gauche, la majorité des conciliateurs s'était réfugiée dans le silence, plaçant ses derniers espoirs dans l'action de certains membres du gouvernement. Mais une minorité avait fait connaître jusqu'au bout son refus de toute guerre qui ne serait pas de défense du territoire national. Delmas et ses amis de la tendance Syndicats, appuyés par Paul Faure et les siens, rédigèrent dans les derniers jours d'août un manifeste pacifiste auquel ils tentèrent de faire souscrire les socialistes belges ; le texte parvint à passer à travers le filet de la censure militaire et fut diffusé à quelques milliers d'exemplaires[(821)]. Un autre manifeste intitulé « Non à la guerre » parut le 31 août avec la signature des minorités pacifistes de gauche et d'extrême gauche (le Syndicat national des PTT, le CSACG, le CVIA, le PSOP, la LICP, la Révolution prolétarienne)[(822)]. Mais tout cela ne constituait qu'une opposition minuscule ; dans les circonstances, les parlementaires conciliateurs étaient mieux placés pour exercer des pressions.

En août, un Comité de liaison contre la guerre s'était constitué à la Chambre, réunissant quinze députés qui venaient pour les deux tiers des groupes de gauche (les SFIO en formaient à eux seuls un tiers, les radicaux brillaient par leur absence) et dont le reste appartenait à différents groupes de droite ; parmi ses animateurs figuraient Bergery, Chateau, Déat, Montigny,

Scapini et Tixier-Vignancour[(823)]. La situation avait poussé les conciliateurs intransigeants à se regrouper par-dessus les barrières des partis dans un organisme qui était toutefois de concertation plus que d'action commune, ses membres gardant leur liberté de vote (les cinq députés socialistes notamment continuèrent d'observer la discipline de vote au sein de leur groupe) ; ces hommes allaient former le noyau des partisans de la paix. Les jours qui précédèrent la déclaration de guerre virent d'ultimes démarches en faveur de la conciliation. Le 1er septembre, quand fut connue la nouvelle de l'agression allemande contre la Pologne, vingt-huit députés adressèrent un appel au gouvernement où il était question de garanties « imprudemment données » et qui demandait de « tenter un dernier effort de trêve entre les belligérants ». Le texte avait été rédigé par Montigny, et les signataires étaient essentiellement des députés du centre droit ; mais on y trouvait également cinq USR (Déat, Deschizeaux, Frot, Lafaye, Périn) et, en tout, six membres du Comité de liaison (Bergery n'en était pas)[(824)]. Le lendemain, une session extraordinaire du Parlement était convoquée, au cours de laquelle le gouvernement devait annoncer la mobilisation générale et faire voter des crédits exceptionnels de défense nationale ; un groupe de vingt-deux députés déposa une demande de formation de la Chambre en comité secret. Ces hommes venaient de tous les groupes de la Chambre, à l'exception des radicaux et des communistes ; l'USR était représentée par cinq députés (dont Déat, Deschizeaux et Frot) et on y retrouvait huit membres du Comité de liaison[(825)].

Bergery qui avait été l'inspirateur de l'idée du comité secret voulut la défendre à la tribune, mais il en fut découragé par la réaction négative de l'assemblée et par les instances de Herriot, le président de la Chambre. Sa proposition fut mise au vote et ne reçut l'appui que d'une très faible minorité ; Bergery déclara ultérieurement que son intention avait été de poser la question

de l'impréparation militaire du pays et de demander au gouvernement de faire « un ultime effort » en vue d'une négociation générale[826]. Pendant ce temps au Sénat, Laval essayait lui aussi d'intervenir pour faire connaître sa désapprobation de l'entrée en guerre ; devant l'hostilité de la majorité de ses collègues, il se borna à mentionner la nécessité de reforger l'entente italienne[827]. Les crédits exceptionnels furent votés à main levée, unanimement selon la presse ; en fait, une opposition s'était manifestée à la Chambre, qui ne dépassa pas, semble-t-il, une dizaine de députés[828]. Le gouvernement n'avait pas posé la question de la déclaration de guerre, ne voulant pas négliger une médiation de dernière heure de l'Italie, de sorte qu'après la défaite les opposants soutinrent que l'entrée en guerre avait été inconstitutionnelle. Leur argumentation n'avait pas de fondement juridique ni même politique, les parlementaires sachant le 2 septembre que, en votant les crédits exceptionnels, ils donnaient au gouvernement l'autorisation de déclarer la guerre. Il reste que la manière furtive dont s'opéra l'approbation parlementaire de cette entrée en guerre, tout comme la manœuvre tentée par les opposants, étendirent une ombre de mauvais présage sur ce dramatique événement.

Le camp de la paix

Le 3 septembre, la Grande-Bretagne et la France déclarèrent la guerre à l'Allemagne. Quelques opposants prétendirent continuer à faire entendre leur voix, tel l'anarchiste Louis Lecoin qui rédigea un tract dont le titre, *Paix immédiate*, résumait le contenu et pour lequel il obtint la signature de trente et un pacifistes de gauche : des frontistes (ou sympathisants) comme Michel Alexandre, Félicien Challaye, Henri Jeanson, Léon Émery, Victor Margueritte, Georges Pioch, des socialistes comme Ludovic Zoretti et Marie Langlois, des dirigeants de l'extrême gauche indépendante comme Marceau Pivert et Roger Hagnauer, des syndicalistes comme Georges Dumoulin, Pierre Vigne, Charlotte Bonnin, des personnalités comme Alain, Giono, Poulaille, enfin Déat, qui était le seul parlementaire. Des poursuites furent engagées contre les signataires, et des peines de prison prononcées contre la plupart d'entre eux. Déat plaida que sa bonne foi avait été surprise, qu'il n'avait jamais été question d'une publication de sa signature ; l'affaire se conclut dans son cas par un non-lieu[(829)].

La grande majorité des partisans de la paix avait plus de sens des difficultés de la situation ; jusqu'à la défaite, ils se gardèrent de déclarer leur objectif, par crainte de la répression, mais aussi en considération de l'état de l'opinion. Au vu des limites aux libertés qu'introduisait le temps de guerre, les parlementaires étaient les mieux placés pour agir et peser, mais ils n'avaient que de faibles atouts. Le 13 septembre, un remaniement ministériel accrut les pouvoirs de Daladier et aboutit à l'éviction de Bonnet des Affaires étrangères. L'état de guerre réduisait en outre le rôle et les pouvoirs du Parlement qui ne se réunit à nouveau que le 30 novembre. Enfin, le parti communiste qui avait voté les crédits de défense nationale le 2 septembre adoptait vers la fin du mois une ligne favorable à la cessation de la

guerre ; cette indésirable compagnie allait constituer un handicap certain pour les partisans de la paix. Dans l'immédiat, la « drôle de guerre » leur était une bénédiction : le calme sur le front occidental gardait ouvertes toutes les perspectives.

Les interventions de Bergery à la Commission des Affaires étrangères en septembre et en octobre 1939 offrent une illustration parfaite des conceptions et des méthodes des partisans de la paix. Bergery réclamait le changement des hommes en disant son opposition à un gouvernement qui n'avait pas su éviter la guerre et qui refusait d'avoir « la politique de ses moyens ». A son avis, la France n'avait pas « les moyens diplomatiques et militaires d'une guerre offensive » ; le blocus était insuffisant pour décider de la victoire ; enfin « rien de bon » ne saurait « sortir d'un massacre général ». La solution résidait dans la constitution d'un bloc occidental comprenant l'Espagne et l'Italie, dont la force permettrait « d'imposer une paix durable économique et militaire à l'autre fraction de l'Europe[(830)] ». Le mirage italien continuait d'obséder des hommes qui s'enfiévraient dans la recherche d'une issue à la situation.

Tous les partisans de la paix partageaient la perspective dessinée par Bergery. Opposés à une offensive militaire, ils prônaient une offensive diplomatique qui devait rallier les neutres occidentaux et ouvrir la voie à une solution diplomatique du conflit. Laval exposa ce projet lors du comité secret du Sénat du 14 mars 1940. Une paix de compromis, déclara-t-il liminairement, était hors de question ; mais il fallait convenir qu'une victoire rapide urgeait, sauf à accepter de laisser dévorer par la guerre la richesse nationale. Or une attaque frontale contre l'Allemagne était impossible, et le blocus inefficace en raison de la coopération matérielle entre l'URSS et l'Allemagne. Il n'y avait d'autre solution que diplomatique par le ralliement des neutres, avant tout de l'Italie. La conclusion restait implicite, mais elle était claire : à quoi devait servir la formation de ce front diplomatique sinon à mettre un terme à la guerre ? En

privé, Laval était plus franc : la guerre était « une grande erreur » et il fallait faire la paix[831]. L'amitié italienne devrait être achetée, et, à la différence de leur attitude dans l'avant-guerre, les conciliateurs étaient prêts à suivre Mussolini sur son terrain. Bergery avait affirmé le 29 septembre devant la Commission des Affaires étrangères à propos de l'Italie : « Si cette adhésion doit être payée, c'est à nous d'apprendre à payer ce que nous voulons obtenir. » En février 1940, il précisait qu'il était temps de rompre « avec des traditions qui datent » et qu'il convenait « d'ouvrir la voie à l'Italie de territoires qui ne nous appartiennent pas ». A la fin de 1939, l'idée était devenue le lot commun des partisans de la paix. Flandin affirmait le 20 décembre 1939 qu'il fallait choisir entre la Russie et l'Italie, ajoutant à propos de cette dernière : « Nous ne l'aurons que lorsque nous lui aurons donné le mandat qu'elle désire en Europe centrale[832]. »

Grâce au revirement de l'Italie, les partisans de la paix espéraient amener l'Allemagne à rétablir la paix à l'Ouest. Selon Bergery, la constitution d'un bloc occidental devait s'accompagner pour la France et l'Angleterre du « dur sacrifice matériel et moral de se désintéresser du sort de l'Europe orientale ». Son espoir tenait dans la prévision suivante : « L'Allemagne et la Russie continueront peut-être à s'entendre tant que durera la guerre ; mais si la paix régnait, je ne donnerais pas longtemps de leur entente[833]. » L'hypothèse d'une guerre germano-soviétique hantait en effet les esprits des partisans de la paix, à qui elle paraissait offrir une porte de sortie miraculeuse. Ainsi s'explique l'agitation quasi hystérique que produisit l'agression soviétique contre la Finlande. Une fois que la résistance inattendue de l'armée finlandaise eut infligé des revers spectaculaires aux Soviétiques, les esprits s'enfiévrèrent et virent s'ouvrir des perspectives mirobolantes. Les opposants à toute offensive militaire devinrent d'ardents bellicistes réclamant à cor et à cri l'envoi d'une aide massive aux Finlandais. Leur intérêt de poli-

tique intérieure redoublait celui de politique extérieure ; c'était le moyen de mettre en mauvaise posture les communistes, mais aussi les « bellicistes », tous ceux qui voulaient abattre le régime hitlérien et escomptaient un retour de l'URSS à l'alliance occidentale. Les partisans de la paix espéraient au surplus tirer d'une intervention antisoviétique en Finlande le ralliement des neutres, de l'Italie en particulier qui envoya elle-même de l'aide aux Finlandais.

Flandin devint le partisan le plus actif d'une intervention alliée en Finlande et de la rupture des relations diplomatiques avec l'URSS ; il s'agissait de faire la guerre au bloc germano-soviétique tout entier et d'infliger une défaite à l'Allemagne à travers son alliée. Ses amis et lui appuyèrent avec ferveur les plans d'intervention dans le sud de l'URSS visant à détruire les puits de pétrole[(834)]. Il fallait souder l'Allemagne et l'URSS, proclamait le sénateur Mireaux, en attaquant l'alliée la plus faible, et à la faveur d'une intervention en Finlande entraîner le ralliement des neutres et de l'Italie, sans hésiter à offrir à celle-ci la Crimée et à utiliser les Ukrainiens et les autres minorités de l'URSS[(835)]. Sur ce point, l'attitude de Bergery différait de celle de ses collègues conciliateurs. Favorable à l'envoi de matériel et de volontaires, il était contre l'envoi de troupes alliées en Finlande et hostile à toute opération qui entraînerait un état de guerre avec l'URSS. L'aviation française n'était pas sortie de ses difficultés, faisait-il remarquer ; fallait-il attirer contre elle, en plus de l'aviation allemande, celle de l'URSS ? Il était même hostile à une rupture des relations diplomatiques, déclarant ne pas voir en quoi un tel geste augmenterait les possibilités d'action des alliés. De façon générale, il n'était pas partisan d'une intervention sur des théâtres d'opérations périphériques, qu'il s'agît de la Finlande ou plus tard de la Norvège ; il craignait une réaction de l'Allemagne et doutait de la capacité des Alliés de mener avec succès la guerre sur des champs de bataille éloignés de leurs bases[(836)]. L'obtention de l'appui italien était pour lui la

clé de la paix à l'Ouest, qui seule lui importait ; n'ayant pas dans l'anticommunisme l'intensité obsessive des autres partisans de la paix, il avait peine à croire au miracle finlandais.

Déat partageait pleinement les vues de Flandin, en conformité avec ses positions de l'immédiat avant-guerre. Il aurait fallu lancer les Germains contre les Slaves, notait-il dans son *Journal* le 19 novembre, la Pologne étant perdue « dans tous les cas » ; la France serait restée « au balcon » dans l'attente de « l'heure du règlement final ». Dans les circonstances, il fallait rompre les relations diplomatiques avec l'URSS et adopter à l'intérieur une attitude nette à l'encontre du PCF : la France prendrait une « silhouette neuve » aux yeux des neutres, et d'abord de l'Italie et de l'Espagne. L'Italie voudrait se faire payer cher, mais elle avait ses points sensibles puisqu'elle ne pouvait que redouter une poussée russe vers les Balkans. De toute façon, le jour approchait où l'Europe se trouverait « en face du péril n° 1, qui est russe plus qu'allemand, qui en tout cas confond les deux systèmes bolchevique et hitlérien ». La mission de l'Allemagne était de servir de couverture à l'Occident contre le communisme ; les alliés devaient donc tout faire pour amener son retournement : en ne parlant pas de démembrement, puis en faisant comprendre que la France et la Grande-Bretagne, délivrées de l'influence communiste, seraient prêtes à traiter avec une Allemagne débarrassée de Hitler et des nazis, ces « introducteurs du bolchevisme en Occident ». Sous cette condition, elle pourrait avoir sa place dans « la nouvelle Europe, fédérée et organisée en coopération » ; alors, elle pourrait faire « pour nous » la guerre contre la Russie[(837)].

Après l'ouverture de la session parlementaire, Déat s'employa à « acclimater » sa formule : « Pas de retournement éventuel de la Russie contre l'Allemagne, mais un retournement possible d'une certaine Allemagne contre le bolchevisme. » La guerre de Finlande ne pouvait qu'apporter de l'eau à son moulin et il l'utilisa à plein, réclamant la rupture des relations avec

l'URSS et approuvant l'idée d'une attaque contre les puits de pétrole caucasiens[838]. Jusqu'à la défaite finlandaise en mars 1940, il nourrit l'espoir que la guerre finirait par prendre l'orientation qu'il avait souhaitée dans le temps de paix. Mais, aussi fort qu'il pouvait l'être, l'anticommunisme n'était pas primordial dans son attitude, venant en fait bien après ce sentiment de la fragilité de la France qui l'avait toujours hanté. Personne, écrivait-il le 21 février 1940, n'a mesuré depuis vingt ans la faiblesse du poids de la France en Europe et compris qu'il fallait ajuster en conséquence sa politique extérieure, en constituant un bloc occidental et en lançant l'un contre l'autre les deux blocs slave et germain[839].

A partir de janvier 1940, il eut la conviction d'une drôle de guerre continuant indéfiniment. Du coup, il imaginait des perspectives à long terme, voyait le bloc occidental et le bloc germano-soviétique s'organiser économiquement, et cette vision lui faisait exprimer l'espoir d'échanges futurs entre les deux blocs, l'avènement d'une « osmose intellectuelle », de sorte que l'Europe se ferait tout de même. Pour l'heure, la perspective lui plaisait pour les raisons qu'on a vues chez un Roditi dans l'immédiat avant-guerre : l'absence de vraie guerre préservait l'avenir, tandis que les conditions de la guerre pouvaient permettre de réaliser la réforme du pays. Aussi plaida-t-il pour la mise en œuvre de son plan d'organisation économique et pour la formation d'une « armée technicienne », blindée et motorisée, sur les lignes des recommandations alors répétées par de Gaulle, qui devait permettre le retour à la production d'une large partie des mobilisés. Il voulait tellement croire à la poursuite indéfinie de la drôle de guerre, et il avait une telle confiance en la ligne Maginot, qu'il réclamait en février le renvoi à l'arrière de deux millions d'hommes, et que le 6 mai 1940, revenant sur le sujet, il écrivait cette phrase mémorable : « Il y a très peu de chances, nous l'avons démontré, que l'ennemi cherche dans une

attaque frontale de grand style une décision rapide et définitive[840]. »

L'extrême droite fit chorus avec Flandin et ses amis dans leur campagne d'aide à la Finlande ; Doriot ne pouvait pas ne pas en être. Mobilisé, il fit connaître son point de vue sous la signature de son lieutenant Pierre Dutilleul. Comme toute l'extrême droite, il affirmait que le but de guerre primordial des Alliés devait être d'empêcher définitivement la puissance allemande de renaître ; mais il ajoutait que Staline était tout autant l'ennemi que Hitler : la guerre avait été voulue par eux deux et devait se terminer par la « destruction complète des ennemis de l'humanité ». Pour attirer les neutres aux côtés des Alliés, il fallait déclarer que la France entendait refaire après la guerre la carte de l'Europe « au détriment de l'Allemagne et de l'URSS[841] ». A travers sa conception d'une guerre à mener contre l'Allemagne et contre l'URSS, il manifestait ce qui était pour lui la difficulté fondamentale de la situation : pouvait-il accepter une guerre franco-allemande qui laisserait Staline jouir de ses conquêtes, sinon les agrandir ? Tout dans son attitude laisse sentir que le bellicisme antiallemand n'existait que par une contagion circonstancielle de sa haine anticommuniste communiquée à l'Allemagne à travers le pacte germano-soviétique.

La guerre de Finlande déclencha chez lui des réactions frénétiques ; il réclama l'envoi d'une aide alliée à la Finlande, la rupture des relations avec l'URSS, l'application des sanctions prévues par la SDN, sans oublier l'intervention contre les champs de pétrole russes. « Une attitude énergique contre l'URSS », affirmait-il, devait « changer complètement la carte de la guerre[842] ». Sa conviction reposait sur un impressionnant échafaudage d'analyses et d'espoirs. L'Allemagne nazie n'avait pas varié selon lui dans son objectif d'expansion à l'Est ; pour elle, les Occidentaux étaient des ennemis, les Slaves des sujets. Or la guerre de Finlande révélait la faiblesse soviétique et l'Allemagne ne pouvait qu'y réfléchir. « Demain, si le chaos russe

s'aggrave, abritée derrière la ligne Siegfried, elle prendra par la force la direction des affaires russes. » En somme, « l'impuissance russe » en Finlande avait « mis à l'ordre du jour la disparition de l'État bolchevik » ; l'aide militaire alliée devait la rendre plus proche et plus certaine. « Les perspectives commencent à se dégager lorsqu'on étudie attentivement le mécanisme de l'alliance germano-russe », écrivait-il, et l'expression traduit bien le malaise que lui faisait éprouver cette guerre[(843)].

La défaite de la Finlande réduisit à néant ses espérances. Le Conseil national tenu par le PPF le 31 mars fit revenir au premier rang le problème de l'Allemagne. La France ne pouvait avoir pour but de guerre que « la destruction de l'unité allemande, la prise de positions stratégiques sur le Rhin » ; elle devait revendiquer la rive gauche du Rhin. Ces formules avaient été absentes jusqu'alors des déclarations du PPF ; Barthélemy, qui avait pris la charge du secrétariat du parti, rapporte dans ses Mémoires en avoir été « assez étonné », les trouvant « peu en harmonie avec les nombreux entretiens » qu'il avait eus avec Doriot dans les mois précédents[(844)]. Elles étaient toutefois accompagnées de déclarations plus conformes à l'obsession de Doriot : « Un problème domine cette guerre : le bolchevisme. Notre attitude à son égard commande notre politique de guerre. » De fait, en mai 1940 encore, le PPF réclamait une intervention alliée contre les puits de pétrole russes[(845)]. La ligne fixée par Doriot à l'égard de l'Allemagne apparaît ainsi avant tout comme une menace conjuratoire, une malédiction rancunière ; dans la mesure où le règlement de compte avec le bolchevisme primait, l'Allemagne nazie demeurait un allié toujours attendu.

Tout en exerçant une pression non négligeable sur le gouvernement français, les partisans de la paix furent loin d'être en mesure de peser sur les orientations majeures du pays et d'imposer leur politique de rechange. C'étaient des individus sans moyens d'action et sans influence réelle, ne disposant ni d'orga-

nisations politiques d'audience nationale ni d'organes de presse de grande diffusion. Pour ne parler que de nos trois personnages, le frontisme avait été mis en veilleuse, la parution de *la Flèche* suspendue et il ne restait à Bergery pour tribune que *Mantes-Républicain*. Quant à Déat, l'USR demeurait divisée et il avait perdu les porte-voix de *la République* et de *Tribune de France*, qui avaient cessé de paraître. Doriot était relativement le mieux loti, conservant un parti et une presse, mais le PPF était devenu une force politique marginale, affaiblie encore par le départ en novembre 1939 de Barbé et de quelques autres responsables, pour des raisons, semble-t-il, avant tout d'ordre personnel[(846)].

Pendant la drôle de guerre, leurs projets de rénovation furent poussés à l'arrière-plan, sans perdre de leur vigueur. Pour Doriot, la cause était entendue ; l'après-guerre devait voir s'instaurer l'ordre nouveau que prônait le PPF. Sa préoccupation principale était pour l'heure de combattre le parti communiste en le concurrençant auprès des ouvriers par la lutte contre les restrictions du temps de guerre[(847)]. Le désarroi produit par le revirement du PC chez nombre de ses militants ne pouvait manquer de l'intéresser, mais rien ne montre qu'il ait alors réussi à attirer à lui les responsables communistes qui firent défection à partir de l'automne 1939. Absent du Parlement, le PPF pouvait compter sur la sympathie agissante de Tixier-Vignancour, qui faisait partie du Comité de liaison. En décembre 1939, Aimot fit allusion au Comité en annonçant que des députés de provenances diverses, dont Bergery, Déat, Marquet, Creyssel, Tixier-Vignancour, avaient décidé d'étudier « en commun des définitions nouvelles de l'autorité et de la liberté ». Le 23 décembre, le Comité de liaison se mit en effet d'accord sur un texte relatif à la défense des libertés et à la définition d'une « synthèse » entre liberté et autorité[(848)]. Ce texte n'a pas été retrouvé, mais la déclaration Bergery de juillet 1940 en reproduisit probablement l'essentiel. La lutte pour le retour à la

paix amenait ces hommes venus d'horizons divers et que l'avant-guerre n'avait jamais réunis à prolonger leur entente sur le plan de la réforme du régime.

Ce ne pouvait être, il est vrai, qu'un rapprochement autour de principes généraux. Bergery et Déat se trouvaient au-delà de la démocratie parlementaire, mais ils ne condamnaient toujours pas la démocratie, et encore moins exprimaient-ils une approbation des régimes fascistes. Ainsi voit-on Bergery critiquer le totalitarisme : « Il est bien vrai que la tyrannie hitlérienne et la tyrannie stalinienne ont écrasé le capitalisme pour la bonne raison qu'elles ont tout écrasé devant elles. Le capitalisme, oui. Mais en même temps l'homme, sa dignité et sa liberté. » Ou faire l'éloge de l'attitude de la Chambre lors du premier comité secret : « Si le Parlement travaillait toujours dans cette atmosphère, il y aurait moins d'antiparlementarisme. On concilierait l'action avec le contrôle, l'autorité avec la liberté [(849)]. » Déat continuait de ressentir l'« état d'infériorité dynamique » dans lequel se trouvaient les démocraties en regard des régimes totalitaires ; mais il continuait, dans l'intimité de son *Journal*, à condamner le totalitarisme[(850)]. Évoquant une mise hors la loi totale du PCF, il écrivait : « Il ne s'agit pas de passer de l'antibolchevisme à un quelconque fascisme. Mais simplement de refaire une structure démocratique digne de ce nom, avec sans doute une nuance autoritaire et "consulaire" exigée par les circonstances. » Ces « circonstances », il les voyait appartenir à une mutation générale de l'Europe qui se poursuivait à travers la guerre[(851)]. C'était toujours l'idée de l'adaptation nécessaire à un mouvement de l'histoire dont les fascismes étaient à ses yeux les révélateurs privilégiés.

Les rénovateurs prolongèrent tous dans la drôle de guerre leurs aspirations de changement. Dans le groupe Esprit, le souhait d'un retour à la paix s'accompagnait du désir suraiguisé d'une transformation de la France. Commentant *Gilles*, de Drieu, Mounier disait en avril 1940 son refus de voir la guerre

s'achever par le retour à la situation préexistante. Reprenant une formule de Drieu, il écrivait : « "Retourner le fascisme contre l'Italie et l'Allemagne", la formule reste ambiguë, mal équilibrée. Mais retourner contre les monstruosités du fascisme les vertus du fascisme, et ce qu'il a, dans l'aberration et l'épouvante, accouché d'histoire vivante, oui, et il n'y aura pas de victoire durable, adaptée au monde tel qu'il est, sans cette intégration[852]. » On voit en fait s'opérer la même évolution dans le cercle plus large des conciliateurs. Ainsi Georges Lefranc, l'un des animateurs de la tendance Redressement, concluait de son expérience socialiste à la nécessité d'un « nouveau départ ». Il proposait de « réintégrer » dans l'action du socialisme trois notions qui en avaient été bannies. Celle d'« élite », l'élite ne devant être ni une caste ni un barrage. Celle d'« autorité », la démocratie ne devant être identifiée ni au règne de la « facilité » ni à celui de la « cohue » : « La discipline ne se mendie pas plus qu'elle ne doit s'imposer ; elle se crée d'un accord unanime entre les majorités et ceux qui sont de vrais chefs. » Celle enfin de « foi », l'homme étant « un être de sentiment » autant qu'un être de raison et ayant besoin, « à certaines heures graves », « de se sentir relié à une communauté qui le dépasse[853] ».

Pour les partisans du retour à la paix, le Parlement constituait en définitive la seule planche de salut. A partir de la rentrée de la Chambre à la fin de novembre 1939, le Comité de liaison se réunit régulièrement. Le *Journal* de Déat signale sept réunions jusqu'en mai 1940 et fait apparaître le cercle des partisans de la paix : chez les modérés, Flandin, Piétri, Poitou-Duplessis, Petsche ; à gauche, Marquet, Michard-Pellissier et surtout les SFIO Barthélémy, Chasseigne, Rives, Spinasse, Paul Faure même, avec qui Déat paraissait réconcilié et qui lui déclarait après la capitulation finlandaise que « toute opération militaire étant devenue impossible », il n'y avait « plus qu'à faire la paix[854] ». Le tout était d'avoir les moyens de la faire. « Il faut

tout de même du génie pour nous avoir mis dans une situation où nous ne pouvons faire ni la guerre, ni la paix », déclarait Bergery, qui, en vérité, ne regrettait que la seconde impossibilité[855].

Dès le début de la drôle de guerre, des combinaisons furent échafaudées pour amener une équipe de relève au pouvoir. La solution d'un gouvernement Pétain vint rapidement à la surface ; Monzie, Laval, d'autres encore, y pensaient : c'était le moyen pour ces minoritaires de lever l'obstacle en faisant porter sur la tête du vénérable soldat la confiance parlementaire qui permettrait d'entamer la négociation d'une paix blanche[856]. Déat se fit l'écho dans son *Journal* de l'hypothèse Pétain, mais il ne s'y intéressait pas. A la fin de novembre 1939, rendant visite à Alain en compagnie de deux autres anciens élèves du vieux maître, Chateau et Rives, il évoqua une équipe dont feraient partie Monzie et Caillaux[857]. Dans tous les cas, les partisans de la paix se trouvaient devant un obstacle redoutable : peut-être parviendraient-ils à renverser Daladier, mais comment empêcher Paul Reynaud et ses amis « bellicistes » de lui succéder ?

La majorité de Daladier était au départ solide et l'autorité du chef du gouvernement incontestée. La guerre de Finlande offrit l'occasion aux partisans de la paix de jouer sur un anticommunisme répandu parmi les parlementaires pour propager une vague de critiques contre les hésitations et les lenteurs du gouvernement. Leur campagne ne fut pas sans succès, puisqu'elle le poussa à préparer de grands projets antisoviétiques. Il est vrai que Daladier était un homme excessivement préoccupé de l'opinion parlementaire. Le *Journal* de Déat permet de constater que l'agitation des partisans de la paix fut loin de le laisser indifférent, au point de l'inciter à les amadouer. Ainsi Déat rapportait le 23 décembre 1939 la scène « curieuse » d'un Daladier l'abordant dans les couloirs de la Chambre et enchérissant sur sa dénonciation des « massacreurs », pour conclure : « Vous savez, si ça ne dépendait que de moi, j'arrêterais bien là les

frais[858]. » L'effet le plus certain de l'agitation des partisans de la paix fut d'alimenter une atmosphère antibritannique qui était apparue dans le monde politique français dès le début de la guerre ; en octobre 1939, Kerillis avait dénoncé à la Commission des Affaires étrangères les « formes effarantes » prises par la « campagne contre l'Angleterre », une campagne qui faisait « des ravages jusque dans les couloirs de la Chambre des députés[859] ».

Les partisans de la paix pouvaient jouer des divisions de politique intérieure et des hésitations de politique extérieure qui marquèrent la vie parlementaire pendant la drôle de guerre ; mais ils furent incapables de réordonner les alignements politiques à leur profit. Leur travail de sape parut pourtant avoir abouti lorsque, le 19 mars 1940, le gouvernement Daladier démissionna, après avoir obtenu la confiance de la Chambre par 239 voix contre une (Maurice Delaunay, membre du Comité de liaison), mais avec 300 abstentions. C'était en réalité le résultat de l'addition des mécontentements des partisans de la paix et de ceux de la résistance, les uns et les autres insatisfaits de la politique ondoyante de Daladier. Les espoirs des premiers furent immédiatement déçus, Paul Reynaud formant un gouvernement qui incluait les socialistes, jusqu'alors dans l'opposition, et qui obtint le 22 mars la confiance par 268 voix contre 156 et 111 abstentions ; cette voix de majorité condamnait l'éventualité d'un nouveau gouvernement dans lequel les partisans de la paix auraient pu avoir quelque poids.

Les votes du 19 et du 22 mars 1940 permettent de cerner les contours du camp des partisans du retour à la paix, moins les socialistes toujours tenus par la discipline de vote. Le double vote d'abstention définit le groupe des députés à la fois désireux de renverser Daladier et hostiles à son successeur, considéré comme l'homme des « bellicistes ». Vingt-neuf députés étaient dans ce cas, où se retrouvent la plupart des membres du Comité de liaison, sauf les socialistes (à l'exception de Barthélé-

my et de Chasseigne qui rompirent la discipline de vote), et qui appartenaient pour la majorité d'entre eux à des groupes de gauche : mentionnons Bergery, Cayrel, Marquet pour la Gauche indépendante, Chateau, Elbel pour les radicaux, Déat, Lafaye pour l'USR, Barthélémy, Chasseigne pour la SFIO, enfin Scapini à droite. On peut tenir ce petit groupe pour le noyau du camp de la paix, en y ajoutant, outre quelques sénateurs derrière Laval, un certain nombre des soixante-deux députés, appartenant presque tous aux groupes du centre droit et de droite, qui s'abstinrent pour Daladier et votèrent contre Reynaud ; signalons parmi eux Brille, Flandin, Montigny, Tixier-Vignancour, Dommange, Xavier Vallat et le groupe du PSF de La Rocque (dix députés)[(860)]. Tandis que les membres du premier ensemble s'en tenaient à l'abstention le 22 mars, principalement pour ne pas se couper de leurs groupes, favorables au nouveau gouvernement, ceux du second choisirent le vote d'opposition pour marquer leur désapprobation du retour des socialistes dans la majorité, de sorte qu'il est malaisé de décider de la part respective des motifs de politique intérieure et de politique extérieure. Mais leur attitude montre pour le moins qu'ils ne tenaient pas pour prioritaire une politique de guerre décidée, ou alternativement, qu'ils se refusaient à envisager la conduite de la guerre indépendamment de ses conditions de politique intérieure. La logique de ces prises de position est illustrée par le fait que c'est parmi cette petite centaine d'hommes que la déclaration Bergery de juillet allait trouver la plupart de ses adhérents ; l'arrêt de la guerre et la transformation du régime se tenaient déjà compagnie pendant la drôle de guerre.

Reynaud au pouvoir, et ayant pris la mesure de leur faiblesse, les partisans de la paix ne virent d'alternative que dans le retour d'un Daladier gagné à leur cause. Cette perspective n'était pas sans réalité dans la mesure où l'intéressé voulait sa revanche sur Reynaud. Au début d'avril, Daladier exprima à Bergery son

désir de le prendre dans la prochaine équipe gouvernementale. Peut-être pour y faire obstacle, plus sûrement en raison de la fragilité de sa majorité, Reynaud s'employa lui aussi à séduire le clan des pacifistes en parlant au même Bergery de le faire entrer dans un gouvernement remanié[(861)]. Mais c'était l'hypothèse Daladier qui était prometteuse. Le 25 avril, Déat représentait dans son *Journal* un Daladier lui tenant des propos antisémites au sujet de juifs engagés par Frossard à l'Information et exprimant son opposition à la campagne de Norvège[(862)]. En mai, l'intrigue prenait corps. Selon ce qu'en dit Bergery à Déat le 7 mai, il avait vu Laval qui était disposé à prendre les Affaires étrangères pour mener sa politique italienne, quel que fût le président du Conseil ; il s'était également entretenu avec Daladier qui acceptait d'être président du Conseil sans portefeuille et se disait enchanté de la présence éventuelle de Laval au Quai d'Orsay. « Ainsi se fixeraient les traits du prochain gouvernement, notait Déat, dont le caractère serait d'être concentré, avec seulement six ou huit chefs de file, et notamment un ministre de l'Économie nationale dominant les Finances. » La dernière précision concernait visiblement Déat, qui concluait : « Tout cela paraît plus sérieux que les éventualités Pétain[(863)]. » L'offensive allemande vint pousser à l'arrière-plan un changement gouvernemental qui était tout proche. Même si ce qu'en rapporta Déat était coloré par les espérances d'hommes qui cherchaient un marchepied vers le pouvoir, l'affaire n'est pas sans jeter une lumière nouvelle sur la personnalité de Daladier et son jeu politique, de même que sur une vie politique pourrie d'intrigues au sein de l'épreuve nationale.

Les fossoyeurs de la République

Le 10 mai, les troupes allemandes lançaient la grande offensive occidentale qui, en quelques semaines, allait amener la France à déposer les armes. On ne peut dire que Déat ait accueilli la nouvelle avec fermeté d'âme ; le 11 mai, il notait : « On va s'apercevoir de nos carences et des effroyables responsabilités encourues depuis 1934 par les ministres de l'Air successifs… » Ce pessimisme ne l'empêcha pas, comme Bergery, de multiplier dans les semaines suivantes les démarches pour recevoir une affectation aux armées. La situation vint tôt confirmer ses craintes, les Allemands perçant à Sedan et entreprenant la manœuvre d'enveloppement qui devait prendre dans la nasse les armées françaises montées en Belgique. Le 18, Reynaud fit entrer Pétain au gouvernement, une décision applaudie par les partisans de la paix et que l'aggravation de la situation militaire allait faire lourde de conséquences. Pendant ce temps, les pacifistes siégeaient au ministère des Travaux publics, suivant l'évolution des combats et se préoccupant de la neutralité de l'Italie, que Monzie pressait le gouvernement d'acheter au prix de vastes concessions dans l'Empire[(864)]. Le 21 mai, on commençait à évoquer dans ce milieu un thème qui allait être repris et amplifié. Ainsi que le notait Déat :

> On ne peut pas ne pas penser aux lendemains, s'il y a défaite et offre de paix séparée. On y pense. J'insiste pour que les responsables signent éventuellement la capitulation : jamais je n'y consentirais personnellement. Après il faudra, dit de Monzie, former une petite équipe, pour sauver ce qui pourra être sauvé[(865)].

Même s'il précisait qu'il restait « encore une chance » d'éviter le désastre militaire et qu'elle devait être « jouée à fond », il inclinait à tenir la partie pour perdue, parlait du châtiment des

responsables et envisageait d'arriver au pouvoir dans le sillage de la défaite. Le 24 mai, il tirait de ses conversations à la Chambre l'impression que « personne » ne paraissait « disposé à pousser la guerre jusqu'à la destruction et à l'évacuation de la France ». Dans les cercles qu'il fréquentait, on s'en remettait de plus en plus à Pétain et à Weygand pour orienter le gouvernement dans la bonne direction. Le 25 mai, Weygand évoquait pour la première fois devant le Comité de guerre un éventuel arrêt des combats ; la proposition allait se faire chaque jour plus insistante. Le 7 juin, Déat était finalement affecté à un dépôt d'infanterie à Versailles. Il jugeait désormais vital de solliciter un armistice et de « l'accepter sans conditions ». Dans la suite, il faudrait « sauver le plus possible de gens et de choses, et durer ». « L'histoire de l'Europe, concluait-il, n'est pas finie. En un sens, elle commence[(866)]… » Sentiment de délivrance au sortir d'une longue période de fièvre et de frustrations, perspectives d'un nouveau départ, de l'accomplissement de ses projets, s'il ne l'avait certes jamais voulue, la défaite de son pays venait lui apporter de troubles consolations.

Le gouvernement quitta Paris le 10 juin pour échapper à l'avance des troupes ennemies et, après une étape à Tours, s'installa à Bordeaux le 14. Le 16, Reynaud mit un terme au débat qui opposait au sein de son gouvernement partisans et adversaires d'un armistice en choisissant la démission plutôt que la décision. Chargé de le remplacer, Pétain s'enquit auprès de l'Allemagne des conditions d'une cessation des hostilités. Jusque-là, les ministres et les responsables de l'armée avaient seuls pesé et décidé, dans un sens dont le clan des pacifistes, dispersé par l'exode et les opérations militaires, n'avait eu qu'à se féliciter. Un certain nombre d'entre eux avaient suivi le gouvernement à Bordeaux et ils se regroupèrent pour intervenir dans la suite des événements. Il y avait là autour de Marquet, qui se trouvait en position de force dans sa bonne ville, un groupe de députés parmi lesquels figuraient Bergery, Bonnet, Cayrel, Chateau, La-

faye, Montigny, Scapini, et qui coopéraient étroitement avec Laval et quelques autres sénateurs. La première préoccupation de cette « commune » bordelaise fut de faire obstacle à un départ du gouvernement hors de France, départ toujours possible dans la mesure où les conditions allemandes pour un armistice n'étaient pas encore connues (elles ne le furent que le 22). Quelles que pussent être ces dernières, elles étaient d'avance acceptées : tel est le sens des délégations menées par Laval, Bergery et Marquet qui allèrent les 20 et 21 combattre auprès de Pétain et de Lebrun l'idée d'un passage du gouvernement en Afrique du Nord[867].

La seconde préoccupation de ces hommes était de faire sortir des circonstances une transformation du régime et une réorientation de la politique extérieure de la France. Dès le 18 juin, au témoignage de Vincent Auriol, une réunion d'une trentaine de députés donna l'occasion à Marquet de dresser l'acte de décès de la Troisième République : ce n'était pas une défaite militaire que la France venait de connaître, mais l'effondrement du pays sous un régime qu'il s'agissait d'enterrer. Spinasse intervint dans le même sens pour dire la nécessité d'un régime d'autorité. « Plus habile, plus nuancé, ménageant les transitions et aussi les sentiments d'autrui », Bergery déclara que la défaite avait eu pour cause « des conceptions militaires erronées », qu'elle était irrémédiable, mais qu'elle pourrait n'avoir pas de conséquences trop lourdes pour la France : la main de Hitler s'abattrait sur l'Angleterre « si du moins nous ne l'attirons pas vers nous » ; dans tous les cas, il fallait réformer les institutions[868].

Le 23 juin, au lendemain de la signature de l'armistice, la « commune » bordelaise remportait une première victoire : Laval et Marquet étaient appelés par Pétain au gouvernement comme ministres d'État (Laval était vice-président du Conseil, Marquet devint trois jours plus tard ministre de l'Intérieur). Victoire insuffisante au gré de Bergery, qui réclama le renvoi

des anciens ministres du gouvernement Reynaud et la formation d'un cabinet homogène[869]. Les projets de réforme du régime commençaient à fuser dans les nouvelles équipes qui occupaient le pouvoir ou se pressaient à ses portes. Laval parla devant Pomaret le 24 juin de changer la Constitution et évoqua une formule du genre Travail et Famille. Le chef du gouvernement et son entourage n'avaient pas besoin d'être éperonnés ; le 25, Pétain glissait dans une adresse au pays l'annonce de la naissance d'un « ordre nouveau » ; Weygand définissait un programme de rénovation nationale autour de la remise à l'honneur de Dieu, de la Patrie et de la Famille ; et le maurrassien Alibert commençait à fourbir un statut des juifs[870].

La droite réactionnaire occupait les postes stratégiques, et Laval n'avait pour s'imposer qu'un seul atout : il se faisait fort d'obtenir du Parlement la délégation à Pétain de tous ses pouvoirs, y compris le pouvoir constituant. C'était à son avis le moyen de faire du Maréchal son obligé et de se faire confier la responsabilité des affaires, en particulier du règlement de la paix qui était sa grande ambition. S'il faut en croire le témoignage de Élie-Joseph Bois, l'ancien directeur du *Petit Parisien*, Laval lui avait parlé en octobre 1939 du gouvernement Pétain qu'il souhaitait voir se constituer et il avait répondu à l'objection que le Maréchal était vieux et facilement absent d'esprit : « Qu'est-ce qu'on lui demande ? D'être un dessus de cheminée, une statue sur un socle. Son nom ! Son prestige ! pas davantage[871]. » Comme la suite le montra, Pétain était influençable, en particulier dans ses moments de fatigue, de sorte que son entourage détenait sur lui une influence certaine ; mais il avait les idées suffisamment claires et fixées pour orienter le gouvernement selon sa volonté, et surtout il avait un tel goût du pouvoir qu'il ne se laisserait pas réduire à l'état de fantoche. En partant s'installer à Vichy le 1er juillet, il attirait derrière lui l'essaim des hommes et des minorités en mal de revanche et de rénovation, qui tous rêvaient de le mettre sur leur cheminée.

Lors de la débâcle, Déat avait gagné Angoulême et refusé d'en bouger, malgré les invites pressantes à les rejoindre que ses amis, notamment Chateau et Lafaye, lui adressèrent de Bordeaux entre le 19 et le 22 juin ; il se borna à souligner à leur intention la nécessité qu'il voyait « pour le gouvernement de tout accepter et de ne pas quitter la France ». Comme il l'avait dit et répété, il se refusait à être mêlé à la cessation des hostilités ; c'était libre et franc de toute responsabilité dans le désastre qu'il voulait reparaître sur la scène politique[872]. Réfléchissant le 28 juin à un possible programme d'action, il prévoyait des mesures de remise en marche de l'économie et envisageait la conclusion rapide d'un traité de commerce avec l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. L'heure lui paraissait venue de mettre sur pied un nouveau système social : « Tendre à un nouveau syndicalisme, patronal et ouvrier ; organiser les corporations ; revoir les idées du Plan français pour application. » Sur le plan politique, il souhaitait la nomination de Pétain à la fonction de chef de l'État (en d'autres termes, sa relégation à un poste honorifique), ainsi que la formation d'un gouvernement « homogène » composé d'hommes n'ayant « aucune responsabilité dans ce qui est arrivé » et « capables de comprendre les nécessités présentes ». Sur la réforme constitutionnelle, ses idées demeuraient floues ; dans l'immédiat, le nouveau ministère devrait « gouverner en étroite collaboration avec les Chambres, en associant les commissions aux responsabilités, et les parlementaires individuellement ». Il n'oubliait pas la recherche des responsabilités, parlait d'« épurer » et de « prononcer les déchéances », prévoyait d'« ajouter *sine die* les élections » ; mais également de « tendre à l'organisation des partis, ramenés à 2 ou 3[873] ». S'il espérait faire aboutir à la faveur des circonstances cette rénovation qu'il souhaitait depuis des années, sa première pensée n'allait pas à un régime totalitaire.

Le 2 juillet, il arrivait dans un Vichy bourdonnant de projets de réforme. Le lendemain, Laval, avec qui il n'avait jamais été

lié, le mit au courant de son projet de révision constitutionnelle. Il mentionna « la nécessité de faire vite, pour ne pas être gagné à la main par la pénétration nazie en territoires occupés, et aussi pour orienter l'opinion avant qu'elle ne soit susceptible de trop s'émouvoir des suites de la guerre ». De son côté, Déat insista sur la nécessité de ne pas faire œuvre de réaction, « de ne pas paraître agir sous la pression de l'ennemi en le copiant, ni de présenter à l'ennemi un camouflage de son propre régime ». Les deux hommes constatèrent leur accord sur la politique générale. « Laval veut que l'Angleterre paye les frais de la guerre, notait Déat, idée qui est la mienne depuis longtemps » ; elle n'allait pas être modifiée par l'annonce de l'agression britannique contre la flotte française qui fut connue quelques heures plus tard. De même en allait-il sur le projet d'une « collaboration loyale et franche » avec l'Allemagne, Laval acceptant « aussitôt » l'idée chère à son interlocuteur « d'un traité de commerce, ou plutôt d'une entente économique générale, France agricole et Allemagne industrielle en gros[874] ».

La prudence et la modération de Déat s'effritèrent rapidement dans la serre chaude de Vichy ; la suggestion des rumeurs, le tourbillon des intrigues, la volonté de rester en course échauffaient les esprits d'hommes éblouis par la carrière que la défaite ouvrait à leurs projets. Les anciens du Comité de liaison se portèrent naturellement au premier rang des parlementaires partisans du changement. Laval s'offrait en chef de file et ils l'épaulèrent au cours des réunions d'informations qui eurent lieu dans les jours précédant la session de l'Assemblée nationale. Un même discours chez tous ces hommes : la France vaincue devait changer de régime et changer de politique extérieure, les deux changements se commandant mutuellement. Comme le déclara Laval, il s'agissait de devancer la défaite prochaine de l'Angleterre pour engager avec l'Allemagne une politique de collaboration qui ferait retomber sur l'ancienne alliée l'essentiel des charges de la guerre. Mais pour obtenir de Hitler

ce traitement de faveur, qu'il était censé être disposé à accorder, il fallait adapter les institutions de manière à lui garantir la durée des engagements de collaboration de la France. La démocratie parlementaire avait perdu la guerre, elle devait céder la place à un régime autoritaire, hiérarchisé, national et social[875].

L'appui que Bergery, Déat et leurs amis donnaient à Laval n'était pas exclusif de la promotion de leurs intérêts. Chacun d'eux se préoccupait d'apporter à la création du nouveau régime une contribution qui lui valût d'y tenir un rôle. A la différence de Bergery, Déat montra toutefois une nette inclination à faire confiance à Laval et à se ranger derrière lui. Laval sut le prendre par son faible en lui parlant dès le départ de l'inclure dans le gouvernement qu'il comptait former après l'abdication de l'Assemblée nationale. Le 7 juillet, toutefois, il l'entretenait de l'état d'esprit de Pétain qui paraissait « en fin de compte décidé à choisir les hommes de son ministère » ; il était à craindre qu'il ne les choisît « pas très bien », ayant « la manie des non-parlementaires ». « Il me dit nettement, nota Déat, que le premier ministère ne sera pas le bon ; celui-ci viendra ensuite, quand lui, Laval, aura pris solidement pied comme successeur[876]. » Il faudrait à Déat du temps et une succession de déplaisantes expériences pour saisir le jeu que Laval jouait à ses dépens, toujours l'approuvant et l'encourageant sans jamais le soutenir vraiment, ni faire équipe avec lui.

On le voit dans l'affaire du parti unique qui devait constituer la contribution de Déat à l'ordre nouveau. L'idée était dans l'air ; le 5 juillet, Chasseigne avait proclamé que l'heure de la fin des partis était venue, s'attirant l'approbation de Laval qui déclara : « Désormais il n'y aura qu'un seul parti, celui de tous les Français, un parti national qui fournira les cadres de l'activité nationale[877]. » Déat fit sienne l'idée, encouragé par Laval qui le poussa à en préparer la réalisation, sans en être au fond partisan, la jugeant en tout cas inopportune dans les circonstances ; ainsi fit-il supprimer la mention qu'en avait faite Déat dans

l'exposé des motifs du projet de loi constitutionnelle qui devait être soumis à l'Assemblée nationale et qu'il lui avait demandé de réviser[878].

Il restait à ce dernier la possibilité de promouvoir son projet dans *l'Œuvre* qui s'était repliée à Clermont-Ferrand et qui lui ouvrit ses colonnes à partir du 5 juillet. Ses premiers articles révélaient que des valeurs anciennes s'affirmaient à présent dans un ensemble fascisant. La France avait été « une nation trop bien nourrie, pas assez musclée, sans tonicité corporelle et mentale, sans confiance profonde en soi, sans dynamisme vrai et sans idéal commun ». La « vie facile » allait céder la place à une vie « ascétique » ; dans le nouveau régime, « le service de l'État, la discipline, le renoncement, l'héroïsme » seraient « les valeurs premières, et non le bonheur plat et uni de la plus quotidienne des existences ». Ces valeurs faisaient corps avec la vision d'une société placée sous le signe de la plénitude instinctuelle typique de l'idéal néotribaliste du fascisme :

> Il faut que nous apprenions à sentir en commun, à penser en commun, que nous retrouvions cette bonne chaleur humaine des peuples sans dissidence, où s'exaltent les énergies, et où la discipline et le sacrifice ont la spontanéité de l'instinct.

C'était en ce point qu'il introduisait l'idée du parti unique qui devait, comme en Allemagne, en Italie et en URSS, dégager et orienter les aspirations communes, encadrer et animer la nation, servir de médiateur entre l'État et les citoyens. La France allait connaître une révolution nationale, mais qui serait originale ; elle lui permettrait de se mettre « au niveau des autres patries », ce qui était « la condition de tout accord, de toute paix, de toute émulation dans la grandeur[879] ».

De son côté, Bergery ne restait pas inactif. A en croire Louis Noguères, alors député SFIO, il fut « celui des parlementaires qui, à Vichy, s'est le plus prodigué en faveur de la "Révolution

nationale" – formule Laval. Il était en constant état d'ébullition. On le voyait partout, on le trouvait partout, on l'entendait partout ! Il ne se contentait pas de battre le rappel autour du texte Laval, il bâtissait déjà, à lui tout seul, la France de demain, lui donnait ses bases, ses institutions… ». Noguères faisait observer qu'une « personnalité comme la sienne, qui ne suscite en temps normal qu'un intérêt intellectuel, devient un véritable centre d'attraction et d'action dans une période de désarroi général » ; « ayant toujours agi en isolé, il n'est pas perdu dans la débandade[880] ». La contribution de Bergery consista dans la rédaction et la diffusion de la déclaration qui allait porter son nom.

Ce texte s'ouvrait par la dénonciation de la politique française que Bergery faisait depuis plusieurs années : faillite des gouvernements de gauche et de droite, dégénérescence de la notion d'État, décadence du régime qui fonctionnait « comme une sélection à rebours ». Passant aux nouvelles orientations, il préconisait la voie de la collaboration avec l'Allemagne et l'insertion de la France dans le nouvel ordre continental. Mais pouvait-on espérer de l'Allemagne « une collaboration qui n'équivaille pas à une servitude » ? « Autour de Hitler », certains voudraient l'écrasement de la France et la revanche d'Iéna ; mais d'autres pourraient comprendre, « en vertu du précédent d'Iéna lui-même », qu'il était impossible d'écraser durablement un grand peuple. Ce qui amenait au postulat sur lequel la collaboration française, dans ses variantes les plus diverses, allait se fonder : « dans l'esprit du vainqueur, telle ou telle tendance l'emportera selon qu'il trouvera devant lui, en France, des hommes qui veuillent et puissent tenter l'œuvre de réconciliation et de collaboration ». Cette politique extérieure entraînait une nouvelle politique intérieure ; pour ne pas trop prêter le flanc, Bergery s'empressait d'ajouter que ce changement, dans tous les cas, aurait été nécessaire, le désastre militaire

n'ayant été que « la traduction catastrophique de la corruption du régime ».

La déclaration appuyait le projet de confier à Pétain la préparation d'une nouvelle constitution, mais son auteur tenait à prendre date pour le futur en indiquant « le sens général du changement nécessaire ». En premier lieu, l'ordre nouveau devait être autoritaire. L'histoire étant faite « d'alternances entre des périodes d'autorité dégénérant en tyrannie et des périodes de liberté dégénérant en désordre », l'heure était venue pour la France de « substituer à ces alternances douloureuses la synthèse de l'autorité et de la liberté ». Ces maximes laissaient dans le vague la nature du régime autoritaire à construire, sauf à indiquer que cette autorité ne devait pas être illimitée : si les Français allaient perdre « quelques apparences de la liberté », ils demandaient « au chef du gouvernement d'en sauver la substance ». En deuxième lieu, l'ordre nouveau devait être national. Il était « urgent de restaurer la fierté nationale blessée » et il revenait au nouveau gouvernement de devenir le « gouvernement de la renaissance nationale » ; mais il n'était pas question de s'enfermer dans un nationalisme autarcique qui ne pouvait que préparer « de nouvelles hécatombes ». Le nouvel ordre national ne devait pas perdre de vue son devoir d'intégration dans la nouvelle Europe, celle-ci devant apparemment respecter certains principes de justice puisqu'il était question d'« ordre européen sain ». En troisième lieu, l'ordre nouveau devait être social, de façon à échapper au stalinisme comme à la ploutocratie ; supprimer les luttes de classes en s'attaquant à leurs causes, établir une « hiérarchie du travail fondé sur l'efficience », telles étaient sur le plan social, aussi floues que sur les autres plans, les lignes directrices du nouvel ordre.

Bergery prévenait en conclusion l'objection qui pouvait s'élever : ne s'agissait-il pas d'une « copie plus ou moins servile du national-socialisme » ? En réalité, partout se manifestait une même « course vers une forme nationale de socialisme » ; de

l'Amérique du New Deal à l'URSS, en passant par les régimes fascistes, partout les peuples avaient « cherché à atteindre par des voies spectaculairement différentes des buts identiques ». La France saurait « tirer de sa substance un régime qui se conciliera avec ceux de toute l'Europe continentale, mais qui portera nécessairement le signe de son propre génie ». Il fallait trouver au fond du malheur l'ambition de « reconstruire dans l'ardeur une France intégrée à la nouvelle Europe, y ayant sa grande et légitime influence, mais pour cela même changée dans ses mœurs » : une « France neuve dans une Europe digne de ce nom », une France qui, « même mutilée, sera plus grande que celle de hier[881] ».

Le texte de Bergery offre une expression parfaite des espoirs et des illusions entretenus par les partisans d'un nouveau régime français. Espoir d'une paix meilleure garantie par la parenté des régimes (puisqu'il n'était question ni d'un « alignement », ni d'une « copie ») et facilitée par un redressement intérieur opéré dans l'ordre et le travail. Illusion d'une marge d'influence de la France sur la politique allemande, la décision de Hitler dépendant de la bonne volonté française autant, sinon plus, que de l'évolution du conflit global et de ses propres ambitions et conceptions. Enfin, au fond de tout, la contradiction capitale entre l'ambition d'une rénovation nationale et l'acceptation de la défaite, l'invraisemblable conciliation d'un « gouvernement de la renaissance nationale » qui serait en même temps le gouvernement acquiesçant et dévoué à son vainqueur d'une « France mutilée ». Les anciens conciliateurs et non-conformistes se trouvaient naturellement être les meilleurs interprètes de ce qui était une mentalité tout autant qu'une politique de collaboration. Ils n'avaient jamais été portés sur les valeurs de grandeur et de puissance nationales, avaient toujours ambitionné la coopération d'une France rénovée avec les régimes fascistes ; la défaite leur offrait la possibilité d'une transformation dont les sources d'inspiration pouvaient mieux

s'avouer et qui devait mener à l'entente qu'ils avaient toujours rêvée.

La déclaration Bergery fut imprimée et distribuée avant la séance du 10 juillet. Elle portait alors 18 signatures et 51 adhésions, dont la liste a souvent été reproduite, mais qui fixe l'état des choses à la date du 7 juillet. En réalité, il y eut jusqu'au 10 juillet 97 parlementaires (95 députés et 2 sénateurs) à l'approuver formellement, soit 20 signataires et 77 adhérents[882]. Les anciens membres du Comité de liaison y figuraient tous, à une exception près (Maurice Delaunay), et constituaient la majorité des signataires (13 sur 20) ; ils avaient été rejoints par le SFIO Spinasse, mais surtout par des hommes de droite comme Dommange, Vallat, Robbe. Les cadres des « vieux partis » avaient bel et bien sauté, comme l'établit la provenance politique des 95 députés de la liste. En chiffres absolus, les socialistes SFIO étaient les plus nombreux (29, paul-fauristes dans leur immense majorité ; Paul Faure lui-même n'était pas présent à Vichy), suivis par les groupes du centre droit et de la droite. Toutefois, en rapportant ces chiffres à l'importance relative des groupes dans l'effectif de la Chambre, il apparaît que la déclaration constituait un échantillon dans l'ensemble représentatif.

Il faut toutefois relever des dénivellations significatives, avant tout la sous-représentation massive du groupe radical (environ 5 % des députés de la déclaration contre 20 % dans la Chambre). Le passé de dissident radical de Bergery y fut peut-être pour quelque chose, mais l'explication la plus probable réside dans le fait que sa déclaration était la condamnation sans appel d'un régime auquel les radicaux s'étaient identifiés. Si la plupart d'entre eux étaient résignés à l'enterrer, ils refusaient de souscrire en sus au discours de condamnation dont certains prétendaient accompagner cet enterrement. A l'autre bout de l'éventail politique, le groupe des républicains indépendants (qui comptait dans ses rangs Audiffret-Pasquier, Tinguy du

Pouët, Tixier-Vignancour) et le groupe du PSF de La Rocque se trouvaient en proportion respectivement deux fois et trois fois plus élevée dans la déclaration que dans la Chambre. C'était dans ce secteur de la droite ligueuse, de la droite autoritaire et réactionnaire, que l'appel à l'ordre nouveau devait naturellement trouver l'écho le plus sonore.

Il se trouva ainsi un cinquième des députés pour souscrire à un verdict de condamnation à mort de leur passé de parlementaires. Les lignes de l'ordre nouveau esquissées par Bergery pouvaient prêter à des interprétations diverses ; associées à une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie, elles prenaient une signification qui ne pouvait abuser personne. S'il faut faire leur part à l'atmosphère de Vichy et au choc de la défaite, il reste que les parlementaires de la déclaration Bergery se situaient en toute conscience dans le groupe des partisans d'une adaptation de la France au nazisme vainqueur ; il ne leur suffisait pas de se décharger sur Pétain de la suite des événements, comme le firent la plupart de leurs collègues, ils tenaient à affirmer leur souhait d'une nouvelle politique rompant avec un demi-siècle de république. A cet égard, il est frappant de constater que ces hommes, à quelques exceptions près, et mis à part les signataires de la déclaration, représentaient l'authentique piétaille du milieu parlementaire ; n'était-ce pas un signe de la dislocation opérée dans le personnel politique français par l'avant-guerre ?

Le 10 juillet, les Chambres réunies en Assemblée nationale votèrent les pleins pouvoirs à Pétain par 569 voix contre 80 et 17 abstentions. Dans la séance privée qui précéda la séance officielle, Laval avait plaidé une dernière fois en faveur du projet. Bergery voulut ensuite donner lecture de sa déclaration, mais il y renonça en raison du chahut de l'assistance et sur la demande instante de Laval ; il se borna à faire ressortir l'importance d'un texte qui avait reçu l'appui d'hommes de tous les partis[(883)]. Si Laval l'avait prié de s'abstenir de lire sa déclaration, c'est peut-

être parce qu'il voulait s'épargner toute reconnaissance de dette, mais surtout parce que l'intervention de Bergery risquait de braquer les hésitants. De ce point de vue, le discours de Flandin qui suivit servit ses desseins. Après avoir incliné à confier à Pétain des pouvoirs extraordinaires dans le cadre de la constitution, Flandin s'était rallié à la révision. Tout en apportant son approbation au projet de Laval, il fit des réserves et des mises en garde : il fallait éviter de faire une « copie servile » des régimes fascistes et se garder de « cette sorte de mépris de la personnalité humaine » qu'ils montraient. Sur l'essentiel, il reprenait et accréditait les arguments de Laval : la confiance au maréchal de France, la nécessité d'une réforme politique, celle de ne pas se diviser quand l'approche du règlement de la paix exigeait que la nation fît bloc devant le vainqueur. Laval avait déclaré qu'au fond du projet gouvernemental il y avait l'objectif de « faire à la France la paix la moins mauvaise possible » ; Flandin reprenait en écho que l'Allemagne verrait dans une division du vote de l'Assemblée nationale une faiblesse qui pourrait « justifier de sa part des exigences nouvelles et faire naître chez elle des ambitions plus étendues[884] ». Le soir du 10 juillet, Déat nota : « Discours de Flandin, qui finalement pleure pour de bon. Gros succès, qui rallie 100 voix au texte du gouvernement[885]. »

Il n'est nul besoin de recourir à l'hypothèse d'un complot ou d'alléguer la crainte d'un coup d'État militaire pour expliquer le vote massif de l'Assemblée nationale le 10 juillet 1940. Il n'y eut pas d'opposition sérieuse ; la résignation avec laquelle les parlementaires acceptèrent les arguments de Laval prit sa source dans le désarroi de la défaite, dans le sentiment d'une victoire allemande irrésistible, et aussi dans la dégradation de la confiance dans les institutions qu'avaient minée jusque chez leurs serviteurs les divisions de l'avant-guerre. Cette désintégration morale s'était faite au niveau des individus et à travers les barrières des partis ; et la mesure dans laquelle les partis de

gauche cédèrent au courant la fait apparaître dans toute son ampleur. Certes, les groupes de droite, à l'importante exception des démocrates-chrétiens du PDP, n'avaient aucun représentant dans les 62 députés qui votèrent « non » le 10 juillet, et les groupes du centre n'y étaient représentés que marginalement (un seul USR par exemple, Ramadier). Mais, si les députés de gauche formaient le gros des opposants, ils ne représentaient que des minorités dans leurs propres groupes. La proportion la plus forte des opposants par rapport à l'effectif du groupe présent à Vichy apparaît dans le groupe de Bergery, celui de la Gauche indépendante (50 %, 6 députés sur 12), le poids de la Jeune République s'y faisant sentir et sans doute le phénomène d'individualités dont parlait Noguères ; viennent ensuite le groupe des dissidents du PC, l'UPF (27,2 %), la SFIO (26,1 %), enfin les radicaux (14,4 %) ; mais les démocrates-chrétiens du PDP avaient même mieux résisté que ces derniers (15,3 %).

Ce n'était pas un hasard si le refus d'un ordre nouveau sur lequel pesait par avance, ne fût-ce qu'indirectement, l'exemple du nazisme vint de familles politiques qui en connaissaient la barbarie, les communistes, les socialistes, les chrétiens, les démocrates ; mais cela ne rend que plus saillante la désertion majoritaire de leurs collègues. Il y eut autant de socialistes et de communistes dissidents pour appuyer la déclaration Bergery que pour voter « non », et l'on n'a pas indiqué le désarroi des socialistes quand on n'a pas précisé, outre le fait que Blum ne put se déterminer à intervenir avant le vote, qu'ils constituaient le 60 % (80 % si on y ajoute les radicaux) des députés qui choisirent l'abstention : des hommes qui ne purent se résoudre ni à voter « oui », ni à voter « non » (Georges Monnet fut de ceux-là). L'éclatement des partis de gauche le 10 juillet se produisait au terme d'un processus dans lequel les déterminantes qui s'exprimaient de façon privilégiée chez les minoritaires et les dissidents de gauche avaient opéré de façon diffuse le même travail de sape au sein des grands partis ; le pacifisme, l'anticommunisme, le discrédit des valeurs démocratiques, la séduction plus

ou moins importante des fascismes, tout cela avait façonné un climat, préparé des plans de réaction qui, sous le coup de la défaite et dans l'inquiétude de l'avenir, s'exprimèrent dans l'abandon à l'homme providentiel, dans la reddition aux valeurs d'ordre et d'autorité.

Sur ce fond, Bergery, Déat et leurs amis apparaissent comme les expressions extrêmes d'un courant plus large de désagrégation des valeurs démocratiques. Mais si, le 10 juillet, ils pouvaient fêter l'avènement de cette pulvérisation politique qu'ils souhaitaient depuis longtemps, ils s'illusionnaient sur son ampleur et sur sa durée, et surtout sur leur capacité à jouer le rôle de pôles de rassemblement. Convoquée deux mois plus tard, l'Assemblée nationale aurait produit un autre vote, et eux-mêmes agi peut-être différemment. Mais cela est à vrai dire peu probable ; la défaite paraissait ouvrir une telle carrière à leurs projets, ils avaient accumulé tant de frustrations, mis tellement d'intensité dans leurs aspirations de renouvellement qu'il ne leur aurait guère été possible de se retirer du jeu. L'alignement plus ou moins conséquent sur le régime du vainqueur qu'ils préconisaient marquait que la nouvelle situation avait abattu la fragile digue maintenue jusqu'alors tant bien que mal ; l'adaptation allait plus loin en proportion de la difficulté de la tâche, et la fascisation plus avant dans la mesure même où l'entente avec le nazisme paraissait exiger plus de dévouement et d'efforts. La défaite faisait cristalliser un ensemble de fascisation dont les années d'avant-guerre n'avaient montré dans leur cas, à la différence de celui de Doriot, que des rudiments. La particularité de leur situation au regard des prototypes fasciste et nazi n'en ressort que davantage. Loin d'être poussés par la défaite sur le chemin de la revanche et d'une nouvelle grandeur, ces hommes s'élançaient à la poursuite du vainqueur pour obtenir sa magnanimité et sa confiance. La course d'émulation cédait la place à la course de rattrapage : mais pourraient-ils passer aux yeux de Hitler pour autre chose que des Stresemann ?

CHAPITRE XI

Les laissés-pour-compte de l'ordre nouveau

Le sentiment de délivrance qu'avait exprimé Déat peu avant l'armistice, tous les dissidents et les minoritaires qui avaient vécu l'avant-guerre et la drôle de guerre comme une époque de confinement et d'exaspération le ressentirent. Écoutons un Victor Serge, anarchiste, puis communiste, devenu un antistalinien acharné, évoquant son état d'esprit lors de sa fuite de Paris en juin 1940 :

> Nous fuyons avec un sentiment de soulagement qui confine à une sorte d'allégresse. […] Un pan de la vieille Europe s'écroule, quelque chose s'accomplit qui devait s'accomplir. Nous vivions dans une impasse étouffante. […] Qu'est-ce qui ne pouvait pas durer ? Tout. Les frontières, Danzig, les fascismes, les parlements impuissants, cette littérature et cette presse faisandées, ce mouvement ouvrier aveuli, ce tas d'iniquités et d'absurdités. Aucun défaitisme, bien entendu. Contre le nazisme, et même pour une III^e^ République résolue à survivre, tous les révolutionnaires, comme tout le peuple français, se seraient battus de bon cœur si ç'avait été possible. Mais on ne peut défendre qu'une société vivante et l'état de décomposition de celle-ci était déjà trop avancé[(886)].

Cette trouble approbation de la force du destin représentée par le nazisme était chez Serge rachetée par la vision qu'il avait d'un nazisme lui-même condamné ; la lassitude, le désenchantement lui firent tout de même prendre le chemin du Mexique plutôt que celui de la lutte en Europe.

D'autres eurent devant cette force du destin une réaction faite d'éblouissement et de secrète adhésion. Ainsi en alla-t-il d'Alain, qui, dans la deuxième quinzaine de juillet, dévorait avec admiration *Mein Kampf* et écrivait à propos de la guerre qui continuait :

> Pour ma part, j'espère que l'Allemand vaincra ; car il ne faut pas que le genre de Gaulle l'emporte chez nous. Il est remarquable que la guerre revient à une guerre juive, c'est-à-dire à une guerre qui aura des milliards et aussi des Judas Maccabée[887].

Comme chez d'autres hommes de gauche partisans de l'entente avec l'Allemagne nazie, un pacifisme qui avait été d'un idéalisme généreux connaissait ainsi un lamentable aboutissement. Le nazisme avait vaincu, son hégémonie supprimerait la guerre, Hitler était l'homme qui ferait l'Europe malgré elle : l'approbation de l'Empire nazi venait chez ces hommes couronner une évolution qui avait détaché de leur pacifisme les valeurs démocratiques qui lui sont consubstantielles.

Les plus touchés furent naturellement les rénovateurs des années 30 ; la victoire du nazisme leur apparaissait comme la sanction du destin et l'ouverture d'une nouvelle ère. Mounier jugeait que la défaite de la France avait porté condamnation, plus que d'un régime, de tout un état de civilisation ; il accueillit le nouvel ordre français comme la base sur laquelle pourrait être construit avec son appui et celui de ses amis l'édifice du nouvel âge. Un texte écrit vers la fin de l'été 1940 montre combien il voulait tenir ce qui avait été un revers militaire pour l'événement inaugural d'une nouvelle époque de l'histoire humaine.

> Le premier soin à prendre est de se placer à l'échelle de vision de l'homme qui a, en ce moment, l'initiative de l'histoire en Europe. M. Hitler, à plusieurs reprises, a déclaré qu'il pensait son action à l'échelle de mille ans. Les « réalistes » ont souri. Mais, à la réflexion, la perspective serait plutôt un peu étroite.

Il ne trouvait donc « pas déraisonnable » de chercher les origines de la crise européenne quelques siècles auparavant, ni « de prévoir l'impulsion à donner à ce monde convulsionnaire pour quelques siècles en avant[888] ». Cette vision immense

s'inscrivait dans un texte où perce la conscience qu'avait son auteur d'une victoire allemande révocable, de sorte qu'elle n'en apparaît que plus fortement comme l'expression d'une délivrance et d'une ambition soulevées et électrisées par la tornade nazie. Après avoir cherché à influencer de l'intérieur le régime de Vichy, Mounier et ses amis allaient passer à la résistance. La réflexion et l'épreuve des réalités firent trouver la voie que traçaient nombre de leurs principes et de leurs conceptions ; ils n'avaient pas moins cru violemment en la rénovation de la France à la suite de la défaite infligée par le nazisme.

L'éblouissement de l'été 40, Fabre-Luce le subit aussi. Pouvait-on penser d'un esprit aussi agile qu'il montrerait le saisissement du croyant :

> Révolution nationale, dit-on. Mais n'est-ce pas surtout d'une révolution mondiale qu'il s'agit ? La France est désormais un élément d'un ensemble plus vaste. Il ne lui appartient plus de commander, mais de collaborer, d'inspirer et surtout d'être… L'esprit s'arrête, interdit, au seuil d'un monde nouveau[889].

Acceptation de la nouvelle Europe, perspective de la révolution mondiale qui vient dépasser et nier la révolution nationale à peine affirmée, attente d'un avenir indéterminé et aveuglant : le saisissement allait perdre en intensité au fil des mois, les présupposés de cette attitude resteraient à la base de la collaboration tout entière. A cet égard, la distinction faite par Stanley Hoffmann entre la collaboration d'État et la collaboration idéologique, si elle est éclairante, l'est aussi par ses limites[890] : la seconde se développa sur la base de la première, solennellement proclamée par Pétain lui-même ; l'une et l'autre portaient la même contradiction qui devait produire la même débâcle.

Les hommes de Vichy entendaient traiter avec l'Allemagne selon les intérêts de la raison d'État : mais ils avaient dès le départ associé une révolution nationale proclamée à la reconnaissance d'une défaite sans appel, de sorte que la liberté de ma-

nœuvre nécessaire à l'exercice de la raison d'État en était doublement réduite. Les hommes de Paris voulaient refaire la France de fond en comble, mais en l'alignant sur l'idéologie et les institutions du vainqueur ; ce faisant, ils portaient à l'extrême la contradiction de leurs rivaux de Vichy. Comme l'écrivait à Londres Raymond Aron,

> rien n'est plus absurde et plus dérisoire que la phraséologie révolutionnaire des collaborateurs qui lancent, tour à tour ou même simultanément deux thèmes contradictoires : l'acceptation du joug allemand au nom de la raison historique et une révolution morale d'inspiration nietzschéenne. Car les deux thèmes se neutralisent. Il peut y avoir sagesse, mais non héroïsme, à se soumettre à la nécessité. S'il n'est pas toujours sage, il est toujours héroïque de lutter contre la force triomphante. Où seraient le risque, l'aventure, l'audace dans un régime totalitaire apporté par l'envahisseur[(891)] ?

Le parti des dupes

En juillet 1940, l'ordre nouveau qui naissait à Vichy ne manquait ni de tuteurs ni de parrains. Présage d'autres déconvenues, la journée du 10 juillet se révéla dès le lendemain avoir été une journée des dupes pour les hussards de l'ordre nouveau. Tandis que la plupart des parlementaires quittaient Vichy et que Déat réunissait la douzaine d'entre eux qui devaient entreprendre la création du parti unique, Pétain remaniait son gouvernement d'une manière fort décevante. Les premières indications signalaient la nomination, en compagnie de Belin qui devait servir d'alibi de gauche, d'une brochette d'hommes de la droite la plus marquée, Weygand, Ybarnegaray, Mireaux, Caziot, Lémery. « Nous sommes tous très amertumés », nota Déat, qui n'en finissait pas de rager : « On va vers l'immobilisme des hautes fonctions, vers les hommes d'affaires à la curée et vers un consortium de vieillards. Équipe de plate réaction, du sous-Doumergue, et un sous-16 mars en perspective[892]. »

Laval convenait du « ratage ministériel », tout en étant satisfait de ses positions. Il s'employa à consoler Déat en lui confiant par avance le poste de secrétaire général du parti unique, ce qui, lui fit-il comprendre, l'empêcherait de devenir ministre, et en l'encourageant à engager un travail d'études préliminaires : il ne voulait pas faire paraître le décret sur le parti unique avant une huitaine. L'ancien président de la Chambre Fernand Bouisson avertissait Déat que Laval le menait en bateau et le pressait d'accepter la direction de *l'Œuvre*, dont il était l'administrateur. Déat lui-même était déprimé ; « le pessimisme est général », notait-il le 16 juillet[893]. Mais il n'était pas homme à abandonner espoir et à accepter que l'ordre nouveau pût se faire sans lui, et sur d'autres lignes que les siennes. Il entreprit donc de préparer le fameux parti unique en compagnie d'un groupe de parlementaires dont les signataires de la décla-

ration Bergery formaient le noyau. Ceux-ci étant des individus isolés, la question se posa de l'attitude à observer envers les forces organisées, au premier rang desquelles se trouvaient le PSF et le PPF.

Doriot avait été entraîné dans la débâcle des armées françaises. Pendant son absence, ses lieutenants restés à Paris avaient pris langue avec les autorités d'occupation, et notamment avec l'équipe dirigée par Abetz que Ribbentrop avait dépêchée à Paris pour le représenter auprès des autorités militaires allemandes. Le 21 juin, sur la recommandation d'Abetz, celles-ci accordaient la permission de rouvrir le siège principal du PPF, sans autoriser le fonctionnement public du parti[(894)]. Doriot lui-même réapparut à Paris vers la fin de juin et prit contact avec Abetz. Les relations entre les deux hommes n'étaient pas bonnes et elles allaient empirer. Selon ce qu'il en rapporta plus tard, Doriot reprocha vivement à son interlocuteur les négociations qu'il menait avec des représentants du PCF qui cherchaient à faire reparaître *l'Humanité*[(895)]. La chose n'avait pas échappé aux gens du PPF et il est significatif que Doriot en ait fait l'objet de sa première prise de contact avec les occupants.

Quelques jours plus tard, il paraissait à Vichy, escorté d'une bande de fidèles et dans les dispositions d'esprit d'un extrémiste qui entendait obtenir sa place dans le nouveau régime. On prendra une idée approximative, sinon fidèle, de ses réactions en considérant celles manifestées par Drieu après qu'il eut appris la formation du gouvernement Pétain et la demande d'armistice ; tout dissident du PPF qu'il fût, il exprimait l'état d'esprit d'une grande partie de l'extrême droite. Son premier souhait était une refonte du régime qui permettrait d'assouvir une revanche haineuse : abolition de la démocratie, organisation corporative, retrait des naturalisations accordées depuis 1920, constitution d'une colonie juive à Madagascar, statut pour les « métèques », réduction de la population des villes par

le renvoi à la campagne des agriculteurs venus depuis dix ans, etc. A ce nettoyage intérieur, il associait l'adoption d'une politique de collaboration avec le vainqueur ; celui-ci ne pourrait se passer d'une « force d'appui fasciste » ; aussi donc : « A nous de la constituer[(896)]. » Doriot ne partageait peut-être pas tout le contenu de cette vision, mais il réagissait certainement en conformité avec son inspiration ; aussi bien Auriol le représente-t-il proférant à la veille du 10 juillet des menaces de mort à l'endroit de Marx Dormoy qui l'avait révoqué de sa mairie en 1937[(897)].

Il est douteux toutefois que, comme on le prétend, il ait exercé la moindre influence sur le vote du 10 juillet. Son escorte ne le mettait pas en état de faire peser une menace sensible, s'il y songea ; il semble en fait avoir passé son temps à nouer des contacts et à amorcer des intrigues. Il eut vent du projet du parti unique et, le 11 juillet, il parut sans y avoir été invité dans la réunion convoquée par Déat[(898)]. Il fallut l'accepter, ce qui ne facilita pas les rapports avec le PSF. Selon ce que Laval en dit à Déat, Pétain avait demandé que, avant de s'engager plus avant sur le parti unique, il fallait réaliser l'accord avec La Rocque. Or celui-ci était contraire au projet et à la personne de Déat ; vis-à-vis de Doriot, il n'avait pas varié dans son hostilité ; tout en acceptant de se faire représenter dans les réunions du Comité d'organisation du parti unique, il fit répandre la rumeur selon laquelle Doriot avait touché avant la guerre de l'argent allemand[(899)]. Laval estimait bien entendu qu'il ne fallait exclure personne et continuait à payer Déat d'encouragements et de vagues promesses. Pendant ce temps, s'enflait l'opposition de la droite réactionnaire, celle de Weygand, celle de Maurras aussi qui tonnait dans *l'Action française* contre l'idée du parti unique[(900)]. Xavier Vallat lui-même qui avait signé la déclaration Bergery (mais il n'y était pas question de parti unique) rejoignit son camp d'origine et entreprit de préparer la naissance, qui eut lieu fin août, de la Légion française des combattants ; en re-

groupant dans un mouvement unique tous les anciens combattants, le nouveau régime se donnait la base de masse qui lui convenait, indépendante des partis et des politiciens, ordonnée et commémorative, respectable et alignée.

Le fond du problème était que Pétain partageait les préventions et les principes de la droite réactionnaire[(901)]. Il n'avait guère de tolérance pour les parlementaires, et d'autant moins que ceux-ci lui adressaient remontrances et recommandations. Bergery avait préparé une lettre à son intention pour protester contre la composition du nouveau gouvernement. Elle lui fut transmise le 23 juillet, pourvue des signatures des membres du Bureau provisoire du Comité d'organisation du parti unique, qui comprenait à part égale des hommes de gauche (Déat, secrétaire du Bureau, Bergery, Cayrel, Chateau, Rives, Spinasse) et des hommes de droite (Brille, Dommange, Montigny, Saurin, Scapini, Tixier-Vignancour). Les signataires de la lettre rappelaient les efforts qu'ils avaient déployés en faveur de Pétain, avant d'exprimer leur désapprobation de la composition du gouvernement, qui, en raison de la place qu'y tenaient des hommes proches du grand capital, ne pouvait qu'accréditer l'idée que le nouveau régime tendait vers un « national-capitalisme ». Cette orientation était contraire « à l'espèce de contrat moral passé entre vous et le Parlement expirant », aussi bien qu'« à la volonté du vainqueur et à celle de la nation ». En parlant de « volonté du vainqueur », les auteurs de la lettre faisaient référence aux attaques lancées par la radio allemande contre le régime « national-ploutocratique » de Vichy ; ils en usaient comme d'une arme de pression sur Pétain. Pour faire advenir une coopération réelle avec l'Allemagne, il fallait à leur avis tirer les conséquences de ces attaques et délivrer le gouvernement de l'influence de forces économiques qui étaient « irrémédiablement hostiles, quel que soit leur ralliement apparent, au statut de la Nouvelle Europe[(902)] ». Le même jour, Pétain reçut une délégation comprenant Déat, Cayrel, Temple, Dom-

mange et Tixier-Vignancour. Le compte rendu qu'en fit Déat dans son *Journal* illustre à merveille le comportement de Pétain, approuvant d'un côté, tout en évoquant par ailleurs une idée qui allait dans une direction toute différente. Il dit ainsi son accord sur le parti unique, et parla de fonder un mouvement d'anciens combattants ; ramené sur le sujet, il s'étendit sur l'action de secours social que devait avoir le futur mouvement ; puis il mit fin à l'entrevue en demandant un rapport écrit sur le projet[(903)].

Déat s'attela aussitôt à sa rédaction et le rapport, approuvé par le Comité, fut transmis à Pétain le 26. Les raisons qui justifiaient la création d'un parti national unique y étaient longuement exposées. L'encadrement de la nation devait permettre dans l'immédiat d'affronter toute « tentative bolcheviste de subversion », aussi bien que de faire bloc « pour résister aux tentatives d'absorption du vainqueur ». Il devait en outre inciter à la confiance ce dernier qui

> nous prendra d'autant plus au sérieux et se montrera d'autant plus prêt à discuter ou à collaborer qu'il verra se développer un grand parti analogue à ceux qui ont en Allemagne, en Italie, en Espagne, été les instruments des révolutions nationales.

A terme, il devait former une communauté nationale qui intégrerait toutes les classes, qui ferait de la famille « la cellule sociale par excellence » et dans laquelle l'État contrôlerait les grandes forces économiques et financières. Pour programme immédiat, il pouvait se fixer la recherche des responsabilités dans les origines et la conduite de la guerre, la dissolution de la franc-maçonnerie et la promulgation d'un statut des juifs, l'organisation de la vie économique sur des lignes syndicales et corporatives. A échéance plus lointaine, il devrait, « comme en Italie et en Allemagne », encadrer « l'enfant depuis son plus jeune âge jusqu'à la majorité ». Sur le plan de l'organisation en-

fin, il devait être de structure hiérarchique et constituer une « élite militante, et presque un ordre militant » (« un serment pourra être envisagé », les juifs ne seraient pas admis)[(904)].

Les tâches que Déat et ses amis proposaient d'assigner au parti unique en faisaient l'animateur de toute la vie nationale sur le modèle des partis fascistes. La différence majeure était que le parti français devait être formé sur une décision venue d'en haut, et, au surplus, par la fusion volontaire en son sein de toutes les anciennes organisations. C'était un trait caractéristique de la tournure d'esprit de Déat que d'affirmer que « tous les anciens partis » étaient disposés à accepter leur fusion dans le parti unique et que « le concours de toutes les grandes organisations paysannes, de tous les cadres syndicaux, des associations artisanales » était assuré. Il s'agissait de convaincre, mais la vision des choses qui s'inscrivait dans cet argument n'était pas celle de la lutte et de la domination d'un homme ou d'un groupe. L'aspiration totalitaire était présente, la parenté des lignes avec le fascisme évidente, mais il y manquait le Chef, et plus généralement une volonté et des objectifs fermes et précis. Antoine Prost a fait ressortir que ce texte contient la description juxtaposée d'une réalité existante et d'une société future, sans que soient définis les voies et les instruments de passage de l'une à l'autre[(905)]. L'emploi généralisé des verbes pronominaux et des verbes au passif, sans sujet, le fait définir comme un programme d'intention sans locuteur. Comme on le verra, il se passerait de nombreux mois avant que Déat n'en vienne à affirmer sa volonté d'effectuer une transformation totalitaire de la France, et d'autres encore, avant de déclarer que cette transformation serait faite par des moyens totalitaires. Pour l'heure, c'était, à travers le projet de parti unique, un programme de gouvernement qu'il présentait à Pétain, un programme qui répondait largement, sinon essentiellement, à une visée d'adaptation au vainqueur à des fins de collaboration.

La manière dont il envisageait cette collaboration confirme sa tendance à s'en remettre à l'évolution des choses, l'inconsistance de son projet de transformation, et bien entendu, sa prodigieuse capacité d'illusion. Son point de départ était sans originalité : Hitler n'avait pas encore fixé sa décision, de sorte que, « pour la moitié au moins », l'avenir de la France dépendait des Français eux-mêmes[(906)]. Son originalité était de concevoir la collaboration avant tout sous l'angle économique ; cette tendance, fondamentale chez lui, lui faisait imaginer un avenir pour son pays vaincu, moyennant une projection de ses conceptions sur Hitler :

> Ce que l'Allemagne semble désirer avant tout, c'est conclure avec tous les pays des accords d'ensemble, qui assureront à ses fabrications des débouchés abondants, tout en lui garantissant, en retour, les denrées de consommation dont elle a besoin. Il est entendu que quiconque forge le fer est le maître et que les pays agricoles perdent leur armure. Mais cette garantie même dispense d'en prendre d'autres, et par exemple d'occuper les territoires et d'y entretenir de dispendieuses garnisons. Ce régime d'échanges réglés et compensés établit par ailleurs une telle solidarité économique, entre le produit manufacturé et le produit agricole, que les annexions territoriales n'ont aucun sens[(907)].

Se refusant à croire « que la vision continentale de Hitler puisse se réduire à une sorte de vengeance assyrienne », il écartait pour la France toute pensée de revanche comme appartenant « à des conditions historiques dépassées ». Le but à poursuivre devait être la formation d'une Europe « économiquement et socialement unifiée », un but qui lui paraissait d'autant plus atteignable qu'il discernait dans le nazisme un anticapitalisme et un socialisme qui devaient permettre cette unification du continent[(908)]. Dans le cadre d'une Europe organisée économiquement, se prolongeant dans la mise en valeur de l'Afrique, une détente se produirait qui ferait dépasser l'étape totalitaire : « le bien-être desserrant les contraintes, les provinces de l'Europe vivant de leur vie propre, en marge de la grande vie col-

lective et solidaire, toutes les variétés de pensée retrouveront un droit de cité » ; ainsi « un humanisme naîtra de l'européanisme, comme celui-ci va naître des nationalismes confrontés[(909)] ». Déat produisait de l'idéologie, mais il n'est pas indifférent qu'elle ait eu ce contenu. Une fois de plus, le schisme était flagrant entre sa vision organiciste de l'unité européenne et de la vie sociale, d'une part, et, d'autre part, le projet activiste d'un redressement national selon ces valeurs de dynamisme, sinon d'héroïsme, qu'il avait exaltées dans ses premiers articles d'après la défaite.

Pendant ce temps, au sein du Comité, les esprits étaient de moins en moins à l'unisson, et de moins en moins enclins à l'optimisme. Bergery insistait pour être nommé par Laval secrétaire adjoint du futur parti ; il cherchait en même temps à se faire envoyer en mission auprès des partis uniques étrangers, en Italie, en Allemagne, en Espagne et au Portugal[(910)]. Il estimait que Laval, pour qui il n'avait jamais eu que peu de sympathie, ne ferait rien, et il commençait à parler d'aller à Paris ; une hypothèse que Déat se mit lui aussi à évoquer[(911)]. Le 1er août, une nouvelle entrevue avec Pétain – Déat, Bergery, Brille et Chateau représentaient le Comité – ne fit rien pour alléger leur pessimisme. Selon le compte rendu de Déat, Pétain critiqua le « matérialisme » du projet de parti unique et défendit le rôle de l'Église dans l'éducation future ; à l'évidence, il rejetait l'idée d'un encadrement totalitaire de la nation, mais Déat refusait de voir l'évidence et se perdait dans les méandres de ses propos.

> Il est impossible de savoir comment il conçoit le parti, s'il le conçoit, s'il en admet l'idée. Il est d'accord, sauf sur le nom du parti ; il préférerait « redressement national » et un mouvement non organisé. Il dit que les autres partis sont morts […]. Mais il dit aussi que plus tard les partis renaîtront, parce que les gens penseront différemment.

Le fin mot de l'affaire fut que Pétain sortit tout à coup de sa poche un papier et donna lecture d'un ordre de mission d'inspection dans les départements de zone non occupée, en demandant à Déat de lui fournir une liste de dix députés qui en seraient chargés. « Nous tombons des nues », écrivit le brave Déat, qui repartit avec ses amis tout « ahuris », apparemment incapables de comprendre que l'affaire venait de recevoir le coup de grâce[912].

Dans une lettre datée du 4 août, ils firent connaître leur acceptation de la mission proposée, tout en essayant une nouvelle pression. Ils concédaient, comme s'il en avait été question, qu'il valait mieux « retarder le lancement officiel du parti » jusqu'au retour du gouvernement à Paris. Mais ils réaffirmaient la nécessité de l'existence d'un parti pour encadrer la nation dans une hiérarchie soumise à l'autorité du chef de l'État. Ils revenaient sur l'affirmation de Pétain selon laquelle les partis renaîtraient un jour de la diversité de la pensée française, pour exprimer leur désaccord ; « la renaissance des partis équivaudrait à la renaissance de la démocratie parlementaire dont ils sont inséparables – c'est-à-dire à la division et à la perte de la nation[913] ». Le 5 août, Déat communiqua les noms des dix *missi dominici* ; il déclinait la mission pour lui-même en alléguant ses charges de journalisme. Bergery avait pensé à refuser, puis s'était ravisé ; Cayrel, Deschizeaux, Brille avaient refusé[914].

L'idée du parti unique n'avait plus d'avenir, mais les réunions se poursuivirent en août. Doriot s'était fait représenter par Victor Barthélemy qui a laissé un témoignage évocateur de ces séances de potinage où Deschizeaux vint un jour présenter les dessins de l'uniforme du futur parti[915]. A la différence de La Rocque qui fit connaître son refus le 11 août, Doriot demeura jusqu'au bout, cherchant, sans croire à sa réussite, à manœuvrer l'entreprise dans le sens de ses intérêts. L'écart de ses conceptions avec celles des autres animateurs restait très évident, sans parler d'une mentalité et d'un comportement marqués par un

extrémisme et une violence qui se situaient en dehors de tout ce qu'ils pouvaient être. Au lendemain du 10 juillet, il avait donné à son parti la mission de « transformer les résolutions de Vichy en réalité vivante » et réclamé que le pouvoir fût confié aux « vrais révolutionnaires ». Pétain avait « tracé la route » et assurait « la continuité de la France » ; il revenait au PPF « de donner au pays sa structure nouvelle, sa forme moderne, son pouvoir nouveau ». Doriot ne se privait pas d'exprimer le mépris qu'il avait pour ses collègues du parti unique, ces « démocrates attardés » qui cherchaient à imiter la Phalange espagnole dans une « caricature » qui ne pouvait « être prise au sérieux par personne ». Son programme se ramenait au châtiment des responsables de la défaite et à la lutte contre les francs-maçons et les juifs[(916)]. Il s'agissait de tirer la ligne de rupture avec le passé et d'imposer un nouvel ordre où la terreur serait le ferment de la rénovation nationale.

Sa position en politique extérieure était marquée du même extrémisme. Le coup de Mers el-Kébir devait être mis à profit pour déclarer la guerre à l'Angleterre, de sorte à faire passer la France « du camp des vaincus dans le camp des vainqueurs[(917)] ». Le 14 août, il déclara à Baudouin, le ministre des Affaires étrangères, qu'il souhaitait l'entrée en guerre de la France contre l'Angleterre « aussi bien pour regrouper et durcir l'opinion française que dans l'espoir d'obtenir un changement d'attitude en notre faveur de l'Allemagne et de l'Italie pour maintenant et au moment du traité de paix[(918)] ». Se disant « persuadé de la défaite de l'Angleterre », il voulait que la France collaborât « sincèrement avec les dirigeants de l'Europe nouvelle ». Son espoir était que le retournement de la France lui vaudrait une paix clémente, et éventuellement une compensation de ses pertes sur les dépouilles de l'Empire britannique. « Politiquement, affirma-t-il le 10 août, la reconstruction européenne suppose pour l'Europe l'Afrique et peut-être l'Asie comme espaces vitaux[(919)]. » L'allusion à l'Asie indiquait la di-

rection dans laquelle il espérait voir s'engager le dynamisme du vainqueur.

Pour compléter ses maigres ressources, il entreprit de nouer des relations avec tout ce qui dans Vichy pouvait appuyer ses desseins. On le vit un temps comploter avec Deloncle, alors lié avec Weygand, qui partageait son aversion pour Laval[920]. Mais ce fut en Marquet qu'il trouva l'allié de sa convenance. Le ministre de l'Intérieur, qui cherchait lui-même des appuis, pouvait lui offrir des facilités et les deux hommes se mirent d'accord pour tenter d'obtenir un renforcement du gouvernement par l'arrivée aux côtés de Laval de « révolutionnaires » qui l'encadreraient et mettraient en œuvre une « vraie » révolution nationale. Marquet devait procéder à une mise en condition des cadres administratifs et policiers dont il disposait, tandis que Doriot devait mobiliser son parti afin d'exercer une pression depuis la rue[921]. Il décida à cet effet de convoquer un Conseil national du PPF à Vichy pour le début d'août et se rendit auparavant à Paris dans l'intention, selon Barthélemy, de sonder les Allemands sur leur réaction en face d'une tentative de changer par la force l'orientation du gouvernement ; mais il ne parvint pas à se faire recevoir par les autorités militaires et il trouva en Abetz un interlocuteur qui lui déconseilla de mettre en œuvre son dessein[922]. Il est difficile de confirmer la réalité d'un tel projet, faute d'avoir pu en trouver trace dans les documents allemands consultés. Il est du moins certain que Doriot chercha à exercer une pression depuis la rue sur le nouveau régime. Le PPF battit le rappel de ses militants de la zone non occupée pour étoffer l'assistance à son Conseil national et Doriot y donna le mot d'ordre d'« action directe ». Barthélemy précisa : « Les moyens doivent être simples, catégoriques, violents. » Les tâches immédiates des militants devaient être le regroupement et le passage à l'« action immédiate[923] ». Les dirigeants du PPF l'entendaient sérieusement, comme le montra la série de manifestations antimaçonniques et antisémites qui eurent lieu dans

les semaines suivantes à travers la zone non occupée et à Vichy même[924]. De là à intimider le gouvernement et à obtenir un changement, même partiel, de direction et de personnel, la marge était bien trop grande pour les maigres forces du PPF. Du moins Doriot montrait-il qu'il était partie au jeu et qu'il entendait y avoir sa place.

Le miroir aux alouettes

Pendant ce temps, Déat et ses amis songeaient à poursuivre la préparation du futur parti sous le camouflage d'une organisation d'œuvres sociales ; mais la foi n'y était plus et les esprits jouaient de plus en plus avec l'idée de retourner à Paris. Ce qui les y attirait était la fameuse politique de collaboration dont la pensée accaparait tous les esprits à Vichy. Mais le vainqueur était tout occupé à préparer la défaite de la Grande-Bretagne et, pour l'heure, il utilisait les moyens formidables que lui donnait l'armistice pour tenir la France à la gorge et lui faire rendre tout ce qui pouvait être utile à son entreprise militaire. Décidé à achever sa victoire pour imposer sa paix, il se dérobait aux tentatives que multipliaient les hommes politiques français pour entrer en rapport avec lui et engager ces négociations dont ils attendaient, sinon le règlement de la paix, du moins dans un premier temps le rétablissement de l'unité administrative du pays et le retour du gouvernement à Paris.

Laval avait été le premier à établir la liaison avec Abetz, dont la filière paraissait plus prometteuse que celle des autorités militaires. En même temps qu'il lui faisait parvenir son souhait de le rencontrer, il lui avait communiqué la substance de ses projets de politique intérieure, notamment l'idée du parti unique, dont la direction devait être confiée à Déat, et la préparation d'une loi interdisant la franc-maçonnerie et barrant l'accès des juifs aux fonctions publiques[(925)]. Politique extérieure et politique intérieure allaient ici de pair, et Laval, qui savait si bien à Vichy à la fois pousser et freiner l'organisation du parti unique, savait tout autant en faire valoir l'idée auprès des Allemands pour avancer vers son but ; la politique des gages et du lest commençait, dont on verrait avec les juifs les criminelles conséquences. Il était loin d'être seul à traquer le contact avec les Allemands et à vouloir pousser l'adaptation intérieure de la

France pour garantir la véracité de sa volonté de collaboration. Rencontrant Grimm le 16 juillet, Flandin l'entretint de son souhait d'une collaboration franco-allemande respectant les intérêts de la France. Il lui exprima ses doutes sur le nouveau régime français, mais il était net sur deux nécessités : l'indépendance de la France envers l'Angleterre et la libération du pays de l'influence juive. Il considérait que la position prise sur ce dernier point constituerait la pierre de touche des relations futures avec l'Allemagne : « Ce ne serait que lorsque la France se serait complètement débarrassée de la juiverie et de la franc-maçonnerie que l'on pourrait attendre de l'Allemagne une collaboration avec elle. » C'est pourquoi il avait recommandé à Laval d'introduire le plus rapidement possible une législation faisant des juifs des étrangers et les excluant de tous les emplois publics[926].

Pour les ambitieux et les impatients, l'attitude des Allemands n'était pas sans avantages ; l'avenir s'ouvrirait à qui saurait briser le silence à l'autre bout du fil et entamer la conversation. Certains, à l'exemple de Bonnet, allaient assurer les Allemands de leurs dispositions favorables à la collaboration, tenter d'en sonder les intentions et faire connaître discrètement leur disponibilité[927]. D'autres avaient des projets plus amples ; Marquet essaya la filière du *Sicherheitsdienst* (SD) et fit savoir qu'il souhaitait avoir accès à Hitler pour aborder le règlement des relations entre les deux pays ; il laissa connaître l'opinion négative qu'il avait du gouvernement, d'une manière qui ne laissait pas de doute sur son ambition de remplacer Laval, et sa condamnation de l'excessive influence des juifs et des parlementaires à Vichy[928]. A défaut de se laisser fléchir, l'attitude des Allemands offrait un argument de pression bienvenu ; on a vu que les organisateurs du parti unique en faisaient dès le 23 juillet le meilleur usage, et Marquet n'était pas en reste qui déclarait dans Vichy que le « dilemme » était « posé plus nettement que jamais : changement profond des hommes et des mé-

thodes, ou bien arrivée prochaine des Allemands en zone libre[929] ».

La poursuite de leurs ambitions faisait ainsi entrer ces hommes dans le jeu des Allemands. Un rapport rédigé au début d'août à l'intention de Pétain et de Laval par Bertrand de Jouvenel, qui entretenait à Paris depuis le 13 juillet des relations étroites avec l'occupant, montre la réalité des pressions que ce dernier cherchait à exercer sur le nouveau régime français. Les thèmes de la défaite et de l'adaptation nécessaire, mais surtout de l'insuffisante « révolution » effectuée, rapportait Jouvenel, revenaient incessamment dans les propos de ses interlocuteurs qui soulignaient que le refus des dirigeants de Vichy de se débarrasser de certains ministres nommément désignés (Weygand, Mireaux, Lémery) et de faire appel à des amis de l'Allemagne comme Scapini leur faisaient « mettre en doute la sincérité d'une rénovation française[930] ». Jouvenel transmettait ces propos sans prendre position, mais il partageait apparemment l'avis de ses interlocuteurs ; du moins recommandait-il instamment à Bergery et à Déat de monter à Paris, Vichy n'étant plus rien[931]. Il est difficile de savoir quel avenir il prévoyait pour eux, mais le certain est que ses invites allaient à la rencontre de dispositions d'esprit favorables. C'est ainsi que d'autres sources venant les assurer du bon accueil qu'on leur réservait à Paris, et Déat étant au surplus pressé par les administrateurs de *l'Œuvre* d'y faire rentrer le journal et d'en prendre la direction, Bergery et Déat décidèrent d'aller voir Abetz. Ils s'y rendaient dans des états d'esprit différents. Bergery avait réussi depuis peu à forcer la porte du Maréchal et cherchait avec acharnement à le mettre sous sa coupe. Déat restait pessimiste et peu convaincu de la réussite de son compère. Il notait le 16 août que celui-ci était enthousiaste : Pétain « aurait cette fois tout compris » et serait favorable à un remaniement. Bergery avait obtenu le consentement du Maréchal au voyage de Paris et partait dans le senti-

ment que le remaniement gouvernemental serait déclenché par les prochaines entrevues[(932)].

L'homme qu'ils allaient rencontrer venait d'être nommé ambassadeur et allait jouer un rôle crucial dans les années suivantes. Il eut bientôt, y compris auprès de ses supérieurs, la réputation d'un partisan sincère de la collaboration franco-allemande ; lui-même s'attacha à polir cette image au cours de son procès et à travers ses Mémoires[(933)]. Tout dépend du sens que l'on donne à la notion de collaboration ; à cet égard, le cas d'Abetz ne laisse pas place au doute. Dans un mémorandum qu'il rédigea à l'intention de Hitler peu avant d'être reçu par lui à Salzbourg au début d'août 1940, il écrivait que l'objectif de la politique allemande en France devait être de prévenir la formation d'un front unique des Français. Il fallait pour cela entretenir des contacts multiples et ajuster son attitude en fonction de chaque partenaire et des fins auxquelles celui-ci devait servir ; ainsi devait-on maintenir certains hommes politiques « dans l'espoir, ou plutôt l'illusion, d'une possibilité ultérieure d'entente avec l'Allemagne ». Pour ce qui concernait l'avenir de la France, il évoquait deux hypothèses : selon la première, l'Allemagne établirait un protectorat durable sur la France ; selon la seconde, elle évacuerait ses troupes, mais après avoir imposé à la France une limitation permanente de son armée. Dans ce cas, il faudrait préparer la formation d'un gouvernement favorable à l'Allemagne qui conclurait une telle paix. Dans l'autre cas, il faudrait encourager la propagation en France de l'idée européenne :

> Exactement de la même façon que l'idée de la paix fut usurpée par l'Allemagne nationale-socialiste et conduisit à un affaiblissement moral de la France, sans faire tort à son propre esprit combatif, de même l'idée européenne pourrait-elle être usurpée sans porter préjudice à la revendication de primauté continentale ancrée par le national-socialisme dans le peuple allemand[(934)].

Les instructions qu'il reçut de Hitler étaient inspirées par le même esprit de manipulation et de domination. La politique du Reich devait viser à rendre la France « faible intérieurement » et isolée extérieurement, en l'éloignant des puissances hostiles, de la Grande-Bretagne en premier lieu. Dans la mesure où celle-ci demeurait un pays démocratique, il était souhaitable que la France fût gouvernée « autoritairement », de manière à créer un fossé entre elle et les pays anglo-saxons. Après la défaite de la Grande-Bretagne, un système plus ou moins démocratique pourrait être autorisé en France, en conformité avec l'opinion méprisante qu'avaient les nazis de la démocratie et toujours selon la règle d'or suivante : « Tout doit être fait de la part des autorités allemandes pour favoriser la division intérieure et ainsi la faiblesse de la France. » C'est pourquoi l'Allemagne avait intérêt à soutenir, non « des forces véritablement populaires ou nationales », mais celles qui étaient « indispensables pour favoriser la division », en recourant alternativement et selon le besoin aussi bien aux forces de gauche que de droite[(935)].

Hitler n'avait aucun intérêt à une transformation totalitaire de la France, encore moins était-il disposé à amoindrir les profits de sa victoire par des engagements prématurés. Au long des années suivantes, il allait réserver le règlement de la paix avec la France pour le lendemain de sa victoire totale. Les tensions qui apparurent avec Abetz tenaient à des divergences de conceptions, non pas sur le but final qui leur était commun, mais sur les méthodes. Abetz envisageait la situation depuis Paris, raisonnait en termes politiques et devait tenir compte des pressions qu'exerçaient sur lui sa clientèle de collaborateurs et le gouvernement qu'il s'efforçait de contrôler. L'évolution de la guerre aidant, il jugea que l'Allemagne avait intérêt à obtenir le concours politique, diplomatique et militaire de la France et qu'elle pouvait le faire – là était le nœud du problème – sans entamer les fruits de sa victoire. Il avait la conviction, sans

doute tirée de la fréquentation du petit monde de la collaboration qui l'environnait, qu'il pourrait faire accepter à la majorité de la population française et faire signer par un gouvernement français composé d'hommes dévoués un traité de paix sanctionnant la « subordination volontaire » et durable de leur pays au Reich[(936)]. Il donna ainsi à penser aux collaborateurs français que pourrait devenir réalité une collaboration qui, même si elle devait essentiellement répondre aux intérêts allemands, se trouvait être de leur point de vue préférable à la situation existante. De son expérience passée en France, il avait en outre gardé la conviction que les hommes de gauche seraient le meilleur instrument pour réaliser cet objectif, et cette certitude allait largement inspirer son attitude dans les années suivantes. Hitler ne partageait les opinions de son subordonné ni quant aux sentiments de la population française, ni même quant à ceux des collaborateurs ; il ne parvenait pas à croire que des Français qui proclamaient des principes proches de ceux du nazisme pussent réellement accepter pour leur pays le statut d'un satellite du vainqueur : une attitude qui fait sentir le problématique rapport entre collaboration et fascisme[(937)].

Telle était la politique qu'en été 1940 mettait en œuvre un Abetz pourvu d'entregent, de relations et d'une importante caisse noire prélevée sur les frais d'occupation, de sorte que ce furent en définitive les Français qui financèrent son travail de division[(938)]. Il entreprit de pousser le nouveau régime sur la voie de la dictature pour l'isoler des Anglo-Saxons ; en même temps, il favorisait les divisions intestines qui lui assureraient des moyens d'influence et les équipes de réserve qui, le moment venu, composeraient le gouvernement destiné à signer la paix allemande. C'est dans ce jeu qu'entraient Bergery et Déat, mus par la recherche d'une place dans le régime né de la défaite et poussés par leur fascination ancienne pour le nazisme. On a dit dans quel état d'esprit Déat se trouvait en partant pour Paris. Un arrêt à Sceaux où il avait des attaches familiales ne fit rien

pour le dérider : « Les gens d'ici, nota-t-il, ne comprennent rien à rien et attendent d'être délivrés par les Anglais. » Comble d'infortune, même ses amis à Paris n'avaient « pas l'air d'avoir des idées très nettes[939] ».

Les conversations qu'il eut avec Abetz et ses deux adjoints, Schleier et Achenbach, ne lui donnèrent qu'une satisfaction mitigée. Les Allemands souhaitaient le faire revenir à Paris pour l'avoir dans leur jeu et ils lui promirent toutes facilités pour la parution de *l'Œuvre*. Corrélativement, ils lui firent comprendre qu'ils ne souhaitaient pas sa nomination, non plus que celle de Bergery, en cas de remaniement ministériel. Déat se voyait détrompé dans son espoir de se faire porter au gouvernement par l'appui allemand, soit par des pressions en ce sens sur Vichy, soit par l'octroi de concessions qu'il aurait pu monnayer auprès de Pétain. Il ne reçut pas non plus une réponse satisfaisante sur la question de l'éventuelle implantation du parti unique en zone occupée ; leur politique étant précisément de faire obstacle à la création d'un mouvement couvrant l'ensemble du pays, ses interlocuteurs lui suggérèrent de lancer à Paris un mouvement syndical dont ils étaient prêts à faciliter la création.

En revanche, ils lui servirent en abondance des propos bien faits pour lui plaire. Ils soulignaient leur répulsion devant la politique réactionnaire de Vichy et mettaient en valeur la nature populaire du nazisme, le succès de sa politique sociale qui lui avait rallié, disaient-ils, la grande majorité des anciens sociaux-démocrates ; ils insistaient sur leur souhait de voir en France des hommes de gauche procéder à la mise en œuvre de l'organisation syndicale et corporative. Ils pinçaient la corde de l'anticléricalisme, effleuraient celle de l'antisémitisme, jouaient enfin et surtout le grand air européen. L'Europe devait se faire, insistaient-ils, et, pour cela, le nationalisme « s'éteindre » en France, mais aussi « s'émousser du côté allemand ». Déat accueillait avidement des propos qui s'inscrivaient parfaitement dans sa vision des choses, y compris dans la vision particulière

qu'il avait du nazisme : le nationalisme allemand s'atténuerait forcément, écrivit-il dans le silence de son *Journal*, puisque l'autarcie économique était désormais dépassée et que le nazisme se trouvait « détendu » par la conquête réalisée. « Je retrouve, s'émerveillait-il, tous les thèmes des articles que j'ai écrits avant de quitter Vichy et qui sont en train de paraître[940]. » Ainsi prit corps un sentiment de familiarité et de compréhension avec les hommes de l'ambassade qui l'encouragea à envisager d'un œil plus favorable encore son installation à Paris, et, par la suite, contribua à l'engager toujours davantage dans le jeu allemand.

Ce sentiment se trouva renforcé par la rencontre qu'il fit à l'ambassade d'Henri De Man, dont l'expérience récente ne pouvait que le confirmer dans ses impressions. A la fin de juin, De Man avait appelé ses camarades socialistes belges à entrer dans un parti unique « de résurrection nationale » placé sous l'autorité du roi. Il qualifiait de « délivrance » l'anéantissement de la démocratie parlementaire et « ploutocratique » opéré par la défaite et déclarait que la voie était ouverte à la réalisation des deux idéaux que les conditions de l'avant-guerre avaient empêché d'accomplir : la paix européenne et la justice sociale[941]. Quand il vit Déat à Paris le 21 août, il lui dit qu'il espérait opérer une reconstruction de la Belgique sur la base des syndicats ; il était dans l'incertitude sur les intentions allemandes concernant son pays, mais il ne croyait pas que serait tentée une nazification[942]. Dans l'été 40, ces deux hommes voyaient dans la situation née de la défaite l'occasion d'entreprendre l'unification de leur nation selon des formules qui ne s'identifiaient ni par leur esprit ni par les conditions de leur mise en œuvre à celles du nazisme, mais qui se trouvaient accréditées et promues par une parenté indiscutable.

Rentré à Vichy, Déat rédigea pour Pétain un rapport où il fit ressortir ce que les propos de ses interlocuteurs allemands avaient contenu de critiques envers le régime français. Il disait avoir tiré de ses conversations le sentiment que l'Allemagne

n'avait pas l'intention de nazifier les pays conquis à l'Ouest, qu'elle ambitionnait « de créer un esprit européen, d'organiser l'économie européenne, et surtout de créer socialement l'Europe », enfin qu'elle reconnaissait que la France aurait son rôle à jouer dans la nouvelle Europe. Il relevait que ses interlocuteurs étaient dans l'ignorance des intentions de Hitler, mais qu'ils pensaient qu'il n'avait pas encore arrêté sa décision. Dans l'immédiat, un accord semblait possible avant tout sur le plan économique. Sur le plan politique, il apparaissait en effet que « le gouvernement actuel » n'avait « aucune chance de rentrer à Paris » et que même un changement complet dans le sens de la « révolution nationale » ne suffirait pas : il y faudrait encore « l'épreuve des actes politiques pendant un certain temps ». Déat concluait en indiquant qu'il n'y avait pourtant pas d'autre voie : « Un gouvernement français résolu à faire pleinement une révolution nationale a une chance d'aboutir à une coopération utile et de sauver l'essentiel. Toute autre formation sera paralysée ou balayée. » Il importait donc de changer de direction ; d'autant plus que les Allemands paraissaient espérer le développement « plus ou moins spontané » en zone occupée d'un mouvement populaire opposé à Vichy et qu'il ne manquait pas à Paris « de candidats aventuriers ou d'éventuels factieux[(943)] ».

Déat tentait de tirer de son voyage les arguments qui pourraient malgré tout produire un changement ministériel, tout en n'ayant pas à cet égard l'optimisme de Bergery. Celui-ci avait également vu Abetz et, selon ce qu'il en rapporta à Déat, il avait posé la question d'une entrevue avec Hitler et indiqué un certain nombre de concessions (concernant notamment la ligne de démarcation et les prisonniers de guerre) que pourrait faire l'Allemagne à un gouvernement français remanié. Abetz ayant « paru acquiescer à tout », il restait à convaincre Pétain de modifier son gouvernement[(944)]. Bergery s'y employa dès son retour à Vichy, sans hésiter vraisemblablement à présenter

comme des concessions promises à un nouveau gouvernement ce qui avait été des propositions de sa part. Dans les jours suivants, il tint Déat « au courant des progrès de son élève » ; les deux hommes les jugèrent suffisamment encourageants pour s'employer à confectionner des listes gouvernementales : Déat y oscillait entre l'Économie nationale et la direction du parti unique et la propagande, mais il restait sceptique. Le 3 septembre, Bergery lui annonça que tout était remis à plus tard et qu'il partait sur la demande de Pétain en mission en Haute-Savoie. Trois jours plus tard, le fameux remaniement avait lieu qui se soldait par le départ de Weygand et des cinq derniers parlementaires du gouvernement (Laval non compris) ; Marquet faisait partie du lot. Maurras gagnait du terrain, estima Déat, qui résolut de partir s'installer à Paris[(945)].

Bergery, Déat et leurs amis parlementaires avaient œuvré en vain en plaidant pour l'armistice, puis pour la remise des pleins pouvoirs à Pétain. Ils n'étaient pas seuls dans ce malheur ; si l'on excepte Maurras – et encore son influence fut limitée et médiate –, tous les hommes qui avaient proposé dans l'avant-guerre une rénovation de la France le connurent. Pétain avait en horreur les hommes politiques et il puisa ses cadres dans l'armée et la haute administration. La Rocque lui-même fut tenu sur le bas-côté d'un régime qui se conformait largement à l'inspiration de son mouvement jusqu'à en reprendre la devise. En s'opposant au projet du parti unique, il ne voulait pas seulement faire pièce à des hommes et à des conceptions qui lui déplaisaient ; c'est qu'il ambitionnait de faire de son mouvement le pilier exclusif du nouveau régime. Il fit connaître à ses fidèles qu'il donnait son appui entier à Pétain, et à lui seul ; il désapprouvait lui aussi la composition d'un gouvernement dont il était exclu.

Confiné dans un poste de chargé de mission, il passa son temps à bombarder le chef de l'État de notes où il le pressait de recourir à son mouvement pour en faire l'armature de l'État

français. Après le débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord, il assura Pétain de sa fidélité et l'adjura de constituer « un gouvernement de dignité française » composé d'hommes dévoués. Sa déportation en Allemagne au début de 1943 atteste la défiance qu'il inspirait à l'occupant, La Rocque ayant une réputation d'anglophilie qu'alimentait la collaboration parisienne ; mais, à en juger par les sources anglo-saxonnes consultées, les Alliés ne le considéraient pas comme le chef du réseau de renseignements qu'il aurait fait fonctionner à leur profit et dont la découverte aurait entraîné sa déportation[(946)]. En réalité, comme Weygand qui fut lui aussi déporté, il demeura jusqu'au bout d'un pétainisme intransigeant, enraciné dans une fidélité à la fois militaire et politique, et animé par le même réflexe de conservatisme racorni qui obnubilait un authentique patriotisme. Le 14 novembre 1942, dans la même lettre où il demandait à Pétain la formation d'un « gouvernement de dignité française », il écrivait être « plus tourmenté de la désagrégation intérieure que des événements tragiques du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie » ; il ajoutait en soulignant : « *La France est aux limites du désespoir, du désordre, de la confusion et de l'émeute finale*[(947)]. »

Pour les plus engagés parmi les rénovateurs, désormais exclus d'un régime dont ils approuvaient l'orientation d'ensemble, le problème allait être de trouver le moyen de parvenir au pouvoir dans un pays soumis à une dictature sur la moitié de son territoire et à l'occupation étrangère sur l'autre. Au début de septembre 1940, c'était pour Bergery et Déat le départ des voies : le premier croyait à la possibilité d'obtenir une place dans le nouveau régime en faisant le siège et en cultivant l'amitié du dictateur ; n'ayant ni entregent ni goût pour ce genre de démarche, le second partait à Paris, sans rompre avec Vichy, mais dans la ferme intention de recouvrer une certaine liberté d'expression et de trouver les moyens de préparer son entrée au gouvernement. Doriot décidait au même moment de retour-

ner à Paris pour ranimer son parti en zone occupée ; la constitution d'un appui populaire lui apparaissait indispensable pour s'imposer à Pétain.

CHAPITRE XII

Bergery à Vichy, ou le conseiller du Prince

Le régime de Vichy s'installa sur les décombres de la défaite militaire pour rénover une France que ses dirigeants croyaient promise à vivre dans une Europe durablement dominée par l'Allemagne. La fausseté de cette prévision commença à apparaître dès la fin de l'été 1940, lorsque l'Allemagne se révéla incapable de mettre l'Angleterre hors de combat. Fondée au départ sur l'idée que les bonnes dispositions de la France permettraient de faire retomber sur les épaules d'une Angleterre bientôt défaite le poids de la rétribution allemande, la politique de collaboration de Vichy reposa ensuite sur la conviction que la victoire inachevée, puis de plus en plus douteuse de l'Allemagne, sa défaite paraissant difficilement imaginable, amènerait celle-ci à modérer ses appétits et à rechercher avec le vaincu un arrangement mutuellement profitable. Les dirigeants de Vichy s'accrochèrent d'autant plus fortement à cet espoir que l'existence de leur régime vint de plus en plus à en dépendre. Par l'image erronée qu'ils avaient de Hitler, par leur politique comme par leurs personnes, ils prolongeaient la politique de conciliation de l'avant-guerre. Ces minoritaires avaient toujours été persuadés – cela était particulièrement vrai de Laval et, à plus forte raison, des exclus du pouvoir, dont la confiance en eux-mêmes était sans limites – qu'ils auraient su faire face à la situation et éviter la guerre : maintenant que le champ s'ouvrait à eux, pourquoi auraient-ils hésité ?

Pourtant, si Vichy fut la revanche des minorités, ce fut d'abord celle de la droite réactionnaire et traditionaliste, qui trouva ses points d'appui parmi les cadres de l'armée, la haute administration, le patronat et l'Église. Les dissidents et les marginaux, les hommes les plus touchés par l'« esprit du temps » venu d'outre-Rhin furent les laissés-pour-compte d'une opération politique qu'ils avaient épaulée et dont l'issue les laissait

confrontés au problème d'une arrivée au pouvoir dans les conditions de l'après-défaite. Bergery y répondit différemment que Déat et Doriot puisqu'il demeura jusqu'à la fin attaché à Pétain. Mais la discrétion dont son action resta entourée, en comparaison des collaborateurs de Paris, ne doit pas faire méconnaître une recherche sérieuse et tenace de participation au régime. Les difficultés qu'il rencontra, son échec établissent l'insignifiance au sein de Vichy de ce qu'il avait représenté dans l'avant-guerre et le poids prédominant de cercles dont il avait été fort éloigné. Sa présence, d'un autre côté, témoigne de la diversité du nouveau régime. Diversité dans ses composantes, la Révolution nationale mêlant à un courant principal néotraditionaliste divers sous-courants qui firent plus ou moins bon ménage avec lui. Diversité dans le temps, l'« État français » se révélant évolutif, ou plutôt dégénérescent : de l'ordre moral des débuts jusqu'à l'État-milice des derniers mois, en passant par l'État munitionnaire de l'effort de guerre nazi, le glissement vers une dictature terroriste au service du vainqueur vint établir la faillite d'un régime que Pétain s'était au départ refusé à aligner sur celui du vainqueur[(948)].

Le Rassemblement pour la Révolution nationale

Bergery avait fini par trouver la porte de Pétain ; il allait s'efforcer de la faire s'ouvrir toute grande pour lui. Dans l'immédiat, il avait été mis hors jeu en acceptant de devenir l'un des *missi* du Maréchal. L'annonce du remaniement ministériel du 6 septembre, qui démentait une fois de plus ses espérances, l'atteignit alors qu'il venait de partir pour sa mission. Si le rapport qu'il en fit n'a pas été retrouvé, la synthèse établie à Vichy pour l'ensemble de ces missions (10 commissaires avaient visité 27 départements) est suffisamment instructive. Pour ce qui concernait la politique extérieure, les commissaires notaient une évolution dans l'opinion ; la grande majorité des Français – la plupart des commissaires l'évalue à 80 % – souhaitait la victoire de l'Angleterre. Ils proposaient de combattre cette anglophilie en modifiant la présentation à la radio et dans la presse de la politique étrangère du gouvernement. La propagande officielle heurtait les Français par son caractère trop germanophile. Elle devrait dans l'avenir développer le thème de la France d'abord et le soutien au Maréchal ; mais son efficacité dépendrait en définitive de l'obtention d'un adoucissement des conditions de l'armistice.

En politique intérieure, la dominante dans l'esprit public était la confiance faite à Pétain et l'hostilité manifestée envers son gouvernement. La grande masse demeurait en revanche indifférente à l'égard de la création d'une « mystique du Chef » et d'un Rassemblement pour la Révolution nationale. Les commissaires étaient eux-mêmes divisés sur ce point. Une minorité, à laquelle appartenait le député PSF Devaud, s'opposait à un projet qui ressemblait à une copie du fascisme et qui apparaissait difficile de réalisation en raison des différences politiques qui continuaient d'exister dans le pays. La majorité, qui comptait Bergery et Chateau, jugeait l'idée opportune. Le Rassem-

blement pourrait servir de lien entre le Maréchal et la population, assurer une fonction de surveillance des abus de l'administration et prévenir la réapparition des partis politiques. Ouvert à un recrutement de masse et faisant un large appel aux hommes de gauche « sincèrement convertis », il devrait avoir pour idées directrices : en politique extérieure, la défense d'une politique purement française, envers l'Allemagne comme envers la Grande-Bretagne ; en politique intérieure, l'établissement d'un régime qui ne devait être en aucune façon « d'ordre moral[(949)] ».

De retour à Vichy, Bergery se fit le partisan infatigable de ce projet. Baudouin le représente dans son Journal lui exposant le 19 septembre le « grave danger » que Pétain et son œuvre courraient à bref délai « si un mouvement d'approbation n'était pas déclenché dans la masse[(950)] ». Ce point de vue rencontra l'accueil sympathique de Baudouin et de Du Moulin de La Barthète, le directeur du cabinet civil de Pétain. Sur l'encouragement du Maréchal, le projet fut examiné au cours de réunions auxquelles prirent part les ministres Belin, Bouthillier et Peyrouton[(951)]. Laval fut tenu en dehors de ces conciliabules, et c'est bien le fait significatif ; les ministres en question lui étaient aussi hostiles que pouvait l'être Bergery, de sorte que toute l'affaire paraît avoir été intégrée à l'une des nombreuses intrigues qui se tramaient à Vichy pour obtenir son éviction (et dont l'une devait finir par aboutir le 13 décembre). Bergery ne fut pas loin de réussir son opération. Il avait rédigé un projet de manifeste qui reçut l'approbation de Pétain ; ce texte terminait en appelant les Français à adhérer à un Rassemblement pour la Révolution nationale placé sous l'autorité du Maréchal. A ce moment, Laval fut informé de l'affaire, Bergery ayant claironné à travers Vichy que le jeu était gagné et qu'une fois le nouveau mouvement constitué c'en serait fini de Laval. Ce dernier se rendit auprès de Pétain et exigea, en jetant sa démission dans la balance, l'annulation du projet et l'éloignement de Bergery. Un

compromis fut trouvé, qui donnait gain de cause à Laval ; Pétain reprendrait le texte à son nom, en supprimant l'appel à la formation immédiate du Rassemblement, et s'engageait à éloigner Bergery de Vichy[952]. Ce dernier ne pesait pas assez lourd en comparaison de Laval qui était alors en train de nouer le fil de la négociation avec les Allemands à Paris. D'un autre côté, Pétain avait déjà manifesté de trop sérieuses réticences envers l'idée d'un mouvement politique unique pour n'avoir dû abandonner le projet de Bergery que sous la menace de démission de Laval.

Le message, diffusé le 11 octobre, reprenait largement les idées exprimées dans la déclaration Bergery de juillet : nécessité d'un ordre nouveau qui ne fût pas une copie de l'étranger, nécessité d'une politique de collaboration qui fût réciproque (« En présence d'un vainqueur qui aura su dominer sa victoire, nous saurons dominer notre défaite[953] »). Son auteur fut immédiatement identifié, notamment par les frontistes qui reconnurent le style et les formules. « Nous avons un bel avenir devant nous », notait le même jour un Claude Mauriac exultant[954]. René Gillouin, qui rédigeait habituellement les discours du Maréchal, écrivit une lettre de protestation au chef de l'État, en attirant son attention sur le fait que des passages entiers du discours reproduisaient *verbatim* des textes de Bergery. S'il faut en croire Gillouin, Pétain dut le reconnaître, non sans montrer quelque confusion[955]. Manifestement, il n'avait pas compté parmi les lecteurs de *la Flèche*, ce qui n'est pas pour surprendre, mais pose la question des correspondances qui se trouvaient ainsi consacrées entre le frontisme et le pétainisme. Un certain idéal de collaboration des classes qui pouvait tourner en moralisme conservateur, un certain anticapitalisme – dirigé contre les trusts et les financiers – qui pouvait passer pour du traditionalisme, l'idée vague, mais rassurante pour les conservateurs, d'une synthèse de l'autorité et de la liberté, voilà sans doute ce qui facilita cette rencontre, qui ne se fit pourtant

qu'en écartant ce que le frontisme avait eu malgré tout de socialiste et de moderniste avec son plan d'économie mixte.

A la fin d'octobre, Bergery partit en Suisse effectuer une mission de propagande de quelques semaines. Selon l'écho qu'en donna l'ambassade britannique à Berne, il répandit au cours de son séjour l'opinion que Pétain ne soutenait pas les initiatives prises par Laval dans ses négociations avec les Allemands[(956)]. Au début de décembre, il se trouvait à Paris où il réunit les principaux responsables du frontisme. Il leur confia qu'à son retour de Suisse Pétain avait flétri Laval devant lui et l'avait quitté en lui disant : « A bientôt. » Il en avait tiré la conviction que d'importants événements étaient en préparation. Mauriac, qui était présent, nota :

> Bergery se donne 5 à 6 semaines et pour lui 9 chances sur 10… d'échec. C'est qu'il s'est cru si près du but déjà… Mais on le sent gonflé d'espoir. Il fait le pessimiste pour conjurer le sort[(957)].

Faisant un tour d'horizon international, il parla de l'Italie comme d'un pays « en pleine liquéfaction », évoqua l'Amérique glissant vers la participation au conflit et jetant dans la balance une aide prodigieuse. Quant à l'Allemagne, il mettait en doute les affirmations de Hitler assurant qu'elle aurait la supériorité l'année suivante ; si elle ne découvrait pas « une arme nouvelle », elle ne viendrait pas à bout de l'Angleterre qui serait, de là à six mois, « transformée en un vaste et imprenable arsenal[(958)] ». On voit que Bergery prenait de la situation internationale une vue réaliste. En septembre, il avait pris contact à Vichy avec des diplomates américains. Selon lui, les Allemands toléraient de moins en moins l'expectative dans laquelle demeurait Vichy et pourraient encourager dans leur zone un mouvement comme celui de Doriot. Le Maréchal devait donc changer de direction ; et Bergery qui, au sentiment de son interlocuteur, éliminait déjà en paroles et en esprit Laval du gouvernement,

avait laissé entendre que lui seul pourrait offrir aux Allemands les garanties requises, tout en étant à même de rassurer « ses amis américains[(959)] ». Comme Pétain en somme, il jugeait indispensable pour la France de garder des relations amicales avec une puissance qui allait en toute probabilité jouer un rôle essentiel dans la suite du conflit. Ce qui ne l'empêchait nullement d'être persuadé de la vérité de la politique de collaboration avec l'Allemagne. Comme il le déclara à ses amis frontistes : « Cette politique, nous la continuerons même si l'Angleterre est vainqueur. 1815, 1917 [*sic*], 1940, cela suffit[(960)]. »

Il n'avait pas mésestimé ses chances d'échec en les fixant à 9 sur 10. A la fois par lassitude et par tempérament, Pétain donnait presque toujours quelque aliment aux espérances de ses solliciteurs ; dans le cas de Bergery, il est possible que l'affaire du message d'octobre ait laissé des traces. Baudouin rapportait dans son Journal à la date du 5 décembre que s'agissant de désigner un secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, Pétain ne fut pas « séduit » par le nom de Bergery que proposait Peyrouton[(961)]. Il ne voulut pas davantage de lui lorsque une semaine plus tard il renvoya Laval. Malgré le réel intérêt, et peut-être la sympathie, qu'il dut éprouver pour lui, il s'en méfiait tout autant, en raison de son passé, de son ambition et de ses projets. Du coup, Bergery se tint éloigné de Vichy et alla enfouir son amertume dans les neiges de la Haute-Savoie.

Le frontisme pendant la guerre

Même s'il arriva à ses principaux dirigeants de se rencontrer durant les années d'occupation, le frontisme avait cessé d'exister avec la défaite. Une bonne partie de ses anciens animateurs prit place dans le nouveau régime pendant l'été 1940, notamment au secrétariat à la Jeunesse, aux côtés de Mounier et de ses amis avec lesquels ils partageaient des relations anciennes et une parenté certaine des conceptions. Jean Maze, André Boll, et aussi Galey, qui était parti avec Izard en 1937, furent avec Mounier, parmi les animateurs du mouvement des Compagnons de France, créé pendant l'été 1940 et qui avait l'ambition de devenir le mouvement de rassemblement de la jeunesse française[(962)]. Mais tandis qu'après l'interdiction d'*Esprit* en 1941 Mounier et ses amis se dirigèrent vers la résistance, Maze, Galey, Michel Petitjean, L.-P. Foucauld demeurèrent dans l'orbite de Vichy et suivirent en gros l'évolution de Bergery. Quelques-uns des anciens collaborateurs de *la Flèche* écrivirent dans la presse parisienne au début de l'occupation. Jeanson devint le rédacteur en chef du quotidien *Aujourd'hui*, qui commença à paraître en septembre 1940 ; on y retrouve les signatures de Challaye, de Delaisi, de Galtier-Boissière. L'expérience dura deux mois et demi, les Allemands provoquant le renvoi de Jeanson, trop libre de ton et de propos à leur goût, et qui avait refusé de tenir boutique d'antisémitisme. Bergery, qui s'était toujours montré un homme secourable pour ses amis, ne démentit pas sa réputation durant ces années. Il intervint en faveur de Jeanson qui rencontrait des difficultés auprès des autorités d'occupation pour exercer sa profession de scénariste. Il prit également sous sa protection des hommes comme Fernand Meyer et Michel Alexandre qui tombaient sous le coup de la législation antisémite de Vichy (qu'il ne désavoua pas, mais qu'à ma connaissance il n'approuva jamais publiquement)[(963)].

Il y eut peu, semble-t-il, de frontistes engagés dans les mouvements de la collaboration parisienne ; ceux qui le firent choisirent de préférence le RNP de Déat. On peut citer le cas de cet enseignant, ancien SFIO devenu frontiste, qui fut l'un des principaux animateurs du RNP dans le Loiret[(964)]. Ou les cas de Challaye et d'Émery qui frayèrent avec le mouvement de Déat, celui-là de façon distante, celui-ci plus étroitement et tout en participant à des organisations vichyssoises[(965)]. D'un autre côté, il y eut une présence substantielle de frontistes dans la résistance, comme on le verra encore. Certains s'engagèrent presque immédiatement, tel René Cerf qui fut avec Frenay parmi les fondateurs du mouvement Combat en décembre 1941 ; il est vrai que Cerf avait quitté Bergery au début de 1938. D'autres comme Edgar Morin furent convaincus de l'hégémonie allemande jusqu'à la bataille de Moscou, avant d'entrer dans les rangs de la résistance communiste. Mauriac, tout en souhaitant dès le départ l'échec de l'assaut allemand contre l'Angleterre, tenait à la fin de 1940 pour la formule « de Gaulle et Pétain », avant de se prononcer pour le premier. Quant à Izard, il rejoignit l'Organisation civile et militaire (OCM), un mouvement marqué à droite qui mit du temps avant de condamner la politique intérieure de Vichy[(966)]. Dans l'ensemble, le frontisme semble s'être divisé assez également entre Vichy et la résistance, la diversité des choix laissant toutefois subsister un large fonds commun. Que l'on considère le cas de l'un des premiers mouvements clandestins de Paris, le Mouvement national révolutionnaire (MNR), au sein duquel des frontistes tinrent une place notable, et il apparaîtra qu'une large communauté d'idées et de conceptions idéologiques pouvait s'accompagner de politiques différentes.

Ce mouvement comprenait des pivertistes comme Jean Rous, Maurice Jaquier, Fred Zeller, des syndicalistes comme Raymond Le Bourre, des socialistes comme Tanguy-Prigent et Henri Sellier, enfin un groupe de « bergerystes » dont faisaient

partie Marcel Hytte, Ady-Brill, Armand Bunet, Jacques Rebeyrol[967]. Ces hommes firent paraître dès septembre-octobre 1940 un bulletin clandestin tiré à un millier d'exemplaires et intitulé *la Révolution française*, puis *le Combat national révolutionnaire* ; la publication fut interrompue par l'arrestation en juin 1941 des principaux responsables. Les textes publiés portent la marque dominante du frontisme, au point de faire conclure que les frontistes furent à même de faire largement accepter leur point de vue à des dissidents de gauche qui, comme eux, avaient été des pacifistes jusqu'au bout et se trouvaient en quête de nouvelles lignes directrices. Le MNR appelait à effectuer une révolution nationale française qui abattrait les trusts et établirait un régime d'économie mixte planifié. L'État nouveau serait fort et hiérarchisé, rompant avec le parlementarisme, tout en assurant une représentation populaire. L'animateur de cette révolution serait le MNR, mouvement strictement organisé et dirigé, qui « préfigure, dans l'organisation de ses cadres, l'organisation politique de l'État, dont il assure la responsabilité[968] ».

L'importance et l'urgence de cette révolution française venaient de ce que le redressement intérieur du pays conditionnait sa politique extérieure. Le mouvement s'en tenait sur ce dernier plan à la formule : ni proanglais, ni proallemand, profrançais. Il refusait l'oppression et l'occupation allemandes, mais disait en faire autant pour le capitalisme britannique. « En attendant l'issue militaire du conflit », les Français devaient se conduire exclusivement « comme des Français, pro-Français soucieux de relever avant tout leurs propres ruines[969] ». Dans l'immédiat, la France devait utiliser au mieux la situation pour obtenir l'évacuation des troupes allemandes : la vraie collaboration ne pourrait se faire que dans l'indépendance de toutes les nations européennes[970]. On voit qu'il ne s'agissait pas de combattre l'occupant, encore moins d'abattre le régime nazi. Le bulletin de janvier 1941, étudiant les conséquences d'une muti-

lation territoriale, concluait à la possibilité d'une vie indépendante du pays, pour autant qu'existeraient les contrepoids des États-Unis et de l'URSS, ainsi qu'un État français national populaire ayant brisé la puissance des trusts[971]. La position adoptée envers Vichy confirme l'impression de parenté donnée par cette ligne de politique extérieure. Le nouveau régime était critiqué pour le couvert qu'il offrait à la ploutocratie française, mais Pétain était présenté avec respect : c'était à l'abri de la « grande figure du Maréchal », « dans le dos du Maréchal » que les trusts avaient établi leur règne. En outre, la législation de Vichy sur les sociétés secrètes et les juifs était approuvée, et son extension à l'Église souhaitée : l'État et la nation devaient « se défendre » « contre les tentatives de domination occulte, qu'elles proviennent du judaïsme, de la maçonnerie ou du jésuitisme[972] ».

Y eut-il coordination entre ce mouvement et Bergery ? On pourrait le croire, à voir le soutien explicite qui fut donné au message d'octobre. Bergery fut mis au courant de l'entreprise ; selon les uns, il l'aurait désapprouvée, selon d'autres, il ne l'aurait pas désavouée ; dans tous les cas, il semble établi qu'il ne l'ait pas soutenue[973]. On définirait mieux la nature de ce curieux mouvement clandestin en y voyant une entreprise jusqu'à un certain point parallèle à celle qu'il tentait de mener à Vichy, le parallélisme résultant d'une manière commune de réagir et d'analyser la situation. Tous ces hommes cherchaient à accomplir à la faveur des circonstances leur projet de rénovation du pays et espéraient se servir du Maréchal pour y parvenir, Bergery par la persuasion et l'intrigue, ses anciens amis par une action clandestine de rassemblement politique.

Le cas du MNR rend manifeste la difficulté qui assaillit la plupart des marginaux des années 30 au début du régime de Vichy, quand celui-ci paraissait encore susceptible d'évoluer ; il y avait bien un fonds commun entre le régime né de la défaite et leurs projets. On sait le temps qu'il fallut à un certain

nombre de résistants de la première heure pour rompre avec Pétain et la politique intérieure de Vichy, même s'ils en désapprouvaient la politique extérieure ; l'attitude de Frenay et de Combat, celle de Défense de la France sont assez connues pour ne pas nécessiter de développements. Tout au plus rappellera-t-on qu'en 1942 encore des résistants continuaient à manifester de la compréhension pour la politique antisémite de Vichy. Dans une « lettre au Maréchal » datée de janvier 1942, l'un des animateurs de Défense de la France considérait que les juifs étaient des « étrangers » et écrivait qu'ils ne devaient « être intégrés qu'après avoir fait leurs preuves » ; tandis que l'un des dirigeants de l'OCM se demandait en juin 1942 comment « franciser » les juifs, en faisant une référence appuyée au passage de Blum au pouvoir : « expérience néfaste », car « il se révèle que ce juif n'a que des amis juifs, il n'a confiance qu'en des juifs[974]… ».

Il faut souligner par ailleurs le fait qu'une bonne partie de la presse clandestine de la résistance montre la présence des thèmes qui avaient été dans les années 30 ceux des non-conformistes et des dissidents de tous bords. Dans un mouvement comme Défense de la France, on retrouve, à côté de la conception personnaliste de la primauté du spirituel, les thèmes frontistes d'une « Révolution du peuple tout entier » aboutissant à la réintégration de toutes les classes dans la nation, d'un nouveau régime conciliant la liberté et l'autorité et qui inclurait « ce qu'il y a d'efficace dans les systèmes autoritaires et ce qu'il y a de noble dans l'idéologie libérale[975] ». Plus marqué à gauche, le mouvement Libérer et Fédérer, que rallièrent un certain nombre d'anciens du MNR et qui défendait un programme fédéraliste et syndicaliste, appelait à « libérer la nation des anciens partis diviseurs et démagogiques » et à « fédérer tous les Français dans la grande armée de la reconstruction de la France » ; il s'agissait de faire un nouveau 89, avec de nouvelles élites et une nouvelle mystique : « Notre révolution sera la ré-

volution du peuple français tout entier[976]. » L'existence d'une thématique frontiste est enfin avérée par les critiques émises, au tournant de 1944, par certains résistants socialistes et communistes contre des projets qu'ils dénonçaient comme « bergerystes » : l'idée de la transformation de la Résistance en un mouvement unique, la lutte contre les partis, le thème des hommes nouveaux et des chefs, l'État fort, l'anticapitalisme et l'anticommunisme unissant hommes de gauche et hommes de droite[977].

Ce qui rapprochait Bergery et ses anciens camarades en 1940-1941 ne pouvait effacer les différences déjà perceptibles qui allaient les séparer. Si le MNR peut difficilement passer pour un mouvement de résistance, puisque son objectif primordial était la rénovation de la France, ce qui valut d'ailleurs à ses dirigeants arrêtés des condamnations relativement légères, il n'en reste pas moins qu'après leur libération ceux-ci passèrent dans la résistance antiallemande, s'éparpillant dans la plupart des mouvements et y diffusant leur thématique. L'exigence d'indépendance nationale présente dans leurs textes dès le départ passait au premier plan et fixait la priorité de leur action : c'est en définitive ce choix, qui traduisait un équilibre différent de l'assemblage politique de leurs idées, plus qu'une différence fondamentale dans ces idées elles-mêmes, qui décida du partage des voies entre les frontistes.

Moscou et retour

Pendant que Bergery était absent de Vichy, l'idée du Rassemblement national était remise sur le métier par Du Moulin de La Barthète. Engagée dans les premières semaines de 1941, l'affaire prit un bon départ ; en mars 1941, un Comité fut constitué, qui avait pour secrétaire général Du Moulin, et pour secrétaire général adjoint Paul Estèbe, l'ancien responsable des Jeunesses de l'USR ; le PPF et le PSF disposaient d'une bonne moitié de ses quarante membres, mais on y trouvait aussi des hommes comme Galey, Thierry Maulnier et Barthélemy Montagnon[(978)]. Au bout du compte, le projet échoua, victime des rivalités entre le PPF et le PSF et des résistances opposées par les dirigeants de la Légion des combattants, qui entendaient protéger l'avenir de leur organisation ; à quoi s'ajouta une fois de plus la résistance de Pétain qui, en avril 1941, transforma le Comité du Rassemblement pour la Révolution nationale, comme s'intitulait cet organe, en un Comité de propagande sociale, dont le titre indiquait les bornes de son action[(979)].

Bergery ne fut pas associé à cette nouvelle tentative – la troisième depuis le 10 juillet – pour doter le nouveau régime d'une base de masse qui l'aurait rapproché de la structure des États fascistes. Quand il reparut à Vichy en mars 1941, ce fut pour y apprendre sa nomination au poste d'ambassadeur de France à Moscou. Pétain avait apparemment conclu qu'il serait le mieux employé dans un poste diplomatique, si possible lointain. Les cercles politiques de Vichy et de Paris ne manquèrent pas de s'interroger sur les motifs de cette nomination. A l'ambassade d'Allemagne, on retint deux hypothèses entre lesquelles on ne décidait pas, mais qui paraissent répondre toutes deux à la réalité : il s'agissait d'éloigner Bergery de la scène intérieure et le gouvernement français avait l'intention d'activer ses relations

avec l'URSS[980]. Bien qu'il comprît dans ses rangs des hommes qui avaient réclamé la rupture avec elle pendant la drôle de guerre, le gouvernement de Vichy ne voulait pas négliger un moyen d'alléger les difficultés du blocus britannique, sans oublier que l'URSS pouvait dans le futur tenir un rôle qui recommandait de la ménager. Personne apparemment ne prévit ce qui allait se produire quelques mois plus tard.

Bergery profita de son passage à Vichy pour remettre à Pétain une note dans laquelle il exposait ses vues. En politique intérieure, la ligne définie par le message d'octobre lui paraissait toujours appropriée. En politique extérieure, il constatait que « l'ensemble de la population » continuait « à placer ses espoirs dans une victoire anglo-saxonne » et que le collaborationnisme de la presse parisienne était « totalement discrédité ». L'opinion n'était pas pour autant progaulliste, mais simplement attentiste et incrédule : un état d'esprit nuisible à l'intérêt de la France, qui se trouvait une fois de plus à la remorque des événements. La « mystique du Maréchal » constituant « à peu près le seul élément de cohésion nationale », le silence dans lequel le chef de l'État demeurait devenait une cause de désarroi ; on attendait « des directives, un langage raisonné et digne » fixant une position qui pourrait rallier la majorité des Français, à l'exclusion des minorités collaborationniste et anticollaborationniste[981].

Une note annexe exposait la justification qui devait être donnée de la collaboration pour que celle-ci cessât d'être un « mythe officiel ». Il importait de la définir une fois pour toutes comme une nécessité historique qui s'imposait depuis des décennies et qui s'imposerait encore en cas de victoire alliée. Mais le principe affirmé, Bergery posait des conditions à sa réalisation. La collaboration devait être une collaboration pour la paix, et non pour la guerre ; la France devait défendre ses intérêts majeurs, avant tout sauvegarder son Empire ; enfin et surtout, la collaboration devait être réciproque. Il appartenait à

l'Allemagne victorieuse de dire si sa conception de la collaboration répondait à celle de la France.

> Si sa réponse était négative, il lui incomberait d'imposer sa volonté et de prendre ses responsabilités vis-à-vis de l'Europe et de l'Allemagne elle-même. Comme d'autres, mieux que d'autres, nous saurions souffrir et attendre. Si sa réponse est affirmative, une ère de prospérité et de paix s'ouvrira demain pour l'Europe[(982)].

Pétain partageait à l'évidence le point de vue de Bergery, qui ne faisait qu'enfoncer des portes ouvertes. Mais la tactique recommandée pouvait difficilement avoir son aval. Il était pour le moins aventuré de mettre l'Allemagne en demeure de déclarer sa collaboration ou son refus de collaboration, sauf à admettre une rentrée en guerre de la France, ce à quoi se refusait constitutivement le régime de Vichy, et tout autant Bergery. De sorte que sa prescription revenait à l'emploi d'une insistance plus solennelle auprès des Allemands. Il croyait manifestement qu'il pourrait aboutir là où les autres hommes de Vichy, Laval en tête, avaient échoué.

Avant de partir pour Moscou, il fit un bref séjour à Paris au cours duquel il s'entretint à deux reprises avec Schleier. Il lui parla du mémorandum qu'il avait rédigé pour Pétain et précisa, à l'intention des supérieurs de son interlocuteur, qu'il y avait exprimé la nécessité de connaître dans les grandes lignes la forme future de l'Europe et la place qu'y aurait la France. Quant à la mission qu'il allait remplir à Moscou, il souligna que ses instructions étaient d'expliquer aux Soviétiques que la France était décidée à s'en tenir envers l'Allemagne à la politique de collaboration. Lui-même souhaitait établir là-bas d'étroites relations avec l'ambassade d'Allemagne, et s'il avait l'intention de prendre contact avec les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne, rien n'était plus loin de sa pensée,

comme de celle du gouvernement français, que de vouloir favoriser à Moscou la politique anglo-saxonne[983].

Arrivé à Moscou le 26 avril, il fut accueilli par son prédécesseur Eirik Labonne, un ami de longue date. Selon la formule diplomatique dont usa ce dernier après la Libération, il existait alors entre eux des différences d'appréciation sur l'avenir[984]. Labonne venait de rédiger une dépêche où il avait fait le bilan de sa mission et livré une brillante analyse de la situation soviétique. Il avait notamment exprimé sa confiance dans la « très sérieuse valeur défensive » de l'armée soviétique, la jugeant bien supérieure à celle de l'armée tsariste de 1914 : or, celle-ci avait tenu trois années[985]. Cet avis, contraire à celui de la plupart des observateurs, fit peut-être quelque effet sur Bergery, qui se retrouvait dans une situation dominée par la tension grandissante des rapports germano-soviétiques. Selon l'analyse contenue dans son premier rapport daté du 3 mai, le souhait de l'URSS était de rester en dehors de la guerre, son objectif étant d'améliorer son armée et d'attendre l'épuisement des belligérants afin de pouvoir, soit promouvoir la révolution, soit peser avec le poids d'une armée intacte dans la négociation de paix. L'Allemagne avait une politique diamétralement opposée ; elle ne pouvait attendre de se retrouver face à l'URSS et aux États-Unis, et elle avait besoin des ressources de l'Union soviétique, qui se trouvaient hors de portée de l'aviation anglo-saxonne. Pour l'heure, elle employait à la fois la pression diplomatique et la menace militaire en concentrant des troupes près des frontières soviétiques ; elle pourrait user prochainement de l'action militaire[986]. Dans les semaines suivantes, il s'efforça d'assurer son pronostic ; ce ne fut que le 19 juin, soit trois jours avant l'événement, qu'il conclut à une « volonté inconditionnée de conflit » de la part de l'Allemagne[987].

Deux mois à peine après avoir débuté, sa mission diplomatique prenait fin, le gouvernement de Vichy décidant de

rompre ses relations avec l'Union soviétique, bien que la France ne fût pas partie au conflit. Au témoignage de Jean Payart qui était alors ministre-conseiller à l'ambassade de Moscou, cette décision aurait surpris Bergery, qui ne l'avait pas recommandée[(988)] ; elle s'inscrivait pourtant dans la logique de la politique de collaboration qu'il prônait. En quelques semaines, il s'était fait à Moscou la réputation d'un homme gagné à la collaboration avec l'Allemagne. L'ambassadeur des États-Unis, Steinhardt, qui l'avait pris en grippe, le représentait affichant sa conviction d'une victoire ultime de l'Allemagne et sa foi dans les promesses allemandes ; à l'en croire, il était engagé dans une campagne pronazie systématique. Staline lui-même évoqua devant Roosevelt lors de la conférence de Téhéran l'ambassadeur Bergery qui s'était fait auprès de lui « le champion d'une Allemagne invincible » et qui avait dit « plus d'une fois que l'avenir de son pays était aux côtés de l'Allemagne et que les vrais adversaires de la France étaient les pays anglo-saxons[(989)] ».

L'évacuation de l'ambassade de France ne se fit pas sans difficultés, et ce fut au terme de multiples vexations et d'un périple accidenté à travers les Balkans que Bergery se retrouva en France. Son expérience lui servit dans la mesure où il prit de l'état de l'URSS une vision plus réaliste que beaucoup de vichyssois. Sur la route du retour déjà, passant à Sofia, il exprima des doutes sur l'hypothèse d'un effondrement intérieur de l'URSS ; tout en déclarant croire au succès de l'Allemagne, il voyait un péril pour elle si la victoire n'était pas acquise avant octobre, car alors la Grande-Bretagne et les États-Unis prêteraient assistance à l'URSS[(990)]. Le point de vue qu'il fit entendre à Vichy était plus net encore. Les deux adversaires étaient selon lui à égalité et les Allemands ne parviendraient pas à forcer le front soviétique avant octobre, date à laquelle le mauvais temps les contraindrait à suspendre leurs opérations[(991)]. Les diplomates américains en poste à Vichy recueillirent son opinion selon laquelle la guerre à l'Est pourrait durer « indéfiniment » et

notèrent que cette vue de la faiblesse allemande était inhabituelle dans les milieux du pouvoir[992].

Bergery n'était pas en train de perdre foi dans la collaboration ; les difficultés de l'Allemagne, voilà qui devait au contraire la favoriser en rendant Hitler plus ouvert au compromis. Le 5 novembre, il eut une longue conversation avec un officier supérieur de l'Abwehr auquel il déclara pouvoir parler au nom de Pétain. Le temps était venu de conclure la paix entre la France et l'Allemagne. La France était consciente du fait que, dans les circonstances, la paix avec l'Allemagne signifierait la guerre avec l'Angleterre et les États-Unis. Mais elle était également consciente du fait qu'après l'achèvement de la victoire allemande à l'Est le point de gravité du conflit passerait en Afrique occidentale et qu'il s'agirait de défendre avec l'aide de l'Allemagne l'indépendance des territoires français. Or cela ne pourrait se faire que si table rase était faite dans les rapports franco-allemands et que si les deux pays étaient décidés à défendre en commun l'Afrique occidentale, y compris contre une attaque américaine. L'économie française continuerait de tourner pour la machine de guerre allemande, mais l'Allemagne de son côté donnerait à la France l'assurance qu'elle se battrait pour sa liberté et son indépendance. Il avait conclu en insistant sur la nécessité de ne pas perdre de temps[993].

Il est difficile de dire si le choix de l'interlocuteur fut prémédité ou occasionnel ; les gens de Vichy, conscients des rivalités au sein du pouvoir nazi, frappaient à toutes les portes dans l'espoir que l'une d'elles donnerait sur Hitler ; pour Bergery, un succès même partiel pouvait lui valoir l'accès au gouvernement. Il est également difficile de savoir si et dans quelle mesure il se faisait le messager ou l'interprète de la pensée de Pétain. Il y avait en tout cas une pensée de Pétain, la démarche de Bergery s'inscrivant dans la série d'« efforts inlassables » déployés par les dirigeants de Vichy à l'automne 1941 pour relancer la collaboration[994]. En faisant comprendre à l'Allemagne qu'elle était

exposée à une guerre sur deux fronts, le front occidental recevant tôt ou tard le renfort massif des États-Unis, ils espéraient amener Hitler sur la voie de l'accommodement. De leur point de vue, une France à qui l'Allemagne accorderait une paix clémente serait doublement gagnante : par le fait même d'une paix avantageuse et par les conséquences que la conclusion de cette paix pourrait avoir sur le conflit, les Britanniques pouvant être incités à cesser la guerre et les États-Unis à ne pas y entrer. Une fois de plus, les vichyssois se leurraient sur la nature du nazisme, n'ayant jamais compris que de la force élevée en valeur suprême l'adversité ne ferait pas sortir le compromis, mais l'autodestruction. A partir de l'attaque allemande à l'Est, Berlin avait d'ailleurs mis au point mort les relations avec la France ; le règlement viendrait quand la victoire du Reich serait entière[995].

Bergery se trouvait une fois de plus en attente d'un avenir. A son retour, Darlan lui avait offert de prendre le poste de Washington, mais il avait refusé, alléguant qu'il convenait d'y envoyer une personne apolitique. Son refus s'explique probablement par des espérances ministérielles ; pendant l'été 1941, on parlait beaucoup d'un remaniement du gouvernement, et de Bergery comme de l'« un des hommes de la combinaison de demain[996] ». Darlan lui proposa ensuite l'ambassade de Berne, ce qui lui convenait ; mais les autorités helvétiques firent savoir qu'elles préféraient recevoir un diplomate de carrière[997]. Darlan lui offrit enfin le poste de garde des Sceaux, mais il refusa en parlant de désaccord avec la politique intérieure du gouvernement[998]. En attendant une ouverture, il allait partager son temps entre Vichy et Paris, où il renoua avec sa profession d'avocat.

Sur son état d'esprit d'alors, le Journal de Claude Mauriac offre une fois encore un suggestif aperçu. En octobre 1941, un déjeuner réunit Bergery et d'anciens frontistes, dont Izard et Mauriac. Celui-ci trouva Bergery « très collaborationniste » et

soutenant sa position avec de « pertinentes raisons ». Hitler n'avait toujours pas défini la place de la France dans la nouvelle Europe, de sorte que l'avenir demeurait ouvert : « Tout dépend encore de nous et c'est là qu'est le miracle lorsque l'on songe à l'écrasante défaite que nous avons subie. » Il ne choisissait pas la collaboration « par amour de l'Allemagne », mais parce que « les faits » l'imposaient et que la France avait « de l'avenir dans une Europe rénovée ». Mais les Français avaient oublié la défaite et haïssaient l'Allemagne, « si bien que le traité de paix le plus avantageux, le plus généreux, le plus inattendu, le moins mérité, leur paraîtra encore odieux et injuste… ».

> Bergery soudain parle fort, sur un ton animé, un peu rageur : – Quel que soit le traité qui nous sera imposé, il ne sera pas plus terrible que celui que nous avons dicté en 1918. […] N'oublions jamais que nous avons refusé à l'Allemagne le droit de vivre…

Ainsi parlait Bergery, mêlant à une contrition ancienne pour la dureté passée de la France (cette veine de masochisme qu'a si bien décelée Sartre dans la mentalité des collaborateurs[(999)]) une vision idéalisée des intentions de Hitler. Son attitude collaborationniste était évidemment inséparable de son ambition toujours présente de transformation intérieure.

> On accuse la France de copier l'Allemagne. Bien sûr qu'elle la copie ! Comment pourrait-il en aller autrement ? On ne fait pas de révolution (ni par en haut, ni par en bas) dans un pays occupé. Au temps de la liberté, j'ai proposé à la France un programme totalitaire original, un totalitarisme fait à sa mesure. On ne m'a pas écouté. Puisque les faits imposent la politique que je proposais, il ne reste plus qu'à se mettre à la remorque de l'Allemagne[(1000)]…

Lui qui avait toujours critiqué les « remorques » recommandait de se rattacher au char allemand, et, dans une formulation quelque peu confuse, il faisait dans sa dernière phrase une

équivalence implicite entre son projet d'avant-guerre et le nazisme ; une fascination ancienne s'avouait enfin.

L'activité qu'il déploya au début de 1942 montre bien qu'il n'avait pas renoncé à prendre place dans le régime. Membre du Conseil national, cette assemblée-croupion qui devait servir de Chambre consultative, il fut nommé à la 7e Commission consacrée à l'étude de la réforme du statut administratif de la Région parisienne et à la 8e consacrée à l'étude des questions de jeunesse ; ces deux Commissions se réunirent à Vichy en février et mars 1942. Dans la première, il fut chargé d'un rapport sur la régionalisation de l'administration dans la Région parisienne. Il y insistait sur la nécessité de créer un poste de haut-commissaire placé au-dessus du préfet de la Seine ; il n'est pas étonnant que les rumeurs aient aussitôt commencé à circuler, lui attribuant des visées sur ce poste[(1001)].

Son intérêt allait en réalité aux questions de la jeunesse. Rencontrant Déat le 19 février 1942, il lui confia qu'il faisait une « tentative, d'accord avec Pétain, pour lancer à nouveau le mouvement des "Compagnons" afin de remonter la pente descendue et de contrebattre le "pluralisme" des mouvements [de jeunesse][(1002)] ». L'attitude qu'il prit au cours des travaux de la 8e Commission, réunie à Vichy du 5 au 12 mars, éclaire la nature de son projet. A première vue, ses espoirs auraient dû être dissipés par le message que Pétain adressa à la Commission lors de sa séance d'ouverture. Il était urgent selon lui de définir la place de la jeunesse dans la nation, mais « il ne saurait être question de créer une jeunesse d'État », l'État n'ayant pas à suppléer aux tâches éducatives qui revenaient en premier lieu aux communautés naturelles, la famille et les Églises. La diversité des mouvements de jeunesse devait donc être maintenue, car elle correspondait « à la variété effective des familles spirituelles de la France ». Toutefois, il fallait qu'existât entre ces mouvements une partie commune d'ordre civique qu'il appartenait à l'État de définir. Pétain concluait :

> Pas plus que nous ne voulons d'une jeunesse d'État, nous ne voulons d'une jeunesse unique. Mais nous voulons, dans les limites que je viens de préciser, une jeunesse unie[(1003)].

Malgré cette ouverture peu encourageante, Bergery ne fut pas détourné de jouer son air. Il se déclara « partisan d'un mouvement unique qui s'étendrait dans les deux zones, si cela était possible » et qui mettrait à la disposition de Pétain « la véritable armée de la Révolution nationale ». Il réclama la création d'un poste de ministre de la Jeunesse, ayant la tutelle d'un secrétariat d'État à l'Éducation, lui-même supervisant deux commissariats généraux, l'un à la Jeunesse et l'autre aux Sports ; ce grand ministère devait être rattaché au Maréchal, ou à défaut, à un ministre d'État placé sous l'autorité immédiate du chef de l'État. Si l'on ajoute qu'il dirigea des critiques en règle contre les responsables de la Jeunesse et de l'Éducation nationale, il apparaîtra que son projet ne visait rien moins qu'à produire un changement complet dans ces domaines. La continuité de la visée était entière avec les tentatives de 1940, si ce n'est qu'au lieu de porter sur une organisation politique unique vouée par avance à l'échec elle concernait la formation des générations futures, ce qui n'était pas sans traduire une évolution totalitaire de sa volonté de changement. « Former le cerveau de l'enfant, former son caractère, veiller à sa santé, former l'enfant politiquement en lui inculquant les principes sur lesquels il aura à construire la France de demain », voilà les tâches qui, selon lui, devaient revenir aux organismes chargés de la jeunesse.

Il reportait en somme sur les nouvelles générations le triomphe d'une Révolution nationale qu'il tenait plus que jamais pour indispensable.

> Il montre que souvent des idéologies étrangères ont eu un rayonnement mondial après avoir reçu leur application dans notre pays et pense que la conception du socialisme égalitaire et non de classe, née de la révolution alle-

mande, sera peut-être la solution universelle lorsqu'elle aura été fondue et humanisée dans le creuset français. M. Bergery précise qu'il ne s'agit d'ailleurs pas pour la France d'imiter en tout le système allemand et que lui-même fait des réserves sur bien des points de la doctrine appliquée outre-Rhin[(1004)].

Rapprochons cette dernière phrase des attaques qu'il adressait au secrétariat à la Jeunesse en raison des subventions qu'il versait aux Jeunesses du PPF : fait scandaleux, car ce parti défendait « une conception nettement hitlérienne[(1005)] ». On sent la délimitation fragile, mais dont la nécessité était ressentie, entre une conception, qui ne serait pas l'imitation « en tout » du nazisme, et une autre, qui était « nettement hitlérienne ».

Le point de vue de Bergery fut largement minoritaire ; seul Marcel Roy, un syndicaliste appartenant à la gauche collaborationniste, se déclara comme lui partisan d'une organisation unique de la jeunesse et critiqua la prédominance des mouvements de jeunesse confessionnels[(1006)]. La Commission comprenait une phalange de vichyssois bon teint, tels la Porte du Theil, Henri Massis, François Valentin, Georges Lamirand, Mgr Beaussard, qui soutinrent le point de vue exprimé par Pétain. Le cabinet du Maréchal avait dès février sonné le branle-bas en signalant que Bergery entendait attaquer « l'esprit scout et calotin » des organisations de jeunesse et appelé ses partisans à faire barrage contre ces « visées totalitaires[(1007)] ». L'approbation donnée par la Commission au message de Pétain ne dissuada pas Bergery de poursuivre la réalisation de son projet, avec les ajustements que l'état des choses lui paraissait imposer. Stimulé par la crise de confiance entre Pétain et Darlan qui allait aboutir en avril au retour de Laval, il demandait à présent au chef de l'État la création d'un nouveau « grand mouvement non confessionnel », afin de garantir précisément « une pluralité véritable ». Il déclara à Déat, peu après, que le nouveau mouvement devrait être à même de surclasser les groupements confessionnels et de « surmonter ainsi le pluralisme, sans aller

à une unité dogmatique[(1008)] ». Tout cela n'aboutit à rien et il demeura sur la touche. L'épisode n'en jette pas moins de la lumière sur son état d'esprit. Dans ce milieu vichyssois où les réactionnaires tenaient solidement le gouvernail, il constituait en somme un vibrion de fascisme, son attitude et ses projets le plaçant entre Vichy et Paris. Il n'avait eu à partir de l'été 1940 que des relations très espacées avec Déat, ne le voyant, semble-t-il, pas plus de quatre ou cinq fois de toute la guerre. Mais, en février-mars 1942, il était allé lui exposer ses projets et lui demander un éventuel appui de presse[(1009)]. La nazification de Déat entrait alors seulement dans sa phase aiguë, mais ce rapprochement, aussi circonstanciel qu'il pouvait l'être, n'était pas sans signification, rejoignant et confirmant le durcissement qui s'exprimait dans le projet de Bergery à Vichy.

La fin des ambassades

Lorsque, à la mi-avril 1942, l'ère Darlan toucha à sa fin, il crut son heure arrivée. Benoist-Méchin a laissé le tableau évocateur d'un Bergery lui annonçant à quelques heures d'intervalle le 16 avril (on était à la veille de la démission du gouvernement Darlan), d'abord que Pétain l'avait chargé de constituer le nouveau gouvernement, puis qu'il aurait le portefeuille de l'Éducation nationale dans le gouvernement Laval ; le lendemain, il lui dit qu'il serait « peut-être » secrétaire général à la Jeunesse, avant de déclarer, une fois le nouveau gouvernement constitué sans lui, qu'il préférait une ambassade[(1010)]. Laval avait refusé d'appeler dans son gouvernement un homme à qui il reprochait de manœuvrer contre lui. Quelques semaines plus tard, il l'envoya en Turquie remplacer l'ambassadeur Helleu qui venait de passer à la dissidence gaulliste. Selon ce qu'en dit l'intéressé à Déat, il partait sans directives[(1011)]. La Turquie avait maintenu sa neutralité, malgré les pressions antagonistes dont elle était l'objet de la part des belligérants. La France de Vichy n'avait guère de rôle à tenir dans ce jeu, mais elle avait des positions à défendre et il était dans son intérêt de cultiver l'amitié des neutres.

Le représentant de l'Allemagne en Turquie était Franz von Papen, qui avait en 1933 très utilement servi les objectifs de Hitler en l'aidant à parvenir au pouvoir, tout en croyant le mettre dans son jeu. Papen se félicita des dispositions d'esprit du nouvel ambassadeur de France, fort éloignées de celles de son prédécesseur. Bergery déclara vouloir établir des « rapports étroits et confiants » et lui rapporta qu'il venait d'exprimer aux autorités turques la nécessité de la collaboration franco-allemande. Favorablement impressionné, Papen communiqua à Berlin qu'il serait « extrêmement utile » pour l'Allemagne de faire souligner auprès du gouvernement turc par l'in-

termédiaire du nouvel ambassadeur la communauté des intérêts franco-allemands et l'interdépendance des tâches européennes[1012]. Bergery s'ouvrit bientôt à lui de son jugement sur la situation française et sur la politique de collaboration. Si celle-ci ne progressait pas en France, c'était parce qu'il était impossible de montrer aux travailleurs français que le national-socialisme était anticapitaliste et qu'il voulait donner à la classe ouvrière une nouvelle place dans l'État. Les groupements de collaboration étaient marqués à droite, et les travailleurs français refusaient la droite. L'unique solution pour faire avancer l'idée de la collaboration consisterait à appliquer en France le système social allemand[1013].

Il répandait par ailleurs la bonne parole de la Révolution nationale dans la communauté française de Turquie. Dans un discours qu'il prononça à Istanbul en septembre 1942, il dénonça le régime d'avant-guerre et commenta avec l'approbation que l'on devine la pensée économique et sociale de Pétain telle qu'elle s'exprimait dans le message d'octobre 1940. Il affirma que le chef de l'État, loin d'être attentiste, était convaincu de la nécessité de mettre fin aux massacres périodiques entre Français et Allemands[1014]. Représentant de la Révolution nationale, il jugea de son devoir de purger l'ambassade de ses éléments gaullistes, et il le fit savoir à Papen. Il demanda à Vichy la dénaturalisation de trois compatriotes en raison de leur « complicité active avec un gouvernement étranger », puis indiqua qu'une seule d'entre elles lui paraissait nécessaire, qui fut opérée[1015].

Le 8 novembre 1942, les Anglo-Saxons débarquèrent en Afrique du Nord. La perte de son Empire, puis celle de sa flotte consommées, l'occupation totale du pays effectuée, le régime de Vichy devenait un régime fantoche. La première réaction de Bergery, quand il apprit à Ankara le débarquement et l'ordre de résistance donné par Pétain aux troupes d'Afrique du Nord, ne fut pas de découragement. Il alla aussitôt exprimer à Papen sa conviction que les circonstances devaient conduire à une « en-

tente complète » entre la France et l'Allemagne, toutes les considérations qui s'y opposaient jusqu'alors n'ayant plus aucune valeur en présence de la « menace monstrueuse » qui pesait sur l'Europe[(1016)]. Pour toute l'aversion qu'il avait pour Laval, il réagissait et raisonnait comme lui. L'annonce du débarquement leur faisait tous deux espérer que les circonstances ne seraient pas entièrement défavorables à Vichy en produisant chez Hitler ce changement d'attitude qu'ils attendaient depuis deux ans. Les 10 et 11 novembre, Laval s'entretint à Munich avec le dirigeant nazi à qui il tenta de soutirer des garanties (les frontières de 1914 et un Empire colonial équivalent à celui de 1939) en échange de la continuation de la résistance militaire en Afrique du Nord et éventuellement d'une aide à l'Allemagne pour ses opérations dans cette région[(1017)]. Le cessez-le-feu ordonné par Darlan en Afrique du Nord le surprit à Munich, et c'est là qu'il apprit l'occupation de la zone libre décidée par Hitler. Mais celui-ci avait manifesté dès le début des conversations son refus d'aborder le règlement d'ensemble franco-allemand et sa volonté de ne traiter que de l'aide militaire que la France pourrait apporter pour défendre les positions allemandes en Méditerranée.

Après la perte par le régime de Vichy de tous ses atouts, les défections, rares jusqu'alors dans les ambassades, devinrent de plus en plus fréquentes. Bergery n'en continua pas moins de représenter Pétain à Ankara, à la grande satisfaction de Papen avec qui il entretenait des rapports excellents. Cette attitude semble avoir été largement due à un jugement partagé sur la situation. Le prédécesseur de Bergery avait déjà signalé en juin 1942 que Papen n'affirmait jamais sa foi dans la victoire allemande et qu'il donnait l'impression de souhaiter la paix, dans le désir de jouer un rôle de premier plan[(1018)]. En février 1943, Papen fit savoir à Speer, sous une formulation transparente, qu'il jugeait indispensable l'ouverture de négociations de paix avec l'URSS et que, même si les conditions devaient être dures,

c'était la dernière possibilité d'éviter une « catastrophe[1019] ». Tout en s'abstenant de donner dans sa correspondance conseils et recommandations d'une nature politique, Bergery rapportait volontiers les propos des officiels turcs qui allaient dans cette direction. Ainsi écrivait-il le 25 novembre 1942 que selon le ministre turc des Affaires étrangères, l'Europe avait besoin d'une France forte autant que d'une Allemagne forte, qu'il était souhaitable que la France ne se divisât pas irrémédiablement et que la paix fût conclue le plus rapidement possible[1020]. C'était un point de vue qu'il partageait certainement dès cette époque, en compagnie d'ailleurs de la plupart des dirigeants de Vichy, auxquels il ne restait d'autre espoir que la conclusion d'une paix de compromis dans laquelle la France aurait joué sa partie et regagné ses mises. Dans l'attente de ce miracle, il affrontait à Ankara une situation en progressive détérioration. Le gouvernement turc maintint jusqu'au bout son ambassade à Vichy, mais, au vu de l'évolution du conflit, il décida à l'automne 1943 d'accueillir un représentant du Comité français de libération nationale (CFLN) d'Alger, Tarbé de Saint-Hardouin. Une guérilla diplomatique s'engagea entre l'ambassadeur de Vichy et le représentant d'Alger, le premier s'opposant à l'octroi du privilège diplomatique au second, celui-ci tentant d'obtenir la rupture des relations de la Turquie avec Vichy[1021].

Saint-Hardouin fit en novembre 1943 une analyse intéressante de l'attitude de Bergery, telle qu'il pouvait l'étudier à travers les articles (signés Sirius) que celui-ci faisait paraître dans *L'Istanbul*, un journal en langue française financé par l'ambassade. Bergery s'abstenait de faire l'éloge du nazisme et se gardait de prendre une position proallemande, tout en manifestant un discret et subtil soutien à l'Allemagne. Il ne faisait pas non plus l'apologie de Vichy, parlait de la nécessité d'écarter les querelles au sujet de l'armistice de juin 1940, querelles qui pouvaient compromettre « la mission des constructeurs de la France de demain ». En politique extérieure, il préconisait la si-

gnature d'une paix de compromis, ce qui revenait à accepter la domination de l'Allemagne en Europe occidentale : un mal inévitable, moins grave en tout cas que l'invasion soviétique. Il prévoyait que si les Alliés ne signaient pas la paix avec l'Allemagne les Soviétiques les devanceraient[(1022)]. Favorable comme Papen à une paix de compromis, il préférait la voir se conclure avec les Anglo-Saxons plutôt qu'avec l'URSS ; l'évacuation allemande de la France et des autres pays d'Europe occidentale en aurait été l'une des principales conditions, de sorte que le régime de Vichy aurait pu éventuellement survivre. Mais il ne se faisait pas trop d'illusions sur les probabilités d'une pareille issue et se préoccupait surtout des modalités de la transition du régime existant aux « constructeurs de la France de demain ».

Pendant les deux derniers mois de l'année 1943, il séjourna en France, ce qui ne fut probablement pas sans rapport avec l'agitation qui secouait le petit monde de Vichy depuis l'été. Pétain, qui voyait s'approcher la perspective d'un débarquement allié, voulait se débarrasser de Laval, qui lui-même cherchait le moyen d'aborder la Libération dans les meilleures conditions. En novembre, Pétain décida d'annoncer qu'après sa mort les pouvoirs qui lui avaient été délégués par l'Assemblée nationale feraient retour à celle-ci. Une intervention résolue de l'Allemagne stoppa net ce projet et conduisit Pétain à entamer une « grève » de quelques semaines[(1023)]. C'est à ce moment que Bergery lui rendit visite, et selon ce qu'il en dit peu après à ses camarades frontistes il avait déclaré à Pétain, qui lui avait demandé s'il devait partir, que les services qu'il pouvait rendre aux Français « allaient en diminuant et les inconvénients de sa présence en augmentant ». C'était une manière de lui conseiller de quitter le pouvoir. Pétain décida pourtant de rester, rapporta Bergery, pour ne pas abandonner les Français et dans l'espoir d'une entente possible avec les giraudistes d'Alger qui permettrait de réaliser la réconciliation nationale à la Libération.

Il est clair que Bergery se préoccupait lui aussi de la Libération qui approchait. Le renvoi de Laval et la remise à l'honneur de l'Assemblée nationale auraient permis de détacher Pétain de la collaboration et de faire pièce, au moment de la Libération, au régime gaulliste d'Alger qui apparaissait comme le fourrier du communisme. A défaut de pouvoir réaliser ce scénario, la volonté chancelante du principal intéressé s'ajoutant à l'opposition résolue des Allemands, l'abandon par Pétain de toute activité constituait une autre formule possible, mais qui ne se réalisa pas davantage, probablement pour les raisons indiquées par Bergery. Quant à ce dernier, ses amis frontistes voulurent le décourager de retourner à Ankara, mais il leur déclara qu'il entendait rester à son poste pour défendre les intérêts permanents de la France[(1024)]. Il ne voyait manifestement pas d'issue à la situation ; Ankara permettait de voir venir, c'est du moins ce que pensa Déat, qui nota dans son Journal : « Bergery ne voudrait que rester ambassadeur et planqué pendant l'orage[(1025)]. » Il cherchait à présent à se couvrir du manteau de la continuité de la nation et de l'État par-delà la diversité des régimes, et c'est la position qu'il prit dans le télégramme qu'il adressa au lendemain de la Libération de Paris à de Gaulle : après le départ contraint de Pétain pour l'Allemagne, il mettait son poste à la disposition du nouveau gouvernement et déclarait attendre ses instructions[(1026)].

Au début de septembre, il s'effaça devant Saint-Hardouin qui prit possession de l'ambassade. Après avoir sagement laissé passer une année, il rentra en France où il fut aussitôt arrêté et retenu en détention provisoire pendant cinq mois. On lui reprochait d'avoir accepté la charge d'ambassadeur de Vichy, d'avoir fait retirer la nationalité française à un compatriote de Turquie et d'avoir entretenu des rapports étroits avec l'ambassadeur d'Allemagne à Ankara. Son procès, qui eut lieu devant la Cour de justice de la Seine en février 1949, se conclut par un acquittement. Ce fut, comme le remarqua l'intéressé, le seul

procès intenté à un ambassadeur de Vichy ; mais l'ambassadeur Bergery pouvait-il faire oublier l'homme politique Bergery ? Il rouvrit son étude d'avocat, fit une désastreuse tentative de retour à la politique et garda ses amitiés frontistes, tout en assumant orgueilleusement son passé vichyssois. Tel apparut-il à Claude Mauriac, dont la vie avait pris un tout autre cours :

> On le sent amer, ne se consolant pas d'avoir mal joué, mais se solidarisant avec son échec, l'assumant, transformant son humiliation en orgueil et disant un peu plus souvent qu'il ne faudrait : « Moi qui suis un vichyste… » Présent inattendu[(1027)].

L'activité de Bergery après la défaite fut en définitive celle d'un homme de coulisses. Sur la foi des apparences, on pourrait rapprocher son cas de celui de parlementaires du centre gauche comme les radicaux Chichery et Bonnet, ou de l'USR de Monzie, tous hommes qui refusèrent la collaboration parisienne et se tinrent sur les arrière-scènes. Il y eut aussi à Vichy d'autres hommes venus de gauche dont le comportement ne se distingue pas en apparence du sien : ainsi un René Belin dans le gouvernement ou un Paul Faure fréquentant les allées du régime. Mais, pour toute la vérité de ces comparaisons, on ne saurait oublier que Bergery eut un engagement actif et persévérant, dont on ne voit pas ailleurs la pareille, et que sa discrétion tint en définitive à son insuccès plus qu'à une réserve choisie. C'est ici que l'on retrouve l'importance de son engagement politique de l'avant-guerre, son souhait d'une transformation de la France et d'une entente avec l'Allemagne nazie.

Dans la nature des projets qu'il promut en été 1940, puis au début de 1942, la fascination qu'il avait éprouvée dans l'avant-guerre pour les fascismes se développa en direction d'une fascisation certaine, mais dont il est difficile de fixer la mesure en raison de sa relative inconsistance. Cherchant avec ténacité à prendre place dans le nouveau régime, il demeura modéré et

traditionnel dans ses méthodes, recourant à la persuasion et à la courtisanerie, et sachant montrer de la souplesse dans ses relations avec Pétain. Les indications qu'il donna sur la nature autoritaire et hiérarchique du régime de ses vœux restèrent vagues ; il ne semble pas avoir jugé l'ordre de Vichy insuffisant à cet égard. Même la nette aspiration totalitaire que révèle son projet d'encadrement et de formation de la jeunesse ne le porta pas à en vouloir à tout prix la réalisation. Le modèle nazi était avoué, il est vrai, mais toujours avec des réserves et des limitations. A suivre ses propos, ce qui le séduisit fut essentiellement la dimension sociale du nazisme, son modèle de société réunie et consensuelle, l'image d'un « socialisme égalitaire » défini par un sentiment d'appartenance communautaire qui oblitérerait la conscience des différences sociales. Enfin, et dans tous les cas, cette fascisation ne porta qu'à l'état de traces insignifiantes les valeurs fondamentales de force et de domination, pour ne pas parler de l'hypernationalisme, du militarisme, du racisme.

Comme il en était allé dans l'avant-guerre, son projet de transformation fut inséparable de son souhait de collaboration avec l'Allemagne nazie, et il se durcit dans la mesure où celui-ci se trouva dans l'impasse. Même s'il ne fut pas comme Déat porté aux pires extrémités par la dynamique de cette association, il reste que, même après le débarquement allié en Afrique du Nord, il voulut croire à la réalisation de l'entente avec Hitler. On voit bien l'intérêt qu'il pouvait prendre à la préservation du régime auquel il accrochait ses espoirs de changement, son refus de la démocratie revenant avec la victoire alliée ; mais, de l'autre côté, il y avait une Allemagne nazie qui ne voulait pas de la collaboration, il y avait la perspective d'un abaissement de la France égal aux succès de son vainqueur. De sorte que, comme dans son attitude de l'immédiat avant-guerre, cette obstination dans la recherche de la collaboration, même si elle trouva ses limites à partir de la fin de 1942, pointe une fois encore vers l'existence d'une attraction profondément irrationnelle exercée

par le nazisme, dont l'itinéraire de Déat allait montrer toute la puissance.

CHAPITRE XIII

Déat ou la protection totalitaire de la nation

Au cours de l'été 1940, Déat avait manifesté les signes d'une fascisation rampante, à laquelle faisaient encore défaut des éléments essentiels de développement. Dans une certaine mesure, il restait fidèle au néo-socialisme, ayant retrouvé dans l'après-défaite quelque chose de son inspiration originale. Au fond, dans les années 30 son aspiration avait été de former et de diriger une nation unitaire et communautaire, débarrassée des divisions artificielles des idéologies et des partis. Au fond, dans l'idée qu'il avait exprimée en 1934 – le Parti deviendrait l'État –, il avait annoncé sa conception de l'été 1940. Pourtant, il est abusif d'affirmer une continuité essentielle. Jusqu'à la défaite, il avait bridé ses tendances totalisantes, dénoncé l'embrigadement totalitaire pratiqué par les régimes fascistes, ambitionné de rassembler ses compatriotes, dans le respect de leur liberté spirituelle et idéologique, sur un programme de lutte contre la crise et contre la guerre qui faisait appel à la raison. Il s'agissait, on l'a souligné, d'une construction de compromis malaisée et précaire entre une aspiration unanimiste de fond et les exigences vivaces d'un bagage intellectuel et politique de gauche. Son histoire après juin 1940 est celle de la progressive élimination de la seconde tendance et de l'amplification irrésistible de la première, qui cristallisa sous les traits du totalitarisme fasciste. A la différence de Bergery, le temps de l'occupation allait devenir pour lui celui du passage dans le camp nazi, en compagnie d'autres hommes de gauche. Déat et le néo-socialisme ne sont en effet pas seuls en cause, le RNP comptant parmi ses animateurs des socialistes et des syndicalistes. Dans la mesure où Déat fut au début de l'occupation le point de ralliement des anciens conciliateurs de gauche, il faut aborder le problème de la gauche collaboratrice et du glissement au fas-

cisme à partir de cette position, un processus loin d'être fatal, comme on le verra.

Les vicissitudes du premier RNP

Installé à la direction de *l'Œuvre*, Déat lança une violente campagne de dénonciation du régime de Vichy, tout en épargnant soigneusement la personne de Pétain, et bien entendu celle de Laval, qu'il continuait de considérer comme son chef de file. Il critiqua le traditionalisme, le cléricalisme, le militarisme du nouveau régime, ses connexions avec le grand capitalisme, railla et condamna avec une verve féroce « la petite "terreur blanche" instituée sous le contrôle de l'Action française[1028] ». Il protesta, d'autre part, contre les mesures de révocation qui frappaient les maires de gauche, réclama la libération des pacifistes emprisonnés, prit la défense des victimes de Vichy, les femmes que l'on renvoyait au foyer, les instituteurs que l'on chargeait de la responsabilité de la défaite, les parlementaires que l'on accablait de tous les maux du pays. Il n'était plus alors question de créer un parti unique, ni même pour la France d'avoir « à choisir entre le régime anglais et les méthodes totalitaires[1029] ».

La dénonciation de Vichy s'engrenait sur le plaidoyer pour la collaboration (c'est à cette époque qu'il usa pour se désigner du terme de « collaborationniste[1030] »). Un changement de politique rompant avec la réaction de Vichy devait amener à la collaboration les masses françaises : telle était sa ligne de raisonnement. La rencontre de Hitler et de Pétain à Montoire fut évidemment accueillie avec allégresse : c'est qu'il se produisait

> ce fait presque inespéré que Hitler a une pleine conscience de ses responsabilités continentales, qu'il pense et qu'il sent l'Europe autant que sa propre nation, et qu'il met sa plus haute gloire à construire la société des peuples, à instaurer une paix durable, à agencer un mode de vie meilleur pour la masse des travailleurs de tous les pays.

Cet Hitler idéal dont il décrivait à loisir la figure imaginaire ferait une paix « répondant aux exigences du XX^e siècle », une paix sauvegardant le plus largement possible l'intégrité territoriale de la France (les collaborateurs étaient résignés à la perte de l'Alsace-Lorraine), en échange de l'intégration de son économie dans l'ensemble continental dominé par l'Allemagne. Alors les frontières politiques seraient « dévalorisées au profit des échanges économiques », la « répartition équitable des matières premières » mettrait fin aux « fermentations autarciques », l'Europe « pacifiée, organisée, coordonnée » deviendrait « la collectivité la plus riche, la plus puissante, et de loin, de toute la planète[(1031)] ». La continuité avec les années 30 est frappante, Déat affirmant toujours à travers ses visions de prospérité et de paix un « matérialisme » en contraste criant avec le « spiritualisme » de Vichy et ses homélies sur l'effort et le sacrifice.

Il n'avait toutefois pas entièrement rompu avec Vichy. La lecture de son *Journal de guerre* montre son attente fervente d'un remaniement gouvernemental qui s'opérerait en faveur de Laval et dont il serait l'un des bénéficiaires[(1032)]. Pour cela, il fallait que Laval obtînt de l'Allemagne des concessions qui affermiraient sa position auprès de Pétain. Pour sa part, il devait battre le tambour pour populariser la collaboration dans l'opinion, en la liant à une politique intérieure différente de celle de Vichy, et se qualifier ainsi pour un poste gouvernemental. Il n'avait pas abandonné, au surplus, son projet de parti unique, s'il avait cessé d'en discourir. Il avait évoqué la question avec Laval avant de quitter Vichy, et ce dernier avait acquiescé, approuvant l'installation à Paris comme la préparation du futur parti[(1033)]. Il ne pouvait s'agir que de préparation, sous peine de provoquer la désapprobation de Pétain. La solution consista à donner une base de départ au futur parti sous le couvert d'une organisation à but social ; ce fut l'Entraide d'hiver, créée en novembre 1940 et pour laquelle Laval obtint l'accord de Pétain. L'affaire n'avait pas été sans difficultés, en raison à la fois de la

méfiance de Vichy et des manœuvres de Doriot, qui voulait imposer sa direction.

Les réunions préparatoires qui eurent lieu en octobre attirèrent tout le petit monde de la collaboration de gauche, qui avait trouvé dans *l'Œuvre* l'expression de la déception et de la colère qu'elle éprouvait devant l'ordre nouveau né de la défaite. La liste des présents à la réunion qui eut lieu le 19 octobre au siège du PPF – une première pour ces hommes – ne laisse pas d'être instructive. Outre Victor Barthélemy qui représentait Doriot, on y trouvait une équipe de néos autour de Déat, des parlementaires comme Brille, Cayrel, Chateau, Paul Faure, Frot, Marquet, Renaitour, Spinasse (Bonnet, Dommange et Flandin qui avaient participé à d'autres réunions s'étaient excusés), des dirigeants d'organisations d'AC comme Goy et Rivollet, des syndicalistes comme Bureau, Delmas (tous deux du SNI), Dooghe et Guiraud, enfin Benoist-Méchin et Fontenoy[(1034)]. Si l'on met à part les deux derniers qui étaient dans la mouvance de Doriot, la grande majorité venait du camp de la gauche conciliatrice. Déat était alors au centre d'un rassemblement, inconsistant comme allaient le confirmer les évolutions divergentes de la plupart de ces hommes, d'un rassemblement néanmoins qui devait fournir l'équipe de relève du prochain gouvernement.

Le renvoi de Laval le 13 décembre marqua un tournant capital dans son évolution ; c'en était fini de ses espoirs d'arriver au gouvernement, le dernier lien qui le rattachait à Vichy se trouvait rompu. Si le renvoi de Laval tenait à l'antipathie de Pétain à son égard, et surtout à l'insuccès de ses négociations avec l'Allemagne, les relations qu'il entretenait avec Déat y eurent leur rôle. Les violents articles que ce dernier publia contre l'entourage du Maréchal au début de décembre avaient été interprétés à Vichy comme une opération faite de mèche avec Laval pour provoquer un remaniement ministériel, sinon pour préparer le terrain à un coup d'État[(1035)]. Aussi, le 13 décembre, tandis que

Laval était placé en résidence surveillée, la police parisienne arrêtait Déat et Brinon, qui ne durent d'être relâchés qu'à l'intervention d'Abetz. En faisant appel à Flandin, Pétain n'entendait pas rompre avec la politique de collaboration ; il estimait qu'une attitude plus réservée envers l'Allemagne ménagerait les Anglo-Saxons et ferait pression sur le vainqueur. Apparemment, il ne prévit pas que la réaction allemande pourrait être telle que les rapports entre les deux pays s'en trouveraient interrompus pendant deux mois. La démission de Flandin en février 1941 allait permettre à son successeur, l'amiral Darlan, de renouer les fils de la politique de collaboration, d'une manière qui donna motif aux Allemands de ne pas regretter l'absence de Laval.

Le coup du 13 décembre rendit Déat furieux. La Révolution nationale était désormais dans l'opposition, écrivit-il, et le gouvernement ne représentait plus rien, en tout cas pas le peuple français. L'idée du parti unique refit surface pour devenir l'objet d'une campagne nourrie ; du même coup, le fascisme et le nazisme étaient avoués comme des « devanciers[(1036)] ». Pendant les semaines suivantes, il demeura dans l'idée que Laval serait rappelé et que lui-même ferait partie de la nouvelle équipe. La vigueur de la réaction d'Abetz, qui avait vu dans l'événement un affront personnel, lui fit croire que l'Allemagne exercerait sur Vichy une pression irrésistible[(1037)]. Le refus persistant opposé par Pétain au retour de Laval et le désintérêt de Hitler vinrent mettre un terme à ses espoirs, comme à ceux de Laval ; celui-ci resterait en réserve à Paris, suspendant au-dessus de Vichy une épée fort utile à l'occupant. Au tournant de l'année, Déat jugea que, dans les circonstances, le lancement d'un mouvement politique s'imposait. Laval, qui était censé en prendre la tête, l'approuva : l'existence du parti ferait pression sur Vichy et permettrait de convaincre les Allemands que la collaboration jouissait d'un appui populaire[(1038)]. L'ambassade l'encouragea elle aussi, heureuse de disposer d'un nouveau levier dans la po-

litique française ; elle allait lui apporter toute l'aide matérielle et morale désirable.

Ses consultations touchèrent avant tout les cercles de la gauche pacifiste avec lesquels il était en relation, mais elles s'étendirent aussi, par l'intermédiaire de Fontenoy, à un homme d'extrême droite comme Deloncle. Le 24 janvier 1941, une réunion regroupa chez Goy, au siège de l'Union nationale des Anciens Combattants, les principaux participants à la création du nouveau mouvement. On pouvait y remarquer Goy, Rivollet, Randoux pour les organisations d'AC, Deloncle et ses amis, les syndicalistes Albert Perrot, Roger Paul, Bureau, Dooghe, Guiraud, les députés Brille, Chateau, Cayrel, Grisoni, Lafaye, Marquet, Renaitour, enfin Cathala qui représentait Laval. Les socialistes et les coopérateurs que Déat avait contactés n'étaient pas venus et les syndicalistes firent part de leurs réticences au cours de la réunion ; la présence de Deloncle faisait difficulté[(1039)]. Le 31 janvier eut lieu la réunion constitutive de la nouvelle organisation qui prit le titre de Rassemblement national populaire ; sa création fut officiellement annoncée le lendemain. La direction était collégiale et comprenait Déat, Deloncle, Fontenoy, Vanor, Cathala, Goy, Perrot. Mais dans les jours suivants, Perrot et ses amis syndicalistes, d'une part, Cathala et d'autres proches de Laval comme Auclair et Grisoni, d'autre part, se retirèrent, tandis que les parlementaires prenaient leurs distances[(1040)].

L'alliance de Déat et de Deloncle n'allait pas de soi et elle provoquait l'éclatement du rassemblement à peine constitué, avant de conduire quelques mois plus tard le RNP à la scission. En s'alliant avec Déat, Deloncle se cherchait une base de recrutement. Côté Déat, l'affaire avait eu au départ un autre visage, dans la mesure où Deloncle n'apparaissait que comme une composante du futur mouvement, et l'une des moindres au regard du poids que devaient y avoir parlementaires, organisations d'AC et syndicalistes. Mais c'était faussement supposer

que les autres hommes de gauche partageraient son équanimité envers la compagnie d'un homme qui avait été au centre des activités criminelles de la Cagoule en 1936-1937. A l'automne 1940, Deloncle avait fondé une organisation intitulée Mouvement social révolutionnaire, qui aurait compris au tournant de l'année un millier d'hommes[1041]. Toujours complotant, il projeta après le 13 décembre de lancer une marche sur Vichy pour remettre en selle Laval et s'ouvrir les allées du pouvoir ; le projet fut soumis à Laval, évoqué avec Abetz, et repoussé par tous[1042]. Tempérament et personnalité, expérience et conceptions politiques, le contraste ne pouvait être plus frappant avec Déat.

Symptôme d'une fascisation en progrès, la décision prise par ce dernier d'aller malgré tout de l'avant paraît avoir tenu à ce que le MSR fournissait des cadres, que la personnalité de Deloncle n'était pas sans exercer une certaine fascination, enfin que, conformément à sa croyance dans les vertus de la « synthèse », la jonction avec des hommes d'extrême droite devait avérer la possibilité d'un rassemblement authentiquement national. Ce faisant, il éloignait de lui des hommes qui, jusque-là, avaient formé son milieu naturel, tandis que le lancement d'un mouvement en zone occupée le coupait d'autres hommes. Ainsi Bertrand de Jouvenel, qui avait vu à travers le jeu allemand, lui déclarait le 10 février : « On ne rassemble pas les gens sur la collaboration ; en Allemagne, on les a rassemblés contre la France ; ici on ne pourrait le faire qu'en sens inverse. Si c'est impossible, il faut attendre. » Des hommes comme Bergery et lui, Déat, devaient « se ménager pour l'avenir, attendre que les événements se soient prononcés[1043] ». Il y avait là une divergence d'appréciation dont les conséquences allaient devenir évidentes. Jouvenel se tint à l'écart de tout engagement public, avant de passer en Suisse en 1943 ; en mars 1942, il dit à un diplomate allemand, qui le trouva « pessimiste » et « amertumé », qu'il ne croyait plus à la collaboration et que les vrais atten-

tistes n'étaient pas en France, mais à Berlin ; quant aux collaborateurs, il les tenait pour des traîtres, comparables aux séparatistes rhénans de l'Allemagne d'après-guerre[1044].

Quelques mois vinrent à bout de l'attelage Déat-Deloncle. Dans la direction collégiale de cinq membres qu'eut en définitive le RNP, Deloncle et ses amis avaient la majorité et contrôlaient l'activité du mouvement. Si Déat était nominalement le président du RNP, son autorité était soumise à la tutelle de ses collègues. Mais le rapport des forces n'était qu'un aspect du problème ; l'écart des conceptions faisait que deux partis coexistaient au sein du RNP. Dans les manifestations publiques, les uns étaient en uniforme, les autres en complet-veston. Les uns parlaient des « ennemis à abattre », le communisme, la maçonnerie, la juiverie, le gaullisme, les autres de travail constructif. Comme l'exprima Déat lors de la séparation, le MSR n'ambitionnait que de former « une troupe de choc, apte à accomplir des coups de main, la révolution ne pouvant être à ses yeux qu'une sorte d'opération de force contre les personnes », alors que pour lui elle était « avant tout un grand mouvement de masse, auquel s'associe tout le peuple, encadré et dirigé par un grand parti[1045] ».

Tendues à partir de mai 1941, les relations avec Deloncle s'aggravèrent lors de la formation de la Légion des volontaires français contre le bolchevisme. Au lendemain de l'agression allemande contre l'URSS, les groupements de la collaboration parisienne, Doriot en tête, lancèrent le projet d'une force française destinée à combattre aux côtés des Allemands sur le front de l'Est. Déat et Deloncle adoptèrent à cette occasion des attitudes dont la divergence est révélatrice. Déat approuvait l'idée de la Légion, qui permettait de donner à l'Allemagne un gage de bonne volonté ; toujours « rassembleur », il voulait aussi y voir « l'occasion d'une action commune et le prétexte d'un rapprochement, peut-être durable » entre les groupements de collaboration[1046]. Deloncle, comme Doriot, raisonnait en termes mili-

taires, la Légion pouvant constituer, une fois acquise la victoire à l'Est, l'instrument d'une prise de pouvoir en France ; aussi lui importait-il qu'elle eût un recrutement de masse et qu'il en apparût comme le chef. La décision prise, en l'absence de Déat, d'engager le Comité directeur du RNP dans la Légion, les pressions exercées dans le même sens sur les militants du mouvement provoquèrent la colère de Déat, qui n'avait nulle envie de partir combattre à l'Est[(1047)]. De son côté, Jean Goy, qui se plaignait depuis quelque temps du noyautage du MSR, fut amené à ouvrir une crise au sein de la direction. Mais Déat, qu'Albertini définit plus tard comme « timoré et craintif devant les hommes », reculait devant l'affrontement et souhaitait l'apaisement : « Attendons patiemment le dénouement de toutes les crises », écrivit-il dans son *Journal* le 31 juillet[(1048)].

Le 27 août, Déat et Laval qui participaient à Versailles à la cérémonie de départ des premiers combattants de la LVF furent blessés dans un attentat. Déat et son entourage suspectèrent un coup monté par Deloncle pour prendre possession du RNP et crurent en voir des prolongements dans les relations que Deloncle avait nouées depuis peu avec Darlan. L'assassinat peu après d'une des collaboratrices de Deloncle, assassinat qui lui fut imputé, vint dramatiser l'atmosphère et produire la rupture ; qui fut annoncée au début d'octobre. L'ambassade avait suivi de près l'évolution de la situation ; depuis plusieurs mois, elle poussait Déat à vider l'abcès, jugeant que l'association avec Deloncle avait largement contribué à l'insuccès du RNP. L'afflux d'adhésions qui semble s'être produit au départ s'était rapidement tari ; si le chiffre exact des effectifs demeure inconnu, les 500 000 adhérents annoncés au Congrès de juin 1941 étaient à coup sûr hors de toute réalité. Au début d'avril, le *Sicherheitsdienst* écartait le chiffre de 200 000 adhérents alors avancé par le RNP pour le ramener à « quelques milliers[(1049)] ». Divers indices font tenir pour réaliste une estimation de 10 000 à 15 000 membres dans l'été 1941[(1050)]. Le tirage de *l'Œuvre* (au-

tour de 120 000-130 000 exemplaires) est sur ce point de peu de secours, sauf à montrer que pour un journal qui s'identifiait au dirigeant d'un parti de collaboration il jouissait d'une audience bien supérieure à celle de la presse des autres groupements collaborateurs ; sauf à montrer aussi que bien peu des lecteurs de Déat adhéraient à son mouvement[(1051)].

Les mécomptes que sa mésalliance avec Deloncle lui faisait vivre n'étaient pas les seuls, au regard de ses ambitions et de ses projets. En lançant son mouvement, il avait passé dans le jeu de l'ambassade allemande dont il était désormais la pièce maîtresse. Ses rapports avec Abetz, et surtout avec Achenbach, son interlocuteur habituel, étaient excellents, les deux hommes sachant lui tenir les propos qu'il désirait entendre. La politique d'Abetz fut à l'évidence importante dans son enfoncement dans la collaboration ; en retour, ses dispositions ne purent qu'encourager le premier dans sa politique. Comme il ressort d'un rapport de juin 1941, l'objectif d'Abetz restait de faire de la France un « État satellite de l'Allemagne ». Les militaires de Vichy admettraient selon lui une large amputation territoriale afin de pouvoir se consacrer au relèvement du pays ; alors que les hommes de gauche et les masses populaires accepteraient un traité de paix « qui, tout en sapant définitivement les fondements permettant à la France d'occuper une position de grande puissance, ne blesserait cependant pas le sentiment patriotique du peuple français par de trop grandes cessions de territoire ». Abetz recommandait implicitement un traité de paix sauvegardant « dans l'ensemble » l'unité territoriale de la France, ce qui permettrait la mise en place d'un gouvernement de gauche effectuant une « subordination volontaire de la France à la politique du Reich », notamment en acceptant une occupation militaire allemande sous le couvert d'une alliance militaire européenne[(1052)]. C'est sur l'arrière-fond de cette conception qu'il faut situer la grande souplesse dont il fit preuve dans ses relations avec les anciens hommes de gauche.

Un large plan de rencontre existait avec un Déat, à qui il importait d'obtenir un traité de paix territorialement clément et que ses idées d'interdépendance économique et son manque relatif d'attachement aux valeurs de prestige et de grandeur portaient à reconnaître l'hégémonie allemande. Dès l'été 1940, il s'était persuadé que les dirigeants allemands étaient partagés en deux tendances, l'une voulant imposer à la France une paix d'oppression, l'autre comprenant la nécessité d'une paix de collaboration sous forme d'une organisation économique de l'Europe, Hitler lui-même n'ayant pas arrêté sa décision. Il jugea dès lors que son action consisterait à appuyer la seconde tendance, en fournissant la preuve que les conditions nécessaires existaient du côté français[(1053)]. Cette conception, obligeamment entretenue par ses interlocuteurs, d'une alliance des partisans français et allemands de la collaboration contre les opposants également français et allemands de cette politique, il la fit d'autant plus sienne après la création du RNP qu'il n'était pas sans ressentir un malaise de devoir à l'occupant les moyens de son action politique ; il pouvait l'alléger en concevant ses relations avec les gens de l'ambassade comme répondant à leurs intérêts mutuels. Sa personnalité, où se conjuguaient naïveté politique et confiance infinie en soi, fut un facteur central de la manipulation à laquelle il se prêta avec une stupéfiante docilité, mais la nature de ses conceptions politiques l'y avait largement prédisposé.

Son *Journal* permet de saisir sur le vif ses raisons d'espérer et ses motifs de mécontentement. On le voit noter religieusement les propos d'encouragements, parfaitement fantaisistes, qui lui vinrent de l'ambassade, généralement par une tierce personne, dans les semaines qui suivirent la création du RNP. « Hitler s'intéresserait beaucoup au mouvement et l'aurait fait savoir, en soulignant que la réussite du RNP pourrait avoir une importance décisive pour les suites de la collaboration » ; et encore : « Du point de vue du Führer, le RNP serait actuellement le seul

espoir d'une collaboration, dans l'avenir, entre France et Allemagne[(1054)]. » L'attente de la reconnaissance de Hitler rendait plus insupportables les obstacles rencontrés. Laval était l'un d'eux, le moindre pour l'heure. Déat se maintenait à son égard dans le rôle d'un second, mais, lui, tenait ses distances, l'encourageant tout en refusant de s'associer publiquement au RNP. Fontenoy déclara un jour à Déat que Laval jouait vis-à-vis de Vichy, grâce au RNP, « tour à tour l'incendiaire et le pompier ». Mais Déat chassait ces pensées déplaisantes en couchant dans son *Journal* les promesses que lui faisait Laval d'« officialiser » le RNP, une fois revenu au pouvoir[(1055)]. Ses amis de l'ambassade élevaient eux aussi des obstacles qui le gênaient. Ainsi continuaient-ils de soutenir les autres groupements de collaboration, au lieu de lui donner le monopole qu'il espérait. La concurrence de Doriot, parce qu'elle l'inquiétait, l'irritait particulièrement ; dès la création du RNP s'était engagée entre eux une lutte sourde et impitoyable. Enfin, la politique allemande envers Vichy le dérangeait. Il ne s'accommodait que péniblement de l'appui donné au gouvernement Darlan ; à son gré, les Allemands auraient dû imposer le retour de Laval. Au lieu de quoi, il lui fallait se contenter des patientes explications d'Abetz : Darlan était le « garant militaire » de la collaboration, plus tard viendrait l'heure du « garant politique », Laval, et, du coup, la réorientation de la politique intérieure, la dissolution de la Légion des combattants et l'extension du RNP à tout le pays[(1056)].

L'attitude de l'ambassade après l'attaque contre l'URSS n'était pas faite pour lui enlever sa grimace. Il découvrit rapidement que ses interlocuteurs se tenaient sur la réserve dans l'attente de la fin de la campagne à l'Est et qu'ils pensaient à la formation d'un front unique de la collaboration entre Paris et Vichy. Il s'agissait pour Abetz de préparer, dans la perspective du règlement avec la France qui suivrait la victoire à l'Est, le gouvernement d'union nationale qui signerait le traité de paix. Le

21 août, Achenbach entretint Déat de la nécessité d'un apaisement et d'un rapprochement avec Vichy ouvrant la voie à un remaniement ministériel. Et d'esquisser « crayon en main » le « gouvernement idéal » : Pétain, chef de l'État et président du Conseil, Darlan, successeur du chef de l'État et vice-président du Conseil, Laval, également vice-président du Conseil avec les Affaires étrangères et l'Intérieur, Pucheu à l'Économie nationale, Déat à l'Éducation nationale (comprenant la Jeunesse et la Propagande), Bonnet aux Finances, Marquet aux Travaux publics, Scapini à la Justice et Doriot aux Questions juives. Un parti unique devait être créé, dont Déat serait le secrétaire général, et dont le Comité directeur comprendrait Doriot, Pucheu, Marion, Chichery et quelques éléments de la Légion des combattants français qui serait amalgamée avec le RNP. Cette « union sacrée » des collaborateurs n'enchantait pas Déat, même s'il finit par admettre que la formule devrait « se traduire par un grand apaisement et un vaste ralliement[(1057)] ». « Seulement, écrivit-il quelques semaines plus tard, je discerne toujours la même volonté de ne rien imposer [à Vichy], de suggérer seulement. Il faudra parler bien plus brutalement si on veut obtenir que les vrais collaborateurs prennent le pouvoir[(1058)]. »

Sur la collaboration, sa position était arrêtée et il la répétait indéfiniment dans ses articles. En avril 1941, affirmant que la guerre allait bientôt se terminer en Europe, que l'Angleterre fût conquise ou non, il écrivait que « la France devait affirmer son choix, tandis qu'il a encore une valeur ». Ce choix ne devait être que diplomatique, Déat n'ayant jamais réclamé l'alliance militaire avec l'Allemagne et l'entrée en guerre contre l'ancienne alliée. Sa mentalité et ses conceptions l'entraînaient à souhaiter la paix, et c'est ce qui explique qu'il ait pu écrire le 21 juin 1941 qu'une guerre entre Hitler et Staline était impensable[(1059)]. S'il était toujours aussi mauvais prophète, il restait constant dans le tableau qu'il peignait de la future Europe. Celle-ci ne serait pas « le résultat d'un contrat solennel et men-

songer entre des peuples que la nature et l'histoire ont faits inégaux et divers », et « pas davantage un despotisme oriental, le cortège des nations asservies, réduites en esclavage, accompagnant la majesté du vainqueur » ; elle serait « un grand organisme, spécialisé et hiérarchisé, chaque élément à sa place et accomplissant sa fonction, tandis que les centres nerveux assureront la coordination et feront la synthèse indispensable ». Alors se développerait une communauté européenne dans laquelle

> des échanges rationnels, correspondant à la nature du sol, aux richesses du sous-sol, aux conditions nationales du travail et aux besoins essentiels, tisseront de nation à nation des liens de solidarité que rien ne pourra plus rompre.

Déat reconnaissait à l'Allemagne « le rôle du maître d'œuvre » de la future Europe, mais un maître d'œuvre, insistait-il toujours, qui serait non pas « un tyran », mais une autorité « qui guide, conseille et même consulte les compagnons[(1060)] ». Il était difficile de mieux répondre à la conception d'Abetz d'une France acceptant le rôle de satellite de l'Allemagne. L'intense production idéologique à laquelle il se livrait avait bien entendu un caractère fonctionnel : en insistant sur la communauté économique de la future Europe, il plaidait en faveur d'une paix territorialement clémente. Mais l'ampleur de cette production, qui avait une valeur hautement conjuratoire, indiquait la prégnance de certaines valeurs anciennes : Déat se faisait un Hitler à son image, celle d'un homme qui se donnerait « comme son essentielle mission la reconstruction de l'Europe[(1061)] ».

En politique intérieure, en revanche, la chaîne de ses propos au long de l'expérience du premier RNP balise une évolution sensible de ses conceptions. Dans les premiers temps, un optimisme et un idéalisme certains continuaient d'investir son idée du pouvoir, qui n'était qu'« autoritaire ».

> L'État ne contraint pas [déclara-t-il en février 1941 dans l'esquisse qu'il faisait du futur régime], il dirige indirectement, mais efficacement. La vie politique est épurée, mais reste libre, le parti n'étant pas une machine à contraindre, mais un moyen d'expression des aspirations populaires en les canalisant, et le parti servant de médiateur nécessaire entre le peuple et le gouvernement[(1062)].

En juin, lors du Congrès du RNP, il parlait pour la première fois de la mort des idées du XVIII^e^ siècle. La liberté devait désormais consister « non pas seulement à obéir, mais à accomplir sa fonction à la tâche dont on s'est montré digne[(1063)] ». Encore rêvait-il d'une révolution populaire : « Il n'y a pas de révolution, écrivait-il le 14 juin, si elle n'est pas portée par un peuple enthousiaste[(1064)]. » Un mois plus tard, il évoquait une tout autre vision en affirmant que, pendant vingt ans, la France pourrait n'avoir que des « gouvernements de minorité ». L'hypothèse devint vite certitude :

> Il faut en prendre avec calme son parti : avant une vingtaine d'années, le temps de faire pousser, et bien pousser, la génération de remplacement, il ne se trouvera pas une majorité dans ce pays pour accepter l'ordre nouveau, et encore moins pour le promouvoir. […] Il n'y aura donc de renaissance spirituelle en France que par l'effort tenace, fanatique d'un grand parti, qui ne se laissera arrêter par rien dans son effort.

L'apparition du « fanatique » était un symptôme essentiel, que confirmait le réconfort qu'il allait chercher dans la comparaison avec les partis fascistes, avec ces « poignées d'hommes » qui avaient « tout maintenu et tout rendu possible, à l'origine[(1065)] ».

Déat n'était pas aveugle à l'état d'esprit de ses compatriotes, il avait parlé au Congrès de juin 1941 des « 80 % des Français qui sont toujours en retard de trois ou quatre années[(1066)] ». Mais son pessimisme de l'été 1941 exprimait autre chose qu'un découragement passager ; il traduisait la conception désormais

tenue pour justifiée et nécessaire d'un façonnement totalitaire de la nation. Les raisons de cette nouvelle attitude, qui n'avait encore qu'une expression sporadique, sont à chercher dans le piétinement de son action au sein d'un contexte dominé par la guerre germano-soviétique, avec l'espoir qu'elle engendrait dans l'opinion française et le passage du parti communiste à la résistance. Au début de l'automne, il avait une vue des choses suffisamment noire pour écrire : « La révolution européenne fera la révolution française après cette guerre[(1067)]. » Il passait ainsi au dehors du peuple français, se montrait disposé à lui appliquer, de l'extérieur et par la force, le moule du totalitarisme fasciste ; et disposé à le faire avec l'aide du vainqueur, s'il le fallait.

Le moule totalitaire

Quand il encourageait Déat en septembre 1941 à rompre avec Deloncle, Achenbach attirait son attention sur la nécessité « d'orienter le RNP dans le sens plus populaire que national, et d'essayer le contact avec les masses[(1068)] ». Une fois la rupture consommée, Déat tenta effectivement de donner à son mouvement cette popularité à gauche qui avait été dans son intention de départ. Le changement se marqua par l'arrivée au premier plan d'anciens hommes de gauche, des adhérents de la première heure qui étaient restés en retrait en raison de l'influence des cagoulards ; ainsi en était-il de Georges Albertini qui devint le secrétaire général du RNP. Il se marqua aussi par le rapprochement, dans certains cas par le ralliement, d'autres anciens hommes de gauche qui, après avoir pris contact avec Déat à l'automne 1940, avaient préféré s'organiser de leur côté.

Un premier groupe était constitué par les syndicalistes réunis autour de l'hebdomadaire *l'Atelier*, qui commença à paraître en décembre 1940. Ce groupe était issu de la tendance Syndicats, mais n'en représentait qu'une fraction ; une autre épaulait l'action de Belin à Vichy, tandis qu'une dernière se tenait sur la réserve, penchant vers la résistance. Parmi les animateurs de l'Atelier figuraient Georges Dumoulin, Pierre Vigne, Gaston Guiraud, Marcel Roy, Georges Albertini, ainsi que les anciens néos Lafaye et Mesnard. En avril 1941, ces hommes fondèrent le Centre syndicaliste de propagande (CSP), qui avait pour objectif le rassemblement de toutes les branches du syndicalisme français. Peu après, le CSP se rattacha au RNP auquel ses animateurs avaient appartenu dès le départ à titre individuel. Il ne lui apportait qu'un maigre appoint, les tentatives faites pour rallier les forces dispersées du syndicalisme se révélant un échec. En juin 1941, Dumoulin dressait ce constat : « La base est hostile, indifférente ou réfractaire. » *L'Atelier* lui-

même n'avait qu'une diffusion réelle de quelques milliers d'exemplaires[1069].

D'autres hommes de gauche, après avoir été mêlés à la fondation du RNP, s'étaient ensuite éloignés. C'était le cas de François Desphelippon, ancien responsable des Amicales socialistes de la SFIO (l'équivalent socialiste de l'organisation communiste des cellules d'entreprise), qui fonda au printemps 1941 une organisation intitulée France-Europe, qui réunit essentiellement des socialistes SFIO, ainsi que quelques dissidents du PC, d'organisations trotskistes et des Jeunesses radicales. Parmi ses principaux animateurs, on peut mentionner Maurice Collombier, Ernest-Claude Villatte, Roland Silly, René Chateau, Charles Pivert (le frère de Marceau Pivert), Claude Jamet, Jean Desnots et les députés Brille, Rives, Garchery, Planche et Louis Sellier[1070]. Ce groupe élabora, en consultation avec l'ambassade, un Manifeste qui appelait à la création d'une république populaire et autoritaire, à la tête de laquelle se trouverait un chef d'État désigné par la nation ; des assemblées élues seraient chargées de conseiller et de contrôler les pouvoirs publics ; il était enfin prévu de mettre sur pied un parti révolutionnaire unique et hiérarchisé. Sur le plan économique et social, les industries clés devaient être nationalisées et leur gestion soumise à une organisation corporative tripartite (le syndicalisme ouvrier sauvegardant son organisation propre). En politique extérieure, la collaboration franco-allemande était prônée, mais dans le respect des droits de la France. L'objectif était la naissance d'un patriotisme européen dans le cadre d'une Europe à créer « sur les bases d'une réduction générale des armements, d'un bloc économique euro-africain et d'une Fédération européenne ou des États-Unis d'Europe ». Le Manifeste se concluait par un appel de ralliement adressé tout particulièrement aux anciens hommes de gauche[1071].

A l'automne 1941, ce groupe prépara le lancement d'un quotidien, *la France socialiste*, qui commença à paraître le 10 no-

vembre sous la direction de Chateau. Le journal devint le carrefour d'expression de toutes les nuances de la collaboration de gauche, des syndicalistes de *l'Atelier* à un certain nombre de députés paul-fauristes (Robert Lefèvre, Alexandre Rauzy, Fernand Roucayrol) ou du centre gauche, comme Frot. L'orientation dominante était donnée par le discours républicain et socialisant de Chateau. En été 1942, l'Abwehr et la Propaganda Abteilung envoyèrent à l'ambassade un volumineux dossier qui avait pour objet d'établir le caractère « bolcheviste » du journal. Outre ses prises de position favorables à la démocratie et à la république, il lui était reproché de refuser l'insertion de placards publicitaires payants annonçant des films et des conférences antisémites ; un contrôle avait révélé qu'en l'espace de deux semaines le mot juif n'était pas apparu une seule fois dans ses colonnes. L'ambassade refusa de céder à cette pression, tout comme aux clameurs de l'extrême droite collaboratrice, et répondit qu'il s'agissait d'un journal de gauche dont la mission était de conquérir à la collaboration les milieux ouvriers[(1072)]. Peu avant la naissance de *la France socialiste*, le groupe France-Europe décida de rejoindre le RNP délivré de la présence du MSR. Un certain nombre de ses membres prirent alors leurs distances (notamment les parlementaires, et aussi Charles Pivert, qu'on retrouve après la guerre au RPF où il s'occupa de l'association Capital-Travail[(1073)]). Les autres devinrent les organisateurs et les animateurs d'une organisation satellite du RNP, le Front social du travail (FST), créé en décembre 1941 sur le modèle du Front du travail nazi.

A la nébuleuse de gauche qui pouvait intéresser le RNP deuxième formule, appartenait un groupe de communistes dissidents réunis autour de Marcel Gitton. Ces hommes avaient rompu avec le PCF dans le sillage du pacte germano-soviétique et s'étaient ralliés à Doriot après la défaite. Leur évolution ne les avait toutefois pas mis au diapason de leur ancien camarade, et, en mai 1941, ils se séparèrent de lui pour créer leur propre

organisation. Ils avaient pris contact avec Déat dès janvier 1941, mais le RNP ne leur paraissait pas en mesure d'attirer à lui la classe ouvrière, en particulier les travailleurs communistes[(1074)]. Comme l'indiqua Gitton aux autorités militaires en sollicitant l'autorisation de fonctionnement du Parti ouvrier et paysan français (POPF), son but était de rallier les ouvriers et les paysans à la Révolution nationale, de « les détacher de l'emprise du communisme et [d']en faire des éléments actifs de la lutte contre le communisme[(1075)] ». Comme Doriot avant eux, les animateurs du POPF se vouaient à une lutte à mort contre leur ancien parti. L'entreprise était dangereuse, comme le firent voir l'assassinat de Gitton au début de septembre 1941 et les attentats qui visèrent d'autres dirigeants de la nouvelle organisation.

Au lendemain de la mort de Gitton, une « lettre aux ouvriers communistes » fut publiée par la presse parisienne ; parmi les 31 signataires de cette lettre figuraient 15 députés, 1 sénateur et 10 élus (conseillers municipaux, maires et conseillers généraux) du PC. Sur les 26 parlementaires (25 députés et 1 sénateur) qui rompirent avec le PC en 1939-1940, 16 se retrouvaient parmi les animateurs du POPF (6 autres se compromettant par ailleurs dans la presse de la collaboration ou dans l'application de la Charte du travail de Vichy)[(1076)]. Le déboussolement de la rupture, la volonté de revanche, les dispositions autoritaires nourries par leur expérience communiste, la désaffection envers la Troisième République et la démocratie « bourgeoise », tout cela explique le ralliement de ces hommes à de nouvelles formules d'action, sur des lignes anticommunistes, populaires et autoritaires qui s'exprimaient dans un programme proche de celui de France-Europe. Mais, à la différence de ce dernier groupe, le POPF choisit de maintenir son autonomie à l'automne 1941 lorsque le RNP deuxième formule fut mis en train, tout en se disant « disposé à collaborer très étroitement » avec lui[(1077)]. Contrairement aux ambitions de ses

dirigeants (Brout, Capron, Parsal, Vassart), il demeura sans prise sur le monde ouvrier et son activité se limita à la diffusion de tracts et brochures ; il ne semble pas qu'il ait compté davantage que 200 à 300 adhérents, situés dans la région parisienne[(1078)].

Il faut enfin mentionner le cas de Spinasse, qui avait participé à l'affaire du parti unique en été 1940, tout en lançant avec Paul Rives et la collaboration d'une vingtaine de députés paul-fauristes le quotidien *l'Effort* (à Clermont-Ferrand, puis à Lyon). Tenté par l'espace de gauche rendu disponible à Paris par l'alliance de Déat avec Deloncle, il entreprit les démarches nécessaires à la publication d'un organe hebdomadaire, *le Rouge et le Bleu*, qui commença à paraître en novembre 1941[(1079)]. Il y dénonça la politique réactionnaire de Vichy et défendit la gauche et son passé. Il affirmait la nécessité d'un État autoritaire s'appuyant sur un grand parti populaire, mais il rapportait cette nécessité à une « période de transition ». Il se déclarait partisan de la collaboration, mais précisait qu'il la concevait dans « l'égalité des droits », l'Europe nouvelle devant être « une libre association d'États socialistes ». Comme les autres collaborateurs de gauche, il faisait référence à la pensée de Proudhon, mais il le faisait dans le domaine politique autant qu'économique : l'organisation corporative devait constituer un môle de résistance à l'État et assurer la liberté par le jeu des oppositions[(1080)].

L'existence de ces multiples groupes n'est pas sans importance pour l'histoire de la gauche collaboratrice, qu'on aurait tort de saisir dans une formule unique. Elle signale la persistante influence des univers partisans antérieurs, la tendance des anciens néos, syndicalistes, socialistes, communistes à se regrouper au sein de structures propres, en raison de liens personnels, mais aussi et surtout en raison de modes d'analyse et de sensibilités communs. Tous ces hommes partageaient quelques éléments fondamentaux, la collaboration avec l'Alle-

magne, le refus de Vichy, le projet de transformation de la France selon des lignes autoritaires et populaires. Mais la forme précise que devait prendre la réalisation de ces objectifs et les méthodes à employer pour y parvenir donnaient lieu à des divergences. Tous parlaient d'un parti unique, mais il y avait plusieurs façons de le concevoir, dans son rapport avec le peuple, dans ses buts, dans ses méthodes d'action. A l'automne 1941, Déat se proposait à nouveau en pôle de rassemblement pour ces groupuscules détachés de la gauche, mais comme sa propre évolution entrait dans une phase décisive, les divergences n'allaient pas tarder à s'affirmer, conduisant à des ruptures dont l'ordre de succession et les motifs sont en eux-mêmes éclairants.

Le tournant vers la gauche pris par Déat ne pouvait faire illusion ; dans les mois qui suivirent, sa fascisation allait prendre corps de façon décisive. On a vu qu'il obtint le rattachement à son mouvement du groupe France-Europe, tandis que le POPF et Spinasse demeuraient sur une orbite indépendante, quoique voisine. Il s'efforça également de capter l'adhésion des anciens parlementaires conciliateurs ; mais il ne put obtenir davantage que des réunions périodiques de consultation, qui eurent lieu jusqu'au printemps suivant et auxquelles participèrent notamment Monzie, Marquet, Brunet, Frot, Renaitour[(1081)]. L'improductivité de ces efforts accéléra sa fascisation ; le tournant fut pris en deux étapes qui s'enchaînèrent autour du retour de Laval au gouvernement en avril 1942. La création du Front du travail en décembre 1941 signala une acceptation grandissante du nazisme comme modèle. Une étape plus importante survint deux mois plus tard avec l'introduction du culte du Chef, qui faisait de Déat le dirigeant absolu d'un mouvement dont la structure et le rituel allaient être progressivement et méthodiquement calqués sur ceux du parti nazi[(1082)]. En janvier 1942, il parla pour la première fois d'établir un ré-

gime « totalitaire », en opposition au régime de Vichy qu'il dénonçait pour n'être qu'un régime « autoritaire[1083] ».

Le piétinement de son action, les difficultés rencontrées par l'Allemagne dans les plaines de Russie nourrissaient au début de 1942 un état d'esprit tourmenté et pessimiste dont son *Journal* porte les marques surabondantes. Ses textes montrent une amplification exceptionnelle des valeurs irrationnelles de communauté et de foi et expriment une intense aspiration aux retrouvailles plénières de l'instinct. L'alignement accéléré sur le modèle nazi traduisait le besoin de resserrer les cadres de la communauté artificielle que leur mouvement offrait à des hommes qui non seulement se savaient rejetés par leurs compatriotes, mais encore se sentaient incompris du partenaire allemand visé par leur action. Déat avait dès le début de sa présence à Paris conçu son entreprise comme une politique d'octroi de gages à l'occupant ; en présence du blocage manifesté par celui-ci, il réagissait en donnant de nouvelles preuves de sa bonne volonté. En novembre 1941, il s'était prononcé pour l'adhésion de la France au pacte Antikomintern et pour la reconquête des territoires de l'Empire perdus, ce qui revenait à accepter la guerre avec la Grande-Bretagne[1084]. L'assimilation du modèle nazi était à sa façon un gage de plus offert à l'occupant.

Au fond, il se trouvait dans un état de frustration et de désarroi tel qu'il ne voyait d'issue que dans la fuite en avant. « Pour tout obtenir, écrivit-il en janvier 1942, il faut tout donner, et ne rien demander[1085]. » Une conversation qu'il eut en mars avec Pucheu, alors ministre de l'Intérieur de Darlan, révèle de manière saisissante ce qui s'annonçait comme le partage des voies entre un « collaborationniste » et un homme d'extrême droite qui commençait à se déprendre des illusions de la collaboration. Pour Pucheu,

> l'arrière-pensée, même de Hitler, est de nous imposer un jour un diktat, et, en attendant, de tirer de la France tout ce qu'ils peuvent, tout en la laissant dans une déliquescence qui l'empêche d'être dangereuse. Le seul espoir, selon Pucheu, est que Hitler, qui est d'ailleurs secondé par des hommes médiocres, soit amené par les faits à reconsidérer la situation de la France, en s'apercevant un jour qu'il ne peut se passer d'elle et qu'il en a besoin. Cette France étant alors consentante, et satisfaite par un certain nombre d'avantages. Pucheu ne sépare évidemment pas l'idée de la collaboration de celle de conditions à poser et d'avantages à obtenir par négociation. Je lui fais remarquer que c'est peut-être une mauvaise méthode, étant donné le tempérament allemand. Il répond que lui n'est pas disposé à faire ce saut dans l'inconnu que je préconise, car il a peur d'être dupe, et d'avoir ensuite le peuple français contre lui[(1086)].

Deux mois plus tard, le retour de Laval au pouvoir ajouta à ses déconvenues : il restait en dehors du gouvernement. Les Allemands entendaient lui faire jouer vis-à-vis de Laval le rôle que celui-ci avait joué vis-à-vis de Darlan. Laval n'avait de toute façon pas l'intention de s'encombrer de lui et il se borna à lui parler d'une entrée prochaine au gouvernement, une perspective qu'il allait régulièrement repousser en évoquant les délais qu'il lui fallait pour « se consolider ». Déat bénéficia du moins de mesures favorables à son mouvement, notamment l'autorisation de le faire fonctionner en zone sud. Son attitude envers le nouveau gouvernement était définie dans une circulaire adressée aux militants du RNP : le gouvernement Laval représentait un gouvernement de « liquidation » et de « transition » qui serait soutenu dans la mesure où il romprait avec les erreurs du passé et préparerait l'avenir[(1087)]. Ce soutien critique allait devenir de plus en plus critique au fil des mois, sans jamais aller jusqu'à la rupture.

En mai 1942, le RNP se transforma en parti, une décision qu'il faut rattacher à la perspective toujours entretenue par Déat de la création d'un parti unique aussitôt que Laval l'aurait appelé au gouvernement. Le changement de dénomination était dans l'immédiat moins important que la nouvelle conception de l'organisation : il ne s'agissait plus de juxtaposer les bonnes volontés, il fallait opérer la fusion des convictions et

faire du RNP un outil politique en lui donnant une structure « vraiment moderne »[1088]. Cette « modernité » prit la forme d'une organisation hiérarchique stricte, sur les lignes des partis-armées fascistes. En août, une milice fut créée, qui devait « donner une allure mieux réglée et plus spectaculaire aux manifestations du parti » et traduire « une volonté de discipline » rompant avec « le débraillé politique de naguère[1089] ». Comme l'annonça Albertini, le RNP devenait un instrument de combat, la question de la « force » étant posée pour prendre et tenir le pouvoir, notamment dans le cas d'une éventuelle terminaison de l'occupation[1090]. Déat prétendait désormais à la succession de Laval : s'il ne le déclarait pas, il le signifiait à travers son appropriation du modèle nazi. Le parti, l'État et le gouvernement, écrivit-il en août 1942, devaient avoir leur centre de liaison dans la personne du Chef. Il tenait à présent le discours du « sol », du « sang » et de la « race », parlait « d'un élevage rationnel et sélectionné des petits Français », évoquait au passage les « stérilisations[1091] ». Sa nazification était pour l'essentiel achevée à la fin de l'été 1942, et c'est dans cet état que le trouva le débarquement allié en Afrique du Nord.

Pour tout ce qu'il portait de désastreux, l'événement eut du bon à ses yeux. L'attentisme de Vichy n'était plus tenable, Laval ne pourrait plus différer l'appel aux « révolutionnaires[1092] » ; quant aux Allemands, la situation devait les amener enfin à considérer favorablement l'aide de la France. Déat réclama aussitôt la conclusion d'une alliance avec l'Allemagne pour la défense de la France et la reconquête de son Empire, demandant dans le même souffle le retour du gouvernement à Paris, la formation d'un front uni des collaborateurs et leur entrée au gouvernement[1093]. La perte de l'Afrique du Nord et de la flotte, l'occupation totale du pays déterminèrent une nouvelle poussée de fièvre chez les dirigeants du RNP. Albertini exigea à la fin de novembre que « la terreur » fût mise « à l'ordre du jour »,

comme au temps de Robespierre. « Le sang doit couler en France. Les traîtres et les adversaires inexpiables de la Révolution doivent payer de leur vie leur trahison ou leur résistance. » « C'est l'heure où le souci même de la Justice est secondaire, et où, seule, la Force compte[1094]. »

Les positions de Laval et de Déat s'éloignaient de plus en plus. Le second relevait avec exaspération le repli du premier dans une attitude attentiste et lui reprochait de pratiquer avec Hitler le jeu des contreparties : « Ne vaudrait-il pas mieux, lui demandait-il, ne serait-il pas plus conforme à la nature des choses et à la vision hitlérienne de donner des preuves et des gages d'abord, en fonçant éperdument ?[1095] » Laval n'était pas disposé à « foncer éperdument », et pas davantage décidé à faire entrer au gouvernement les collaborateurs de Paris. Il songeait plutôt à leur faire pièce en se donnant un instrument propre. A la fin de novembre 1942, il évoqua devant Déat, qui réagit vigoureusement, la création d'une milice qui serait confiée à Darnand et qui fonctionnerait dans les deux zones[1096]. Celle-ci fut effectivement créée en janvier 1943, mais les Allemands en interdirent l'extension en zone nord. Déat, qui avait fait pression sur eux, entreprit alors, avec l'approbation toute formelle de Laval qu'il continuait à consulter sur ses projets, d'y mettre sur pied une organisation milicienne unique dont il fut entendu avec Darnand qu'elle ferait ultérieurement jonction avec la milice de Vichy[1097]. Pour ne pas se laisser distancer, pour se donner les moyens de peser et de devenir le recours, il poursuivait dans l'engrenage, à un moment où l'introduction du Service du travail obligatoire gonflait les rangs de la résistance et où la bataille de Stalingrad rendait probable la défaite de l'Allemagne ; ce serait à travers la constitution des milices que se ferait le passage au parti unique[1098].

La formation d'une milice unique devint la tâche essentielle du Front révolutionnaire national (FRN) créé en septembre

1942. Dans le même temps qu'il nazifiait son mouvement, et dans la perspective de la constitution du parti unique, Déat s'était attaché à regrouper les partis de collaboration, avec l'encouragement de l'ambassade qui cherchait, en prévision des difficultés à venir, mais aussi dans le dessein de faire obstacle à la revendication de pouvoir alors affichée par Doriot, à réaliser une certaine coordination entre des forces qu'elle avait jusque-là tout fait pour diviser. Le FRN eut pour composantes majeures le RNP, le POPF, le MSR (qui avait glissé des mains de Deloncle entre celles de Georges Soulès, un ancien de Redressement qui avait trouvé cette organisation plus à son goût que le RNP) et les francistes, que la volonté de faire échec à Doriot poussait dans une alliance inattendue avec Déat. Après un long passage à vide, le Front trouva une raison d'être en février 1943 dans la formation des Milices révolutionnaires nationales. En mai toutefois, les francistes se retirèrent ; comme ils y étaient la seule force d'importance, après le RNP auquel ils refusaient de se subordonner, leur départ établit le constat de faillite du regroupement tenté par Déat[(1099)].

L'évolution de Déat à partir du printemps 1942 provoqua l'éclatement de la nébuleuse formée autour du RNP par la collaboration de gauche. La première rupture fut celle de Spinasse qui prit position en juillet 1942 contre tout « mimétisme ». Le parti unique sur le modèle nazi pouvait convenir à la société allemande, il n'avait pas de sens en France :

> Que dire de l'idée du chef fondateur de la religion nationale et créateur du mythe, du chef qui se dresse seul devant sa conscience, devant Dieu et devant son peuple, du chef qui commande parce que la loi de son être se confond avec celle de sa race ? Qu'en dire sinon qu'elle est totalement incompréhensible aux Français ?

Le « vrai problème » était de « faire disparaître l'anarchie en organisant la société », de faire naître un « solidarisme organique » à travers l'organisation d'une société « où les pouvoirs

collectifs se limitent les uns par les autres ». La conception de Déat, lancé dans une « fuite en avant », était celle de la dictature totalitaire, de l'ordre social modelé sur l'ordre de guerre, qui, dans la paix revenue, ne laisserait plus revivre les valeurs d'humanité, de tolérance, de justice, de liberté, d'égalité. La France avait besoin, non pas de nouvelles divisions, mais d'union et de réconciliation, et l'Europe future ne saurait être qu'une Europe pluraliste[1100]. Trois semaines plus tard, sur intervention de Déat, *le Rouge et le Bleu* était interdit de publication, et Spinasse se retirait de la vie publique.

La seconde rupture fut celle de Chateau. Dès septembre 1942, il critiqua la conception du parti unique propagée par Déat : le regroupement des partis existants ne suffirait jamais à la tâche, et, pour sa part, il n'acceptait qu'un parti unique qui serait celui de la nation tout entière[1101]. Le partage des voies s'exprima au début de 1943 par la création de la Ligue de la pensée française. Son objectif était de faire œuvre d'apaisement et d'union, en remettant à l'honneur la liberté de conscience et la tolérance ; en politique extérieure, elle appelait les peuples européens à vivre en paix (sans faire de référence à la collaboration avec l'Allemagne). En février 1943, Chateau fut exclu du RNP, avant d'être éliminé de la direction de *la France socialiste*. Il put poursuivre l'activité de sa Ligue grâce à l'appui de Laval, heureux de gêner le RNP et en sympathie avec des positions qui s'apparentaient aux siennes. Une paix de médiation, une transition pacifique vers la Libération, voilà en effet ce à quoi Chateau et ses amis accrochaient leurs espoirs. La Ligue était animée par d'anciens hommes de gauche, en majorité syndicalistes, dont le trait commun était le pacifisme, pacifisme intégral dans le cas de René Gérin et Robert Jospin, ou pacifisme d'inspiration alinienne, représenté par Alain lui-même, Chateau et Henri Clerc ; on y trouvait aussi des parlementaires socialistes qui avaient fait partie de l'équipe de *la France socialiste*, comme Roucayrol, Planche et Plancke, enfin des dirigeants du

POPF, comme Brout, Parsal et Pillot[(1102)]. L'évolution vers des positions lavaliennes se fit également chez Soulès, qui entreprit d'organiser à partir de la fin de 1942, avec l'encouragement de Laval, une troisième force qui devait réunir les Français pour l'heure de la Libération ; Soulès trouva le concours de Jean Maze et d'autres anciens frontistes[(1103)]. L'évolution de ces hommes les éloignait rapidement d'un Déat qui déclarait à Brinon en janvier 1943 :

> Je serai ministre le jour où on se décidera à faire la révolution, où le gouvernement sera à Paris, où le Maréchal ne comptera plus, et où le pouvoir sera symbolisé par une musette de grenades à portée de main[(1104)].

Le fascisme collaborationniste

A partir de 1943, la victoire alliée se fit de plus en plus certaine, et pourtant Déat s'accrocha jusqu'au bout à l'espoir d'un retournement miraculeux de la situation. Le RNP avait passé son zénith, et les efforts déployés par Déat pour arriver à ses fins ne méritent d'être rapportés que dans la mesure où ils peuvent jeter quelque lumière sur la nature de son mouvement et de son engagement. Ayant échappé en mars 1943 à un nouvel attentat, il passa les mois suivants dans le sentiment de l'approche de la catastrophe ; en juillet, il déclarait à Grimm qu'il tenait pour imminente l'épreuve de force du débarquement anglo-saxon. Il lui paraissait d'autant plus urgent de parvenir au pouvoir, persuadé qu'il était, comme il le serait jusqu'à la fin, de pouvoir redresser la situation. Au vu de l'attitude de Laval, déclara-t-il à Grimm, il fallait que l'Allemagne intervînt pour obtenir le retour du gouvernement à Paris et la participation au pouvoir à la fois de représentants des partis de collaboration et de parlementaires comme Georges Bonnet et Anatole de Monzie[(1105)].

L'idée était reprise dans le véritable appel à l'aide qu'il adressa à l'Allemagne en septembre 1943 avec quatre autres figures de la collaboration (Luchaire, Darnand, Georges Guilbaud et Noël de Tissot). Le *Plan de redressement national français*, comme s'intitulait ce document long d'une vingtaine de pages qui fut rédigé essentiellement par Déat, porte l'empreinte caractéristique de son auteur. Il était d'abord un cri d'alarme : les neuf dixièmes de la population étaient les « complices passifs » des Anglo-Saxons, et, le débarquement venant à avoir lieu, il se produirait un « massacre général des collaborationnistes ». Sur « 36 millions de Français », il n'y en avait « peut-être pas 50 000 » qui fussent décidés à risquer leur vie pour la collaboration ; leur nombre n'irait qu'en diminuant tant que leurs

chefs seraient tenus à l'écart du gouvernement. Un remaniement ministériel s'imposait donc, étant entendu que Laval garderait la direction des affaires. Le nouveau gouvernement devrait comprendre à parts égales des dirigeants de partis de collaboration, des techniciens et des parlementaires qui n'auraient pas manifesté d'hostilité envers la collaboration. Sa tâche consisterait à mettre fin à la politique réactionnaire de Vichy, notamment en remettant en place les maires révoqués sans raison, en rendant aux conseils municipaux et généraux leurs pouvoirs et en amnistiant les simples prisonniers d'opinion. Sur le plan extérieur, il devrait obtenir de l'Allemagne la conclusion d'un pacte garantissant à la France, en échange de son concours militaire, son intégrité territoriale, la jouissance de sa souveraineté administrative et politique et une aide pour la reconquête de l'Empire[(1106)]. Ce programme portait le sceau des antinomies dont Déat avait le secret. D'un côté, le futur gouvernement devait être « animé du véritable esprit national-socialiste » ; de l'autre, il devait pratiquer une politique d'apaisement symbolisée par la présence de parlementaires non collaborationnistes. Malgré son évolution, Déat était encore loin de réagir comme un fasciste décidé à briser tous les obstacles et à imposer sa volonté par tous les moyens.

Les orientations du *Plan* étaient appuyées depuis quelques mois par l'ambassade, où Schleier faisait l'intérim d'un Abetz retenu à Berlin pour avoir excédé son ministre à force de diplomatie personnelle. Dans un rapport de juillet 1943, Schleier avait critiqué la passivité de Laval et proposé un élargissement du gouvernement à des dirigeants de partis de la collaboration, ainsi qu'à des parlementaires jouissant d'une audience nationale. Cet élargissement, l'Allemagne ne l'obtiendrait qu'en l'exigeant, sans quoi Laval ne bougerait pas. Mais, du coup, il faudrait accorder des concessions à la France, à la fois pour obtenir de Pétain l'approbation de ce remaniement et pour redresser le gouvernement dans l'opinion publique[(1107)]. Les appels de

Déat et les recommandations de Schleier seraient probablement demeurés sans écho, s'il ne s'était produit une nouvelle crise à Vichy, provoquée par le désir de Pétain de se débarrasser de Laval. Pour prévenir la répétition de tels incidents, Berlin décida d'asseoir Laval au-delà de toute contestation et de le flanquer de représentants de la collaboration parisienne. L'heure de Déat était arrivée, mais il fallut du temps et des efforts pour la faire sonner. Pétain et Laval se retrouvaient pour refuser son entrée dans le gouvernement. Lui-même posait des conditions qui n'arrangeaient rien. Son espoir était de voir Laval s'opposer au remaniement que voulait Abetz, ramené en France par la crise, et celui-ci lui en confier alors la responsabilité[1108]. C'était prendre ses désirs pour la réalité et méconnaître l'habileté de Laval, qui finit par accepter le principe de son entrée au gouvernement, mais au poste de ministre du Travail et, à ce titre, de responsable du STO. Déat refusa d'abord, et d'autant plus que Sauckel, le responsable allemand de la main-d'œuvre de guerre, venait de réclamer le départ d'un million de travailleurs français pour l'Allemagne.

Mais il n'était pas homme à résister à l'insistance d'Abetz ; après avoir cherché à élargir le plus possible les compétences du poste qui lui était proposé, il fut nommé le 17 mars 1944 ministre du Travail. Entouré de la plupart des dirigeants du RNP, il passa les mois qui précédèrent la Libération à revivre son expérience ministérielle de 1936 dans le même mélange d'activité fébrile et de résultats informes, cette fois-ci sur le mode dramatique. La machine étatique se dérobait à ses dirigeants, tandis que les exigences allemandes ne cessaient de croître. Lors de son procès, Albertini déclara que Déat avait cru que les Allemands accorderaient aux collaborationnistes un certain nombre de concessions ; or, à peine installé, il se trouva soumis à des demandes sévères, et c'est ainsi qu'il finit par signer une circulaire préparée par l'occupant qui ordonnait la réquisition des hommes âgés de quarante-cinq à soixante ans[1109].

La foi dans le redressement miraculeux se heurtait à la réalité quotidienne de la collaboration ; mais Déat était dans un état d'esprit tel que rien ne pouvait l'arrêter. Le 17 juillet 1944, il rédigea en compagnie d'Abel Bonnard, de Jean Bichelonne et de Fernand de Brinon une *Déclaration commune sur la situation politique* (qui reçut ensuite la signature du dernier carré des collaborateurs, y compris de Doriot), dans laquelle il était une nouvelle fois demandé au Reich d'intervenir pour imposer le retour du gouvernement à Paris et l'accroissement du poids des éléments collaborateurs en son sein ; ce n'était qu'à ce prix que l'Allemagne retrouverait « à ses côtés une France capable de parcourir avec lui la dernière partie du chemin qui mène à la victoire de l'Europe[1110] ». Un mois plus tard, ce petit monde s'enfuyait en Allemagne dans les bagages de l'occupant. Déat partit seul ou presque, ses lieutenants ayant refusé de le suivre. Continuant d'espérer, il allait briguer jusqu'au bout la direction des affaires françaises, celles de la France de Sigmaringen[1111]. Ainsi se terminait dans une nouvelle émigration de Coblence l'itinéraire d'un homme qui avait prétendu protéger et sauver la nation française.

Engagement fanatique dans la collaboration, persistance dans la fascisation de limites et d'incertitudes : ces deux traits définissent l'attitude de Déat, et, avant de revenir en conclusion sur la question de son fascisme, il faut présenter un tableau de son instrument d'action et de son idéologie. Dans sa stratégie, le RNP avait une double fonction : il devait grouper un soutien populaire qui rendrait impossible à Vichy de le tenir hors du gouvernement et il devait faire la preuve aux yeux du vainqueur de la viabilité et de la crédibilité d'une authentique politique de collaboration. Mais le succès qui était la condition d'une telle stratégie fit complètement défaut. Le nombre de ses adhérents demeure conjectural, mais il semble que le chiffre de 15 000 à 20 000 pour 1942, qui fut l'année de pointe du mouvement, et de quelque 10 000 pour l'année suivante, soit proche

de la réalité[1112]. Encore faut-il voir qu'il ne dit rien sur le militantisme de ces adhérents ; avec des effectifs inférieurs de près de moitié, le francisme manifesta un activisme que ne montra jamais le RNP. La synthèse des rapports des préfets effectuée par le ministère de l'Intérieur à Vichy dessine pour l'année 1942 l'image d'un parti peu actif, aux sections éparses à travers les départements et menant une vie végétative, qu'animait seule la tenue d'une réunion de Déat ou de l'un des dirigeants du mouvement[1113].

Pour un parti qui se définit à partir de l'été 1942 comme un instrument de combat, l'état de son noyau militant tel qu'il se présentait dans la Légion nationale populaire (reversée ensuite dans la Milice nationale populaire) n'était pas à la hauteur des intentions proclamées. En 1942, la Légion comptait dans la région parisienne 1 100 hommes. Grimm, qui la vit défiler au Congrès de juillet 1943, fut frappé d'y voir en grand nombre des hommes d'un certain âge, avec des lunettes et des cheveux gris[1114]. L'insignifiance de la valeur combative du RNP, au regard du PPF surtout, était une opinion partagée par les Allemands et par les Anglo-Saxons[1115]. Cette faible militarisation, jointe à la discrétion de son activité publique, notamment sur le plan de l'agitation de rues, explique que ses membres aient été relativement épargnés par la résistance au cours des derniers mois de l'occupation ; la presse du parti signala la mort de quelques militants avant le débarquement, puis de vingt militants en juillet 1944, mais ce n'était rien de comparable avec les centaines de PPF abattus dans la même période[1116].

Les contours socioprofessionnels du RNP ne le distinguent pas fondamentalement des autres groupements de la collaboration. Implanté lui aussi essentiellement en milieu urbain, il montre la même surreprésentation massive des classes moyennes (en particulier des employés, professions libérales, artisans, commerçants) et la même sous-représentation mas-

sive du monde ouvrier, et surtout du monde paysan. Avec un recrutement social voisin de celui du PPF, le RNP présente pourtant une figure particulière, qui apparaît dans l'âge moyen plus élevé et le comportement moins militant de ses adhérents, mais qui ne se laisse saisir dans sa spécificité que par une approche politique et idéologique. Le passé politique de ses adhérents de base reste enveloppé d'obscurité, mais il semble qu'il ait été mélangé et généralement non militant. Dans ses *Mémoires,* Déat parla d'un « afflux de braves gens sans passé politique », et les informations disponibles laissent en effet l'impression que les membres du RNP qui avaient eu avant la guerre un passé militant ne furent qu'une petite minorité[(1117)].

C'est au niveau de cette minorité, qui fournissait au parti l'essentiel de ses animateurs, que la filiation politique est très reconnaissable. Il y eut des militants RNP venus de la droite, notamment du PSF, mais rarement de l'Action française ou des Jeunesses patriotes. Il y eut aussi, d'un autre côté, des hommes venus du PC, mais de façon tout aussi minoritaire ; le cas de Barbé, qui rejoignit le RNP en été 1942, représente un cas particulier, où le désir de faire pièce à Doriot paraît avoir été primordial. Mais la majorité vint en droite ligne de la gauche conciliatrice : c'est elle qui anima et encadra le RNP, elle qui le marqua d'une empreinte spécifique, au point qu'il paraît douteux qu'il n'ait pas existé de concordance, même vague, chez une partie des adhérents de base. Par sa composition, la Commission permanente (le plus haut organe du parti) illustre la prédominance de cette filiation de gauche. Elle comptait 15 membres, Déat compris, dont 6 étaient d'anciens néos (Déat, Benedetti, Favier, Lafaye, Levillain, Paul Montagnon – le frère de Barthélemy Montagnon, qui, à partir de la mi-1941, s'abstint de tout engagement public) et 6, d'anciens SFIO (Albertini, Desphelippon, Dumoulin, Guionnet, Silly et Zoretti) ; restaient Barbé, ancien PCF et ancien PPF, Brille et Rivollet qui venaient de la droite modérée. Si l'on ajoute aux anciens néos des

hommes comme Albertini et Zoretti qui avaient été de Révolution constructive et de Redressement, on peut mesurer l'importance de la filière planiste, au sens large, dans le débouché du fascisme RNP. On peut noter par ailleurs que les anciens SFIO avaient été en même temps des syndicalistes actifs : la dévalorisation des valeurs proprement politiques du socialisme, la visée primordiale d'organisation de la société pouvaient en effet favoriser le glissement vers un socialisme autoritaire et corporatiste.

Le RNP ne fut pas le lieu d'aboutissement fatal du néosocialisme ; il n'en recueillit même qu'une petite fraction, une autre entrant dans la résistance ; la majorité des anciens néos gravita autour du régime de Vichy, non sans de larges variations individuelles. Les anciens planistes de Redressement se retrouvèrent quant à eux massivement dans la collaboration de gauche, Albertini et Zoretti au RNP, Soulès au MSR, Lefranc chez Spinasse. Leurs parcours montrèrent ainsi une certaine diversité, comme peut également l'illustrer le cas de Henri De Man. Malgré ses dispositions de l'été 1940, celui-ci se refusa à lancer un mouvement politique et mit des crans à sa volonté de collaboration ; en novembre 1942, avant de choisir de se retirer en Suisse, il répéta dans une conférence faite à Paris que la renonciation à une paix punitive, le respect des nationalités et la création d'une économie européenne étaient les conditions nécessaires d'une paix durable[(1118)]. Il n'y eut pas moins une tendance d'ensemble qui amena les planistes à l'entente avec les fascismes et à la collaboration. Ce fut la résultante, non pas d'une logique idéologique du projet planiste lui-même, mais de son interférence avec le contexte historique, à la fois en raison de la proximité que par certaines lignes le planisme des années 30 eut avec les fascismes, et en raison de l'association à ce projet de valeurs et d'attentes qui exposèrent ses animateurs à subir l'attraction des fascismes.

De la filiation de gauche des dirigeants du RNP, quelque chose demeura même après qu'ils eurent aligné leur parti sur le modèle nazi. Par leur passé politique, par leur statut d'intellectuels, ils furent portés à aménager certains aspects importants, sinon essentiels, de ce modèle. Un premier plan fut celui de l'antisémitisme. Jusqu'en 1942, Déat se montra discret sur le sujet, au point que, seul de tous les partis de la collaboration, le RNP était absent d'un tableau sur l'antisémitisme en France dressé en juillet 1942 par un conseiller de l'ambassade[(1119)]. Ce même mois, toutefois, de pair avec la nazification de leur parti, les dirigeants du RNP prirent position sur la question. S'ils considéraient au point de départ que les juifs étaient des étrangers et qu'un *numerus clausus* et le port d'un signe distinctif étaient justifiés à leur égard, ils se déclaraient favorables à la naturalisation des juifs qui avaient servi le pays,

> les combattants (ou leurs descendants) qui ont bravement fait leur devoir en 1914-1918 comme en 1939-1940 ; les savants et les intellectuels dont les découvertes et les travaux ont accru le rayonnement de la technique et de la pensée françaises ; les producteurs de toutes catégories qui ont développé la puissance française[(1120)].

Cette prise de position déchaîna les attaques des collaborateurs d'extrême droite, ainsi du doriotiste Sicard, qui, en raciste conséquent, dénonça la conception assimilationniste du RNP[(1121)]. A la suite de ces attaques, le RNP abandonna l'idée de la naturalisation de certains juifs, tout en continuant de soutenir que les juifs « utiles » devraient pouvoir vivre en France et que les juifs anciens combattants méritaient d'être considérés comme des alliés honorables et honorés. Devenus des antisémites déclarés, ses dirigeants n'attribuèrent à la question qu'une place restreinte dans leur propagande. Selon eux, le problème juif serait résolu après la guerre par l'installation des juifs européens sur un territoire lointain. En avril 1944 encore,

le spécialiste des affaires juives du RNP, Louis Thomas, qui provenait des milieux radicaux et était devenu l'administrateur des Éditions Calmann-Lévy aryanisées, étudiait la question de la localisation du futur État juif et se prononçait, après avoir écarté Madagascar et la Palestine, en faveur de la Guyane[1122].

Dans ses *Mémoires* (rédigés au lendemain de la guerre), Déat affirma avoir tout ignoré de l'extermination des juifs en Europe orientale ; il n'avait été question que d'un regroupement à l'Est[1123]. On peut remarquer que les dirigeants du RNP insistèrent sur le traitement d'humanité auxquels avaient droit les juifs. En juillet 1942 (c'était après la rafle du Vél'd'Hiv), Déat exprima son refus de mettre les juifs « en dehors de l'humanité ». Albertini venait d'affirmer que les juifs devaient « être tenus hors de la communauté française, mais pas hors de l'humanité ». En décembre 1943 encore, Guy Lemonnier, le futur Claude Harmel, écrivait : « Nul ne demande que la race hébraïque soit jetée hors de l'humanité, et les voix les plus autorisées de l'Allemagne ont proclamé à maintes reprises que la seule solution au problème juif était dans la création d'une nation israélite qui rassemblerait les Hébreux et les arracherait à leur vie parasitaire[1124]. » Il est difficile de ne pas voir dans ces déclarations l'expression d'un malaise profond, une manière pour ces hommes de se rassurer et de se décharger de toute responsabilité envers une réalité qu'ils pressentaient ou qu'ils connaissaient, sans vouloir en savoir davantage, dans la mesure où leur engagement risquait d'être mis en péril sur un point pour eux secondaire. Leur réaction portait, en dépit de tout, un écho de leur passé de gauche et les distingue des autres collaborateurs parisiens.

Un deuxième plan fut celui du pacifisme et de l'internationalisme, deux termes qui peuvent prêter à confusion, mais qui désignent une particularité essentielle du RNP, et l'un des traits les plus déviants qui se puissent imaginer par rapport au nazisme. Par le premier terme, on veut indiquer la persistance et

l'importance chez Déat de l'idéal de paix et de coopération européenne qu'il défendait dans l'avant-guerre. Dès le lendemain de la défaite, il avait dénoncé l'esprit de revanche qu'il croyait distinguer chez les militaires de Vichy et dit son refus de voir la France « piétiner obstinément les vieilles ornières de boue et de sang ». A partir de 1942, il mit quelque peu à l'honneur les valeurs militaires, mais jamais que d'une façon restrictive et dans une perspective « européenne ». L'« esprit guerrier », « le courage », « l'héroïsme », « la discipline militaire », « toutes les authentiques vertus d'abnégation et de sacrifice » n'avaient « rien perdu de leur prix, ni dans le présent ni même dans l'avenir ».

> Mais ces forces morales ne trouveront plus leur point d'application dans l'étroitesse du vieux cadre national. L'armée française ne sera plus demain qu'une section de l'armée européenne, et sans doute au coude à coude avec des unités de tous pays, selon un esprit continental, qui dépassera de haut les frontières[(1125)].

On aura remarqué le « ni même dans l'avenir ». Déat ouvrait aux valeurs militaires la carrière des combats de défense de l'« Europe », il n'envisageait pas comme une chose allant de soi et conforme à sa vision du monde un avenir de conquêtes et d'expansion.

En janvier 1944 encore, il présentait l'Europe future comme une Europe « équilibrée, non pas par des moyens de contrainte, mais par un consentement profond et joyeux des peuples ». Les peuples pourraient s'y épanouir parce que la nation « ne tendra plus ses forces pour l'agression ou la défense » et que le même type de régime existerait partout. Ainsi la « poussée nationalitaire » qui se développait depuis le siècle précédent trouverait-elle un garde-fou dans une « économie dirigée et organisée [qui] sauvegarde et utilise tous les perfectionnements techniques, en les domestiquant, et conserve ce que le rationalisme

capitaliste enveloppait d'universalité bienfaisante[1126] ». Proclamant désormais les valeurs du sol, de la race, de l'histoire, de la nation, il n'en tirait qu'à moitié les conséquences :

> Le véritable humanisme apparaîtra au moment où des hommes bien pétris des éléments de leur terre natale, bien formés par leur histoire, se rencontreront : et ils se rencontreront, et ils coopéreront, et ils se comprendront, et ils s'estimeront[1127].

C'était une manière de résoudre le paradoxe du fascisme collaborationniste : comment accorder la proclamation d'une idéologie de renaissance nationale avec l'acceptation d'une défaite et la reconnaissance de la primauté d'un vainqueur ? Pour Déat, la solution se trouvait dans l'adoption d'un national-socialisme « collaborationniste » et internationaliste. Comme il le déclara en novembre 1942, le RNP allait être « la section française de la nouvelle Internationale européenne[1128] ».

Il faut relier ces positions hybrides à l'enracinement du rationalisme chez Déat et ses amis. En 1943, Déat se demandait : comment rester des rationalistes et cependant dépasser un « intellectualisme unilatéral » dans lequel on a été élevé ? Comment « retourner aux inspirations profondes de la nation et de l'histoire » sans « borner » et « mutiler » l'homme[1129] ? Ces interrogations témoignent de la difficulté qu'il éprouvait à adopter l'irrationalisme nazi. Cette difficulté, on la voit se manifester aussi dans la préoccupation intense que les dirigeants du RNP avaient de relier leurs nouvelles positions, d'une part, à leurs positions passées, et, d'autre part, à des traditions françaises. Sur le premier point, il était facile à Déat d'affirmer, contre toute vérité, la continuité de ses positions depuis le début des années 30, et il le fit en abondance.

Mais c'est sur le second point que le phénomène est le plus frappant. Depuis 1940, Déat avait affirmé à plusieurs reprises que la guerre menée par l'Allemagne nazie était une guerre ré-

volutionnaire, comparable à celle des armées de la Révolution française renversant sur leur passage les institutions de l'Ancien Régime. A partir de 1942, et principalement en 1943-1944, en accompagnement de leur nazification, ses amis et lui entreprirent de donner aux conceptions nazies qu'ils s'appropriaient des « antécédents français » ; ils les trouvèrent chez Rousseau et chez les Jacobins de l'an II dont ils firent les pères spirituels du nazisme et dont la lignée, passant par Mazzini et Jaurès, venait aboutir au RNP[(1130)]. Ces efforts de pensée ne méritent pas de retenir l'attention pour leur valeur intrinsèque, qui est nulle, mais pour leur valeur de témoignage d'un état de fait et d'un état d'esprit. On peut y voir une tentative de séduction de la gauche en rattachant à un héritage familier un phénomène qui se définissait pourtant par l'opposition à toutes les valeurs démocratiques. On peut y voir un témoignage supplémentaire – qu'on se rappelle Drieu et Andreu autour de 1936 revendiquant à travers Sorel la paternité française du fascisme, ou encore Drieu reliant ce dernier au jacobinisme[(1131)] – de la nécessité que ressentirent tous les fascisants français de parer l'accusation d'imitation de l'étranger et de calmer leur malaise en inventant des racines nationales à une idéologie d'importation. On peut y voir enfin et surtout un souci de cohérence et une préoccupation de continuité avec un passé politique et mental, révélateurs de l'intellectualisme de ces hommes.

En conclusion, l'évolution de Déat sous l'occupation soulève la question essentielle de la dynamique qui y fut à l'œuvre et de la nature de ce fascisme auquel il aboutit. On peut écarter d'emblée l'idée d'une trahison vénale, même s'il est clair que le RNP dut la majeure partie de ses moyens d'existence à la générosité de l'occupant[(1132)]. Il exista en premier lieu des conditions favorables sous forme de certaines positions idéologiques dont l'effet s'était fait sentir avant la guerre, mais dont on a vu qu'elles n'eurent qu'un effet tendanciel. Il se produisit en outre un engrenage proprement politique : ce fut Vichy qui fut à

l'origine de la collaboration de gauche parisienne, et l'on peut estimer qu'avec son tempérament et sa personnalité, devenu ministre en été 1940, ou même plus tard, Déat aurait probablement connu une évolution bien moins extrême. Il y eut enfin l'effet de valeurs irrationnelles anciennes. Au début de 1941, l'image mère de l'expérience de la Grande Guerre, qui avait toujours baigné souterrainement sa vision politique, émergea pour la première fois à la surface de son discours. Par-delà les différences sociales et les niveaux de culture, écrivit-il, il avait expérimenté dans la guerre « une sorte de socialisme élémentaire, de communisme même », dont il avait « gardé la nostalgie profonde » : « Non pas de cette vie affreuse ou héroïque, ni celle du système [militaire], qui avait ses absurdités, mais celle de cette chaleur humaine, que jamais plus ne nous a offerte un monde horriblement égoïste et décadent. » C'était la tâche du RNP que de faire retrouver « cette chaleur de la communauté nationale qui s'est perdue depuis vingt ans[(1133)] ».

Cette aspiration aurait pu se satisfaire dans la résistance, mais Déat n'y songea pas. C'est ici qu'intervient l'élément décisif, qui joua en combinaison avec les éléments précités, l'objectif d'entente avec l'Allemagne nazie, plan central de continuité avec l'avant-guerre. Toute l'action de Déat sous l'Occupation eut pour objet de faire la démonstration aux yeux de Hitler d'une France disposée à collaborer, et, pour but, d'obtenir ainsi les meilleures conditions de paix possibles, c'est-à-dire les meilleures conditions possibles dans le cadre d'un accord durable avec le vainqueur. Le même souhait d'émulation et d'entente qui avait innervé dans l'avant-guerre sa ligne politique devint après la défaite le moteur de sa fascisation, qui gagna en puissance, comme cela s'était produit chez Doriot en 1937-1938, en proportion de l'insuccès rencontré ; une fascisation qui fut le produit d'une escalade de sa volonté conciliatrice et qui l'amena, en désespoir de cause, à adopter la contrainte pour parvenir à son but.

A la différence de Bergery, il voulut croire jusqu'au bout au miracle. Comment expliquer cette obstination qui balayait la perception pourtant lucide d'une situation de plus en plus désespérée ? La question vaut pour tout le monde de la collaboration, mais, dans le cas de Déat, la question spécifique est de rendre compte de l'existence d'un désir d'entente tel qu'il ait pu le pousser à adopter une large partie de l'idéologie du vainqueur, alors qu'à la différence d'un Doriot, il n'était pas au moment de la défaite un extrémiste de droite fascisant ou fasciste. On peut alors se demander s'il ne faut pas se référer, dans son cas comme dans celui de Bergery, mais dans une mesure bien plus importante, à l'existence agissante d'un courant irrationnel, à la limite inconscient, qui alimenta toute son action, de la conciliation à la collaboration, celle de l'entente gratifiante avec Hitler, qui aurait été la reconnaissance suprême de son projet de rénovation parce que ce projet avait été transi par ce qu'il avait ressenti devant l'Allemagne nazie.

Son *Journal de guerre* ne laisse aucun doute sur le fait que toute son action de collaboration eut pour fin d'obtenir la reconnaissance de Hitler. La force de cette ambition, de ce désir plus exactement, ces phrases écrites en janvier 1943 peuvent en faire prendre la mesure :

> Maintenant encore, après la grande trahison, après la perte de l'Afrique, après le sabordage de la flotte, l'Allemagne nous regarde et elle attend. Elle attend que nous donnions les preuves de notre aptitude à revivre […]. Elle fait mieux que de les attendre, elle les espère. Mais elle ne peut pas et ne veut pas faire les gestes à notre place. Elle a raison. Si l'Allemagne n'était pas plus lucide que nous, si depuis longtemps elle n'avait pas dominé sa victoire – alors que les hommes de Vichy ont été incapables de surmonter la défaite, il y a longtemps que notre fantôme d'État aurait cessé d'être. Ces chances de redressement, Adolf Hitler nous les aura consenties jusqu'à l'extrême limite[(1134)].

Une fantasmatisation éclairante : l'œil de Hitler sur Déat, le partenaire lucide, sévère, lointain, mais aussi secrètement généreux et aimant, prêt à accueillir dans ses bras l'homme qui aura

fait ses preuves. Masochisme et homosexualité, disait Sartre à propos des collaborateurs[(1135)], et le cas de Déat est exemplaire. On conçoit qu'à partir d'une telle disposition d'esprit une fascisation ait pu se développer comme un mouvement indéfini de rattrapage et aboutir dans le recours à la contrainte sur ses compatriotes, dans la vengeance prise sur eux des infortunes d'un fantasme.

Encore faut-il voir à quelle source cette fixation pouvait puiser. Déat ne cessa de représenter le Führer en « socialiste » ambitionnant d'organiser économiquement l'Europe, bref de projeter sur lui l'image de son idéal. Mais il savait qu'il faisait une projection conjuratoire, l'hypothèse d'une paix d'oppression étant très présente à son esprit. La question est de savoir s'il aurait eu la même fixation d'entente avec un autre que Hitler. C'est en ce point qu'on retrouve une problématique exposée par Saul Friedländer dans un remarquable essai sur la nature de l'attraction exercée par le nazisme[(1136)]. A travers l'analyse d'œuvres contemporaines mettant en scène le nazisme, il montre que cette attraction dérive d'un mélange spécifique de sentimentalité kitsch et de fascination pour la mort. Cette interprétation apporte un éclairage certain sur l'engrenage collaborationniste de Déat : un projet « kitsch », plein de bonnes intentions et même d'une texture sentimentale naïve – les grands hommes se reconnaissant et tombant dans les bras l'un de l'autre – et en même temps pénétré du soufre que donnait la prescience, plus peut-être que la conscience, du fanatisme guerrier de Hitler et de la mort qu'il portait.

Faisant en novembre 1941 l'éloge de Hitler, il déclarait à son propos que les Français devaient se persuader

> que tout le socialisme possible est de ce côté-là, que c'est notre meilleure garantie, et qu'en effet l'élan qui est dans cet homme se prolongera au-delà de la guerre, qu'il ne sera pas sottement prisonnier de ses victoires comme tant de conquérants l'ont été dans le passé, que la vraie bataille, malgré la grandeur de sa victoire militaire, sera livrée demain dans l'effort de construction et qu'il

ne se sentira pas satisfait et quitte avec sa conscience tant qu'à la surface de l'Europe il y aura de la misère ! *(vives acclamations)*[1137].

La représentation rassurante – tant elle est conforme aux idéaux courants, bourgeois comme socialistes, de l'effort constructif, de l'objectif de prospérité, de l'impératif de la loi morale – est traversée par le fil noir d'un horizon de combats et de sang. Hitler est là avec la « grandeur de sa victoire militaire » ; la guerre qui continue – la victoire à l'Est n'est plus aussi certaine, la bataille décisive est reportée au printemps suivant – pèse sur l'esprit des auditeurs, on sent planer la menace d'un « élan » qui porterait Hitler ailleurs, vers une guerre dont la fin serait une destruction apocalyptique. Dans son jusqu'auboutisme, Déat montra la puissance de cette logique d'autodestruction plus particulièrement typique du nazisme (mais bien présente dans le fascisme italien) ; fascination de l'apocalypse, raidissement farouche et exalté qui porte jusqu'au terme de l'aventure. La veine d'irrationalisme qui manifestait sa présence dans l'avant-guerre avait désormais tout envahi, sinon tout submergé.

On retrouve alors la question de son fascisme, et, à ce propos, on pourrait se demander si cette attraction pour le nazisme ne définit pas autant un phénomène de « victimisation » (consentie) qu'une fascisation authentique. Si le collaborationnisme fut le ressort de cette fascisation, peut-on toujours parler de fascisme ? Le terme demeure à l'évidence pertinent, le projet que Déat en vint à défendre à partir de 1942 étant de type fasciste : il n'est que de considérer l'effacement de son programme d'organisation sociale au profit d'une visée de dressage et de modelage de la nation. Mais ce fascisme doit au moins recevoir une qualification. A la différence de Doriot, Déat montra beaucoup de difficulté à s'affirmer comme un Chef ; la volonté de puissance n'était pas son fait, pas plus que l'agitation de rue, et les textes des dirigeants du RNP ne portent malgré tout que

faiblement les valeurs de combat, de force et de violence que l'on rencontre de façon immédiate dans ceux des responsables du PPF. On a vu en outre la faiblesse, sinon l'absence, de la dimension militariste, l'acceptation d'une place et d'un rôle de satellite pour la France, tous éléments qui en font un fascisme déviant du modèle classique, son inverse même, une pièce d'ajustement complémentaire. Mais ne s'agit-il pas d'une situation typique de tous les fascismes de deuxième génération, ceux qui se développèrent sous le surplomb des régimes fascistes et qui affrontèrent l'occupation de leur pays par les armées allemandes ou italiennes ?

On examinera la question à propos de Doriot, mais il est clair que le fascisme RNP représente au sein même de cette famille une modalité particulière qu'on pourrait qualifier de fascisme collaborationniste. La particularité de la fascisation de Déat et de celle de ses camarades venus de la gauche doit être en définitive reliée à une visée obsessive de défense de la nation, ce qui amène à considérer qu'il ait pu y avoir fascisation en conséquence d'une crispation forcenée sur l'idée du peuple à réunir pour résister à une épreuve nationale, sans qu'aient existé non seulement, et à l'évidence, le moindre but offensif, mais même le souci prédominant d'une restauration de la puissance nationale allant au-delà du recouvrement de l'intégrité territoriale. En été 1940, Déat écrivait à propos de la France : « il s'agit essentiellement pour elle de maintenir ses 40 millions d'hommes, de les maintenir solidement agglomérés ensemble, de sauvegarder son unité, de faire bloc, quoi qu'il puisse arriver[(1138)]. » Ainsi à force d'unité totalisante et de resserrement protecteur finit-il, sous l'irradiation du nazisme, par donner dans la contrainte totalitaire.

CHAPITRE XIV

Doriot, soldat de Hitler

Le PPF tint au sein de la collaboration une place majeure en raison de ses effectifs et de la détermination de son dirigeant. En dépit du mouvement de fascisation qui finit par rapprocher Déat de Doriot, un contraste frappant demeura entre eux, qui tenait aux personnalités comme aux conceptions. La pratique méthodique du calcul et de la manœuvre, jointe à l'absence de scrupules dans l'emploi des moyens, que montrait le second, accuse la démarche velléitaire, intellectuellement idéaliste et politiquement naïve du premier. Ce n'est qu'à la fin de 1943 que Déat signala à ses protecteurs allemands sa prétention de prendre les rênes de l'État français, ou de ce qui en restait ; et ce ne fut que d'une manière timorée qui l'amena à accepter le poste de second plan qu'on lui offrait. Doriot n'eut jamais pareille humilité ; il poursuivit avec constance l'occupation totale du pouvoir qui imposerait le règne de ses conceptions et de sa personne.

En été 1942, Camille Fégy interrogea les deux dirigeants collaborateurs sur leur conception du parti unique. Doriot se prévalut de l'exemple des fascismes pour affirmer que le parti unique s'imposerait par le combat. Déat déclara, quant à lui, qu'il ne devait « pas être un groupe portant son chef au pouvoir, mais l'expression de la France faisant le tri de ses élites politiques, prenant en main son propre destin ». Il fallait pour cela procéder à des confrontations d'idées au sein d'organismes communs :

> Le Français demande simplement qu'on lui explique ce dont il s'agit. C'est ainsi qu'il passe de l'individuel au collectif. Avec toute sa force et toute son intelligence. Avant toutes les unifications françaises de semblables discussions ont eu lieu. Ce fut en particulier le cas du syndicalisme. Celui du socialisme.

Sur quoi Fégy résuma : « “Tous en nous”, dit Doriot. “Chacun en tous”, répond Déat[1139] ». Le contraste entre les deux hommes s'amoindrit au cours des deux années suivantes, mais il en demeura un résidu ineffaçable.

Ce n'est pas à dire que Doriot lui-même ne connut pas d'évolution après la défaite. En réalité, le PPF de 1942 différait de celui de 1938 dans toute la mesure où il se conformait à présent au modèle nazi et où il affichait une ligne de collaboration intégrale. Au vu de son évolution dans l'avant-guerre, l'histoire de Doriot sous l'occupation soulève la question des motifs de son engagement de collaboration, comme celle de leur compatibilité avec ce qu'avait porté malgré tout de fasciste le PPF. A un adepte du « nationalisme intransigeant », la collaboration pouvait poser d'autres difficultés qu'à un conciliateur de gauche ; exemple témoin de l'aventure collaboratrice d'un parti d'extrême droite, le PPF offre l'occasion d'une réflexion sur les rapports entre fascisme et collaboration.

L'homme du Maréchal

En regagnant Paris en septembre 1940, Doriot avait en vue de développer son parti, de faire obstacle aux manœuvres communistes auprès de l'occupant, éventuellement de nouer avec celui-ci les relations qui pourraient lui être utiles. Il avait jugé qu'il ne lui servirait de rien de s'attarder à Vichy ; c'était à travers le pays, et à Paris, qu'il pourrait trouver les moyens de s'imposer au nouveau régime. Avant son départ, il fut reçu par Pétain[(1140)]. En échange de son allégeance, il obtint l'approbation de son activité au service d'une Révolution nationale qu'il tenait pour inachevée. Dans la perspective de Pétain, il constituait, malgré ses ambitions, un appui à ne pas négliger, une carte qui pouvait être soustraite au jeu allemand et opposée aux hommes passés au service de l'occupant.

Doriot allait s'employer en zone occupée à remettre sur pied un parti désorganisé par la défaite et handicapé par les conditions de l'occupation. Dès la fin juin, ses lieutenants avaient réussi à obtenir sa remise en marche sous le couvert d'une Fédération nationale des groupements corporatifs français[(1141)]. Mais la prudence restait de rigueur, les autorités militaires interdisant toute activité publique aux organisations politiques. Doriot entreprit par ailleurs de jeter les bases d'un regroupement au service de la Révolution nationale ; on y trouvait, autour d'un noyau PPF, des hommes de la droite réactionnaire comme Trochu et Dommange, ainsi que quelques dissidents communistes menés par Gitton et dont il sera encore question. L'entreprise n'alla pas loin, et, pendant l'automne, Doriot fut occupé à disputer à Déat le contrôle de l'Entraide d'hiver pour l'éventualité de sa transformation ultérieure en parti unique.

Le résultat le plus tangible de son activité fut le lancement d'un organe de presse avec lequel il espérait combler le vide laissé par l'interdiction de *l'Humanité* et attirer à lui une classe ouvrière désorientée par la défaite. Ce ne fut qu'à la mi-octobre, au terme de sérieuses difficultés avec la censure allemande qui se méfiait de son maréchalisme, qu'il put faire paraître *le Cri du Peuple*, dont le titre relevait celui de l'organe de Jules Vallès et dont l'essentiel du financement semble avoir été fourni par Pétain[(1142)]. On y retrouvait, sous la direction d'Henri Lèbre, bon nombre d'anciens journalistes PPF, flanqués de certains éléments, comme Rebatet, de l'équipe de *Je suis partout* (qui n'allait reparaître qu'en février suivant). Les articles de Doriot montrent qu'il fut bien jusqu'au printemps 1941 « l'homme du Maréchal » qu'il affirmait être. Il appuya avec constance les actes de Pétain, approuvant l'entrevue de Montoire et l'éviction de Laval, son remplacement par Flandin, puis l'arrivée au pouvoir de Darlan. Il répondit du plus fermement que lui permit la censure allemande à la campagne menée par Déat contre Vichy, prenant en particulier la défense de l'armée et dénonçant les « républicains attardés » qui critiquaient l'œuvre d'épuration entreprise par le nouveau régime[(1143)]. Durant les semaines où Déat mit en préparation le RNP, il dirigea un véritable tir de barrage contre ceux qu'il appelait les hommes de gauche et les francs-maçons camouflés, de sorte que, au milieu de la presse parisienne déchaînée contre Vichy, son journal tranchait par le soutien qu'il affichait. Il était donc naturel qu'il fût nommé au Conseil national et qu'il ait eu sa place dans les efforts déployés par Du Moulin de La Barthète en février 1941 pour mettre sur pied un nouveau Rassemblement pour la Révolution nationale[(1144)].

Même sur le plan de la collaboration, il s'en tenait à la ligne de Pétain : la politique de collaboration dépassait pour l'heure les Français vaincus ; sa mise en œuvre était entre les mains de l'Allemagne[(1145)]. Au Conseil national du PPF de la zone non oc-

cupée qui eut lieu en décembre 1940, il se présenta comme « l'un des hommes les plus prudents » dans les rapports avec les Allemands ; les contacts qu'il avait eus avec eux n'avaient été pris que « sur mandat précis du gouvernement ». Il ne réclamait plus l'entrée en guerre de la France contre l'Angleterre, se bornant à recommander de rendre coup pour coup si la France voulait « rester une grande nation maîtresse de son espace vital[(1146)] ». Comme Déat, il était partisan d'une rupture économique avec le monde anglo-saxon et d'une réorientation vers un bloc économique continental ; mais, contrairement à lui, il affirmait que la France devait redresser son économie avant de s'intégrer dans ce bloc ; faute de quoi, elle serait dans l'incapacité d'y « prendre sa place légitime ». Une « santé économique forte » et une « indépendance véritable » en matière économique devaient être « à la base de la rencontre européenne[(1147)] ».

Derrière sa fidélité à Pétain, il maintenait son identité et ses conceptions, n'étant certes pas devenu un maréchaliste à la manière du colonel de La Rocque. S'il soutenait la Révolution nationale, c'était pour le potentiel qu'elle représentait, non pas en raison de réalisations bien insuffisantes à son gré. La révolution à accomplir demeurait aussi simple que brutale, se ramenant à une série de répressions : châtiment des responsables de la guerre, épuration politique et administrative, mise à l'écart des juifs de la vie nationale, poursuite des francs-maçons, des communistes, des gaullistes. Sur ce plan, le PPF se trouvait au diapason de l'extrême droite parisienne. Parmi les rédacteurs du *Cri du Peuple*, Rebatet était avec Lèbre l'un des plus acharnés dans l'expression de sa haine, invitant les Français à « traquer les gaullistes » et le gouvernement à durcir la législation antisémite de manière à « en finir avec les juifs » ; écrivant qu'il fallait les chasser de France, il ajoutait : « Nous ne réclamons donc pas leur extermination[(1148)] » : une précision révélatrice de ce qui s'insinuait dans l'esprit de ces hommes.

De son côté, Lèbre pourfendait la menace polymorphe du gaullisme auquel il identifiait les communistes, les francs-maçons, les juifs, mais aussi les catholiques comme Champetier de Ribes, le PSF et certains royalistes comme Thierry Maulnier[(1149)]. Il dénonçait en outre l'insuffisance de la révolution vichyssoise en des termes sans équivoque :

> Il doit être créé de l'irrémédiable. Un fossé doit être creusé. Avec, dans le fond, et pour le rendre infranchissable, un peu de sang. Celui des responsables de tous nos malheurs[(1150)].

La nouvelle France devait être « totalitaire », écrivait quant à lui Jean-Marie Aimot, et Lèbre lui faisait écho en parlant des « fanatiques », des « fanatiques de la France » qui feraient naître le nouvel ordre[(1151)]. Doriot se montrait moins extrême dans son expression, mais ce n'était qu'une affaire d'expression. En septembre 1940, il avait réclamé le règlement de la « question juive », notamment par l'établissement d'un *numerus clausus* et l'abrogation du décret Crémieux ; solutions provisoires, précisait-il, l'Europe devant décider après la guerre d'assigner aux juifs « un territoire lointain ». Il approuva le Statut des juifs d'octobre 1940, mais y compris les exceptions qu'il contenait en faveur des juifs anciens combattants, ce qui indique qu'il n'adoptait pas encore une ligne raciste[(1152)].

Pour ce qui était de la collaboration, son attitude apparemment alignée ne doit pas non plus faire illusion sur ses motifs et ses intentions. Les réticences et la prudence qu'il manifestait à l'égard de l'occupant s'expliquent à la fois par le souci de préserver ses relations avec Pétain et par une réelle méfiance. L'imprégnation nationaliste qu'il avait subie dans l'immédiat avant-guerre y avait sa part, mais l'attitude allemande à l'égard de l'URSS en était la raison fondamentale. La logique de ses positions antérieures le conduisait à attendre de l'Allemagne un choix clair ; telle qu'il la concevait, la collaboration avec elle ne

pouvait se développer qu'après la rupture de cette entente germano-soviétique qu'il persistait à juger « contre nature ». Il gardait à cet égard bon espoir, étant dans la conviction que, au lendemain de sa victoire à l'Ouest, Hitler se retournerait contre Staline[(1153)].

Dans l'immédiat, l'enlisement des rapports franco-allemands le préoccupait et l'amena à s'interroger sur le moyen qui débloquerait la politique de collaboration. Il en vint ainsi à lier le succès de cette dernière à la transformation intérieure du pays. Au Conseil national de décembre 1940, il déclara compter « pour le redressement de la France sur une certaine similitude de sentiments, de méthodes avec les autres pays. C'est là que nous trouverons le secret de notre force pour discuter avec eux ». Lui aussi en était réduit à espérer que Hitler serait mis en confiance par la parenté des régimes ; tenant à se soustraire à l'accusation de vouloir plagier le nazisme, il parlait en effet d'un ordre nouveau « d'un type voisin des autres États européens[(1154)] ». Il se mit ainsi à faire campagne pour la création d'un parti unique qu'il disait indispensable à la rénovation du pays, la nation étant inapte à se guider elle-même et l'État ne la guidant pas. De même que Déat, il avait pleinement conscience de l'isolement, dès le départ, des partisans de la collaboration au sein de la population ; le moyen de « redresser » l'opinion publique, il le voyait dans la camisole de force d'un parti totalitaire[(1155)]. L'ambition qu'il avait de diriger la France selon une formule qui, seule, pensait-il, permettrait d'engager la collaboration avec l'Allemagne nazie, l'espoir fondamental de voir celle-ci se retourner un jour contre l'URSS, tout cela ne pouvait que le faire glisser dans le camp allemand en proportion des difficultés rencontrées.

Au printemps 1941, il pouvait mesurer le piétinement de son action. Pétain demeurait sourd aux invites qu'il lui adressait de durcir la Révolution nationale et paraissait moins porté que jamais à faire appel à lui. C'est qu'il manquait d'atouts et d'ap-

puis ; il pouvait mesurer le tort que lui causait l'absence des hommes qui avaient rompu avec lui en 1938 et dont beaucoup étaient en train de peupler les avenues ministérielles de Vichy. La plus grande partie des anciens démissionnaires s'était regroupée autour de Le Roy Ladurie et de Barnaud, et il fut bientôt question d'eux comme de l'équipe Worms ; ce groupe était en réalité sans cohésion, se divisant entre les pôles représentés d'un côté par Drieu-Marion-Arrighi-Benoist-Méchin, favorables à une large politique de collaboration et qui finirent par se rapprocher de Doriot, et, de l'autre, par Barnaud-Le Roy Ladurie-Pucheu qui allaient mener une collaboration d'« affaires », indexée sur l'évolution de la situation mondiale[(1156)]. Plusieurs de ces hommes, notamment Marion, Barnaud et Pucheu, arrivèrent au gouvernement avec Darlan au printemps 1941, amenant dans leurs cabinets Loustau, Paringaux, Popelin, tandis que de Plas aboutissait au cabinet de Pétain. La plupart des anciens VN allaient évoluer vers la rupture avec la politique de collaboration et avec le régime de Vichy, les uns se réfugiant dans l'attentisme, les autres passant à la résistance comme de Plas, d'autres enfin ralliant le giraudisme, comme Popelin, ou tentant de le faire, comme Pucheu, pour se retrouver à Alger devant le poteau d'exécution. Dans l'ensemble, de la même façon que leur nationalisme les avait amenés à rompre avec le doriotisme, de même les porta-t-il à briser avec Vichy, malgré tout ce qu'ils approuvaient dans le nouveau régime.

Les bonnes fortunes de l'équipe Worms au printemps 1941 n'étaient d'aucun avantage pour Doriot, d'autant moins que Pucheu lui gardait une hostilité inébranlable et qu'il allait occuper à partir d'août le ministère de l'Intérieur. Pour l'heure, Vichy continuait à le soutenir de ses subventions, Darlan levant au surplus certains obstacles qui gênaient l'activité de son parti en zone non occupée[(1157)]. Mais tout cela ne pouvait pallier la faiblesse de ses positions. En janvier 1941, l'ambassade, reprenant peut-être un chiffre fourni par les doriotistes, attribuait au PPF

30 000 adhérents et 4 000 activistes. Les services de la police française étaient plus sévères : en août 1941, ils parlaient de 4 000 adhérents en zone occupée, dont 2 700 à Paris, et de 6 000 en zone non occupée[(1158)]. Sa zone d'influence demeurait en tout cas très étroite, comme le montre l'échec du *Cri du Peuple*. De 80 000 exemplaires en novembre 1940, son tirage chuta à 30 000 en avril 1941 et sa situation était en réalité bien plus grave puisque, en juillet 1941, il avait 65 % d'invendus[(1159)]. Un rapport du SD faisait mention dès février 1941 des difficultés financières du journal et évoquait une disparition prochaine[(1160)]. Apparemment, Doriot trouva l'argent nécessaire et *le Cri du Peuple* vécut jusqu'à la fin de l'occupation, accroissant même son tirage d'année en année (jusqu'à 115 000 exemplaires en juillet 1944), en quoi il faut voir le pur effet d'un appui de l'occupant. Déat avait des lecteurs, à défaut d'avoir des partisans ; l'inverse était vrai pour Doriot : en dehors des « fanatiques de la France » qu'il prétendait réunir, le doriotisme ne pouvait connaître que des réfractaires à mettre au pas.

L'opération de séduction lancée en direction des milieux populaires se soldait ainsi par un échec retentissant. Doriot avait toutefois réussi à attirer à lui un petit groupe de communistes dissidents menés par Marcel Gitton, ancien membre du BP, et qui comprenait parmi ses animateurs des parlementaires comme Capron, Clamamus, Parsal, Brout. La dissidence de 1939-1940 avait d'ailleurs essentiellement touché des élus, rarement des hommes de l'appareil. Le tiers des parlementaires communistes avait rompu, mais seul Gitton appartenait au CC ; par contre, sur les 15 maires que comptait le groupe parlementaire, 10 avaient désavoué leur parti, et 8 conseillers généraux sur 17[(1161)]. En somme, c'étaient les bénéficiaires de la tactique de front populaire qui avaient le plus ressenti la nécessité de marquer leur désaccord avec le changement de ligne effectué par Moscou. Mais, pour toute leur sensibilité à l'état de l'opinion, c'étaient des hommes qui avaient été suffisamment

marqués par leur engagement communiste pour manifester le même syndrome de retournement et de vengeance que Doriot.

A en juger par la presse, ils ne furent que quelques-uns à rallier Doriot, et moins son parti que le rassemblement mis en train par lui à la fin de l'été 1940. Dans tous les cas, Gitton et ses amis donnèrent leur allégeance à la Révolution nationale, condamnant l'ancien régime et se prononçant pour une collaboration « loyale » avec l'Allemagne. En mai 1941, à la veille de sa rupture avec Doriot, Gitton déclarait devant le Congrès PPF de la région parisienne que la guerre avait vu s'affronter deux régimes, un jeune et un vieux, et que, pour se relever, la France ne devait pas « tenter de ressusciter un cadavre », mais « prendre exemple sur le jeune régime, sans chercher à le copier servilement[(1162)] ». Les nouveaux dissidents furent toutefois très en retrait par rapport à l'extrémisme de leurs associés ; dans les articles qu'ils fournirent au *Cri du Peuple*, l'antisémitisme était pour ainsi dire absent, les thèmes développés étaient sociaux et économiques plus que politiques. Leur association avec Doriot leur apparut bientôt comme un handicap pour leur entreprise de reconquête de la classe ouvrière, les déterminant à la rupture. Quelques-uns d'entre eux, tels Albert Clément, Émile Nedelec, Fernand Soupé, demeurèrent au PPF, mais la majorité se retrouva au POPF. Il reste que leur premier mouvement, dans la désagrégation de leur univers politique et le bouleversement de la défaite, avait été de rallier le dissident de 1934, en dépit du passé d'extrême droite qu'il avait derrière lui. Leur séparation en mai 1941 ne les empêcha pas de mener une politique de collaboration qui manifestait la communauté avec Doriot d'une volonté de revanche typique des dissidents du mouvement communiste stalinien.

Aux obstacles que Doriot rencontrait à Vichy, à la faiblesse du développement du PPF, à l'inefficacité de ses efforts de regroupement, s'ajoutaient les contrariétés rencontrées auprès des autorités d'occupation. Dès le début, Abetz avait été défa-

vorablement disposé à son égard ; le contentement que Doriot manifesta lors du renvoi de Laval n'améliora pas leurs rapports. Au début de janvier 1941, Abetz indiqua aux différentes autorités d'occupation qu'il importait d'observer « la plus grande prudence » dans les rapports avec le PPF[1163]. Le PPF demeurait interdit, alors même que Déat s'apprêtait à lancer son parti avec l'appui de l'ambassade ; Doriot se trouvait ainsi confronté à une concurrence redoutable qui allait contribuer à le pousser vers la collaboration. En butte à la défiance de l'ambassade, il n'était toutefois pas sans atouts, ayant rapidement fait le repérage des multiples instances allemandes qui opéraient en France dans une rivalité magnifiée par l'enchevêtrement de leurs compétences. De tous les dirigeants de la collaboration parisienne, il allait se révéler le plus habile et le plus résolu à jouer de ces rivalités. Dès l'automne 1940, il était entré en relation avec la Section VI de la SS, chargée du travail politique et que dirigeait le capitaine Reinhard Noseck ; au printemps 1941, il établit une liaison solide avec l'Abwehr, cette dernière intervenant auprès de l'ambassade pour obtenir la reconnaissance du PPF[1164].

En avril 1941, le PPF reçut une reconnaissance *de facto*, étant désormais considéré comme un parti « toléré » (l'autorisation officielle vint en décembre 1941)[1165]. Il put tenir des réunions, et probablement reçut-il à partir de ce moment les subventions de l'ambassade. Il est douteux que les recommandations de l'Abwehr aient pu à elles seules produire ce résultat. Doriot avait certainement donné à Abetz des assurances sur une volonté de collaboration qui allait être publiquement exprimée quelques semaines plus tard. Les difficultés de sa position l'amenaient à se rapprocher du vainqueur, à la fois pour trouver des ressources et pour rester dans la course. Ce glissement n'était pas que circonstanciel, il se conformait à une logique. Comme l'exprima Lèbre, les doriotistes ne croyaient pas probable une victoire britannique, ils ne la jugeaient en tout cas pas souhaitable : ce serait le retour triomphal des juifs et des

francs-maçons et l'éclatement d'une crise révolutionnaire. La politique de collaboration était donc la seule possible, « la chance ultime » de redressement pour la France. « Nous ne sommes pas sûrs, concluait-il, que cette politique réussira », mais il n'y avait « rien d'autre à tenter pour le salut du pays[1166] ».

L'accentuation de la position de collaboration du PPF apparut dans les discours que prononça Doriot le 4 mai, à l'occasion du Congrès de la région parisienne, et le 25 mai, lors du Congrès de la zone occupée. Comme par le passé, il répétait que l'Europe de 1941 connaîtrait le même sort que celle de 1919 « si la France y entrait mutilée, contrainte, forcée ». « L'intérêt de l'Allemagne » était d'obtenir « l'adhésion de la France », celui de la France « de donner son adhésion à l'ordre nouveau ». Mais il affichait à présent sa confiance dans la victoire de l'Allemagne, même si les États-Unis entraient en guerre. Il réclamait en outre du gouvernement français la reconquête des colonies passées sous la coupe des gaullistes et des Britanniques, une demande qu'il s'était abstenu de formuler pendant l'automne et l'hiver précédents et qui ne pouvait résulter qu'en un état de belligérance avec la Grande-Bretagne[1167]. Sa prise de position fit grande impression à Vichy, amenant Du Moulin de La Barthète à déclarer qu'il était « allé beaucoup trop loin[1168] ».

Il avait tout autant durci le ton en matière de politique intérieure. Il exigeait toujours l'accomplissement d'une vraie Révolution nationale : « Il est intolérable, déclara-t-il, que le sang de Mandel n'ait pas servi à marquer d'un trait rouge la ligne de démarcation entre la Troisième République et la Révolution nationale. » Mais il adoptait à présent une position raciste, où il faut peut-être voir le désir de complaire à ses contacts de la SS. Les juifs étaient racialement inassimilables et les Français, qui étaient des Aryens incontestables, devaient être protégés de leur « pollution » ; il fallait interdire aux juifs d'épouser des

Françaises, et, de façon générale, protéger la race française par l'instauration de « visites prénuptiales » et « l'interdiction de procréer aux sujets chargés d'une lourde hérédité ». Les francs-maçons enfin devaient être poursuivis impitoyablement, eux qui étaient les tenants de la doctrine de l'égalité entre les individus et les races. Doriot avait conclu ses discours en réclamant que le pouvoir fût confié aux « révolutionnaires » et les cris de l'assemblée firent chorus à sa revendication : « Doriot au pouvoir[(1169)]. »

En revendiquant l'occupation du pouvoir, il signait sa prise de distance à l'égard du régime de Vichy. Quant au rapprochement qu'il opérait en direction du vainqueur, il se traduisit dès avril 1941 dans l'élaboration de projets de collaboration avec certains services allemands. Le 10 mai, un responsable de l'Abwehr adressait à la Section de propagande de la Wehrmacht à Berlin un rapport selon lequel le PPF avait donné son accord pour mener un travail de propagande d'« intérêt commun » dans la zone non occupée et en Afrique du Nord ; une annexe transmise par le PPF présentait un plan de financement d'un montant de 500 000 francs par mois[(1170)]. Que le marché ait été conclu ou non, la disposition manifestée par Doriot était sans équivoque ; avant même qu'ait lieu l'agression allemande contre l'URSS, dont il est douteux qu'il ait pu connaître la proximité, il s'était rapproché du vainqueur afin d'assurer sa survie politique et se trouvait jouant sur les deux tableaux de Vichy et de Paris.

Justifiant son engagement en faveur de la collaboration, il déclara le 25 mai : « Comme Français, j'évite le pire à mon pays ; comme Européen, j'aide à unifier le continent ; comme révolutionnaire, je pousse la France dans la voie de la révolution nationale et sociale[(1171)]. » Il adoptait ainsi la phraséologie de la collaboration parisienne. « Éviter le pire » à la France : l'acceptation de la défaite et de son prix était publiquement affirmée, et par un homme qui était conscient de l'incertitude qui

subsistait sur l'issue du conflit. En février 1941, le colonel Groussard, un spécialiste des questions du renseignement chargé à Vichy de la protection du gouvernement, lui avait fait connaître par l'intermédiaire de Barthélemy son analyse de la situation, qui concluait à la défaite ultime de l'Allemagne ; il lui avait vivement conseillé de partir s'établir en Afrique du Nord, où le PPF disposait de bases importantes, pour y lancer l'œuvre de résistance nationale qui permettrait après la guerre d'effectuer la rénovation du pays. Selon Barthélemy, les propos de Groussard firent impression sur Doriot, mais sans entraîner sa conviction[(1172)]. C'est que la défaite de l'Allemagne aurait tourné à l'avantage de l'URSS et que la victoire de l'Angleterre aurait rendu impossible après la guerre une rénovation de la France selon les lignes qu'il souhaitait.

Engagé dès le mois de mai, le passage de Doriot dans le camp allemand fut accompli avec l'attaque du 22 juin contre l'URSS. Ce jour-là, le PPF tenait à Lyon son Congrès de la zone non occupée ; la nouvelle souleva, selon Barthélemy, une émotion indescriptible parmi les dirigeants du parti[(1173)]. Doriot déclara que, pendant cinq ans, il avait « parcouru ce pays comme animé par une idée fixe », la lutte contre le communisme, et que l'heure du châtiment était venue. « S'il y a une guerre qui m'est sympathique, c'est celle-là », s'exclama-t-il, et les propos qu'il tint dans les jours suivants attestent le sentiment de délivrance qu'il éprouvait. Ainsi saluait-il, avec un lyrisme que son objet rendait apocalyptique, « ce jour comme le navigateur, après une nuit de tempêtes, salue l'aube qui lui montre la terre nouvelle qu'appelaient ses vœux[(1174)] ». L'événement satisfaisait ses attentes les plus profondes, en même temps qu'il lui ouvrait des perspectives qu'il s'empressa de mettre à profit. « La croisade contre le bolchevisme donne son véritable sens à la guerre actuelle », proclama-t-il ; il était impossible que la France en fût absente et il proposa immédiatement l'envoi d'une force française sur le front de l'Est.

« Doriot au pouvoir ! »

Le PPF déploya les plus grands efforts pour faire de la LVF une force véritable et un instrument de ses desseins ; Doriot décida de s'engager lui-même. De son point de vue, une participation française à ce qui s'annonçait comme une campagne courte et victorieuse ne pouvait être que profitable. La conquête par l'Allemagne d'un « espace vital » à l'Est la rendrait plus disposée à ménager la France, et d'autant plus que des Français auraient apporté leur contribution à cette conquête. La LVF pourrait en outre fournir la force militaire qui permettrait plus tard à ses dirigeants de s'imposer en France. Dans un meeting tenu en octobre 1941, Barthélemy, parlant des légionnaires PPF partis avec Doriot, déclara à leur propos : « Lorsqu'ils reviendront, plus que d'autres ils auront des droits sur nous. » A travers leur combat, ils reconstituaient « une nouvelle élite française » et effaçaient « les longues erreurs de notre peuple[1175] ». Le PPF se forgeait une mythologie équivalente à celle des corps francs allemands du lendemain de la Grande Guerre ; mais, dans son cas, la rédemption nationale passait par la participation à une guerre étrangère sous l'uniforme du vainqueur. Doriot avait fait ce « saut dans l'inconnu » que Pucheu allait condamner en mars 1942 dans sa conversation avec Déat. Dans sa décision de partir combattre en Russie, le calcul politique s'était indissociablement mêlé à une volonté de revanche personnelle, désormais insérée dans un ensemble d'attitudes qui portaient les valeurs de combat, de haine et de mort propres aux fascismes.

La LVF ne répondit pas aux attentes de Doriot. A Abetz qui proposait l'enrôlement de 30 000 volontaires, Berlin opposa son refus de dépasser le chiffre de 10 000, au maximum de 15 000[1176]. Les recruteurs allemands se montrèrent sévères, et, de son côté, le gouvernement français ne fit rien pour faciliter

l'opération, redoutant la constitution d'une petite armée placée sous le contrôle des Allemands et des collaborateurs de Paris. La faiblesse du recrutement vint tôt dissiper les inquiétudes convergentes de Berlin et de Vichy. Il fallut près de deux ans pour que le chiffre des 10 000 volontaires fût atteint, sur lesquels un peu plus de 6 000 furent retenus[(1177)]. Le PPF en fournit une partie considérable, plus de la moitié selon un responsable allemand[(1178)]. Comme Doriot fut le seul dirigeant parisien de premier plan à partir sur le front de l'Est, il y avait, bien que dans une mesure très limitée, de quoi justifier les inquiétudes de Vichy, sans pour autant offrir à Doriot l'instrument dont il avait pu rêver.

Au cours des années suivantes, et surtout en 1943-1944, il allait effectuer de longs séjours sur le front de l'Est ; en 1941-1942, à part quelques mois d'absence, il demeura la plus grande partie du temps en France. Une visite qu'il fit à Vichy en janvier 1942 lui permit de prendre la mesure du fossé qui le séparait de ses anciens alliés. Selon ce qu'il en dit à Déat, Pétain, après lui avoir parlé de l'« écrasement » du bolchevisme, n'avait plus parlé que de sa « dislocation[(1179)] » ; ce souhait d'une victoire allemande limitée indiquait l'écart des conceptions. Quant à Darlan, il fit à Doriot un accueil glacial ; c'étaient deux adversaires qui se faisaient face[(1180)]. Pucheu résuma la situation lorsqu'il déclara à Déat que Doriot avait « brûlé ses vaisseaux du côté de Vichy » et qu'il jouait « la carte Quisling[(1181)] ». En août 1941, en réponse au début de la résistance armée et à la coopération des groupements parisiens au sein de la LVF, Vichy avait décidé d'interdire dans sa zone l'activité des partis ; Pucheu avait signifié aux responsables du PPF qu'il était décidé à ne pas tolérer d'écarts de leur part[(1182)]. Même si les subventions de Vichy furent poursuivies, Doriot n'avait plus aucune chance de parvenir au pouvoir par un appel de Pétain ; il ne lui restait plus en effet qu'à gagner l'appui du vainqueur.

Avant de repartir pour l'Est, il prit part le 1er février 1942 à une grande manifestation organisée par le Comité directeur de la LVF au Vél'd'Hiv. Curieux et adhérents des partis de collaboration étaient venus en nombre – 15 000 environ selon une estimation raisonnable[1183]. Dans son discours, il célébra la bravoure des combattants de l'est et la « lucidité sans pareille » de Hitler, qui avait prévenu le danger d'un bolchevisme déferlant sur l'Europe. Il déclara à ce propos : « L'Europe est menacée d'un tel danger qu'on nous excusera d'avoir brûlé les étapes de la réconciliation franco-allemande. » Par le besoin de justification qui s'y exprimait, le propos révélait un malaise certain, la conscience de se trouver en porte-à-faux avec les valeurs nationales qu'il avait professées dans les dernières années. En tout cas, il n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser ses compatriotes hostiles à la collaboration, les bourgeois et les intellectuels, « ces petits bourgeois imbéciles », qui plaçaient leurs espoirs dans la victoire de Churchill et de Staline[1184].

A l'exception de deux brefs séjours à l'Est, il passa l'essentiel de 1942 en France. Au printemps, sa préoccupation fut de trouver le moyen d'exploiter à son profit la crise gouvernementale qui aboutit en avril au remplacement de Darlan par Laval. Il disposait à Vichy de l'appui d'hommes comme Marion, Benoist-Méchin et Arrighi, qui pressaient Pétain, au début d'avril, de faire appel à la fois à Laval et aux dirigeants du PPF et du RNP[1185]. De son côté, il entreprit une tournée de manifestations dans les grandes villes de zone occupée, au cours de laquelle il fit savoir que « le gouvernement dans sa forme actuelle » [il s'agissait encore de Darlan] n'était plus « susceptible d'inspirer confiance à l'Europe » et que, pour sa part, il n'accepterait de participer au pouvoir « qu'à la condition expresse et préalable que les responsables de la guerre soient fusillés[1186] » ; en d'autres termes, le gouvernement en question devait être sous sa direction. Laval revenu au pouvoir, le PPF lui accorda

son soutien, tout en l'appelant à s'appuyer sur lui[1187]. Ce soutien était donc hautement conditionnel, et les relations entre Laval et Doriot tournèrent rapidement à l'orage, comme pouvaient le laisser prévoir leurs rapports passés.

Des contacts avaient en effet existé depuis le 13 décembre ; à la fin de 1941 notamment, Fossati et Barthélemy étaient allés proposer à Laval, qui s'en tint à un refus prudent, la formule d'un gouvernement dans lequel il aurait détenu les Affaires étrangères et Doriot l'Intérieur. Le 8 janvier 1942, Doriot lui-même s'entretint avec Laval, sans parvenir à le faire changer d'avis ; il obtint du moins la promesse de facilités ultérieures pour le PPF en échange d'un appui de propagande pour le retour de Laval au pouvoir. C'était l'extrême limite que celui-ci était décidé à ne pas dépasser ; comme il le dit aux lieutenants de Doriot, il n'avait aucun désir de tenir le rôle d'un Kerenski. La rupture entre les deux hommes se trouva consommée lorsque Laval revenu au gouvernement eut refusé à Doriot l'autorisation d'effectuer une tournée de propagande en zone non occupée et en Afrique du Nord ; il est vrai que Doriot déclarait déjà publiquement qu'il entendait arriver au pouvoir et l'occuper sans partage[1188]. Au cours de l'été, le PPF tourna sa machine de propagande contre le gouvernement ; ses conférenciers annoncèrent en chœur l'arrivée au pouvoir prochaine de Doriot[1189]. Cette campagne d'agitation et d'intimidation était accompagnée de la tenue des Congrès départementaux du parti et s'amplifia avec l'approche du Congrès national qui devait se tenir au début de novembre.

Doriot se posait en prétendant à la direction du pays et défiait le gouvernement de Vichy d'une manière qui ne se concevait que sur la base de la complaisance, sinon des encouragements, de certains services allemands et qui ne peut être comprise qu'en relation avec un certain contexte. Le contexte, c'était l'accroissement des exigences de l'occupant, qui concernaient notamment la déportation des juifs et l'envoi de tra-

vailleurs français en Allemagne ; c'était aussi le durcissement des autorités allemandes envers la résistance, comme il apparut par la décision prise par Hitler en avril 1942 de confier à la SS la responsabilité de l'ordre dans la zone occupée. Heydrich, l'adjoint de Himmler, vint en mai installer dans ses fonctions le général SS Oberg ; à cette occasion, il fit savoir à Laval qu'il était partisan de confier des responsabilités dans le maintien de l'ordre aux groupements de collaboration[(1190)]. L'idée était celle de la SS, et c'est pourquoi Heydrich n'insista pas pour sa réalisation ; l'incident montre du moins que, du point de vue des services de sécurité allemands, l'arrivée au pouvoir de Doriot et des partisans pouvait avoir son intérêt.

Dans ses Mémoires, Barthélemy rapporte qu'il rencontra Heydrich à Prague, en compagnie de Fossati, à la fin de mars 1942 et que l'entretien porta notamment sur l'attitude du PPF en face d'un éventuel retour de Laval au pouvoir. Les responsables doriotistes avaient déclaré que le PPF n'entendait pas participer inconditionnellement à un gouvernement Laval ; leur ambition était d'occuper eux-mêmes le pouvoir afin d'appliquer une politique à laquelle l'Allemagne devait fournir les conditions indispensables. En substance, le PPF offrait un engagement total de la France aux côtés de l'Allemagne, y inclus la guerre avec la Grande-Bretagne et les États-Unis, la prise de contrôle de la Méditerranée et la contribution du potentiel économique français à l'effort de guerre européen, en échange d'une révision totale des rapports nés de l'armistice : passage à l'état de cobelligérance, voire à une alliance entre les deux pays, retour des prisonniers de guerre, révision du statut de l'Alsace-Lorraine[(1191)]. Ces propositions n'ont apparemment pas laissé de traces dans les archives, mais leur réalité paraît probable ; les doriotistes ne pouvaient espérer restaurer la France qu'au prix de son engagement total dans la guerre allemande, et, en définitive, au prix de sa ruine. Les dirigeants de la SS n'étaient pas en mesure, quand bien même ils l'auraient sou-

haité, de répondre favorablement au marché du PPF ; mais il n'est pas douteux qu'ils aient été intéressés par les facilités que pouvait offrir pour leur tâche de maintien de l'ordre un parti comme celui de Doriot. On en vit un premier exemple lors de la grande rafle du Vél'd'Hiv le 16 juillet, à laquelle 300 à 400 militants PPF en uniforme du parti prêtèrent la main[(1192)]. Dans la mesure où la SS n'encouragea pas Doriot dans sa campagne pour le pouvoir, il est très probable qu'elle ne l'en découragea pas ; Laval était en tout cas persuadé qu'elle appuyait Doriot et il fit pression sur elle pour l'en détourner[(1193)].

Doriot jouissait des faveurs d'autres services allemands, notamment de l'Abwehr et de la Propaganda Abteilung. La première avait trouvé dans le PPF une organisation toute disposée à coopérer à la répression de la résistance communiste ; depuis la fin de 1941, les services de renseignements du PPF, placés sous la responsabilité d'Albert Beugras, échangeaient contre subventions les informations qui pouvaient intéresser le contre-espionnage militaire allemand[(1194)]. La seconde, qui était intégrée aux services de la Wehrmacht, tout en dépendant du ministère de Goebbels, montrait depuis l'automne 1941 un intérêt soutenu pour le PPF que ses responsables dépeignaient à l'intention de Berlin comme le parti de collaboration le mieux organisé, le plus dynamique et le plus efficace en matière de propagande. Cet intérêt trouva son expression dans l'attribution au PPF de sommes importantes pour mener des campagnes anticommunistes et antisémites[(1195)].

Par les services qu'une organisation active et bien implantée lui permettait de rendre à certains éléments de l'appareil d'occupation, Doriot était devenu un relais important de l'action allemande en France. Il pouvait donc penser qu'une revendication de pouvoir pourrait rencontrer l'acquiescement de certains milieux bien placés. Le fait majeur reste qu'il lança et mena l'opération de lui-même, en conscience des risques que son bluff comportait. Il savait devoir se heurter à l'opposition de

l'ambassade, qui le voyait avec une irritation croissante exploiter avec ténacité et ruse les rivalités entre services allemands pour tenter d'échapper à son contrôle. Dans l'été de 1942, elle utilisa Déat et le RNP pour lui faire obstacle et le soumit à des pressions grandissantes pour le faire adhérer au FRN, qui aurait permis de l'encadrer.

La détermination de Doriot alla jusqu'à l'engager dans une épreuve de force. En août, Fossati déclara à l'un des responsables de la Propaganda Abteilung que le PPF refusait de s'intégrer au parti unique et qu'il était décidé à continuer son action, même s'il ne devait plus être soutenu « ni moralement ni matériellement » par les Allemands[(1196)]. Le 26 août, une réunion eut lieu à l'Ambassade, au cours de laquelle Doriot confirma sa position à Achenbach : il était intransigeamment opposé au parti unique et n'admettait de coopération avec les autres groupements que pour la réalisation d'actions communes[(1197)]. Le 1er septembre, une rencontre eut lieu, en présence d'Achenbach, entre Laval et Doriot ; le second critiqua la faiblesse de la politique antijuive et antibritannique du premier et réaffirma son refus d'entrer dans le parti unique[(1198)]. La confrontation entre l'ambassade et le PPF finit par provoquer l'intervention de Berlin, Abetz s'étant plaint auprès de son ministre que certains cercles allemands contribuaient à diffuser la rumeur d'une prise de pouvoir par Doriot. Le 21 septembre, Ribbentrop fit savoir à Abetz que Hitler demandait de faire cesser les bruits qui couraient en France, y compris dans certains services allemands, suivant lesquels Doriot remplacerait prochainement Laval[(1199)].

La tactique sur le fil du rasoir suivie par Doriot avait ainsi amené Berlin à déclarer son soutien à Laval et dressé contre lui l'ambassade et les autres groupements de la collaboration parisienne, sans oublier Laval bien entendu, qui réagit en éliminant de son gouvernement Benoist-Méchin, devenu le porte-parole

de Doriot à Vichy. Mais cela ne le détourna pas de poursuivre sur la voie qu'il s'était fixé, et, en octobre, ses relations avec l'ambassade en étaient au point où Achenbach menaçait de dissoudre le PPF s'il ne s'associait pas au RNP et ne faisait pas une déclaration de solidarité avec Laval. Doriot refusait toujours de plier, convaincu qu'il était, selon Fossati, que Laval et les gens de l'ambassade étaient au bas de la pente, alors que le PPF continuait de recruter[(1200)]. Le 30 octobre, Achenbach le menaça une fois de plus, en présence de Déat dont la joie était grande, de lui couper les vivres s'il n'entrait pas au FRN[(1201)].

C'est dans ce climat d'extrême tension que s'ouvrit le IV^e^ Congrès du PPF. Doriot avait fait battre le rappel de tous ses partisans disponibles, puisque le Congrès réunit plusieurs milliers de délégués, 7 000 selon le parti. Cette mobilisation avait manifestement pour but d'impressionner les Allemands en leur faisant la démonstration que le PPF disposait de la force nécessaire à la mise en œuvre d'une collaboration totale. Doriot prononça un discours-fleuve de plusieurs heures, où il retraça toute son évolution politique, avant de présenter la doctrine et les buts de son parti. Il déclara notamment que son objectif était d'instaurer un État populaire français qui ferait de la France un pays totalitaire. Il répéta publiquement son refus d'une fusion du PPF avec d'autres partis ; son principe intangible était « un parti, un Chef ». Vis-à-vis du gouvernement, tout en soulignant l'existence de divergences entre Laval et lui, il adopta une attitude de soutien verbal dont la conditionnalité n'était que trop apparente ; il mesurait sans doute que l'attitude de Berlin ne lui laissait d'autre choix que celui d'une éventuelle participation à un gouvernement présidé par Laval, permettant de préparer une prise de contrôle ultérieure[(1202)].

Le 8 novembre au matin, l'annonce du débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord plongea dans l'accablement et la colère les dirigeants du PPF. La perte d'un atout fondamental – dans la perspective de collaboration qui était la leur –, la perte

d'importantes bases de leur parti exacerbèrent leur volonté de parvenir au pouvoir. Le PPF avait prévu de tenir ce jour-là pour la clôture de son Congrès une grande manifestation au Vél'd'Hiv', que le gouvernement décida au dernier moment d'interdire en alléguant la situation en Afrique du Nord. Les participants déjà présents défilèrent alors dans les rues, se heurtant par endroits aux forces de l'ordre et faisant résonner les cris de « Laval trahison », « Laval au poteau[1203] ». Le même jour, Doriot réclama du gouvernement une déclaration de guerre aux Anglo-Saxons et proposa la conclusion entre la France et l'Allemagne d'un pacte impérial pour la défense et la reconquête de l'Afrique[1204]. Tout comme Déat, les dirigeants du PPF crurent que les événements allaient décider les Allemands à briser les résistances de Laval et à le contraindre à faire appel à leur concours. C'était « l'heure de Doriot », proclamait Laubreaux, et, dans les jours suivants, les dirigeants du parti se répandirent en propos violents contre Laval ; Barthélemy et Fossati allèrent jusqu'à dresser devant Abetz lui-même un violent réquisitoire contre sa politique, en lui attribuant, ainsi qu'à Laval, la responsabilité de la perte de l'Afrique du Nord[1205]. Leur état d'esprit s'exprimait dans l'exaltation des valeurs de lutte et de force que fit Barthélemy au lendemain du 8 novembre. L'amour de la force, proclamait-il, était nécessaire et urgent, la force étant « bonne et belle en soi », « bonne et belle en ses effets[1206] ».

Ces ultimes éclats ne furent d'aucun profit à Doriot. Abetz, qui pressait alors Berlin de l'autoriser à imposer la formation d'un front unique des groupements de collaboration, dénonça la nouvelle campagne antigouvernementale lancée par le PPF, une fois de plus avec l'aide de certains services allemands, alors que Déat, soulignait-il, avait assuré Laval de sa loyauté inconditionnelle. Renouvelant son souhait d'un regroupement des collaborateurs parisiens et de leur participation au gouvernement, il écrivit que, dans le cas de la création d'un parti unique, il fal-

lait éviter que sa direction ne tombât dans les mains d'un groupement actif comme celui de Doriot, parce que celui-ci pourrait « finir par s'imposer et susciter plus tard peut-être une mystique nationale capable de rénover la France dans le sens national-socialiste[1207] ». Si l'épreuve de force avec Doriot se dénoua conformément à ses désirs, il n'eut pas l'occasion de savourer la défaite de son adversaire. Ribbentrop, visiblement exaspéré par les préoccupations de politique intérieure française de son subordonné, lui répondit en le priant de se borner désormais à transmettre les communications du gouvernement français sans prise de position personnelle[1208]. Rappelé peu après en consultation à Berlin, il y fut retenu pendant une année.

Doriot n'eut pour sa part aucun motif de se réjouir de cette disgrâce. Berlin confirma de la manière la plus catégorique qu'il n'était pas question de remplacer Laval par Doriot. La dissolution du PPF fut même envisagée, pour être finalement repoussée : sa mise en œuvre aurait dû être effectuée par l'occupant lui-même, ce que la situation ne paraissait pas nécessiter[1209]. Une instruction de Hitler stipula que la France était représentée par Laval et que l'appui allemand ne devait pas aller aux forces politiques qui le combattaient, comme c'était le cas de Doriot ; s'il n'y avait pas d'objection à ce que le PPF continuât d'exister, un « retrait du soutien financier allemand » était décidé pour le moment, dût-il causer « un affaiblissement » de ce parti[1210]. Hitler avait ainsi tranché en défaveur de certains services allemands opérant en France ; l'allégeance de Doriot pesait moins que les désavantages et les désordres qu'entraînerait sa venue au pouvoir et dont les troupes d'occupation auraient dû supporter l'essentiel de la charge. Comme il le déclara à Ciano le 18 décembre 1942, Pétain devait être maintenu en place « comme une espèce de fantôme, regonflé de temps à autre par Laval quand il semble trop s'affaisser[1211] ». Pas plus en France que dans les autres pays occupés, il n'avait l'intention

de sacrifier au profit de faibles émules les avantages que lui offraient des gouvernements autoritaires traditionnels.

Doriot avait poursuivi son projet jusqu'à mettre en jeu et, en définitive, jusqu'à provoquer la suspension des subventions de l'ambassade, sans parler du risque qu'il avait couru d'une interdiction de son parti. Déat avait suivi avec délectation l'approche de cette éventualité. Le 17 octobre 1942, il nota que Doriot avait déclaré à Barbé, que, plutôt que d'accepter d'entrer dans le FRN, il préférerait mettre son parti en veilleuse et partir sur le front de l'Est ; et le 25 novembre, que Doriot était convaincu que le PPF serait dissous, et qu'il se disait prêt à passer à l'illégalité[1212]. Ce n'étaient que des phrases de bravade, mais le danger était bien réel. Pourtant, s'il avait joué sa partie, d'une façon inimaginable pour un Déat, et s'il avait perdu, Doriot était moins que jamais disposé à sortir du jeu. Il fut amené au contraire à se ranger totalement derrière Hitler et à mettre tous ses espoirs dans un changement ultérieur de son attitude. Pour toute la brutalité de sa mentalité, il refusait d'affronter l'impasse de sa politique et s'ancrait dans la foi en une victoire finale de l'Allemagne, tout en sachant qu'il ne pouvait attendre son arrivée au pouvoir que d'une nouvelle aggravation de la situation.

Tenu en lisières par l'occupant, toutes perspectives bouchées, il demanda au début de 1943 à repartir sur le front de l'Est. A cette occasion, il adressa à Hitler une lettre dans laquelle il écrivit que c'était la chute de Stalingrad qui le déterminait à repartir à l'Est, malgré la situation intérieure « extrêmement grave » de la France. « Le danger principal » se trouvait à l'Est et la lutte sur ce front était à ses yeux une lutte « doublement féconde » : « Tout en sauvant la civilisation humaine, elle mêle pour la même cause sacrée sur le champ de bataille le sang allemand et le sang français qui ont coulé si souvent en vain par la faute de criminels insensés. » Il évoquait *in fine* le moment où les peuples allemand et français vivraient « désormais en

paix[1213] ». Lors d'une grande manifestation publique qui eut lieu à la veille de son départ en mars 1943, il répéta son opposition à une fusion avec d'autres partis. Il laissait derrière lui à la tête du PPF un Directoire de neuf membres (Barthélemy, Sabiani, Fossati, Lèbre, Beugras, Marschall, Sicard, Lesueur et Vauquelin), qui renouvelèrent leur serment de fidélité et dont la tâche était de maintenir l'indépendance du PPF. Dans son discours, il déclara que son objectif demeurait identique : par la participation à la « guerre commune » et à la « révolution européenne », il entendait « effacer la défaite ». Du milieu des difficultés contre lesquelles il se raidissait, il lui venait l'expression jusqu'alors inimaginable d'une reconnaissance inconditionnelle de vassalité : en attaquant l'URSS en juin 1941, Hitler s'était révélé « non seulement comme le Chef de l'Allemagne, mais comme le Chef de toute l'Europe et comme le grand guide de la civilisation moderne ». Comme par pendant, il évoquait l'heure ardemment souhaitée de la revanche et de la victoire définitive sur un peuple français qui le rejetait :

> Un jour, j'en suis sûr, nous reviendrons avec les drapeaux de la Légion couverts de gloire. Je prendrai alors ma place à la direction du parti et autour du parti se grouperont tous les combattants, tous ceux du front de l'Est, ceux de l'intérieur, ceux de l'Afrique et alors nous demanderons des comptes à ceux qui nous ont jetés dans la guerre[1214] !

Le fascisme collaborateur

Les grandes manœuvres de Doriot dans l'été et l'automne de 1942 sont inséparables de la conscience qu'il avait de la force de son parti, sans conteste le premier groupement de la collaboration. Pour ce qui est de ses effectifs, les archives allemandes consultées contiennent des chiffres de sources diverses qui sont loin d'être concordants, allant de 8 000 à 10 000 (après la perte de l'Afrique du Nord) à 85 000[(1215)]. En septembre 1943, Schleier, faisant le tableau des groupements de collaboration, créditait le PPF de 30 000 adhérents[(1216)] ; une estimation qui paraît réaliste, mais plutôt pour 1942, et en considérant qu'il s'agit d'une estimation des adhérents, et non des militants. A cet égard, on peut noter qu'en août 1943 le défilé des Gardes françaises – en principe les troupes d'assaut du parti, mais les photographies montrent des hommes de tous âges – réunit environ 2 000 à 2 500 hommes et que les services de renseignements américains estimaient à environ 3 000 les Gardes françaises dans le reste du pays[(1217)]. On est ainsi amené à estimer le noyau activiste du PPF à environ 5 000 personnes vers 1943, un chiffre qui paraît raisonnable au vu d'un certain nombre d'autres éléments disponibles.

Le PPF fut unanimement considéré comme la plus active et la plus forte des organisations de collaboration. Bénéficiant d'une implantation nationale ancienne, elle n'était pas limitée à une seule zone comme l'était le RNP (avant avril 1942), et elle disposait d'une organisation rodée et de cadres expérimentés. Elle bénéficiait enfin de moyens financiers importants qui lui permettaient d'entretenir des permanents en nombre bien supérieur à celui de ses rivaux. En 1942, la perspective d'une arrivée de Doriot au pouvoir semble avoir ramené au parti un certain nombre de bailleurs de fonds désireux de parer à toutes les

éventualités[1218]. Mais il est clair, en dépit des dénégations de Barthélemy[1219], que le financement du PPF vint pour l'essentiel de sources allemandes, et d'abord de l'ambassade, comme on peut le voir par des pièces datant d'août 1943, époque à laquelle l'ambassade reprit ses subventions. Le PPF établit à son intention un projet de budget mensuel de 4,5 millions de francs ; après examen, les conseillers de l'ambassade le ramenèrent à 3 millions, et comme, selon ce que leur en avait dit Barthélemy, les cotisations et les dons rapportaient entre 1 et 1,5 million de francs, ils fixèrent la subvention à 1 500 000 francs par mois qui commença aussitôt à être versée[1220]. A quoi il faut ajouter les sommes importantes versées par la Propaganda Abteilung pour des campagnes de propagande, plusieurs millions de francs en tout à en juger par des pièces datant du printemps 1942 ; la subvention du SD, que l'ambassade estimait à 250 000 francs par mois et celle de l'Abwehr qui était de 150 000 francs par mois ; sans oublier enfin les sommes que Vichy continua d'octroyer jusqu'à la fin de l'Occupation[1221].

L'importance de l'argent en provenance de l'ambassade n'avait pas retenu Doriot de risquer l'épreuve de force. A travers la variété de ces sources de financement, c'est son absence totale de scrupule qui s'affirme avec éclat. Pour autant, il concevait cet appui financier comme un échange mutuellement profitable davantage que comme le prix d'une entrée mercenaire au service de l'occupant. Il veilla soigneusement à empêcher les interférences des services allemands sur son parti. Le principe absolu était à cet égard l'interdiction faite aux militants d'entrer en relation directe avec l'occupant. Comme le rappelait en novembre 1943 le responsable national à l'organisation, les militants qui viendraient à disposer de renseignements utiles devaient les communiquer à la direction du parti[1222]. Doriot entendait garder bien en main son organisation et ne traiter avec les services allemands qu'au plus haut niveau ;

son attitude indique qu'il ne confondait pas entièrement ses intérêts avec ceux de l'occupant.

La place tenue par le PFF au sein du monde de la collaboration était en outre redevable à un militantisme particulièrement affirmé. Dans les départements, ses membres se distinguaient par les déprédations qu'ils commettaient contre les monuments et les symboles de la République, et, dans la dernière année de l'occupation, par des exactions de toute sorte. Au début de 1944, des unités spéciales furent formées avec des éléments prélevés sur les Gardes françaises ; ces Groupes d'action pour la justice sociale avaient pour mission de faire la chasse aux réfractaires au STO, et les crimes perpétrés par un Jean Barbier qui dirigea les Groupes dans le Dauphiné montrèrent que le PFF ne le cédait en rien à la Milice pour les pires excès. Son ancienneté et son activité l'ayant mis très en vue, il n'est pas étonnant qu'il ait payé le plus lourd tribut dans les attentats de la Résistance aux alentours de la Libération ; Abetz parla de 270 morts à la date du 13 juin 1944, et Doriot articula en août l'estimation de 600[(1223)]. Notons que les dirigeants du PPF interdirent à leurs membres de participer à la lutte contre le maquis ou de s'adonner à des opérations de contre-terrorisme ; une prescription dont l'observation semble avoir été faible et que paraît avoir dicté le souci de se démarquer de la Milice de Darnand devenu leur concurrent le plus redoutable[(1224)].

Le PPF fut sous l'Occupation le pôle naturel de regroupement de la très grande majorité des collaborateurs venus de l'extrême droite. On le vit lors de son Congrès de novembre 1942, où vint s'afficher, outre Drieu qui faisait retour à Doriot, tout ce que la collaboration parisienne comptait d'extrémistes de droite, les forcenés de l'antisémitisme et de l'antimaçonnisme, les chapelles délirantes d'*Au pilori*, de l'Institut des questions juives, de *Je suis partout*. Le fanatisme haineux était devenu – dans le prolongement paroxystique de tendances d'avant-

guerre – le signe le plus distinctif du PPF. Son programme était demeuré pour l'essentiel celui de 1938 ; mais il n'avait plus d'importance immédiate, l'attention étant accaparée par le combat contre les communistes, mais aussi contre les juifs. Le juif comme figure incarnant tout ce qui, dans l'évolution de la guerre et de la politique française, faisait obstacle à la volonté de domination et de transformation totalitaire des doriotistes en vint à recevoir presque autant d'agressivité et de haine que le communiste. Au Congrès de 1942, Doriot réclama l'adoption et l'application d'un programme raciste qui mettait les juifs français au ban de la nation, en attendant une solution « européenne » de leur sort. S'il s'en tint à la thèse de l'expulsion des juifs d'Europe après la guerre, certains de ses lieutenants montrèrent par leur propos que, dans la mesure où ils ne connaissaient pas ou ne devinaient pas ce qui se passait dans l'est de l'Europe, ils n'étaient pas hommes à reculer devant cette solution. Le 22 janvier 1944, Sicard demandait dans une réunion de propagande antisémite du PPF que les juifs fussent considérés comme des belligérants et traités comme des otages : pour chaque Français assassiné, il fallait exécuter 100 juifs ; c'était, ajoutait-il, le moyen d'un « premier acheminement vers la suppression de la race maudite[1225] ».

La dernière année d'existence du PPF fut placée sous le signe de cet extrémisme. Absent pendant la plus large partie de 1943, Doriot revint précipitamment en juillet, après que la presse eut annoncé la conclusion d'un accord entre le RNP, le francisme et le PPF prévoyant la coordination de leurs milices[1226]. Fossati qui avait pris la responsabilité de l'affaire fut désavoué et exclu du parti. Sur la pression de l'ambassade, Doriot accepta toutefois une collaboration sur une base technique avec les milices des autres partis, sur quoi les subventions furent reprises[1227]. Reparti à l'Est, il eut les plus grandes peines à obtenir la permission d'en revenir, malgré ses demandes instantes, et ce ne fut qu'à la fin de février 1944 qu'il put regagner la France[1228]. A

ce moment, un remaniement gouvernemental avait eu lieu, dont il avait été exclu. Parti en Allemagne après le débarquement allié, il s'y retrouva en force, en comparaison de Déat, étant accompagné de quelque 5 000 personnes (familles comprises). Les Allemands paraissaient à présent disposés à le reconnaître comme le dirigeant de la France collaboratrice, mais il y fallait l'accord des autres prétendants de Sigmaringen – Déat et Brinon principalement – de sorte que les tractations duraient toujours quand il trouva la mort en février 1945. En août précédent, à peine arrivé en Allemagne, il avait, au terme de négociations serrées, obtenu des responsables nazis la reconnaissance de l'intégrité territoriale de la France et de son Empire (sauf l'Alsace-Lorraine)[(1229)]. Ce résultat tant recherché, atteint dans la débâcle et l'exil, c'était la signature de faillite de toute l'aventure doriotiste.

S'il faut parler de fascisme à propos d'un homme et d'un parti dans la France de l'Occupation, c'est à propos de Doriot et du PPF que l'appellation est la plus justifiée. Sur le plan de la mentalité, des conceptions et du comportement, des traits en évidence dans l'avant-guerre prirent un relief extrême après la défaite ; par sa volonté de pouvoir et les attitudes qu'il manifesta, Doriot fut à tout point de vue bien plus proche du nazisme qu'un Déat. Pourtant, demeure la question de sa collaboration. A la différence de Déat, il ne s'affirma pas un « collaborationniste » au lendemain de la défaite ; pendant près d'une année, il tint à marquer une distance envers l'occupant. Ce ne fut qu'après l'attaque contre l'URSS qu'il bascula dans le camp allemand, devenant un collaborationniste sans le nom et dérivant jusqu'à déclarer sa vassalité envers Hitler. Abetz pourtant mit en garde Berlin contre lui en évoquant la possibilité de le voir « susciter plus tard peut-être une mystique nationale capable de rénover la France dans le sens national-socialiste ». Mais, si Doriot eut l'ambition de restaurer une France identifiée avec sa propre puissance, il reste qu'il conçut cette restauration sous la

forme d'une satellisation au service du vainqueur et de la recherche de sa confiance.

On dira que, s'il y a déviation par rapport au modèle des fascismes historiques, cela est vrai alors de tous les fascismes collaborateurs dans l'Europe occupée par l'Allemagne hitlérienne. Les fascistes ou les fascisants des années 30 devinrent tous après l'occupation de leurs pays des collaborateurs, qui tous eurent pour objectifs d'instaurer un régime fasciste et d'obtenir du vainqueur l'indépendance de leur pays, en contrepartie de son insertion dans une Europe sous direction allemande. La question est de savoir si les tailles et les passés historiques des pays occupés ne commandent pas de faire une distinction essentielle : la France fut la seule grande puissance vaincue et occupée par l'Allemagne nazie, et les fascistes collaborateurs de ce pays pouvaient difficilement attendre du vainqueur la restauration de leur nation.

Peut-être pourrait-on faire à ce point une apparente digression sur l'ampleur comparée de la collaboration dans les pays d'Europe occidentale occupés par l'Allemagne nazie. La proportion des collaborateurs est partout très faible, mais elle présente des variations remarquables. En prenant pour base le nombre des peines d'emprisonnement prononcées pour faits de collaboration, les chiffres sont de 94 collaborateurs pour 100 000 habitants en France, 374 au Danemark, 419 en Hollande, 596 en Belgique, 633 en Norvège[(1230)]. Ces petites nations avaient des traditions démocratiques aussi fortes que la France, et pourtant les différences sont considérables. L'influence culturelle allemande joua sans doute un rôle, mais une autre explication pourrait être avancée qui se rapporte au phénomène fasciste lui-même. La collaboration était d'autant plus acceptable qu'étaient évidentes les limites du pays, la participation à la grandeur du vainqueur devenant le moyen de dépasser un cadre exigu. D'autre part, elle pouvait apparaître d'autant plus nécessaire que seule l'alliance avec un fascisme hégémo-

nique permettrait de réaliser des ambitions propres. Les fascistes de ces petits pays avaient manifesté bien avant la guerre des visées d'agrandissement territorial ; même en Suisse, on voit en 1934 l'un des responsables de la Nationale Front regretter que ses compatriotes aient perdu « tout sentiment pour une saine politique d'expansion » et jouer avec l'idée d'un rattachement du Vorarlberg autrichien, de la Valteline italienne et de parties de l'Alsace supérieure[(1231)]. En 1940, l'hégémonie nazie offrait à ces fascistes, au milieu de la défaite de leur pays, une occasion historique : une Europe dominée par Hitler pouvait seule leur permettre de réaliser un changement de statut territorial. Ainsi Degrelle demanda-t-il à Hitler en octobre 1940 l'incorporation à la Belgique du Nord de la France, tandis que Mussert avait en août formulé la revendication d'une Grande Hollande comprenant la Belgique flamande [(1232)].

La France se trouvait à cet égard dans une situation différente. Elle était un grand pays, avec un passé tout proche de grande puissance. Pour des raisons historiques évidentes, les Français ne pouvaient que trouver inacceptable la collaboration, de sorte que l'attitude de la minorité collaboratrice n'en prend que plus de relief. D'autant plus que, par ailleurs, il n'y a pas trace chez les fascistes français de desseins d'expansion : ou faut-il considérer comme tels les élucubrations de Sicardà propos du Canada français[(1233)] ? On dira qu'ils avaient conscience de la méfiance de Hitler et qu'ils n'allaient pas le provoquer en évoquant des projets de future grandeur ; mais on a vu que la dimension expansionniste était absente avant la guerre déjà. Nationaux d'un pays qui avait les moyens de redevenir la grande puissance qu'elle avait été récemment, ils devaient être proportionnellement plus collaborateurs que les fascistes belges ou danois à la seule fin de réaliser l'objectif minimal de la restauration de son intégrité territoriale, sans même parler de sa puissance économique et militaire ; d'où l'on peut

conclure que leur fascisme était en proportion moins fasciste et qu'il reflétait bien une situation nationale spécifique.

Doriot parlait en mai 1941 d'« éviter le pire » à son pays, et telle fut sa seule ambition. Aussi trouve-t-on dans ses discours, à partir de ce moment, toute la phraséologie de la collaboration, où « Europe » voulait dire Allemagne, avec la même contradiction de fond entre le volontarisme constitutif de l'idéologie fasciste et la poursuite d'une politique qui était non seulement acceptation de la défaite, mais encore pari sur les intentions du vainqueur, admission d'une volonté supérieure qu'il ne pouvait s'agir que d'orienter le mieux possible. On pourrait dire qu'il était tout simplement pris dans une situation où son ambition de restauration de la grandeur nationale se trouvait incompatible avec la transformation du pays selon les lignes fascistes. Mais, en donnant la priorité à la seconde sur la première, il contredisait le cœur du projet fasciste, de sorte qu'il faut en revenir au fait central de l'anticommunisme : l'acceptation d'une satrapie dans l'Empire hitlérien lui fut en définitive d'autant plus facile que sa fascisation s'était faite en s'enroulant autour d'un projet de revanche anticommuniste dans lequel la force et la grandeur de la France représentaient une condition préalable de réalisation davantage qu'un objectif prioritaire et incompressible.

C'est son anticommunisme qui l'amena en juin 1941 à se ranger dans le camp allemand, et lui qui demeura jusqu'au bout sa priorité. Dans des souvenirs écrits aussitôt après la Libération, Beugras rapporta des propos qui en sont une illustration frappante. Le 14 juillet 1944, Doriot lui dit : « J'ai bien peur que nous nous soyons trompés. Il aurait fallu aller avec Giraud dès novembre 42. » En septembre, il déclara qu'il était allé « trop loin pour ne pas aller jusqu'au bout », mais il continuait d'être travaillé par une réflexion dont il exprima le motif central le 21 février 1945, la veille de sa mort. Il tenait la défaite de l'Allemagne pour acquise, ce qui ne l'empêchait pas de se représenter

les Anglo-Saxons se retournant contre Staline « à nos côtés, pour refouler les bolcheviques hors de nos frontières » ; et il parlait de la nécessité de mener « une politique souple et nuancée pour arriver à la jonction avec tout ce qui n'est pas communiste en France[(1234)] ». C'était une pure fantasmagorie, mais qui montre l'importance tenue par l'anticommunisme dans toute son action politique ; peu lui importaient les alliés, pourvu que Staline puisse être battu.

A l'épreuve, son fascisme se révélait non moins défensif que celui de Déat ; plus agressif, certes, mais non pas offensif, et agressif contre un ennemi international. La revanche contre le communisme d'un ancien communiste ne pouvait constituer un but de grandeur nationale, et elle amena Doriot à se dévouer à qui pouvait en permettre la réalisation. Sicard, venu lui aussi de l'extrême gauche, écrivit à la fin de l'occupation qu'il se reconnaissait une dette de vie envers Hitler : « Comment serions-nous vivants aujourd'hui si le chancelier Adolf Hitler n'était pas le chef des soldats de l'Europe ? »

> Pour nous, l'idée de patrie s'est élargie à la mesure des hommes qui, pour sauver la France, se battent avec les soldats allemands qui sauvent l'Europe et qui refont un monde. Parce que nous avons su dominer un nationalisme étroit et stérile, nous avons atteint une sorte de surnationalisme, seul compatible avec les grands devoirs, européens[(1235)].

En 1944, Doriot se trouvait vis-à-vis de Hitler dans la situation qu'il avait revendiquée vis-à-vis de Staline en 1934 : mais, au lieu d'être un communiste national, il était devenu un fasciste international.

Conclusion

Gauche, collaboration et fascisme : la constellation française

L'intérêt porté par les historiens, en particulier par les historiens politiques, à des mouvements d'importance marginale se constate depuis longtemps, et cette étude n'est pas faite pour le démentir. A plus forte raison faut-il indiquer en quoi son apport jette une lumière sur des pans plus vastes de la réalité historique. Autour des trois itinéraires étudiés, c'est le phénomène des hommes de gauche passés à la collaboration que l'on a voulu saisir. A partir d'eux, ce sont les caractères du phénomène fasciste en France que l'on a voulu cerner. A travers eux, c'est la réfraction d'une situation nationale spécifique qui est apparue.

Ces trois itinéraires, on l'a vu, ne furent pas hors de toute série, ils participèrent de l'évolution d'une partie de la gauche française des années 30. L'image d'un Front populaire plein d'allant et d'élan ne doit pas masquer la désagrégation qui affecta alors les partis de gauche, aboutissant à provoquer dans l'immédiat avant-guerre scissions et éclatements, et conduisant au bout du compte de petites fractions à la collaboration. Ce furent quelques centaines, au plus quelques milliers d'hommes, la plupart anciens militants et responsables plutôt qu'adhérents de base, mais le phénomène reflète un état des partis comme des esprits. Ces hommes eurent en commun dans l'avant-guerre des positions faites de pacifisme conciliateur et d'anti-communisme, à quoi s'ajouta une situation de minoritaires qui fit s'accumuler frustrations et ressentiments, et accomplit la désaffection envers le régime et leurs propres organisations. Après la défaite, désormais hors cadres, coupés d'une base militante peu atteinte par les batailles au sein des appareils et moins ébranlée par les succès des fascismes, ils devinrent partisans d'une rénovation selon des lignes autoritaires, populaires et nationales. Certains glissèrent vers le fascisme collabo-

rateur, la plupart appartinrent à la gauche collaboratrice, deux ensembles que l'on ne saurait confondre.

A en juger par l'aboutissement collaborateur, il apparaît que les secteurs de la gauche furent inégalement affectés : les radicaux furent à un extrême, les communistes à l'autre. Les plus touchés furent les anciens militants des organisations ouvrières, socialistes, syndicalistes et communistes, et plus précisément les anciens communistes et les anciens planistes, ceux-ci comprenant les néo-socialistes et la minorité planiste de la SFIO. Ce glissement vers la collaboration fut inséparable d'une attraction éprouvée envers les fascismes, plus particulièrement envers le nazisme. Si cette attraction, qui joua dès avant la défaite, se fit à des niveaux et à des degrés divers, elle toucha de façon privilégiée les minoritaires, les dissidents et les non-conformistes, chez qui elle constitua un facteur important de remise en cause des convictions orthodoxes et de source d'inspiration pour l'élaboration de nouvelles formules.

Placés sur ce fond, les cas de Bergery, Déat et Doriot offrent, dans leur unité et leur variété, un tableau représentatif du phénomène, apparaissant comme les premiers produits, puis comme les incarnations extrêmes du mouvement de désagrégation qui toucha la gauche, et plus largement le monde politique français, dans les années 30. D'abord partisans d'un rassemblement antifasciste de la gauche, bientôt rénovateurs de la nation par le rassemblement du peuple tout entier, ces trois dissidents de gauche se rapprochèrent, à des rythmes et des degrés divers, de la modalité fasciste du rassemblement national. Le point de départ résida dans l'adoption, vers le milieu de la décennie, de projets de rassemblement national qui ne se laissent pas définir comme des projets fascistes. Le frontisme, le néo-socialisme, le doriotisme de 1936 prétendirent opérer le rassemblement de la nation selon une formule propre à la France, et il n'est nul besoin de mettre en doute l'authenticité de ce souhait. Pourtant, parce que dès le départ ils avaient été secrètement inspirés par

l'exemple des fascismes dont ils ambitionnaient la réussite populaire, les animateurs de ces mouvements allaient connaître une dérive de fascisation en proportion de leurs déceptions et de leurs échecs.

Les univers politiques de départ furent à cet égard d'une importance cruciale. D'abord, en ce qu'ils conditionnèrent les rythmes et les degrés de ces fascisations. Bergery fut profondément impressionné par les fascismes et rêva d'égaler leur succès ; mais il garda un sens net de la situation française et fut un conseiller du prince plus qu'un meneur d'hommes, surtout du type fasciste dont il n'avait pas l'étoffe brutale et impulsive. Dans l'immédiat avant-guerre, Déat put paraître moins affecté, mais les bases de réceptivité étaient plus larges, de sorte qu'après la défaite la contagion fut importante. Alors que Bergery était un individualiste, et par ses origines politiques, sa profession, ses amitiés, un homme pris dans un milieu, sensible à son environnement, Déat fut avant tout un homme d'action de groupe, intellectuellement et émotionnellement antilibéral comme anti-individualiste, doctrinaire et idéologue, habité par de puissantes aspirations de communion collective qu'avait marquées son expérience de guerre. Quant à Doriot, il fut des trois le déraciné, le professionnel de l'action politique ; élevé dans le sérail bolchevik, il en avait gardé des méthodes et une mentalité qui, ajoutées à son tempérament autoritaire et violent, en firent l'exemplaire le plus proche du fasciste qu'ait connu la France : type du desperado, du chef de bande dictatorial et sans scrupule, que la Grande Guerre fournit au fascisme en grand nombre, mais qui, dans le cas particulier, sortit du communisme international.

Ensuite, en ce qu'ils influencèrent les plans de séduction que chacun privilégia dans les fascismes. Bergery y vit avant tout la communauté nationale réunie, intégrant les classes sociales et affirmant les intérêts supérieurs de la nation sur les intérêts particuliers. Déat, la solidarité des classes, mais aussi l'organi-

sation de l'économie, mais encore et surtout un mode de vie collectif fait d'élan unanime et d'enthousiasme solidaire. Doriot enfin, une communauté populaire supprimant les bases de développement du communisme, en même temps qu'un type de pouvoir autocratique et populaire, libre de toutes attaches politiques comme morales. Pour tous ces hommes, le nazisme fut la source d'inspiration principale, dès avant la défaite, dans toute la mesure où il était moins embarrassé que le fascisme italien de survivances traditionnelles, montrait de façon plus forte que lui dynamisme et popularité, dans la mesure enfin où il constituait pour la France le danger principal qu'il s'agissait de détourner.

L'unité profonde de leurs projets de rénovation tient en effet à ce qu'ils lièrent indissociablement l'idée d'une adaptation de la France à une finalité de maintien de la paix et d'entente avec l'Allemagne nazie. Le pacifisme de leurs anciennes positions de gauche leur servit à cet égard de plaque de conversion, en même temps que de plan de rapprochement avec une partie de la droite qui se repliait sur un certain isolationnisme. Ce fut cet objectif d'entente associé à un projet de rénovation magnétisé par l'exemple des fascismes qui constitua le ressort de leur pacifisme conciliateur, en particulier de l'intensification qu'il montra dans l'immédiat avant-guerre, avant de devenir le moteur de leur engagement dans la collaboration. Leur fascisation s'effectua dans une sorte d'escalade produite et entretenue par un insuccès qui exaspéra leur volonté d'atteindre l'objectif.

Les aboutissements en furent inégaux. Bergery manifesta à Vichy une ambition de transformation qui traduisait une aspiration totalitaire, mais qui resta d'une expression précautionneuse et velléitaire. Déat et Doriot adoptèrent au contraire l'objectif d'un façonnement totalitaire de la nation selon des lignes largement fascistes. Mais, dans le cas du premier, ce fut au terme d'une évolution vacillante, au cours de laquelle il manifesta une relative inconsistance dans l'affirmation de sa vo-

lonté, et davantage encore dans la recherche et l'emploi de moyens adéquats ; des résistances qu'à tous égards ne connut pas un Doriot tendu vers l'imposition de sa dictature totalitaire. Si l'on considère que le cas de Bergery fut une pâle version de celui de Déat, il y eut en somme deux lignes principales de fascisation, qui répondirent à des motivations et à des processus différents et qu'illustrèrent respectivement Doriot et Déat. Dans le cas du premier – et son cas vaut, avec des nuances importantes, pour les communistes dissidents de 1939-1940 –, il s'est agi avant tout d'un mouvement existentiel de retournement et de revanche contre une organisation internationale à laquelle il avait donné un engagement total, un mouvement qui se fit dans le contexte particulier créé par l'existence du nazisme et de son projet d'expansion à l'Est, et qui se trouva puissamment facilité par les structures mentales et politiques façonnées par l'expérience communiste. Dans le cas du second, et des socialistes planistes en général, il s'est agi essentiellement d'une interférence entre la recherche d'un socialisme national résolvant la crise française et certains aspects des fascismes ; l'attraction se fit en raison de la proximité de certains plans idéologiques, et surtout de l'effet souterrain de valeurs irrationnelles de dynamisme et d'activisme, que peut-être faute de les vivre, à la différence des communistes, ces socialistes de droite valorisèrent de façon intense.

Si l'on revient à l'exemple de Mussolini, on voit se dégager similitudes et différences. Considérée sur un plan général, l'évolution de tous ces hommes atteste la réalité d'une fascisation à partir de la gauche. Contrairement à certaines affirmations polémiques, elle ne prouve pas l'appartenance du socialisme et du fascisme à une seule et même famille, ni à plus forte raison une filiation du fascisme par rapport au socialisme[(1236)]. Tout au plus établit-elle l'existence entre le fascisme et la famille socialiste/communiste de certains plans de passage ; mais on se gardera d'oublier qu'il fallut des circonstances exception-

nelles pour les voir jouer et que seules des minorités très réduites furent concernées. Pour faire apparaître ce qui rend le phénomène concevable, on pourrait définir le fascisme comme un mouvement politique alliant l'activisme et le pessimisme. Dans cette perspective, un homme de gauche en rupture de ban pouvait trouver dans le premier élément un prolongement de son expérience, tandis qu'il pouvait glisser vers le second à la suite d'un rejet réactionnel de ses convictions d'origine, pour déboucher sur un relativisme intégral accompagnant le projet d'une nouvelle société populaire et élitaire.

Tout en constituant des univers idéologiques antithétiques, la famille socialiste/communiste et le fascisme n'en partageaient pas moins certains présupposés, expliquant qu'en définitive il fut plus facile au militant d'un parti ouvrier qu'à un libéral ou à un démocrate de devenir un militant fasciste. D'abord, en raison de la parenté des pratiques politiques, des formes d'engagement dans une structure d'action collective visant à la transformation du monde existant. Ensuite, en raison d'un détachement par rapport à ce monde : détachement politique, mais aussi social et culturel, que la gauche révolutionnaire montrait à l'évidence, mais que l'on trouva aussi, pour la première fois à droite, chez les dirigeants fascistes, comme l'illustre leur abandon de toute révérence envers les élites traditionnelles et leurs valeurs. Enfin, en raison d'un détachement qui se manifesta paradoxalement jusque sur le plan du nationalisme. Le fascisme représente une variante spécifique du nationalisme, dans laquelle une certaine distanciation par rapport aux valeurs nationalistes traditionnelles était la précondition d'une fascisation accomplie. Le fascisme s'emparait de la nation comme de l'extérieur – il la conquérait par son parti-armée – pour la façonner selon son idéal ; la défaite une fois venue, il n'hésitait pas à l'entraîner dans la ruine pour la châtier de ne pas avoir été à la hauteur de ses desseins. De ce point de vue, les itinéraires de Déat et de Doriot confirment qu'une relative faiblesse du sentiment national traditionnel pouvait rendre plus

facile l'adoption d'une conception de transformation totalitaire de la nation.

Mais c'est en ce point que se trouve la limite de validité de la comparaison avec les fascismes historiques et qu'émerge la particularité de la situation française. Il y a en effet une quasi-inversion des termes entre l'évolution de ces dissidents de gauche français et celle d'un Mussolini. De part et d'autre, le phénomène de la guerre joua un rôle majeur d'ébranlement et de fissuration de partis de gauche que leurs idéologies rendaient fragiles sur ce sujet, de sorte que purent jouer à plein sensibilités et tendances normalement tenues en marge. Mais, en Italie, ce fut la lutte pour l'entrée en guerre en 1914-1915 qui fit passer des hommes de gauche à la dissidence et les amena à prôner le rassemblement national, avant de conduire quelques-uns d'entre eux au rassemblement national de type fasciste. En France, tout à l'inverse, ce fut l'approche de la guerre dans les années 30 et le refus de la guerre qui accompagnèrent la fascisation de certains hommes de gauche, et c'est après la défaite, à travers l'acceptation de cette défaite, que cette fascisation trouva son point culminant. Là, un activisme pour la victoire, puis pour l'expansion de la grandeur nationale, ici, un activisme pour éviter la guerre d'abord, pour gagner la confiance du vainqueur ensuite.

On pourrait dire qu'en France il ne se produisit pas chez ces dissidents de gauche, ou seulement de façon très faible, le développement d'un nationalisme de type fasciste, tel que le montra Mussolini projetant sur la nation italienne une ambition de grandeur et de force identifiée à la sienne propre. On peut voir tout au contraire dans cette fraction de la gauche pacifiste, à laquelle appartinrent avant la guerre Bergery et Déat, comment s'effectua avec acharnement un processus de répression du nationalisme. Le refus de la guerre se couvrit et s'entretint des raisons les plus diverses, qui, toutes, revenaient à oblitérer la prise de conscience de l'expansionnisme hitlérien et à refouler

l'expression d'un nationalisme propre. Thèse de la responsabilité de la France dans l'avènement de Hitler au pouvoir et de ses suites, ou conception des fascismes comme la résultante d'une crise économique et d'un manque de débouchés, tout était bon pour repousser la reconnaissance de l'irrémédiable volonté de puissance nazie. La voie était ainsi tracée pour les rêves éveillés de « socialisme » et d'« Europe » sous l'Occupation.

Dans le cas de Doriot, son engagement communiste et ses convictions internationalistes avaient fait table rase au point de départ, et s'il développa avec les années un nationalisme qui trouva son débouché dans le PPF, ce ne fut jamais qu'en réaction à son ancienne foi et en conséquence de son objectif de revanche sur son ennemi international – un élément de situation complètement absent de l'expérience de Mussolini. L'entente avec l'Allemagne nazie fut pour lui le moyen indispensable de réalisation de son but, puisqu'il s'agissait de faire déboucher une entente franco-allemande sur la destruction, par l'intermédiaire de Hitler, de la patrie du communisme mondial. Si le cas de Déat peut incarner le pacifisme conciliateur de la fin des années 30, celui de Doriot est l'illustration accomplie de cet anticommunisme qui fut dans la France des années 30 l'autre grande force de désagrégation du nationalisme, parce que, érigé en principe de jugement et en critère d'action exclusifs, il fit perdre de vue la nation et ses intérêts.

Si l'on se réfère à l'idéaltype présenté au point de départ, on constate ainsi un inaboutissement qu'il faut relier à la dynamique et au sens de ces processus de fascisation. La fascisation de ces dissidents de gauche français advint en conséquence de l'échec d'une entreprise de rénovation qui avait pour finalité l'entente avec les fascismes, et non la poursuite de revendications extérieures ou la satisfaction d'une volonté de puissance indéfinie. La conséquence fut qu'elle atteignit son développement maximal sous l'Occupation : la collaboration accéléra une fascisation qui visait à la réussite de la collaboration. Ce fas-

cisme, que l'on peut qualifier de fascisme collaborateur, découla de la quasi-absence chez Déat, et de la présence limitée chez Doriot, de certains traits fondamentaux du fascisme, tels que l'hypernationalisme et l'expansionnisme, et il s'inscrivit dans le droit fil de leur attitude dans l'avant-guerre.

Dans la mesure où ces deux hommes furent en définitive les figures de proue du fascisme français, la particularité de ce dernier ressort clairement. Sur leur exemple, il ne suffit pas de dire que le fascisme n'eut en France qu'une ampleur insignifiante, car cet échec aurait pu être le fait d'un fascisme classique. Ce qui apparaît, c'est la fragilité intrinsèque de ce fascisme au sein même de son insignifiance. Au regard du fascisme italien et du nazisme, il apparaît comme un fascisme chronologiquement de deuxième génération, et surtout comme un fascisme secondaire et dérivé, dans ce sens qu'il reçut à la fois inspiration et stimulation du contexte international, en particulier de l'existence de régimes fascistes qui valurent d'autant plus comme des modèles qu'ils firent planer sur une France en crise une ombre plus menaçante. Au fond de tout, ce fut un fascisme défensif, tendu avant la guerre vers la protection des positions françaises, et, après la défaite, vers leur restauration dans la plus grande mesure possible. Axé avant la guerre sur l'entente, puis après la défaite sur la collaboration avec les régimes fascistes, ce fascisme collaborateur se laisse définir comme un totalitarisme fasciste plus que comme un fascisme *stricto sensu* : dans son cas, le façonnement totalitaire de la nation ne fut, ni prioritairement, ni même subsidiairement, au service d'une « mission » extérieure, il visa à préserver le plus possible les chances du pays dans un contexte dominé par la menace de régimes fascistes. Une attitude qui, au bout du compte, ne se laisse pas expliquer sans l'effet, concurremment à des facteurs prédisposants d'ordre politique et idéologique, d'un éblouissement spécifique devant le nazisme, son *hybris* et sa puissance infernale, de sorte que ce fascisme collaborateur doit être aussi interprété comme un phénomène de substitution et de compagnonnage :

comme l'expression d'une aspiration à participer aux moindres frais à une grande aventure historique et d'un désir de forcer la reconnaissance et l'entente de son dangereux promoteur.

En tout cela, ce fascisme fut expressif d'une situation nationale. La structure sociale de la France, la relative faiblesse de la crise économique, l'enracinement de la culture démocratique, tous ces facteurs expliquent mieux la faiblesse politique du phénomène fasciste en France que son déficit intrinsèque. Aussi bien faut-il y ajouter un facteur capital : un état de la mentalité collective largement répandu et fait d'une profonde perte de confiance dans la capacité de la France de maintenir son statut de grande puissance. Cet état s'exprima paradoxalement dans le phénomène fascistoïde français, et c'est en quoi des hommes venus de gauche, marqués par le pacifisme et éloignés des traditions nationalistes, purent y tenir une place centrale. Mais la priorité donnée par une bonne partie de l'extrême droite au facteur idéologique vers la fin des années 30 ne s'explique pas non plus sans lui. En 1914, la très monarchiste Action française avait soutenu avec enthousiasme la guerre contre le régime impérial allemand, au risque de fortifier la République ; Maurras n'avait plus le même élan dans les années 30, bien que l'autocratie plébéienne de Hitler ne répondît pas à ses vœux. Le phénomène d'imprégnation fasciste qui se produisit dans de petits secteurs de la vie nationale témoignait ainsi sous une forme aberrante de la crise du nationalisme français. Un vieillard chargé d'une gloire passée allait incarner à Vichy ce repli peureux et ce barricadement dans son pré carré qui étaient devenus au cours des années 30, en réaction au dynamisme nazi, la valeur refuge de la droite nationaliste. Un homme comme Déat allait chercher la protection de la nation jusqu'à l'enfoncer dans une carapace totalitaire. Un Doriot enfin, qui seul eut dynamisme et volonté, ne conçut d'autre ambition qu'une entente avec Hitler qui préserverait l'essentiel des positions françaises, tout en faisant s'accomplir par procuration la revanche de ses vœux.

Rien de plus expressif de la crise de confiance dans la vitalité et les ressources de la nation que ce regard constamment braqué vers l'étranger dans les années 30, cette envie incroyable qui sourdait de l'attitude et des propos des rénovateurs français quand ils considéraient les régimes fascistes. Ce n'est pas à dire que leur prétention de tracer une voie française de rénovation nationale n'ait été que tromperie : elle est en réalité symptomatique, rendant manifeste l'attraction des fascismes, tout en signalant une prise de distance et en témoignant de l'influence des conditions nationales. C'est ce jeu entre l'affirmation de leur identité et l'émulation des fascismes qui caractérisa l'attitude des rénovateurs des années 30, et ce jeu opéra sur fond d'anxiété diffuse, de crainte devant l'avenir, d'incertitude sur ses propres capacités et sur sa propre volonté. Au fond, tentation fasciste et difficulté d'être du fascisme français, les deux allèrent de pair, et il en sortit un discours effervescent où les historiens vont allègrement composer leur florilège de citations sur l'homme fasciste, sa morale et son idéal, sans reconnaître que les textes d'un Drieu ne sont si parlants qu'en raison de l'absence d'une impulsion fasciste fondamentale, et si prolixes que parce qu'ils sont minés par le doute et l'incertitude.

La floraison des projets de rassemblement national au milieu des années 30 était enfin expressive d'un désir diffus et répandu de reconstituer une unité nationale, et, à cet égard, l'aboutissement d'hommes comme Déat et Doriot ne doit pas amener à ignorer l'importance de cette aspiration, ni la faire confondre avec l'idéologie fasciste. On la voit s'exprimer fortement dans la Résistance, en particulier dans la période précédant la réapparition des partis politiques, on la voit trouver en de Gaulle un porte-parole superbe. En bonne logique, d'ailleurs, s'il fallait chercher, sur la base des fascismes historiques, le lieu et l'homme d'un fascisme français, c'est à Londres, chez le de Gaulle de la France libre, qu'il faudrait le faire. Chez un homme « hors de toutes les séries », comme il allait plus tard se défi-

nir[1237], qui prétendit faire du refus de la défaite la source de sa légitimité et le fondement d'une nouvelle France. Après la guerre, le Rassemblement du Peuple français allait se présenter comme l'incarnation de toutes les familles spirituelles du pays, et de Gaulle appeler à effectuer une révolution qui devait « associer le peuple à son destin, tandis que le régime représentatif et capitaliste ne l'y associe qu'en apparence » ; le RPF, « formé par moi et autour de moi pour l'œuvre du salut public », était l'instrument de cette révolution qui devait rénover la France en lui donnant enfin un « État qui la conduise et un peuple qui soit rassemblé[1238] ».

Le gaullisme prolongeait authentiquement l'ambition de rassemblement national qui avait été celle des mouvements neufs des années 30, l'idéal d'une nation réunifiée et faisant une escorte consentante à un homme et à une équipe qui la feraient forte et grande. Un projet non dépourvu d'ambiguïté, et pour cause si l'on accorde que de Gaulle participa de l'esprit des années 30 et qu'il éprouva lui aussi le défi des fascismes, mais un projet inassimilable au fascisme, à moins d'opérer la fallacieuse identification de toute idéologie de rassemblement national à l'idéologie fasciste. Le respect de la souveraineté populaire et l'attachement aux libertés fondamentales font passer une ligne insurmontable entre le rassemblement national gaulliste et celui poursuivi par un Déat ou un Doriot. Au surplus et surtout, de Gaulle eut, au fond de tout, ce qui fit défaut aux rénovateurs qui versèrent dans le fascisme collaborateur, le sentiment inébranlable de la grandeur nationale. Ceux qui allèrent vers la collaboration furent en définitive le symptôme le plus fort de la maladie qu'ils dénonçaient et à laquelle ils prétendaient porter remède. Ils divisèrent la nation au lieu de la rassembler, se séparèrent d'elle au lieu de la représenter, enfin, loin de la redresser, mirent son abaissement au principe de leur action. De sorte qu'apparaît la paradoxale situation du fascisme en France, et sa profonde difficulté d'être : ceux qui cherchèrent la régénéra-

tion de la nation à travers le façonnement totalitaire le firent dans la soumission, celui qui voulut inflexiblement la grandeur de la France ne fut pas un fasciste.

NOTES

Abréviations

ACS	Archivio Centrale dello Stato, Rome.
ADAP	*Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik.*
AN	Archives nationales, Paris.
APP	Archives de la préfecture de Police, Paris.
Arch. Ass. nat.	Archives de l'Assemblée nationale, Paris.
Arch. B.	Archives Bergery, Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford, Californie (citées selon l'état du fonds avant son classement).
Arch. Iz.	Archives Izard (avec l'aimable autorisation de M^{me} Izard).
Arch. Marty	Archives Marty, Hoover Institution.
Arch. PB.	Archives Joseph Paul-Boncour (AN, avec l'aimable autorisation de M. François Paul-Boncour)
ASMAE	Archivio Storico-Diplomatico, Ministero degli Affari Esteri, Rome.
BA	Bundesarchiv, Coblence.
BDIC	Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, Nanterre.
BN	Bibliothèque nationale, Paris.
CDJC	Centre de documentation juive contemporaine, Paris.
CHDGM	Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (absorbé par l'Institut d'histoire du temps présent), Paris.
IHS	Institut d'histoire sociale, Paris.
JO Déb. Ch.	*Journal officiel, Débats parlementaires, Chambre des députés.*
MAEF	Archives du ministère des Affaires étrangères, Paris.
MCP	Ministero della Cultura Popolare.

NA	National Archives, Washington.
PA-AA	Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Bonn.
PRO-FO	Public Record Office, Foreign Office, Londres.

Notes de la préface

(1) « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, n° 32, novembre 1984, p. 52-72 (repris dans *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Seuil, Points Histoire, 2000).

(2) Albin Michel.

(3) Flammarion, 1987.

(4) Respectivement au Seuil et chez Fayard.

(5) *Histoire du parti radical 1918-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1980-1982, 2 vol.

(6) Les trois principaux ouvrages de Sternhell ont été republiés par Fayard en 2000 sous le titre : *La France entre nationalisme et fascisme*.

(7) Voir notamment Francesco Germinario, « Fascisme et idéologie fasciste. Problèmes historiographiques et méthodologiques dans le modèle de Zeev Sternhell », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 1, 1er semestre 1995, p. 39-77 ; et David Roberts, « How not to Think about Fascism and Ideology, Intellectual Antecedents and Historical Meaning », *Journal of Contemporary History*, avril 2000, p. 185-211.

(8) Michel Lacroix, « French Fascism: An American Obsession? », http://www.arts.uwo.ca/substance/conference/fascism.html.

(9) *Le Temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996.

(10) Voir notamment William D. Irvine, « Fascism in France. The Strange Case of the Croix de Feu », *Journal of Modern History*, 1991, p. 271-295 ; et Robert Soucy, *French Fascism: the Second Wave, 1933-1939*, New Haven and London, Yale University Press, 1995 ; en sens inverse, cf. Jacques Nobécourt, *Le Colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.

(11) *From Liberalism to Fascism: The Right in a French Province, 1928-1939*, New York, Cambridge University Press, 1997.

(12) Cf. François Monnet, *Refaire la République. André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris, Fayard, 1993.

(13) Cf. le complément bibliographique.

(14) Sur cette tendance qui vaut surtout pour le fascisme italien, cf. Sergio Luzatto, « The Political Culture of Fascist Italy », *Contemporary European History*, 1999/2, p. 317-334.

(15) *La Droite en France de 1815 à nos jours*, Paris, Aubier, 1954 (édition revue et corrigée sous le titre *Les Droites en France*, Aubier, 1982).

(16) Cf. les travaux de Valérie Igounet (*Histoire du négationnisme en France*, Paris, Seuil, 2000), Florent Brayard (*Comment l'idée vint à M. Rassinier*, Paris,

Fayard, 1996) et Nadine Fresco (*Fabrication d'un antisémite*, Paris, Seuil, 1999).

Notes de l'introduction

(17) « La "droite" et la collaboration », *L'Époque*, 7 décembre 1945.

(18) *Dictionnaire des girouettes ou nos contemporains peints d'après eux-mêmes*, Paris, A. Eymery, 1815.

(19) Orion [pseud. de Jean Maze], *Nouveau Dictionnaire des girouettes*, précédé de *L'Oubli en politique*, Paris, Éditions Le Régent, 1948.

(20) Sur Doriot, il existe un ouvrage d'ensemble, celui de WOLF, Dieter, *Doriot. Du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969. Sur Déat, il n'existe que des études partielles non publiées. Citons GOODMAN, Emily H., *The Socialism of Marcel Déat*, Ph. D. Stanford University, 1973 ; GROSSMAN, Stanley, *Neo-Socialism. A Study in Political Metamorphosis*, Ph. D. University of Wisconsin, 1969. Sur Bergery, on ne dispose que de mémoires de maîtrise, notamment de COTTA, Michèle, *Le Frontisme et « La Flèche » de 1934 à 1939*, Paris, IEP, 1959, et de BALSAN, Natalie, *Gaston Bergery*, Paris X-Nanterre, 1970.

(21) Sur Mosley, cf. SKIDELSKY, Robert, *Oswald Mosley*, Londres, Hamilton, 1975. Sur De Man, cf. DODGE, Peter, *Beyond Marxism: the Faith and Works of Hendrik De Man*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1966.

(22) Pour ne citer que quelques titres parmi les plus utiles, *Facism. A Reader's Guide, Analyses, Interpretations, Bibliography*, Walter Laqueur éd., Londres, Wildwood House, 1976 ; WIPPERMANN, Wolfgang, *Faschismustheorien. Zum Stand der gegenwärtigen Diskussion*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1980 ; PAYNE, Stanley G., *Fascism. Comparison and Definition*, The University of Wisconsin Press, 1980.

(23) Cf. ALLARDYCE, Gilbert, « *What Fascism is not: Thoughts on the Deflation of a Concept* », *The American Historical Review*, vol. 84, n° 2, avril 1979, p. 367-388.

(24) « L'objectivité de la connaissance dans les sciences et la politique sociale », in WEBER, Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p. 180-205 (les citations sont tirées respectivement des pages 178, 181, 185, 187, 197).

(25) Cf. BACZKO, Bronislaw, *Les Imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.

(26) Cf. MICHAELIS, Meirs, « *Anmerkungen zum italienischen Totalitarismusbegriff. Zur Kritik der Thesen Hannah Arendts und Renzo De Felices* », *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, Rome, Deutsches Institut, Bd. 62, 1982, p. 270-302.

(27) Cf. KNOX, MacGregor, « *Conquest, Foreign and Domestic, in Fascist Italy and Nazi Germany* », *Journal of Modern History*, vol. 56, n° 1, mars 1984, p. 1-57.

(28) MOSSE, George L., « *Towards a General Theory of Fascism* », *International Fascism. New Thoughts and New Approaches*, George Mosse éd., Londres, Sage Publications, 1979, p. 18 ; ALLARDYCE, Gilbert D., « *The Political Transition of Jacques Doriot* », *Journal of Contemporary History*, vol. 1, n° 1, 1966, p. 72.

(29) GREGOR, A. James, *Young Mussolini and the Intellectual Origins of Fascism*, University of California Press, 1979, p. XI, 248-250.

(30) GENTILE, Emilio, *Le Origini dell' Ideologia Fascista (1918-1925)*, Rome, Laterza, 1975, p. 236-237.

(31) WEBER, Eugen, « *Nationalism, Socialism, and National-Socialism in France* », *French Historical Studies*, vol. II, n° 3, printemps 1962, p. 273-307.

(32) STERNHELL, Zeev, *Maurice Barrès et le Nationalisme français*, Paris, Colin, 1972 ; *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Éd. du Seuil, 1978 ; *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983.

(33) Notamment WINOCK, Michel, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, n° 25, mai 1983, p. 35-44 ; SAND, Shlomo, « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n^{os} 8-9, août-septembre 1983, p. 149-160 ; BERSTEIN, Serge, « La France des années 30 allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell », *XX^{e} siècle*, n° 2, avril 1984, p. 83-94 ; JULLIARD, Jacques, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, juill.-août 1984, p. 849-861 ; RAPONE, Leonardo, « *Fascismo : Né destra né sinistra ?* », *Studi Storici*, vol. 25, n° 3, juillet-septembre 1984, p. 799-820.

(34) *La Droite révolutionnaire*, *op. cit.*, p. 10, 297-298.

(35) OSTENC, Michel, *Intellectuels italiens et Fascisme (1915-1929)*, Paris, Payot, 1983, notamment p. 325.

(36) Cf. ROBERTS, David D., *The Syndicalist Tradition and Italian Fascism*, The University of North Carolina Press, 1979.

(37) GENTILE, Emilio, *op. cit.*, p. 21 *sq.*

(38) ROMANO, Sergio, « *Sorel e Mussolini* », *Storia Contemporanea*, XV, n° 1, février 1984, p. 123-131.

(39) Cf. GAETA, Franco, *Il Nazionalismo Italiano*, Rome, Laterza, 1981.

(40) Cf. notamment RÉMOND, René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 195 *sq.* ; MACHEFER, Philippe, *Ligues et Fascismes en France (1919-1939)*, Paris, PUF/Clio, 1974 ; NOLTE, Ernst, *Le Fascisme dans son époque*. I. *L'Action française*, Paris, Julliard, 1970 ; MÜLLER, Klaus-Jürgen, « *French Fascism and Modernization* », *Journal of Contemporary History*, 11, n° 4, octobre 1976, p. 75-107 ; SOUCY, Robert J., « *The Nature of Fascism in France* », in *International Fascism. New Thoughts and New Approaches*, George Mosse éd., Londres, Sage Publications, 1979, p. 243-272 ; GUCHET, Yves, *Georges Valois*, Paris, Albatros, 1975 ; PLUMYÈNE, Jean, LASIERRA, Raymond, *Les Fascismes français, 1923-1963*, Paris, Éd. du Seuil, 1963 ; DENIEL, Alain, *Bucard et le Francisme*, Paris, Picollec, 1979 ; DIOUDONNAT, Pierre-Marie, « *Je*

suis partout ». *Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, La Table ronde, 1973.

(41) TOUCHARD, Jean, « L'esprit des années 30 : une tentative de renouvellement de la pensée politique française », in *Tendances politiques de la vie française depuis 1789*, Paris, Hachette, 1960, p. 89-121 ; LOUBETDEL BAYLE, Jean-Louis, *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Éd. du Seuil, 1969.

(42) GIRARDET, Raoul, « Note sur l'esprit d'un fascisme français (1934-1939) », *Revue française de science politique*, vol. 5, n° 3, juillet-septembre 1955, p. 530.

Notes du chapitre I

(43) MYSYROWICZ, Ladislas, *Autopsie d'une défaite. Origines de l'effondrement militaire français de 1940*, Lausanne, L'Age d'homme, 1973, p. 292 *sq.*

(44) L'ouvrage classique est désormais celui de BERSTEIN, Serge, *Histoire du parti radical*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), 1980-1982, 2 vol.

(45) Sur Kaulla, cf. *Neue Deutsche Biographie*, Berlin, Duncker und Humblot, vol. 11, 1977, p. 359-360. Pour répondre aux attaques de ses adversaires politiques, Bergery exposa lui-même les pièces du dossier de ses origines lors de sa campagne électorale de 1928 (« Règlement de comptes », *Mantes-Républicain*, 9 mai 1928, p. 2). Après avoir été un « enfant naturel » jusqu'à l'âge de cinq ans, il avait été reconnu par Kaulla. A l'âge de seize ans, une décision judiciaire lui donnait l'état de fils légitime du premier mari de sa mère ; le divorce avait été prononcé bien avant sa naissance, mais, à la suite d'une négligence administrative, il n'avait pas été porté au registre de l'état civil. Grâce à quoi Bergery put poursuivre en diffamation avec succès ses adversaires de droite qui le traitaient de « fils de Boche » (dossier des procès en diffamation dans *Arch. B.* /8).

(46) *Ibid.* /4, petit carnet intitulé « Campagne 1914 ».

(47) Gabriel Cudenet, « Gaston Bergery », *Le Seine-et-Oisien*, 23 décembre 1927 (*Arch. B.* /1).

(48) Quelques lettres échangées par Bergery et Herriot dans cette période ont survécu (*ibid.* /30).

(49) Cf. les articles signés L. et Lycurgue dans *l'Europe nouvelle*, 4 novembre 1922, p. 1386-1387 ; 23 décembre 1922, p. 1606-1609 ; 30 décembre 1922, p. 1643-1644 ; 27 janvier 1923, p. 103-105. Sur ce point, cf. WEISS, Louise, *Mémoires d'une Européenne*. II. *1919-1934*, Paris, Payot, 1969, p. 196 *sq.*

(50) LOUCHEUR, Louis, *Carnets secrets 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962, p. 151 ; BARDOUX, Jacques, *Le Socialisme au pouvoir. L'expérience de 1924. Le dialogue J. Ramsay MacDonald-Édouard Herriot*, Paris, Firmin-Didot, 1930, p. 202.

(51) Cf. JEANNENEY, Jean-Noël, *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel, 1924-1926*, Paris, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1982, p. 89 *sq.* ; Bergery, « J'accuse… », *Mantes-Républicain*, 15 février 1928 ; BONNET, Georges, *Vingt ans de vie politique, 1918-1938. De Clemenceau à Daladier*, Paris, Fayard, 1969, p. 62.

(52) HERRIOT, Édouard, *Jadis*. II. *D'une guerre à l'autre, 1914-1936*, Paris, Flammarion, p. 351.

(53) ANDREU, Pierre et GROVER, Frédéric, *Drieu La Rochelle*, Paris, Hachette, 1979, p. 119, 164, 219.

(54) BERSTEIN, *op. cit.* II. *Crise du radicalisme, 1926-1939*, p. 94 *sq.*

(55) *Mantes-Républicain*, 25 avril et 2 mai 1928. Créé par Bergery pour appuyer sa candidature, cet hebdomadaire avait trois mille abonnés en 1933 (*ibid.*, 27 décembre 1933) et probablement un millier de lecteurs au numéro.

(56) La formule est de B. de Jouvenel, « Y aura-t-il une seconde Révolution française ? », *La République*, 3 juillet 1936.

(57) « La crise », *Mantes-Républicain*, 6 novembre 1929.

(58) « La réunion contradictoire de Rosny », *ibid.*, 12 mars 1930.

(59) *Ibid.*, 31 juillet 1929 ; 11 septembre 1929.

(60) « Après les conversations Laval-Brüning », *ibid.*, 29 juillet 1931 ; « La guerre ou la paix », *ibid.*, 27 janvier 1932.

(61) B. de Jouvenel, « Un plan de valorisation coloniale et de collaboration européenne », *Les Cahiers bleus*, 21 mars 1931, p. 4-29 ; Émile Roche, *ibid.*, 22 novembre 1930, p. 21.

(62) « Notre politique extérieure. La guerre ou la paix », *Mantes-Républicain*, 22 octobre 1930 ; parti radical, *27e Congrès*, Grenoble, 9-12 octobre 1930, p. 84.

(63) *JO Déb. Ch.*, 22 janvier 1932, p. 111-112.

(64) « Notre politique extérieure. La guerre ou la paix », *Mantes-Républicain*, 22 octobre 1930 ; *ibid.*, 25 mars 1931.

(65) Parti radical, *26e Congrès*, Reims, 24-27 octobre 1929, p. 44.

(66) B. de Jouvenel, « Socialistes et radicaux », *La Voix*, 6 octobre 1929, p. 6-7.

(67) *Ibid.*, 4 août 1929, p. 3.

(68) Discours de Bergery au banquet de l'Union des gauches, *Mantes-Républicain*, 17 avril 1929 ; réunion de la Ligue des droits de l'Homme à Mantes, *ibid.*, 12 février 1930.

(69) Parti radical, *26e Congrès*, p. 43, 73.

(70) « Déclaration », *La Vie socialiste*, 2 mai 1931.

(71) THIBAUDET, Albert, *La République des professeurs*, Paris, Grasset, 1927.

(72) *Mémoires* (BN). Vol. I. *Le Massacre des possibles*, t. 1, p. 10-16, 23-27.

(73) RNP, *Un parti, un chef…*, Paris, Éd. du RNP, 1943, p. 21-23.

(74) *Mémoires*, I/1, p. 83, 85-86.

(75) *Carnets de campagne 1914-1918* (BN), I, p. 59, 6.

(76) *Mémoires*, I/3, p. 124. Cf. aussi l'opuscule qu'il fit paraître en 1919 sous le pseudonyme de TAED, *Cadavres et Maximes. Philosophie d'un revenant*, Paris, Les Forgerons, 1919.

(77) DE MAN, Henri, *The Remaking of a Mind. A Soldier's Thoughts on War and Reconstruction*, New York, Scribner's Sons, 1919, p. 61 ; *Après coup*,

Bruxelles, La Toison d'or, 1941, p. 107.

(78) DURKHEIM, Émile, *Le Socialisme*, Paris, Alcan, 1928, p. 25.

(79) Cf. la préface intitulée « Quelques remarques sur les groupements professionnels », à la deuxième édition de son ouvrage, DURKHEIM, Émile, *De la division du travail social*, Paris, Alcan, 1902, p. XXVIII-XXXII.

(80) « En dehors du marxisme, la société capitaliste demeure inintelligible » (Déat, « Religion et régime social », *La Vie socialiste*, 19 janvier 1929, p. 3). « Le marxisme, c'est la réplique socialiste au capitalisme de 1850 » (réponse de Déat à l'enquête sur la crise doctrinale du socialisme, *Monde*, 1er février 1930, p. 10).

(81) Déat, « Pourquoi nous avons fait le cartel dans la Marne », *La Vie socialiste*, 11 mars 1926, p. 5-6 ; « La vie du parti », « Échos de l'élection de la Marne à la CAP et au groupe parlementaire », *ibid.*, p. 14-15.

(82) Parti socialiste SFIO, *25e Congrès national*, Toulouse, 26-29 mai 1928, p. 144-145 ; *Le Populaire*, 8 juin 1928, p. 2.

(83) Dans ses *Mémoires* (Paris, Julliard, 1983, p. 69), Raymond ARON rapporte avoir été « ébloui par l'éloquence de Marcel Déat, toute différente de celle des Paul-Boncour ou des Édouard Herriot, plus argumentée, moins affective, servie par une prodigieuse facilité d'élocution ».

(84) *Mémoires*, I/2, p. 18.

(85) « Bolchevisme et socialisme », *ibid.*, 15 janvier 1927, p. 9-10.

(86) ZIEBURA, Gilbert, *Léon Blum et le Parti socialiste, 1872-1934*, Paris, Presses de la FNSP, 1967, p. 312 *sq.*

(87) *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930, p. 38, 47-48, 50.

(88) *Ibid.*, p. 237-239, 240-242.

(89) Séverac, « Quelques réflexions sur les *Perspectives socialistes* de Marcel Déat », *La Bataille socialiste*, janvier 1931.

(90) LEBAS, Jean, *Le Socialisme. But et Moyen*, suivi de *La Réfutation d'un néosocialisme*, Lille, Imprimerie ouvrière, 1931, p. 36, 63.

(91) GUTTSMAN, W. L., *The German Social Democratic Party, 1875-1933. From Ghetto to Government*, Londres, Allen and Unwin, 1981, p. 319-320.

(92) *Perspectives socialistes*, *op. cit.*, p. 163.

(93) *Ibid.*, p. 45-46 ; « Religion et régime social », *La Vie socialiste*, 19 janvier 1929, p. 4.

(94) « Problèmes confédéraux et problèmes socialistes », *ibid.*, 12 octobre 1929, p. 9-10 ; *Perspectives socialistes*, *op. cit.*, p. 163.

(95) *Ibid.*, p. 160.

(96) « Tout contre Hitler », *La Vie socialiste*, 12 mars 1932.

(97) Déat, « L'Europe ou la guerre », *Le Populaire*, 13 novembre 1930, p. 6 ; « La révision des traités », *La Vie socialiste*, 6, 13 et 20 décembre 1930 ; « L'Internationale au tournant », *ibid.*, 20 juin 1931 ; Zyromski, « Vers des

suggestions concrètes », *Le Populaire*, 21 et 22 novembre 1930, p. 6 ; « L'Anschluss ou la guerre », *ibid.*, 31 mars 1931, p. 6.

(98) Déat, « Angoisse et allégresse », *Le Populaire*, 15 juillet 1930, p. 6 ; « La révision des traités », *La Vie socialiste*, 13 décembre 1930, p. 8.

(99) « Crise bienfaisante », *Le Populaire*, 10 avril 1931, p. 6.

(100) *Perspectives socialistes*, *op. cit.*, p. 111.

(101) Parti socialiste SFIO, *28e Congrès national*, *op. cit.*, p. 164.

(102) Paul Marion, « Lénine et les nés de la guerre », *Bulletin communiste*, 1er février 1924.

(103) Brunet, Jean-Paul, *Saint-Denis la ville rouge, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980, p. 193.

(104) Drieu La Rochelle, Pierre, *Doriot ou la Vie d'un ouvrier français*, Paris, Les Éditions populaires françaises, 1936, p. 8.

(105) *L'Avant-Garde*, 27 novembre 1920 ; Fédération nationale des Jeunesses socialistes communistes de France, *Rapport moral au 1er Congrès national*, Paris, 15-16 mai 1921, Paris, Imprimerie Dangon, s.d., p. 5.

(106) *La Correspondance internationale des Jeunesses*, novembre-décembre 1922, p. 11.

(107) *Entre deux Congrès. 4 années d'ICJ*, Paris, Bureau d'Éditions, 1928, p. 221.

(108) *L'Humanité*, 26 juin 1925.

(109) « La JC dans la crise du Parti », *Bulletin communiste*, 2 mai 1924, p. 437.

(110) *Classe contre classe. La question française au IXe Exécutif et au VIe Congrès de l'IC*, Paris, Bureau d'Éditions, 1929, p. 247.

(111) *5e Congrès national du PCF*, Lille, 20-26 juin 1926, Bureau d'Éditions, 1927, p. 495-496.

(112) Barbé, Henri, *Souvenirs de militant et de dirigeant communiste*, Paris, Institut d'histoire sociale, p. 69 (dact.) ; Humbert-Droz, Jules, *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971, p. 270.

(113) Barbé, *op. cit.*, p. 69 ; *L'Opposition de gauche de l'IC*, no 3, décembre 1927, p. 40.

(114) Silone, Ignazio, *Sortie de secours*, Paris, Del Duca, 1966, p. 94.

(115) Cachin, « Rencontre symbolique », *L'Humanité*, 19 juin 1927 ; compte rendu du meeting, *ibid.*, 18 juin 1926.

(116) *Classe contre classe*, *op. cit.*, p. 6 *sq.*, 70-77.

(117) *L'Humanité*, 10 février 1929, p. 4 ; 17 février, p. 5 ; 24 février, p. 5 ; 10 mars, p. 5, etc.

(118) *Ibid.*, 4, 5, 6, 7 et 8 avril 1929.

(119) Déat, « Silence de l'hérétique », *Le Populaire*, 17 février 1929 ; Doriot, « Le Parti ouvrier-bourgeois », *L'Humanité*, 23 février 1929.

(120) BARBÉ, *op. cit.*, p. 170-171. Barbé fait une confusion entre le VI^e^ Congrès et le VI^e^ Plenum ; c'est de ce dernier qu'il s'agit, cf. les propos de même sens tenus par Staline, in STALINE, Joseph, *Works*, vol. 8, *1926 January-November*, Moscou, 1954, p. 110.

(121) BARBÉ, *op. cit.*, p. 169.

(122) Marion quitta le PC à son retour d'un séjour de quinze mois en URSS, cf. sa lettre de démission publiée dans *La Vie socialiste*, 14 septembre 1929, p. 11-12. Sur le groupe des Six, qui allait donner naissance au PUP (Parti de l'unité prolétarienne), cf. *Le Réquisitoire des « Six »* (L. Sellier, J. Garchery, Ch. Joly, Castellaz, C. Renault, L. Gélis), Paris, Imprimerie centrale de la Bourse, s.d. [1929].

(123) *L'Internationale communiste*, 20 juillet 1930, p. 1366-1384.

(124) *L'Humanité*, 19 décembre 1931.

(125) BRUNET, *Saint-Denis*, *op. cit.*, p. 303-309. Pour un bilan de son activité présenté par Doriot lui-même, cf. *L'Émancipation*, 10 mars 1934.

(126) *L'Humanité*, 20 septembre 1931 ; *Cahiers du bolchevisme*, 1^er^ octobre 1931, p. 833-840 ; *L'Émancipation*, 5 septembre 1931 ; Ferrat, « Contre le danger opportuniste », *L'Humanité*, 18 décembre 1931.

(127) « Impressions d'Allemagne. Les dures conséquences du traité de Versailles et du plan Young », *L'Humanité*, 9 et 14 août 1930 ; « Impressions d'Allemagne », *ibid.*, 18, 19 et 27 octobre 1930 ; *JO Déb. Ch.*, 13 novembre 1930, p. 3363.

(128) BARBÉ, *op. cit.*, p. 214.

(129) VASSART, *Mémoires inédits*, Paris, IHS, Partie 4, p. 11 (dact.).

Notes du chapitre II

(Certains passages de ce chapitre ont paru sous le titre « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, n° 32, novembre 1984, p. 52-72.)

(130) Cf. ADAMTHWAITE, Anthony, *France and the Coming of the Second World War, 1936-1939*, Londres, Frank Cass, 1977 ; DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1983 ; MYSYROWICZ, *op. cit.*

(131) DENIEL, *op. cit.*, p. 289.

(132) Pour Chaumet et Pichon, lettre du Parti populaire social national, 2 octobre 1934, *Botschaft Paris*/554 d (PA-AA) ; pour Jean Renaud et Darquier, tél. A 779, 24.2.37, *Pol II*/109 ; pour Coston, tél. A 4913, 9 novembre 1934, *Botschaft Paris*/554 d ; pour Boissel, 11 et 31 juillet 1933, *Botschaft Paris*/701 b.

(133) Taittinger dans *Candide*, 28 novembre 1935, cité par MICAUD, Charles A., *The French Right and Nazi Germany, 1933-1939. A Study of Public Opinion*, New York, Octagon Books, 1964, p. 84.

(134) DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, *Socialisme fasciste*, Paris, Gallimard, 1934, p. 167-169.

(135) *Ibid.*, p. 170-171.

(136) Feihl, 19 novembre 1936, *Botschaft Paris*/554 d.

(137) Note du Stellvertreter des Führers, 12 août 1937, *Inland II A/B*/87/2 (PA-AA) ; récapitulatif dans une note de l'Auslandamt du NSDAP du 25 mars 1939, *Dienststelle Ribbentrop*/19/1 (PA-AA) ; tél. A 953 de Welczek, 8 avril 1937, *Botschaft Paris*/554 d ; tél. 87 de Woermann, Berlin, 10 mars 1939, *ibid.*/692/4.

(138) « Le problème du pouvoir », *Le Populaire*, 13 juillet 1933.

(139) MAN, Henri DE, *Le Socialisme constructif*, Paris, Alcan, 1933, p. 209.

(140) *Ibid.*, p. 237-238, 243-244.

(141) *Ibid.*, p. 228.

(142) *Les Cahiers des droits de l'Homme*, 20 novembre 1933, p. 688.

(143) *Ibid.*, p. 685.

(144) « Précisions nécessaires », *Le Barrage*, 9 août 1934 ; « Le discours de M. Hitler », *ibid.*, 30 mai 1935.

(145) « Antifascisme et pacifisme intégral. Réponse à Bernard Lecache », *ibid.*, 23 janvier 1936.

(146) Lettres signées de C. Drevet, secrétaire général de la LICP, 25 avril, 5 et 13 mai 1938, *Botschaft Paris*/701 b.

(147) « Huit jours de septembre en Allemagne », *La Grande Revue*, octobre 1938, p. 203-230.

(148) Bauchet, « Rapport moral », *Le Barrage*, 7 mars 1935, p. 4 ; 20 avril 1939, p. 4.

(149) « Et pourquoi pas un faisceau de gauche ? », *La Volonté*, 13 mai 1927, reproduit in *L'Avenir de la République*, Paris, Valois, 1927, p. 39-45.

(150) CHARLES ALBERT, *L'Etat moderne. Ses principes et ses institutions*, Paris, Valois, 1929.

(151) Cf. *Le Couple France-Allemagne*, Paris, Flammarion, 1934.

(152) Note P 139 du 4 février 1935 sur les avantages de sorties de devises dont jouissait Romains, *F*^{7} *13434* (AN).

(153) « Conclusions provisoires », in ROMAINS, Jules, *Problèmes européens*, Paris, Flammarion, 1933, p. 177-178.

(154) *Ibid.*, p. 182.

(155) *Ibid.*, p. 185.

(156) *Ibid.*, p. 186.

(157) *Ibid.*, p. 230.

(158) *La Victoire*, Paris, NRF, 1924.

(159) *Locarno sans rêves*, Paris, Grasset, 1927, p. 131 ; *Russie 1927*, Paris, Grasset, 1927, p. 162, 172-173.

(160) *Après la législature des dupes*, Paris, Grasset, 1928, p. 99-100.

(161) Cf. YALNIK, Odile, *Jean Prévost. Portrait d'un homme*, Paris, Fayard, 1979. Prévost mourut dans le maquis du Vercors en 1944.

(162) « Du nouveau en France », *Pamphlet*, 11 août 1933, p. 13-14.

(163) « Le fascisme est-il exportable ? », *ibid.*, 19 janvier 1934, p. 11.

(164) « Trois aspects du nazisme », *ibid.*, 10 novembre 1933, p. 5-7.

(165) Fabre-Luce, « *Die Verjüngung des politischen Lebens in Frankreich* », *Die Neue Rundschau*, avril 1934, p. 353-362.

(166) « L'avis de *Pamphlet* », *ibid.*, 23 février 1934.

(167) « Le treizième point », *ibid.*, 11 août 1933, p. 1 ; « Mobiliserons-nous », *ibid.*, 17 mars 1933, p. 2.

(168) « En pleine confusion », *ibid.*, 12 janvier 1934, p. 1.

(169) « Politique intérieure d'abord », *ibid.*, 8 décembre 1933, p. 6.

(170) *Plan du 9 juillet. Réforme de la France proposée par le groupe du 9 juillet*, Paris, Gallimard, 1934, p. 5 (avant-propos de Jules Romains).

(171) FABRE-LUCE, Alfred, *Vingt-cinq années de liberté*. I. *Le Grand Jeu, 1936-1939*, Paris, Julliard, 1962, p. 154.

(172) *Plan du 9 juillet*, *op. cit.*, p. 38-40.

(173) *L'Ordre*, 3 septembre et jours suivants.

(174) *Plan du 9 juillet*, *op. cit.*, p. 20.

(175) « Une réunion de Hitler. Ce qui menace la paix du monde », *L'Œuvre*, 13 septembre 1930.

(176) « Peut-on s'entendre avec Hitler ? », *La République*, 10 février 1933.

(177) « Histoire secrète du rapprochement franco-allemand », *L'Europe nouvelle*, 15 décembre 1934, p. 1243.

(178) *Botschaft Paris*/1061/c, s.d.

(179) Note de von Rintelen, 19 août 1935 ; « Comité d'honneur France-Allemagne », s.d., *Botschaft Paris*/1049/1 ; tél. B 5524, Welczek, 25 novembre 1936, *ibid.*

(180) Lettre du 29 janvier 1936 :

« Cher Otto,

Je suis ici pour trois semaines. Au cours de cette période, sera-t-il possible de réaliser le projet de Berchtesgaden ? Tu sais que *Paris-Soir* tire maintenant à 2 200 000 exemplaires. Je n'ai pas besoin de te signaler combien le journal est antiallemand. Qu'on lui donne quelque chose, sacrebleu, et le ton changera !

Fais mes compliments au baron de Ribbentrop et garde pour toi ma très affectueuse amitié.

Bertrand » (original dans le *Dossier Abetz*/00814-5, BDC).

(181) *Ibid.*, 00773-4.

(182) *Cahiers franco-allemands*, mars 1936, p. 122.

(183) « A propos de mon interview du Führer-Chancelier », *La Flèche*, 7 mars 1936.

(184) « Élaboration du Programme », *La Lutte des jeunes*, 25 février 1934, p. 7.

(185) Enquête sur les rapports avec le PC, *Esprit*, 1er juin 1934, p. 482-484.

(186) B. de Jouvenel, « La pensée et l'action », *Les Nouvelles littéraires*, 24 octobre 1936, p. 1 et 8.

(187) Mounier, « Manifeste du personnalisme », *Esprit*, 1er octobre 1936, p. 29-30.

(188) Mounier, « Lendemains d'une trahison », *ibid.*, 1er octobre 1938, p. 13-14.

(189) Note d'Abetz, 20 mai 1935, *Inland I Partei*/41/4.

(190) MOUNIER, Emmanuel, *Œuvres*. IV. *Recueils posthumes. Correspondance*, Paris, Éd. du Seuil, 1963, 29 mai 1934, p. 550 ; *Cahiers franco-allemands*, août-septembre 1936, p. 301 ; Mounier, « *Was ist der Personalismus ?* », *ibid.*, novembre 1936, p. 368-373 ; Martin Hieronimi, « *Der Personalismus, eine geistige Erneuerungsbewegung in Frankreich* », *ibid.*, février 1937, p. 58-60 ; Hans Jeschke, « *Der Personalismus als geistig-politische Erneuerungsbewegung in Frankreich* », *Geist der Zeit*, décembre 1937, p. 875-886.

(191) Lettre de Mounier à l'attaché culturel de l'ambassade du 21 février 1939, *Botschaft Paris*/692/4. En voici l'essentiel :

« Nous aimerions beaucoup suivre sur documentation directe le mouvement culturel allemand. Vous serait-il possible de nous obtenir, à votre gré, soit l'échange d'*Esprit* avec ces revues, soit, si vous préférez, le service de ces revues à titre de propagande. J'indique la seconde hypothèse car vous ne devez pas ignorer qu'*Esprit* est souvent critique pour le régime national-socialiste et peut-être préférez-vous que ces critiques ne passent pas la frontière. »

(192) *L'Europe contre les patries*, Paris, Gallimard, 1931, p. 79.

(193) « Sous Doumergue », *La Lutte des jeunes*, 7 mai 1934, repris dans *Chronique politique, 1934-1942*, Paris, Gallimard, 1943, p. 19-20.

(194) « La République des indécis », *La Lutte des jeunes*, 10 juin 1934, in *ibid.*, p. 23-26.

(195) *Socialisme fasciste*, *op. cit.*, p. 104.

(196) *Ibid.*, p. 102.

(197) *Ibid.*, p. 136-137.

(198) *Ibid.*, p. 152-153.

(199) « Le fonds philosophique de notre doctrine (II) », *L'Émancipation nationale*, 12 août 1938, in *Chronique politique*, *op. cit.*, p. 165.

(200) WINOCK, Michel, « Une parabole fasciste : *Gilles* de Drieu La Rochelle », *Le Mouvement social*, n° 80, 1972, p. 29-47, repris dans *Édouard Drumont et C^ie^*, Paris, Éd. du Seuil, 1982.

(201) *Gilles*, Paris, Gallimard, 1939, p. 474.

Notes du chapitre III

(202) BERSTEIN, *Histoire du parti radical*, *op. cit.*, vol. 2, p. 195.

(203) *Mantes-Républicain*, 9 mars 1932 ; 20 avril 1932 ; 2 mai 1928 ; 4 et 11 mai 1932.

(204) BERSTEIN, *op. cit.*, p. 210-216 ; *Mantes-Républicain*, 18 mai-8 juin 1932.

(205) BERSTEIN, *op. cit.*, p. 218.

(206) *Ibid.*, p. 209, 238 ; *Mantes-Républicain*, 15 et 22 juin 1932.

(207) *Mantes-Républicain*, 20 juillet 1932 ; 27 juillet 1932.

(208) *29e Congrès du parti républicain, radical et radical-socialiste, Toulouse, 3-6 novembre 1932*, Paris, p. 59-90 ; BERSTEIN, *op. cit.*, p. 248.

(209) *Mantes-Républicain*, 1er février 1933.

(210) *Ibid.*, 8 février 1933.

(211) *Ibid.*, 15 mars 1933 ; *Monde*, 18 mars 1933, p. 3-4.

(212) *La République*, 16 mars 1933 ; *L'Humanité*, 13 mars 1933, p. 2.

(213) *Le Populaire*, 7 novembre 1932, p. 4.

(214) *Le Petit Journal*, 9 juillet 1935 ; *Vu*, 3 juillet 1935, p. 869.

(215) *Mantes-Républicain*, 7 septembre 1932 ; 12 octobre 1932, 6 novembre 1932 ; *Arch. B.* /12 ; *Monde*, 10 septembre 1932, p. 5.

(216) Lettre de Barbusse à Bergery, s.d. (fin juillet 1933), reproduite dans une circulaire du Comité Amsterdam-Pleyel, *Arch. B.* /8.

(217) *Ibid.* /12. Sur la LAURS et les JLR, cf. BERSTEIN, *op. cit.*, t. 1, p. 238-241.

(218) *Mantes-Républicain*, 31 mai 1933, 14 juin 1933 ; « Un échange de vues », *L'Humanité*, 28 mai 1933, p. 2.

(219) *Monde*, 24 juin 1933, p. 15-16.

(220) *L'Humanité*, 6 juin 1933.

(221) *L'Humanité*, 15 septembre 1933 et jours suivants ; GROSS, Babette, *Willi Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1967, p. 252.

(222) *Mantes-Républicain*, 7 et 28 juin, 12 juillet 1933 ; *B/A 350* (APP), rapport du 8 juillet 1933.

(223) *Monde*, 3 juin 1933, p. 3 ; Bergery avait invité Déat à Mantes en mars (*Mantes-Républicain*, 15 mars 1933) et il avait lu à l'assemblée, pour présenter l'orateur, une page de *Perspectives socialistes*.

(224) *Monde*, 3 juin 1933, p. 16.

(225) *Mantes-Républicain*, 12 juillet 1933.

(226) *Ibid.*, 5 avril, 31 mai, 7 juin 1933 ; *Monde*, 8 avril 1933, p. 3 ; 3 juin 1933, p. 16.

(227) « Fascisme antifasciste ? », *Front mondial*, 8 août 1933, p. 3 (l'expression visait les néos).

(228) *B/A 350* (APP), notes du 25 novembre et du 18 décembre 1933.

(229) *Le Populaire*, 6 novembre 1933.

(230) *B/A 350* (APP), notes du 9 août, et des 6, 21, 27 décembre 1933.

(231) *Ibid.*, note du 18 décembre 1933.

(232) « Et maintenant, en avant ! », *Front commun*, 1er janvier 1934.

(233) *Ibid.*, 1er janvier 1934.

(234) *Ibid.* ; *Mantes-Républicain*, 17 janvier 1934.

(235) *Ibid.*, 8 novembre 1933 ; *JO Déb. Ch.*, 3 novembre 1933, p. 3968.

(236) *Mantes-Républicain*, 17 janvier 1934.

(237) BERSTEIN, Serge, *Le 6 février 1934*, Paris, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », 1975, p. 115 *sq.* ; *Mantes-Républicain*, 7 février 1934.

(238) *Ibid.*, 14 février 1934.

(239) « De Daladier à l'Union nationale », *ibid.*, 14 février 1934.

(240) Lafue, « Sommes-nous en période révolutionnaire ? », *1934*, 28 mars 1934 ; rectification, *ibid.*, 4 avril 1934.

(241) « Notre tactique défensive et offensive », *Front commun*, mars 1934.

(242) *B/A 350* (APP).

(243) *Mantes-Républicain*, 21 mars 1934 ; Chambre des députés, *Rapport général fait au nom de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934*, Annexes, t. I, p. 378-379, 952-970.

(244) *Mantes-Républicain*, 25 avril 1934 ; BERSTEIN, *Histoire du parti radical*, t. 2, *op. cit.*, p. 306-307.

(245) *L'Humanité*, 19 avril 1934 et jours suivants ; *Le Figaro*, 30 avril 1934 ; « D'un choix à faire », *Le Temps*, 22 avril 1934 ; « Le devoir des républicains », 28 avril 1934.

(246) *Le Populaire*, 1er mai 1934.

(247) « Explication nécessaire », *Mantes-Républicain*, 9 mai 1934.

(248) Ligue française pour la défense des droits de l'Homme et du Citoyen, *Congrès national de 1934*, Nancy, 19-21 mai 1934, Paris, 1934, p. 70.

(249) ÉMERY, Léon, *Étapes et Rencontres. A travers les tumultes d'un siècle*, Lyon, Les Cahiers libres, 1976, p. 33 *sq.*

(250) *Congrès national de 1934, op. cit.*, p. 341-345 ; p. 347-349.

(251) *Ibid.*, p. 381-384.

(252) *Ibid.*, p. 487-488.

(253) *Ibid.*, p. 322, 324.

(254) *Les Cahiers des droits de l'Homme*, 30 mai-5 juin 1934, p. 361.

(255) *Papiers J.-R. Bloch* (BN), *Correspondance*. IV. *Bloch à Bergery*, 28 mai 1934 ; réponse de Bergery, 8 juin 1934.

(256) *Front commun*, mai-juin 1934.

(257) *B/A 350* (APP), note du 23 juin 1934 ; *Le Populaire*, 26 juin 1934, p. 3.

(258) *Notre Temps*, 27 juin 1934.

(259) « Paris-Lyon », *Mantes-Républicain*, 18 juillet 1934, et *La Flèche*, 1er août 1934.

(260) WINOCK, Michel, *Histoire politique de la revue « Esprit »*, Paris, Éd. du Seuil, 1975, p. 42-45, 107-109 ; « Chronique de la 3e Force », *Esprit*, 1er mai 1933, p. 291-292 ; « Nouveau régime économique », *ibid.*, 1er septembre 1933, p. 722-752.

(261) *Arch. Iz.*, lettre de Izard à Bergery du 22 juillet, et réponse de Bergery du 28 juillet 1933.

(262) *Ibid.*, compte rendu du CCC de la Troisième Force du 9 novembre 1934 ; Mounier, « La Troisième Force », *Esprit*, 1er décembre 1934, p. 507.

(263) Entretien avec L.-É. Galey, 11 mai 1981.

(264) Bergery, « Où en est l'unité d'action antifasciste ? », *La Flèche*, 15 octobre 1934 ; *Les Cahiers des droits de l'Homme*, 10 février 1935, p. 88-89.

(265) *JO Déb. Ch.*, 6 avril 1933, p. 1934.

(266) *Mantes-Républicain*, 25 octobre 1933.

(267) « Le bilan des Assises », *La Flèche*, 10 novembre 1934.

(268) « Politique de l'avenir et politique de l'immédiat », *ibid.*, 27 avril 1935.

(269) *Ibid.*, 10 novembre 1934.

(270) *Ibid.*, édition spéciale, 16 mars 1935.

(271) « Front commun et Front social », *Spartacus*, avril-mai 1935, p. 16.

(272) « Une lettre de Langevin et une réponse de Bergery », *La Flèche*, 13 avril 1935, p. 2.

(273) « Rapport sur la tactique » ; « Rapport sur l'organisation intérieure », *Arch. B.* /4.

(274) Galey, 11 mai 1981.

(275) Marion, « Front social et ses grands desseins », *Révolution*, 2 novembre 1935.

(276) « Rapport moral pour les Assises nationales extraordinaires (6-7 juillet 1935 »), *Arch. B.* /9 ; *La Flèche* (Lyon), 15 septembre 1934, 9 février 1935, p. 2.

(277) B. de Jouvenel, « Y aura-t-il une seconde Révolution française ? », *La République*, 3 juillet 1936.

(278) J. Maass, 10 juillet 1934, VI S 6447, *Botschaft Paris*/1050/1.

(279) Ganivet, « Un congrès d'études corporatives à Rome », *L'Homme réel*, juillet 1935, p. 21-28 ; entretien avec Galey, 11 mai 1981.

(280) « Pour les élections cantonales », *La Flèche*, 1er septembre 1934 ; « A propos des élections municipales », *ibid.*, 27 avril 1935 ; 25 mai 1934 ; Bergery, « Agir pour le Plan », *ibid.*, 2 février 1935, p. 5 ; (suite), 16 février 1935.

(281) Izard, « Socialisme, planisme et frontisme », *ibid.*, 13 avril 1935.

Notes du chapitre IV

(282) Cf. ZIEBURA, *op. cit.*, p. 336 *sq.*

(283) Zyromski, « Nouvelle "démonstration expérimentale" », *Le Populaire*, 7 juillet 1932, p. 6 ; Paul Faure, « Finissons-en ! », *La Bataille socialiste*, juillet 1932.

(284) SFIO, *29e Congrès national*, Paris, 29 mai-1er juin 1932, Paris, Librairie populaire, 1932, p. 147.

(285) Renaudel, « Libres de tout engagement », *La Vie socialiste*, 24 décembre 1932, p. 3-4 ; Déat, « De Herriot à Paul-Boncour », *Le Populaire*, 21 décembre 1932, p. 6.

(286) « Documents sur la crise ministérielle », *La Vie socialiste*, 11 février 1933, p. 6 *sq.* ; 18 février 1933 ; Déat, « Le péril était double », *Le Populaire*, 4 février 1933, p. 6.

(287) Renaudel, « La menace à l'unité », *La Vie socialiste*, 3 juin 1933, p. 4 ; *L'Œuvre*, 10 juin 1933, p. 4.

(288) SFIO, *30e Congrès national*, Paris, 14-17 juillet 1933, Paris, Librairie populaire, 1933, p. 352.

(289) Déat, « Un Congrès pour rien », *Le Populaire*, 10 avril 1933, p. 6.

(290) MONTAGNON, Barthélemy, MARQUET, Adrien, DÉAT, Marcel, *Néo-socialisme ? Ordre-autorité-nation*, Paris, Grasset, 1933, p. 16 *sq.*, p. 24-29.

(291) *Ibid.*, p. 32-34.

(292) *Ibid.*, p. 25, 30-31.

(293) *30e Congrès national*, *op. cit.*, p. 303-304.

(294) *Néo-socialisme ?*, *op. cit.*, p. 41-46.

(295) *Ibid.*, p. 51-59.

(296) *Ibid.*, p. 60-61.

(297) *30e Congrès national*, *op. cit.*, p. 369.

(298) *Néo-socialisme ?*, *op. cit.*, p. 76-77, 80.

(299) *Ibid.*, p. 100-101.

(300) *Lu*, 28 juillet 1933, p. 4 ; Mussolini, « *Fra due civiltà* », *Il Popolo d'Italia*, 22 août 1933, in *Opera Omnia. A cura di Edoardo e Duilio Susmel*, Florence, La Fenice, t. XXVI, 1958, p. 43-45.

(301) « Fascisme et socialisme ». *Le Temps*, 26 juillet 1933 ; Piot, « Les trois tendances », *L'Œuvre*, 19 juillet 1933 ; Millet, « Encore le fascisme de gauche », *Le Temps*, 18 juillet 1933, p. 8.

(302) *L'Écho de Paris*, 18 juillet 1933.

(303) Cf. notamment, « Le cœur du problème », *ibid.*, 1er août 1933 ; « La Conférence socialiste internationale de Paris », *ibid.*, 21 août 1933 ; « Les

deux faces de la participation », *ibid.*, 10 septembre 1933 ; « La jeunesse et l'action », 13 septembre 1933.

(304) L'expression est de J. Piot, « Sont-ils fascistes ? », *L'Œuvre*, 24 juillet 1933.

(305) *Grandeur et Servitudes socialistes*, Paris, Valois, 1929, p. 191.

(306) *Néo-socialisme ?*, *op. cit.*, p. 102.

(307) *Ibid.*, p. 118-119.

(308) *Ibid.*, p. 124-126.

(309) *Ibid.*, p. 128.

(310) *Ibid.*, p. 126.

(311) *Ibid.*, p. 127.

(312) « M. Marquet répond aux attaques de M. Léon Blum », *L'Œuvre*, 1er août 1933.

(313) « Notre "nationalisme" », *ibid.*, 26 juillet 1933 ; « L'action et la foi », *ibid.*, 27 août 1933.

(314) *Vu*, 26 juillet 1933, p. 1136-1137 ; « Le complot des Acacias », *ibid.*, 14 mars 1934, p. 327.

(315) « Un plan économique triennal contre la crise », *L'Œuvre*, 24 août 1933.

(316) *La Vie socialiste*, 28 octobre 1933, p. 7 *sq.* ; *Le Populaire*, 6 novembre 1933 : les députés concernés étaient Cayrel, Déat, Deschizeaux, Lafont, Marquet, Montagnon et Renaudel.

(317) « Unité ou scission ? », *La Vie socialiste*, 7 octobre 1933, p. 4 ; « Budget et discipline », *L'Œuvre*, 27 septembre 1933.

(318) *Le Temps*, 8 novembre 1933, p. 2 ; Marion, « Conseil national SFIO », *Notre Temps*, 5 novembre 1933.

(319) *L'Œuvre*, 9 novembre 1933, p. 4 ; *Paris-Demain*, 11 novembre 1933, p. 4 (*Paris-Demain* était l'organe de Déat dans le XXe arrondissement).

(320) *Ibid.*, 9 décembre 1933, p. 6.

(321) *L'Appel*, 19 novembre 1933 ; *La Vie socialiste*, 25 novembre 1933.

(322) « Projet de statuts », *ibid.*, 2 décembre 1933, p. 3-5 ; Déat, « Chronique du PSF », *ibid.*, 23 décembre 1933, p. 13-14 ; Hauck, « Circulaire sur les groupes d'action », *ibid.*, p. 14-15 ; Bonnier, « Circulaire sur les équipes techniques », *ibid.*, p. 15.

(323) Déat, « Veille de Congrès », *L'Appel*, 3 décembre 1933 ; « Le parti sera l'État », *Notre Temps*, 21 janvier 1934.

(324) Déat, « Veille de Congrès », *L'Appel*, 3 décembre 1933 ; Marion, « Les socialistes de France tiennent leur 1er Congrès », *Notre Temps*, 4 décembre 1933 ; Déat, « Le pouvoir fort et ses conditions », *ibid.*, 28 janvier 1934.

(325) *JO Déb. Ch.*, 12 janvier 1934, p. 72-75 ; « Nos objectifs », *L'Appel*, 21 janvier 1934 ; « Résistances et craquements », *Notre Temps*, 4 février

1934.

(326) *L'Œuvre*, 16 février 1934, p. 4.

(327) « Le cas Marquet », *Paris-Demain*, 15 février 1934, p. 2.

(328) *Mémoires*, I/2, p. 159 ; *L'Œuvre*, 22 mai 1934.

(329) *Mémoires*, I/2, p. 131, 159.

(330) *Le Populaire*, 21 mai 1934, p. 3 ; *L'Œuvre*, 21 et 22 mai 1934.

(331) *Ibid.*, 21 octobre 1934.

(332) « Fin des vieux partis », *Notre Temps*, 14 février 1934 ; « Et maintenant, travaillons », *La Vie socialiste*, 3 mars 1934, p. 3.

(333) « Questions aux vieux partis », *Paris-Demain*, 12 mai 1934.

(334) « Avertissements », *ibid.*, 23 juin 1934 ; « Le ministère en sursis », *ibid.*, 28 juillet 1934, p. 7.

(335) *Ibid.*, 24 février 1934, p. 16 ; *La Vie socialiste*, 27 octobre 1934, p. 16 ; *L'Œuvre*, 5 décembre 1934, p. 2.

(336) Déat, « La caravane passera », *Paris-Demain*, 2 juin 1934 ; Suarez, « Marcel Déat révolutionnaire de juillet ou Vers un ministère Paul-Boncour », *Gringoire*, 1er juin 1934, p. 2 ; note du 29 mai 1934, *B/A 334* (APP).

(337) Kayser, « Effort de rassemblement nécessaire », *L'Œuvre*, 2 avril 1934, « Le rassemblement nécessaire », *ibid.*, 28 mai 1934 ; Luchaire, « Union des forces neuves », *Notre Temps*, 23 mai 1934 ; Roche, « Les AC et l'ordre nouveau », *La République*, 29 mars 1934, « Le Tiers-Parti », *ibid.*, 30 juillet 1934 ; « Le Rassemblement devant la crise », *La Jeune République*, 8 juillet 1934 ; Paul-Boncour, « Du Tiers-Parti au Rassemblement », *La République*, 23 août 1934.

(338) « Une importante réunion du Groupe du 9 juillet », *L'Œuvre*, 30 octobre 1934, p. 4.

(339) *Paris-Demain*, 20 octobre 1934, 24 novembre 1934, p. 4.

(340) Ramadier, « Idéologie républicaine », *L'Appel*, 28 avril 1934, p. 2.

(341) Renaudel, « Rassemblements », *La Vie socialiste*, 1er décembre 1934 ; Perceau, « Les rassemblements équivoques », *La Lumière*, 10 novembre 1934, p. 4.

(342) « Déclaration du parti », *L'Appel*, 5 décembre 1933.

(343) « Manifeste du PSF », *ibid.*, 19 novembre 1933 ; « Plate-forme du parti », *La Vie socialiste*, 17 février 1934, p. 4-5.

(344) « Le jeu de la guerre et de la paix », *Paris-Demain*, 18 novembre 1933.

(345) « Du Carême de la trêve au Carnaval de l'émeute », *Paris-Demain*, 22 septembre 1934.

(346) « Marché ou champ de bataille : dilemme de l'Europe », *L'Homme nouveau*, 1er avril 1935.

(347) « Jeunesses d'Europe », *La Tribune des nations*, 22 novembre 1934, p. 11 ; « Le cap du 13 janvier », *Paris-Demain*, 8 décembre 1934.

(348) « Mourir pour l'Est-Chinois… », *ibid.*, 1er septembre 1934.

(349) « Le cap du 13 janvier », *ibid.*, 8 décembre 1934.

(350) BILIS, Michel, *Socialistes et Pacifistes. L'intenable dilemme des socialistes français (1933-1939)*, Paris, Syros, 1979, p. 142.

(351) *Discours de protestation* contre les atteintes portées en Allemagne à la dignité… à la liberté… aux droits humains et civiques des israélites, Paris, Éditions pour la dignité humaine, s.d. [1937], p. 14-20 ; *Les Cahiers des droits de l'Homme*, 10 mars 1936, p. 168 ; *Le Droit de vivre*, 18 avril 1936 ; MARRUS, Michaël R. et PAXTON, Robert O., *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981, p. 55.

(352) Note du 5 janvier 1935, P 275, *F7 13434.*

(353) *JO Déb. Ch.*, 30 novembre 1934, p. 2840. Cf. aussi B. de Jouvenel, « Montagnon : les dirigeants de l'Allemagne ne peuvent pas vouloir la guerre », *Le Petit Journal*, 3 décembre 1934.

(354) *La Vie socialiste*, 9 février 1935, p. 12.

(355) « *Fronti unici* », *Il Popolo d'Italia*, 3 mai 1934, in *Opera Omnia*, *op. cit.*, t. XXVI, p. 216-217.

(356) « *Una cosa seria* », *ibid.*, 25 juillet 1934, p. 289.

(357) Landini à Ciano, 21 avril 1934, *T 586/418*/008976-9 (NA). Contrairement à ce qu'écrit Max Gallo (*Cinquième Colonne, 1930-1940*, Paris, Plon, 1973, p. 201-203), rien ne permet d'établir l'existence de subventions italiennes au PSdF ou à ses dirigeants ; de l'argent fut effectivement demandé à Landini, mais par l'intermédiaire qui l'avait mis en relation avec les néos et qui n'appartenait pas lui-même au PSF (Landini le précisa à Ciano, *ibid.*, *T. 586/418*/008975).

(358) Landini à Ciano, 21 avril 1934, *T 586/418*/008977 ; 28 octobre 1934, *T 586/417*/008098 ; MONTAGNON, Barthélemy, *De Jaurès à de Gaulle. Néo-capitalisme ? Néo-socialisme ?* Paris, D'Halluin, 1969, p. 88.

(359) « *Das neue Frankreich : ein Gespräch mit dem Abgeordneten Marcel Déat* », *Berliner Tageblatt*, 29 octobre 1933 ; Déat, « *Fascismus oder Sozialismus ?* », *Die Europäische Revue*, novembre 1933, p. 661-666. A ma connaissance, il n'y eut pas d'autres articles de Déat dans la presse allemande jusqu'après la défaite.

(360) Déat, *Journal de guerre*, 21 août 1940, p. 55 (*F7 15342*, AN).

(361) *Volksgemeinschaft und Völkerfriede. Sitzungsbericht der Berliner Tagung. 5-7 Dezember 1934*, Berlin, p. 73-74. Son intervention est reproduite sans que son identité soit indiquée ; un document de l'AA le révèle (note de la Reichstelle für den Aussenhandel du 5 janvier 1935, *Inland II A/B*/25/1).

(362) « Visite à Berlin », *Néo*, 29 mai 1935.

(363) « A un ami, républicain modéré », *ibid.*, 20 novembre 1935 ; « L'enjeu : notre sécurité future », *ibid.*, 25 décembre 1935.

(364) Cf. Roditi, « Sur un seul tableau », *L'Homme nouveau*, juin 1935.

(365) HANSEN, Erik von Stein, *op. cit.*, p. 214 ; Déat, « L'exemple belge », *Paris-Demain*, 6 janvier 1934 ; « Le plan belge et nous », *La Vie socialiste*, 6 janvier 1934, p. 3-5.

(366) Déat, « Syndicalisme et corporatisme », *La Vie socialiste*, 17 mars 1934, p. 1-4 ; « Circonstances exceptionnelles », *ibid.*, 19 mai 1934 ; les citations de De Man sont tirées de l'article signé S., « Le corporatisme en France », *L'Information sociale*, 20 juin 1935, p. 9-10.

(367) *La Vie socialiste*, 22 décembre 1934, p. 10-11.

(368) LEFRANC, Georges, « Histoire d'un groupe du PS SFIO. Révolution constructive (1930-1938) », *Mélanges Babel*, Genève, Tribune de Genève, 1963, vol. II, p. 400-426 ; BILIS, *op. cit.*, p. 117-119 ; Boivin, « Ce que nous pensons des néos », *Le Populaire*, 1er février 1935, p. 6.

(369) Ces hommes étaient présents lors de la conférence de De Man en décembre 1934, *Paris-Demain*, 22 décembre 1934.

(370) Déat, « Pour un Comité du Plan », *La Vie socialiste*, 2 mars 1935, p. 3-5 ; 30 mars 1935, p. 3-5 ; *Mémoires*, I/2, p. 184-185.

(371) « Que sera Flandin ? », *Paris-Demain*, 24 novembre 1934 ; « Je vote la dévaluation », *Le Petit Journal*, 28 mai 1935.

(372) *JO Déb. Ch.*, 22 mars 1935, p. 1229-1232.

(373) *La Vie socialiste*, 23 décembre 1933, p. 16 ; 2 juin 1934, p. 10 ; *L'Humanité*, 27 janvier 1935, p. 2 ; Kerillis, « Le chant du cygne des néos », *L'Écho de Paris*, 29 janvier 1935.

(374) « Notre référendum sur la réforme électorale », *La Vie socialiste*, 23 juin 1934, p. 10 ; 27 octobre 1934, p. 8 ; Bonnier, « Rapport sur l'activité des équipes techniques », *ibid.*, 12 janvier 1935, p. 14-15 ; Landini à Luciano, 10 mars 1934, *T 586/418*/009000-1.

(375) Grimald, « Rapport sur la propagande », *La Vie socialiste*, 12 mai 1934, p. 5 ; Renaudel, « Aux amis de la VS », *ibid.*, 29 septembre 1934, p. 1-2.

(376) Perceau, « Les rassemblements équivoques », *La Lumière*, 10 novembre 1934, p. 4.

(377) Déat, « Marxisme et néo-socialisme », *L'Homme nouveau*, 1er septembre 1934.

(378) STERNHELL, *op. cit.*, p. 191 *sq.*

(379) Ce sont les conceptions respectives de Zeev STERNHELL, *op. cit.*, de Stanley GROSSMAN, *op. cit.*, et d'Alain BERGOUNIOUX, *op. cit.*

(380) « En attendant les secousses », *Paris-Demain*, 20 avril 1935.

Notes du chapitre V

(381) *L'Humanité*, 2 mai 1932 ; *L'Émancipation*, 7 mai 1932 ; BRUNET, *op. cit.*, p. 280, 365.

(382) *L'Internationale communiste*, 1er-15 novembre 1932, p. 1103-1109.

(383) *L'Humanité*, 31 octobre 1932 ; VASSART, *op. cit.*, Partie 4, p. 25-26.

(384) *La Correspondance internationale*, 20 février 1934, p. 280-282 ; *L'Internationale communiste*, 20 janvier 1934, p. 128.

(385) Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der KPdSU, *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historischer Abriss*, Francfort-sur-le-Main, Verlag Marxistische Blätter, 1970, p. 405.

(386) *L'Émancipation*, 7 juillet 1934 ; VASSART, *op. cit.*, Partie 4, p. 54.

(387) « Lettre de Jacques Doriot à l'Internationale communiste », *L'Émancipation*, 25 mai 1934, p. 4.

(388) *L'Humanité*, 29 décembre 1933.

(389) FERRAT, André, *Notes autobiographiques*, Paris, IHS, p. 2 (dact.).

(390) « Discours de Doriot au CC », *La Vérité*, 30 mars 1934, p. 2 ; *Lettre ouverte à l'IC. Les communistes de Saint-Denis et les événements du 6 au 12 février. Pour l'Unité d'action*, p. 10.

(391) Doriot, « Saint-Denis et la discussion du parti », *L'Émancipation*, 7 avril 1934.

(392) THOREZ, Maurice, *Œuvres*, livre II, t. 5, Paris, Éditions sociales, 1951, p. 256 ; « Après le CC du Parti », *L'Humanité*, 31 janvier 1934.

(393) *L'Émancipation*, numéro spécial du 25 mai 1934, p. 4.

(394) *Ibid.*

(395) *La Vérité*, 30 mars 1934, p. 2.

(396) SCOTT, William E., *Le Pacte franco-soviétique. Alliance contre Hitler*, Paris, Payot, 1965, p. 147-148.

(397) SIPOLS, V. J., *Vneshniaia politika Sovetskogo Soyuza 1933-1935 gg.*, Moscou, Nauka, 1980, p. 150 ; *Dokumenty vneshnej politiki SSSR* (DVPS), Moscou, t. XVI, 1970, p. 876-877, note 321.

(398) *L'Humanité*, 9 novembre 1933.

(399) *L'Humanité*, 31 décembre 1933 ; *Le Temps*, 31 décembre 1933, p. 2.

(400) *Lettre ouverte à l'IC*, *op. cit.*, p. 11-12 ; Doriot, « Pourquoi je vais aux élections », *L'Émancipation*, 21 avril 1934.

(401) *L'Humanité*, 7 février 1934.

(402) Meeting du 26 avril, *L'Émancipation*, 28 avril 1934, p. 2.

(403) Doriot, « Contre le fascisme grève générale », *ibid.*, 10 février 1934.

(404) *L'Humanité*, 8 février 1934 ; BARBÉ, *op. cit.*, p. 244.

(405) *L'Humanité*, 9 et 12 février 1934 ; *Lettre ouverte à l'IC*, *op. cit.*, p. 14-15.

(406) Marschall, « Unité d'action. Aujourd'hui et demain ! », *L'Émancipation*, numéro spécial du 13 février 1934.

(407) « Belle contre-attaque », *ibid.*

(408) *Lettre ouverte à l'IC*, *op. cit.*, p. 19-20.

(409) « Vive le prolétariat autrichien », *L'Émancipation*, 24 février 1934 ; « 63e anniversaire de la Commune de Paris. Préparons sa revanche ! », *ibid.*, 10 mars 1934.

(410) « La vie du Parti », *ibid.*, 24 mars 1934.

(411) « Les travaux du CC du PCF (14-15 mars 1934) », *L'Humanité*, 18 mars 1934, p. 4 ; *ibid.*, 30 mai 1934, p. 4.

(412) Doriot, « Saint-Denis et la discussion du parti », *L'Émancipation*, 7 avril 1934.

(413) « Pour l'unité d'action. Histoire d'un crime… », *ibid.*, 14 avril 1934 ; pour le tirage de la *Lettre ouverte à l'IC*, cf. BRUNET, *op. cit.*, p. 377.

(414) Doriot, « Pourquoi je vais aux élections », *L'Émancipation*, 21 avril 1934.

(415) *Ibid.*, 7 avril 1934.

(416) *Lettre ouverte à l'IC*, *op. cit.*, p. 25-26.

(417) *Ibid.*, p. 24.

(418) « L'Internationale a parlé ! », *L'Humanité*, 19 mai 1934.

(419) « Doriot répondra-t-il ? », *L'Humanité*, 24 mai 1934, p. 4.

(420) Meeting du 2 mai, *L'Émancipation*, 5 mai 1934.

(421) *Ibid.*, 12 mai 1934.

(422) « Les leçons du scrutin de dimanche », *ibid.*

(423) « A Corbeil-Essonnes, l'unité d'action remporte un gros succès », *ibid.*, 19 mai 1934.

(424) *L'Humanité*, 27 juin 1934, 1er juillet 1934, p. 2 ; THOREZ, *Œuvres*, livre II, t. 6, Paris, Éditions sociales, 1951, p. 179-180.

(425) Meeting du 5 juillet, *L'Émancipation*, 7 juillet 1934 ; « L'intervention de Renaud Jean à la Conférence nationale du Parti », *L'Humanité*, 5 juillet 1934, p. 4.

(426) *DVPS*, Moscou, t. XVII, 1971, Doc. 138, 20 avril 1934, p. 279-280.

(427) MITCHEV, Dobrin, « *G. Dimitrov i podgolovkata na Sedmiya Kongress na Komunisticheskiya Internatsional (mart-yuli 1934 g.)* », Vekove, Sofia, no 2, 1972, p. 33-35.

(428) Sur le rapport entre tournant diplomatique et tournant dans l'IC, je me permets de renvoyer à mon article « Diplomatie soviétique, Internationale communiste et PCF au tournant du Front populaire (1934-1935) », *Relations internationales*, no 45, printemps 1986, p. 19-34.

(429) « Pour le front unique. Contre la scission », *L'Humanité*, 31 mai 1934, p. 4.

(430) BARBÉ, *op. cit.*, p. 260.

(431) « Exclu », *L'Émancipation*, 30 juin 1934.

(432) Meeting du 5 juillet, *ibid.*, 7 juillet 1934.

(433) « Lettre ouverte adressée par le Bureau du rayon communiste de Saint-Denis au Conseil national du parti socialiste », *ibid.*, 14 juillet 1934 ; *Le Populaire*, 15 juillet 1934, p. 5.

(434) « Doumergue attaque », *L'Émancipation*, 29 septembre 1934.

(435) *L'Émancipation* (Organe central de l'Unité totale des travailleurs-*UT*), 14 juillet 1934 ; *Le Populaire*, 15 juillet 1934, p. 5.

(436) « Pour l'unité des forces autonomes », *L'Émancipation (UT)*, 27 octobre 1934.

(437) « Pour un parti unique », *L'Émancipation*, 21 juillet 1934.

(438) Discours à la conférence de rayon (6-7 octobre), *L'Émancipation (UT)*, 13 octobre 1934, p. 2-3.

(439) *L'Émancipation*, 7 avril 1934, p. 2 ; 30 juin 1934, p. 4 ; 8 septembre 1934.

(440) *Ibid.*, 16 mars 1935, p. 4.

(441) Gitton, « A Saint-Denis comme partout ! », *L'Humanité*, 13 novembre 1934 ; BRUNET, *op. cit.*, p. 384 *sq.*

(442) « Les débats de la Conférence internationale », *L'Émancipation (UT)*, 23 février 1935, p. 4 ; 2 mars 1935, p. 4 ; 9 mars 1935, p. 4.

(443) « Avant le Conseil national socialiste. Le bilan de l'Unité d'action », *ibid.*, 2 mars 1935.

(444) *Ibid.*, 16 mars 1935, p. 4.

(445) « Exclu », *L'Émancipation*, 30 juin 1934 ; « Le conflit soviéto-nippon », *ibid.*, 1er septembre 1934.

(446) Discours à la conférence de rayon 6-7 octobre 1934, *L'Émancipation (UT)*, p. 2-3.

(447) Discours à la conférence des groupes d'amis de l'Unité, *ibid.*, 16 mars 1935, p. 4.

(448) « Empêcher la guerre par tous les moyens », *ibid.*, 23 mars 1935.

(449) Meeting du 17 avril 1935, *ibid.*, 20 avril 1935.

(450) *Ibid.*, 11 mai 1935 ; BRUNET, *op. cit.*, p. 392 ; *Le Populaire*, 27 octobre 1935, p. 6.

(451) *L'Émancipation*, 10 novembre 1934, 26 janvier 1935, 23 mars 1935, p. 2 ; 18 mai 1935, p. 3.

Notes du chapitre VI

(452) « La Rocque », *L'Europe nouvelle*, 1er décembre 1934, p. 1183-1184.

(453) « Démissions chez les VN », *ibid.*, 20 juillet 1935, p. 689-690 ; « Un rassemblement des démissionnaires ? », *ibid.*, 10 août 1935, p. 771-772.

(454) « Le sens des Assises nationales extraordinaires des 6-7 juillet », *La Flèche*, 13 juillet 1935.

(455) B. de Plas, « Gare, là-dessous », *ibid.*, 8 juin 1935.

(456) *Arch. Iz.*

(457) « Rassemblement ou guerre civile », *L'Homme nouveau*, juin 1935.

(458) POPELIN, Claude, *Arènes politiques*, Paris, Fayard, 1974, p. 13 ; B. de Jouvenel, « Ce que La Rocque m'a dit », *Vu*, 12 juin 1935, p. 779.

(459) Cf. les estimations de Jean-Maurice Hermann dans sa préface à CHOPINE, Paul, *Six ans chez les Croix-de-Feu*, Paris, Gallimard, 1935, p. 22.

(460) Selon une estimation qu'on peut même tenir pour maximale, le francisme enregistra 15 000 adhérents au total entre 1933 et 1939 – et l'on inscrivait souvent femmes et enfants (cf. DENIEL, *op. cit.*, p. 62).

(461) POPELIN, *op. cit.*, p. 37-38.

(462) B. de Jouvenel, « Le document qui a provoqué la rupture (extraits) », *Vu*, 17 juillet 1935, p. 976 ; « Plan des VN qui ont quitté le mouvement Croix-de-Feu », *Révolution*, 21 septembre 1935.

(463) *L'Humanité*, 12 juillet 1935.

(464) POPELIN, *op. cit.*, p. 45.

(465) Note du 4 juillet 1935 (H.D.3 P.8552), *F7 12960* (AN).

(466) POPELIN, *op. cit.*, p. 96 ; *L'Émancipation nationale*, 27 mai 1937, p. 8.

(467) Note du 2 août 1935 (F.O.4 P.9475), *F7 12960* (AN).

(468) Mounier, « Faisons le point », *Esprit*, 1er novembre 1935, p. 279 ; WINOCK, *op. cit.*, p. 117-118.

(469) D. de Rougemont, « Où en est la France. La situation politique en France », *L'Ordre nouveau*, 15 octobre 1935, p. 6-7.

(470) « Amis nouveaux », *L'Homme nouveau*, septembre 1935.

(471) *Arch. Iz.*

(472) B. de Jouvenel, « Un rassemblement des démissionnaires ? », *L'Europe nouvelle*, 10 août 1935, p. 771-772.

(473) « Entretien avec G. Bergery », *Révolution*, 27 juillet 1935.

(474) B. de Jouvenel, « J. Doriot le franc-tireur du Front populaire », *Le Petit Journal*, 12 juillet 1935.

(475) « Entretien avec G. Bergery », *Révolution*, 27 juillet 1935.

(476) B. de Jouvenel, « Bergery : Le Front populaire, un magnifique sursaut d'enthousiasme », *Le Petit Journal*, 9 juillet 1935 ; Bergery, « Front populaire, oui ! Et puis après ? », *La Flèche*, 6 juillet 1935.

(477) « Pour que le Front populaire soit vainqueur », *ibid.*, 13 juillet 1935.

(478) « Le Front populaire et nous », *ibid.*, 5 octobre 1935.

(479) LEFRANC, Georges, *Histoire du Front populaire (1934-1938)*, Paris, Payot, 1974, p. 123-124.

(480) Duclos, « La grande préoccupation de M. Laval », *L'Humanité*, 30 juillet 1935 ; 14 août 1935, p. 4.

(481) « Contre les divisions », *La Flèche*, 11 novembre 1935 ; *Choc*, 20 février 1936, p. 7.

(482) « Entretien avec G. Bergery », *Révolution*, 27 juillet 1935.

(483) *La Petite Gironde*, 29 octobre 1935, *Arch. B. /20.*

(484) Maze, « A propos du cas Doriot », *La Flèche*, 21 mars 1936.

(485) Discours radiodiffusé du 24 avril, *ibid.*, 2 mai 1936.

(486) « Choisir entre le capitalisme et la paix », *Révolution*, 2 novembre 1935.

(487) « Rassemblement et Front populaire », *Paris-Demain*, 29 juin 1935 ; entretien avec Déat, *Révolution*, 10 août 1935.

(488) *Mémoires*, I/2, p. 183.

(489) « Mort ou naissance du néo-socialisme ? », *L'Homme nouveau*, septembre 1935.

(490) *Le Front*, 16 novembre 1935, p. 1, 4. *Le Front* (sous-titre : socialiste, républicain, français) commença à paraître en novembre 1935 ; dirigé par Déat, il était l'organe officiel de la nouvelle USR.

(491) « Réformer le Parlement pour le sauver », *ibid.*, 22 février 1936.

(492) Comité du Plan, *Le Plan français. Doctrine et plan d'action*, Paris, Fasquelle, 1935, p. 21 (préface de M. Déat).

(493) Comité du Plan, *Une nouvelle France. Ses principes et ses institutions*, Paris, Fasquelle, 1936, p. 11 (préface de M. Déat).

(494) « Le Front populaire et les communistes », *L'Émancipation (UT)*, 29 juin 1935, p. 4.

(495) B. de Jouvenel, « Jacques Doriot le franc-tireur du Front populaire », *Le Petit Journal*, 12 juillet 1935.

(496) « Après le défaitisme révolutionnaire. Le néo-patriotisme », *L'Émancipation (UT)*, 25 mai 1935.

(497) Chambelland, « Physionomie des débats », *Révolution prolétarienne*, 25 août 1935, p. 273 ; « Conférence contre la guerre à Saint-Denis, 10-11 août », F^7 *12960* (AN).

(498) « Entretien avec J. Doriot », *Révolution*, n° 2, 3 août 1935.

(499) *L'Émancipation*, 14, 28 septembre, 12 octobre 1935 ; *L'Œuvre*, 21 octobre 1935, p. 4 ; *L'Humanité*, 21 octobre 1935, p. 2 ; Doriot, « Pourquoi

nous avons voté contre Cachin », *L'Émancipation (UT)*, 26 octobre 1935.

(500) Note du 26 avril 1935, *B/A 341* (APP).

(501) *L'Émancipation*, 14 décembre 1935, p. 6.

(502) Réponse de Doriot à l'enquête de J. Saint-Germain, « Au-delà du libéralisme et du marxisme », *Le Courrier royal*, 19 octobre 1935, p. 7.

(503) *L'Émancipation*, 2 et 9 novembre 1935 ; 22 février 1935.

(504) Résolution du Conseil exécutif de Front social, *La Flèche*, 11 novembre 1935.

(505) *Le Petit Journal*, 18 octobre 1935.

(506) « Le plan Hoare-Laval », *La Tribune des nations*, 19 décembre 1935.

(507) « Tout cela sent la guerre », *Paris-Demain*, 24 août 1935.

(508) « Incertitudes croissantes », *ibid.*, 21 septembre 1935.

(509) *Le Petit Journal*, 12 octobre 1935, p. 4.

(510) R. Millet, « Les néo-socialistes et le conflit italo-éthiopien », *Le Temps*, 3 novembre 1935, p. 6 ; *L'Œuvre*, 3 novembre 1935, p. 5 ; H. de Kerillis, « M. Déat se sépare du Front populaire et ne veut pas de sanctions contre l'Italie », *L'Écho de Paris*, 26 septembre 1935.

(511) « La guerre est déclarée en Éthiopie. Nous ne rentrerons pas dans le conflit armé ». *L'Émancipation (UT)*, 5 octobre 1935.

(512) Meeting au Théâtre municipal, *ibid.*, 26 octobre 1935, p. 3-4.

(513) *Ibid.*, 14 décembre 1935, p. 2-3 ; « A bas les sanctions militaires », *ibid.*, 28 décembre 1935.

(514) « Politique de l'avenir et politique de l'immédiat », *La Flèche*, 27 avril 1935.

(515) « Le frontisme devant le traité d'assistance mutuelle franco-soviétique », *ibid.*, 11 mai 1935 ; « Allemagne et France face à face », *La Tribune des nations*, 23 janvier 1936.

(516) « Allemagne et France face à face (suite) », *ibid.*, 27 février 1936.

(517) « Au-delà des élections », *Paris-Demain*, 11 mai 1935.

(518) « Tout cela sent la guerre », *ibid.*, 24 août 1935.

(519) « La politique des droites », *ibid.*, 4 janvier 1936, p. 2 : cet article n'est pas signé, mais, sur la base de son style, on peut l'attribuer sans risque d'erreur à Déat qui rédigeait pratiquement seul son hebdomadaire.

(520) « Politiques extérieures », *L'Œuvre*, 15 janvier 1936.

(521) Texte traduit dans *l'Humanité*, 3 novembre 1935, p. 4.

(522) *L'Émancipation (UT)*, 14 décembre 1935, p. 2-3.

(523) « Le Japon et la Chine », *ibid.*, 23 novembre 1935.

(524) Marion, « Des conversations de Berlin à la menace japonaise », *Le Front*, 30 novembre 1935 ; Hauck, « En face de l'Europe divisée la menace jaune se précise », *ibid.*, 14 décembre 1935, p. 2 ; Pucheu, « Résultats acquis et position actuelle de l'économie russe », *X-Crise* Centre polytechnicien d'études économiques, février-mars-avril 1936, p. 60.

(525) *JO Déb. Ch.*, 20 février 1936, p. 488-492.

(526) Cf. DUROSELLE, *op. cit.*, p. 153 *sq.*

(527) *La Flèche*, 14 mars 1936.

(528) « Chauvins, défaitistes et procéduriers », *ibid.*, 21 mars 1936 ; « Quand les matamores se dégonflent », *ibid.*, 28 mars 1936.

(529) « Il faut reconstruire l'Europe », *L'Émancipation* (*UT*), 21 mars 1936 ; appel du Bureau du rayon, « Sang-froid et vigilance », *L'Émancipation*, 14 mars 1936.

(530) « Le Rhin ne coule pas dans la vallée du Nil », *ibid.*, 28 mars 1936.

(531) Cf. DUROSELLE, *op cit.*, p. 164-168.

(532) *Documents diplomatiques français*, 2, I, n° 269, p. 377-378.

(533) *Mémoires*, I/3, p. 6.

(534) *ADAP*, C, 5/1, Forster à AA, 14 mars 1936, Doc. 108.

(535) « La lutte pour la paix », *Le Front*, 28 mars 1936.

(536) « L'Europe en pleine crise », *ibid.*, 18 avril 1936.

Notes du chapitre VII

(537) Rapport du 19-2-1938, p. 3, *Frankreich-Berichte/2, Nachlass Grimm* (BA).

(538) LEFRANC, Georges, *op. cit.*, p. 125-127.

(539) « Encore dix jours d'attente ! », *La Flèche*, 23 mai 1936.

(540) « Le conflit du travail. Où allons-nous ? », *ibid.*, 13 juin 1936.

(541) « A la délégation des gauches » ; Izard, « L'heure d'abattre les trusts est venue », *ibid.*, 11 juillet 1936.

(542) « Chronique frontiste », *ibid.*, 27 juin 1936.

(543) Izard, « Les communistes renoncent au FP pour faire le Front des Français », *ibid.*, 8 août 1936.

(544) *Ibid.*, 14 novembre 1936.

(545) « Les assauts communistes ont disloqué le FP », *ibid.*, 5 décembre 1936.

(546) « 1937 doit libérer la France », *ibid.*, 2 janvier 1937.

(547) *JO Déb. Ch.*, 7 mai 1937, p. 1443-1450 ; *La Flèche*, 8-15 mai 1937.

(548) *Ibid.*, 3 juillet 1937 ; *JO Déb. Ch.*, 29 juin 1937, p. 2068-2069.

(549) Ligue des droits de l'Homme, *Congrès national de 1935* (Var) 8-10 juin 1937, Paris, LDH, 1935, p. 364 ; *Congrès national de 1937*, Tours 17-19 juillet 1937, Paris, LDH, 1937, p. 379.

(550) « L'imbroglio international », *La Flèche*, 16 mai 1936.

(551) H. N., « Signerons-nous l'arrêt de mort de l'Europe ? », *ibid.*, 26 septembre 1936 ; Bergery, « Il faut tout faire pour que l'incendie espagnol ne mette pas le feu à l'Europe », *ibid.*, 10 octobre 1936.

(552) « L'Espagne fait appel à la SDN », *ibid.*, 5 décembre 1936 ; *JO Déb. Ch.*, 4 décembre 1936, p. 3333-3335.

(553) « Feuille de température », *ibid.*, 5 août 1938 ; L.-A. Foucaud, « Du pain pour l'Espagne », *ibid.*, 28 octobre 1938 ; Bergery, « Droit d'asile », 27 janvier 1939.

(554) « La guerre aussi finira par nous mettre devant le "fait accompli" », *ibid.*, 17 octobre 1936.

(555) « L'Espagne fait appel à la SDN », *ibid.*, 5 décembre 1936.

(556) « En marge de la Déclaration frontiste », *Esprit*, 1er décembre 1936, p. 518-525.

(557) « Les avertissements de la raison au-dessus des mouvements du cœur », *Syndicats*, 30 octobre 1936.

(558) « Un rameau d'olivier dans une forêt de baïonnettes », *La Flèche*, 7 novembre 1936.

(559) « Pour une politique généreuse et forte », *ibid.*, 12 décembre 1936 ; « Histoire de sourds », *ibid.*, 26 décembre 1936 ; « Des colonies à l'Allemagne », *ibid.*, 9 janvier 1937.

(560) *Air-Afrique Voie impériale*, Paris, Grasset, 1937, p. 193 ; p. 212-213.

(561) *La Flèche*, 14 novembre 1936 ; 19 février 1938 ; ESTIER, Claude, *La Gauche hebdomadaire 1914-1962*, Paris, Colin, coll. « Kiosque », 1962, p. 262 ; *Arch. B*/33.

(562) « Rapport du Bureau central », *Vigilance*, 11 mars 1937, p. 4 ; « Élection du Bureau », 2 novembre 1937, p. 4.

(563) *Le Barrage*, 23 avril 1936, p. 4.

(564) « Notre action : clubs de presse », *Esprit*, 1er février 1937, p. 798 ; note de la préfecture de Police, 25 février 1937, *F7 12966* (AN).

(565) Compte rendu des Assises, *La Flèche*, 6 novembre 1937.

(566) Selon le témoignage d'Izard du 28 avril 1970 recueilli par BALSAN, Natalie, *Gaston Bergery*, Nanterre, 1970, p. 179 (mémoire d'histoire).

(567) « L'organisation du Dopolavoro en Italie », *La Flèche*, 29 mai 1937 ; note de la Direzione Generale per il Servizio della Stampa estera, 7 juin 1937, Dossier *La Flèche* de Paris (interdite en Italie) *MCP/806* (ASMAE).

(568) Sulliotti, « *Appunto per S. E. Alfieri* », s.d. [été 1936], *T 586/73*/010764-5.

(569) « Méditation sur deux duperies », *La Flèche*, 2 octobre 1937.

(570) « Endroit et envers d'une rentrée », *Esprit*, 1er décembre 1937, p. 475.

(571) BERGERY, Gaston, *L'Économie frontiste* (rapport soumis aux Assises nationales de décembre 1938), 63 p.

(572) « Méditation sur deux duperies », *La Flèche*, 2 octobre 1937.

(573) Maze, « Le parti Doriot. Sur un rassemblement unilatéral », *ibid.*, 4 juillet 1936 ; « Doriot et les trusts », *ibid.*, 11 juillet 1936, p. 2.

(574) Maze, « Nous luttons sur tous les fronts », *ibid.*, 5 septembre 1936 ; Galey, « Lettre ouverte à Paul Marion, du PPF », *ibid.*, 12 juin 1937 ; Maze, « MM. Marin et Sabiani à Saint-Denis mettent maître Doriot K.O. », *ibid.*, 26 juin 1937.

(575) « Du côté de chez Doriot », *ibid.*, 11 décembre 1937 ; « Un an au PPF. 5 ex-doriotistes parlent », *ibid.*, 18 décembre, 25 décembre 1937, 1er janvier 1938.

(576) « M. Doriot ne veut pas "croquer du trust" ! » *ibid.*, 1er avril 1938 ; note du 26 mars 1938, *B/A 350* (APP).

(577) « La collaboration de Marcel Déat », *La Flèche*, 4 décembre 1937.

(578) *JO Déb. Ch.*, 21 janvier 1938, p. 6 ; *La Flèche*, 29 janvier 1938, p. 6.

(579) « Explication de vote », *ibid.*, 8 avril 1938.

(580) *JO Déb. Ch.*, 12 avril 1938, p. 1180-1181.

(581) Numéro spécial du 22 janvier 1938.

(582) « Bordeaux, Angoulême et Poitiers acclament les mots d'ordre frontistes », *ibid.*, 19 février 1938, p. 2.

(583) MAURIAC, Claude, *Les Espaces imaginaires. Le Temps immobile* 2, Paris, Grasset, 1975, p. 16, 74.

(584) B. Serampuy, « *La Flèche*. Le frontisme », *Esprit*, 1er septembre 1938, p. 735-746.

(585) PV de la séance du 3 mars 1937, p. 19, *Arch. Ass. nat.*

(586) « Préface au débat sur la politique extérieure », *La Flèche*, 15 janvier 1938.

(587) « Tonnerre sur l'Autriche », *ibid.*, 19 février 1938 ; « Pour une politique française de "paix avec tous les peuples quel que soit leur régime" », *ibid.*, 5 mars 1938.

(588) « Comment sauver la paix ? », *ibid.*, 18 mars 1938.

(589) Challaye, « Pas de guerre pour la Tchécoslovaquie », *ibid.*, 25 mars 1938, p. 2 ; « Une lettre de V. Margueritte », *ibid.*, 1er avril 1938, p. 2.

(590) « Tchécoslovaquie », *ibid.*, 1er avril 1938.

(591) « Quels sont les engagements entre la France, l'Angleterre et la Tchécoslovaquie ? », *ibid.*, 8 avril 1938 ; « Une accalmie sur l'Europe », *ibid.*, 28 mai 1938 ; « Régler l'affaire des Sudètes », *ibid.*, 29 juillet 1938.

(592) « Un plan de paix pour l'Europe », *ibid.*, 16 septembre 1938.

(593) « Français ! Pour que cela cesse, aidez-nous à reconstruire la France », *ibid.*, 23 septembre 1938.

(594) « La guerre n'est pas inévitable », *ibid.*, 29 septembre 1938.

(595) MONZIE, Anatole de, *Ci-devant*, Paris, Flammarion, 1941, p. 33.

(596) H. P. M., « Le banquet des défenseurs de la paix », *La Flèche*, 28 octobre 1938.

(597) *Ibid.*, 7 octobre 1938 ; *JO Déb. Ch.*, 4 octobre 1938, p. 1541.

(598) Cf. IZARD, Georges, DÉLÉAGE, André, DUVEAU, Georges, ROMAN, Jules, GALEY, Louis-Émile, *La Bataille de la France*, Paris, Éd. P. Tisné, 1938, p. 101-107.

(599) « Opera Kroll et Maison Blanche », *La Flèche*, 3 février 1939.

(600) « La bataille diplomatique de 1939 est engagée », *ibid.*, 13 janvier 1939.

(601) « Déclaration franco-allemande. Plaisanterie italienne », *ibid.*, 9 décembre 1938 ; « L'aube 1939 sur l'Europe », *ibid.*, 30 décembre 1938.

(602) « Les Ides de Mars », *ibid.*, 17 mars 1939.

(603) *Ibid.*, 19 mars 1939 ; *JO Déb. Ch.*, 18 mars 1939, p. 1054-1056.

(604) « Alors, la Russie ? », *ibid.*, 12 mai 1939.

(605) « Tien-Tsin-Danzig », *ibid.*, 23 juin 1939.

(606) « La veille de la guerre peut être la veille de la paix », *ibid.*, 25 août 1939 ; « Ni la guerre, ni la capitulation. 20 ans de paix pour l'Europe », *ibid.*, numéro spécial du 29 août 1938.

(607) Flandin, « Le conflit tchécoslovaque et la situation politique », *Revue de Paris*, 15 octobre 1938, p. 739.

(608) « Commentaires », *La Flèche*, 29 janvier 1938.

(609) « Conditions de la France nouvelle », *ibid.*, 26 août 1938.

(610) « Quand l'Italie copie l'antisémitisme allemand », *ibid.*, 2 septembre 1938.

(611) « Réponse à B. Lecache », *ibid.*, 28 octobre 1938.

(612) « L'antisémitisme renaît. Pour le combattre, enlevons-lui ses prétextes », *ibid.*, 11 novembre 1938.

(613) « Quelques instants d'entretien avec M. Bergery », *Petit Matin* (Tunis), 15 février 1939 (*Arch. B.*/15).

(614) Lecache, « Répliques à Challaye, à *la Flèche* et à *Voltaire* », *Le Droit de vivre*, 5 novembre 1938, p. 3 ; *Le Cri du Sol*, 18 février et 18 mars 1939 (*Arch. B.*/15).

(615) Cf. MARRUS et PAXTON, *op. cit.*, p. 48 *sq.* ; « *L'Ère nouvelle* devient raciste », *Le Droit de vivre*, 12 novembre 1938, p. 3.

(616) Rapport du 19 février 1938, p. 2, *Frankreich-Berichte*/2, *Nachlass Grimm* ; rapport du 9 juillet 1938, *ibid.*, p. 10.

(617) DEBÛ-BRIDEL, Jacques, *L'Agonie de la Troisième République 1929-1939*, Paris, Le Bateau Ivre, 1948, p. 422.

(618) BILIS, *op. cit.*, p. 332 ; DEBÛ-BRIDEL, *op. cit.*, p. 390 ; SADOUN, Marc, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris, Presses de la FNSP, 1982, p. 49-50.

(619) « Français ! Pour que cela cesse, aidez-nous à construire la France », *La Flèche*, 23 septembre 1938.

(620) « Il faut tout reconstruire : diplomatie, économie et politique », *ibid.*, 14 octobre 1938.

(621) « Pourquoi et comment nous sommes antiparlementaires », *ibid.*, 13 janvier 1939.

(622) Maze, « Les réactionnaires déshonorent Jeanne d'Arc. Les staliniens déshonorent la Commune », *ibid.*, 20 mai 1939.

(623) *La Flèche*, 9 décembre 1938, p. 4.

(624) Note du 13 juillet 1939, *Arch. B.*/33.

(625) MAURIAC, Claude, *Le Rire des pères dans les yeux des enfants, Le Temps immobile* 6, Paris, Grasset, 1981, p. 34-35 ; p. 38-39.

(626) DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, *Fragment de Mémoires 1940-1941*, Paris, Gallimard, 1982, p. 42, 48.

(627) MAURIAC, *Les Espaces imaginaires*, *op. cit.*, p. 22.

(628) « Appel aux Amis de *la Flèche* », 5 février 1938.

(629) « Réflexions sur la haine », *ibid.*, 17 juin 1938.

(630) MORIN, Edgar, *Autocritique*, Paris, Julliard, 1959, p. 22.

(631) BERSTEIN, *op. cit.*, t. II, p. 582 *sq.*

(632) « Gouvernement de salut public ? », *La Flèche*, 21 et 28 octobre 1938.

(633) *La Flèche*, 24 février 1939.

(634) *Ibid.*, 17 mars 1939.

(635) « Situation des adhérents au 25 mai 1939 », *Arch. B.*/33 ; notes des 9 février 1938 et 2 mars 1939, *A/B 350* (APP).

Notes du chapitre VIII

(636) *Le Front*, 2 mai 1936.

(637) *Ibid.*, 2 mai 1936 ; 9 mai 1936, p. 3.

(638) *Ibid.*, 23 mai 1936, p. 2.

(639) *Ibid.*, 30 mai 1936, p. 3.

(640) PROST, Antoine, « L'éclatement du Front populaire. Analyse factorielle des scrutins de la Chambre des députés de juin 1936 à juin 1939 », in *Édouard Daladier chef de Gouvernement, avril 1938-seplembre 1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 43 (sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin).

(641) « Bergery et les trusts », *Le Front*, 30 juillet 1936, p. 2 (article non signé) ; Déat, « Pour un Congrès du FP », *ibid.*, 10 juillet 1936.

(642) « L'heure du Plan européen », *ibid.*, 14 janvier 1937, p. 2.

(643) « L'esprit totalitaire contre la Paix », *ibid.*, 27 août 1936.

(644) « Conditions de la sécurité française. II. Recherche des forces », *L'Europe nouvelle*, 18 juillet 1936, p. 730 ; « Les tâches de l'USR », *Le Front*, 22 octobre 1936.

(645) *Ibid.*, 29 octobre 1936, p. 2, 4-6 ; *L'Œuvre*, 25 octobre 1936, p. 6 ; *Le Front*, 29 octobre 1936, p. 3-4.

(646) *L'Œuvre*, 12 avril 1938, p. 4 ; 14 avril 1938, p. 4 ; *Arch. PB*/20-40.

(647) DÉAT, Marcel, *Le Front populaire au tournant*, Paris, Éd. du journal *La Concorde*, 1937, p. 6 ; p. 10.

(648) *Ibid.*, p. 88.

(649) *Ibid.*, p. 98-99.

(650) *Ibid.*, p. 63.

(651) « Corporatisme et liberté », *Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique*, Paris, Recueil Sirey, 1938, p. 52.

(652) *Le Front populaire au tournant*, *op. cit.*, p. 91, 122.

(653) *La France veut la liberté*, Paris, Plon, 1938, p. 54.

(654) *Le Front populaire au tournant*, *op. cit.*, p. 109.

(655) Cl. Bonnier, « Pourquoi notre organisation technique ? », *ibid.*, 28 janvier 1937, p. 2 ; 17 juin 1938.

(656) Lettre de A. Dacqmine à Paul-Boncour, 12 novembre 1936, *Arch. PB*/20-40 ; *Le Front*, 5 novembre 1936 ; 27 mai 1937.

(657) « Grillades », *Le Front*, 17 juillet 1936 (ce texte n'est pas signé, mais il porte la « griffe » très reconnaissable de Déat, qui semble avoir rédigé quasiment seul le journal).

(658) MONTAGNON, Barthélemy, *De Jaurès à de Gaulle*, *op. cit.*, p. 162-164.

(659) « Individus et troupeaux », *La République*, 2 juin 1939.

(660) « La France ne peut pas laisser l'Espagne s'exterminer avec rage », *Le Front*, 20 août 1936 ; cet article, qui est indubitablement de Déat, est signé Pacificus, un pseudonyme manifestement utilisé lorsqu'il s'agissait de ménager le point de vue officiel de l'USR.

(661) « Risques de guerre, chances de paix », *La Tribune des nations*, 7 janvier 1937.

(662) « L'heure du Plan européen », *Le Front*, 14 janvier 1937, p. 2.

(663) *Mémoires*, I/3, p. 16-17.

(664) Pacificus, « De Madrid à Locarno », *Le Front*, 18 mars 1937.

(665) « Un autre gouvernement ? », *ibid.*, 3 décembre 1936 ; Pacificus, « Le discours de Hitler est-il une fin ou un commencement ? », *ibid.*, 4 février 1937.

(666) *La Tribune des nations*, 5 novembre 1936. Dans ses *Mémoires* (I/3, p. 52), Déat se borna à mentionner qu'il dut renoncer à l'entrevue avec Hitler en raison de ses charges d'enseignement.

(667) Pacificus, « La manœuvre pour la paix », *Le Front*, 24 décembre 1936.

(668) Pacificus, « Que veut l'Allemagne ? », *ibid.*, 7 janvier 1937, p. 2.

(669) « Conditions de la sécurité française », *L'Europe nouvelle*, 11, 18, 25 juillet, 1er août 1936.

(670) BONNIER, Claude et DÉAT, Marcel, *Pour une politique de l'Air*, Paris, Éd. du journal *La Concorde*, 1937, p. 96-98, 119.

(671) *Ibid.*, p. 184, 189-190.

(672) « Conditions de la sécurité française. IV. La nation et son armée », *L'Europe nouvelle*, 1er août 1936, p. 777.

(673) Auburtin. « Vers l'armée technique », *L'Homme nouveau*, 1er avril 1935 ; Perrin, « Pour une organisation moderne de l'armée », *La Vie socialiste*, 4 mai 1935, p. 6-7. Sur la campagne de De Gaulle dans les milieux politiques, cf. MYSYROWICZ, *op. cit.*, p. 264-265, et LACOUTURE, Jean, *De Gaulle*. I. *Le Rebelle, 1890-1944*, Paris, Éd du Seuil, p. 245-251.

(674) *Lettres, Notes et Carnets, 1919-juin 1940*, Paris, Plon, 1980, p. 385.

(675) *Mémoires de guerre. L'Appel, 1940-1942*, Paris, Plon, 1954, p. 14.

(676) Dans ses *Mémoires* (I/3, p. 88), Déat écrivit avoir rencontré de Gaulle plusieurs fois entre 1937 et la guerre. Il mentionne dans son *Journal de guerre* à la date du 29 janvier 1940 (p. 117) la « Note remarquable du colonel de Gaulle » ; pour le nombre d'exemplaires, LACOUTURE, *op. cit.*, p. 297.

(677) *Lettres, Notes et Carnets*, *op. cit.*, p. 457-458.

(678) MYSYROWICZ, *op. cit.*, p. 259.

(679) *Vers l'armée de métier*, Genève, Famot, 1982, p. 250-251.

(680) *Lettres*, *op. cit.*, p. 457.

(681) *Ibid.*, p. 405.

(682) *Vers l'armée de métier*, *op. cit.*, p. 105.

(683) « Quand l'Europe abandonne l'Autriche », *Le Front*, 21 février 1938.

(684) Pacificus, « Comment empêcher la guerre ? », *ibid.*, 26 mars 1938, p. 2 ; Déat, « Le sens d'une élection », *ibid.*, 8 avril 1938.

(685) « Réflexions rapides », *ibid.*, 27 novembre 1937.

(686) Note du 8 décembre 1937, *Dossier Abetz*/00766, BDC.

(687) « Conditions de la sécurité française. I. Nature des périls », *L'Europe nouvelle*, 11 juillet 1936, p. 701-702.

(688) « Conditions de la sécurité française. III. Un nouveau prestige », *ibid.*, 25 juillet 1936, p. 755-756.

(689) *Ibid.*

(690) *Le Front*, 17 juin 1938 ; *L'Œuvre*, 5 juin 1938, p. 4 ; 6 juin 1938.

(691) « Les moyens d'en sortir », *La République*, 8 septembre 1938.

(692) « Vers le dénouement ? », *ibid.*, 18 septembre 1938.

(693) « Quand les voiles se déchirent », *ibid.*, 23 septembre 1938.

(694) « Ils ont failli nous avoir », *ibid.*, 1er octobre 1938.

(695) « Quand la paix regroupe les hommes », *La République*, 7 octobre 1938.

(696) Bruhat, Jean, « La CGT », p. 172-173, in *La France et les Français en 1938-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1978 (sous la direction de René Rémond et Jeanine Bourdin).

(697) *Syndicats*, 30 mars 1938 ; 8 juin 1938, p. 5 ; *La Flèche*, 1er avril 1938, p. 2 ; 10 juin 1938.

(698) *Syndicats*, 15 juin 1938, p. 5.

(699) *Ibid.*, 8 juin 1938, p. 5 ; 3 août 1938, p. 5 ; Delmas, André, *A gauche de la barricade*, Paris, Éd. de l'Hexagone, 1950, p. 157.

(700) Bilis, *op. cit.*, p. 241-243, 337 ; Séverac, « Avant le Conseil national », *Le Populaire*, 26 octobre 1938.

(701) Bilis, *op. cit.*, p. 360.

(702) Motion pour le Congrès de Nantes, *Redressement*, mai 1939.

(703) Dussaux, « L'évolution économique du fascisme », *ibid.*, 1er décembre 1938, p. 3.

(704) Soulès, « Le socialisme doit-il réviser sa critique du fascisme ? », *ibid.*, avril 1939, p. 10-12.

(705) Delmas, André, *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, Paris, Albatros, 1979. p. 352.

(706) « Pour l'organisation française », *Le Front*, octobre 1938, p. 2.

(707) « Un discours de M. Marcel Déat », *L'Œuvre*, 18 novembre 1938, p. 4 ; Déat, « Le mot d'ordre du salut public », *La Concorde*, 31 octobre-15 novembre 1938.

(708) « L'USR entend aujourd'hui MM. de Monzie et Pomaret », *L'Œuvre*, 23 novembre 1938, p. 4 ; Déat, « Ni marxisme, ni complot », *La République*, 27 novembre 1938.

(709) *L'Œuvre*, 5 décembre 1938, p. 4 ; *Le Front*, décembre 1938.

(710) « Changement de majorité ? », *La République*, 5 décembre 1938.

(711) « Veillons au salut de l'Empire », *L'Œuvre*, 21 novembre 1938.

(712) « Quand le problème des colonies sera posé par l'Allemagne », *ibid.*, 10 octobre 1938.

(713) Pacificus, « De la Somalie à l'Ukraine », *Le Front*, décembre 1938, p. 2.

(714) « Crise du Parti, crise de conscience », *La République*, 4 janvier 1939.

(715) « Épreuve de force ? », *L'Œuvre*, 28 décembre 1938.

(716) Congrès de l'USR, *L'Œuvre*, 29 mai 1939, p. 7.

(717) *Mémoires*, I/3, p. 149.

(718) *L'Œuvre*, 10 avril 1939, p. 4.

(719) « Mourir pour Danzig ? », *ibid.*, 4 mai 1939.

(720) « Timides remarques », *ibid.*, 10 mai 1939 ; « Dimensions de l'espace vital », *ibid.*, 19 juin 1939.

(721) « *L'Œuvre* aussi va-t-elle devenir hitlérienne », *L'Époque*, 9 mai 1939 ; « Abetz, Déat, Pfeiffer », *ibid.*, 11 juillet 1939 ; « Et Déat n'est pas encore en prison ! », *L'Humanité*, 12 juillet 1939.

(722) *ADAP*, D, 6, Doc. 501, 9 juin 1939.

(723) Rapport du 18 juillet 1939, p. 10-11, *Frankreich-Berichte*/2, *Nachlass Grimm.*

(724) « Entre Hitler et Staline », *La République*, 5 mai 1939 ; « De Nantes à Moscou », *La République*, 7 juin 1939 ; « A tous les coups l'on gagne », *ibid.*, 13 juin 1939.

(725) *ADAP*, D, 7, Doc. 294, 26 août 1939.

(726) « De Thermidor au Consulat », *ibid.*, 13 août 1939.

(727) « La deuxième génération national-socialiste », *Tribune de France*, 24 mars 1939, p. 5.

(728) « Revues », *Esprit*, 1er juin 1939, p. 469.

Notes du chapitre IX

(729) Pour R. RÉMOND (*les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982, p. 217), le PPF représenta « la forme la plus approchée d'un parti de type fasciste mais avec des réserves qui laissent persister un doute tenace sur la nature profonde du mouvement et sur les motivations de ceux qui y adhérèrent ». Pour WOLF, qui ne se préoccupe guère de définitions, le PPF de l'avant-guerre, s'il fut certes « le seul élan sérieux vers un fascisme français », ne fut qu'« une simple impulsion » de fascisme (WOLF, *op. cit.*, p. 449). Pour PLUMYÈNE et LASIERRA (*les Fascismes français*, Paris, Éd. du Seuil, 1963), le PPF fut « un véritable fascisme français ». J.-P. BRUNET (« Un fascisme français : le Parti populaire français de Doriot (1936-1939) », *Revue française de sciences politiques*, 33/2, avril 1984, p. 255-280) estime lui aussi que le PPF fut un véritable parti fasciste, mais ses critères de définition du fascisme ne sont guère satisfaisants ; au surplus, il relève lui-même que le fascisme du PPF ne réalisa pas « le plein de potentialités dont il était porteur » (p. 274).

(730) *L'Émancipation*, 2 mai 1936 ; BRUNET, *Saint-Denis*, *op. cit.*, p. 392, 403.

(731) *L'Émancipation*, 23 mai 1936, p. 4.

(732) « Les grèves à Saint-Denis », *L'Émancipation*, 13 juin 1936 ; *ibid.*, 20 juin 1936. Cf. BRUNET, *op. cit.*, p. 405-406.

(733) *L'Émancipation nationale*, 29 juin 1936.

(734) *Ibid.*, 29 juin 1936 ; réunion de Wagram, *ibid.*, 11 juillet 1936, p. 7.

(735) Doriot, « La sourde révolte des radicaux », *ibid.*, 26 septembre 1936 ; « *La Marseillaise* des radicaux », *ibid.*, 24 octobre 1936 ; « Radicaux soyez logiques », 31 octobre 1936 ; B. de Jouvenel, « Les dormeurs socialistes peuvent-ils être réveillés ? », *ibid.*, 6 février 1937.

(736) Réunion de Wagram, *L'Émancipation nationale*, 11 juillet 1936, p. 7 ; « Un départ foudroyant. Notre parti et son but », *ibid.*, 25 juillet 1936.

(737) *Règlement d'organisation générale, d'administration et de comptabilité* du PPF établi par E. Masson, Paris, s.d. [1938].

(738) *Ibid.*, p. 26.

(739) Welczek (Paris), 19 novembre 1936, A 5189, *Pol. II*/108 (PA-AA) ; le rapport de Grimm sur son voyage à Paris du 4 au 11 novembre 1936 est reproduit dans le recueil choisi de ses rapports, *Frankreich-Berichte, 1934-1944*, Bodman-Bodensee, Hohenstaufen-Verlag, 1972, p. 76-77.

(740) *L'Émancipation nationale*, 14 novembre 1936, p. 2 ; WOLF, *op. cit.*, p. 186 *sq.* ; témoignage de M. Marschall, 20 novembre 1981.

(741) Cf. Sternhell qui au surplus recompose arbitrairement les statistiques données par le PPF, « *Strands of French Fascism* », in *Who were the Fas-*

cists. Social Roots of European Fascism, Stein U. Larsen, Bernt Hagtvet, Jan P. Myklebust, éd., Bergen, Universitetsforlaget, 1980, p. 493.

(742) *L'Émancipation nationale*, 14 novembre 1936 ; *ibid.*, 19 mars 1938 ; *Le Cri du Peuple*, 28 mai 1941 ; *Cahiers de l'Émancipation nationale*, novembre 1942, p. 1001.

(743) En janvier 1937, 22 000 ex-PC sur un effectif de 120 000 membres (*L'Émancipation nationale*, 30 janvier 1937) ; en avril 1937, 35 000 sur 180 000 (*ibid.*, 10 avril 1937) ; en janvier 1938, 40 000 sur 250 000 (*ibid.*, 14 janvier 1938, p. 8).

(744) ANDREU, Pierre, *Le Rouge et le Blanc, 1940-1944*, Paris, La Table ronde, 1977, p. 130 ; on trouve une allusion à ce gouvernement dans *l'Assaut*, 29 décembre 1936, « L'autorité à la française ».

(745) « Front de la Liberté », *L'Émancipation nationale*, 27 mars 1937 ; discours au Vel d'Hiv, *ibid.*, 8 mai 1937, p. 8.

(746) *Ibid.*, 13 août, 27 août, 3 septembre 1937, etc. ; Doriot, « Organisons nos sympathies », *ibid.*, 20 août 1937.

(747) MACHEFER, Philippe, « L'Union des droites. Le PSF et le Front de la Liberté, 1936-1937 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 17, janvier-mars 1970, p. 112-127.

(748) POPELIN, *op. cit.*, p. 116.

(749) *Règlement d'organisation générale*, *op. cit.*, p. 64 ; *L'Émancipation nationale*, 26 décembre 1936, p. 6 ; *La Liberté*, 25 juin 1937.

(750) POPELIN, *op. cit.*, p. 115 ; WOLF, *op. cit.*, p. 198.

(751) WOLF, *op. cit.*, p. 210-212 ; le dossier Doriot des APP *(B/A 341)* contient des informations sur les bailleurs de fonds du PPF, mais leur fiabilité est incertaine.

(752) BRUNET, *Saint-Denis*, *op. cit.*, p. 411 *sq.*

(753) *L'Émancipation nationale*, 2 janvier 1937, p. 8.

(754) « Les bonnes intentions des radicaux », *ibid.*, 31 octobre 1936 ; « Lettre à la noblesse de demain », *ibid.*, 10 janvier 1937 ; « La France doit retrouver le goût de la force », *ibid.*, 13 février 1937.

(755) « La France avec nous. Un livre de Jacques Doriot », *ibid.*, 13 février 1937 ; « Le PPF », *Revue de sciences politiques*, octobre 1937, p. 369-370.

(756) « Rex et *l'Assaut* », *L'Assaut*, 13 avril 1937 ; « Pourquoi nous sommes contre la dictature », *Travail et Nation*, 15 août 1937.

(757) « Le combat pour la paix », *L'Émancipation nationale*, 18 juillet 1936.

(758) « Ni croisade, ni encerclement », *ibid.*, 19 septembre 1936 ; « Le combat pour la paix », *ibid.*, 18 juillet 1936.

(759) « La politique étrangère du PPF », *L'Europe nouvelle*, 14 novembre 1936, p. 1140-1141.

(760) « Le PPF », *Revue de sciences politiques*, octobre 1937, p. 370.

(761) « La France et l'Espagne », *L'Émancipation nationale*, 1er août 1936 ; Popelin, « Pourquoi Franco gagne », *ibid.*, 10 octobre 1936.

(762) Cf. THOMAS, Hugh, *The Spanish Civil War*, London, Hamilton, 1977, p. 979-980.

(763) BREEN, Catherine, *La Droite française et la Guerre d'Espagne (1936-1937)*, Genève, Médecine et Hygiène, 1973, p. 89.

(764) BRUNET (« Un fascisme français : le PPF de Doriot (1936-1939) », *op. cit.*, p. 266) parle à propos des années 1936-1938 de « dérive opportuniste du PPF dans le sens de l'affadissement d'un fascisme originel que seuls Drieu et quelques autres cherchent à maintenir intact » ; la réalité historique me paraît être à l'exact opposé de ce jugement.

(765) ANDREU et GROVER, *op. cit.*, p. 389 ; JOUVENEL, *Un voyageur dans le siècle*, *op. cit.*, p. 301 ; POPELIN, *op. cit.*, p. 117.

(766) Cf. ÉTIENNE, Jean-Michel, *Le Mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, Colin, 1968, p. 141 *sq.*

(767) « A nos lecteurs », *L'Assaut*, 8 juin 1937.

(768) « Nos morts », *L'Émancipation nationale*, 24 juillet 1937.

(769) *Ibid.*, 19 mars 1938, p. 8.

(770) *Ibid.*, 19 mars 1938, p. 4-8.

(771) *Ibid.*, p. 10 ; MARION, Paul, *Programme du parti populaire français*, Paris, Les Œuvres françaises, 1938, p. 99.

(772) A. Lanoux, « 30 000 à Montlhéry », *L'Émancipation nationale*, 1er juillet 1938, p. 8 ; Marion, *La Liberté*, 22 juin 1938, p. 3.

(773) *Ibid.*, 20 février 1938, p. 2 ; « L'autorité, l'autorité, elle est brisée », *ibid.*, 30 août 1938.

(774) Jeantet, *ibid.*, 26 juin 1938 et jours suivants ; Guitard, « Les assises de Rome », *ibid.*, 2 juillet 1938, p. 2, 7 juillet 1938, p. 2.

(775) *Jeunesse de France*, 30 janvier 1938 ; *L'Émancipation nationale*, 29 juillet 1938 ; Coselschi, 29 juillet 1938, « *Viaggio in Italla di 40 ragazzi e ragazze di Saint-Denis* », *ACS/MCP/304*, I-28/48 ; BARTHÉLEMY, Victor, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 152.

(776) Landini, 26 juin 1937, *T 586/416/*007365 ; rapport sur son voyage à Paris, 2-7 mai 1938, p. 10, *Frankreich-Berichte, Nachlass Grimm* (BA).

(777) Abetz, 7 décembre 1937, *Dossier Abetz*/00772 (BDC) ; Landini, « *La Stampa francese nel 1937 e nei primi mesi del 1938* ». 23 avril 1938, Stampa I/24/267, *ASMAE/MCP/99.*

(778) WOLF, *op. cit.*, p. 212-213.

(779) Landini, 9 septembre 1936, *T 586/418/*009303 ; Rocco à Landini, 28 juillet 1937, no 355, *ibid./416/*007424 ; Landini, 28 juillet 1937, *ibid.*

(780) Abetz, 1er novembre 1937, *Dossier Abetz/*00705 (BDC).

(781) « Les Tchécoslovaques devraient régler la question sudète », *La Liberté*, 18 mars 1938.

(782) *L'Émancipation nationale*, 19 mars 1938, p. 12.

(783) *Ibid.*, 19 mars 1938, p. 9.

(784) *La Liberté*, 3 avril 1938, p. 2.

(785) JEANNENEY, Jean-Noël, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Paris, Éd. du Seuil, 1976, p. 589.

(786) « Déclaration du BP du PPF », *L'Émancipation nationale*, 27 mai 1938, p. 5 ; « La vie des sections », *ibid.*, 24 juin 1938, p. 7.

(787) « A propos du racisme », *ibid.*, 29 juillet 1938, p. 2 (reproduit in *Chroniques politiques*, *op. cit.*, p. 154-159).

(788) Guitard, « L'Empire », *L'Émancipation nationale*, 11 mars 1938, p. 5.

(789) « Il faut d'abord liquider le communisme », *ibid.*, 19 novembre 1937.

(790) « Ne laissons passer aucune chance », *La Liberté*, 26 novembre 1937 ; « M. Delbos a une occasion unique de redresser notre politique étrangère », *L'Émancipation nationale*, 10 décembre 1937.

(791) Chamine, « Dix millions d'hommes sont morts pour la dernière. Combien pour la prochaine ? », *ibid.*, 29 octobre 1937 ; B. de Jouvenel, « Je viens de la gauche : je veux la paix » ; Fayard, « Je viens de la droite : je veux la paix » ; Doriot, « Le parti de la paix », *ibid.*, 5 novembre 1937.

(792) « La Chine, champ de bataille pour la suprématie mondiale », *Revue de Paris*, 15 août 1937, p. 814-820.

(793) « *Das französische Weltreich* », *Cahiers franco-allemands*, n^{os} 3-4, 1938, p. 103-105.

(794) MARION, *op. cit.*, p. 65-66.

(795) *La Liberté*, 3 avril 1938, p. 2 ; 9 juin 1938 ; *L'Émancipation nationale*, 10 juin 1938, p. 8.

(796) « Refaire la Tchécoslovaquie ou refaire la guerre », *La Liberté*, 10 septembre 1938 ; « Après le discours du Führer », *ibid.*, 14 septembre 1938.

(797) « Le moment est venu d'aborder franchement le problème du statut prochain de l'Europe dans une conférence des puissances occidentales », *ibid.*, 16 septembre 1938.

(798) « L'Allemagne et nous », *L'Émancipation nationale*, 23 septembre 1938.

(799) « Le dernier mot appartient à Prague », *La Liberté*, 25 septembre 1938.

(800) « Chasser de la nation le parti de la guerre », *L'Émancipation nationale*, 30 septembre 1938 ; *La Liberté*, 2 octobre 1938.

(801) POPELIN, *op. cit.*, p. 125 ; ANDREU et GROVER, *op. cit.*, p. 397.

(802) *L'Émancipation nationale*, 21 octobre 1938.

(803) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 141-142, 144 ; Doriot, « Souvenirs sur Pucheu », *Le Cri du Peuple*, 22 mars 1944.

(804) « Nous ne céderons pas un pouce de terre d'Empire », *L'Émancipation nationale*, 18 novembre 1938.

(805) « Les revendications italiennes », *La Liberté*, 5 décembre 1938.

(806) Doriot, « Réponse à un argument », *ibid.*, 4 janvier 1939.

(807) Lettre d'Arrighi à Doriot, s.d. ; lettre de Marion à Doriot, 3 janvier 1939, in *B/A 341* (APP).

(808) Traduction en allemand d'un rapport de la préfecture de Police sur le Congrès du PPF, 24-25 mai 1941, Abt. pol. 421, *AJ 40/*877 (AN).

(809) Sabiani, « La réunion des cadres du parti », *La Liberté*, 12 janvier 1939 ; « Adresses au Chef du parti », *ibid.*, 9 février 1939, p. 2.

(810) « Le discours du Chef », *L'Émancipation nationale*, 3 février 1939.

(811) Lanoux, « Le discours de Lourdes », *ibid.*, 9 juin 1939, p. 2.

(812) *Ibid.*, 14 avril 1939.

(813) Relevons le témoignage de Barthélemy qui parle de conversations en 1939-1940 avec un Doriot ayant une « profonde connaissance » *(sic)* des Pères de l'Église (BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 164).

(814) *L'Émancipation nationale*, 14 avril 1939, p. 3-4.

(815) « Une plus grande France », *Les Cahiers du XX^e siècle*, décembre 1938, p. 11.

(816) « Le dilemme de M. Déat », *La Liberté*, 31 décembre 1938.

(817) Discours à Marseille, *L'Émancipation nationale*, 7 juillet 1939, p. 13 ; « Les risques de l'Allemagne », *ibid.*, 18 août 1939.

(818) Supplément à *l'Émancipation nationale*, 1^er septembre 1939.

(819) « Mourir en démocrates ou survivre en fascistes », *L'Émancipation nationale*, 28 octobre 1938.

(820) *Le Cri du Peuple*, 5 novembre 1942.

Notes du chapitre X

(821) DELMAS, *A gauche de la barricade*, *op. cit.*, p. 205-206 ; *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, *op. cit.*, p. 388 *sq.*

(822) *S.I.A.*, 31 août 1939.

(823) Le Comité comptait 5 SFIO (R. Brunet, Chouffet, Froment, Rauzy, Rives), 2 USR (Déat, Deschizeaux), 1 apparenté radical (Chateau), 2 Gauche indépendante (Bergery, Cayrel) et 5 députés isolés venant de la plupart des groupes de droite (Brille, Delaunay, Montigny, Scapini, Tixier-Vignancour), selon René Chateau, « Le Comité de liaison », *Les Nouveaux Temps*, 8 octobre 1941.

(824) *Ibid.* ; MONTIGNY, *Le Complot contre la paix, 1935-1939*, Paris, La Table ronde, 1966, p. 264.

(825) *JO Déb. Ch.*, 2 septembre 1939, p. 1950.

(826) H. Jeanson, « 2 septembre 39 », *Aujourd'hui*, 16 septembre 1940 ; *JO Déb. Ch.*, comités secrets 1940 (Chambre des députés, Sénat), numéro spécial, 7 avril 1948, p. 76.

(827) ROSSI-LANDI, Guy, *La Drôle de guerre. La vie politique en France, 2 septembre 1939-10 mai 1940*, Paris, Presses de la FNSP, 1971, p. 19.

(828) Selon Bergery, il y eut une vingtaine d'opposants (audition par la Sûreté nationale, 26 octobre 1945, p. 8, *Arch. B. /28).* En juillet 1940, Déat parla d'une dizaine d'opposants (« La guerre n'a pas été votée », *L'Œuvre*, 16 juillet 1940) ; le même chiffre fut donné par Tixier-Vignancour à Brasillach en avril 1940 (lettre de Brasillach à Bardèche, 23 avril 1940, in BRASILLACH, Robert, *Œuvres complètes*, Paris, Club de l'Honnête Homme, t. X, p. 547).

(829) ROSSI-LANDI, *op. cit.*, p. 116-118.

(830) PV des séances du 29 septembre et du 4 octobre 1939 de la Commission des Affaires étrangères, p. 5-6, 40-43, *Arch. Ass. nat.*

(831) WARNER, Geoffroy, *Pierre Laval and the Eclipse of France*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1968, p. 154-155, 157.

(832) PV de la séance du 29 septembre 1939, p. 5 ; séance du 28 février 1940, p. 133 ; séance du 20 décembre 1939, p. 38, *Arch. Ass. nat.*

(833) Séance du 4 octobre 1939, dossier des questions en vue de l'audition du président du Conseil, questions Bergery ; PV de la séance du 4 octobre 1939, p. 43, *ibid.*

(834) PV de la séance du 20 décembre 1939, p. 23-27, *ibid.*

(835) BARDOUX, Jacques, *Journal d'un témoin de la Troisième, 1er septembre 1939-15 juillet 1940*, Paris, Fayard, 1957, 23 décembre 1939, p. 159.

(836) PV de la séance du 20 décembre 1939, p. 30-32 ; séance du 28 février 1940, p. 132, *Arch. Ass. nat.* ; Bergery, « Finlande », *Mantes-Républicain*, 13 mars 1940.

(837) Déat, *Journal de guerre* (*F*^{7} *15342* AN), 19 novembre 1939, p. 32-35.

(838) *Ibid.*, 5 décembre 1939, p. 58 ; 4 janvier 1940, p. 88.

(839) *Ibid.*, 21 février 1940, p. 149.

(840) *Ibid.*, 18 janvier 1940, p. 101-103 ; *JO Déb. Ch.*, comité secret du 9 février 1940, p. 35 ; « Guerre de soldats et guerre de producteurs », *L'Œuvre*, 6 mai 1940.

(841) « Contre le pangermanisme et le bolchevisme », *L'Émancipation nationale*, 8 septembre 1939 ; Dutilleul, « Où va la coalition hitléro-stalinienne ? », *ibid.*, 22 septembre 1939.

(842) Dutilleul, « Rompre avec Moscou », *ibid.*, 15 décembre 1939.

(843) Dutilleul, « L'alliance germano-russe », *ibid.*, 16 février 1940.

(844) Dutilleul, « 1er Conseil national du Parti », *ibid.*, 5 avril 1940 ; Barthélemy, *op. cit.*, p. 163-164.

(845) Dutilleul, « Le fer et le pétrole », *ibid.*, 3 mai 1940.

(846) Barthélemy, *op. cit.*, p. 158-160.

(847) « Préparons maintenant l'après-guerre », *L'Émancipation nationale*, 23 février 1940, p. 4 ; « Notre programme d'action pour les ouvriers », *ibid.*, 22 décembre 1939.

(848) Aimot, « Destruction de l'appareil stalinien », *ibid.*, 8 décembre 1939, p. 2 ; Déat, *Journal de guerre*, 23 décembre 1939, p. 79.

(849) « Propagande 1940 », *Mantes-Républicain*, 10 janvier 1940 : « Bienvenue à M. Sumner Welles », *ibid.*, 21 février 1940.

(850) *Journal de guerre*, 18 janvier 1940, p. 102 ; 8 novembre 1939, p. 5.

(851) *Ibid.*, 19 novembre 1939, p. 36-37.

(852) E. M., « Drieu La Rochelle : *Gilles* », *Esprit*, avril 1940, p. 90.

(853) « Bilan de notre socialisme », *ibid.*, juin 1940, p. 231-234.

(854) *Journal de guerre*, 18 mars 1940, p. 185.

(855) Fabre-Luce, Alfred, *Journal de la France, mars 1939-juillet 1940*, Imprimerie de Trévoux (Ain), 1940, p. 304.

(856) Lamoureux, Lucien, *Notes de guerre* (BDIC), 15 septembre 1939 ; Bardoux, *op. cit.*, p. 105 (1er octobre 1939).

(857) « On reparle de la combinaison Pétain », notait-il le 5 décembre 1939 (*Journal de guerre*, p. 57) ; Alain, *Journal III* (BN), 23 novembre 1939, p. 30.

(858) *Journal de guerre*, 23 décembre 1939, p. 78.

(859) Séance du 4 octobre 1939, p. 49, *Arch. Ass. nat.*

(860) Cf. les tableaux de vote in Rossi-Landi, *op. cit.*, p. 226-228.

(861) Déat, *Journal de guerre*, 10 avril 1940, p. 225-226 ; 3 avril 1940, p. 209.

(862) *Ibid.*, 25 avril 1940, p. 259-260.

(863) *Ibid.*, 7 mai 1940, p. 271-272. Le *Journal* de Déat atteste ainsi la réalité d'au moins une ébauche de combinaison Daladier-Laval que les historiens n'ont pas cru jusqu'ici devoir créditer (cf. WARNER, *op. cit.*, p. 158).

(864) DUROSELLE, Jean-Baptiste, *L'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982, p. 149-152.

(865) *Journal de guerre*, 21 mai 1940, p. 305.

(866) *Ibid.*, 14 juin 1940, p. 339.

(867) MONTIGNY, Jean, *Toute la vérité sur un mois dramatique de notre histoire. De l'Armistice à l'Assemblée nationale, 15 juin-15 juillet 1940*, Clermont-Ferrand, Éd. Mont-Louis, 1940, p. 20 *sq.*

(868) AURIOL, Vincent, *Hier Demain*, Paris, Charlot, 1945, t. 1, p. 69-71 ; également RÉVILLON, Tony, *Mes carnets (juin-octobre 1940)*, Paris, Odette Lieutier, 1945, p. 50.

(869) BARDOUX, *op. cit.*, p. 377 (23 juin 1940).

(870) POMARET, Charles, *Le Dernier Témoin. Fin d'une guerre, fin d'une République, juin et juillet 1940*, Paris, Presses de la Cité, 1968, p. 143 ; discours de Pétain du 25 juin 1940, in BERL, Emmanuel, *La Fin de la III^e^ République*, Paris, Gallimard, 1968, p. 278 ; note de Weygand du 28 juin, *ibid.*, p. 282-283, et ARON, Robert, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954, p. 88 ; pour Alibert, cf. POMARET, *op. cit.*, p. 207.

(871) BOIS, Élie J., *Le Malheur de la France. Récits et témoignages*, Londres, Hachette, s.d., p. 112.

(872) *Journal de guerre*, 19 juin 1940, p. 344 ; 20 juin 1940, p. 347 ; 22 juin 1940, p. 349.

(873) *Ibid.*, 28 juin 1940, p. 356-357.

(874) *Ibid.*, 3 juillet 1940, p. 362-363.

(875) AURIOL, *op. cit.*, p. 106-108.

(876) *Journal de guerre*, 7 juillet 1940, p. 372.

(877) ARON, *op. cit.*, p. 118, 120-121.

(878) *Journal de guerre*, 7 juillet 1940, p. 373.

(879) « Au pied du mur », *L'Œuvre*, 5 juillet 1940 ; « Le Parlement va mourir », *ibid.*, 7 juillet 1940 ; « Le Parti unique de la reconstruction », *ibid.*, 8 juillet 1940 ; « Révolution nationale », *ibid.*, 10 juillet 1940.

(880) *Les Événements survenus en France de 1933 à 1945. Témoignages et documents recueillis par la Commission d'enquête parlementaire*, Paris, PUF, vol. IV, t. VII, p. 2241-2242.

(881) Cf. BERL, *op. cit.*, p. 283-294.

(882) *Arch. B.* /13.

(883) *Les Événements survenus en France de 1933 à 1945, op. cit.*, vol. I, t. IV, p. 492-493 ; *ibid.*, t. VII, p. 2251.

(884) BERL, *op. cit.*, p. 304-311.

(885) *Journal de guerre*, 10 juillet 1940, p. 378.

Notes du chapitre XI

(886) SERGE, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, Paris, Éd. du Seuil, 1951, p. 379.

(887) ALAIN, *Journal III* (BN), 23 juillet 1940, p. 122.

(888) Mounier, « Lettre de France », *Cahiers protestants* (Lausanne), novembre 1940, p. 423-424.

(889) FABRE-LUCE, *Journal de la France*, *op. cit.*, p. 415.

(890) HOFFMANN, Stanley, « *Collaborationism in France during World War II* », *Journal of Modern History*, 40, 3, 1968, p. 375-396.

(891) ARON, Raymond, *L'Homme contre les tyrans*, New York, La Maison française, 1944, p. 187.

(892) *Journal de guerre*, 11 juillet 1940, p. 380.

(893) *Ibid.*, 12 et 13 juillet 1940, p. 381-382 ; 14 juillet 1940, p. 383 ; 16 juillet 1940, p. 385.

(894) MBF à Abetz, 21 juin 1940, *Botschaft Paris*/1302.

(895) Note destinée à Pétain, s.d. [fin décembre 1940] et non signée, portant l'indication au crayon « Deloncle ? », mais que la critique interne permet d'attribuer à Doriot ; cette note a échoué dans le dossier *Procédure Marcel Déat*, Haute Cour de justice, *3 W III 145* (AN).

(896) Journal inédit, 19 et 27 juin 1940, cité par ANDREU et GROVER, *op. cit.*, p. 443, 445.

(897) AURIOL, *op. cit.*, p. 127.

(898) *Journal de guerre*, 11 juillet 1940, p. 379.

(899) *Ibid.*, 11 juillet 1940, p. 380 ; 19 juillet 1940, p. 389-390.

(900) *L'Action française*, 6 août 1940.

(901) Du Moulin de La Barthète mentionnait parmi les auteurs de chevet de Pétain : de Maistre, Taine, Le Play, La Tour du Pin, Maurras, Salazar (DU MOULINDE LA BARTHÈTE, Henri, *Le Temps des illusions. Souvenirs (juillet 1940-avril 1942)*, Genève, Éd. du Cheval ailé, 1946, p. 160.

(902) Lettre à Pétain, 23 juillet 1940, *72 AJ*/258 (CHDGM).

(903) *Journal de guerre*, 23 juillet 1940, p. 8.

(904) « Rapport présenté à M. le Maréchal Pétain sur la constitution d'un parti national unique », publié in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet 1973, p. 17-22, accompagné de l'étude (rédigée avant l'ouverture à la consultation du *Journal de guerre* de Déat) de COINTET, Jean-Paul, « Marcel Déat et le Parti unique (été 1940) », p. 1-23.

(905) PROST, Antoine, « Le rapport de Déat en faveur d'un parti national unique, essai d'analyse lexicale », *Revue française de sciences politiques*, vol. 23, 5, octobre 1973, p. 933-972.

(906) « Dangereuses illusions », *L'Œuvre*, 15 août 1940.

(907) « L'Allemagne et l'Europe », *ibid.*, 28 juillet 1940.

(908) « L'accord nécessaire », *ibid.*, 27 août 1940 ; « Anticapitalisme de l'occupant », *ibid.*, 29 août 1940 ; « Du national au social », *ibid.*, 30 août 1940.

(909) « Vocation de la France », *ibid.*, 23 août 1940.

(910) *Journal de guerre*, 23 juillet 1940, p. 8 ; 24 et 25 juillet 1940, p. 9.

(911) *Ibid.*, 27 juillet 1940, p. 14 ; 29 juillet 1940, p. 16.

(912) *Ibid.*, 1er août 1940, p. 19.

(913) La lettre était signée des noms de Bergery, Brille, Camboulives, Cayrel, Chateau, Déat, Chouffet, Deschizeaux, Lefevre, Montigny, Rives, Saurin, Spinasse, Temple (*Procédure Marcel Déat*, Haute Cour de justice, *3 W III 145*).

(914) Les dix étaient : Bergery, Chateau, Chichery, Chouffet, Dommange, Rives, Saurin, Spinasse, Temple, députés, et Camboulives, sénateur *(ibid.)*. Cf. également *Journal de guerre*, 2 août 1940, p. 29 ; 5 août 1940, p. 31.

(915) BARTHÉLEMY, Victor, *op. cit.*, p. 182-183.

(916) « La Révolution de Vichy et l'autre », *L'Émancipation nationale* (Marseille), 5 août 1940 ; 17 août 1940, p. 6.

(917) TASCA, Angelo, *In Francia nella bufera*, Parme, Guanda, 1953, p. 37 ; BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 178.

(918) BAUDOUIN, Paul, *Neuf Mois au gouvernement (avril-décembre 1940)*, Paris, La Table ronde, 1948, p. 293 (14 août 1940).

(919) « Pourquoi l'action directe », *L'Émancipation nationale*, 17 août 1940.

(920) GROUSSARD, Georges A., *Service secret, 1940-1945*, Paris, La Table ronde, 1964, p. 93.

(921) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 180-181.

(922) *Ibid.*, p. 185.

(923) Doriot, « Pourquoi l'action directe », *L'Émancipation nationale*, 17 août 1940 ; Barthélémy, « Notre révolution et notre Parti », *ibid.*, p. 3.

(924) MARTINDU GARD, Maurice, *La Chronique de Vichy, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1948, p. 92.

(925) Abetz (Paris), 14 juillet 1940, no 128, *Büro des St. S. Frankreich*/2 (PA-AA).

(926) Rapport du 17 juillet 1940, *Frankreich-Berichte*/3, *Nachlass Grimm*.

(927) Schleier (Paris), 1er août 1940, *ADAP*, D, X, Doc. 269.

(928) Heydrich à Ribbentrop, 27 juillet 1940, *Ibid.*, Doc. 247.

(929) NICOLLE, Pierre, *Cinquante Mois d'armistice. Vichy, 2 juillet 1940-26 août 1944. Journal d'un témoin*, Paris, Éd. André Bonne, 1947, vol. 1, p. 36 (21 juillet 1940).

(930) JOUVENEL, Bertrand de, *Un voyageur dans le siècle*. I. *1903-1945*, Paris, Laffont, 1979, p. 391-393.

(931) *Journal de guerre*, 2 août 1940, p. 31 ; 15 août 1940, p. 46.

(932) *Ibid.*, 16 août 1940, p. 48.

(933) ABETZ, Otto, *Mémoires d'un ambassadeur, histoire d'une politique franco-allemande*, Paris, Stock, 1953.

(934) Abetz (Salzburg), « *Politische Arbeit in Frankreich* », 30 juillet 1940, *CDJC LXXI-28*.

(935) W. Best (Paris), 19 août 1940, *CDJC XXIV, 1a*.

(936) Rapport d'Abetz du 23 juin 1941, cité d'après sa traduction française in *Pétain et les Allemands. Mémorandum d'Abetz sur les rapports franco-allemands*, Paris, Éd. Gaucher, 1948, p. 89.

(937) *Ibid.*, p. 132 ; Abetz, 16 septembre 1941, *ADAP*, D, XIII-2, Doc. 327.

(938) Abetz fut doté d'un milliard de francs pour ses activités politiques et de propagande, « *Tätigkeitsbericht 14. Juni 1940-14. Juni 1941* », 14 juin 1941, p. 23, *Pol. II Richtlinien*/11 (PA-AA).

(939) *Journal de guerre*, 19 août 1940, p. 52-53.

(940) *Ibid.*, 21 août 1940, p. 56 ; également 20 août 1940, p. 53-54.

(941) Cf. DODGE, *op. cit.*, p. 196-198.

(942) *Journal de guerre*, 21 août 1940, p. 57-58.

(943) « Rapport présenté à M. le Maréchal par M. Marcel Déat sur son récent voyage à Paris », *Procédure Marcel Déat*, Haute Cour de justice, *3 W III 145*.

(944) *Journal de guerre*, 24 août 1940, p. 60.

(945) *Ibid.*, 26 août 1940, p. 62 ; 30 août 1940, p. 65 ; 3 septembre 1940, p. 68 ; 6 septembre 1940, p. 71.

(946) RUDEAUX, Philippe, *Les Croix-de-Feu et le PSF*, Paris, France-Empire, 1967, p. 311 *sq.* Une note des services de renseignement britanniques de septembre 1942 n'avait rien à dire sur le PSF, sinon qu'il ne semblait pas recevoir de subventions allemandes et que les journaux de La Rocque étaient imprimés dans une entreprise possédée par Laval, « *French Political Organisations* », NID 20, 26-9-1942, PRO – *FO 371*/31943, Z 7389/81/17. Un document de synthèse des services de renseignement américains daté du 30 août 1944 (OSS, Research and Analysis Branch, « *French pro-Fascist Groups* », p. 37, Hoover Library) rappelait l'accusation de sympathies anglo-saxonnes portées par ses ennemis contre La Rocque et précisait : « *There is little foundation for this "accusation"*. »

(947) *AGII*/449 (AN).

Notes du chapitre XII

(948) Cf. AZÉMA, Jean-Pierre, *De Munich à la Libération, 1938-1944*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Nouvelle Histoire de la France contemporaine », 1979 ; RÉMOND, René, *op. cit.*, p. 231 *sq.* ; ainsi que le point de vue peu convaincant de BOURDERON, Roger, « Le régime de Vichy était-il fasciste ? », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet 1973, p. 23-46.

(949) « Rapport de politique générale », établi par le commandant Cèbe et P. Sebilleau ; P. Sebilleau, « Rapport sur le Rassemblement national établi d'après les observations des commissaires du Maréchal », 27 septembre 1940, *AG II*/613.

(950) BAUDOUIN, *op. cit.*, p. 350.

(951) *Ibid.*, p. 366 (1er octobre 1940).

(952) MAURIAC, Claude, *Les Espaces imaginaires*, *op. cit.*, p. 30-32 ; PV de l'audition de Bergery à la Sûreté nationale, 26 octobre 1945, p. 12, *Arch. B.* /28.

(953) PÉTAIN, Philippe, *Actes et Écrits*, Paris, Flammarion, 1974, p. 470-476.

(954) MAURIAC, *op. cit.*, p. 29 (11 octobre 1940).

(955) GILLOUIN, René, *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1966, p. 46-47.

(956) Kelly (Berne), 30 octobre 1940, PRO-*FO* *371*/24361 (C 11645/11645/17).

(957) MAURIAC, *op. cit.*, p. 33 (3 décembre 1940).

(958) *Ibid.*, p. 33-34.

(959) GUN, Nerin, *Pétain-Laval-de Gaulle. Les secrets des archives américaines*, Paris, Albin Michel, 1979, p. 97.

(960) MAURIAC, *op. cit.*, p. 34.

(961) BAUDOUIN, *op. cit.*, p. 402.

(962) Cf. HALLS, Wilfred D., *The Youth of Vichy France*, Oxford, Clarendon Press, 1981.

(963) Correspondance avec Achenbach, *Arch. B.* /5.

(964) DURAND, Yves et BOHBOT, David, « La collaboration politique dans les pays de la Loire moyenne : étude historique et sociopolitique du RNP en Indre-et-Loire et dans le Loiret », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet 1973, p. 74.

(965) Pour Challaye, cf. *le Monde*, 15 et 16 octobre 1946 ; pour Émery, *Dossier Michel Alexandre* (BDIC).

(966) CERF-FERRIÈRE, René, *Chemins clandestins*, Paris, Julliard, 1968 ; MORIN, *op. cit.*, p. 30 ; MAURIAC, Claude, *La Terrasse de Malagar, Le Temps im-*

mobile 4, Paris, Grasset, 1977, p. 147 (30 décembre 1940).

(967) ZELLER, Fred, *Trois points c'est tout*, Paris, Laffont, 1976, p. 202 *sq.* ; JAQUIER, Maurice, *Simple militant*, Paris, Denoël, 1974, p. 239 ; témoignages de Jean Rous (24 septembre 1946) et J. Rebeyrol (12 juillet 1946) recueillis par le CHDGM, Dossier MNR, *72 AJ*/64 (AN).

(968) « Charte du MNR », *Le Combat national révolutionnaire*, mars 1941.

(969) *La Révolution française*, septembre-octobre 1940, p. 4.

(970) *Ibid.*, novembre 1940.

(971) *Ibid.*, janvier 1941.

(972) *Ibid.*, novembre 1940, p. 4, 7 ; p. 7-8.

(973) Témoignage cité de J. Rous ; attestation de M. Hytte *et al.*, procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(974) Ph. Viannay, « Lettre au Maréchal », 25 janvier 1942, cité par GRANET, Marie, « *Défense de la France*. » *Histoire d'un mouvement de résistance (1940-1944)*, Paris, PUF, 1960, p. 56 ; Blocq-Mascart, *Cahier de l'OCM*, n° 1, cité par CALMETTE, Arthur, *L'OCM (Organisation civile et militaire). Histoire d'un mouvement de résistance de 1940 à 1946*, Paris, Plon, 1961, p. 53-54.

(975) GRANET, Marie, *op. cit.*, p. 205 *sq.*

(976) « Gagner la guerre et gagner la paix », *Libérer et Fédérer*, n° 1, 14 juillet 1942, reproduit dans *les Idées politiques et sociales de la Résistance. Documents clandestins, 1940-1944*, Paris, PUF, 1954, p. 142 (textes choisis et introduction de Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch).

(977) *Ibid.*, p. 109, 119 et 178.

(978) « Le Comité du Rassemblement pour la révolution nationale », *France* (Londres), 11 mars 1941, p. 4.

(979) NICOLLE, *op. cit.*, vol. 1, p. 188 *sq.*

(980) Schleier (Paris), 10 avril 1941, n° 1132, *Büro des St. S. Frankreich*/4.

(981) « Note confidentielle pour M. le Maréchal », 30 mars 1941, procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(982) « Note de M. G. Bergery pour le Maréchal sur la justification de la collaboration », *ibid.*

(983) Schleier (Paris), 10 avril 1941, n° 1132, et 19 avril 1941, n° 1198, *Büro des St. S. Frankreich*/4.

(984) Procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(985) Labonne (Moscou), 22 avril 1941, n° 28, *Vichy-URSS*/835 (MAEF).

(986) Bergery (Moscou), 3 mai 1941, n°s 386-393, *ibid.*

(987) Bergery (Moscou), 19 juin 1941, n°s 533-538, *ibid.*

(988) Procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(989) Steinhardt (Moscou), 2 mai 1941, Doc. 893 ; 26 mai 1941, Doc. 1046, *Foreign Relations of the United States*/1941, vol. 1 ; GUN, *op. cit.*, p. 418.

(990) Stohrer (Madrid), 8 août 1941, n° 2705, *Büro des St. S. Frankreich*/5.

(991) Note des RG du 14 août 1941, 6072/I-Pol. Rens., *AG II*/447.

(992) Campbell (Washington), 27 août 1941, PRO-*FO 371*/28222 (Z 7915/12/17).

(993) Mühlner, 5 novembre 1941, Abw I Wi, n° 3913/41, microfilms du *Zentralarchiv Potsdam, 559 Mi* (AN).

(994) PAXTON, Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Éd. du Seuil, 1972, p. 125-127.

(995) Note du 8 janvier 1942, in *Pétain et les Allemands*, *op. cit.*, p. 139.

(996) NICOLLE, *op. cit.*, p. 304 (10 août 1941).

(997) Note de Du Moulin à Bergery, 30 octobre 1941, *Arch. B.* /11.

(998) Témoignage de Bergery, Sûreté nationale, audition du 26 octobre 1945, p. 20-21, *Arch. B.* /28.

(999) SARTRE, Jean-Paul, « Qu'est-ce qu'un collaborateur ? », in *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 58.

(1000) MAURIAC, *Les Espaces imaginaires*, *op. cit.*, p. 35-39 (11 et 12 octobre 1941).

(1001) « Rapport présenté au nom de la 1re Sous-Commission par M. Bergery », *AG II*/649 (Dossier 35) ; « M. Bergery, gouverneur de l'Ile-de-France », *L'Œuvre*, 14-15 mars 1942, p. 3.

(1002) Déat, *Journal de guerre*, 19 février 1942, p. 27.

(1003) *AG II*/650 (Dossier 38). Cf. également HALLS, *op. cit.*, p. 144 *sq.*

(1004) Compte rendu analytique de la 4e séance, 7 mars 1942, p. 12-15, *AG II*/650 (Dossier 38).

(1005) Séance du 10 mars 1942, p. 13, *ibid.*

(1006) Séances des 5 mars (p. 25) et 7 mars 1942 (p. 17), *ibid.*

(1007) « Note concernant la session du Conseil national consacrée à la jeunesse », V/HD, 26 février 1942, *AG II*/440 (Dossier C.C.III C).

(1008) « Projet. Actes à accomplir », 16 mars 1942, *ibid.* ; Déat, *Journal de guerre*, 19 mars 1942, p. 60.

(1009) Déat, *Journal de guerre*, 19 février 1942, p. 27.

(1010) BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *De la défaite au désastre*. I. *Les Occasions manquées, juillet 1940-avril 1942*, Paris, Albin Michel, 1984, p. 426-427.

(1011) Déat, *Journal de guerre*, 30 juin 1942, p. 160.

(1012) Papen (Ankara), 14 août 1942, n° 1137, *Pol. II Richtlinien, Kartei Frankreich*/18 (PA-AA).

(1013) Papen (Ankara), 20 août 1942, sans numéro, *Büro des St. S., Akten betreffend Schriftwechsel mit Beamten des AA*/7 (PA-AA).

(1014) « L'ambassadeur de France en Turquie apporte aux Français d'Istanbul les directives du Maréchal chef de l'État », *Arch. B.* /26.

(1015) Papen (Ankara), 2 octobre 1942, *Pol. II Richtlinien, Kartei Frankreich*/18.

(1016) Papen (Ankara), 8 novembre 1942, n° 1545, *Büro des St. S. Frankreich*/10.

(1017) DUROSELLE, *L'Abîme, 1939-1945*, *op. cit.*, p. 386-387.

(1018) Helleu (Ankara), 10 juin 1942, n^os^ 660-662, *Série Vichy-Levant, Turquie*/532 (MAEF).

(1019) SCHMIDT, Mathias, *Albert Speer : Das Ende eines Mythos. Speers wahre Rolle im Dritten Reich*, Berne-Munich, Scherz Verlag, 1982, p. 93.

(1020) Bergery (Ankara), 25 novembre 1942, n^os^ 1774-1777, *Série Vichy-Levant, Turquie*/532 (MAEF).

(1021) Cf. procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(1022) Saint-Hardouin (Ankara), 4 novembre 1943, *Alger-CFLN*/1337 (MAEF).

(1023) ARON, Robert, *op. cit.*, p. 633 *sq.*

(1024) Attestation Hytte *et al.*, procès Bergery, *Arch. B*/11.

(1025) Déat, *Journal de guerre*, 1^er^ décembre 1943, p. 156.

(1026) Procès Bergery, *Arch. B.* /11.

(1027) MAURIAC, *Les Espaces imaginaires*, *op. cit.*, p. 9 (5 juillet 1953). Bergery se présenta aux élections en 1956 dans son ancienne circonscription de Mantes et recueillit moins de 1 % des suffrages sur sa liste (*Arch. B.* /15). Il mourut en 1974.

Notes du chapitre XIII

(1028) « Faux patriotes », *L'Œuvre*, 22 octobre 1940.

(1029) « Esprits en désarroi », *ibid.*, 23 octobre 1940.

(1030) « Deux politiques, pas trois », *ibid.*, 4 novembre 1940.

(1031) « Vers l'Europe », *ibid.*, 30 octobre 1940.

(1032) *Journal de guerre*, 29 novembre 1940, p. 144 ; 7 décembre 1940, p. 157.

(1033) *Ibid.*, 9 septembre 1940, p. 74.

(1034) *Ibid.*, 19 octobre 1940, p. 93.

(1035) « Il faut les chasser », *L'Œuvre*, 2 décembre 1940 ; NICOLLE, *op. cit.*, p. 139-140.

(1036) « Éléments révolutionnaires », *L'Œuvre*, 20 décembre 1940.

(1037) *Journal de guerre*, 14, 15 décembre 1940, p. 175-176.

(1038) *Ibid.*, 31 décembre 1940, p. 208.

(1039) *Ibid.*, 24 janvier 1941, p. 260.

(1040) *Ibid.*, 5 février 1941, p. 282.

(1041) Selon Abetz, qui devait tenir le chiffre de Deloncle, le MSR aurait compté exactement 1 385 membres, « *Besprechung in der Deutschen Botschaft am 7. Januar 1941* », p. 3, *AJ 40*/551 (dossier 3).

(1042) Déat, *Mémoires*, II/1, p. 99-100 ; *Journal de guerre*, 6 janvier 1941, p. 222 ; Abetz (Paris), 11 août 1941, n° 2388, *Büro des St. S. Frankreich*/5.

(1043) *Journal de guerre*, 10 février 1941, p. 295.

(1044) Gerstner, Handelspolitische Abteilung, 18 mars 1942, *Botschaft Paris*/1273.

(1045) *RNP-Circulaire n° 1*, 28 octobre 1941, in Haute Cour de justice, *Procédure Marcel Déat, 3 W III 145.*

(1046) *Journal de guerre*, 7 juillet 1941, p. 13.

(1047) *Ibid.*, 24 juillet 1941, p. 25 ; 29 juillet 1941, p. 30.

(1048) VARENNES, Claude (pseud. de Georges Albertini), *Le Destin de Marcel Déat*, Paris, Éd. Janmaray, 1948, p. 229 ; Déat, *Journal de guerre*, 31 juillet 1941, p. 40.

(1049) « *Auszugsweise Abschrift aus dem Lagebericht des Beauftragten des Chefs der Sicherheitspolizei des SD für Belgien und Frankreich* », 4 avril 1941, p. 42, *AJ 40*/551.

(1050) R. Benedetti, « Notes sur le RNP de sa fondation au 12 janvier 1942 », *AJ 40*/1008.

(1051) ALBERT, P., FEYEL, G., PICARD, J.-F., *Documents pour l'histoire de la presse nationale aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*. VI. *Seconde Guerre mondiale*, Paris,

CNRS, 1977, p. 76-77.

(1052) Rapport du 23 juin 1941, cité d'après la traduction française in *Pétain et les Allemands*, Mémorandum d'Abetz, *op. cit.*, p. 87-89.

(1053) « Deux types de paix », *L'Œuvre*, 1er septembre 1940.

(1054) *Journal de guerre*, 17 février 1941, p. 6 ; 4 mars 1941, p. 31.

(1055) *Ibid.*, 4 mars 1941, p. 32 ; 21 avril 1941, p. 99.

(1056) *Ibid.*, 15 mai 1941, p. 143.

(1057) *Ibid.*, 21 août 1941, p. 66-67.

(1058) *Ibid.*, 15 septembre 1941, p. 82.

(1059) « Communistes et gaullistes », *L'Œuvre*, 21 juin 1941.

(1060) « Du contractuel à l'organique », *ibid.*, 28-29 avril 1941.

(1061) « Aspects d'un grand destin », *ibid.*, 20 avril 1941.

(1062) *Ibid.*, 23 février 1941, p. 2.

(1063) DÉAT, Marcel, *La Politique générale. Discours au 1er Congrès du RNP, 14-15 juin 1941*, Paris, s.d., p. 7-8.

(1064) « Collaboration révolutionnaire », *L'Œuvre*, 14 juin 1941.

(1065) « Majorité et minorité », *ibid.*, 10 juillet 1941 ; « Incompréhensions majeures », *ibid.*, 21-22 juillet 1941 ; « De Beyrouth à Dakar », *ibid.*, 17 juillet 1941.

(1066) *La Politique générale*, *op. cit.*, p. 16.

(1067) « La bataille pour l'Europe », *L'Œuvre*, 12-13 octobre 1941.

(1068) *Journal de guerre*, 23 septembre 1941, p. 89 ; 25 septembre 1941, p. 92.

(1069) « Convient-il d'organiser un Congrès syndical national ? », *L'Atelier*, 28 juin 1941 ; ALBERT, P. *et al.*, *op. cit.*, p. 76-78.

(1070) Desphelippon à Achenbach, 7 mai 1941 et 9 juillet 1941, *Botschaft Paris*/1305.

(1071) Desphelippon à Achenbach, 16 septembre 1941, *Botschaft Paris* /1311.

(1072) *Ibid.* /1238.

(1073) Cf. PIVERT, Charles, *Le Parti socialiste et ses hommes. Souvenirs d'un militant*, Paris, France-Éditions, 1951.

(1074) Von Nostitz, 10 mai 1941, note sur un entretien avec Gitton et Capron, *Botschaft Paris*/1304.

(1075) Lettre de Gitton, 28 juin 1941, *ibid.* /1306.

(1076) Cf. la liste noire dressée par le PCF après la guerre, « Espions, traîtres, renégats et agents de la Gestapo dénoncés par le PCF », mai 1945, p. 8-9, *Arch. Marty*/Mfm 5.

(1077) Déat, *Journal de guerre*, 12 novembre 1941, p. 131.

(1078) *Le Monde*, 6 avril 1948, p. 8.

(1079) Spinasse à Feihl, 30 juillet 1941, *Botschaft Paris*/1242.

(1080) « Ce que nous voulons », *Le Rouge et le Bleu*, 15 novembre 1941 ; « La fonction politique », *ibid.*, 13 juin 1942.

(1081) *Journal de guerre*, 18 décembre 1941, p. 159 ; 29 janvier 1942, p. 9 ; 6 mars 1942, p. 44.

(1082) Cf. *RNP Informations*, 5 mars 1942 ; *L'Œuvre*, 30 mars 1942.

(1083) « Civilisation totalitaire », *ibid.*, 12 janvier 1942.

(1084) « Vers un pacte européen », *ibid.*, 27 novembre 1941 ; « Décisions impériales », 29 novembre 1941.

(1085) « Nous n'avons rien à marchander », *ibid.*, 2 janvier 1942.

(1086) *Journal de guerre*, 16 mars 1942, p. 53-54.

(1087) « Circulaire n° 9, 20 avril 1942 », *AG II*/610 (dossier CM26C).

(1088) Discours de Déat au Conseil national du RNP, *L'Œuvre*, 13 juillet 1942.

(1089) « La Milice du Parti », *ibid.*, 3 août 1942.

(1090) *Le National-Populaire*, 8 août 1942.

(1091) « Le Parti, l'État et le gouvernement », *L'Œuvre*, 7 août 1942 ; « Racisme et nation », *ibid.*, 24 septembre 1942 ; « Le sol et le sang », *ibid.*, 25 septembre 1942 ; « Retours sur la France », *ibid.*, 28 septembre 1942.

(1092) *Journal de guerre*, 8 novembre 1942, p. 64.

(1093) « Les gestes qu'on attend », *L'Œuvre*, 14-15 novembre 1942.

(1094) « La patrie en danger », *Le National-Populaire*, 28 novembre 1942.

(1095) *Journal de guerre*, 24 novembre 1942, p. 89.

(1096) *Ibid.*, 23 novembre 1942, p. 87.

(1097) *Ibid.*, 28 janvier 1943, p. 152 ; 10 février 1943, p. 162.

(1098) Déat, « Des milices au parti », *L'Œuvre*, 4 février 1943.

(1099) Cf. DENIEL, *op. cit.*, p. 216 *sq.* Deniel estime que le francisme eut sous l'Occupation un effectif d'environ 6 000 membres (adultes seulement), p. 169.

(1100) « Contre tout mimétisme », *Le Rouge et le Bleu*, 4 juillet 1942 ; « La fuite en avant », *ibid.*, 1er août 1942.

(1101) « Le parti unique et le climat présent », *La France socialiste*, 26-27 septembre 1942.

(1102) *Ibid.*, 23-24 janvier 1943, p. 2 ; dossier Ligue de la Pensée française, *Alger-CFLN*/1442 (MAEF) ; feuille volante présentant la Ligue, datée du 1er octobre 1943, in *Botschaft Paris*/1308.

(1103) ABELLIO, Raymond, *Sol invictus 1939-1947*. III. *Ma dernière mémoire*, Paris, Ramsay, 1980, p. 319 *sq.*

(1104) *Journal de guerre*, 19 janvier 1943, p. 143.

(1105) GRIMM, Friedrich, *Frankreich-Berichte, 1934-1944*, *op. cit.*, p. 238-239 (rapport sur son voyage à Paris du 12 au 16 juillet 1943).

(1106) Déat, *Mémoires*, II/l, p. 292 ; une copie du *Plan* se trouve in *Procédure Marcel Déat*, Haute Cour de justice, *3 W III 145*.

(1107) Schleier (Paris), 27 juillet 1943, *ADAP*, E, VI, Doc. 182.

(1108) *Journal de guerre*, 9 décembre 1943, p. 162-163 ; 16 décembre 1943, p. 169.

(1109) *Procès Albertini*, Cour nationale de justice, 20-21 décembre 1944, compte rendu sténographique Bluet, p. 101-102 (BDIC).

(1110) *Procédure Marcel Déat*, Haute Cour de justice, *3 W III 145*.

(1111) Cf. ROUSSO, Henry, *Pétain et la Fin de la collaboration, Sigmaringen 1944-1945*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1984. Condamné à mort par contumace, Déat parvint à gagner l'Italie où il vécut dans un monastère jusqu'à sa mort en 1955. Sa conversion religieuse, qui semble avoir été sincère, s'inscrit dans un ensemble de cas semblables chez des collaborateurs venus de la gauche, ainsi Barbé, Dumoulin, Émery, pour ne pas parler de la dérive ésotérique de Soulès-Abellio et, dans une catégorie à part, le virage de Jouvenel vers le catholicisme intégriste.

(1112) Entretien avec G. Albertini, 15 septembre 1982 ; MALLET, Alfred, *Pierre Laval*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, t. II, p. 138.

(1113) « Synthèse des rapports des préfets de la zone occupée (novembre 1941-décembre 1942) », *72 AJ*/257 (CHDGM).

(1114) « Rapport sur la Légion nationale populaire », 20 août 1942, *AJ 40*/1008. GRIMM, *op. cit.*, p. 240.

(1115) MBF Abt. IC (I), 15 avril 1944, Bobine A55, doc. 75.269 (CHDGM) ; OSS, « *French pro-Fascist Groups* », *op. cit.*, p. 5 et 26.

(1116) « Le RNP et le terrorisme », *L'Œuvre*, 5-6 août 1944 ; *Le Cri du Peuple*, 2 juin 1944, p. 4.

(1117) *Mémoires*, II/1, p. 119 ; *Enquête sur la collaboration* (CHDGM).

(1118) *L'Atelier*, 28 novembre 1942.

(1119) Krüger (Paris), n° 3218, 27 juillet 1942, *Inland II A/B*/25/3 (PA-AA).

(1120) *RNP Informations*, édition spéciale, 5 juillet 1942.

(1121) Sicard, « Les juifs et le RNP », *Le Cri du Peuple*, 21 juillet 1942.

(1122) Conférence du 1er avril 1944, *CXCIII-203* (CDJC) ; *Le National Populaire*, 8 avril 1944, p. 2.

(1123) *Mémoires*, II/1, p. 131.

(1124) Déat, « L'antisémitisme et l'Église », *L'Œuvre*, 26 juillet 1942 ; discours d'Albertini au Conseil national du RNP, *Le National-Populaire*, 18 juillet 1942 ; G. Lemonnier, « L'État, l'Église et la Révolution », *ibid.*, 4 décembre 1943.

(1125) « Antichauvinisme », article de *l'Œuvre* reproduit in DÉAT, Marcel, *le Parti unique*, Paris, Aux Armes de France, 1942, p. 127-128.

(1126) « Un nouveau droit international », *L'Œuvre*, 10 janvier 1944.

(1127) *De l'École d'hier à l'homme de demain*, Paris, Éd. du RNP, 1943, p. 19.

(1128) *Le National-Populaire*, 28 novembre 1942, p. 2.

(1129) *De l'école d'hier*, *op. cit.*, p. 17-18.

(1130) Déat, « J.-J. Rousseau totalitaire », *L'Œuvre*, 21 janvier 1943 ; Lemonnier, « Du libéralisme » (suite), *Le National-Populaire*, 22 avril 1944 ; Agostini, « L'An II ou la France totalitaire », *ibid.*, 30 octobre 1943, p. 3 ; Albertini, « Mazzini père de la République italienne » (il s'agit de la République de Salo), *ibid.*, 6 novembre 1943.

(1131) Andreu, « Fascisme 1913 », *Combat*, février 1936 ; Drieu, « Le jacobinisme et nous », *L'Émancipation nationale*, 4 février 1938.

(1132) Déat était un homme « totalement intègre » selon Abetz (« *Ausbau und Aufgaben einer neuen französischen Regierung* », 24 août 1944, *ADAP*, E, 8, Doc. 172) ; le jugement semble valoir pour la plupart des dirigeants du RNP. Pour ce qui est du financement, les sources sont presque silencieuses ; toutefois, certains éléments d'information se trouvent in « Pré-rapport d'expertise comptable » et « Rapport d'expertise comptable », Haute Cour de justice, *Procédure Marcel Déat, 3 W III 145.*

(1133) « Retrouver les hommes », *L'Œuvre*, 3 mars 1941.

(1134) « Notre espérance est révolutionnaire », *Le National-Populaire*, 9 janvier 1943.

(1135) SARTRE, *op. cit.*, p. 58.

(1136) FRIEDLÄNDER, Saul, *Reflets du nazisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1982.

(1137) *Nouveau départ, Nouveaux combats. Discours de Marcel Déat*, 9 novembre 1941 à la Mutualité, Paris, s.d., [194l], p. 30.

(1138) « Dangereuses illusions », *L'Œuvre*, 15 août 1940.

Notes du chapitre XIV

(1139) C. Fégy, « France, une », *La Gerbe*, 2 juillet 1942.

(1140) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 190.

(1141) Schleier à MBF, 6 juillet 1940, *Botschaft Paris*/1302.

(1142) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 199-200 ; Déat, *Journal de guerre*, 17 octobre 1940, p. 91.

(1143) Doriot, « Balayer devant sa porte », *Le Cri du Peuple*, 11 décembre 1940.

(1144) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 214-215.

(1145) Interview à *l'United Press, l'Émancipation nationale*, 9 novembre 1940.

(1146) *L'Émancipation nationale*, 7 décembre 1940, p. 5 ; Doriot, « La menace contre l'Empire », *Le Cri du Peuple*, 14 janvier 1940.

(1147) « Collaboration européenne », *ibid.*, 28 novembre 1940.

(1148) « Traquons les gaullistes », *ibid.*, 11 novembre 1940 ; « Pour en finir avec les juifs », 6 décembre 1940.

(1149) « Rassemblons-nous », *ibid.*, 18 novembre 1940.

(1150) « Le fossé », *ibid.*, 12 décembre 1940.

(1151) Amiot, « L'unité française doit être totale et même totalitaire », *ibid.*, 2 décembre 1940 ; Lèbre, « L'armature », 30 décembre 1940.

(1152) « Il faut régler la question juive », *L'Émancipation nationale*, 7 septembre 1940 ; « Le Statut des juifs », *Le Cri du Peuple*, 21 octobre 1940.

(1153) BARTHÉLÉMY, *op. cit.*, p. 221.

(1154) *L'Émancipation nationale*, 14 décembre 1940, p. 5 ; Doriot, « Révolution et collaboration », *Le Cri du Peuple*, 13 février 1941.

(1155) « Nécessité du Parti », *ibid.*, 25 décembre 1941 ; « La collaboration franco-allemande », *ibid.*, 4 janvier 1941.

(1156) Cf. les témoignages de DRIEU, *Fragments de Mémoires*, *op. cit.*, p. 68 *sq* ; Oran. BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *op. cit.*, p. 53.

(1157) S. Sabiani, « L'activité du PPF en zone non occupée », *Cahiers de l'Émancipation nationale*, décembre 1941, p. 57.

(1158) « *Besprechung in der deutschen Botschaft am 7. Januar 1941* », *AJ 40*/551 (dossier 3) ; WOLF, *op. cit.*, p. 343-344.

(1159) ALBERT, P. *et al.*, *Documents pour l'histoire de la presse nationale*, *op. cit.*, p. 76-77.

(1160) Note du 11 février 1941, *Botschaft Paris*/1276.

(1161) Cf. BOURGEOIS, Guillaume, *Le Groupe parlementaire communiste d'août 1939 à janvier 1940. La question des démissionnaires*, Lille-III, 1978-

1979 (maîtrise d'Histoire).

(1162) *Le Cri du Peuple*, 7 mai 1941, p. 2.

(1163) « *Besprechung in der deutschen Botschaft am 7. Januar 1941* », *AJ 40*/551 (dossier 3).

(1164) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 246, 224 ; von Veltheim à OKW Abt. WPr, 10 mai 1941, *Mfm A/136*, OKW 632/74911 (CHDGM).

(1165) Liste des partis autorisés en zone occupée, V pol 256/01, 30 avril 1941, *AJ 40*/551 (dossier 3).

(1166) Lèbre, « Parlons net », *Le Cri du Peuple*, 17 avril 1941.

(1167) *Ibid.*, 26 mai 1941 ; 6 mai 1941, p. 3.

(1168) Selon ce qu'en dit Fossati à un officier de l'Abwehr, von Veltheim, 21 mai 1941, *Mfm A/136*, OKW 685/74911 (CHDGM).

(1169) *Le Cri du Peuple*, 6 mai 1941, p. 3 ; 26 mai 1941, p. 2.

(1170) Von Veltheim à OKW Abt. WPr, 10 mai 1941, *Mfm A/136*, OKW 632/74911 (CHDGM).

(1171) *Le Cri du Peuple*, 26 mai 1941.

(1172) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 216-218 ; GROUSSARD, Georges A., *op. cit.*, p. 143 ; BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 220-222.

(1173) *Ibid.*, p. 235.

(1174) « Écrasons l'infâme ! », *Le Cri du Peuple*, 27 juin 1941.

(1175) *Le Cri du Peuple*, 27 octobre 1941, p. 4.

(1176) Ritter à Abetz, 14 juillet 1941, n° 662, *Büro des St. S. Frankreich*/5.

(1177) WOLF, *op. cit.*, p. 352.

(1178) *Cahiers de l'Émancipation nationale*, novembre 1943-avril 1944, p. 1092.

(1179) Déat, *Journal de guerre*, 23 janvier 1942, p. 4.

(1180) WOLF, *op. cit.*, p. 358.

(1181) Déat, *Journal de guerre*, 16 mars 1942, p. 54.

(1182) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 259-261.

(1183) WOLF, *op. cit.*, p. 358.

(1184) *Le Cri du Peuple*, 2 février 1942, p. 4.

(1185) BENOIST-MÉCHIN, *op. cit.*, p. 411.

(1186) *Le Cri du Peuple*, 8 avril, 10 avril 1942.

(1187) Barthélemy, « La France devant son destin », *ibid.*, 19 avril 1942.

(1188) Un long rapport de l'Abwehr du 21 octobre 1942 offre un récapitulatif détaillé des relations Laval-Doriot, *Mfm A/85*/85.142 (CHDGM) ; *Le Cri du Peuple*, 18 mai 1942, p. 4.

(1189) *Synthèse des rapports des préfets de la zone occupée*, *op. cit.*, juillet et août 1942 (CHDGM, *72 AJ 257*).

(1190) ARON, Robert, *op. cit.*, p. 517.

(1191) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 284-285.

(1192) LÉVY, Claude et TILLARD, Paul, *La Grande Rafle du Vel'd'Hiv*, Paris, Laffont, 1967, p. 22.

(1193) Déat, *Journal de guerre*, 4 juillet 1942, p. 163.

(1194) Cf. le témoignage du chef de l'Abwehr en France, REILE, Oscar, *Treff Lutetia Paris. Der Kampf der Geheimdienste im westlichen Operationsgebiet, in England und Nordafrika, 1939-1945*, Munich, Verlag Welsermühl, 1973, p. 276-277.

(1195) « *Stimmungsbericht der Propaganda-Staffel Paris* », 31 Octobre 1941, p. 10, *AJ 40*/873, dossier 1 ; cf. également *AJ 40*/1008, dossier 5.

(1196) Note d'Ewers, 14 août 1942, *ibid.*

(1197) Déat, *Journal de guerre*, 2 septembre 1942, p. 6.

(1198) « *Aktennotiz* », non signé, 3 septembre 1942, *AJ 40*/1008, dossier 5.

(1199) Ribbentrop, 21 septembre 1942, n° 1158, *Büro des St. S. Frankreich*/9.

(1200) Note d'Ewers, 8 octobre 1942, *AJ 40*/1008, dossier 5.

(1201) Déat, *Journal de guerre*, 30 octobre 1942, p. 57.

(1202) *Le Cri du Peuple*, 5 et 6 novembre 1942.

(1203) Cf. la description donnée dans son rapport du 19 novembre 1942 par GRIMM, *Frankreich-Berichte*, *op. cit.*, p. 209.

(1204) « Ce que nous voulons », *Le Cri du Peuple*, 10 novembre 1942.

(1205) Laubreaux, « L'heure de Doriot », *ibid.*, 9 novembre 1942 ; BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 328-330.

(1206) « Il faut combattre puisque vous êtes forts », *ibid.*, 9 novembre 1942.

(1207) Abetz, 19 novembre 1942, n° 5295, *Büro des St. S. Frankreich*/10.

(1208) Ribbentrop, 19 novembre 1942, n° 1449, *ibid.*

(1209) Ribbentrop, 26 décembre 1942, *ADAP*, E, 4, Doc. 317.

(1210) Notice s.d., *Pol. II Richtlinien Frankreich, Kartei Frankreich*/18.

(1211) Cité par DEAKIN, F. W., *The Brutal Friendship. Mussolini, Hitler and the Fall of Italian Fascism*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1962, p. 95.

(1212) Déat, *Journal de guerre*, 17 octobre 1942, p. 46 ; 25 novembre 1942, p. 90.

(1213) Achenbach, 15 février 1943, n° 1069, *Büro des St. S. Frankreich*/14 ; lettre de Doriot à Hitler, 23 mars 1943, dans WOLF, *op. cit.*, p. 476-477.

(1214) *Le Cri du Peuple*, 22 mars 1943, p. 4 ; *Cahiers de l'Émancipation nationale*, p. 1010-1016.

(1215) Note d'un informateur français, non signée, 21 juin 1943, *Botschaft Paris*/1305 ; note d'un militant important du PPF dans le Sud-Est transmise par le consul d'Allemagne à Marseille, 29 septembre 1943, *ibid.* /1306.

(1216) Schleier, 6 septembre 1943, n° 1924/43g, *ibid.* /2463.

(1217) Déat, *Journal de guerre*, 20 août 1943, p. 47 ; WOLF, *op. cit.*, p. 388 ; Oss, *French pro-Fascist Groups*, *op. cit.*, p. 22-23.

(1218) Dossier Doriot des RG utilisé par WOLF, *op. cit.*, p. 363.

(1219) BARTHÉLEMY, *op. cit.*, p. 199.

(1220) « *Stellungnahme zu dem aufgestellten Budget des PPF* », 16 août 1943 ; note de Schleier à la caisse de l'ambassade, 18 août 1943, *Botschaft Paris*/2463.

(1221) *AJ 40*/1008, dossier 5 ; « *Stellungnahme zu dem aufgestellten Budget des PPF* », 16 août 1943, *Botschaft Paris*/2463 ; procès Beugras, *Le Monde*, 13 janvier 1948, p. 8.

(1222) Compte rendu de police sur une réunion de Canobbio à Lyon le 7 novembre 1943, *Enquête sur la collaboration*, dossier Haute-Loire (CHDGM).

(1223) Abetz, 13 juin 1944, n° 2827, *Büro des St. S. Frankreich*/21 ; *Je suis partout*, 16 août 1944.

(1224) Note de police sur une réunion de Barthélemy avec les cadres PPF de Paris, 7 mars 1944, *F 14897* ; lettre de Darnand à Oberg, 10 mai 1944, *ibid.* ; Abetz, « *Ausbau und Aufgaben einer neuen französischen Regierung* », *ADAP*, E, 8, Doc. 172.

(1225) CDJC, *CXCIII-203*. La dernière phrase citée est absente du compte rendu de la conférence publiée par *Le Cri du Peuple*, 24 janvier 1944 : « Il faut résoudre la question juive. »

(1226) Déat, « Naissance des milices », *L'Œuvre*, 13-14 juillet 1943.

(1227) Schleier, 6 septembre 1943, n° 1924/43g, p. 7-8, *Botschaft Paris*/2463.

(1228) Doriot à Abetz, 1er janvier 1944, *ibid.*/1306.

(1229) Cf. les comptes rendus in ROUSSO, *op. cit.*, p. 80 *sq.*

(1230) NOVICK, Peter, *The Resistance versus Vichy. The Purge of Collaborators in Liberated France*, Columbia UP, 1968, p. 187.

(1231) Cf. notamment HAYES, Paul M., *Quisling. The Career and Political Ideas of Vidkun Quisling*, Newton Abbot, David and Charles, 1971, p. 163 ; GLAUS, Beat, *Die National Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung, 1930-1940*, Zürich, Benziger Verlag, 1969, p. 323.

(1232) Mémorandum de Degrelle, 20 octobre 1940, *DGFP*, D, 11, Doc. 204 ; PAAYE, A. H., « Le mouvement national-socialiste en Hollande », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 6, avril 1967, p. 52.

(1233) Sicard, « Essais sur une politique ethnique de la France », *Cahiers de l'Émancipation nationale*, janvier 1942, p. 93.

(1234) Extraits *in* CHAIX, Marie, *Les Lauriers du lac de Constance. Chronique d'une collaboration*, Paris, Éd. du Seuil, 1974, p. 85, 101, 116.

(1235) Sicard, « A qui le tour ? », *Cahiers de l'Émancipation nationale*, novembre 1943-avril 1944, p. 1204.

Notes de la Conclusion

(1236) Le Club de l'Horloge, *Socialisme et Fascisme : une même famille ?*, Paris, Albin Michel, 1984.

(1237) GAULLE, Charles de, *Mémoires de guerre*, t. I, *op. cit.*, p. 71.

(1238) *Discours et Messages*, 2, *Dans l'attente, février 1946-avril 1958*, Paris, Plon, 1970, respectivement discours du 12 octobre 1952 (p. 544), 8 juin 1951 (p. 438), 15 avril 1951 (p. 417).

BIBLIOGRAPHIE

La bibliographie ne comprend que les ouvrages cités dans le texte intégral.

1. Sources non publiées

A. Archives publiques

a) *France.*

Archives nationales : Série F7 (Ministère de l'Intérieur), Série AJ 40 (Militärbefehlshaber in Frankreich MBF), Série 3 W III (Archives de la Haute Cour de justice), Série AG II (Archives du chef de l'État), Fonds du Zentralarchiv Potsdam (microfilms).

Archives de la préfecture de Police : Série B/A provisoire.

Archives de l'Assemblée nationale (Commission des affaires étrangères).

Archives du ministère des Affaires étrangères : Séries Vichy et Alger-(CFLN).

Comité d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale (Institut d'histoire du temps présent) : Archives militaires allemandes (microfilms), Archives du CHDGM (Série 72 AJ), Enquête sur la collaboration.

Centre de documentation juive contemporaine : Fonds de l'ambassade allemande de Paris, Procès Abetz.

b) *Allemagne.*

Berlin Document Center : Dossier Abetz.

Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes : Büro des Staatssekretärs/Frankreich, Pol. II Richtlinien, Inland II A/B, Inland Partei Inland II G, Botschaft Paris, Dienststelle Ribbentrop.

Bundesarchiv (Coblence) : *Nachlass Grimm.*

c) *Grande-Bretagne.*

Public Record Office : Série FO 371 (Foreign Office).

d) *Italie.*

Archivio Centrale dello Stato : Ministero della Cultura Popolare.

Archivio Storico-Diplomatico, Ministero degli Affari Esteri : Affari Politici/Francia, Ambasciata Parigi, Ministero della Cultura Popolare.

Microfilms du Ministero della Cultura Popolare, National Archives (Washington), Série T 586.

B. Sources privées

a) *Archives.*

Dossier Michel Alexandre (Bibliothèque de documentation internationale contemporaine).

Archives Bergery (Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford, Californie).

Papiers J.-R. Bloch (Bibliothèque nationale).

Archives Bouët (Institut français d'histoire sociale).

Archives Compère-Morel (Centre d'histoire du syndicalisme).

Archives G. Izard (M^{me} Izard).

Archives Kayser (Fondation nationale des sciences politiques).

Archives Marty (Hoover Institution on War, Revolution and Peace, Stanford, Californie).

Archives Paul-Boncour (Archives nationales).

Fonds Zoretti (Claude Harmel, Institut d'histoire sociale).

b) *Manuscrits.*

Alain, *Journal* (BN).

Barbé, Henri, *Souvenirs de militant et de dirigeant communiste* (IHS).

Déat, Marcel, *Mémoires* (BN).

–, *Carnets de campagne (1914-1918)* (BN).

–, *Journal de guerre* (AN-F^7 *15342*).

Ferrat, André, *Notes autobiographiques* (IHS).

LAMOUREUX, Lucien, *Notes de guerre* (BDIC).

VASSART, Albert, *Mémoires inédits* (IHS).

c) *Procès.*

Procès Albertini, Cour nationale de justice, 20-21 décembre 1944, compte rendu sténographique Bluet.

Procès Robert Suel, Cour de justice de la Seine, 24 mai 1945, compte rendu sténographique Bluet (BDIC).

d) *Entretiens.*

L.-É. Galey (11 mai 1981).

M. Marschall (20 novembre 1981).

G. Albertini (15 septembre 1982).

2. Sources publiées

A. Recueils de documents

1. Allemagne : *Akten zur Deutschen Auswärtigen Politik* (ADAP), Série C, D, E.

2. France : *Documents diplomatiques français* (DDF), 1re série.

3. Union soviétique : *Dokumenty vneshnej politiki SSSR* (DVPS), t. XVI, Moscou, 1970.

B. Comptes rendus officiels (Parlement, partis)

Journal officiel de la République française : Débats parlementaires, Chambre des députés, Paris (1924-1940).

Chambre des députés, *Rapport général fait au nom de la Commission d'enquête chargée de rechercher les causes et les origines des événements du 6 février 1934*, Annexes, t. I.

Les Événements survenus en France de 1933 à 1945, témoignages et documents recueillis par la Commission d'enquête parlementaire, Paris, PUF, 1947, 9 vol.

Internationale communiste, *Bericht über die Tätigkeit des Presidiums und der Executive der K.I. für die Zeit vom 6. Märs bis II. Juni 1922*, Hambourg, Carl Haym, Verlag der K.I.

–, *V^e^ Congrès de l'IC*, compte rendu analytique, Paris, Librairie de *l'Humanité*, 1924.

–, *Classe contre classe. La question française au IX^e^ Exécutif et au VI^e^ Congrès de l'IC*, Paris, Bureau d'Éditions, 1929.

Internationale, communiste des jeunes, *Entre deux Congrès. 4 années d'ICJ*, Paris, Bureau d'Éditions, 1928.

Ligue française pour la défense des Droits de l'homme et du citoyen, *Congrès de 1933*, Amiens, 15-17 juillet, Paris, LDH, 1933.

–, *Congrès national de 1934*, compte rendu sténographique, Nancy, 19-21 mai 1934, Paris, LDH, 1934.

–, *Congrès national de 1935*, compte rendu sténographique, Hyères (Var), 8-10 juin 1937, Paris, LDH, 1935.

–, *Congrès national de 1937*, compte rendu sténographique, Tours, 17-19 juillet 1937, Paris, LDH, 1937.

Parti communiste français (SFIC), Fédération nationale des jeunesses socialistes communistes de France, *Rapport moral au 1er Congrès national*, Paris, 15-16 mai 1921, Paris, Imprimerie Dangon, s.d.

Parti communiste français, *4e Congrès national du PCF* (Clichy, 17-21 janvier 1925), compte rendu sténographique, 5 vol. dact. (BN).

–, *5e Congrès national du PCF*, Lille, 20-26 juin 1926, compte rendu sténographique, Paris, Bureau d'Éditions, 1927.

Parti radical-socialiste, *25e Congrès*, Angers, 3-5 novembre 1928, Paris, au siège du Comité exécutif.

–, *26e Congrès*, Reims, 24-27 octobre 1929, Paris, au siège du CE.

–, *27e Congrès*, Grenoble, 9-12 octobre 1930, Paris, au siège du CE.

–, *29e Congrès*, Toulouse, 3-6 novembre 1932, Paris, au siège du CE.

Parti socialiste SFIO, *24e Congrès national*, Lyon, 17-20 avril 1927, compte rendu sténographique, Paris, au siège du PS, 1927.

–, *25e Congrès national*, Toulouse, 26-29 mai 1928, compte rendu sténographique, Paris, au siège du Parti socialiste, 1928.

–, *26e Congrès national*, Nancy, 9-12 juin 1929, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, 1929.

–, *27e Congrès national*, Bordeaux, 8-11 juin 1930, rapports, Paris, au siège du parti socialiste, 1930.

–, *28e Congrès national*, Tours, 24-27 mai 1931, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, 1931.

–, *29e Congrès national*, Paris, 29 mai-1er juin 1932, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, 1932.

–, *30e Congrès national*, Paris, 14-17 juillet 1933, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, 1933.

C. Périodiques

1. Périodiques dépouillés (entre parenthèses, les années concernées)

a) *Hebdomadaires et mensuels.*

L'Assaut (1936-1937), *L'Atelier* (1940-1944), *L'Avant-Garde* (1920-1926), *Le Barrage* (1934-1939), *La Bataille socialiste* (1927-1933), *Les Cahiers bleus* (1929-1931), *Cahiers du bolchevisme* (1924-1934), *Les Cahiers des Droits de l'homme* (1933-1937), *Cahiers de l'Émancipation nationale* (1942-1944), *Cahiers franco-allemands* (1936-1944), *Le Combat national révolutionnaire* (1941), *Le Droit de vivre* (1933-1938), *L'Émancipation*, organe du rayon communiste de Saint-Denis (1929-1936), *L'Émancipation*, organe central de l'Unité totale des travailleurs (1934-1936), *L'Émancipation nationale* (1936-1944), *Esprit* (1932-1941), *Feuille bimensuelle d'informations syndicales* (1938-1939), *La Flèche* (1934-1939), *La France socialiste* (1941-1943), *Le Front*, socialiste, républicain, français (1935-1938), *Front commun* (1933-1934), *L'Homme nouveau* (1934-1937), *L'Internationale communiste* (1921-1934), *Jeunesse de France* (1937-1939), *La Lutte des jeunes* (1934), *Mantes-Républicain* (1928-1940), *Monde* (1928-1935), *Le National-Populaire* (1942-1944), *Néo* (1935-1936), *Neue Blätter für den Sozialismus* (1930-1933), *L'Ordre nouveau* (1934-1938), *Pamphlet* (1933-1934), *Paris-Demain* (1933-1936), *Redressement* (1938-1939), *Révolution* (supplément de *la République*) (1935-1936), *La Révolution française* (1940-1941), *Le Rouge et le Bleu* (1941-1942), *Syndicats* (1936-1939), *La Tribune de France* (1939), *La Vie socialiste* (1920-1935), *Vigilance* (1934-1939), *La Voix* (1928-1930).

b) *Quotidiens.*

L'Appel (1933-1934), *Le Cri du Peuple* (1940-1944), *L'Humanité* (1923-1936), *La Liberté* (1937-1939), *Notre Temps* (1933-1934), *L'Œuvre* (1933-1944), *Le Populaire* (1926-1934), *La République* (1933-1939).

2. Périodiques consultés

a) *Hebdomadaires et mensuels.*

L'Année sociologique, A nous Français !, Archives de philosophie du droit et de sociologie juridique, Bulletin communiste, Les Cahiers du XX^e siècle, Cahiers protestants (Lausanne), *Candide, Choc, La Correspondance internationale, La Correspondance internationale des jeunesses, Le Courrier royal, Le Droit de vivre, L'Étudiant socialiste, l'Europe nouvelle, France* (Londres), *Front mondial, Fructidor, La Gerbe, Germinal, La Grande Revue, Gringoire, L'Information sociale, L'Illustration, International Affairs* (Moscou), *L'Homme réel, La Jeune République, Journal de psychologie morale et pathologique, Jugend-internationale, Lu, La Lumière, 1934, Les Nouvelles littéraires, l'Opposition de gauche de l'IC, La Révolution prolétarienne, Revue de l'économie contemporaine, Revue d'économie politique, Revue de Paris, Revue philosophique de la France et de l'étranger, Revue des sciences politiques, S.I.A., Spartacus, Le Travail* (Genève), *Travail et Nation,* La Tribune des fonctionnaires, *La Tribune des nations, La Vérité, La Voix internationale des nationalistes, Vu, X-Crise, Civiltà fascista, Gerarchia, Universalità Romana, Der deutsche Erzieher, Die Europäische Revue, Geist der Zeit, Die Neue Rundschau, Sohlbergkreis.*

b) *Quotidiens.*

L'Action française, Aujourd'hui, La Concorde, l'Écho de Paris, L'Époque, Le Figaro, Le Monde, New York Times, Les Nouveaux Temps, l'Ordre, Le Petit Journal, La République, Le Temps.

D. Textes contemporains

En souvenir de Michel Alexandre, leçons, textes, lettres, Paris, Mercure de France, 1956.

ARON, Raymond, *L'Homme contre les tyrans*, New York, La Maison française, 1944.

AURIOL, Vincent, *Hier Demain*, Paris, Charlot, 1945, 2 vol.

L'Avenir de la République, Paris, Valois, 1927.

BARDOUX, Jacques, *Le Socialisme au pouvoir. L'expérience de 1924. Le dialogue J. Ramsay MacDonald-Édouard Herriot*, Paris, Firmin-Didot, 1930.

–, *Journal d'un témoin de la Troisième, 1er septembre 1939-15 juillet 1940*, Paris, Fayard, 1957.

BAUDOUIN, Paul, *Neuf mois au gouvernement (avril-décembre 1940)*, Paris, La Table ronde, 1948.

BENOIST-MÉCHIN, Jacques, *De la défaite au désastre*. I. *Les Occasions manquées, juillet 1940-avril 1942*, Paris, Albin Michel, 1984.

BERGERY, Gaston, *Air-Afrique voie impériale*, Paris, Grasset, 1937.

–, *L'Économie frontiste*, rapport soumis aux Assises nationales de décembre 1938.

BERL, Emmanuel, *La Politique et les Partis*, Paris, Rieder, 1932.

BOIS, Élie J., *Le Malheur de la France, récits et témoignages*, Londres, Hachette, s.d.

BONNIER, Claude et DÉAT, Marcel, *Pour une politique de l'Air*, Paris, Éd. du Journal *La Concorde*, 1937.

BOUGLÉ, Célestin, *Socialismes français. Du « socialisme utopique » à la « démocratie industrielle »*, Paris, Colin, 1932.

BOUGLÉ, Célestin et DÉAT, Marcel, *Guide de l'étudiant en sociologie*, Paris, Garnier, 1921.

BRASILLACH, Robert, *Œuvres complètes*, Paris, Club de l'Honnête Homme, t. X.

BRINON, Fernand de, *France Allemagne 1928-1934*, Paris, Grasset, 1934.

CHARLES ALBERT, *L'État moderne. Ses principes et ses institutions*, Paris, Valois, 1929.

CHOPINE, Paul, *Six ans chez les Croix-de-Feu*, Paris, Gallimard, 1935.

Comité du Plan, *Le Plan français*, doctrine et plan d'action, Paris, Fasquelle, 1935 (préface de Marcel Déat).

–, *Une nouvelle France*, ses principes et ses institutions, Paris, Fasquelle, 1936 (préface de Marcel Déat).

TAED (DÉAT), *Cadavres et Maximes. Philosophie d'un revenant*, Paris, Les Forgerons, 1919.

DÉAT, Marcel, *Sociologie*, Paris, Alcan, 1925.

–, *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930.

–, *Le Front populaire au tournant*, Paris, Éd. du journal *La Concorde*, 1937.

–, *La Politique générale*, discours au 1er Congrès du RNP, 14-15 juin 1941, Paris, s.d.

–, *Nouveau Départ, Nouveaux Combats*, discours du 9 novembre 1941 à la Mutualité, Paris, s.d. (1941).

–, *Le Parti unique*, Paris, Aux Armes de France, 1942.

–, *De l'école d'hier à l'homme de demain*, Paris, Éd. du RNP, 1943.

DÉAT, Marcel et FLANDIN, Pierre-Étienne, *Deux conférences sur l'organisation économique de la France*, Paris, Centre d'études de politique étrangère, 1938.

DE MAN, Henri, *The Remaking of a Mind. A Soldier's Thoughts on War and Reconstruction*, New York, Scribner's Sons, 1919.

–, *Le Socialisme constructif*, Paris, Alcan, 1933.

DIMITROV, Georges, *Œuvres choisies*, Sofia, Éditions en langues étrangères, 1966, t. I.

Discours de protestation contre les atteintes portées en Allemagne à la dignité... à la liberté... aux droits humains et civiques des israélites, Paris, Éditions pour la dignité humaine, s.d. (1937).

DOMARUS, Max, *Hitler. Reden und Proklamationen, 1932-1945*, Munich, Süddeutscher Verlag, 1965, 4 vol.

DORIOT, Jacques, sous le pseud. de GUILLEAU, Jacques, *Entre deux guerres*, Paris, Librairie de L'Humanité, s.d. (1923).

–, *La France ne sera pas un pays d'esclaves*, Paris, Les Œuvres françaises, 1936.

DRIEU LA ROCHELLE, Pierre, *L'Europe contre les patries*, Paris, Gallimard, 1931.

–, *Socialisme fasciste*, Paris, Gallimard, 1934.

–, *Doriot ou la Vie d'un ouvrier français*, Paris, Les Éditions populaires françaises, 1936.

–, *Gilles*, Paris, Gallimard, 1939.

–, *Chronique politique, 1934-1942*, Paris, Gallimard, 1943.

–, *Fragment de Mémoires, 1940-1941*, Paris, Gallimard, 1942.

DURKHEIM, Émile, *De la division du travail social*, Paris, Alcan, 1902, 2e éd.

–, *Le Socialisme. Sa définition. Ses débuts. La doctrine saint-simonienne*, Paris, Alcan, 1928.

FABRE-LUCE, Alfred, *La Victoire*, Paris, NRF, 1924.

–, *Locarno sans rêves*, Paris, Grasset, 1927.

–, *Russie, 1927*, Paris, Grasset, 1927.

–, *Après la législature des dupes*, Paris, Grasset, 1928.

–, *Caillaux*, Paris, Gallimard, 1933.

–, *Journal de la France, mars 1939-julllet 1940*, Imprimerie de Trévoux (Ain), 1940.

La France veut la liberté, Paris, Plon, 1938.

GAULLE, Charles de, *Lettres, notes et carnets, 1919-juin 1940*, Paris, Plon, 1980.

–, *Vers l'armée de métier*, Genève, Famot, 1982.

GRIMM, Friedrich, *Frankreich-Berichte, 1934-1944*, Bodman-Bodensee, Hohenstaufen-Verlag, 1972.

GROSS, Franz, *La Révolution sociale dans l'Allemagne contemporaine*, Cahiers de l'Institut allemand, Paris, Sorlot, 1941.

HENNESSY, Jean, *Ni à droite, ni à gauche, en avant*, Paris, Figuière, 1935.

HERRIOT, Édouard, *Pourquoi je suis radical-socialiste*, Paris, Éditions de France, 1928.

IZARD, Georges, *Où va le communisme ?*, Paris, Grasset, 1936.

IZARD, Georges, DÉLÉAGE, André, DUVEAU, Georges, ROMAN, Jules, GALEY, Louis-Émile, *La Bataille de la France*, Paris, Éd. P. Tisné, 1938.

JEANNENEY, Jules, *Journal politique (septembre 1939-juillet 1942)*, Paris, Colin, 1972.

JOUVENEL, Bertrand de, *L'Économie dirigée. Le programme de la nouvelle génération*, Paris, Valois, 1928.

–, *Après la défaite*, Paris, Plon, 1941.

LAPORTE, Maurice, *Les Mystères du Kremlin (dans les coulisses de la III^e Internationale et du Parti français)*, Paris, La Renaissance moderne, 1928.

LEBAS, Jean, *Le Socialisme. But et moyen*, suivi de *la Réfutation d'un néo-socialisme*, Lille, Imprimerie ouvrière, 1931.

LEGENDRE, Jean, *Le Front commun*, Paris, Centre de propagande des républicains nationaux, s.d. (fin 1934).

–, *Lettre ouverte à l'IC. Les communistes de Saint-Denis et les événements du 6 au 12 février. Pour l'unité d'action*.

MALLET, Alfred, *Pierre Laval*, Paris, Amiot-Dumont, 1954, 2 t.

MARION, Paul, *Deux Russies*, Paris, La Nouvelle Société d'éditions, 1930.

–, *Programme du Parti populaire français*, Paris, Les Œuvres françaises, 1938.

Martindu Gard, Maurice, *La Chronique de Vichy, 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1948.

Mauriac, Claude, *La Corporation devant l'État*, Université de Bordeaux, Imprimerie Bière, 1941 (thèse).

Moch, Jules, *Socialisme et Rationalisation*, Bruxelles, l'Églantine, 1927.

Montagnon, Barthélemy, *Grandeur et Servitude socialistes*, Paris, Valois, 1929.

Montagnon, Barthélemy, Marquet, Adrien, Déat, Marcel, *Néo-socialisme ? Ordre-autorité-nation*, Paris, Grasset, 1933 (préface et commentaires de M. Bonnafous).

Montigny, Jean, *Toute la vérité sur un mois dramatique de notre histoire. De l'Armistice à l'Assemblée nationale, 15 juin-15 juillet 1940*, Clermont-Ferrand, Éd. Mont-Louis, 1940.

Monzie, Anatole de, *Ci-devant*, Paris, Flammarion, 1941.

Mounier, Emmanuel, *Œuvres.* IV. *Recueils posthumes. Correspondance*, Paris, Éd. du Seuil, 1963.

Mussolini, Benito, *Opera omnia. A cura di Edoardo e Duilio Susmel*, Florence, La Fenice, 1958, t. XXVI.

Nicolle, Pierre, *Cinquante mois d'armistice. Vichy, 2 juillet 1940-26 août 1944. Journal d'un témoin*, Paris, Éd. André-Bonne, 1947, 2 vol.

Orion (pseud. de Jean Maze), *Nouveau Dictionnaire des girouettes*, précédé de *l'Oubli en politique*, Paris, Éd. Le Régent, 1948.

Pétain et les Allemands, Mémorandum d'Abetz sur les rapports franco-allemands, Paris, Éd. Gaucher, 1948.

Pirou, Gaetan, *Essais sur le corporatisme*, Paris, Recueil Sirey (1938).

–, *Néo-libéralisme, Néo-corporatisme, Néo-socialisme*, Paris, Gallimard, 1939.

PIVERT, Charles, *Le Parti socialiste et ses hommes. Souvenirs d'un militant*, Paris, France-Éditions, 1951.

Plan du 9 juillet. Réforme de la France proposée par le Groupe du 9-Juillet, Paris, Gallimard, 1934 (avant-propos de Jules Romains).

Règlement d'organisation générale, d'administration et de comptabilité du PPF établi par É. Masson, Paris, s.d. (1938).

Le Réquisitoire des « Six », Paris, Imprimerie centrale de la Bourse, s.d. (1929).

REVILLON, Tony, *Mes carnets (juin-octobre 1940)*, Paris, Odette Lieutier, 1945.

RNP, *Un parti, un chef...*, Paris, Éd. du RNP, 1943.

ROMAINS, Jules, *Problèmes européens*, Paris, Flammarion, 1933.

–, *Le Couple France-Allemagne*, Paris, Flammarion, 1934.

ROSSELLI, Carlo, *Socialisme libéral*, Paris, Valois, 1930.

STALINE, Joseph, *Works*. Vol. 8. *1926 January-November*, Moscou, 1954.

SUAREZ, Georges, *Les Hommes malades de la paix*, Paris, Grasset, 1933.

THIBAUDET, Albert, *La République des professeurs*, Paris, Grasset, 1927.

THOREZ, Maurice, *Œuvres*, Paris, Éditions sociales, 1951, livre II, t. V.

–, *Œuvres*, Paris, Éditions sociales, 1951, livre II, t. VI.

L'URSS et la Paix, recueil de documents. Propositions de paix et de désarmement du gouvernement des Soviets aux gouvernements d'Europe, d'Amérique, etc., *1917-1929*, Paris, Bureau d'Éditions, 1929.

VANOR, Jean, *Le RNP. Origines, structures, buts. Discours au 1er Congrès national, 14-15 juin 1941*, Paris, s.d.

VARENNES, Claude (pseud. de Georges Albertini), *Le Destin de Marcel Déat*, Paris, Éd. Janmaray, 1948.

E. Mémoires et autobiographies

ABELLIO, Raymond, *Sol invictus, 1939-1947*. III. *Ma dernière mémoire*, Paris, Ramsay, 1980.

ABETZ, Otto, *Mémoires d'un ambassadeur, histoire d'une politique franco-allemande*, Paris, Stock, 1953.

ANDREU, Pierre, *Le Rouge et le Blanc, 1940-1944*, Paris, La Table ronde, 1977.

ARON, Raymond, *Mémoires*, Paris, Julliard, 1983.

BARTHÉLEMY, Victor, *Du communisme au fascisme. L'histoire d'un engagement politique*, Paris, Albin Michel, 1978.

BONNET, Georges, *Vingt ans de vie politique, 1918-1938. De Clemenceau à Daladier*, Paris, Fayard, 1969.

CERF-FERRIÈRE, René, *Chemins clandestins*, Paris, Julliard, 1968.

CHAIX, Marie, *Les Lauriers du lac de Constance*, Paris, Éd. du Seuil, 1974.

DELMAS, André, *A gauche de la barricade*, Paris, Éd. de l'Hexagone, 1950.

–, *Mémoires d'un instituteur syndicaliste*, Paris, Albatros, 1979.

DE MAN, Henri, *Après coup*, Bruxelles, La Toison d'or, 1941.

DU MOULINDE LA BARTHÈTE, Henri, *Le Temps des illusions. Souvenirs (juillet 1940-avril 1942)*, Genève, Éd. du Cheval ailé, 1946.

ÉMERY, Léon, *Étapes et rencontres. A travers les tumultes d'un siècle*, Lyon, Les Cahiers libres, 1976.

FABRE-LUCE, Alfred, *Vingt-cinq années de liberté*. I. *Le Grand Jeu, 1936-1939*, Paris, Julliard, 1962.

GAMELIN, Maurice, *Servir*. II. *Le Prologue du drame (1930-août 1939)*, Paris, Plon, 1946.

GAULLE, Charles de, *Mémoires de guerre. L'appel, 1940-1942*, Paris, Plon, 1954.

GILLOUIN, René, *J'étais l'ami du maréchal Pétain*, Paris, Plon, 1966.

GROUSSARD, Georges A., *Service secret, 1940-1945*, Paris, La Table ronde, 1964.

HERRIOT, Édouard, *Jadis*. II. *D'une guerre à l'autre, 1914-1936*, Paris, Flammarion, 1952.

HUMBERT-DROZ, Jules, *De Lénine à Staline. Dix ans au service de l'Internationale communiste, 1921-1931*, Neuchâtel, La Baconnière, 1971.

JAQUIER, Maurice, *Simple militant*, Paris, Denoël, 1974.

JOUVENEL, Bertrand de, *Un voyageur dans le siècle. 1903-1945*, Paris, Laffont, 1979.

LOUCHEUR, Louis, *Carnets secrets, 1908-1932*, Bruxelles, Brepols, 1962.

MAURIAC, Claude, *Le Temps immobile*. 2. *Les Espaces imaginaires*, Paris, Grasset, 1975.

–, *Le Temps immobile*. 4. *La Terrasse de Malagar*, Paris, Grasset, 1977.

–, *Le Temps immobile*. 6. *Le Rire des pères dans les yeux des enfants*, Paris, Grasset, 1981.

MONTAGNON, Barthélemy, *De Jaurès à de Gaulle. Néo-capitalisme ? Néo-socialisme ?*, Paris, D'Halluin, 1969.

MONTIGNY, Jean, *Le Complot contre la paix, 1935-1939*, Paris, La Table ronde, 1966.

MORIN, Edgar, *Autocritique*, Paris, Julliard, 1959.

PASCAL, Pierre, *Mon état d'âme. Mon Journal de Russie*. III. *1922-1926*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1982.

POMARET, Charles, *Le Dernier Témoin. Fin d'une guerre, fin d'une République, juin et juillet 1940*, Paris, Presses de la Cité, 1968.

POPELIN, Claude, *Arènes politiques*, Paris, Fayard, 1974.

REILE, Oscar, *Treff Lutetia Paris. Der Kampf der Geheimdienste im westlichen Operationsgebiet, in England und Nordafrika, 1939-1945*, Munich, Verlag Welsermühl, 1973.

ROCHE, Émile, *Avec Joseph Caillaux. Mémoires, souvenirs et documents*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980.

SERGE, Victor, *Mémoires d'un révolutionnaire, 1901-1941*, Paris, Éd. du Seuil, 1951.

SILONE, Ignazio, *Sortie de secours*, Paris, Del Duca, 1966.

TASCA, Angelo, *In Francia nella bufera*, Parme, Guanda, 1953.

WEIL-CURIEL, André, *Le Temps de la honte*. II. *Éclipse en France*, Paris, Éd. du Myrte, 1946.

WEISS, Louise, *Mémoires d'une Européenne*. II. *1919-1934*, Paris, Payot, 1969.

ZELLER, Fred, *Trois points c'est tout*, Paris, Laffont, 1976.

3. Travaux

A. Ouvrages

ABEL, Theodore, *The Nazi Movement. Why Hitler came to Power*, New York, Atherton Press, 1966.

ADAMTHWAITE, Anthony, *France and the Coming of the Second World War, 1936-1939*, Londres, Frank Cass, 1977.

ALATRI, Paolo, *Le Origini del fascismo*, Rome, Éd. Riuniti, 1971.

ALBERT, P., FEYEL, G., PICARD, J.-F., *Documents pour l'histoire de la presse nationale aux XIX^e^ et XX^e^ siècles*. VI. *Seconde Guerre mondiale*, Paris, CNRS, 1977.

ALLAIN, Jean-Claude, *Joseph Caillaux : l'oracle, 1914-1944*, Paris, Imprimerie nationale, 1981.

ALLARDYCE, Gilbert D., *The Political Transition of J. Doriot, 1926-1936*, Université d'Iowa, 1966 (Ph. D.).

ANDREU, Pierre et GROVER, Frederic, *Drieu La Rochelle*, Paris, Hachette, 1979.

ARON, Robert, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954.

ARTAUD, Denise, *La Question des dettes interalliées et la Reconstruction de l'Europe (1917-1929)*, Paris, Champion, 2 vol.

AZÉMA, Jean-Pierre, *De Munich à la Libération, 1938-1944*, Paris, Éd. du Seuil, 1979.

BACZKO, Bronislaw, *Les Imaginaires sociaux. Mémoires et espoirs collectifs*, Paris, Payot, 1984.

BAKER, Donald Noel, *Revolutionism in the French Socialist Party between the World Wars : the Revolutionary Tendances*, Stanford University, 1965 (Ph. D.).

BALSAN, Natalie, *Gaston Bergery*, Nanterre, 1970 (mémoire d'histoire).

BARIÉTY, Jacques, *Les Relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 10 novembre 1918-10 janvier 1925, de*

l'exécution à la négociation, Paris, Pedone, 1977.

BERL, Emmanuel, *La Fin de la III^e^ République*, Paris, Gallimard, 1968.

BERSTEIN, Serge, *Histoire du parti radical*. I. *La Recherche de l'âge d'or, 1919-1926*. II. *Crise du radicalisme, 1926-1939*, Paris, Presses de la FNSP, 1980-1982.

–, *Le 6 Février 1934*, Paris, Gallimard/Julliard, coll. « Archives », 1975.

BESSIS, Juliette, *La Méditerranée fasciste. L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981.

BILIS, Michel, *Socialistes et Pacifistes. L'intenable dilemme des socialistes français (1933-1939)*, Paris, Syros, 1979.

BOIS, Pierre du, *Drieu La Rochelle. Une vie*, Lausanne, Cahiers d'histoire contemporaine, 1978.

BOURGEOIS, Guillaume, *Le Groupe parlementaire communiste d'août 1939 à janvier 1940. La question des démissionnaires*, Lille-III, 1978-1979 (maîtrise d'histoire).

BREEN, Catherine, *La Droite française et la Guerre d'Espagne (1936-1937)*, Genève, Médecine et Hygiène, 1973.

BROWER, Daniel R., *The New Jacobins. The French Communist Party and the Popular Front*, New York, Cornell University Press, 1968.

BRUNET, Jean-Paul, *Saint-Denis, la ville rouge, 1890-1939*, Paris, Hachette, 1980.

CALMETTE, Arthur, *L'OCM (Organisation civile et militaire). Histoire d'un mouvement de Résistance de 1940 à 1946*, Paris, Plon, 1961.

CARTIGLIA, Carlo, *Rinaldo Rigola e il Sindacalismo riformista in Italia*, Milan, Feltrinelli, 1976.

COTTA, Michèle, *Le Frontisme et « La Flèche » de 1934 à 1939*, Paris, IEP, 1959.

COURTOIS, Stéphane, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline…*, Paris, Ramsay, 1980.

DEAKIN, F. W., *The Brutal Friendship. Mussolini, Hitler and the Fall of Italian Fascism*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1962.

DEBÛ-BRIDEL, Jacques, *L'Agonie de la Troisième République, 1929-1939*, Paris, Le Bateau ivre, 1948.

DE FELICE, Renzo, *Mussolini il revoluzionario (1883-1920)*, Turin, Einaudi, 1965, et *Mussolini il fascista*. I. *La Conquista del potere, 1921-1925*, Turin, Einaudi, 1966.

–, *Interpretations of Fascism*, Harvard University Press, 1977.

DENIEL, Alain, *Bucard et le Francisme*, Paris, Picollec, 1979.

DIOUDONNAT, Pierre-Marie, « *Je suis partout* ». *Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, La Table ronde, 1973.

DODGE, Peter, *Beyond Marxism : The Faith and Works of Hendrik De Man*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1966.

DUROSELLE, Jean-Baptiste, *La Décadence, 1932-1939*, Paris, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1983.

–, *L'Abîme, 1939-1945*, Paris, Imprimerie nationale, 1982.

Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939, sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

EMMERSON, James Thomas, *The Rhineland Crisis. 7th March 1936. A Study in Multilateral Diplomacy*, Londres, Temple Smith, 1977.

ESTIER, Claude, *La Gauche hebdomadaire, 1914-1962*, Paris, Colin, coll. « Kiosque », 1962.

ÉTIENNE, Jean-Michel, *Le Mouvement rexiste jusqu'en 1940*, Paris, Colin, 1968. *Fascism. A Reader's Guide. Analyses, Interpretations, Bibliography*, Walter Laqueur éd., Londres, Wildwood House, 1976.

FLECHTHEIM, Ossip K., *Die KPD in der Weimarer Republik*, Francfort-sur-le-Main, Europäische Verlagsanstalt, 1969.

Français et Britanniques dans la drôle de guerre, Actes du colloque franco-britannique, Paris, 8-12 décembre 1975, Paris, CNRS, 1979.

La France et les Français en 1938-1939, sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1978.

FRIEDLÄNDER, Saul, *Reflets du nazisme*, Paris, Éd. du Seuil, 1982.

GAETA, Franco, *Il Nazionalismo Italiano*, Rome, Laterza, 1981.

GALLO, Max, *Cinquième Colonne, 1930-1940*, Paris, Plon, 1973.

GENTILE, Emilio, *Le Origini dell'Ideologia Fascista (1918-1925)*, Rome, Laterza, 1975.

GLAUS, Beat, *Die Nationale Front. Eine Schweizer faschistische Bewegung, 1930-1940*, Zürich, Benziger Verlag, 1969.

GOMBIN, Richard, *Les Socialistes et la Guerre. La SFIO et la politique étrangère entre les deux guerres mondiales*, Paris, Mouton, 1970.

GOODMAN, Emily H., *The Socialism of Marcel Déat*, Stanford, 1973 (Ph. D. dact.).

GORDON, Bertram M., *Collaborationism in France during the Second World War*, Ithaca, Cornell UP, 1980.

GRANET, Marie, « *Défense de la France* », *histoire d'un mouvement de Résistance (1940-1944)*, Paris, PUF, 1960.

GRANET, Marie et MICHEL, Henri, *Combat. Histoire d'un mouvement de Résistance de juillet 1940 à juillet 1943*, Paris, PUF, 1957.

GREGOR, A. James, *Interpretations of Fascism*, New Jersey, General Learning Press, 1974.

–, *Young Mussolini and the Intellectual Origins of Fascism*, University of California Press, 1979.

GROSS, Babette, *Willi Münzenberg. Eine politische Biographie*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1967.

GROSSMAN, Stanley, *Neo-Socialism : a Study in Political Metamorphosis*, University of Wisconsin, 1969 (Ph. D.).

GUCHET, Yves, *Georges Valois. L'Action française. Le Faisceau. La République syndicale*, Paris, Albatros, 1975.

GUN, Nerin, *Pétain-Laval-de Gaulle. Les secrets des archives américaines*, Paris, Albin Michel, 1979.

GUTTSMAN, W. L., *The German Social Democratic Party, 1875-1933. From Ghetto to Government*, Londres, Allen and Unwin, 1981.

HALLS, Wilfred D., *The Youth of Vichy France*, Oxford, Clarendon Press, 1981.

HANSEN, Erik von Stein, *Hendrik De Man and the Crisis in European Socialism, 1926-1936*, Cornell University, 1968 (Ph. D.).

HAYES, Paul M., *Quisling. The Career and Political Ideas of Vidkun Quisling*, Newton Abbot, David and Charles, 1971.

HAYNAL, André, RENTCHNIK, Pierre et SENARCLENS, Pierre de, *Les orphelins mènent-ils le monde ?*, Paris, Stock, 1978.

HELLMAN, John, *Emmanuel Mounier and the New Catholic Left, 1930-1950*, University of Toronto Press, 1981.

HERVIER, Julien, *Deux individus contre l'histoire : Pierre Drieu La Rochelle-Ernst Jünger*, Paris, Klincksieck, 1978.

HOISINGTON Jr., William A., *Taxpayers' Revolt in France. The National Taxpayers' Federation, 1928-1939*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1973.

Les Idées politiques et sociales de la Résistance. (Documents clandestins, 1940-1944), Paris, PUF, 1954 (textes choisis et introduction d'Henri Michel et Boris Mirkine-Guetzévitch).

Institut für Marxismus-Leninismus beim ZK der KPdSU, *Die Kommunistische Internationale. Kurzer historischer Abriss*, Francfort-sur-le-Main, Verlag Marxistische Blätter, 1970.

ISAACS, Robert H., *The Tragedy of the Chinese Révolution*, Stanford California, 1961 (2e éd. revue).

JAECKEL, Eberhard, *La France dans l'Europe de Hitler*, Paris, Fayard, 1968.

JEANNENEY, Jean-Noël, *Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir. La faillite du Cartel, 1924-1926*, Paris, Éd. du Seuil, « Points Histoire », 1982.

–, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir, 1914-1940*, Paris, Éd. du Seuil, 1976.

JUDT, Tony, *La Reconstruction du parti socialiste : 1921-1926*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.

KRIEGEL, Annie, *Les Communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Paris, Éd. du Seuil, 1968.

LACOUTURE, Jean, *De Gaulle. Le Rebelle, 1890-1944*, Paris, Éd. du Seuil, 1984.

LEFRANC, Georges, *Le Mouvement syndical sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1967.

–, *Histoire du Front populaire (1934-1938)*, Paris, Payot, 1974.

LEFRANÇOIS, Catherine, *L'Opinion publique en Seine-Inférieure sous l'Occupation (juin 1940-septembre 1944)*, Paris-I, 1981 (maîtrise d'histoire).

LEJBZON, B. M., SHIRINYA, K. K., *Povorot v politike Kominterna*, Moscou, Mysl, 1975 (2e éd. revue et corrigée).

LÉVY, Claude et TILLARD, Paul, *La Grande Rafle du Vel d'Hiv*, Paris, Laffont, 1967.

LOUBETDEL BAYLE, Jean-Louis, *Les Non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Éd. du Seuil, 1969.

LUDWIG, Karl-Heinz, *Technik und Ingenieure im Dritten Reich*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1974.

MACHEFER, Philippe, *Ligues et Fascismes en France (1919-1939)*, Paris, PUF/Clio, 1974.

MARRUS, Michaël R., PAXTON, Robert O., *Vichy et les Juifs*, Paris, Calmann-Lévy, 1981.

MICAUD, Charles A., *The French Right and Nazi Germany, 1933-1939. A Study of Public Opinion*, New York, Octagon Books, 1964.

MICHAELIS, Meir, *Mussolini e la Questione ebraica. Le relazioni italotedesche e la politica razziale in Italia*, Milan, Edizioni di Comunità, 1982.

MILZA, Pierre et BENTELI, Marianne, *Le Fascisme au XX^e siècle*, Paris, Richelieu-Bordas, 1973.

MYSYROWICZ, Ladislas, *Autopsie d'une défaite. Origines de l'effondrement militaire français de 1940*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1973.

NAGY-TALAVERA, Nicholas M., *The Green Shirts and the Others, A History of Fascism in Hungary and Rumania*, Stanford (Cal.), Hoover Institution Press, 1970.

NANDAN, Yash, *The Durkheimian School. A Systematic and Comprehensive Bibliography*, Westport (Connecticut), Greenwood Press, 1977.

Native Fascism in the Successors States 1918-1945, Peter F. Sugar éd., Santa Barbara (Cal.), ABC-CIio, 1970.

NOLTE, Ernst, *Le Fascisme dans son époque*, Paris, Julliard, 1970, 3 vol.

NOVICK, Peter, *The Resistance versus Vichy. The Purge of Collaborators in Liberated France*, Columbia UP, 1968.

ORY, Pascal, *Les Collaborateurs, 1940-1945*, Paris, Éd. du Seuil, 1976.

OSTENC, Michel, *Intellectuels italiens et Fascisme (1915-1929)*, Paris, Payot, 1983.

PAULEY, Bruce F., *Hitler and the Forgotten Nazis. A History of Austrian National Socialism*, The University of North Carolina Press, 1981.

PAYNE, Stanley G., *Fascism. Comparison and Definition*, The University of Wisconsin Press, 1980.

PAXTON, Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Paris, Éd. du Seuil, 1972.

PLUMYÈNE, Jean et LASIERRA, Raymond, *Les Fascismes français*, Paris, Éd. du Seuil, 1963.

POIDEVIN, Raymond, *Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, Colin, 1969.

PROST, Antoine, *Les Anciens Combattants et la Société française*. Vol. I. *Histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1977.

Reappraisals of Fascism, Henry A. Turner Jr. éd., New York, Viewpoints, 1975.

RÉMOND, René, *Les Droites en France*, Paris, Aubier-Montaigne, 1982.

ROBERTS, David D., *The Syndicalist Tradition and Italian Fascism*, The University of North Carolina Press, 1979.

ROBRIEUX, Philippe, *Thorez. Vie secrète et vie publique*, Paris, Fayard, 1975.

–, *Histoire intérieure du parti communiste*. Vol. I. *1920-1945*, Paris, Fayard, 1980.

ROHE, Karl, *Das Reichsbanner Schwarz Rot Gold*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1966.

ROSSI-LANDI, Guy, *La Drôle de guerre. La vie politique en France, 2 septembre 1939-10 mai 1940*, Paris, Presses de la FNSP, 1971.

ROUSSO, Henry, *Pétain et la Fin de la collaboration, Sigmaringen, 1944-1945*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1984.

RUDEAUX, Philippe, *Les Croix-de-Feu et le PSF*, Paris, France-Empire, 1967.

SADOUN, Marc, *Les Socialistes sous l'Occupation. Résistance et collaboration*, Paris Presses de la FNSP, 1982.

SCHAPER, B. W., *Albert Thomas. Trente ans de réformisme social*, Assen, Van Gorcum, 1959.

SCHMIDT, Mathias, *Albert Speer : das Ende eines Mythos. Speers wahre Rolle im Dritten Reich*, Berne-Munich, Scherz Verlag, 1982.

SCHUKER, Stephen A., *The End of French Predominance in Europe. The Financial Crisis of 1924 and the Adoption of the Dawes Plan*, Chapell Hill, The University of North Carolina Press, 1976.

SCOTT, William E., *Le Pacte franco-soviétique. Alliance contre Hitler*, Paris, Payot, 1965.

SENARCLENS, Pierre de, *Le Mouvement Esprit, 1932-1941. Essai critique*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1974.

SETTEMBRINI, Domenico, *Fascismo Controrivoluzione Imperfetta*, Florence, Sansoni, 1978.

SIPOLS, V. J., *Vneshnyaya politika Sovetskogo Soyuza, 1933-1935 gg*, Moscou, Nauka,1980.

SKIDELSKY, Robert, *Oswald Mosley*, Londres, Hamilton, 1975.

SOUCY, Robert, *Fascist Intellectual. Drieu La Rochelle*, University of California Press, 1979.

STERNHELL, Zeev, *Maurice Barrès et le Nationalisme français*, Paris, Colin, 1972.

–, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914*, Paris, Éd. du Seuil, 1978.

–, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Éd. du Seuil, 1983.

TCHAKHOTINE, Serge, *Le Viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1968.

THOMAS, Hugh, *The Spanish Civil War*, Londres, Hamilton, 1977.

VAISSE, Maurice, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement, 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Publi-

cations de la Sorbonne, 1981.

VAN ROON, Ger, *Neuordnung im Widerstand. Der Kreisauer Kreis innerhalb der deutschen Widerstandsbewegung*, Munich, R. Oldenbourg Verlag, 1967.

WARNER, Geoffrey, *Pierre Laval and the Eclipse of France*, Londres, Eyre and Spottiswoode, 1968.

WEBER, Frank G. *The Evasive Neutral. Germany, Britain and the Quest for a Turkish Alliance in the Second World War*, Columbia, University of Missouri Press, 1979.

WEBER, Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965.

WEINBERG, Gerhard L., *The Foreign Policy of Hitler's Germany. Diplomatic Revolution in Europe, 1933-1936*, The University of Chicago Press. 1970 ; *Starting World War II, 1937-1939*, 1980.

WEINGARTNER, Thomas, *Stalin und der Aufstieg Hitlers. Die Deutschlandpolitik der Sowjetunion und der Kommunistischen Internationale, 1929-1934*, Berlin, W. de Gruyter, 1970.

WINOCK, Michel, *Histoire politique de la revue « Esprit », 1930-1950*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « L'Univers historique », 1975.

WIPPERMANN, Wolfgang, *Faschismustheorien. Zum Stand der gegenwärtigen Diskussion*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1980.

WOLF, Dieter, *Doriot. Du communisme à la collaboration*, Paris, Fayard, 1969.

WYNOT (Jr.), Edward D., *Polish Politics in Transition. The Camp of National Unity and the Struggle for Power, 1935-1939*, Athens, University of Georgia Press, 1974.

YALNIK, Odile, *Jean Prévost. Portrait d'un homme*, Paris, Fayard, 1979.

ZIEBURA, Gilbert, *Léon Blum et le Parti socialiste, 1872-1934*, Paris, Presses de la FNSP, 1967.

B. Articles

AGERON, Charles-Robert, « L'idée d'Eurafrique et le débat colonial franco-allemand de l'entre-deux-guerres », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 22, juill.-septembre 1975, p. 446-475.

–, « L'opinion publique française pendant les crises internationales de septembre 1938 à juillet 1939 (étude de sondages) », *Cahiers de l'Institut d'histoire de la presse et de l'opinion* (Tours), n° 3, 1974-1975, p. 203-224.

ALLARDYCE, Gilbert D., « *The Political Transition of Jacques Doriot* », *Journal of Contemporary History*, vol. 1, n° 1, 1966, p. 56-74.

–, « Jacques Doriot et l'esprit fasciste en France », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 97, janvier 1975, p. 31-44.

–, « *What Fascism is not : Thoughts on the Deflation of a Concept* », *The American Historical Review*, vol. 84, n° 2, avril 1979, p. 367-388.

BAKER, Donald N., « *Two Paths to Socialism : Marcel Déat and Marceau Pivert* », *Journal of Contemporary History*, vol. 11, n° 1, 1976, p. 107-128.

BERGOUNIOUX, Alain, « Le néo-socialisme. Marcel Déat : réformisme traditionnel ou esprit des années trente », *Revue historique*, n° 528, octobre-décembre 1978, p. 389-412.

BERSTEIN, Serge, « La France des années 30 allergique au fascisme. A propos de Zeev Sternhell », *XX^e siècle*, n° 2, avril 1984, p. 83-94.

BOURDERON, Roger, « Le régime de Vichy était-il fasciste ? », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet

1973, p. 23-46.

Bourgeois, Guillaume, « Autour de la lettre du 1er octobre 1939 au président Herriot », *Communisme*, n° 1, 1982, p. 107-114.

Bruhat, Jean, « La CGT », p. 172-173, in *La France et les Français en 1938-1939*, sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1978.

Brunet, Jean-Paul, « Une crise du parti communiste français : l'affaire Barbé-Célor », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. XVI, juillet-septembre 1969, p. 439-462.

–, « Réflexions sur la scission de Doriot (février-juin 1934) », *Le Mouvement social*, n° 70, janvier-mars 1970, p. 43-64.

–, « Un fascisme français : le parti populaire français de Doriot (1936-1939) », *Revue française de sciences politiques*, 33/2, avril 1984, p. 255-280.

Burrin, Philippe, « La France dans le champ magnétique des fascismes », *Le Débat*, n° 32, novembre 1984, p. 52-72.

–, « Diplomatie soviétique, Internationale communiste et PCF au tournant du Front populaire (1934-1935) », *Relations internationales*, n° 45, printemps 1986, p. 19-34.

Cointet, Jean-Paul, « Les marginaux de gauche », in *La France et les Français en 1938-1939*, *op. cit.*, p. 261-274.

–, « Marcel Déat et le Parti unique (été 1940) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet 1973, p. 1-23.

Crémieux-Brilhac, Jean-Louis, « L'opinion publique française, l'Angleterre et la guerre (septembre 1939-juin 1940) », in *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, *op. cit.*, p. 1-50.

Decleva, Enrico, « *Le delusioni di una democrazia : Carlo Rosselli e la Francia, 1929-1937* », p. 39-84, *in* Duroselle, Jean-Baptiste et Serra, Enrico éd., *Italia e Francia dal 1919 al 1939*, Milan, Ispri, 1981.

DRAPER, Theodor, « *The Strange Case of the Comintern* », *Survey*, 1972, n° 3, p. 81-137.

DREYFUS, Michel, « Bureau de Paris et bureau de Londres : le socialisme de gauche en Europe entre les deux guerres », *Le Mouvement social*, 112, juillet-septembre 1980, p. 25-55.

DURAND, Yves et BOHBOT, David, « La collaboration politique dans les pays de la Loire moyenne : étude historique et socio-politique du RNP en Indre-et-Loire et dans le Loiret », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 91, juillet 1973, p. 57-76.

GIRARDET, Raoul, « Note sur l'esprit d'un fascisme français (1934-1939) », *Revue française de science politique*, vol. 5, n° 3, juillet-septembre 1955 et p. 530.

GROSSMAN, Stanley, « L'évolution de Marcel Déat », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 97, janvier 1975, p. 3-29.

« Histoire du PS SFIO (21e partie) juin 1939-juin 1940 », *L'OURS*, n° 133, août-septembre 1982, p. 28-35.

HOFFMANN, Stanley, « *Collaborationism in France during World War II* », *Journal of Modern History*, n° 40, 3, 1968. p. 375-396.

JULLIARD, Jacques, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, vol. 39, n° 4, juill.-août 1984, p. 849-861.

KNOX, MacGregor, « *Conquest, Foreign and Domestic, in Fascist Italy and Nazi Germany* », *Journal of Modern History*, vol. 56, n° 1, mars 1984, p. 1-57.

KRIEGEL, Annie, « Le PCF sous la IIIe République (1920-1939). Évolution de ses effectifs », *Revue française de science politique*, vol. XV/1, février 1965, p. 5-35.

LEFRANC, Georges, « Histoire d'un groupe du PS SFIO. Révolution constructive (1930-1938) », *Mélanges Babel*, Genève,

Tribune de Genève, 1963, vol. II, p. 400-426.

Logue, William, « Sociologie et politique : le libéralisme de Célestin Bouglé », *Revue française de sociologie*, n° 1/1979, p. 141-161.

Machefer, Philippe, « Sur quelques aspects de l'activité du colonel de La Rocque et du "Progrès social français" pendant la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 58, avril 1965, p. 35-57.

–, « L'Union des droites. Le PSF et le Front de la liberté, 1936-1937 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, t. 17, janv.-mars 1970, p. 112-127.

Maitron, Jean, « Quelques documents relatifs à la tactique classe contre classe », *Le Mouvement social*, n° 70, janvier-mars 1970, p. 29.

Martin, Bernd, « *Japan. Zur Rezeption und wechselseitigen Beeinflussung von Herrschaftspraktiken und Weltmachtbestrebungen* », in *Innen- und Aussenpolitik unter nationalsozialistischer Bedrohung*, E. Ferndran *et al.* éd., Opladen, Westdeutscher Verlag, 1977, p. 87-109.

Martiny, Martin, « *Die Entstehung und politische Bedeutung der "Neuen Blätter für den Sozialismus" und ihres Freundeskreises* », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, juillet 1977, p. 373-419.

Michaelis, Meir, « *Anmerkungen zum italienischen Totalitarismusbegriff. Zur Kritik der Thesen Hannah Arendts und Renzo De Felices* », *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, Rome, Deutsches Institut, Bd. 62, 1982, p. 270-302.

Mitchev, Dobrin, « *G. Dimitrov i podgotovkata na Sedmiya Kongress na Komunisticheskiya Internatsional (mart-yuli 1934 g.)* », *Vekove* (Sofia), n° 2, 1972, p. 30-42.

MOSSE, George L., « *Towards a General Theory of Fascism* », *International Fascism. New Thoughts and New Approaches*, George Mosse éd., Londres, Sage Publications, 1979, p. 1-41.

NORMAND, Guessler, « *Barbusse and his* Monde *(1928-1935)* », *Journal of Contemporary History*, XI, juillet 1976, p. 173-197.

PAAYE, A. H., « Le mouvement national-socialiste en Hollande », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 66, avril 1967, p. 31-60.

PESCHANSKI, Denis, « La demande de parution légale de *l'Humanité* (17 juin 1940-27 août 1940) », *Le Mouvement social*, n° 113, oct-décembre 1980, p. 67-89.

PEYREFITTE, Christel, « Les premiers sondages d'opinion », in *Édouard Daladier, chef du gouvernement, avril 1938-septembre 1939*, sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 265-278.

PROST, Antoine, *La CGT à l'époque du Front populaire, 1934-1939. Essai de description numérique*, Paris, Colin, 1964.

–, « Le rapport de Déat en faveur d'un parti national unique, essai d'analyse lexicale », *Revue française de sciences politiques*, vol. 23, 5, octobre 1973, p. 933-972.

–, « L'éclatement du Front populaire. Analyse factorielle des scrutins de la Chambre des députés de juin 1936 à juin 1939 », in *Édouard Daladier, chef de gouvernement, avril 1938-septembre 1939*, sous la direction de René Rémond et Janine Bourdin, Paris, Presses de la FNSP, 1977, p. 25-44.

RACINE-FURLAUD, Nicole, « Le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (1934-1939). Antifascisme et pacifisme », *Le Mouvement social*, n° 101 octobre-décembre 1977, p. 87-113.

RAPONE, Leonardo, « *Fascisme : Né déstra né sinistra ?* », *Studi storici*, vol. 25, n° 3, juill.-septembre 1984, p. 799-820.

ROGLIANO, Marie-France, « L'anticommunisme dans la CGT : *Syndicats* », *Le Mouvement social*, n° 87, avr.-juin 1974,

p. 63-84.

ROMANO, Sergio, « *Sorel e Mussolini* », *Storia contemporanea*, XV, n° 1, février 1984, p. 123-131.

ROSSI-LANDI, Guy, « Le pacifisme en France (1939-1940) », in *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, Actes du colloque franco-britannique, Paris, 8-12 décembre 1975, Paris, CNRS, 1979, p. 123-152.

SAND, Shlomo, « L'idéologie fasciste en France », *Esprit*, n^os 8-9, août-septembre 1983, p. 149-160.

SARTRE, Jean-Paul, « Qu'est-ce qu'un collaborateur ? », in *Situations III*, Paris, Gallimard, 1949, p. 43-61.

SENARCLENS, Pierre de, « L'image de l'Allemagne dans la revue *Esprit* », *Relations internationales*, 1974, n° 2, p. 123-145.

SHIRINYA, K. K., « *Iz istorii podgotovki VII kongressa Kommunistichestokogo Internatsionala* », *Voprosy istorii KPSS*, n° 8, 1975, p. 49-61.

SOUCY, Robert J., « *The Nature of Fascism in France* », in *International Fascism. New Thoughts and New Approaches*, George Mosse éd., Londres, Sage Publications, 1979, p. 243-272.

STEINERT, Marlis G., « Fascisme et national-socialisme : cas singuliers, cas spécifiques, phénomène générique ? », in *L'Historien et les Relations internationales*, recueil d'études en hommage à Jacques Freymond, Genève, IUHEI, 1981, p. 167-179.

STERNHELL, Zeev, « *Stands of French Fascism* », in *Who Were the Fascists. Social Roots of European Fascism*, Stein U. Larsen, Bernt Hagtvet, Jan P. Myklebust éd., Bergen, Universitetsforlaget, 1980.

SUEUR, Marc, « La collaboration politique dans le département du Nord (1940-1944) », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, n° 135, juillet 1984, p. 3-45.

TOUCHARD, Jean, « L'esprit des années 30 : une tentative de renouvellement de la pensée politique française », in *Tendances*

politiques de la vie française depuis 1789, Paris, Hachette, 1960, p. 89-121.

VOGT, W. Paul, « Un durkheimien ambivalent : Célestin Bouglé, 1870-1940 », *Revue française de sociologie*, n° 1/1979, p. 123-139.

WEBER, Eugen, « *Nationalism, Socialism, and National-Socialism in France* », *French Historical Studies*, vol. II, n° 3, printemps 1962, p. 273-307.

WHEATLEY, R., « La guerre russo-finlandaise, les plans d'intervention alliés et les relations britanniques avec la Russie », in *Français et Britanniques dans la drôle de guerre*, *op. cit.*, p. 245-262.

WINOCK, Michel, « Une parabole fasciste : *Gilles* de Drieu La Rochelle », *Le Mouvement social*, n° 80, 1972, p. 29-47.

–, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, n° 25, mai 1983, p. 35-44.

WOLIKOW, Serge, « Les rapports du PCF et de l'IC (1925-1935) », *Cahiers de l'Institut Maurice-Thorez*, n^{os} 25-26, 2^{e} trimestre 1978, p. 14-65.

Complément bibliographique 2003

Sur *le fascisme en général* :

Bessel, Richard (éd.), *Fascist Italy and Nazi Germany. Comparisons and Contrasts*, New York, Cambridge University Press, 1996.

Borejsza, Jerzy, *Schulen des Hasses. Faschistische Systeme in Europa,* Francfort-sur-le-Main, Fischer, 1999.

Collotti, Enzo, *Fascismo, fascismi,* Florence, Sansoni, 1989.

Griffin, Roger, *The Nature of Fascism*, Londres, Routledge, 1993.

Laqueur, Walter, *Fascism. Past, Present, and Future*, New York, Oxford University Press, 1996.

Möller, Horst, Gérard Paulet et Andreas Wirsching (éd.), *Gefährdete Mitte?Mittelschichten und politische Kultur zwischen den Weltkriegen: Italien, Frankreich und Deutschland*, Sigmaringen, J. Thorbecke, 1993.

Mühlberger, Detlef (éd.), *The Social Basis of European Fascist Movements*, Londres, Croom Helm, 1987.

Paxton, Robert, « Les fascismes : essai d'histoire comparée », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 45, janvier-mars 1995, p. 3-13.

Payne, Stanley, *A History of Fascism, 1914-1945*, Madison, University of Wisconsin Press, 1995.

Sur *le fascisme français* :

Affron, Matthew et Mark Antliff (éd.), *Fascist Visions : Art and Ideology in France and Italy*, Princeton, N.J., Princeton Uni-

versity Press, 1997.

BELOT, Robert, *Lucien Rebatet. Un itinéraire fasciste*, Paris, Seuil, 1994.

BIRNBAUM, Pierre, *Une mythologie politique : la « république juive »*, Paris, Fayard, 1988.

–, *« La France aux Français ». Histoire des haines nationalistes*, Paris, Seuil, 1993.

BRENDER, Reinhold, *Kollaboration in Frankreich im Zweiten Weltkrieg. Marcel Déat und das Rassemblement national populaire*, Munich, Oldenbourg, 1992.

BRUNET, Jean-Paul, *Jacques Doriot, du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986.

BURRIN, Philippe, « Le fascisme », *in* Jean-François Sirinelli (éd.), *Histoire des droites en France*, t. 1, *Politique*, Paris, Gallimard, 1992, p. 603-652.

CARROLL, David, *French Literary Fascism: Nationalism, Anti-Semitism, and the Ideology of Culture*, Princeton, Princeton University Press, 1995.

COINTET, Jean-Paul, *Marcel Déat : du socialisme au national-socialisme*, Paris, Perrin, 1998.

COINTET, Michèle, *Vichy et le fascisme : les hommes, les structures et les pouvoirs*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1987.

DOUGLAS, Allen, *From Fascism to Libertarian Communism: Georges Valois against the Third Republic*, Berkeley, University of California Press, 1992.

GERMINARIO, Francesco, « Fascisme et idéologie fasciste. Problèmes historiographiques et méthodologiques dans le modèle de Zeev Sternhell », *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 1, 1er semestre 1995, p. 39-77.

GIOLITTO, Pierre, *Histoire de la Milice*, Paris, Perrin, 1996.

GOODFELLOW, Samuel Huston, *Between the Swastika and the Cross of Lorraine : Fascisms in Interwar Alsace*, DeKalb, Northern

Illinois University Press, 1999.

HAWTHORNE, Melanie et Richard J. GOLSA (éd.), *Gender and Fascism in Modern France*, Hanover, University Press of New England, 1997.

IRVINE, William D., « Fascism in France. The strange case of the Croix de Feu », *Journal of Modern History*, 1991, p. 271-295.

–, *The Boulanger Affair Reconsidered. Royalism, Boulangism and the Origins of the Radical Right in France*, Oxford University Press, 1989.

JANKOWSKI, Paul, *Communism and Collaboration: Simon Sabiani and Politics in Marseille, 1919-1944*, New Haven and London, Yale University Press, 1989.

KAPLAN, Alice Yaeger, *Reproductions of Banality: Fascism, Literature, and French Intellectual Life*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1986.

MONNET, François, *Refaire la République. André Tardieu, une dérive réactionnaire (1876-1945)*, Paris, Fayard, 1993.

MÜLLER, Klaus-Jürgen, « Fascism in France? Some Comments on Extremism in France between the Wars » *in* Haim Shamir (ed.), *France and Germany in an Age of Crisis 1900-1960*, Leiden and New York, Brill, 1990, p. 275-301.

NOBÉCOURT, Jacques, *Le colonel de La Rocque, 1885-1946, ou les pièges du nationalisme chrétien*, Paris, Fayard, 1996.

PAGÈS, Yves, *Les fictions du politique chez L.-F. Céline*, Paris, Seuil, 1994.

PASSMORE, Kevin, « The Croix de Feu: Bonapartism, National Populism or Fascism? », *French History*, 1995, p. 67-92.

–, *From Liberalism to Fascism : The Right in a French Province, 1928-1939*, New York, Cambridge University Press, 1997.

PAXTON, Robert, *Le temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, Paris, Seuil, 1996.

RASSON, Luc, *Littérature et fascisme : les romans de Robert Brasillach*, Paris, Minard, 1991.

ROBERTS, David D., « How not to Think about Fascism and Ideology, Intellectual Antecedents and Historical Meaning », *Journal of Contemporary History*, avril 2000.

SCHOR, Ralph, *L'antisémitisme en France pendant les années trente*, Bruxelles, Complexe, 1992.

SCHWARZER, Reinhard, *Vom Sozialisten zum Kollaborateur: Idee und politische Wirklichkeit bei Marcel Déat*, Pfaffenweiler, Centaurus-Verlagsgesellschaft, 1987.

SOUCY, Robert, « French Fascism and the Croix de Feu: a dissenting interpretation », *Journal of Contemporary History*, 1991, p. 159-188.

–, *French Fascism: the first wave, 1924-1933*, Cambridge, Mass., 1986 (trad. fr., *Le fascisme français 1924-1933*, Paris, PUF, 1989).

–, *French Fascism: the second wave, 1933-1939*, New Haven and London, Yale University Press, 1995.

STERNHELL, Zeev, avec Mario Sznajder et Maia Asheri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Fayard, 1989.

VERDÈS-LEROUX, Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.

WINOCK, Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990.

WINOCK, Michel (éd.), *Histoire de l'extrême droite en France*, Paris, Seuil, 1993.

WITT, Mary Ann Frese, *The Search for Modern Tragedy: Aesthetic Fascism in Italy and France*, Ithaca, Cornell University Press, 2001.

A

Abetz, Otto 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50

Achard, Marcel 1

Achenbach, Ernst 1 2 3 4 5 6 7 8

Ady-Brill (Benoît-Adrien Brille, dit) 1 2

Aimard, Gustave 1

Aimot, Jean-Marie 1 2

Alain (Émile Chartier, dit) 1 2 3 4 5 6 7

Albertini, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14

Alexandre, Michel 1 2 3 4 5 6

Alibert, Raphaël 1

Andreu, Pierre 1 2

Aron, Raymond 1 2

Aron, Robert 1 2 3

Arrighi, Victor 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Auburtin, Jean 1 2 3

Auclair, Émile 1

Audiffret-Pasquier, Étienne d' 1

Auriol, Vincent 1 2 3 4 5

B

Barbé, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25

Barbier, Jean 1

Barbusse, Henri 1 2 3 4

Bardet, Gérard 1 2

Bardoux, Jacques 1 2

Barnaud, Jacques 1 2 3 4

Barrès, Maurice 1

Barthélemy, Georges 1 2 3 4 5 6 7

Barthélémy, Georges 1 2 3

Barthélemy, Victor 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Barthou, Louis 1 2 3 4 5

Basch, Victor 1

Baudouin, Paul 1 2 3 4 5

Beaussard, Mgr 1

Belin, René 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Benedetti, René 1

Benoist-Méchin, Jacques 1 2 3 4 5 6

Béraud, Henri 1

Bergery, Gaston 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141

142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155
156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169
170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183
184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197
198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211
212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225
226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239
240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253
254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267
268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281
282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295
296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309
310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323
324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337
338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351
352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365
366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379
380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393
394 395 396

Berl, Emmanuel 1 2

Bernier, Jean 1 2 3 4

Berth, Édouard 1

Berthelot, Philippe 1

Beugras, Albert 1 2 3

Bibié, Maxence 1

Bichelonne, Jean 1

Blanc, Louis 1

Bloch, Jean-Richard 1 2 3 4 5

Blum, Léon 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56

Blumel, André 1

Bois, Élie-Joseph 1

Boissel, Jean 1

Boivin, Pierre 1

Boll, André 1

Bonnafous, Max 1 2 3 4 5

Bonnard, Abel 1 2

Bonnet, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Bonnier, Claude 1 2 3 4

Bonnin, Charlotte 1 2

Bottai, Giuseppe 1

Bouisson, Fernand 1

Boukharine, Nicolas 1 2 3

Bouthillier, Yves 1

Boville, Henri 1 2 3

Branger, Jacques 1 2

Brasillach, Robert 1 2

Briand, Aristide 1

Brille, Michel 1 2 3 4 5 6 7 8

Brinon, Fernand de 1 2 3 4 5

Brossolette, Pierre 1

Brout, Marcel 1 2 3

Browder, Earl 1

Brunet, René 1 2

Brüning, Heinrich 1

Bucard, Marcel 1 2 3 4 5 6 7

Bunet, Armand 1

Bureau, Jules 1 2

C

Cachin, Marcel 1 2 3 4

Caillaux, Joseph 1 2 3 4 5 6 7 8

Calvayrac, Élie 1

Capron, Marcel 1 2

Cathala, Pierre 1 2 3

Cayrel, Antoine 1 2 3 4 5 6 7 8

Caziot, Pierre 1

Célor, Pierre 1

Cerf, René (Cerf-Ferrière) 1 2

Challaye, Félicien 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22

Chamberlain, Neville 1 2 3 4

Champetier de Ribes, Auguste 1

Charles, Albert 1 2

Chasseigne, François 1 2 3 4 5 6

Chateau, René 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23

Chaumet, André 1

Chautemps, Camille 1 2 3 4 5 6
Chaux, Édouard 1
Chiappe, Jean 1 2 3 4 5
Chichery, Albert 1 2
Churchill, Winston 1
Ciano, Galeazzo 1
Clamamus, Jean-Marie 1
Clément, Albert 1
Clerc, Henri 1 2 3
Colliard, Lucie 1 2 3
Collinet, Michel 1
Collombier, Maurice 1
Cooper, Duff 1
Cornilleau, Robert 1
Coston, Henry 1
Cot, Pierre 1 2 3 4 5
Coutrot, Jean 1
Creyssel, Paul 1
Croce, Benedetto 1
Cudenet, Gabriel 1 2 3 4

D

Daladier, Édouard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44

Daniel-Rops (Henri Petiot, dit) 1

Darlan, François-Xavier 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

Darnand, Joseph 1 2 3 4

Darquier de Pellepoix, Louis 1

Déat, Marcel 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379

380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423 424 425 426 427 428 429 430 431 432 433 434 435 436 437 438 439 440 441 442 443

Debré, Michel 1

Debû-Bridel, Jacques 1

Degrelle, Léon 1 2 3 4 5

Deixonne, Maurice 1

Delaisi, Francis 1 2 3 4

Delaunay, Maurice 1 2

Déléage, André 1

Delmas, André 1 2 3 4 5 6

Deloncle, Eugène 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23

Delsol, Clément 1 2

De Man, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27

Deschizeaux, Louis 1 2 3 4 5 6

Desnots, Jean 1

Desphelippon, François 1 2

Devaud, Stanislas 1

Dimitrov, Georges 1 2 3

Dominique, Pierre 1 2 3 4 5

Dommange, René 1 2 3 4 5 6

Dooghe, Charles 1 2

Doriot, Jacques 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 190 191 192 193 194 195 196 197 198 199 200 201 202 203 204 205 206 207 208 209 210 211 212 213 214 215 216 217 218 219 220 221 222 223 224 225 226 227 228 229 230 231 232 233 234 235 236 237 238 239 240 241 242 243 244 245 246 247 248 249 250 251 252 253 254 255 256 257 258 259 260 261 262 263 264 265 266 267 268 269 270 271 272 273 274 275 276 277 278 279 280 281 282 283 284 285 286 287 288 289 290 291 292 293 294 295 296 297 298 299 300 301 302 303 304 305 306 307 308 309 310 311 312 313 314 315 316 317 318 319 320 321 322 323 324 325 326 327 328 329 330 331 332 333 334 335 336 337 338 339 340 341 342 343 344 345 346 347 348 349 350 351 352 353 354 355 356 357 358 359 360 361 362 363 364 365 366 367 368 369 370 371 372 373 374 375 376 377 378 379 380 381 382 383 384 385 386 387 388 389 390 391 392 393 394 395 396 397 398 399 400 401 402 403 404 405 406 407 408 409 410 411 412 413 414 415 416 417 418 419 420 421 422 423

Dormoy, Marx 1 2

Doumergue, Gaston 1 2 3 4 5

Dovgalevski, Valérien 1 2

Drieu La Rochelle, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34

Duclos, Jacques 1 2 3 4 5

Dullin, Charles 1

Dumoulin, Georges 1 2 3 4 5 6 7

Du Moulin de La Barthète, Henri 1 2 3 4 5

Durkheim, Émile 1 2 3

Dutilleul, Pierre 1

Duveau, Georges 1

Duvivier, Jules 1

E

Elbel, Paul 1 2 3

Émery, Léon 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

Engels, Friedrich 1

Estèbe, Paul 1

Estier, Claude 1

Étienne, Georges 1 2

F

Fabrègues, Jean de 1

Fabre-Luce, Alfred 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26

Farinet, Émile 1

Faure, Paul 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Favier, Émile 1

Fayard, Jean 1

Fégy, Camille 1 2

Flandin, Pierre-Étienne 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22

Fontenoy, Jean 1 2 3 4 5 6

Fossati, Jean 1 2 3 4 5 6 7

Foucauld, L.-P. 1

Frachon, Benoît 1

Franco, Francisco 1 2 3

François-Albert (Albert, François, dit) 1 2 3 4

Frenay, Henri 1 2

Fried, Eugen 1 2 3 4

Friedländer, Saul 1

Froideval, Raymond 1 2 3 4

Frossard, Ludovic-Oscar 1 2 3 4 5 6 7

Frot, Eugène 1 2 3 4 5 6 7

Fumet, Stanislas 1

G

Galey, Louis-Émile 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Galtier-Boissière, Jean 1 2 3

Ganivet, Pierre 1

Garchery, Jean 1 2

Gaucher, François 1 2 3 4

Gaulle, Charles de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

Gaxotte, Pierre 1

Gentile, Giovanni 1 2

Gérin, René 1 2

Gide, André 1 2

Gillouin, René 1 2

Gimon, Pierre 1

Giono, Jean 1 2 3

Girardet, Raoul 1

Giraud, Henri 1

Girault, Suzanne 1 2 3 4

Gitton, Marcel 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Gobetti, Piero 1

Goebbels, Joseph 1 2 3

Gounin, René 1

Goy, Jean 1 2 3 4 5 6

Gramsci, Antonio 1

Gregor, A. James 1

Grenier, Fernand 1

Grimm, Friedrich 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Grisoni, André 1 2 3

Groussard, Georges 1 2

Grumbach, Salomon 1

Guernut, Henri 1

Guigui, Albert 1 2

Guilbaud, Georges 1

Guionnet, Jean 1

Guiraud, Gaston 1 2 3 4

H

Hagnauer, Roger 1

Hauck, Henry 1 2 3 4 5

Helleu, Jean, Yves 1

Hennessy, Jean 1

Henriot, Philippe 1

Herriot, Édouard 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33

Hervé, Gustave 1 2

Heydrich, Reinhard 1 2 3

Hilferding, Rudolf 1

Himmler, Heinrich 1

Hindenburg, Paul von 1

Hitler, Adolf 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127

128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153

Hoare, Samuel 1

Hoffmann, Stanley 1

Honegger, Arthur 1

Hoog, Armand 1

Hoover, Herbert 1

Humbert-Droz, Jules 1

Hytte, Marcel 1

I

Itard, Jean 1

Izard, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35

Izard, Mme 1 2

J

Jamet, Claude 1 2

Jaquier, Maurice 1

Jaurès, Jean 1 2 3 4

Jean, Renaud 1 2

Jeanne d'Arc 1 2 3 4

Jeanson, Henri 1 2 3 4 5

Jeantet, Claude 1 2 3 4

Jerram, Guy 1

Jospin, Robert 1

Jost, Germain 1 2 3

Jouvenel, Bertrand de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64

Jouvenel, Henry de 1 2

Jouvet, Louis 1

K

Kamenev, Lev 1

Kaulla, Alfred von 1

Kayser, Jacques 1 2 3 4 5 6

Kerenski, Alexandre 1

Kerillis, Henri de 1 2 3 4

Keynes, John Maynard 1

L

Labonne, Eirik 1 2

Labrousse, Roger 1

Lacoste, Robert 1 2 3 4

Lafaye, Gabriel 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Lagardelle, Hubert 1

Lagrange, Léo 1

Lamirand, Georges 1

Landini, Amedeo 1 2 3 4 5 6 7 8

Langevin, Paul 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Langlois, Marie 1

Langumier, Adrien 1

Lanza del Vasto, Giuseppe 1

Lapie, Pierre-Olivier 1 2 3

Laroche, Hervé 1 2

La Rocque, François de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36

Laubreaux, Alain 1

Laurat, Lucien 1 2

Laurent, Charles 1

Laval, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157

Lebas, Jean 1

Le Bourre, Raymond 1

Lèbre, Henri 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Lebrun, Albert 1

Lecache, Bernard 1 2 3 4 5

Lecoin, Louis 1

Lefèvre, Robert 1 2

Lefranc, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8

Lemaigre-Dubreuil, Jacques 1

Lémery, Henry 1 2

Lemonnier, Guy (pseud.
Claude Harmel) 1

Lénine, Vladimir Ilitch 1 2 3 4

Le Roy Ladurie, Gabriel 1 2 3 4

Le Roy Ladurie, Jacques 1

Lesueur, Christian 1

Levillain, Maurice 1

Lévi-Strauss, Claude 1

Liebknecht, Karl 1

Lifar, Serge 1

Litvinov, Maxime 1 2 3

Loucheur, Louis 1

Loustau, Robert 1 2 3 4 5

Loustaunau-Lacau, Georges (dit Navarre) 1

Luchaire, Jean 1 2 3 4 5 6 7 8

L'Héveder, Louis 1

M

Madariaga, Salvador de 1

Mallarte 1

Mandel, Georges 1 2

Mann, Tom 1

Manuilski, Dimitri 1

Marc, Alexandre 1

Margueritte, Victor 1 2

Marin, Louis 1

Marion, Paul 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41

Marquet, Adrien 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37

Marschall, Marcel 1 2

Marty, André 1

Marx, Karl 1 2

Massis, Henri 1

Mathé, Jean 1 2

Maud'huy, Bertrand de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

Maulnier, Thierry 1 2 3 4 5 6 7

Mauriac, Claude 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17

Maurras, Charles 1 2 3 4 5 6 7 8

Maxence, Jean-Pierre 1 2

Maze, Jean 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Mazzini, Giuseppe 1
Menant, Guy 1
Mendès France, Pierre 1 2
Mesnard, René 1
Meyer, Fernand 1
Michard-Pellissier, Jean 1
Milhaud, Albert 1 2
Mireaux, Émile 1 2 3
Mistler, Jean 1 2
Moch, Jules 1
Monatte, Pierre 1
Monnet, Georges 1 2 3
Montagnon, Barthélemy 1 2
Montagnon, Barthélémy 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23
Montagnon, Paul 1
Montigny, Jean 1 2 3 4 5 6
Monzie, Anatole de 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Morin, Edgar 1 2
Mosley, Oswald 1
Motta, Giuseppe 1
Mounier, Emmanuel 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17
Moutet, Marius 1 2
Münzenberg, Willi 1

Mussert, Anton 1

Mussolini, Benito 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37

N

Nedelec, Émile 1

Nenni, Pietro 1

Noailles, Marie-Laure de 1

Noguères, Gino 1

Noguères, Louis 1 2

Noseck, Reinhard 1

O

Oberg, Carl Albrecht 1

O'Duffy, Eoin 1

P

Papen, Franz von 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Paringaux, Yves 1 2 3 4

Parsal (Puech, André, dit) 1 2 3

Patenôtre, Raymond 1

Paul, Roger 1

Paul-Boncour, Joseph 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17

Payart, Jean 1

Paz, Madeleine 1 2 3

Paz, Maurice 1 2 3

Pelletan, Camille 1

Perceau, Louis 1

Péri, Gabriel 1

Périn, Émile 1

Perrin, Paul 1 2

Perrot, Albert 1 2 3 4

Perroux, François 1

Peschadour, René 1

Pétain, Philippe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118

Petitjean, Michel 1

Petsche, Maurice 1

Peyrouton, Marcel 1 2

Philip, André 1 2

Pichot, Henri 1 2 3 4

Piétri, François 1

Pillot, Armand 1

Pineau, Christian 1

Pioch, Georges 1 2

Pitaud, Henri 1

Pivert, Charles 1 2 3

Pivert, Marceau 1 2 3 4 5 6

Planche, Camille 1 2

Plancke, Gabriel 1

Plas, Bertrand de 1 2 3 4 5 6 7 8

Poincaré, Raymond 1 2 3 4

Poitou-Duplessis, Jacques 1

Pomaret, Charles 1 2 3

Popelin, Claude 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

Poulaille, Henri 1

Prévost, Jean 1 2

Prost, Antoine 1

Proudhon, Pierre-Joseph 1 2

Pucheu, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20

R

Ramadier, Paul 1 2 3 4 5 6 7 8

Randoux, Maurice 1

Rauzy, Alexandre 1 2

Rebatet, Lucien 1 2 3

Rebeyrol, Jacques 1

Renaitour, Jean-Michel 1 2 3 4 5

Renaud, Jean 1 2 3
Renaudel, Pierre 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14
Reynaud, Paul 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18
Ribbentrop, Joachim von 1 2 3 4
Riefenstahl, Leni 1
Rives, Paul 1 2 3 4 5 6
Rivollet, Georges 1 2 3 4 5
Robbe, Fernand 1
Robespierre, Maximilien 1
Roche, Émile 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Roditi, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Rolland, Romain 1 2 3 4 5 6
Romains, Jules 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12
Roosevelt, Franklin D. 1 2
Rosenberg, Alfred 1 2
Roucayrol, Fernand 1 2 3
Rougemont, Denis de 1 2
Rous, Jean 1
Rousseau, Jean-Jacques 1
Roux, Georges 1 2 3 4
Roy, Marcel 1 2 3

S

Sabiani, Simon 1
Saint-Simon, Claude-Henri de 1

Saivre, Roger de 1 2
Salacrou, Armand 1
Salleron, Louis 1
Salvemini, Gaetano 1
Sarraut, Albert 1 2
Sartre, Jean-Paul 1 2
Sauckel, Fritz 1
Sauger, André 1 2 3
Saurin, Paul 1
Scapini, Georges 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Schleier, Rudolf 1 2 3 4 5 6
Schweitzer, Jacques 1
Sellier, Henri 1
Sellier, Louis 1 2
Semard, Pierre 1
Serampuy, Bernard (pseud. de François Goguel) 1
Serge, Victor 1 2 3
Serre, Philippe 1 2
Serret, Gilbert 1
Séverac, Jean-Baptiste 1 2 3
Sicard, Maurice-Ivan (pseud.
Saint-Paulien) 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11
Silly, Roland 1 2
Silone, Ignazio 1
Sorel, Georges 1 2 3
Soulès, Georges (pseud.

Raymond Abellio) 1 2 3 4 5 6 7

Soupé, Fernand 1

Speer, Albert 1

Spinasse, Charles 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11

Staline, Joseph 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46

Stavisky, Alexandre 1 2 3 4

Steinhardt, Laurence 1

Sternhell, Zeev 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10

Stresemann, Gustav 1

Suarez, Georges 1

Sulliotti, Italo 1

T

Taittinger, Pierre 1 2 3 4

Tanguy-Prigent (Prigent, François, dit) 1

Tarbé de Saint-Hardouin, Jacques 1 2 3

Tardieu, André 1

Tchang Kaï-chek 1

Temple, Emmanuel 1

Thaelmann, Ernst 1

Thibaudet, Albert 1

Thomas, Albert 1

Thomas, Louis 1

Thorez Maurice 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20

Tinguy de Pouët, Jean de 1

Tissot, Noël de 1

Tixier-Vignancour, Jean-Louis 1 2 3 4 5 6 7 8

Treint, Albert 1 2 3

Trochu, Charles 1

Trotski, Léon 1

V

Vaillant-Couturier, Paul 1

Valentin, François 1

Vallat, Xavier 1 2 3 4 5 6

Vallès, Jules 1

Vallon, Louis 1 2 3 4 5 6 7 8 9

Valois, Georges 1 2 3 4 5

Vanor, Jean 1

Van Zeeland, Paul 1 2 3

Vassart, Albert 1 2 3

Vauquelin des Yveteaux, Roger 1

Victor-Meunier 1

Viénot, Pierre 1 2

Vigne, Pierre 1 2

Villatte, Ernest-Claude 1

Viollette, Maurice 1 2 3 4

W

Weber, Eugen 1
Weber, Max 1 2 3
Weil-Curiel, André 1
Welczek, Johannes von 1
Wendel, François de 1 2 3
Weygand, Maxime 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10
Winock, Michel 1

Y

Ybarnegaray, Jean 1

Z

Zay, Jean 1 2
Zeller, Fred 1 2
Zinoviev, Grigor 1 2
Zoretti, Ludovic 1 2 3 4 5 6 7 8
Zyromski, Jean 1 2

Du même auteur

AUX MÊMES ÉDITIONS

La Dérive fasciste

Doriot, Déat, Bergery

« L'Univers historique », 1986

Hitler et les Juifs

Genèse d'un génocide

« L'Univers historique », 1989

et « Points histoire », 1995

La France à l'heure allemande

1940-1944

« L'Univers historique », 1995

et « Points Histoire », 1997

Fascisme, nazisme, autoritarisme

« Points Histoire », 2000

INDICE

Page de titre	1
Copyright	2
Dédicace	3
Préface	4
Introduction	12
CHAPITRE I. Des hommes de gauche à l'étroit	36
CHAPITRE II. Le champ magnétique des fascismes	78
CHAPITRE III. Front commun contre le fascisme	125
CHAPITRE IV. Le néo-socialisme	165
CHAPITRE V. Doriot contre Moscou	211
CHAPITRE VI. Les francs-tireurs du Front populaire	246
CHAPITRE VII. Les ambiguïtés du frontisme	284
CHAPITRE VIII. Déat à l'époque du Front populaire	326
CHAPITRE IX. Le PPF ou les avatars d'un rassemblement national	368
CHAPITRE X. Paris-Vichy	414
CHAPITRE XI. Les laissés-pour-compte de l'ordre nouveau	448
CHAPITRE XII. Bergery à Vichy, ou le conseiller	476

du Prince
CHAPITRE XIII. Déat ou la protection totalitaire de la nation 510
CHAPITRE XIV. Doriot, soldat de Hitler 557
Conclusion 592
Notes 606
Bibliographie 674
Index 720
Du même auteur 747